

Ministère de l'Éducation Nationale
Archives Générales du Royaume

**CENTRE DE RECHERCHES
ET D'ÉTUDES HISTORIQUES
DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE**

CAHIERS D'HISTOIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Réseaux de Renseignements belges en France
— Le M.N.B. et le Renseignement — La presse
clandestine en '40 — Verviers '40-'41 —
L'Internationale socialiste à Londres — La
KAJ en Allemagne — Un « gouvernement »
flamand dans le Reich

Comité scientifique :

Présidents : L. Hurez, W. Claes, Ministres de l'Éducation Nationale ;

Vice-présidents : J. Craeybeckx, A. Régibeau ;

Membres : A. Alers, J. Bartier, J.L. Charles, H. Corijn, E. Dedoyard, E. Dejean, L. de Landsheere, H. Halin, L.E. Halkin, J. Lory, M. Louette, Th. Luykx, C. Segers, L. Somerhausen, R. Van Santbergen, J. Vanwelkenhuyzen, D. Vercauteren, J. Willequet, L. Wils, C. Wyffels.

Comité de Rédaction :

Directeur : J. Vanwelkenhuyzen ;

Secrétaire de Rédaction : J. Gotovitch ;

Collaborateurs scientifiques : J. Dujardin, J. Gallant, W. Meyers, F. Selleslagh.

Les articles publiés dans les *Cahiers d'histoire de la seconde guerre mondiale* n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

La reproduction intégrale ou partielle des *Cahiers* est interdite sauf autorisation expresse du Centre de recherches et d'études historiques de la seconde guerre mondiale. ©

Les *Cahiers* existent en néerlandais : *Bijdragen tot de Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog*.



CAHIERS D'HISTOIRE
DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

2
octobre 1972

CENTRE DE RECHERCHES ET D'ETUDES HISTORIQUES
DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

CAHIERS D'HISTOIRE
DE LA SECONDE
GUERRE MONDIALE

2
octobre 1972

SOMMAIRE :

Jean Vanwelkenhuyzen

Avant-propos

p. 5-6

J. Dupardin

Le Mouvement National Belge. Activités dans le domaine
du Renseignement et de l'Action (1941 - février 1944)

p. 7-77

J. Fosty

Les réseaux belges de France

p. 79-111

José Goizvitch

Photographie de la presse clandestine de 1940

p. 113-126

J. Vignaux Jr.

Verviers, l'autorité communale en 1940-1941

p. 127-176

H. Edincaer

L'Internationale Socialiste. Les débats de Londres en
1940-1941

p. 181-219

André C.M. Meyers

« Vlaamsche Landvolk », un « gouvernement » d'émigrés
en Allemagne après septembre 1941

p. 221-269

A. Simeoni

« La Suisse en Allemagne » (1940-1945)

p. 271-297

A. De Waele

1940-1945

p. 299-300



LS DUBEL

DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE
CARNETS D'HISTOIRE

2
octobre 1973



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

ARCHIVES GÉNÉRALES DU ROYAUME

**CENTRE DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES HISTORIQUES
DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE**

CAHIERS D'HISTOIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

2
octobre 1972

SOMMAIRE :

Jean Vanwelkenhuyzen

Avant-propos p. 5 - 8

J. Dujardin

Le Mouvement National Belge. Activités dans le domaine
du Renseignement et de l'Action (1941 - février 1944) p. 9 - 77

J. Fosty

Les réseaux belges de France p. 79 - 111

José Gotovitch

Photographie de la presse clandestine de 1940 p. 113 - 156

J. Wynants Jr.

Verviers, l'autorité communale en 1940-1941 p. 157 - 189

H. Balthazar

L'Internationale Socialiste. Les débats de Londres en
1940-1941 p. 191 - 210

Willem C.M. Meyers

La *Vlaamse Landsleiding*, un « gouvernement » d'émigrés
en Allemagne après septembre 1944 p. 211 - 269

F. Selleslagh

La K.A.J. clandestine en Allemagne (1942-1944) p. 271 - 297

A. De Jonghe

Mise au point p. 299 - 300

PLACE DE LOUVAIN, 4. 1000 BRUXELLES — TEL. 18.45.26/27



MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
ARCHIVES GENERALES DU ROYAUME

CENTRE DE RECHERCHES ET D'ETUDES HISTORIQUES
DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

CAHIERS D'HISTOIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

2
octobre 1972

SOMMAIRE :

- Joan Vanwelkenhuyzen
Avant-propos
p. 5 - 8
- J. Dujardin
Le Mouvement National Belge. Activités dans le domaine
du Renseignement et de l'Action (1941 - février 1944)
p. 9 - 37
- J. Posty
Les réseaux belges de France
p. 39 - 41
- Jose Golovitch
Photographie de la presse clandestine de 1940
p. 43 - 45
- J. Wynants Jr.
Verviers : autorité communale en 1940-1941
p. 47 - 49
- H. Balmstein
L'Internationale Socialiste. Les débats de Londres en
1940-1941
p. 49 - 51
- William C.M. Meyers
La Viêtname Landstrijding en - Gouvernement - émigrés
en Allemagne après septembre 1944
p. 51 - 59
- F. Solfestagh
La K.A.L. clandestine en Allemagne (1942-1944)
p. 57 - 59
- A. De Jonghe
Mise au point
p. 59 - 60

PLACE DE LOUVAIN 4 - 1000 BRUXELLES - TEL. 48.88.827

AVANT-PROPOS

Les pages qui suivent touchent à beaucoup de choses. Elles le font à dessein. Elles tendent à donner une idée de la diversité des recherches en cours et de la variété des méthodes utilisées. Elles répondent, enfin, à une certaine politique qui préside à la publication des CAHIERS D'HISTOIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE.

Le premier numéro, paru il y a deux ans, s'articulait autour d'un thème central. Il en présentait quelques traits sans prétendre nullement faire le tour du sujet. Il publiait aussi, avec tout l'appareil scientifique requis, un document capital de l'histoire de la Belgique occupée. Dans un même volume, il associait ainsi deux genres de publications : des articles et l'édition de sources.

Cette fois, la seule unité qui relie les études est le souci commun des auteurs de rendre compte de l'état actuel des connaissances sur certains points particuliers. La dimension des sujets abordés est très variable. Elle va de l'examen statistique minutieux d'un objet bien délimité à la première approche d'une question internationale. La gamme des problèmes touchés est également diverse. Elle s'étend de la résistance à la collaboration. Quant aux méthodes, elles combinent le classique et le plus neuf. Les lieux mêmes des faits relatés sont multiples. Ils se trouvent dans plusieurs cas bien en dehors de nos frontières. De quelque façon, tous les articles intéressent cependant la Belgique.

M. Jean Dujardin étudie la coopération qui s'est établie entre un mouvement de résistance armée et un service de renseignement. Le sujet est inédit. L'originalité du travail est en outre de reposer sur une documentation de première main. Les pièces d'époque qu'il produit sont nombreuses. Elles prouvent que, même pour l'histoire de la clandestinité, d'importants fonds d'archives existent. L'« armée de l'ombre » a laissé beaucoup plus de traces écrites qu'on ne le supposerait. L'affaire est de les retrouver. L'étude est donc possible sans tourner le dos aux méthodes classiques. Le témoignage oral entre en jeu pour éclairer les données brutes des textes. Il est souvent irremplaçable pour en dire l'origine et le cheminement. En un mot, il permet de combler des lacunes. Il constitue une particularité de l'histoire récente, où l'historien a la ressource de se faire producteur de documents.

L'ouvrage d'Airey Neave, *Saturday at M.I.9*, a révélé l'importance de la place tenue par des Belges dans l'organisation générale des lignes d'évasion.

L'article de M. Jean Fosty montre maintenant que nos compatriotes se sont distingués de la même manière dans le renseignement. Les réseaux belges de France mériteraient assurément une étude plus développée que ne le permet le cadre mesuré d'une revue. Il faut espérer que l'auteur, qui allie l'expérience personnelle à une excellente connaissance des sources, aura l'occasion d'écrire la monographie que le sujet réclame.

M. José Gotovitch braque son objectif sur la presse clandestine. Il évolue là sur un terrain qui lui est familier. Les collections qu'il a sous la main au Centre sont les plus riches du pays. Certes, il s'en faut de beaucoup qu'elles soient complètes. Leur importance a paru justifier néanmoins une expérience assez neuve. Le recours aux cartes perforées a fourni le moyen d'une série de dénombrements que nous croyons intéressants. Cette application de la méthode quantitative vaudrait d'être poussée plus loin. Elle produira des résultats d'autant meilleurs que les collections se seront encore enrichies.

L'article de M. Jacques Wynants constitue un bon exemple d'histoire locale. Celle-ci a l'avantage de faire toucher du doigt un certain nombre de réalités qu'une narration plus générale survolerait peut-être d'un peu plus haut. A la qualité des sources, nombreuses à Verviers, s'ajoute la connaissance directe que l'auteur a de la région et de ses habitants. De telles analyses devront se multiplier. Il en faudra faire en divers points du pays. Elles faciliteront plus tard les travaux de synthèse. A notre époque qui aime brûler les étapes, on oublierait parfois que les vues générales les plus brillantes ne tiennent qu'à la condition de reposer sur de bonnes bases.

Le Dr. Herman Balthazar, qui professe maintenant à la *Vrije Universiteit Brussel*, est un parfait connaisseur des riches archives laissées par Camille Huysmans. Il en a complété quelques données par ce qu'apprennent les fonds du *Labour Party* qui sont ouverts aux chercheurs. Les papiers trouvés à Anvers et les pièces consultées à Londres lui ont permis d'esquisser les premiers efforts déployés pendant la guerre par les leaders socialistes émigrés en Grande-Bretagne pour rendre vie à la II^{ème} Internationale. En même temps que l'article aborde une matière toute neuve, il montre le rôle complémentaire de sources belges et étrangères.

L'étude de M. Willem Meyers conduit dans un monde tout différent. Elle plonge le lecteur dans le crépuscule de la collaboration flamande. L'attachement à une idée contre vents et marées entraîne le rêve à la poursuite d'une chimère. En faire la relation sans passion valait la peine. Pour l'historien, il n'y a pas de sujets interdits. Il y a seulement des sujets intraitables faute de sources suffisantes. Mais, justement, l'auteur a su jouer ici du double clavier des archives et des témoignages oraux. Les documents écrits fournissent la chaîne. Ils tiennent en place la trame apportée par les souvenirs. L'ensemble, soumis aux règles traditionnelles de la critique historique, forme un tissu assez serré pour en justifier la présentation.

Avec M. Frans Selleslagh, nous restons en Allemagne. Il nous fait découvrir un volet insoupçonné de l'immense polyptyque que constitue le travail obligatoire. Le XIIIème Congrès international des Sciences historiques, tenu en 1970 à Moscou, a fait ressortir les grandes lignes de cette vaste entreprise d'asservissement de la main-d'œuvre étrangère aux objectifs du IIIème Reich. Il a été beaucoup question de dates, de décrets, de chiffres. Ici l'on verra comment la Jeunesse ouvrière chrétienne de Belgique, branche flamande, s'est organisée en Allemagne pour lutter contre les séductions du néo-paganisme nazi.

Est-il nécessaire d'ajouter qu'aucun des sept articles réunis dans le présent volume n'épuise son sujet ? Chaque auteur a tenté simplement de faire la somme de ce qu'il a pu découvrir dans les sources accessibles. Mais en histoire il n'y a jamais que des totaux provisoires. Faire œuvre scientifique, c'est avancer un peu dans la connaissance. C'est serrer la réalité d'un cran plus près. La recherche est faite ainsi d'une perpétuelle remise en question. Publier est même en quelque sorte un appel, une incitation aux compléments d'information. C'est en tout cas une manière d'exposer ce que l'on sait et, dès lors, ce que l'on ignore. Ceci est particulièrement vrai pour l'histoire récente. Celui qui l'étudie en sait sans doute plus long que le profane. Mais aussi bien il a des chances de rencontrer meilleur connaisseur que lui. Des acteurs, des témoins sont encore là, qui peuvent combler des lacunes, redresser des erreurs, ouvrir des perspectives nouvelles, soit qu'ils aient la mémoire fidèle, soit qu'ils possèdent des documents d'époque. Et puis il y a tous ceux, fort nombreux, qui conservent pieusement les preuves de l'action des disparus. Il y a ainsi des trésors qui dorment dans des tiroirs et dans des malles. Ces sources insoupçonnées qui sont thésaurisées n'entrent dans le cycle de la recherche qu'à la condition que leurs détenteurs les y introduisent. En suggérer l'idée est un peu l'objet des publications du Centre.

Par ce biais, les Cahiers trouvent leur place naturelle dans la tâche primordiale du CENTRE DE RECHERCHES ET D'ETUDES HISTORIQUES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE. Cette tâche est de réunir les matériaux de l'histoire. Elle est, en fin de compte, de faire en sorte qu'il soit possible d'écrire un jour l'histoire de la Belgique pendant les années terribles de la conflagration qui a ébranlé le monde de 1939 à 1945. De ce point de vue, il est secondaire qu'à l'image de ce qui s'est fait cette fois les articles soient composés par des auteurs proches du Centre. Le fait capital est que, dans l'optique particulière de la recherche, les pages écrites ne sont pas des pages tournées. Rien n'empêche que d'autres en reprennent plus tard la matière sur des bases meilleures. C'est même certainement souhaitable. Loin d'être une fin en soi, un article n'est qu'un moment, une simple transition. Il s'inscrit dans une dynamique de la quête du passé. Ephémère par essence, il est une invitation à procurer les moyens de nouveaux progrès. L'appel que les Cahiers lancent de cette manière dépasse largement le cadre des sujets traités. Il s'applique à la mission entière du Centre. Celle-ci englobe les origines, le déroulement et les séquelles de la seconde guerre mondiale. Le domaine est donc immense en faveur duquel il y a des apports de sources à faire. Encore convient-il peut-être de rappeler que le Centre ne se réserve pas le monopole

de la documentation qu'il rassemble. Au contraire, ses fonds sont ouverts aux chercheurs chaque fois que les déposants y consentent. Les visiteurs se font d'ailleurs de plus en plus nombreux. Etudiants et spécialistes, de chez nous comme de l'étranger, prennent le pli de se rendre au Centre. L'habitude se développe aussi de s'adresser à lui dès lors qu'il s'agit, en Belgique, d'un problème touchant aux événements de 1939 à 1945. Aider le Centre à enrichir ses collections est concourir, par conséquent, à la promotion d'un mouvement de recherche beaucoup plus ample que la capacité propre d'une institution par elle-même assez modeste. C'est contribuer enfin à la valeur scientifique d'un courant qui a chez nous un énorme retard à rattraper pour s'élever à la hauteur de ce qui se fait dans d'autres pays depuis vingt-cinq ans.

Jean VANWELKENHUYZEN

J. Dujardin

LE MOUVEMENT NATIONAL BELGE

ACTIVITES DANS LE DOMAINE DU RENSEIGNEMENT
ET DE L'ACTION
1941 - FEVRIER 1944

On ne va jamais aussi loin que lorsqu'on ne sait pas où l'on va.

CROMWELL

Telle est la remarquable, et prophétique, citation placée par Camille Joset, fondateur de M.N.B., en exergue d'un ouvrage qu'il a consacré en 1927 à sa captivité en tant que Prisonnier Politique pendant la Première Guerre Mondiale.

REMARQUES LIMINAIRES

Le titre de cet article nécessite, je pense, quelques explications.

Si j'ai voulu tenter d'étudier ici cette activité « Renseignement - Action » d'un Mouvement légalement déclaré de « Résistance Armée », mais pourtant connu surtout pour un journal clandestin, *La Voix des Belges*, ce n'est évidemment pas par simple goût du paradoxe mais parce que je trouve ce problème intrinsèquement intéressant. Je reste néanmoins persuadé du caractère plus juridique que réel et moins judicieux que matériellement nécessaire, d'une fragmentation du « Phénomène Résistance » en Résistance Armée, Renseignement - Action, Résistance Civile et Résistance par la Presse. Cette division ne se justifie vraiment que par les liquidations des divers groupes au lendemain de la Libération. J'espère d'ailleurs que le lecteur retirera cette impression globale de l'histoire de la symbiose d'un Mouvement de Résistance, le M.N.B., et d'un Service de Renseignements, *Mill*, récit qui occupe la partie essentielle de cet article.

Je dois, en second lieu, préciser que le Renseignement-Action comporte traditionnellement quatre branches (1) : Renseignement - Sabotage - Propagande - Evasion. Ici, j'envisagerai en ordre principal l'activité « Renseignement » du M.N.B., qui est la plus importante. J'évoquerai aussi le « Sabotage », au moment où Londres sera directement en contact avec le Mouvement. L'action en matière d'*escape*, considérable en réalité, sera étudiée séparément (2). La participation à la guerre psychologique, celle dirigée depuis Londres s'entend, se résume en distributions de tracts en août 1943 et janvier 1944. Cette activité aurait dû connaître un grand développement mais les arrestations de février 1944 ne l'ont pas permis.

Je désire aussi donner la raison d'une limitation chronologique du sujet. Le *terminus a quo* est naturel : 1941 marque les débuts du M.N.B. et ses premiers essais, bien timides encore, dans le domaine du Renseignement. Par contre, que penser du choix du *terminus ad quem* de février 1944 ?

Je sais bien qu'il ne plaira pas à tout le monde et en particulier à ceux qui continuèrent, ou « reprirent le collier », après les arrestations qui en ce mois fatidique décapitent le Mouvement. Selon moi, ce drame marque la fin d'une ère — incontestablement la plus féconde — et le terme de projets précis et d'espairs nombreux. Donc, même si l'on ne tient pas compte d'une inévitable solution de continuité dans l'action, en février 1944 commence « autre chose », une organisation nouvelle qui fera sans doute l'objet d'une publication différente.

Enfin, je tiens à insister sur le fait que j'ai examiné l'ensemble de la documentation qui m'est à la fois connue et accessible et cela avec toute l'objectivité dont je me crois subjectivement capable. Mais il est bien possible, sinon probable, que la consultation d'archives encore existantes — en Grande-Bretagne notamment (3) — pourrait changer l'éclairage de tel ou tel point de ce récit. Je m'en console cependant en repensant à ce qu'écrivait Paul Harsin, Maître de tant d'historiens liégeois :

Que la vérité historique puisse changer, que celle d'hier ne soit pas nécessairement celle d'aujourd'hui ou de demain, cela ne peut faire l'ombre d'un doute. Elle n'en reste cependant pas moins la vérité historique parce que, à chacun des moments envisagés, elle a été l'expression du résultat de l'enquête critériologique sur une documentation toujours plus riche et toujours mieux éprouvée. C'est en quelque sorte une vérité dynamique et non pas statique qui se réalise progressivement sans jamais pouvoir atteindre un degré de certitude absolue qui n'est pas de son essence (4).

(1) Qui dépendent respectivement de quatre bureaux du *Secret Service* : S.I.S. (*Special Intelligence Service*), S.O.E. (*Special Operations Executive*), P.W.E. (*Political Warfare Executive*) et Mi 9 (*Military Intelligence*, branche 9).

(2) Voir Annexe III.

(3) Sans compter celles de l'Auditorat Militaire.

(4) Paul HARSIN, *Comment on écrit l'Histoire*, Liège, 1949, p. 17.

PREAMBULE

Dès l'été de 1940, un peu partout en Belgique, des hommes de bonne volonté issus de toutes les classes de la société, sortent petit à petit de la grisaille du quotidien pour un combat inconnu, à l'issue combien hasardeuse. Ils sont entraînés par une espérance en un avenir de Justice et de Liberté — qui pouvait paraître déraisonnable à l'époque — par un refus catégorique de la défaite, et de l'occupation qui en découlait, ou encore plus simplement, par leur esprit aventureux, voire frondeur. Ils n'ont souvent pour atouts que du courage, de l'imagination et une longue expérience de l'utilisation du « système D ». Par contre, ils ne savent généralement rien du « métier » qu'ils vont exercer, de la clandestinité et de « l'illégalité » (5) qu'il requiert. Cela va leur être souvent fatal, comme leur sera parfois préjudiciable, dans la suite, la fréquentation journalière du danger qui donne à ceux qui y sont exposés une curieuse impression de sécurité personnelle basée sur la croyance en la chance, sur la fierté en des succès antérieurs et sur une sous-estimation de la force de l'ennemi. En réalité, ils ont devant eux de redoutables adversaires — ici le plus souvent les agents de l'*Abwehr* (6) — qui trouvent parmi certains de nos compatriotes une aide fort efficace. La mise en lumière de cet aspect des choses est en effet l'un des tristes résultats de cet article.

Pour ceux qui ne quittent pas la Belgique occupée, les premières manifestations de la Résistance relèvent souvent du domaine psychologique et se traduisent par des tracts, des slogans et l'apparition des premiers journaux clandestins (7). Dans le même temps, d'autres hommes, les mêmes parfois, s'occupent des militaires alliés que le raz de marée de mai a laissés abandonnés sur notre sol et de ceux qui ont refusé la captivité. Il faut les aider à vivre, leur fournir des papiers, leur permettre de regagner leur pays, ou le dernier bastion de l'Europe démocratique. Enfin, certains, parfois déjà engagés dans une autre forme de lutte, pensent à l'emploi de la force ou au maintien de l'ordre. Et les premiers « groupes armés » — cette expression n'étant généralement qu'une pure abstraction — se forment avec presque toujours à leur base d'anciens militaires.

Tous ces gens, petit à petit et parfois sans trop bien s'en rendre compte, « entrent en Résistance » et, par la force des choses, se trouvent vite devant du Renseignement à l'état brut qu'ils enregistrent tout naturellement. Nombreux sont ceux qui comprennent l'intérêt que présenteraient ces « nouvelles »

(5) On ne place pas des hommes respectueux des lois par tradition en contradiction avec une législation, même mauvaise, sans les dérouter ; dans le même ordre d'idées, un intellectuel, prisonnier politique, m'a dit un jour quelles difficultés psychologiques posait le fait de saboter un travail, même imposé, quand on a passé toute sa vie à faire de son mieux.

(6) Deux bureaux de l'*Abwehr*, organisation secrète dépendant de la *Wehrmacht*, seront en vedette ici : l'*Abteilung III f*, chargée du contre-espionnage et l'*Abteilung III C2* qui a pour mission la recherche des voies clandestines de communication et les filières d'évacuation.

(7) Les patientes recherches de mon collègue M. Gotovitch ont permis de dénombrer 95 titres de journaux clandestins pour l'année 1940.

économiques, politiques ou militaires si elles étaient connues du Gouvernement belge de Londres ou des autorités britanniques. Ainsi, à côté de quelques rares « professionnels », se recrute une armée d'amateurs qui « font de l'espionnage » dans la rue ou à leur lieu de travail au gré des circonstances (8). Pour eux, la difficulté principale n'est pas de recueillir les renseignements — que l'on ne me fasse pas dire que c'était facile et sans risques — mais bien de les rassembler et de les transmettre jusqu'à Londres. Alors commence un ballet, parfois un peu affolant, dont le Hasard est le Maître et dont l'éternel argument est la recherche de cette insaisissable mais nécessaire liaison. Aussi les contacts, qui ne sont souvent que des relations — au sens affectif ou professionnel du terme — se nouent et se dénouent tout au long de l'année 40 et des premiers mois de 1941, la plupart du temps inefficaces car les premiers envoyés de Londres n'ont pas pour objectif d'entrer en rapport avec des groupes existants mais bien d'accomplir des missions individuelles ou de créer des réseaux autonomes dont les liaisons sont — par prudence — jalousement conservées à leur bénéfice propre (9).

On peut donc affirmer qu'avant la mission *Dewinde*, soit avant le mois de juin 1941 (10), les hommes du « terrain » sont sans véritables relations avec Londres dont ils ne reçoivent ni aide ni directives alors que, dans l'autre sens, ne passent que de rares courriers emmenés par les premiers « évadés » vers l'Espagne et le Portugal et les premiers envoyés de *Doyen* (11). Ce fait capital n'est que trop bien connu par l'historien, « prophète après l'événement » (12). Mais les acteurs mêmes du drame l'ignorent et ils s'évertuent à

(8) La première mission d'information sur les réseaux *Dewinde*, envoyée en juin 1941, se termine par un rapport écrit en octobre 1941 ; en voici un extrait : « Il existe de nombreux Services de Renseignements ou appelés tels. En effet, chaque Belge a comme point d'honneur de faire partie d'un service de Renseignement, ou même d'annoncer confidentiellement qu'il est un agent de l'I.S. Dans de nombreux endroits des groupes se sont formés, rassemblant les renseignements entre les mains de l'un d'entre eux considéré comme chef. Souvent les renseignements sont de peu d'importance, mais il arrive que des documents essentiels ou intéressants soient fournis par ces groupes, notamment au point de vue industriel. De toute façon, il y a là de nombreuses bonnes volontés et capacités qu'il y aurait intérêt à exploiter et à diriger ».

(9) Les premiers envoyés, soit les 16 et 23 juin, 1^{er} juillet, 18 et 31 août 1941, sont chargés de missions individuelles. Les premiers « organisateurs » de réseaux nouveaux sont parachutés les 13 octobre 1940 (Martiny) et 9 janvier 1941 ; Hobben, le premier radio pour le Service Clarence, arrive le 12 janvier, la première mission de sabotage *Caesarevitch* le 12 mai.

(10) Il faut aussi signaler une mission identique dans le domaine des groupes paramilitaires, *Hireling* (3 octobre 1941) ; dans celui de la propagande, la première mission « Opinion » est parachutée le 7 juillet. Dans le domaine de la transmission de documents en France, la première mission *Sabot* date du 27 septembre. Le premier « chef » du terrain qui passera à Londres et reviendra avec directives et moyens est *Walter*, chef de *Zéro*, déposé par un avion *Lysander* en août 1942.

(11) Voir dans ce même *Cahier* l'article de M. J. Fosty, p. 79.

(12) Expression due à R. Aron et citée par L.-E. HALKIN, *Critique Historique*, Liège, 1962, p. 107. De ce dernier auteur je voudrais reprendre ici des phrases capitales selon moi : « Il est plus remarquable encore que cet historien, quel que soit son parti, mette l'histoire en perspective et tende à ne retenir du passé que ce qui a préparé la solution finale ». (*Ibidem*, p. 20) et « L'historien le plus prudent est menacé dans son propre jugement en ceci qu'il connaît par avance l'issue de l'évolution qu'il décrit. C'est la conclusion des événements qui fait apparaître dans son récit la logique et la nécessité ».

trouver des intermédiaires qui semblent connaître quelqu'un qui paraît avoir l'indispensable contact. Quand cette chaîne n'aboutit pas au Deuxième Bureau français ou aux Allemands eux-mêmes (13), elle conduit le plus souvent soit à l'un des grands services, *Zéro* ou *Luc*, dont les liaisons sont pour le moins incertaines (14), soit à un groupe d'hommes qui finira, pour les « esseulés », par établir un premier contact radio, en décembre 1941, mais qui, avant cette date, en est réduit à émettre en clair des messages auxquels Londres se garde bien de répondre !

Le M.N.B., lui, eut cette chance unique d'entrer en contact avec le Service *Mill* dès septembre 1941 (15) ; il ne la laissera pas échapper. Cela lui permet de bénéficier, dès lors, d'une voie remarquablement régulière d'évacuation des renseignements. Cependant, nous ne pouvons pour autant négliger ses premières tentatives de liaison, pour infructueuses qu'elles aient été. Après avoir dit quelques mots de la fondation du mouvement, nous envisagerons donc deux périodes : celle d'avant septembre 1941, durant laquelle des renseignements sont rassemblés mais non transmis ; et celle qui va de cette date à février 1944, qui verra se créer, s'épanouir et enfin s'estomper, une fructueuse collaboration entre deux groupes qui demeureront néanmoins strictement indépendants.

**

FONDATION DU M.N.B. ET PREMIERS CONTACTS AVEC LA LIGNE A.B.C. ET LE SERVICE LUC

La date de création du Service *Mill* est bien connue (16) et, dès ce moment, son évolution peut être retracée avec une précision satisfaisante. La situation est malheureusement différente pour le M.N.B. dont les débuts sont, historiquement, assez confus.

On s'accorde à reconnaître qu'une première réunion s'est tenue à Bruxelles, le 17 décembre 1940, sans doute au 62 de la rue de l'Etang. Elle rassemble les frères D., l'aîné, coiffeur, deviendra le premier Président du Comité National, une caissière de cinéma, son frère, chauffeur, et un étudiant en médecine (17). C'est à ce dernier que l'on doit l'appellation « Mouvement National Belge ». Par la suite, bien d'autres personnes viendront se joindre à ce premier noyau

(13) C'est plus que vraisemblablement le cas de tout ce qui passe par la ligne de *Tulipe*, agent déposé par vedette sur la côte belge le 16 juin 1940.

(14) Le lecteur me pardonnera sans doute le caractère volontairement imprécis de cette « affirmation » pourtant capitale. Elle résume *mon opinion personnelle à ce stade de l'enquête générale* sur les S.R.A., compte tenu du fait qu'il ne s'agit pas ici des premiers réseaux dépendant directement des Britanniques.

(15) Epoque des premiers contacts ; il va de soi qu'une période assez longue sera nécessaire avant tout passage *effectif* de courrier.

(16) C'est évidemment celle du parachutage de *Mill* et de son radio : 12 août 1941.

(17) Il sera le premier à prendre un contact personnel avec le groupe RIOB ; voir *infra*, p. 20.

presque familial mais qui se veut très ouvert (18). Pour le début de 1941, nous en citerons deux (19), le commissaire adjoint de police D., parce qu'il rejoindra très vite l'Angleterre et y fera rapport sur le Mouvement, et un ingénieur, Jean Lammers qui, à l'époque des contacts avec *Mill*, sera le spécialiste des problèmes du Renseignement au sein du groupe.

Très vite, sans doute dès janvier 41, les premiers fondateurs se rendent compte qu'il leur serait bien utile de s'adjoindre un homme d'expérience. Ils le trouvent en la personne de Camille Joset (20) qui accepte de collaborer avec le M.N.B. et y incorpore les quelques agents de ses *Brigades Toast* (21). Il devient le chef moral, le conseiller, le véritable instigateur du Mouvement, mais reste volontairement dans l'ombre par prudence mais aussi parce qu'il était infirme. Il ne prendra « officiellement » la tête du groupe qu'à la fin de l'année, ou dans les premiers jours de 1942.

En face de ces quelques faits indiscutables, heureusement fondamentaux, nous devons bien constater un grand nombre d'incertitudes dans notre connaissance du détail des événements en ce qui concerne le premier semestre d'« activité » du M.N.B. Elles sont dues pour une bonne part à la disparition prématurée de témoins capitaux : nous pensons surtout ici à Aimé D. et à Jean Lammers (22). Elles proviennent aussi du désir — suivi sans doute *a posteriori* — d'une conviction sincère qu'ont certains membres de situer le début de leur activité de Résistance en général et de Renseignement en particulier, à une date aussi reculée que possible, l'année 40 jouissant en ce domaine d'un prestige tout particulier (23).

Par ailleurs, il est vrai qu'un mouvement clandestin ne se crée pas comme une A.S.B.L. et ses débuts sont presque toujours mal connus car ses premières démarches sont timides, ses premiers pas incertains. Nous éviterons volontairement ici d'envisager cette première période remarquable surtout par la confu-

(18) D'après le témoignage non daté de l'un de ses fondateurs, Georges D. : « Nous avons pris comme résolution de recruter toutes les personnes susceptibles de pouvoir nous aider dans notre tâche contre l'envahisseur et ses collaborateurs ».

(19) Il convient cependant de signaler la présence possible mais non prouvée d'« un certain Lannoye, officier de marine, dont on ne sait ce qu'il est devenu » ; cité dans un historique non signé trouvé dans le *Fonds Lejeune*. Henri Lannoye, « seeman », a été déposé par vedette rapide sur la plage d'Ostende le 31 août 1940. C'est un des rares belges immatriculés à l'I.S. (99801). Il devait trouver à Ostende un abri pour un opérateur radio. Il parvint à faire passer 4 messages, *in secret ink through an address in Lisbon*, aux Britanniques, le dernier en date du 23 septembre. Arrêté en mai 1941, il sera fusillé le 24 juillet 1941. Il serait vraiment très curieux qu'il ait participé aux premières réunions du comité du M.N.B.

(20) En juillet 1914, officier d'Etat-Major chargé d'assurer le Service de Renseignement dans la province de Luxembourg, il demeure sur place au moment de l'invasion. Arrêté en mars 1915, condamné à mort puis grâcié, il passera 44 mois dans les prisons allemandes. Il sera tout comme Walthère Dewé et *Mill*, contacté en 1939 par le *Capitaine Daniel*.

(21) Créées en fin 1940 par Camille Joset, elles empruntent leur nom à une brochure *Toast et Canapés* qu'il éditait avant guerre en sa qualité de Secrétaire Général de la Commission Nationale d'expansion économique.

(22) Soit le premier chef théorique et le premier Patron du Renseignement, tous deux morts en camp de concentration.

(23) Humainement compréhensible, cette tendance est aussi gênante que peu raisonnable ; après tout, il ne restait pas moins de 45 mois d'occupation en janvier 1941...

sion des témoignages qui nous en restent et par les mauvaises querelles qu'ils ont engendrées (24). D'ailleurs, peu nous importe l'ordre d'entrée en scène des acteurs en janvier ou février 1941... puisque, du point de vue qui nous occupe ici, le lever de rideau ne se situe qu'en été de cette même année.

Il ne semble pas, en effet, qu'avant ce moment beaucoup de renseignements aient pu être recueillis, ce qui est d'ailleurs bien normal, répétons-le, pour une période de formation.

*
**

Avec le temps, les effectifs s'accroissent. Certains membres, à tout le moins, rassemblent des informations qu'il faut transmettre. Nous voyons donc quelques dirigeants entrer en rapport avec des réseaux déjà existants, tels *A.B.C.* et *Luc* (25). Nous avons la bonne fortune de trouver trace de ces premières tentatives dans des rapports rédigés à Londres par deux responsables du M.N.B. — Alfred D. et Joseph D. — qui passent en Angleterre respectivement en octobre 1941 et mars 1944.

Le premier, commissaire de police adjoint, a créé la section de St-Gilles du M.N.B. notamment avec le concours de *Marius* qui succédera à Camille Joset à la tête du Mouvement. Il est ensuite devenu membre du Comité National et a pour mission « de s'occuper du Service de Renseignements, indépendamment de l'organisation à Saint-Gilles » (26).

Il donne, dans un second rapport (27), quelques précisions sur son action en ce domaine :

« L'un de mes collaborateurs, M.H., me signala un jour qu'il était attaché également à un service de renseignements et que si je pouvais pos-

(24) Cette confusion a été fort bien décrite par Camille Joset lui-même dans une lettre du 19 mai 1945 dont ces phases sont extraites : « Or, voici ce qui se produit. En septembre 1944, après la libération au cours de réunions du Directoire dont j'ai vu les procès-verbaux, Mr Defonseca a déclaré, vers le 9, que j'étais le fondateur du M.N.B. ; peu de jours après, que c'était lui qui était le fondateur ; quelques jours encore après, alors que vous étiez présent, il a déclaré que c'était vous qui étiez le fondateur. Dans la *Nation Belge* du 19 septembre, Defonseca déclare : 1°) qu'il était parmi ceux qui fondèrent le M.N.B. en 1940 ; 2°) que le premier Président du Directoire du M.N.B. fut « un garçon coiffeur » ; 3°) que ce fut Mr X. qui eut le mérite d'avoir posé les fondements d'une organisation rationnelle du M.N.B. ; 4°) que Mr X. fut remplacé par moi ; 5°) que Mr Defonseca fut appelé à me remplacer quand je fus arrêté. D'autre part votre avocat écrivait le 7 novembre 1944 à votre Juge d'instruction, que vous étiez un des quatre fondateurs du M.N.B. dont moi (les deux autres étant Aimé et Mlle Y.). Le 27 avril dernier, Mr X. m'écrivait que j'étais le fondateur du M.N.B. Dimanche dernier, 13 mai, vous me remettiez un magnifique pot de fleurs « de la part des fondateurs du M.N.B. », etc., etc. Alors je vous avoue que je n'y suis plus. Qui donc a, finalement, fondé le M.N.B. ? Ce groupement a eu tellement de pères, que j'apparais vraiment maintenant comme un intrus et un usurpateur. C'est pourquoi je vous demande de m'éclairer une bonne fois ».

(25) Trois des membres du M.N.B. qui sont à la base des premières liaisons avec le réseau *Mill*, l'ingénieur Lammers, le docteur Bertiau et le pharmacien Rochat, sont en rapport avec Paul Hainaut qui travaille pour *Martiny-Daumerie* et pour *Zéro*. Cependant ces contacts me semblent trop individuels pour être repris ici ; par ailleurs les intéressés étant décédés en camp de concentration, leur activité est peu connue.

(26) Rapport daté du 26 juin 1942.

(27) Rapport daté du 6 août 1943.

séder des pièces pouvant l'intéresser, je n'avais qu'à lui faire signe, qu'il s'empresserait de les enlever pour remise à l'agent avec lequel il était en contact. Je lui marquai mon accord me souvenant que plusieurs personnes m'avaient déjà demandé si je ne connaissais pas un organisme auquel elles auraient pu s'adresser, pour remettre des documents intéressants.

Je fis part de la chose notamment au Docteur Bertiau (28). Celui-ci me remit fréquemment des documents consistant en plans ou photographies de plaines d'aviation, des rapports, *etc.*, pouvant intéresser les autorités militaires alliées. (...)

Il arrivait quelquefois, pas trop souvent cependant, que l'on me communiquait verbalement des emplacements de dépôts de munitions. Je tâchais de trouver une carte de la région et me faisais indiquer l'emplacement exact. Je communiquai également ces renseignements à H. Le docteur Bertiau était très actif. De nombreux documents me furent remis par lui et il arrivait assez souvent que Bertiau se présentait à mon domicile tard dans la soirée, pour me remettre plans et rapports.

J'ai demandé à différentes reprises à H. si les pièces que je lui remettais étaient bien remises au service intéressé. Chaque fois, il m'a rassuré en me disant que toutes les pièces étaient déposées directement par ses soins, chez la personne avec qui il était en rapport. Je lui demandai également s'il pouvait me dire qui était à la tête du service. Il me répondit qu'il l'ignorait, mais qu'il croyait qu'il s'agissait d'un général. Je n'ai jamais voulu poser d'autres questions, sachant que la plus grande discrétion s'imposait et, de ce fait, je ne suis pas à même de donner d'autres renseignements ».

Ces déclarations donnent *in tempore non suspecto*, une bonne idée des conditions dans lesquelles s'est exercée l'activité renseignement au début de l'existence du Mouvement et montrent aussi tout ce qu'elle doit au hasard, dont nous verrons constamment le rôle déterminant (29). Elles permettent enfin de mesurer la valeur relative de certains organigrammes savants établis après la guerre pour la liquidation des réseaux : le cas d'un agent important ne sachant pas exactement pour qui il travaille est loin d'être un fait isolé ! Après la Libération, Alfred D. — et les membres du M.N.B., qui passaient par son intermédiaire — apprirent qu'ils avaient été en rapport avec l'une des lignes du réseau A.B.C., celle du Général Genotte. Celui-ci, ayant recruté quelques collaborateurs, entre en rapport avec A.B.C. en novembre 1940. Malheureusement pour lui, il rencontre également, à la fin de cette même année, un agent de l'*Abwehr*, Georges dit aussi *Comte d'Oultremont*, qui immédiatement donne tout le groupe à son chef direct, le *Hauptmann* Kleinschmidt qui dirige jusqu'à fin 41 le bureau III F pour la Belgique. Très curieusement, le *V-Mann* (30) ne semble pas avoir été pris au sérieux. Bien mieux, Kleinschmidt perd toute confiance en lui et, craignant peut-être pour sa propre sécurité, le fait enfermer à Breendonck, puis à Louvain. Il ne s'agit pourtant que d'un sursis pour le Général Genotte car, comme nous le verrons souvent, son groupe est pénétré par ailleurs. L'affaire, en effet, rebondit à Paris à la suite sans doute d'un voyage effectué par le général en cette ville. L'agent *Pat* vient alors en Belgique pour rencontrer le *Hauptmann* Schellewald, chef du département III F

(28) Par une curieuse coïncidence, il sera à la base des premiers contacts avec *Mill*.

(29) Il faut aussi insister sur l'importance de son rôle dans la conservation des documents qui est toujours un peu miraculeuse pour la période d'occupation.

(30) « Homme de confiance », *Vertrauensmann*.

de Liège, qui a repris une partie des fonctions de Kleinschmidt. Les deux hommes prennent alors conscience de l'importance des premières déclarations de *Georges* et *Schellewald* le fait immédiatement sortir de prison. Il continuera donc sa triste carrière au salaire de 800 frs par mois plus les timbres de ravitaillement. Quant au Général *Genotte* et à ses proches collaborateurs, l'*Abwehr* aurait bien voulu leur laisser encore un peu de « corde » mais leur affaire est sérieuse et sa « solution » est réglée dans le cadre de la vaste opération *Porto* (31). Heureusement pour certains membres du M.N.B., le général n'a pas révélé « les détails » de son activité « dans le but évident de ne pas accuser d'autres personnes », ainsi que le précise son acte d'accusation dressé à Berlin, le 2 juin 1943.

A côté de la filière *A.B.C.*, le M.N.B. va tenter un autre essai, avec *Luc* cette fois. Nous possédons à ce propos le témoignage de *Joseph D.* lui aussi attaché à la police communale de *St-Gilles* (32). Il deviendra, au début de 1943, le premier Secrétaire National du M.N.B. et d'après *Marius*, successeur de *Camille Joset*, il « peut être considéré comme un co-fondateur du Secteur N », soit du S.R. du Mouvement. Déjà détenu à deux reprises, en 1942 et 1943, il quitte la Belgique en février 1944 (33) et rédige un rapport de son activité signé à Londres le 2 mai :

« (...) »

Quelques jours après ma rentrée au pays, j'ai demandé à Monsieur *V.L.*, commissaire adjoint, s'il n'y avait moyen d'entrer ou d'organiser un mouvement de résistance. *M. V.L.* m'a répondu affirmativement. Mon rôle consistait à tenir à jour un livre renseignant alphabétiquement les noms des collaborateurs.

Dans le courant de l'année 1941, je ne saurais préciser la date, *M. V.L.* m'a fait prêter serment et remis des formulaires de prestation de serment pour toute personne que je recruterais et qui serait susceptible de devenir recruteur à son tour. C'est à ce moment que j'ai constaté que je faisais partie du Mouvement National Belge.

Je faisais partie de la brigade dirigée par *M. V.L.* qui s'occupait de l'épuration.

Suite à mon travail, j'ai recruté pour cette section une quarantaine de membres. Avec d'autres recruteurs, cette section étant au complet, les autres membres recrutés passaient dans les différentes sections de l'organisme et dans d'autres communes de l'agglomération bruxelloise.

Le service de l'épuration a pris une certaine ampleur et je me suis vu dans l'obligation de créer des fichiers.

Je confectionnais à cet effet des cachettes dans un meuble et des réunions furent organisées chez moi, entre *M.D.* (34), chef pour *Saint-Gilles* du Mouvement National Belge (*M.N.B.*), *M. V.L.*, commissaire

(31) Ordonnée par Berlin, elle consistait à procéder à l'arrestation immédiate de l'ensemble des suspects en matière d'espionnage. Le général *Genotte* a été arrêté le 9 octobre 1941 et fusillé le 8 mai 1944, fait unique pour un militaire de ce rang.

(32) Les policiers sont nombreux aux leviers de commande. Ils furent l'objet d'un curieux rapport dressé par un confrère à destination du *V.N.V.* Le nom de *Joseph D.*, futur Secrétaire National, est suivi du chiffre 4, ce qui signifie : « s'en méfier, membre qui doit être écarté pour patriotisme et autres opinions ». Il en va de même pour *Marius*, chef du Deuxième Directoire, pour *Brochet*, son adjoint. *Alfred D.* est, lui, considéré comme « 1-3-4 » : « unilingue, membre de la Loge, s'en méfier ».

(33) Voir *infra*.

(34) Il s'agit de notre premier témoin.

adjoint, chef de la 1ère brigade, et moi-même. Ces réunions avaient pour but l'examen des fiches des collaborateurs et des mesures éventuelles à prendre à leur égard au moment de la libération, et pour certains sur-le-champ.

Lorsque le journal clandestin *La Voix des Belges* fut lancé (35), je me suis occupé de sa diffusion, notamment dans les différents commissariats de police de l'agglomération bruxelloise ainsi qu'à des particuliers.

Vers la même époque, je fus mis en contact avec M. Georges Leclercq (36) qui travaillait au Ministère de la Justice, place Poelaert, où j'effectuais du recrutement. Je recrutai d'abord une vingtaine de membres à ce département, puis un groupe de cinq, parmi lesquels se trouvait M. Leclercq.

Après avoir marqué son accord, il me demanda, avant de prêter serment, s'il m'était possible de lui fournir de plus amples détails sur le M.N.B., ce que je fis. M'ayant pris à part, je lui donnai tous les renseignements qu'il jugea utiles et me demanda si je ne voulais pas travailler pour un service de renseignements.

Il m'expliqua ce qu'il attendait de moi, c'est-à-dire de lui fournir le plus de renseignements possible, pouvant l'intéresser et qui avaient trait aux mouvements des troupes de l'ennemi (motorisés et infanterie), leur équipement, relevé des emblèmes des voitures ainsi que ceux des uniformes, etc. Je lui remis également des exemplaires de *La Voix des Belges* qu'il faisait parvenir à Londres. J'eus même l'occasion de recevoir de sa part un exemplaire du *Moniteur Belge* officiel, imprimé à Londres.

Je restai en contact avec lui pendant 6 à 8 mois (?) jusqu'au moment de son départ (37). J'ai recueilli tous les renseignements susceptibles de lui être utiles et fait des plans qu'il jugeait nécessaire d'être faits. Après son départ, je restai en contact étroit avec MM. Nicolas B, habitant Etterbeek-lez-Bruxelles et travaillant au Ministère qui me remettait tous les renseignements qu'il recueillait (notamment dans la province d'Anvers) au sujet de l'ennemi, des usines occupées par les Allemands ou travaillant pour ceux-ci.

Je les faisais parvenir à notre filière de l'I.S. en rapport avec le M.N.B. (...)

A la demande de M. D., je fus chargé dans le courant du mois d'août 1941, de la confection d'un certain nombre de brassards. (...)

Au mois de juillet 1941, M. D. m'appela dans son bureau et me demanda s'il me serait possible de conduire un pilote anglais d'une commune à l'autre. (...)

Je fus également le courrier entre M. D. et quelques chefs locaux du M.N.B. et notamment auprès de M. H. de la rue d'Àth à St-Gilles à qui je remettais des plis et des plans à transmettre à qui de droit. (...) ».

Le lecteur se rappellera que H. est cité par Alfred D. On le voit, nos deux témoignages privilégiés se recourent, se complètent, et nous permettent de nous faire une idée assez exacte de la situation.

Les différents types d'actions de Résistance se mettent en place, ici dans l'ordre épuration - presse - renseignement - préparation de la lutte armée et *escape*. Cet ordre est évidemment personnel au témoin qui, à partir d'un

(35) C'est malheureusement un des seuls points de repère chronologiques dans ce témoignage : le premier numéro de *La Voix des Belges* est daté du 10 août 1941.

(36) Chef et fondateur du Service *Luc*.

(37) Décembre 1941.

réflexe patriotique précoce, parcourt ainsi le cycle complet des activités possibles (38).

Par ailleurs, une collaboration s'instaure, sans qu'apparaisse cette image d'une hiérarchie entre groupes, ou individus d'un même groupe, qui ne date pas des premiers mois de la guerre. Ici, chacun fait simplement de son mieux pour nuire à l'occupant de toutes les manières possibles. La spécialisation n'apparaîtra que bien après et ne sera que peu strictement appliquée malgré les multiples demandes de Londres à cet égard.

Enfin, pour la transmission des renseignements, nous voyons que deux filières découvertes séparément sont conjointement utilisées. Ce fait ne doit pas étonner car nos « apprentis espions » ignorent encore les inconvénients de cette formule. Elle peut, en effet, donner au destinataire d'un renseignement l'illusion du recoupement car il lui semble communiqué par deux voies différentes alors qu'il émane d'une source unique. *Mill* devra consentir de multiples efforts pour tenter de supprimer cette tendance assez humaine qui consiste à mettre, en somme, deux chances de son côté de voir arriver le renseignement à bon port.

Grâce à Joseph D, voici donc certains membres du M.N.B. en contact avec *Luc*, soit, selon le chargé de mission *Dewinde* (39), le réseau le mieux organisé de Belgique, tout au moins dans le domaine du renseignement militaire.

Malheureusement, dès septembre 1941, le lieutenant J., un des agents du Service *Benoît*, qui, en France, a pour tâche d'acheminer le courrier venant de Belgique, est abusé par l'agent de l'*Abwehr*, Folmer, auquel il dévoile l'identité des trois chefs principaux de *Luc* et de deux dirigeants du service *Zéro*. Cela entraînera leur mise en veilleuse puis leur départ précipité car ils sont prévenus du danger par le lieutenant J. lui-même.

Luc, alias Georges Leclercq, est donc contraint de gagner la Grande-Bretagne (40) et la liaison avec le M.N.B. ne sera pas reprise par son successeur. Notre Mouvement joue vraiment de malchance : ses contacts se perdent à peine établis. Il a pourtant la bonne fortune de n'être pas directement atteint par les « casses ». Mais, nous n'avons pas encore évoqué sa tentative la plus dangereuse : son association avec R.I.O.B. (41).

*
**

(38) Dans un sens défini mais qui parfois s'inverse comme c'est le cas pour la section de Nicolas B. qui, d'intermédiaire entre le M.N.B. et *Luc*, devient, après le départ de ce dernier, agent de *Mill*, via ce même M.N.B.

(39) Dans son rapport sur sa mission auprès des services, écrit en octobre 1941, il écrit : « *Luc* semble ce qu'il y a de mieux au point de vue du renseignement militaire en Belgique ». De son côté, le *Hauptmann* Schellewald, interrogé en 1947, le considère comme « la première organisation d'espionnage anglo-belge ».

(40) *Luc* est mort à Londres le 22 juin 1943.

(41) Si je parle d'« association », c'est que cette tentative de liaison est d'une nature différente. Il ne s'agit plus ici de profiter de contacts personnels ou occasionnels ; nous sommes, au contraire, en présence d'une première tentative de collaboration permanente et organisée. Dans le domaine particulier du Renseignement, le M.N.B. acceptait, cette fois, de se trouver sous la dépendance d'un service qui semblait en liaison avec le *Secret Service*. Mais il conservait, par ailleurs, une entière liberté, par exemple en matière de presse.

LE M.N.B. ET R.I.O.B.

Le *Royal Intelligence Office of Belgium* (R.I.O.B.) fut créé, dès l'été de 1940, par un personnage au demeurant bien énigmatique, Jean P., S1, de son état agent de publicité, mais espion par vocation, sinon véritable professionnel. Il s'intéresse au Renseignement depuis des années déjà, sans que nous sachions au juste au profit de quel service, ni même de quelle puissance étrangère. Quoi qu'il en soit, son « office » fonctionne, et recrute, dans un certain désordre, pendant près d'un an, avant qu'une sérieuse réorganisation ne soit entreprise. Elle intervient en juin 1941, c'est-à-dire au moment même où se nouent les premiers contacts avec le M.N.B. ; elle aboutit à la rédaction et à la diffusion de *Directives générales aux chefs de Secteurs* (42) qui méritent de retenir quelque peu notre attention. Pour banals que puissent paraître certains conseils qu'elles contiennent, ils auraient pu, étant observés, éviter, ici comme ailleurs, bien des « casses » ultérieures. Au surplus, ces directives me paraissent en nette avance sur leur temps.

Elles commencent par définir le but de l'organisation qui est « de maîtriser les Allemands à l'heure H » par une « action *simultanée* et *universelle* » des forces extérieures (anglaises pour l'essentiel) et intérieures (les mouvements de Résistance des différents pays occupés). Ainsi, les troupes allemandes « seront mises en infériorité considérable de nombre ; elles ne sauront plus où porter des renforts » sans compter d'ailleurs qu'elles se trouveront sans doute encore diminuées par des défections dans leurs propres rangs de la part des « Alsaciens, Lorrains, Luxembourgeois, Tchécoslovaques, Polonais, voire Rhénans, Autrichiens, *etc.*, même Italiens ».

Il va de soi que « cette action finale demande à être préparée minutieusement, de longue main et DANS LE PLUS GRAND SECRET ». A cet effet, le recrutement sera sévère et le Mouvement divisé en cellules de cinq membres. Les chefs sont immatriculés au moyen d'un S suivi d'un chiffre et les chefs de secteurs au moyen d'un Y. Ils recrutent des membres immatriculés au moyen d'un A. Ces A à leur tour enrôleront des B et ainsi de suite. Chaque A, B ou C devait remettre tous les 15 jours un rapport « aussi succinct que possible ». Les « Y » devaient faire de même « entre le 1er et le 5 et le 15 et le 20 de chaque mois ».

Le « travail défensif » consistait dans la recherche d'un *maximum* de renseignements militaires économiques et politiques. Quant au « travail constructif », il se résumait en la constitution de dépôts d'armes et la préparation de coups de main à effectuer avant ou à l'heure H pour s'emparer de certaines positions clé ou les neutraliser.

Ces « Instructions Générales » contiennent enfin une série de recommandations que je cite *in extenso* :

(42) Toute cette documentation très précieuse fut sauvée par l'épouse de S1 et transmise à un membre du M.N.B. qui la conserva au Ministère de la Santé Publique jusqu'à la Libération.

« NE SOYEZ PAS BAVARDS ! Sachez garder votre secret. Gardez devers vous le moins de documents possible (43). Détruisez par le feu ceux qui ne vous sont plus utiles. Mettez les autres dans un endroit suffisamment secret pour ne pas être découverts au cours d'une perquisition ennemie toujours possible, ou pour ne pas être victime d'indiscrétions de la part de personnes, peut-être bien intentionnées, mais n'appartenant pas à notre groupement.

Tout document que vous transporterez doit se trouver dans les POCHES EXTERIEURES de vos vêtements. Ne jouez pas aux conspirateurs. Mais faites toutes choses simplement et naturellement. N'abandonnez pas vos occupations habituelles ni vos habitudes.

Pas de listes de membres. Pas de cartothèques.

Méfiez-vous des femmes. Méfiez-vous des bavards. Méfiez-vous des vantards et des orgueilleux.

Ne faites rien de ce qui pourrait vous désigner à la vindicte de l'ennemi. Ne portez aucun insigne, si ce n'est les décorations nationales. Ne vous mêlez pas à des mouvements populaires, à des attroupements. Ne faites pas en public des réflexions désobligeantes pour l'ennemi. Ne discutez pas en public avec qui que ce soit. Gardez de la dignité et du sang froid. Vous serez plus utile à votre pays en activité de service qu'au fond d'une prison.

Enfin, soyez désintéressés ! Ne visez pas à vous faire remarquer, ou à attirer l'attention de vos connaissances sur vos activités patriotiques. Ne vous vantez pas. Ne cherchez pas à obtenir des faveurs, des décorations, etc. Ce sont vos chefs seuls qui doivent vous apprécier à l'œuvre. Agissez uniquement PAR DEVOIR ! »

Ces Instructions firent assez forte impression sur le *Kriegsgerichtsrat* Policki, président du tribunal de l'*Oberfeldkommandantur* 672 qui a jugé S 1 et ses principaux complices en décembre 1941 :

« L'organisation de l'association était prévue d'après le système des cellules de telle manière que chaque sous-chef de cellule devait toujours s'efforcer de recruter de nouveaux adhérents d'après la méthode dite de la boule de neige, en application de laquelle l'association devait se développer rapidement et en étendue. Les directives en question étaient réglées de manière excessivement précise et montraient une compétence si spéciale pour ce genre de procédé qu'il est impossible qu'un simple agent de publicité... ».

(...)

« Les instructions destinées aux chefs de section sont beaucoup trop détaillées et ne sont certainement pas sorties du cerveau de l'accusé ... ».

Nous laisserons aussi au juge allemand le soin d'apprécier les premiers résultats :

« Il résulte des rapports produits, dont le premier est daté du 6 juillet 1941, qu'un service intensif de renseignements était organisé qui souvent fixait certains détails dont la connaissance pouvait avoir de l'importance pour une puissance ennemie. C'est ainsi qu'il fut établi qu'un prétendu radiotélégraphiste anglais d'un contretorpilleur anglais, qui connaissait le code secret anglais avait transmis de fausses nouvelles aux Anglais.

(...)

(43) Ceux qui permirent d'alimenter le procès de S 1 — je les utilise ici — furent découverts chez son adjoint. Dans un mouvement clandestin, le fait de conserver des documents est toujours techniquement déconseillé, mais malheureusement pratiquement nécessaire.

Dans l'exposé des faits, il est allégué que constituait une nouvelle importante celle afférant au radiotélégraphiste ... (44).

Il résulte aussi des rapports que des renseignements ont été recueillis et transmis au sujet des dépôts de munitions, emplacements de batteries en vue de la défense anti-aérienne à Anvers ».

*
**

La première allusion au M.N.B. dans la documentation R.I.O.B. se trouve dans un rapport « très secret » en date du 25.6.41. En voici quelques extraits :

« (...) »

L'organisation en question est composée de jeunes surtout anciens combattants de 40. Elle a comme but de chasser les Allemands, les armes à la main. Elle est anti-rexiste et anti-flamingante. Elle n'est pas nécessairement en faveur du Roi, et réglera son attitude envers le Roi sur l'attitude de ce dernier au moment de la Paix, notamment envers les flamingants et les traîtres.

L'organisation est composée de cellules de 4 à 5 membres. Elle comprend des sections d'assaut, des sections de renseignement et voudrait créer des cellules de propagande pour décourager les soldats allemands. Elle se défend de faire aucune politique.

Elle se prétend composée uniquement de Belges. (...)

Elle dispose de quelques armes mais pas assez et ne dispose pas de suffisamment de fonds.

Elle se prétend déjà très nombreuse, le nombre de ses membres dépassant déjà 100.000 à Bruxelles et en Wallonie ».

Le rapport fait ensuite allusion à l'exposé par le délégué de R.I.O.B. des conceptions fondamentales de son « office » à savoir que toute initiative intempestive ou isolée serait dangereuse mais que l'action doit au contraire être universelle, simultanée, ordonnée (« chacun à sa besogne »), appuyée de l'extérieur, aidée par une centralisation des renseignements, dotée d'une unité de vue pour la propagande et appuyée financièrement par l'Angleterre et l'Amérique.

Le rédacteur de ce rapport termine ainsi :

« Les arguments qui ont été développés ont paru ébranler la belle confiance de mes interlocuteurs plus jeunes. Ils ont demandé des conversations d'Etats-Majors entre groupements pour opérer une fusion éventuelle.

Rendez-vous a été pris pour mercredi soir à 20 heures 30. Prière d'indiquer au moins deux délégués ».

Ce premier document me paraît bien intéressant à plus d'un titre. Tout d'abord, il donne une image de ce que certains promoteurs du M.N.B. pensaient, ou voulaient penser, de leur groupement. En second lieu, il met clairement, peut-être crûment, en lumière une tendance naturelle et invincible au gonflement des effectifs qui n'est d'ailleurs pas spécifique à l'époque de guerre

(44) Le renseignement visé fut effectivement « transmis » dans un rapport du 30 juillet 1941 et fait allusion à un radio parachuté en janvier, qui a réellement émis sous contrôle ; voici le texte du rapport : « 15° (...) a accepté de collaborer avec les Allemands. Il paraît que tous les matins il se rend à 10 heures à la Grand'Poste de Bruxelles. Comme il connaît les codes secrets anglais, il transmet tous les matins des renseignements faux ».

(tous les comptes rendus des manifestations en font foi) et qui était sans doute nécessaire pour être pris au sérieux dans ces négociations. Enfin, il donne les lignes directrices d'une politique originale qui ne variera plus dans l'avenir et que la *Voix des Belges* reprendra à de multiples reprises (45).

Ce premier contact sera suivi d'autres rencontres menées par Aimé D. pour l'ensemble du M.N.B., et assez curieusement par Jacques, un autre membre fondateur, en son nom personnel. Ce dernier est immatriculé, à la mi-juillet (2221 JA 2S5) et s'occupera surtout de l'organisation et de l'extension du secteur namurois. Vers la même époque, « au cours d'une réunion du Comité du M.N.B., D. a prêté serment au nom de tout son groupe devant S1 et S2 », c'est-à-dire le chef de R.I.O.B. et son adjoint direct. Cela se passait au 72 de la rue Bréart à Saint-Gilles. Le rapport précise : « ce M.N.B. a été tenu à vue pendant un certain temps. Leur immatriculation leur sera donnée plus tard ».

Au cours de la première quinzaine du mois d'août, trois demandes sont formulées par le délégué du M.N.B. : il s'agit d'obtenir des armes (46), une immatriculation et un message de reconnaissance à la B.B.C.

En fait, seule la seconde requête sera satisfaite, le M.N.B. devenant 2230 JA 2S7 avec comme matricule supplémentaire T1, T2, T3, T4 et T5 pour les membres d'une première cellule de base. Les armes ne furent jamais fournies. Quant au message qui devait servir « à donner confiance à l'Etat Major » — le M.N.B. avait demandé : « Hitler ton Waterloo, tu l'auras » —, il ne passa jamais sur les ondes bien que S1 eût formellement promis de faire émettre, entre le 15 et le 20 août, « une phrase autre, à désigner d'avance quelques jours avant la radiodiffusion ».

Il n'est pas étonnant dès lors de voir s'établir une méfiance grandissante et d'ailleurs réciproque. De la part de R.I.O.B., nous en trouvons trace dans une note, non datée, de JA 2 à son chef :

« Une adhésion complète à notre mouvement a été faite entre les mains du S1 et du S2 par le groupement M.N.B. Malheureusement nous ne sommes pas très satisfaits de leur façon de travailler et il faudra être très discret quant à notre travail, et, quant aux relations entre les deux groupes, les limiter ».

Tel est aussi l'avis des dirigeants du M.N.B. très déçus de ne pas avoir vu leurs premières demandes satisfaites et fort mécontents d'une initiative de S1. En effet, alors que le M.N.B. manque déjà de fonds, il avait décidé de demander indistinctement à tous les membres de R.I.O.B. le paiement d'une cotisation hebdomadaire de 1 fr — appelée Vitamine A-D — destinée à couvrir les frais de construction d'émetteurs radio.

Georges D. nous donne la réaction des fondateurs du M.N.B. :

« Nous n'étions pas d'accord avec cette manière de voir, S2 toutefois insista et fit ressortir que l'organisation avait beaucoup de frais à couvrir. Le système de cotisation ne fut pas accepté, ayant fait valoir que le patriotisme n'était pas une question d'argent, mais d'abnégation ».

(45) Voir Annexes I et II.

(46) Le rapport n° 5 précise : « ... 20 G.P. pour pouvoir effectuer différents coups de main pour lesquels ils ne nous consultent pas au préalable. Cette façon de faire est dangereuse... »

Le M.N.B. ne fut d'ailleurs pas seul à critiquer cette mesure. Le secteur BXL 17, par exemple, demandant « l'annulation pure et simple de cet article » qu'il estime injuste puisqu'aucune indemnité ne lui est versée pour les frais que lui occasionne son activité clandestine.

S1 aura beau essayer de faire face aux critiques et à la méfiance qui se manifestent de toutes parts, il est heureusement trop tard tout au moins en ce qui concerne le M.N.B. :

« (...) »

22 septembre 1941

6) Tous les S voudront faire un rappel urgent aux chefs de secteurs sur les points suivants :

a) *Confiance*. — Trop de nos membres — voire des chefs de secteurs — témoignent de la méfiance vis-à-vis de notre organisation, malgré qu'ils aient prêté serment à notre cause. Certains ont encore des doutes sur leurs véritables chefs et demandent, pour être pleinement convaincus, qu'on leur dise à la radio de Londres une phrase conventionnelle fixée par eux, ou au moins connue par eux plusieurs jours à l'avance. D'aucuns vont même jusqu'à discuter nos directives en réunions nombreuses (telle la Vitamine A-D) et à faire à ce sujet les suppositions les plus malveillantes et les plus injurieuses.

CET ETAT D'ESPRIT DOIT CESSER IMMEDIATEMENT. Pour des raisons péremptoires, nous avons reçu l'ordre de ne plus promettre une phrase de liaison à la Radio. La prudence avec laquelle vos chefs ont jusqu'à présent organisé et dirigé le mouvement témoigne suffisamment de la très grande expérience de vos chefs et de l'origine certaine des ordres donnés et transmis par nous. Cela doit ouvrir les yeux de tout homme qui sait juger sainement des choses.

Si des membres, ou des candidats, continuent à ne pas être convaincus (...) nous devons les prier de se démettre au plus tôt. Nous n'avons que faire des âmes timorées, anxieuses, rongées par le doute et par la peur. (...)

Nous comptons sur une *confiance aveugle* de tous nos chefs de secteur, et de tous leurs membres. Ce n'est plus le moment de regarder en arrière. Ayez COURAGE, et EN AVANT. (...)

Malheureux ceux qui écoutèrent cette exhortation car le service était déjà gangrené, pénétré de toutes parts par les agents de l'*Abwehr* ! En effet, S1 est peut-être lui-même un agent allemand. En second lieu, il est indirectement en rapport avec un groupe au sein duquel s'est infiltré De Zitter (47). Il compte par ailleurs dans ses rangs un ancien employé de la *Kommandantur* (lui aussi en contact avec De Zitter) et un traître qui s'est mis à la disposition de la IVème section du *Sicherheitsdienst*. Enfin, le groupe de Charleroi est en rapport avec un agent de l'*Abwehr* de Lille...

L'appartenance de S1 au contre-espionnage allemand est affirmée par Prosper De Zitter, le trop célèbre « Capitaine Jackson », l'homme à la phalange amputée, le maître-agent allemand que presque tous les mouvements de Résistance tenteront d'abattre dans la suite. Il déclare :

(47) Ses victimes sont, au sens propre du terme, innombrables tant à cause de l'importance de son activité propre qu'en raison du fait qu'il dirige plusieurs sous-agents, dont Florentine Giralt, sa maîtresse. En 1944, il est connu de presque tous les Mouvements de Résistance et il lui faudra une chance et une habileté véritablement infernale pour échapper à la meute de ceux qui veulent l'abattre. Il n'en finira pas moins, lâchement, face au peloton d'exécution.

« (...)

J'avais perdu [S1] de vue lorsqu'un beau jour je l'ai rencontré au café de la « Roue » au lieu-dit le Globe à Uccle.

J'allais à Uccle pour des raisons tout à fait en dehors de mon activité. Il se peut que vers une certaine époque, en 1941, j'y sois allé deux, trois fois par semaine et qu'on m'appelait « Jack ». J'ai joué au bac avec un certain P... qui venait là au café. C'est alors que j'ai revu [S1] avec quelqu'un que je ne connaissais pas. Je crois qu'il s'occupait de résistance, mais je ne saurais dire pour quel mouvement. [S1] ne m'a pas reconnu et je ne sais ce qu'il venait faire dans ce café (...).

Déjà avant la guerre de 1940 [S1] devait faire partie du service militaire d'espionnage et économique allemand (*sic*) qui fonctionnait dans une dépendance de l'Ambassade d'Allemagne. En juillet 1940, j'avais été invité par mon service de prendre contact avec le Dr. Brunner qui dirigeait les services allemands d'espionnage en Belgique et Hollande depuis l'occupation. En faisant antichambre dans les dépendances de l'ambassade d'Allemagne, rue Belliard à Bruxelles, j'ai rencontré [S1] qui venait d'avoir une audience avec Brunner ; il me dit qu'on avait procédé à un regroupement des agents d'avant la guerre. Il venait là chaque semaine, probablement chercher ses missions et toucher son (*sic*) solde qui était de 50 marks. J'ai visité ce service neuf fois en 1940 et trois fois j'y ai vu [S1]. Vers la fin de 1940, les services du docteur Brunner sont allés s'installer dans un petit immeuble de la rue Gachard, à gauche, à cinquante mètres en venant de la rue Lesbroussart. Là j'ai encore rencontré [S1] à deux reprises différentes.

(...) ».

Alors ! Que penser de ce témoignage ? Le chef de R.I.O.B. était-il dès 1940 un agent de l'ennemi ? Son mouvement a-t-il été manipulé dès le départ, voire même créé par l'occupant ou par certains de ses sbires ?

Je ne le crois pas pour plusieurs raisons : d'abord S1 a bel et bien été exécuté le 20 janvier 1942. Par ailleurs, il a effectivement édité et diffusé de très violents tracts anti-allemands et je ne pense pas qu'il ait pu en avoir l'autorisation. Enfin, le « Dr Brunner » (48) a lui aussi été interrogé après la guerre. Voici un extrait de sa déclaration :

« Les fonctions que je remplissais à Bruxelles, rue Belliard, consistaient à recevoir les personnes qui étaient déjà immatriculées dans nos services avant la guerre, et à leur verser, après vérification, une somme qui était fixée suivant les besoins de l'intéressé et qui constituait un traitement d'attente. (...)

C'est ainsi que j'ai connu De Zitter, qui plus tard devait passer à la section III.

Si la déclaration de De Zitter est exacte, il faut donc considérer que le nommé [S1] faisait partie de nos services avant l'occupation de la Belgique par l'armée allemande, sinon il ne se serait pas présenté chez moi. Si un de mes agents (c.à.d. de ceux qui furent rétribués par moi en attendant d'être repris par une des trois sections) avait été arrêté par un de nos services, dans le courant de cette période d'attente, et ultérieurement exécuté, j'en aurais gardé le souvenir, ainsi que de toutes démarches faites en sa faveur. Par contre, j'ignore tout de semblables faits (...).

(48) Chef d'Etat-Major du Groupe IH — espionnage pour l'armée de terre — de l'Armée Belge de l'Abwehr.

Le « Dr Brunner » avait déclaré précédemment :

« En ce qui concerne le sieur [S1], dont vous m'entretenez, je ne saurais vous donner le moindre renseignement. Ce nom ne me dit rien. Pas plus que la photo que vous me présentez, ne me rappelle une personne déjà vue ».

On ne peut être plus net.

Nous voici donc en face de deux témoignages en apparence absolument inconciliables. Et pourtant, De Zitter se sait certainement déjà condamné à la peine capitale, qu'il a cent fois méritée, et n'a pas d'intérêt apparent à « charger » un inconnu, pas plus que le « Dr Brunner » ne devrait en avoir à défendre un mort, telle n'est pas l'habitude des responsables de l'*Abwehr* interrogés (49).

Il ne semble pas invraisemblable d'admettre que S1 fut effectivement un agent de l'*Abwehr* avant le conflit et peut-être même dans les quelques mois qui suivirent ; cela expliquerait une certaine maîtrise, une certaine expérience « du clandestin » qui me paraît évidente. Mais il a pu « retourner sa veste » en 1941 et créer un réseau, condamné par avance, qui lui valut cette fin peu enviable de la part de ses amis trompés.

Il a emporté son secret avec lui et nous en restons, dès lors, réduit aux hypothèses.

Par contre, une phrase de la déposition de De Zitter doit retenir notre attention : « J'ai joué au bac avec un certain P... qui venait là au café. C'est alors que j'ai revu [S1] (...) et je ne sais ce qu'il venait faire dans ce café ».

Parbleu ! il venait y rencontrer ce P., un de ses chefs de secteur !

Il faut reconnaître que notre S1 fréquentait parfois des personnages peu recommandables, comme ce P.

Voici, en effet, un individu qui prête serment le 5 juillet 1941 comme chef de la première cellule d'Uccle. Sa fiche individuelle se termine par cette appréciation : « Opinion très favorable ». Mais son casier judiciaire ne mentionne pas moins de 39 poursuites entre 1930 et 1941 pour détournement, escroquerie, abus de confiance, vol, émission de chèques sans provision et distillerie clandestine. Comme si cela ne suffisait pas, un autre agent R.I.O.B. découvre que P. « a été pendant quelques mois employé (*sic*) à la Commandanture (*re-sic*) en qualité de traducteur. A démissionné depuis trois mois. A cependant encore un libre parcours sur les T.B. Vit d'après ses dires de leçons de jeux d'échecs qu'il donne chez lui à des tiers. Fréquente beaucoup le café « La Roue », au Globe à Uccle ». Le même agent met encore S1 en garde contre P. le 19 septembre : il a constaté que les rapports qu'il remettait à l'intéressé n'arrivaient pas « plus loin », et que, de plus, il est en rapport avec deux individus suspects, Marcel L., qui se révélera indicateur de la G.F.P. et sera abattu en août 1944, et Joseph S. qui avait été arrêté le 10 mai 40 par les services de sécurité comme suspect d'espionnage en faveur de l'Allemagne.

(49) Par contre, ils ont parfois tenté de couvrir des agents toujours en liberté.

« M. P. connaîtrait également un Canadien qui se fait parfois appeler « De Sitter » et qui est reconnaissable au fait qu'il lui manque une phalange à l'un des petits doigts. Ce De Sitter aurait déjà fait arrêter plusieurs aviateurs et parachutistes anglais. Concernant ce De Sitter j'aurai par l'un de mes agents un rapport complet dans quelques jours. Tous ces tenants et aboutissants méritent à mon avis d'être sérieusement approfondis par vous afin de leur donner la suite qu'il convient » (...).

En fait, aucune suite ne semble avoir été donnée, aussi invraisemblable que la chose puisse paraître et cela malgré un nouvel avertissement, à S2 cette fois, en date du 25 septembre :

« (...) »

P. serait en ce moment avec un Anglais qui prétend être aviateur descendu par accident. Toutefois, cet Anglais est en civil et possède des bagages personnels tellement complets pour être obtenus uniquement par des dons que j'ai l'impression que ce n'est pas l'exacte vérité. Cet Anglais raconte également que pour l'instant l'Angleterre ne veut plus que ses aviateurs retournent en Angleterre et ce serait pour cette raison qu'il est ici en Belgique déjà depuis si longtemps (environ deux mois). Cet Anglais est également en rapport avec votre secteur de Nivelles, paraît-il, et votre secteur de Nivelles lui aurait donné l'ordre de se rendre à Charleroi pour accomplir une mission. Veuillez s'il vous plaît me tenir au courant de la suite que vous donnez à cette affaire et si je dois continuer à surveiller cette histoire.

(...) ».

En lisant ces rapports, on ne peut s'empêcher de rêver à cette première occasion de supprimer De Zitter (50). Cela aurait épargné plusieurs centaines de vies humaines... mais n'aurait pas sauvé les membres de R.I.O.B., car un autre agent provocateur était déjà en place. Il s'agit d'Adolphe M., l'agent 313, qui deviendra le sinistre « Adolphe de Toulouse » (51).

Il semble certain que dans les premiers mois de l'occupation il s'est livré à de la propagande anti-allemande. Il entre alors en rapport avec S1 mais aussi avec *Desmet* (52), un agent du *Kriminalkommissar* de la S.D., Tschunke, chef de l'*Abteilung IV* dont il ignore la véritable situation. Après quelque temps, M. veut « laisser tomber » et abandonner le groupe R.I.O.B. Sous la menace *Desmet* lui ordonne de n'en rien faire et de rester en place pour surveiller S1 :

« Un jour du mois de septembre 1941, *Desmet* m'a fixé rendez-vous au coin de l'avenue Louise et de l'avenue Legrand. Sans me dire mot, il m'a mené dans un bâtiment de l'avenue Louise où était installé un casino allemand. J'ai regardé *Desmet* d'un air étonné et une fois à l'intérieur, il

(50) D'après un témoin digne de foi, il semble que S1 aie lui-même, mais bien trop tard, envisagé cette exécution et se soit procuré du poison à cet effet.

(51) Après la « réussite » de l'affaire R.I.O.B., il s'infiltrera dans des cellules communistes — 500 frs par homme livré — puis, « brûlé », il organisera une fausse ligne d'évacuation vers Toulouse, d'où son pseudonyme ; il se fait alors verser 10.000 frs par chacun des partants. Toujours à Toulouse, il s'infiltrera dans la ligne *Sabot* dont il a photographié certains courriers. Il termina sa « carrière » à Paris où il a notamment amené l'arrestation de *Serge*, chef du Service *Delpa*.

(52) A partir de 1942, travaille en France contre les lignes d'évasion mais dépend, lui, de la *Gestapo*, non de l'*Abwehr*.

m'a dit : « Vous avez sans doute compris. Vous savez qui je suis maintenant ». Il m'a présenté à un personnage en civil que j'ai su être plus tard le *Kriminalkommissar* Tschunke. Desmet a servi d'interprète. Il me fut dit que j'avais à choisir, ou bien être arrêté pour mes activités dans le groupe S1... et être fusillé ou bien accepter de travailler pour le service allemand. J'ai eu peur et je n'ai pas osé refuser... ».

Peu après S1 décide de faire sauter les bâtiments Shell, place Fernand Desmets à Anderlecht et il charge Adolphe M. de lui fournir un plan des lieux, ce qui est fait. Il lui remet ensuite une dizaine de cartouches de T.N.T. en lui demandant de se procurer détonateur et cordon. Comme bien l'on pense, ces explosifs sont immédiatement remis aux Allemands qui décident de procéder aux arrestations (53), le jeu devenant sans doute trop dangereux : c'est la fin de R.I.O.B. : nous sommes le 10 octobre 1941.

Le M.N.B., lui, est déjà en rapport avec *Mill* depuis plus d'un mois et avait par conséquent rompu toutes relations avec S1. Malheureusement, un double des archives du groupe fut découvert au cours d'une perquisition chez S2, ce qui entraîna la première grande « casse » au sein de notre Mouvement. La principale victime fut Aimé D. (54), premier président du Comité National. S2, dans un document de 63 pages sténographié secrètement en prison — il parviendra à sa famille dans un paquet de linge remis après son exécution — écrit, en date du 21 novembre 43 (43ème jour de sa détention) :

« (...) »

5 h., au moment où je venais de me remplir ma gamelle, j'ai été appelé au parloir par la Gestapo à propos de l'instruction de l'affaire M.N.B. et des frères [D]. J'ai donné un peu de renseignements très vagues car je n'en connais pas beaucoup, mais on a trouvé beaucoup de traces dans les rapports.

(...) ».

Aimé D. sera jugé le 20 janvier 1942 (55) mais il ne sera pas fait allusion à l'affaire R.I.O.B. Il fut condamné à trois ans de travaux forcés pour avoir participé à l'expédition de *La Voix des Belges*.

Le M.N.B. s'en tirait, somme toute, à bon compte car il venait de côtoyer les personnages les plus dangereux du contre-espionnage allemand. Non seulement il allait pouvoir continuer sa carrière, mais il parvint aussi à récupérer une importante section « saine » de R.I.O.B. qui comptait, dans ses rangs, le futur chef des troupes de choc du Mouvement.

*

**

(53) Il y en eut plus de 50 dont celles de S1, de S2 et d'Adolphe M... qui évidemment sera libéré quelques jours après. S1 et sept de ses adjoints furent exécutés.

(54) Arrêté le 21 octobre, disparu en Allemagne.

(55) Par le tribunal de l'O.F.K. 672, accusé principal : Maurice Wolf.

LE M.N.B. ET LE SERVICE MILL

Mill et *Millstone* (56), son opérateur radio, sont parachutés dans la nuit du 12 au 13 août 1941 au-dessus de Cerfontaine (57). La mission principale de *Mill* est claire : *to go back with a wireless operator and form his own information service* (58). Il est également chargé par l'I.S. de prendre contact avec le Service *Clarence*, à ce moment dirigé par *Cleveland*, pour lui remettre un code et des consignes (59).

Le premier contact avec le sol belge, si attendu pourtant, est bien désagréable pour *Millstone* qui tombe sur une clôture et se foule les deux chevilles. Cet accident oblige *Mill* à faire confiance pour la première fois à cette bonne étoile qui veillera sur lui jusqu'à la fin. Il s'adresse à la première ferme venue et invoque un accident d'automobile : « Je sais, lui répond le fermier, j'ai entendu votre voiture ; elle volait bas ! ». Tout va bien : *Mill* a recruté un premier agent et son « pianiste » dispose d'un abri sûr pour y attendre la guérison.

Les deux hommes se séparent alors, ainsi que cela était d'ailleurs prévu et *Mill* rejoint provisoirement son domicile. Tous deux sont en possession d'une liste de personnes contactées, dès 1939, par le mystérieux *Capitaine Daniel* (60) et qui avaient, à l'époque, accepté de travailler pour le *Secret Service*. Hélas, le vent avait bien tourné (61) depuis lors et si *Mill* parvient à recruter quelques agents (62), *Millstone*, décidément moins chanceux, se heurte à une série de réponses négatives qui le placent dans une situation peu enviable qu'il m'a lui-même décrite :

-
- (56) *Mill* est un ingénieur de profession ; il fut recruté par l'I.S. en 1939. En 1940, il passe en Angleterre et se met à la disposition des Anglais. Au moment du parachutage, il est père de deux enfants — restés au pays — et il a... 49 ans ! *Millstone* est officier radio de la marine marchande, ce qui explique la qualité exceptionnelle de son travail jusqu'à son arrestation, le 25 mai 1944.
- (57) A une douzaine de kilomètres de Philippeville. L'endroit prévu était Macquenoise mais une erreur d'une vingtaine de kilomètres était fréquente à une époque où il n'existait pas de comité de réception.
- (58) D'après son *History sheet*. Quand, en février 1942, les Britanniques mettront la Sûreté belge au courant de la mission, ils préciseront : *to collect informations around the Liège district* mais, interrogé par moi, *Mill* déclarera n'avoir jamais entendu parler de cette limitation géographique.
- (59) *Mill* a effectivement rencontré *Cleveland* — Walthère Dewé — muni d'un mot de passe fourni par Londres ; je lui ai demandé si cette entrevue avait été longue : « Eh bien — m'a-t-il répondu — on s'est vu assez longtemps ; longtemps si l'on peut dire, parce qu'il a toujours été très expéditif ». Dans la suite, *Mill* ne rencontrera plus Dewé mais celui qui deviendra son successeur, *Clarence*, « pour se communiquer les façons de travailler ».
- (60) Il se servait d'un recruteur belge, Anatole Gobeaux, ancien de la *Dame Blanche* de la guerre 14-18. Il a recruté *Mill*, *Millstone*... et Camille Joset, le fondateur du M.N.B.
- (61) « Parce qu'à l'époque, en 1941, on n'était pas trop chaud », me dira *Mill* qui, dans un message codé du 11 juin 1943, déclarera simplement : « Remarque : les agents 6 à 14 n'ont pas fonctionné pour des raisons diverses que je puis transmettre si vous jugez nécessaire ».
- (62) Dont quatre futurs chefs de Secteurs : M 2, 3, 4 et 5, *Mill* étant M et *Millstone*, M 1.

« Je me suis trouvé sortant de la gare de Morlanwelz avec mon poste dans ma petite valise et n'ayant aucun gîte ni personne (63)

(...)

Je me suis rendu en désespoir de cause au café qui se trouvait sur la Place, et c'était le café de la Maison Libérale. Là, les gens m'ont reçu, j'ai loué une chambre et cela s'est très bien passé.

(...)

Les gens ne savaient rien, rien du tout. J'ai fait parvenir à *Mill* cette adresse. Il est venu me rendre visite. Et alors nous sommes allés chez M. J. et tout doucement, nous avons commencé ».

En réalité, sans qu'il le sache encore, la chance a tout de même favorisé *Millstone* cette fois car ce J. — que nous appellerons désormais « le dentiste » — va être à la base non seulement de la formation d'un secteur du Service mais aussi des contacts de ce dernier avec le M.N.B. et avec celui qui servira de liaison entre les deux mouvements pendant toute la guerre, le futur « M23 » (64).

Mais, pour arriver à ce résultat, il faudra une série de coïncidences que je vais tenter de relater ici, tout en demandant, par avance, au lecteur de vouloir bien excuser le caractère confus d'un récit que la proximité des faits m'oblige par surcroît à écrire dans un style de démonstration de géométrie.

Dès avant la guerre, celui qui deviendra M23 travaille pour le compte d'une firme suédoise qui emploie également Mme Lefever et M. Tilkin. Edgard Lefever monte un réseau : M23 et Tilkin lui fournissent des renseignements que leur procure entre autres le « dentiste » chez qui *Millstone* va finalement « atterrir ». Le « dentiste » a lui-même quelques agents. Telle est donc la situation en fin 1940 : un chef, Lefever, deux agents à Bruxelles, Tilkin et M23, trois agents dans le Centre, le « dentiste » et deux de ses amis (65).

Lefever est arrêté le 15 décembre (66) et M23, privé de liaison, entre en rapport avec le Major Lescornez (67) qui se charge dès lors de la transmission des renseignements.

En septembre 1941, *Millstone*, après plusieurs essais infructueux, se présente à une ultime adresse fournie par Londres. Il s'y heurte à un nouveau refus mais on lui signale quelqu'un qui pourrait peut-être l'aider. Là aussi c'est un « non » mais on le met en contact avec C., C avec « le dentiste », celui-ci avec M23... qui en réfère à son chef Lescornez. Une collaboration est envisagée entre les deux Services mais Lescornez est arrêté à son tour le

(63) En tant que radio, *Millstone* s'était vu formellement interdire de rentrer chez lui. Il ne reverra son épouse que deux ans plus tard, avec l'accord des Britanniques.

(64) Au surplus, les 27 premières émissions de *Millstone* auront lieu chez lui.

(65) Les groupes dont je parle comprenaient nombre d'autres agents ; je ne fais mention ici que de ceux qui interviennent non seulement dans l'histoire de *Mill*, mais plus précisément encore dans celle de ses rapports avec le M.N.B.

(66) Jugé à trois reprises, il sera fusillé le 21 janvier 1942.

(67) Membre du Service *Zéro*, fusillé le 6 août 1943. M23 entre en rapport avec lui par l'avocat Van de Kerckhove, *Fidelis* de la *Libre Belgique* de 1914. Son rôle est curieux — le hasard fait bien les choses — car il est aussi des amis de Camille Joset et il favorisera la rencontre *Mill*-Joset en 1942. Dans le Service *Mill*, il portera le matricule M 42 ; il était la « doublure » de M 23 en cas d'arrestation de ce dernier.

24 septembre. Laissé une nouvelle fois sans liaison (68), M23 passe dès lors au Service *Mill* avec la totalité de ses agents (69).

Entretemps, *Millstone* s'est rendu à Bruxelles chez MM. Dupont et Rochat, amis de D., agent de M23 depuis 1940. Dupont et Rochat sont membres du M.N.B., M23 aussi d'ailleurs mais ils découvrent seulement à cette occasion qu'ils appartiennent à un même groupe depuis plusieurs mois sans se connaître. Cependant, les relations entre Rochat et le M.N.B. sont les plus étroites. M23 (70) ne sera donc au début qu'une doublure pour les rapports *Mill*-M.N.B., ce dernier mouvement choisissant comme chef de son S.R. l'ingénieur Lammers.

Les deux groupes sont en contact ; ils le resteront pendant toute l'occupation.

Bien évidemment, l'activité Renseignement du M.N.B. ne va pas s'en trouver brusquement transformée, comme par un coup de baguette magique ; elle restera pendant quelque temps assez « inorganique » encore. L'un des premiers membres dirigeants du Mouvement, immatriculé B9, reconnaîtra d'ailleurs plus tard « qu'il n'y avait pas d'organisation renseignements proprement dite, les diverses personnes s'occupant à la fois de « Résistance », « Presse clandestine », « Armes et explosifs », « Aide aux prisonniers évadés », « Renseignements », etc. (71).

Ce dernier secteur d'activité n'est pourtant pas négligé pendant cette période. Bien au contraire : le Service *Mill*, passant en revue ses différents secteurs, notera après la Libération, pour le M.N.B. : les renseignements sont « bons fin 1941 » (72).

Mais, pour les dirigeants du Mouvement « la nécessité d'une réorganisation s'impose, de nouveaux projets sont mis à l'étude » et le M.N.B. « passe sous la direction d'un chef unique, soit du Haut Commissaire Royal Honoraire X qui choisit quelques collaborateurs pour former un Directoire » (73).

(68) C'est en fait la troisième fois que cela lui arrive car il avait commencé à travailler pour un certain « Mottart » qui n'a pu être identifié.

(69) M23 rencontre *Millstone* à deux ou trois reprises avant de voir *Mill* : « Et nous nous sommes promenés entre la porte de Hal et la Porte Louise, des promeneurs du dimanche, quoi ! » (interview de M23, octobre 1970). *Mill* a accepté de donner sa véritable identité et M23 a ainsi pu contrôler la réalité de son départ pour l'Angleterre en 1940.

(70) M23 : « J'avais déjà certains rapports sporadiques avec des gens du M.N.B. Rochat avait des contacts encore plus poussés que moi avec le M.N.B. (...) Tout à fait séparés. C'est en discutant là-bas que l'on s'est rendu compte que nous connaissions l'un ou l'autre. Mais Rochat était beaucoup plus avancé que moi. Il a été décidé à ce moment-là que Rochat continuerait les contacts avec le M.N.B. pour essayer de créer un réseau de Renseignements et que moi je resterais comme doublure. Dupont restait comme troisième moyen d'accès au M.N.B. » (octobre 1970).

(71) Il admettra également « que souvent les mêmes renseignements étaient faits en double » et transmis simultanément à *Mill* et à *Zéro* — dans ce cas particulier par son intermédiaire et cela jusqu'à l'arrestation de son « honorable correspondant ».

(72) Toujours après la Libération, M23 écrira : « Les renseignements viennent assez régulièrement jusqu'en janvier 1942 ».

(73) Extraits d'un rapport de *Marius* — chef du M.N.B. à partir de mai 1942 — adressé à Londres en octobre 1943 ; le Haut Commissaire est évidemment Camille Joset qui se décide alors à sortir de l'ombre pour s'afficher publiquement comme le « Patron ».

Hélas, des arrestations survenant au début de 1942 vont momentanément faire échec à cette tentative de rationalisation.

La première survient le 17 janvier. Nous avons dit déjà que l'ingénieur Lammers avait été chargé, ou plus exactement sans doute s'était trouvé en charge, du Renseignement au sein du M.N.B. Il me semble évident que cette « fonction » était due autant à ses capacités professionnelles qu'à ses contacts avec des agents *Mill*. Malheureusement pour lui, il s'occupait également d'évacuation de prisonniers de guerre : cela va causer sa perte.

En décembre 1941, trois militaires français évadés arrivent à Liège. Parmi eux, un certain F. laisse tomber par inadvertance une carte que son convoyeur D. ramasse sans y prêter autrement attention. F. passe en France mais revient ensuite en Belgique pour des raisons... plus sentimentales que patriotiques. D. se souvient alors de la nature du document qu'il a eu entre les mains ; il s'agit d'une carte de travailleur volontaire en Allemagne. Une expédition, à laquelle prend part Lammers, est alors montée dans le but de supprimer F. Mais nos résistants ont des principes moraux et n'ont pas la gâchette facile (74). Ils se contentent donc d'exiger de F. une signature par laquelle il s'engage à regagner la France au plus tôt. Il se fait prendre, ou se laisse capturer, et dénonce tous les maillons de la filière d'évasion qu'il connaît, et par conséquent l'ingénieur Lammers.

Cette arrestation aurait pu être très grave pour le M.N.B. car elle attire sur lui, pour la deuxième fois au moins (75), l'attention de l'*Abwehr* qui sait maintenant à qui il a à faire. Elle est évoquée dans le *Tätigkeitsbericht* que rédige le directeur de la *Feldpolizei* pour la seconde quinzaine de janvier (76).

Berlin apprend ainsi que trois personnes ont été appréhendées au moment où elles tentaient de passer en fraude la ligne de démarcation. Il s'agit de notre prisonnier français F., d'un sergent-pilote anglais, et d'une convoyeuse du M.N.B., Sylvia D.

Les prisonniers sont transférés de Bourges à l'*Abwehrstelle Belgien* pour interrogatoire le 16 janvier. Sylvia D. reconnaît alors son appartenance au M.N.B. qui, dit le rapport, « s'occupe d'espionnage, d'hébergement de prisonniers de guerre échappés d'Allemagne, d'aviateurs anglais abattus et d'autres personnes recherchées par les autorités allemandes ». Le « *Belgische National-Bewegung* » édite aussi des imprimés illégaux.

Treize personnes, qui ont hébergé l'aviateur anglais, ont été arrêtées. Parmi elles, l'ingénieur René Lammers : « dirigeant présumé de l'organisation « *Belgische National-Bewegung* » à Bruxelles. On a découvert chez lui un *Organisationsplan* qui fait apparaître la structure (*Aufbau*) et les objectifs (*Aufgaben*) du Mouvement. Lammers nie mais est confondu par des déclarations d'autres personnes arrêtées ».

(74) Le M.N.B. sera parfois victime de ces « délicatesses inopportunes » — c'est un mot de Fernand Desonay à son sujet — mais c'est un excès qui est de loin préférable à son contraire.

(75) Je pense évidemment ici à l'affaire R.I.O.B.

(76) La *Geheime Feldpolizei* était l'organe d'exécution de l'*Abwehr*, G.R.M.A., T. 501, R. 107.

Le rapport se termine par la prévision de nouvelles arrestations, qui n'interviendront pas heureusement grâce au courage du chef du Renseignement M.N.B. qui ne parlera pas.

Nous possédons en outre un second document en provenance de l'O.F.K. 672 daté du 8 avril 1942, en cause de Lammers et de sept co-inculpés. Il confirme le premier :

« L'accusation est ordonnée parce qu'ils sont suffisamment suspects d'avoir accordé, pendant la guerre contre le Reich, de l'aide aux puissances ennemies et causé préjudice à la force de guerre du Reich, et, en conformité de cela, avoir hébergé et caché des prisonniers de guerre échappés et des membres de l'armée ennemie.

D'après ce qui a été établi, l'accusé Lammers doit être considéré comme une des têtes dirigeantes de l'organisation qui s'occupait de soutenir des prisonniers échappés ainsi que des aviateurs ennemis parachutés ou abattus.

Cette organisation s'appelle Mouvement National Belge.

A l'occasion d'une perquisition, il a été trouvé, chez Lammers, un plan d'organisation qui réglait l'organisation intérieure de cette communauté de personnes (dossier p. 109, traduction p. 165) (77).

D'après ce plan, les membres sont obligés à une discrétion totale et à une obéissance aveugle. Il contient également des indications détaillées sur la structure, la tâche et la façon de travailler de l'organisation.

(...)

Lorsque [F], plus tard, fut revenu, contrairement à sa parole, ce fut Lammers, en tant que président, qui tint (...) une espèce de tribunal qui a sommé [F] de quitter la Belgique sur-le-champ, parce que sans cela on ne pouvait plus lui garantir la vie ».

L'arrestation du responsable M.N.B. (78) va précéder de peu celle de Rochat, chargé par *Mill* des contacts avec le Mouvement. Par une bien curieuse coïncidence, elle est également due à une activité *escape*.

Frans Rochat est en effet, pour ce motif, en relation avec Mme Pearl E. qui s'occupe de l'évasion de militaires anglais restés sur notre territoire.

L'affaire débute par une dénonciation aux services de la G.F.P. 530 auxquels on signale un lieu d'hébergement de deux soldats de l'armée de terre britannique. Au cours de l'arrestation qui suivit, Pearl E. se présente en cette maison avec du ravitaillement pour ces soldats. Elle est arrêtée, relâchée le même jour et placée sous surveillance discrète. Pour plus de sécurité, l'amie de De Zitter est introduite au sein du groupe.

Les premières arrestations ont lieu le 20 janvier 1942 et se succèdent en février, Rochat étant arrêté le 28 (79). La surveillance opérée a fait apparaître l'activité du groupe en matière de Renseignement (80).

(77) Cette indication est intéressante car elle montre le degré de préparation d'un dossier dont seules trois feuilles de résumé nous restent conservées. Tel est souvent le cas des archives des Services répressifs allemands dont nous ne possédons en définitive que peu de chose.

(78) Mort à Bochum le 24 mars 1943.

(79) Mort en Allemagne en février 1945.

(80) Le *Tätigkeitsbericht* du 18 février mentionne l'arrestation de 7 personnes qui se sont occupées d'espionnage contre l'Allemagne et de la protection d'Anglais. Chez Pearl E., nous apprend ce rapport, on a trouvé un plan des défenses d'Ostende, des installations de D.C.A. de l'aérodrome de Beauvechain, etc.

L'instructeur de la G.F.P., Kleinpaul, dira à ce sujet :

« Il s'agissait d'un service bien établi et bien organisé quoiqu'en certaines périodes le contact fut interrompu par suite d'arrestations (probablement) (81) ou bien du fait qu'un chef aurait dû se retirer pour éviter une arrestation (82).

L'évacuation du renseignement se faisait plus ou moins régulièrement et le service durait déjà depuis longtemps avant les arrestations, sans que j'en puisse spécifier la durée exacte ; en tout cas, il n'était pas éphémère.
(...) ».

On comprend que l'arrestation à un mois d'intervalle des deux contacts va sérieusement désorganiser la collaboration entre les deux groupes, à un moment pourtant où elle commençait à se révéler utile. Ce double coup du sort ne mettra cependant pas fin à la coopération car des « doublures » sont prêtes à occuper les postes abandonnés. Du côté *Mill*, Dupont, M28, reprend le secteur Rochat mais, pour de légitimes motifs de prudence, il abandonne les contacts M.N.B. jugés trop dangereux. A partir de ce moment un rigoureux cloisonnement sera instauré, le successeur de Rochat auprès du M.N.B., M23, ne conservant qu'un très petit nombre d'agents *Mill* pour se consacrer aux rapports avec le Mouvement de Résistance.

Pour reprendre le contact, M23 ne possède qu'un nom, celui de l'avocat Van de Kerkhove qu'il sait être un ami de Camille Joset. Aussi, après une traditionnelle « période de silence », s'adresse-t-il à lui.

Camille Joset, consulté, accepte de continuer la collaboration mais y met une condition : il veut rencontrer *Mill* personnellement.

Par ailleurs, dès ce moment, il a choisi, avec une remarquable sûreté de jugement, le successeur de Lammers, Raymond Defonseca, commissaire de police à St-Gilles. Ce dernier est par ailleurs désigné pour prendre la place de Joset lui-même à la tête du M.N.B. en cas d'arrestation. La rencontre *Mill*-Joset eut lieu au domicile de ce dernier, avenue des Gaulois, dans le courant du mois d'avril 1942. Camille Joset accrédite Defonseca comme son chef du Renseignement et demande la diffusion d'un message personnel à la radio de Londres. Les câbles de *Millstone* pour cette époque sont conservés. Voici les extraits qui concernent le M.N.B.

« Câble n° 20

(...)

VOUDRIEZ-VOUS AUSSI FAIRE EMETTRE PAR BBC EMISSIONS NEUF HEURES SOIR LES VINGT-SIX ET VINGT-HUIT AVRIL LA PHRASE SUIVANTE. ON SEME LE BON GRAIN AVEC LES AMIS DE MATHURIN. MERCI D'AVANCE ET AMITIES (83).

(81) Allusion probable à l'arrestation de Lammers.

(82) ... et à la fuite d'Alfred D. (voir *infra*, note 168).

(83) Elle passera à Radio France légèrement modifiée et à d'autres dates :

samedi 25 avril : « On sème le bon grain avec Mathurin »

27 avril : « On a semé le bon grain chez les amis de Mathurin ».

Ces erreurs, peut-être volontaires, n'empêcheront pas les dirigeants du M.N.B. de faire confiance définitivement à *Mill* car le message personnel comportait de toute manière les mots les plus importants.

Câble n° 21

MOUVEMENT NATIONAL BELGE EST PRINCIPALE ORGANISATION PATRIOTES. NOUS A DEJA FOURNI RENSEIGNEMENTS. PUIS PRENDRE CONTACT AVEC SON CHEF ANCIEN HAUT COMMISSAIRE ROYAL PERSONNE TRES SERIEUSE. ETES-VOUS D'ACCORD. JE SAIS QU'ILS ATTENDENT DES DIRECTIVES DE LONDRES QUI POURRAIENT LEUR PARVENIR PAR MON INTERMEDIAIRE. AIMERAIS SAVOIR VOTRE AVIS. FIN.

Câble envoyé à *Mill* le 4.5.42

PRENEZ CONTACT PAR INTERMEDIAIRE AVEC HAUT COMMISSAIRE LUI FAIRE DEMANDER UN RAPPORT COMPLET ET TRANSMETTRE STOP DEMANDEZ LUI SI DESIRE LIAISON DIRECTE ENVERRONS ALORS RADIO STOP SOYEZ PRUDENT MESSAGE TERMINE ».

Cette réponse encourageante arrive en fait comme les célèbres carabiniers d'Offenbach. En effet, non seulement un contact direct a déjà eu lieu, mais Camille Joset a été arrêté le 27 avril (84), ce que signale *Mill* dans son câble n° 30 non daté.

« (...) CHEF MOUVEMENT NATIONAL ARRETE LUNDI. POUR CHIEVRES QUARANTE AVIONS... ».

Heureusement, « Le Gaulois » saura lui aussi se taire comme il a su choisir un remplaçant à la mesure des circonstances, *Marius*. Sous sa direction éclairée, le travail du M.N.B., notamment en matière de Renseignement ne va pas cesser de s'améliorer et cela d'autant plus qu'il va en ce domaine s'adjoindre un collaborateur de premier plan, *Brochet*, qui ne tardera pas à devenir la véritable cheville ouvrière du M.N.B. (85) dont l'activité continue sans heurts malgré l'arrestation du Chef. Le câble 43 de *Mill*, reçu le 3 juin 1942, en témoigne :

« GROUPEMENT PATRIOTIQUE DONT VOUS AI PARLE DEJA NOUS FOURNIT REGULIEREMENT RENSEIGNEMENTS. VOUS LES DONNE AVEC INDICATION SOURCE MN. INUTILE

(84) L'arrestation de Camille Joset m'est restée longtemps inexplicable mais le hasard m'en a fait découvrir la raison à l'occasion d'autres recherches. Elle est due, involontairement et indirectement, à un autre locataire de l'immeuble de la rue des Gaulois, qui devint rédacteur de *La Voix des Belges*. Par ailleurs, il connaît des fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture qui ont, de ce fait, des facilités de déplacement particulières. Camille Joset, ce patriote « effréné », ne pouvait laisser passer cette occasion et il entre en contacts avec eux. Une « casse » intervient dans ce groupe et il s'y trouve impliqué.

Nous trouvons une autre preuve de cette volonté de Résistance à outrance dans le procès de Jean Scherer (O.F.K. 672 - 17 septembre 1942), chef de l'Entente Nationale Belge, qui « dans son projet de réorganiser l'E.N.B. a reçu du renfort lorsqu'il fit, au début de 1942, la connaissance du nommé Camille Joset » qui « invita Scherer à transférer les membres de l'E.N.B. dans une organisation de Résistance plus importante ».

(85) Un envoyé de Londres, *Hortensius*, dont il sera beaucoup question dans la suite de ce récit, notera dans son rapport de mission au sujet de *Brochet* : « ... Très grand travailleur » (il travaillait généralement de 6 heures de l'après-midi jusqu'à deux heures du matin) — il ne s'agit ici bien sûr que du travail clandestin — « Intelligent et efficient, avait une grande connaissance de toutes les activités du M.N.B. ».

ENVISAGER AUTRE CHOSE POUR LE MOMENT ETANT
DONNE QUE LEUR CHEF ARRETE. AI PRIS MAXIMUM PRE-
CAUTIONS POUR QUE NOUS NE SOYONS PAS INQUIETES.

*
**

On peut dire que mars 1942 marque, pour le M.N.B., la fin de la pré-histoire, au sens technique du terme. En effet, son Directoire commence à ce moment à émettre et diffuser des Instructions et des Ordres de Service à une cadence somme toute assez étonnante pour un mouvement clandestin à une pareille époque (86). Ces textes, et les procédures parfois compliquées qu'ils mettent en œuvre, ont parfois fait taxer le M.N.B. de bureaucratie. Ce défaut, pour autant qu'on l'estime fondé, est peut-être dû au caractère de *Marius* et à sa profession de policier. D'autre part, il était en quelque sorte rendu nécessaire par l'ampleur numérique du Mouvement : il comptera finalement 30.000 volontaires dont plus de 800 agents de renseignement (87). Enfin, il semble certain, que ces directives précises ont contribué à former de l'ensemble assez peu cohérent que nous avons vu agir jusqu'ici, un groupe bien structuré au sein duquel chacun n'agissait pas à sa guise mais dans le sens d'une action collective raisonnable et raisonnée.

Les Instructions concernent « l'organisation et le recrutement des divers échelons et services » ; « rassemblées, ces Instructions constitueront le plan d'ensemble du Mouvement ». Les Ordres de Service « concerneront individuellement tel ou tel échelon et auront trait à l'exécution d'ordres, à des communications, à des demandes de renseignements, etc., etc. » (88).

Parmi les Instructions, seule, celle qui porte le n° 7 intéresse le Renseignement.

Elle n'est malheureusement pas datée, ni aisément datable (89) et je n'en ferai donc que peu de cas, à regret d'ailleurs car elle nous apprend que « le rendement » du Service de Renseignement « ne donne plus satisfaction » alors que « plusieurs succès avaient pourtant motivé l'envoi de félicitations ». Le Directoire espère donc « un regain d'activité » pour « maintenir le bon renom du M.N.B. » et donne pour arriver à ce but des conseils précis.

Le premier « Ordre de Service » qui traite de la question du Renseignement porte le n° 3 et, lui, est daté, du 13 mai 1942, soit une quinzaine de jours seule-

(86) 47 Ordres de Service et 11 Instructions. Les cinq premiers textes datent des 6, 16, 17, 18 mars et 15 avril.

(87) Il s'agit ici d'un ordre de grandeur et non d'un chiffre exact dont la détermination est le problème le plus compliqué que je connaisse ! Pour la branche Renseignement, en rapport avec *Mill*, les chiffres varient entre 865 et 1011, si l'on tient compte de tous les cas litigieux dus le plus souvent à une double appartenance. Le Service *Mill* compte, lui, 701 agents reconnus, la sélection ayant été draconienne.

(88) Extrait de l'O.S. n° 1.

(89) L'Instruction n° 5 porte la date du 15 avril 1942 ; l'Instruction n° 6 n'est pas datée mais annonce l'envoi d'une première édition de *La Voix des Belges* sur quatre pages au lieu de huit (n° 14, juin 1942). Pour l'Instruction n° 7, le seul élément de datation possible réside dans le fait qu'elle est toujours signée « Le Chef du Directoire » et non *Marius* ou « I bis », ce qui est le cas pour les O.S. à partir de décembre 1942. Les Instructions 8 et 9 ne sont pas datées. La dixième est... de janvier 1944.

ment après l'arrestation de Camille Joset. On comprend dès lors le conseil de prudence qu'il donne :

« *Service de renseignements* »

Il nous est communiqué : « transmis. des renseignements et documents ». La plus grande prudence est actuellement requise. Si possible, indications et croquis sur : Concentrations de troupes (genre). Nom des officiers, particulièrement dès le grade de Major. Comment occupent-elles le terrain (baraquements, etc...).

Tous renseignements sur les fortifications (genre, armement, direction, importance).

Idem sur les terrains d'aviation (faux ou vrais). Sont-ils mis hors d'usage (fils barbelés, etc...). Activité sur ces terrains (genre d'appareils, si possible le n° des avions ou des moteurs).

Idem sur les dépôts de munitions et de carburant, éventuellement leur profondeur, genre de voûtage, épaisseur, genre de munitions (torpilles, obus à gaz ou autres, leur calibre, etc...).

Votre travail est de grande utilité, c'est pourquoi nous vous conseillons la prudence, il faut le continuer car... ».

Ces demandes de renseignements émanent certainement de *Mill*, la formule « Il nous est communiqué... » en témoigne. Elles sont donc de particulière importance car elles indiquent l'orientation fondamentale du Service à ce moment : contrairement à *Zéro*, par exemple, *Mill* est essentiellement un organisme chargé de recueillir des renseignements militaires pour le compte des autorités britanniques qui à cette époque sont les seules à pouvoir les exploiter (90). La recherche systématique des renseignements économiques et politiques ne viendra que dans la suite (91).

Ce fait apparaît encore dans l'O.S. n° 4, non daté, qui s'exprime ainsi :

« a) il est constaté que depuis quelque temps, les différents services du M.N.B. ont une activité réduite. Il importe que les chefs, à tous les échelons donnent un regain d'activité à leur organisation (92).

Les volontaires peuvent aisément se rendre utiles en recueillant *tous renseignements* qui présentent un intérêt militaire ou qui soient de nature à renseigner ou favoriser nos alliés.

(...) ».

Le même document donne une des causes principales du mauvais fonctionnement du système : la lenteur dans l'acheminement du courrier entre la province et Bruxelles (93) et son irrégularité. Il donne aussi un élément de

(90) C'est ce que *Mill* lui-même m'a déclaré et je ne fais qu'en trouver ici une confirmation écrite. Elle n'est pas la seule, d'ailleurs : l'O.S. 22 (18 mai 1943) note « Renseignements militaires (les plus importants) » ; le Chef de Province Luxembourg écrira de même le 22 août 1943 : « Remarques 1) ne pas se laisser distraire du but principal, les renseignements militaires ». Voir aussi la note de M 23 du 24 août 1943, *infra*, p. 43.

(91) Il en sera question pour la première fois dans l'O.S. 17 du 3 février 1943 ; les renseignements strictement politiques verront grandir leur importance avec l'approche de la Libération et des problèmes qu'elle a — et aurait — pu poser.

(92) Curieux parallélisme entre les termes de cet O.S. et ceux de l'Instruction n° 7 que je ne sais dater. Je ne pense cependant pas que les deux textes soient contemporains car ils sont du même signataire et ont les mêmes destinataires. Rien n'expliquerait pareil double emploi.

(93) La situation ne s'améliorera que lentement : l'O.S. n° 19 (3 avril 1943) est encore consacré à ce problème, de même que le n° 38 (15 octobre 1943).

solution, bien connu de tous les agents secrets, et par conséquent de *Mill* : utiliser les « boîtes aux lettres », même à vide, pour que n'étant jamais interrompu, le mouvement du courrier reste constant :

« (...) »

Il arrive souvent que des retards regrettables rendent inefficaces certains renseignements ou certaines communications. Ceci est dû au fait que les délégués ne relèvent pas régulièrement la correspondance dans les boîtes convenues. Peu importe que, durant quelque temps, aucun pli n'est déposé pour vous. Le délégué doit néanmoins passer au local désigné et y déposer ce qui est destiné au Directoire. Le courrier de celui-ci relève le courrier hebdomadairement. »

Enfin, toujours dans cet O.S. n° 4, apparaît une seconde faiblesse, chronique pour certaines provinces : la perte de contact par manque de doublures et parfois par une trop grande volonté d'indépendance, ce qui sera le cas particulièrement pour le Hainaut.

Le Service *Mill* va bien vite se rendre compte de la nécessité de faire parvenir aux agents M.N.B. des instruments de travail, en l'occurrence des fascicules permettant l'identification des troupes (94), et des instructions précises, notamment en ce qui concerne les relevés du trafic ferroviaire qui sont demandés dès la fin du mois d'août 1942 :

« (...) »

3) En ce qui concerne les renseignements relatifs au trafic par fer, nous vous serions obligés de bien vouloir les rédiger comme suit, afin de nous faciliter le recoupement :

DATE		LIEU			
N° du transport	N° du train	Heure de passage	Origine	Destination	Détail du chargement
Symbole des unités					

Remarque importante : Ne donner que des résultats connus et contrôlés ».

Ce texte est à nouveau fort intéressant pour l'histoire du Service *Mill* lui-même car il permet de dater les débuts de l'organisation rationnelle du contrôle des voies de chemin de fer qui, sous la direction d'un futur adjoint direct de *Mill*, Jean Denis, deviendra un modèle du genre et certainement l'un des services les mieux organisés de tous les réseaux belges. Le M.N.B. a efficacement contribué à cette réussite bien que certains de ses observateurs n'aient pas suivi de bon cœur les conseils donnés quant à la mise en page des renseignements. Nous verrons d'ailleurs que le ton employé par *Mill* ou M23 sera parfois bien différent de ce « ... nous vous serions obligés de bien vouloir les rédiger comme suit... » !

Tout au long de cette année 1942, les divers services du M.N.B. vont continuer à se mettre en place avec plus ou moins de succès et plus ou moins de

(94) Plusieurs fascicules de cette espèce ont servi aux agents du M.N.B. Ils émanent soit du Mouvement lui-même, soit de *Mill*, soit, dans la suite, directement de Londres. Il est impossible de savoir, par exemple, auxquels d'entre eux fait allusion l'O.S. n° 7 (29 août 1942) qui s'exprime ainsi : « Afin de faciliter la besogne des éléments attachés au service de renseignement, vous voudrez bien leur communiquer la teneur du premier fascicule que je vous fais parvenir en même temps que le présent. D'autres instructions vous parviendront ultérieurement ».

rapidité selon les domaines ou les endroits. La Noël de cette troisième année de guerre va servir de prétexte au Directoire et à son chef pour passer en revue l'ensemble de l'activité clandestine qu'ils dirigent, avec parfois un sens critique qu'il convient de souligner et d'admirer.

A la date du 25 décembre, cinq Ordres de Service sont lancés à l'adresse des Chefs de Province, Chefs de Secteur et Chefs Locaux. L'O.S. n° 11 traite de la Presse, « œuvre de prosélytisme patriotique », le n° 12 parle des Brigades de Choc qui s'occuperont de faire administrer une « justice rapide » là où le besoin s'en fait sentir et cela autant que possible en collaboration avec des Partisans du Front de l'Indépendance.

L'O.S. n° 13 envisage l'Épuration et le Maintien de l'Ordre. L'Épuration consiste à dresser des listes de collaborateurs, les traîtres « actifs » devant être désignés aux équipes de « Justiciers » (95) du Mouvement ou à d'autres unités spéciales, du F.I., par exemple. Il faut, pour les autres, employer des menaces afin de les « démoraliser » et de les « terroriser ». Le Maintien de l'Ordre doit être organisé sur le plan local où les points à garder doivent être clairement repérés.

L'O.S. n° 14 s'occupe du recrutement, domaine où un « relâchement inadmissible » est constaté. Il faut donc intensifier la propagande car « beaucoup de communes et d'agglomérations dans nos différentes provinces ignorent jusqu'à l'existence même du M.N.B. ».

Nous avons conservé pour la fin l'O.S. qui traite du Renseignement bien qu'il porte (est-ce volontairement ?) le premier numéro de la série, le n° 10.

Il observe une nouvelle fois que « sauf dans certains secteurs déterminés, il a été constaté dans les derniers temps que le service de renseignements n'avait que peu ou pas d'activité ».

« Notre correspondant étranger espère que cette situation ne sera que passagère. Il nous rappelle que notre organisation a rendu de grands services et qu'il serait malheureux de mettre fin à notre collaboration alors que celle-ci est plus que jamais requise, tenant compte des événements importants qui se préparent. Il ajoute qu'il n'est pas possible d'immatriculer séparément chaque membre de notre service, mais que tous sont agréés en ce sens que notre organisation est elle-même agréée et *immatriculée* au centre Etranger ».

Ce premier paragraphe mérite, je crois, quelques remarques d'ordre psychologique. Cette référence à un « correspondant étranger » sorti en droite ligne d'un vocabulaire destiné à auréoler le Renseignement dont la collecte, nous l'avons dit, est souvent banale (96), apporte une touche de mystère et de romanesque peut-être destinée à combattre une légitime tendance au découragement qui est évoquée dans la suite du texte :

(95) Ils « interviendront » avec beaucoup de modération ; à titre d'exemple, le rapport d'activité de janvier 1944, période troublée, ne mentionne que deux actions en ce domaine (voir *infra*).

(96) Fernand Desonay, chantre du M.N.B. en Ardennes, écrira à ce sujet : « Encore une fois, pareille tâche, qu'assumèrent régulièrement tant des nôtres, n'a rien de spectaculaire, de claironnant. La mitraille au bout du poing vous a d'autres charmes ! » (*Dans le Maquis*, Bruxelles, 1945, p. 51).

« Ne vous découragez pas si aucune suite n'est donnée à vos avis. Il nous a été communiqué qu'une destruction simultanée au moment opportun est préférable à des destructions isolées et espacées car ces dernières permettent la reconstruction, ou la construction de nouveaux dépôts, alors que les premières détruisent en une fois tous les stocks, sans que l'ennemi puisse les reconstituer, et le privera ainsi dans les jours critiques d'un approvisionnement indispensable. Il faut donc que tous les dépôts soient connus ainsi que leur contenu. Il y a lieu aussi de renseigner exactement (jour, heure et détails) sur tous les événements qui se produisent sur votre territoire (bombardements, chute d'avions, attentats, sabotages, etc.).

(...) ».

Le but principal de cet Ordre de Service apparaît ici clairement : rétablir un moral défaillant pour une raison très humaine : les observateurs prennent des risques parfois fort grands sans apercevoir un résultat tangible qui serait pour eux le meilleur des encouragements.

Bien mieux, il est certain que nombre d'entre eux se demandent si ces renseignements sont transmis, et telle est, à coup sûr, la raison de la présence dans ce texte du problème de l'immatriculation des agents par le « centre étranger ». Nous avons vu que la branche M.N.B. avait été indiquée à Londres sous la mention « M.N. » dans un câble de juin 1942. Ce fait sera encore confirmé par *Mill* dans un message chiffré qui est envoyé par courrier au printemps de l'année suivante et dans lequel il donne un aperçu général de son Service et de ses agents :

« (...) »

M vingt-trois (...) assure liaison avec M.N. M.N. groupe important agents se rattachait au Mouv. nat. Suite. Répartis dans tout le pays travail intermittent mais parfois plein d'intérêt.

(...) ».

L'action du M.N.B. est donc connue de Londres dès 1942 et le sera mieux encore dans la suite : il est par conséquent exact que le Mouvement est effectivement « immatriculé collectivement ». Mais une fois encore, ce fait n'est connu que d'un petit nombre d'initiés. Ce qui justifie pleinement les explications données à ce sujet dans cet Ordre de Service n° 10, parfait exemple de psychologie appliquée : d'abord la semonce (vous n'avez que « peu ou pas d'activité »), puis un peu de flatterie (notre organisation « a rendu de grands services »). Il ne faut donc pas décevoir le « correspondant étranger » auprès duquel on est immatriculé et cela justement au moment où « des événements importants se préparent » (97). Il ne convient pas non plus de se décourager parce que les résultats du travail ne sont pas directement perceptibles, d'autant plus que l'ennemi, lui, ne reste pas inactif :

« (...) »

Notre correspondant étranger nous signale aussi que l'ennemi aurait l'intention d'employer une nouvelle arme (confirmé par les discours d'Hitler : « Nos chimistes et nos ingénieurs ne sont pas restés inactifs », a-t-il dit). Il semble que les Allemands disposent d'un gaz puissant qualifié suivant les uns « Réfrigérant », suivant les autres « Assommant ». Ces gaz

(97) L'imprécision est peut-être volontaire en raison du souvenir trop proche de « l'échec » du raid contre Dieppe, le 19 août 1942.

comprimés se trouvent en bonbonnes de différentes dimensions ou en torpilles aériennes. Des dépôts pourraient exister dans les environs de Bruges, Gand, Bruxelles et Anvers. *Prière de faire toutes les recherches utiles à ce sujet* ».

*
**

Ce travail de raffermissement du moral devait être complété par une preuve tangible de l'intérêt porté au Mouvement par l'autorité anglaise. Il fallait obtenir la diffusion rapide d'un message personnel à la B.B.C. Aussi, dès le 12 janvier 1943, nous trouvons dans l'Ordre de Service n° 15 le texte suivant :

« a) *Propagande*

Quoique depuis un certain temps notre organisation avait peu d'activité, cette mise en veilleuse n'a pas empêché nos « Amis » de nous adresser derechef des félicitations. Celles-ci étaient accompagnées d'une demande pressante, nous invitant à ne pas abandonner une activité qui s'est avérée si utile.

Ceci est certes encourageant et prouve à suffisance que notre organisation s'est dès maintenant rendue des plus utile. (...)

Une preuve d'affiliation sera communiquée par « Radio Londres » le seize (16) ou le vingt-six (26) courant. La phrase prononcée sera :

« LES AMIS DE LOUIS PEUVENT AVOIR CONFIANCE AU MURIER »
(...) ».

Voilà qui est intéressant. En effet, ce message personnel n'a pas été demandé par *Mill*, mais bien par le Service *Bayard* le 16 janvier suite à l'arrestation du radio *Bruin*. Comment a-t-il été connu des dirigeants du M.N.B. ? Nous ne le saurons sans doute jamais, mais ce fait ne doit pas nous étonner outre mesure car, à cette époque, beaucoup de résistants appartenant à des groupes différents se côtoient, se donnent « un petit coup de main » à l'occasion, ou plus simplement encore, font très officiellement partie de plusieurs mouvements ou services en même temps. Dès lors, une « indiscretion » n'est pas rare ; il est moins courant d'en trouver une preuve tangible comme c'est le cas ici. Au surplus, il faut relever une faute grammaticale curieuse, « confiance au », qui pourrait bien laisser entendre que l'indicateur du M.N.B. ne savait pas très clairement quel message exact serait transmis. J'ai d'ailleurs trouvé cette singulière note en provenance sans doute d'un secteur du M.N.B. (98) :

« 26.1.43

Bien entendu hier, le message annoncé. Le texte en était légèrement modifié : Les amis de Louis ont bon et beau mûrier (99).

J'espère que la troupe aura entendu ce texte et que cela sera pour elle un bon stimulant pour l'action et le recrutement.

(...) ».

Pourquoi le Directoire ne s'est-il pas adressé directement à *Mill* pour obtenir un message ? Sans doute pour gagner du temps ; mais il faut aussi savoir

(98) Centre seconde guerre mondiale, *Fonds Lejeune*, n° 510.

(99) Le texte demandé par *Bayard* ne comprenait pas le mot « bon » (voir note 83).

que *Mill* était très prudent dans ses demandes à Londres en cette matière car, comme nous venons de le voir, une fuite était toujours possible, sinon prévisible, et certaines d'entre elles émanant d'autres Services d'ailleurs, ont été de grande utilité pour les agents provocateurs.

**

L'Ordre de Service n° 16 (28 janvier 43) traite également du Renseignement mais sous une forme un peu particulière puisqu'il consiste surtout en une demande de terrain pouvant servir à des atterrissages.

L'Ordre de Service n° 17 (3 février 43) concerne le Renseignement mais de manière plus générale. Il confirme les remarques antérieures, mais commence, cette fois, sur un mode nettement plus optimiste :

« Notre « Deuxième Service » (100) nous communique textuellement ce qui suit. Nos chaleureuses félicitations pour le rapport que vous nous avez remis, les renseignements sont très intéressants et bien présentés.
(...) ».

Il se termine à nouveau par des allusions à la possibilité de recevoir des messages personnels qui, eux non plus, ne furent pas demandés par *Mill* (101) :

« Il se peut que les messages suivants nous parviennent de Londres le matin à 9 heures 15 ou 13 heures et le soir au cours de l'émission de 21 heures 15, aux dates ci-après :
le 3 février : « L'OURTHE SE JETTE DANS LA MEUSE »
le 10 février : « LE CANAPE EST AU MILIEU DU SALON »
Nous attendons en conséquence une grande activité de la part de ce service.

Vive la Belgique. Une, Libre et Indépendante.
Pour le chef du Directoire,
Par délégation, I bis » (102).

Cet O.S. nous apprend encore que *Mill* a demandé au M.N.B. de classer les renseignements en quatre groupes, comme cela se fait dans ses autres secteurs : renseignements militaires, chemin de fer, économiques et politiques. Nous trouvons ici, pour la première fois, mention de ces deux derniers types de renseignements qui vont dorénavant compléter la moisson recueillie par le Service. Il faut aussi signaler que le chemin de fer est le domaine pour lequel le plus grand nombre de consignes précises sont données : rappelons que ce secteur d'activité va devenir la « spécialité » de *Mill* au fil du temps.

Pour en terminer avec les O.S. traitant du Renseignement, nous signalerons encore que les n°s 19 (3.4.43), 22 (18.5) et 26 (25.7) reprennent et amplifient instructions et consignes données antérieurement. La simple fréquence de ces O.S. est à mon sens significative de l'intérêt croissant accordé à ce secteur d'activité.

(100) Expression à rapprocher de celle de « correspondant étranger » de l'O.S. n° 10.

(101) Un O.S. du 18 mai mentionnera encore la diffusion d'un message personnel non spécifiquement *Mill*.

(102) C'est la formule classique figurant au bas de tous les O.S. du M.N.B.

Dès février 1943, une certaine amélioration est constatée dans le rendement de la branche « N » du Service *Mill*. Elle va se confirmer au fil des mois jusqu'à la catastrophe de février 1944 (103).

Malheureusement, si nous avons pu décrire la genèse des contacts du M.N.B. en matière de Renseignement et faire assister à la lente et difficile mise en place de l'organisation de cette activité, au sein d'une action beaucoup plus diversifiée, il nous est impossible de porter un jugement *objectif* sur ses progrès. Il faudrait, pour cela, être en possession des courriers envoyés à Londres par *Mill* : tel n'est, hélas, pas le cas (104).

Cependant, le hasard (105) a voulu que ne soit pas détruite la correspondance de M23 avec le M.N.B. pour une époque intéressante de l'activité du Mouvement, l'été de 1943. Elle couvre une période de près de trois mois, qui me paraît suffisante et, d'autre part, je pense qu'elle pourrait bien être conservée dans son entièreté, fait évidemment fort important au point de vue de la critique historique.

Ces notes ne sont pas elles-mêmes datées mais elles constituent autant d'accusés de réception de courriers du M.N.B., ce qui permet de reconstituer un ordre chronologique (106). Elles comportent un total de 30 pages dactylographiées à simple interligne. Il nous est par conséquent impossible de les reproduire *in extenso* quel que soit l'intérêt qu'elles présentent ; nous en citerons cependant une à titre d'exemple. Je l'ai choisie particulièrement non seulement pour son caractère général et récapitulatif, mais aussi parce qu'elle figure parmi celles dont j'ai eu le plaisir de discuter avec M23. Pour le reste, je me contenterai de signaler les passages importants pour l'idée qu'il convient de se faire du travail du M.N.B. ou qui constituent pour cette étude un fait nouveau digne d'attention.

« M23 à Marius »

Nous recommandons à votre particulière attention les notes que nous vous avons adressées principalement depuis le début août et qui en général résument toutes les notes antérieures dont — et nous avons le regret de le constater, — il ne semble pas en général être tenu compte. Nous ne faisons pour ainsi dire que répéter que les renseignements nous transmis sont trop vieux, que chaque renseignement doit mentionner le lieu, la date et dans certains cas même l'heure de constatation. Il en est rarement tenu compte. En outre, très souvent, le libellé du renseignement prouve que l'agent est à même de donner un renseignement complet et que, par négligence, il omet des points importants. UN RENSEIGNEMENT NE DOIT PAS ETRE BACLE, IL DOIT ETRE ETABLI SOIGNEUSEMENT, SINON IL PERD DE SON IMPORTANCE ET L'ON EN ARRIVE

(103) Elle apparaît clairement dans les nominations aux divers grades dans le Corps des Agents de Renseignement et d'Action mais le lecteur sera sans doute satisfait de ne pas voir figurer ici l'encombrante nomenclature qui ressort de la consultation de quelque 150 dossiers personnels.

(104) Sauf pour l'été de 1944. Peut-être les autres existent-ils toujours dans les archives du *Secret Service*.

(105) L'épouse de M23 a dû cacher précipitamment ces documents, dans une cheminée désaffectée, lors d'une visite de la *Gestapo*.

(106) La première accuse réception des courriers des 12 et 13 août, la dernière de celui du 28 octobre.

A CETTE IRONIE QU'UN HOMME DESIREUX DE SERVIR RISQUE SA PEAU POUR RIEN.

Un grand défaut, à notre avis, est la centralisation trop forte que certains font de leurs renseignements (centralisation qui couvre des régions trop étendues et nuit à la rapidité de transmission). Il est inadmissible, entre autres en ce qui concerne Sautour (ou le bois de Vodecée) que depuis plus de trois mois nous essayons vainement d'avoir un plan sortable de ce poste de repérage ; à titre indicatif, nous vous transmettons en annexe plan et légende de ce poste que nous avons obtenu et que nous vous prions de transmettre aux intéressés à titre d'exemple.

La rapidité de transmission étant des plus importante à l'heure actuelle, nous vous demandons d'insister avec la dernière énergie auprès de vos agents pour que tout ce qui concerne les renseignements militaires, soit :

Mouvements et identifications de troupes — Défense côtière —
 Défense intérieure — Liaisons et transmissions — Renseignements
 sur aérodromes — D.C.A. et postes de repérage ou de détection —
 Dépôts de munitions (pour ne citer que les plus importants)

soient acheminés hebdomadairement dans le plus bref délai. Que vos agents principaux prennent comme règle de collecter les renseignements hebdomadaires auprès de leurs hommes, le mercredi soir, voire même le jeudi matin, pour qu'ils puissent, après un bref triage, vous les faire parvenir en temps utile afin qu'ils nous soient remis à la boîte aux lettres à notre intention pour le samedi 11 heures. Il leur incombe d'éduquer leurs hommes pour que ceux-ci rédigent leurs renseignements de façon à réduire l'encombrement des papiers au minimum. Le courrier que vous adressez le mardi sera réservé uniquement aux renseignements importants recueillis du mercredi ou jeudi au dimanche ou lundi. En cas de renseignements d'importance primordiale, la boîte aux lettres d'urgence fonctionnera. Si la dactylographie occasionne une trop grande perte de temps, transmettre le renseignement tel quel.

Trafic ferroviaire : Il est absolument indispensable que ces renseignements soient établis comme demandé, pour les périodes d'observation et le moment d'expédition indiqués, faute de quoi il est inutile de les transmettre. Pour autant que l'écriture soit lisible, la dactylographie ne s'impose pas et nous comprenons qu'il est parfois difficile, surtout en ce qui concerne les renseignements du jeudi, de pouvoir recopier pour expédier en temps voulu. Nous rappelons à ce sujet que seuls les rapports pour lesquels nous avons fait demande sont à expédier à la Demoiselle, et que les enveloppes ne peuvent être confiées qu'à des agents parfaitement sûrs.

Trafic fluvial : Nous demandons à nouveau que ces rapports soient établis comme demandé. C.à.d. avec mention du lieu de contrôle, date, nom du bateau, matricule, tonnage net, origine, destination et chargement. Ces rapports étant parfois très conséquents, et expédiés dans leur forme originale pour autant qu'ils respectent les directives énoncées, nous demandons que la dactylographie en soit faite, en bonne impression, sur papier blanc, pour autant que ceci n'occasionne pas des retards de l'importance de ceux constatés actuellement. Si l'agent ne peut le faire, nous demanderions d'envisager la possibilité (point soulevé au cours de notre dernier entretien) d'en faire faire la copie à Bruxelles ; dans ce cas, nous en prendrions livraison lors du courrier du mardi (mais ces rapports devraient comporter le relevé du trafic arrêté au plus tôt le mercredi ou le jeudi précédent).

Renseignements économiques, financiers, politiques, paramilitaires, sabotages et attentats, listes noires quoique moins urgents, gagneraient à être plus récents. En ce qui concerne la dactylographie, voir trafic fluvial.

ACHATS DE RENSEIGNEMENTS (cas où il faut agir avec le maximum de circonspection). Nous sommes toujours d'accord, en principe, lorsque le jeu en vaut la peine, d'acheter un renseignement ou des plans de nouveau matériel (Me 410 par exemple). Des cas de ce genre demandent la plus grande circonspection.

RENCONTRE : Afin de mettre la situation bien au point, nous pensons qu'il serait intéressant de nous rencontrer au plus tôt dans les limites prévues, un mot à ce sujet nous ferait plaisir.

FONDS : Vous parviendront fin de la semaine.

Nous sommes certains que vous mettrez tout en œuvre afin de réaliser dans le plus bref délai l'unité demandée, ce qui ne pourra que valoriser les renseignements de votre groupement, et ceci vise principalement Maurice qui est à même de fournir du bon (et qui le fait) mais est trop lent.

Bien cordialement.

P.S. : Nous présumons que vous avez toute satisfaction en ce qui concerne la réclame radiophonique faite à *La Voix des Belges*.

24/8 ».

Si cette lecture a semblé fastidieuse, je n'en suis pas mécontent car il en ressortira peut-être que travailler avec un « professionnel » comme Mill n'était certes pas facile : ce n'est ni sans mal ni sans fermeté que l'on parvient à monter de toutes pièces un réseau qui devra être, et sera, parfaitement adapté à sa tâche au moment décisif (107). Le lecteur veut-il un exemple, entre cent, de la manière draconienne dont s'exerçait le contrôle du renseignement transmis ? Je n'irai pas le chercher bien loin puisqu'il forme le début de la note suivante dans l'ordre chronologique :

« M23 à M.N.B.

1. Accusons réception courrier du 22 août.

2. *Maurice*

— *Namur* : très bons renseignements sur effectifs. Aimerions toutefois avoir des précisions sur les points suivants :

a) canons : dans un rapport de trafic ferroviaire, nous trouvons, arrivé à Namur, un train complet de 44 canons de 77 ; 10 canons de 105 court et 10 canons de 105 long, tandis que le rapport « Renseignement militaire » mentionne des calibres de 88 (employés plutôt en D.C.A.) et 95 (que nous ne connaissons pas dans l'armée allemande). N'y a-t-il pas confusion ? Ne peut-on donner le nom de la fabrique de Munich relevée sur les pièces d'artillerie ?

b) Identification de l'unité : l'unité est identifiée provisoirement ici comme I abt./2 Bie. Un rapport antérieur au sujet duquel nous avons demandé des précisions semblait identifier cette unité comme le 835 Bon ou 835 Bie et semblait également lui donner comme *Feldpostnummer* 28340/A (108) et peut-être 30040/M. Actuellement le *Feldpostnummer* semble être 48130. Nous demandons à Maurice qu'il veuille bien faire vérifier très sérieusement ces divers points (Documents en retour en annexe).

— *Vodecée* : En retour calque relatif... »

Je pense que ceci se passe aisément de commentaires et j'en reviens à la note du 24, que j'ai citée *in extenso*. Elle rappelle les trois exigences fonda-

(107) Le but de *Mill* est évidemment d'obtenir le rendement maximum. Une note de M 23 au M.N.B. accusant réception du courrier du 2 octobre, est révélatrice de ce désir : « 7. *Critt* : bon, continuez et persévérez, essayez d'être plus curieux encore (...) Il nous trouvera peut-être exigeants, mais enfin qui ne demande rien n'a rien ! »

(108) Numéro postal : chaque unité en possédait un, ce qui permettait de ne pas mentionner en clair sa véritable dénomination.

mentales de *Mill*, tant de fois répétées : exactitude, rapidité de transmission et unité dans la manière de transcrire les renseignements, ferroviaires et fluviaux principalement. Elle nous donne aussi de précieux renseignements sur l'acheminement des documents.

Le M.N.B. fournit donc deux courriers qui sont normalement déposés à une boîte aux lettres qui ne sert qu'à cet usage exclusif. En l'occurrence, il s'agit de celle de la « Belle Blonde », chaussée de Waterloo. Les courriers doivent s'y trouver, les mardi et samedi (109). Un agent *Mill* vient les y chercher. Ils sont ensuite vérifiés et triés pour être filmés le mardi et, éventuellement, le vendredi, dans le cas, rare, où le Service envoie deux courriers à Londres dans une même semaine.

La boîte aux lettres d'urgence n'est pas fixe. C'est en général une maison de commerce qui possède le téléphone. Le contact entre elle et *Mill* est journalier suivant un code convenu de phrases d'apparence innocente (commandes, demandes de renseignements, etc.). Elle est utilisée pour des renseignements exceptionnels comme la visite d'une importante personnalité ou, plus tard, un passage de convoi de V2. Ils sont alors transmis par radio.

Il existe enfin une troisième « boîte », celle dite de « La Demoiselle ». Il s'agit en fait d'un système de transmission par l'intermédiaire de la Poste Restante de Charleroi. Comme la « boîte d'urgence », elle n'est pas spécifique au M.N.B. Celui-ci devait y faire parvenir ceux de ses renseignements sur le trafic ferroviaire qui étaient *nominalement* réclamés par *Mill*, soit qu'il n'ait pas d'agent propre dans telle ou telle gare, soit que l'agent M.N.B. soit supérieur à l'agent *Mill* qui y opère.

Il ressort à l'évidence de cette note, que la façon de travailler du M.N.B. ne donne pas entière satisfaction à son correspondant et cela parce qu'il y existe encore plus de bonne volonté que d'esprit de méthode. Le ton sec, pour le moins, ne doit pas étonner : il faut noter que ce texte n'est pas destiné, tel quel, aux agents mais bien à leur chef *Marius* auquel il est loisible d'en atténuer le mordant. La semonce était par ailleurs d'autant plus sévère qu'elle se justifiait non seulement par des raisons d'efficacité mais aussi d'humanité. Pourquoi laisser courir des risques graves pour fournir des renseignements inutilisables ou simplement inutiles (110) ?

Mais la machine M.N.B. est lourde, les habitudes solides et l'impatience du Service bien grande. Alors, *Mill*, *en personne*, va jeter dans la balance le poids de l'autorité et du prestige du « Patron » ; nous sommes à la mi-septembre.

(109) Les renseignements du M.N.B. arrivent en fait chez *Brochet* « en vrac ». Ils ne passent à la boîte aux lettres de *Mill* qu'après un premier tri.

(110) A titre d'exemple, cet extrait de la note M 23 au M.N.B. accusant réception du courrier du 4 septembre : « 6. Trafic ferroviaire : Signalons à nouveau qu'il est inutile de fournir FLEMALLE-HAUTE, ANDENNE, « ENTRE ANDENNE ET NAMUR », MONS (puisque nous y travaillons en collaboration et que les renseignements parviennent en temps utile à destination du centre qui s'occupe de leur collationnement) ». Une semaine plus tard, M 23 demandera aux agents du M.N.B. de ces gares, et à quelques autres, de se tenir cependant prêts à agir comme doublures, « sur demande expresse de la Demoiselle seulement ».

NOTA BENE : Certaines décisions ou remarques n'étant pas de ma compétence, je les ai soumises au chef de notre service qui me charge de vous faire les diverses communications ci-après, mentionnées sous M à M.N.B. Vu l'enjeu actuel, je demanderai à *Marius* de bien vouloir mettre tout en œuvre afin qu'il soit scrupuleusement tenu compte de ces remarques.

M23

I) M. à M.N.B.

— Nous supposons qu'actuellement vos divers agents sont suffisamment au courant du genre et de la précision du renseignement que nous demandons. Nous désirons en conséquence qu'ils mettent tout en œuvre afin d'assurer dans le plus bref délai la transmission du renseignement complet, exact et circonstancié avec la date de CONSTATATION (et non pas la date de transmission) principalement en ce qui concerne les mouvements, dénombrements et identifications des troupes, tant de la Wehrmacht que de la Wehrluft et de la Wehrmarine. Ce renseignement est actuellement de première importance et il est absolument nécessaire *que tous les mouvements importants et constatés avec sérieux* par vos agents nous parviennent endéans les 48 heures au plus tard. Si ces renseignements nous parviennent, ainsi que c'est le cas actuellement avec un retard de 10 jours, voir même trois à quatre semaines, ILS SONT TOUT A FAIT INUTILES, N'AYANT PLUS AUCUN INTERET D'ACTUALITE, des changements profonds s'étant produits avant que ces renseignements soient en notre possession. Nous demandons à vos agents de nous faire tenir immédiatement une situation précise de la situation en effectif, avec *identification*, du secteur sous leur contrôle et, ensuite, cette situation de base fournie, nous tenir au courant hebdomadairement de la situation, sauf en cas de changement conséquent qui est à nous adresser immédiatement.

(...) (111).

— Ci-joint subside de frs 20.000 (112).

II) M23 à M.N.B.

— Accusons réception courrier du 7 septembre.

— Note en retour à propos des dépôts de gravier de la région côtière belge...

*
**

Afin de venir en aide à son partenaire, *Mill* ne pouvait évidemment se contenter de conseils et de reproches, tout indispensables qu'ils soient pour créer un choc psychologique.

Nous avons vu avec quelle minutie, avec quelle patience aussi (113), M23 est chargé de « corriger les copies ». *Mill* fournit également au M.N.B. un subside mensuel et demande à Londres de la « réclame radiophonique » pour *La Voix des Belges*. Il ne lui reste plus qu'à faire profiter le M.N.B. de sa

(111) Ici se placent des conseils précis au sujet de la fourniture des renseignements ferroviaires, fluviaux et routiers, ces derniers prenant une importance accrue en raison des multiples bombardements et actes de sabotage qui désorganisent le réseau de la S.N.C.B.

(112) Ce subside mensuel était normalement destiné à assurer les frais de déplacements des agents.

(113) Ceci n'apparaît très clairement qu'à la lecture de l'ensemble des notes conservées.

liaison radio, c'est-à-dire à demander pour lui la diffusion d'un message BBC clairement « personnalisé » :

« SOURCE SERVICE MILL

Câble reçu de Mill via Mill le 2.8.43 ind n° 1546

VOICI UN MESSAGE A DONNER PAR B.B.C. POUR UN GROUPE DE NOS AGENTS STOP LES VITAMINES DE MARIUS SONT EXCELLENTES STOP POUVEZ VOUS LE FAIRE PASSER DU QUATORZE AU SEIZE AOUT VOUS EN REMERCIE D'AVANCE FIN MESSAGE ».

Cette fois, il n'est plus de confusion possible : *Marius* est le pseudonyme le plus courant du Chef du Directoire, et certains des membres de celui-ci ont choisi comme *alias* « Vitamine X », en l'occurrence « D » pour *Brochet* qui, dans la pratique, administre et coordonne l'activité Renseignement.

Nous ne trouverons donc plus, comme quand il s'agissait de textes non spécifiques, un certain embarras du chef du M.N.B. pour annoncer ce message. Tout au contraire, il montre une évidente fierté :

« Ordre de Service n° 26

25.7.1943

(...)

Nous vous informons que nous demandons le message : « Les vitamines de Marius sont excellentes » pour passer entre le 14 et le 16 août.

Nous demandons toutefois que ce message ne soit pas trop répandu par nos chefs de Secteurs (114) et qu'il soit uniquement utilisé pour et dans le service.

Nous demandons à nos hommes de s'astreindre à la discipline du silence, ce message étant uniquement et exclusivement destiné à votre organisme.

Soit une preuve de plus et indiscutable. A l'écoute ! »

Le 9 octobre et le 16 novembre, *Mill* demandera à nouveau deux messages destinés au M.N.B. :

« RESTEZ FIDELES AU DIRECTOIRE DU M.N.B. » (115)

« MARIUS NAVIGUE BIEN » (116)

mais ce n'est sans doute déjà plus indispensable car les notes de M23 indiquent déjà une amélioration dans la qualité des renseignements transmis :

« M23 à MNB

1. Accusons réception courrier du 9.X.

2. Bons renseignements... ».

« M23 à M.N.B.

1. Accusons réception du 16.X — Remarque générale à son sujet : bon, certains renseignements sont même parfaits ».

(114) C'est bien humain mais tout de même un peu égoïste quand on a profité un peu des messages « des autres » !

(115) *Mill* demande ce message « pour éviter défection constatée agents notre ligne M.N.B. ». Ceci vise principalement l'agent du Hainaut *Maurice* qui passera d'ailleurs au groupe *Lion Belge* dépendant du Service *Bayard*.

(116) L'importance psychologique de ces messages personnels apparaît une nouvelle fois dans une note conservée dans le *Fonds Lejeune* : « Profitez-en pour faire du recrutement et pour convaincre ceux qui hésitent faute d'assurance formelle ».

« M23 à M.N.B.

Accusons réception du courrier du 19 et du 21.X.

(...)

6. REMARQUE GENERALE : Bons renseignements, les points ci-après sont toutefois sujets aux remarques suivantes : ... ».

Le M.N.B., branche « N », se porte décidément beaucoup mieux. Cette situation, selon les avis que m'ont donnés M23 et *Brochet*, ne fera d'ailleurs que s'améliorer jusqu'en février 1944.

*

**

LE M.N.B. EN CONTACT DIRECT AVEC LONDRES LA MISSION « CLAUDIUS - TYBALT »

Cette amélioration du rendement de « M.N. » est certainement due en grande partie à *Mill* mais il convient, je crois, de compter, parmi ses causes, le fait que le M.N.B. « en général » est en contact avec le Gouvernement belge de Londres par l'intermédiaire de la mission *Claudius - Tybalt*.

Il m'est évidemment impossible de m'étendre ici sur cette double mission, pourtant capitale. Il me serait tout aussi difficile de n'en point faire mention car ses responsables vont rencontrer ceux du M.N.B., les soutenir financièrement — ce qui est important —, porter sur le Mouvement des jugements dignes d'intérêt, transmettre ses rapports et, en définitive, être à la base de sa reconnaissance officielle.

Claudius, avec son radio, *Pointer*, est parachuté le 15 juillet 1943 ; il a pour mission de joindre le « Front de l'Indépendance et Libération » (117) *and its affiliated organisations*, d'apporter un appui financier, de réaliser un plan de sabotage industriel et enfin, d'assurer les liaisons de tous les groupes d'agents sur le terrain autres que ceux s'occupant du Renseignement — *sent by the 2ème Section* — et de faire un rapport sur leur activité *with object of co-ordinating them into one complete plan*.

Claudius sera rejoint, en août, par *Tybalt*, ou *Hector*, et le radio *Hillcat*. *Claudius* rentre en Angleterre le 4 octobre suivi de peu par *Tybalt* qui laisse au commandement un homme « du terrain », *Hector II*. Ces trois agents vont successivement se trouver en rapport avec le M.N.B.

Claudius en fera mention dans un premier « Rapport provisoire » non daté mais sans doute écrit dès le mois d'août (118) et envoyé de Belgique via *Tybalt* :

« (...)

Le M.N.B. est un mouvement absolument distinct du F.I.L. Il délègue un représentant au Comité National du F.I.L. L'entente entre les deux mouvements est basée sur l'identité du but (passage à l'action) et de

(117) L'appellation exacte est « Front de l'Indépendance pour la Libération du Pays » mais l'abréviation la plus connue est F.I. et non F.I.L. ; les relations entre le F.I. et le M.N.B. seront parfois très tendues.

(118) Une annexe porte la date du 14 août.

caractère (attitude nationale) laissant de côté les questions partisans en vue de l'union. Les milieux dans lesquels se recrute le M.N.B. sont assez différents de ceux du F.I.L. Les ouvriers y sont en moins grand nombre. Un rapport détaillé de l'organisation des buts et des moyens du M.N.B. est donné en annexe... (119) ».

De retour à Londres, il écrira le 16 octobre :

« (...)

c) *M.N.B.*

Ce groupe est excessivement nombreux et répandu dans tout le pays. Il comprend un grand nombre de militaires de réserve, d'artisans et aussi de complicités nombreuses parmi les effectifs des chemins de fer et de la police. Son esprit est excellent et, tout en étant résolument pour l'action, il réprouve et condamne le brigandage. Son activité de sabotage s'exerce surtout dans le domaine *des chemins de fer* et par des moyens excluant la violence, par ex. destruction des freins Westinghouse, sabotage des boîtes de graissage, etc. Il leur a été fourni ici (120) des produits contenus dans une petite ampoule à déverser dans les boîtes de graissage : la fourniture ayant été arrêtée, ils ont dû faire fabriquer eux-mêmes des produits de remplacement. Ils demandent avec insistance que la fourniture soit reprise et continuée régulièrement.

Un budget s'impose également pour venir en aide à ce groupe. Je suggère pour débiter 200.000 frs par mois. Tybalt ou son successeur fera part du développement de leurs besoins ».

Un résumé *of the report of Claudius on his mission dated 15th October 1943*, sans doute dressé à l'intention des alliés anglo-saxons, s'exprime ainsi :

« (...)

4.) *The F.I.L. is in touch with several important organisations which are affiliated to it, but which retain their autonomy.*

These are :

a) « *Mouvement National Belge* » (*M.N.B.*), *an important organisation dealing especially with « insaisissable » sabotage, clandestine press and « Solidarité ».*

(...) ».

C'est par l'intermédiaire de *Claudius* que le M.N.B. fait parvenir un rapport (121) « très secret » de 11 pages signé *Marius*, auquel est annexé un *memorandum* sur le Service de Presse (6 p.) adressé par le Comité de rédaction de *La Voix des Belges* et deux dossiers renfermant les Ordres de Services et les Instructions du Mouvement.

J'extrai du rapport principal les deux textes suivants :

« (...)

Le M.N.B. demande des directives

Et pourtant l'action continue. Privé de ressources, de subsides, sans appui, si ce n'est les versements des volontaires au fonds de soutien de *La Voix des Belges*, le M.N.B. courageusement fait face à la situation,

(119) Nous ne possédons qu'un rapport du M.N.B. — j'en donnerai des extraits — mais je ne sais pas s'il s'agit de celui auquel il est fait allusion ici. Le numéro de l'annexe est illisible sur la photographie de microfilm dont je dispose.

(120) Je ne sais par quel intermédiaire mais je le découvrirai sans doute un jour dans l'un ou l'autre des dizaines de milliers de dossiers d'agents S.R.A. que je n'ai pas encore consultés !

(121) Non daté, mais *Claudius*, dans une note de février 1944, cite septembre 1943.

aide autant que faire se peut les familles éprouvées et même des réfractaires au travail en Allemagne ou des illégaux recherchés par la police allemande.

Avec une immense satisfaction, nous avons constaté que nous étions dans la bonne voie, notre programme étant en tous points conforme à la teneur du discours prononcé le 21 juillet 1943 par Monsieur le Premier Ministre. Nous attendons d'autres directives. Nous attendons des secours et aussi des moyens matériels indispensables à la continuation de notre action. Celle-ci se base uniquement sur la légalité et le patriotisme.

(...)

D. DE L'ACTIVITE DES DIFFERENTS SERVICES

(...)

Service de renseignements

Un vaste réseau de renseignements fonctionne sur tout le territoire et son activité, sa valeur et son rendement sont tels qu'à de nombreuses reprises des félicitations nous ont été adressées. Il n'est actuellement pas opportun de nous étendre à ce sujet (voir Ordres de Services 3 - 4 - 6 - 10 - 15 - 16 - 17 - 19 - 22 - 23 - 26).

(...) ».

Le rapport se termine ainsi :

« Nous terminons cet exposé en exprimant le vœu que nos autorités légales approuveront l'action menée par le M.N.B. et l'appuieront par tous les moyens en leur pouvoir.

Vive la Belgique, Une, Libre et Indépendante
Pour le Directoire,
Le Délégué National
Marius ».

Ce texte est accompagné d'un avis de *Claudius*, élogieux et rassurant, qui fut certainement d'une grande utilité : selon lui, le M.N.B., par son adhésion au F.I., a « voulu mettre en évidence sa volonté d'action par opposition à la tendance assez généralisée dans les premiers mouvements de résistance, de n'agir qu'au moment du départ des Allemands et souvent seulement après ce départ ». Cette volonté d'action « est à l'heure actuelle un des points essentiels de leur programme, celui auquel il est obligatoire d'adhérer pour pouvoir entrer dans l'organisation ». Par ailleurs, le M.N.B. « compte dans ses rangs un assez grand nombre d'officiers de police et de gendarmerie », son chef étant officier de police lui-même.

Son service d'Épuration agit avec beaucoup de modération, les exécutions n'ayant lieu « que dans les cas de légitime défense (délateurs avérés) ». Il serait à souhaiter, note *Claudius* encore à ce sujet, que « la même prudence et la même confiance dans les jugements futurs des tribunaux existent au sein des autres mouvements de résistance ». Le M.N.B. est évidemment opposé à toutes les formes de « gangstérisme ».

« En conclusion, le M.N.B. est un mouvement dont l'organisation fonctionnelle permet d'obtenir un bon rendement dans des domaines variés ». Mais on a laissé sans appui ses dirigeants. « Il est grand temps de leur porter aide de façon ordonnée ».

*

**

Le Gouvernement en arrive très vite à la même conclusion :

« *To Tybalt via Hillcat Red*

19.11.43

17.

COMMUNIQUEZ CHEFS MOUVEMENT NATIONAL BELGE QU'AVONS EXAMINE VIF INTERET LEURS RAPPORTS QU'APPRECIONS LEUR TRAVAIL ET QUE SOMMES DISPOSES LES SOUTENIR NOTAMMENT POINT DE VUE FINANCIER CREDIT PREVU DEUX CENT MILLE FRANCS PAR MOIS STOP QUE DESIRENT-ILS EN OUTRE ET QUE PROPOSEZ-VOUS STOP M.N.B. PEUT-IL SE CHARGER DISTRIBUTION NOTRE MATERIEL PROPAGANDE SPECIALEMENT FLANDRES STOP (122).

From Hillcat Red

24 Novembre 1943

22 Twenty two stop

VOTRE NO DIX SEPT STOP M.N.B. HEUREUX VOTRE APPRECIATION (...).

From Hillcat Red

1 Décembre 1943

VOTRE DIX SEPT STOP M.N.B. UTILISE CREDIT PRIMO CINQUANTE MILLE PAR MOIS POUR ADMINISTRATION ET PRESSE SOMME SUFFISANTE SECUNDO CENT CINQUANTE MILLE POUR AIDE REFRACTAIRES AFFILIES SOMME MINIME STOP NEUF CENT MILLE SERAIT PARFAIT MAIS QUATRE CENT CINQUANTE SATISFERAIT STOP PROPOSONS MAINTENIR SECUNDO A TROIS CENT MILLE D'ACCORD AVEC SOCRATE LEO (123) ».

Les « Autorités légales de Londres (124) » rédigent ensuite un message à destination du Directoire du M.N.B. Il ne parviendra cependant à destination qu'en fin janvier 1944, je ne sais trop par quel émissaire, mais le décalage dans le temps est, par lui-même, un fait historique important et peut faire comprendre certaines difficultés de la « guerre de l'ombre » (125).

« Le 8 décembre 1943

NOTE AUX DIRIGEANTS DU M.N.B.

Nous sommes enchantés d'avoir pu établir un contact régulier avec vous ; nous espérons pouvoir le maintenir et l'établir sur des bases plus solides dans un avenir immédiat. Nous vous félicitons de l'ardeur infatigable avec laquelle vous poursuivez la lutte contre l'ennemi. Votre politique d'action est celle qui convient à l'heure présente ; nous comptons beaucoup sur des organisations comme la vôtre pour aider à la Libération du territoire. Nous vous faisons parvenir ci-après certaines précisions sur l'aide que vous pouvez escompter de notre part dans les différents domaines envisagés :

-
- (122) Le 28 janvier 1944, un câble de *Glove* mentionnera laconiquement : « 3. MERCI PROPAGANDE MNB RPT MNB DIFFUSE TRACTS ».
- (123) Le M.N.B. a reçu effectivement 100.000 frs pour septembre et 200.000 frs pour octobre ; j'ignore la somme exacte qui lui sera allouée dans la suite par *Hector II* car, dans un même rapport, ce dernier cite les chiffres de 300 et 350.000 frs.
- (124) C'est ainsi que s'exprime *Marius* qui transmet le message à ses troupes. Il y aurait évidemment beaucoup à dire sur le terme même de « Londres » qui peut être, suivant les cas, l'I.S., la Sûreté, le Haut Commissariat à la Sécurité de l'Etat, le Conseil des Ministres...
- (125) Par chance, j'ai retrouvé ce texte dans les archives de *Pierre Marca*, chef de Province Luxembourg. Il est contenu dans une « Note confidentielle aux C.P. » en date du 5 février 1944.

1) *Presse clandestine* : Nous vous envoyons depuis le début de notre collaboration et en quantité croissante le matériel de propagande... (...).

2) *Travailleurs belges en Allemagne* : Nous avons à l'étude un projet de propagande... (...).

3) *Soutien* : Nous approuvons entièrement l'action que vous avez entreprise dans ce domaine et vous félicitons du grand nombre de patriotes que vous êtes parvenus à secourir... (...).

4) *Sabotage* : Vous êtes arrivés par vos propres moyens à des résultats étonnants. Nos deux premiers envoyés (126) vous auront déjà donné quelques indications sur la direction à suivre en ce domaine. Nous comptons vous mettre en relation avec un délégué qui sera pourvu des toutes dernières instructions émanant des *Chiefs of staffs*. (...).

5) *Action lors du débarquement* : Les dernières instructions à ce sujet sont encore à l'étude... (...).

6) Nous avons l'impression (et il se peut que cette remarque ne vaille pas pour votre organisation) que l'action des organisations de résistance est moins bien coordonnée et dirigée en Flandre et peut-être également dans les provinces d'Anvers et de Limbourg que dans le reste du pays. Nous vous suggérons de faire un effort tout particulier dans cette direction, effort pour lequel nous sommes disposés à vous aider tout particulièrement. (...)

ANNEXE

Les travailleurs belges en Allemagne

1) Pouvez-vous trouver un organisateur qui centralise et contrôle toute la ligne allant de Belgique en Allemagne et de là aux différents centres industriels employant des travailleurs belges. Peut-être le M.N.B., le F.I. ou le parti communiste et même les syndicats auraient-ils déjà plusieurs lignes en ordre de marche ?

(...)

5) Ce projet est important, mais ne doit pas porter préjudice à votre activité : Vous nous informerez par T.S.F. :

a) de l'existence de ces lignes

(...)».

Je suppose que le lecteur aura compris pourquoi j'ai choisi de citer d'aussi larges extraits de cette note : il me paraît évident qu'il s'agit bien d'un « message collectif » (127), c'est-à-dire adressé par Londres à tous les groupes avec lesquels il est en contact via la mission *Claudius-Tybal* (128). Je tire cette conviction d'abord du caractère anonyme et un peu « ronronnant » — si on me permet cette expression — du style de ce message. Cette impression globale est d'ailleurs confirmée par certains détails dont le dernier cité : le M.N.B. n'a pas et n'aura jamais, la possibilité d'établir de contact radio si ce n'est par *Mill* qui n'est en rien concerné par toute cette affaire. D'autre part, les remarques du point 6, seraient assez curieuses si le message était destiné au seul M.N.B. qui est particulièrement bien implanté à Anvers, domaine du « brave Gust » — dont je reparlerai — et à qui Londres a fait parvenir, antérieurement, le 24 novembre, *via* le radio *Hilcat* le texte suivant : FELICITATIONS M.N.B. EXTENSION PRESSE CLANDESTINE FLAMANDE.

(126) *Claudius et Tybal*.

(127) Dans le même ordre d'idées, il arrive souvent que Londres fasse parvenir aux différents Services de Renseignements un même questionnaire dont seul l'en-tête est personnalisé.

(128) C'est-à-dire, à ce moment, le F.I., le M.N.B. et le Groupe G.

L'adjoint et successeur de *Claudius, Tybalt*, regagne Londres à son tour et, lui aussi, remet un rapport daté du 23 décembre 1943.

« (...)

Mouvement National Belge

Claudius avait assuré le contact avec n° 5 (*Marius Defonseca*). Le Mouvement National a été fondé par n° 10 (*Camille Joset*) qui en a assuré la direction pendant les premiers mois. Il a malheureusement été arrêté et déporté en Allemagne. Il avait désigné n° 5 comme successeur, mais ce dernier n'avait manifestement pas les qualités de « leadership » nécessaire à la conduite parfaite d'un mouvement de cette importance (129). L'autorité de n° 5 était supportée avec impatience par certaines branches du Mouvement. C'est notamment le cas pour la Province du Hainaut. Dans cette Province, l'agent H1 ayant perdu temporairement le contact avec la Direction Centrale, a travaillé d'une façon autonome et grâce à son dynamisme personnel, a développé une action dans d'autres provinces et est arrivé à créer un second mouvement à l'intérieur du premier. Les rapports entre n° 5 et n° H1 étaient parfois tendus. Tybalt a dû user de diplomatie à certaines occasions pour parer au danger d'une rupture entre les deux groupes (130).

Le premier chef du Mouvement National Belge avait un frère (131), n° 11 (Père Joset, de l'Ordre des Jésuites) qui manifestait une tendance à prendre lui-même la direction du Mouvement. Ces rivalités se compliquaient de divergences politiques : n° 11, naturellement préoccupé d'un point de vue d'Action Catholique, souhaitait garder l'autonomie complète de son Mouvement et était d'avis de refuser l'aide et les subsides du Gouvernement Belge. Au contraire, n° 5, essentiellement loyaliste et dévoué au Gouvernement légal, considérait l'Auditeur-Général, Ganshof van der Meersch, comme son chef naturel et était très anxieux de recevoir des directives et de mettre ses services à la disposition du Gouvernement.

Le Mouvement National Belge a une structure interne et des méthodes très administratives. Des Ordres de Services sont imprimés et distribués régulièrement à tous les échelons. Les rapports qui nous ont été transmis par le Mouvement National Belge rempliraient plusieurs volumes. On se référera à l'annexe 3 pour étudier l'essentiel de l'organisation intérieure et du programme du Mouvement.

(...)

c) *Sabotage*

(...)

b) *Mouvement National Belge*

Le sabotage est une branche accessoire de l'activité du Mouvement National Belge. Toutefois, les membres, comme les chefs, sont très désireux de jouer un rôle actif dans ce domaine. Nous avons été l'objet d'un grand nombre de demandes de suggestions de leur part quant à la technique à employer pour réaliser du freinage ou du sabotage invisible, notamment dans le domaine des transports. Le Mouvement National Belge est particulièrement bien placé pour obtenir de bons résultats, grâce à ses ramifications dans tous les services publics, dans la police et de nombreuses

(129) Cette affirmation est selon moi dépourvue de fondements, du moins si j'en crois l'avis de ceux que j'ai rencontrés et qui ont travaillé avec *Marius. Tybalt* a sans doute été influencé par le M.N.B./Hainaut qui est en ce moment en conflit avec le Directoire parce qu'il recrute des agents sur le territoire d'autres provinces.

(130) Au point de vue « Renseignement », le M.N.B./Hainaut travaille avec le *Lion Belge* du Service *Bayard*.

(131) Il s'agit en réalité de son fils dont l'activité s'est principalement développée au profit de *La Voix des Belges*.

industries. Il est significatif de signaler qu'une cellule du Mouvement National Belge en était réduite pour saboter les boîtes axiales des wagons, à écraser des « silex » sous les roues des locomotives pour se procurer l'abrasif nécessaire. Nous avons cherché à fournir de l'Igopon et des ampoules d'acide pour permettre aux cellules du Mouvement National Belge d'améliorer le rendement de leur sabotage, en attendant l'arrivée d'explosifs.

D'autre part, Tybalt attend un accroissement considérable de l'action du M.N.B. dans le domaine du sabotage, à la suite de l'envoi d'instructeurs que le M.N.B. attacherait pour une durée de quelques semaines à ces différentes sections. De toute évidence, l'envoi de douzaine (*sic*) d'instructeurs permettrait d'obtenir en trois mois des résultats très satisfaisants ».

Enfin, dans ce même rapport, *Tybalt* envisageait le rôle futur du M.N.B.

« b) *Utilisation possible des trois organisations contactées.*

Tybalt considère que le potentiel de sabotage de ces trois organisations devrait être utilisé dès maintenant, qu'il faudrait leur envoyer 12 instructeurs/saboteurs et tout le matériel possible.

En vue du Jour « J », il suggère que l'on prépare le M.N.B. à se mettre à la disposition des autorités locales reconnues que le Gouvernement Belge aura vraisemblablement averties au préalable du rôle qu'elles seront appelées à jouer. Dans l'esprit de Tybalt la préparation de cette mission nécessiterait l'envoi d'un agent spécial. Celui-ci donnerait au M.N.B. des directives générales en vue du Jour « J » ; il lui suggérerait de préparer des groupes locaux qu'on pourrait mettre en contact avec le représentant du Gouvernement quelques jours seulement avant que leur action ne soit requise. Il ne s'agirait nullement de confier au M.N.B. le maintien de l'ordre ; il serait essentiellement un organe d'exécution n'agissant que sur réquisition expresse des autorités locales. Il serait utile de prévoir l'attribution d'un signe distinctif pour les patriotes appelés à agir par suite de telles réquisitions. La coopération de quelques *Jedburghs* faciliterait leur tâche (132). »

Tout ceci devait normalement conduire à une reconnaissance officielle. Elle est évoquée dans un « projet de note pour Hector » (133) du 3 janvier 1944. Je le cite *in extenso* vu le grand intérêt historique qu'elle me semble présenter, car elle concerne également le F.I.

« A/YM

3 janvier 1944.

Projet de NOTE pour HECTOR.

Vous voudrez bien transmettre aux dirigeants du M.N.B. et du F.I.L. la commission ci-dessous :

Le Gouvernement a reconnu votre mouvement de résistance patriotique à l'ennemi. Il l'encourage et le soutient dans toute la mesure que les circonstances permettent.

Le Gouvernement a la conviction que le F.I.L. (ou le M.N.B.) n'a d'autre préoccupation que de préciter la défaite de l'ennemi, abstraction faite de toute préoccupation politique. Il compte que votre organisation se conformera aux directives qui lui seront données prochainement en vue de l'heure H.

La résistance est entrée en pays occupé dans une phase nouvelle et de plus en plus active. Les patriotes ont souvent et légitimement recours à la force. Le Gouvernement ne se laisse en aucune manière impressionner par

(132) Missions d'encadrement qui furent envoyées principalement dans l'Est de la France.

(133) *Hector* est le pseudonyme de *Tybalt* mais il s'agit ici de son successeur, *Hector II*, recruté « sur le terrain ».

la campagne de ceux qui voudraient faire passer l'action patriotique pour des actes de banditisme ; il n'ignore pas que certains éléments sans scrupules et quelques agents provocateurs se prévalent de cette équivoque. Il saura, le moment venu, faire la distinction nécessaire.

L'action directe telle qu'elle se pratique à l'heure actuelle n'est qu'une préfiguration de l'aide qui sera apportée aux armées alliées le jour de la libération.

L'action strictement militaire sera confiée à des groupes plus limités et sera de leur compétence exclusive. Les autres formes de résistance active prévues pour l'heure H seront le domaine d'autres groupements organisés et mandatés à cet effet.

Il est nécessaire que chacun se prépare à sa tâche propre et le moment est venu d'établir certaines distinctions.

A l'heure H il incombera aux patriotes de nuire à l'ennemi par tous les moyens qui seront en leur pouvoir et de faciliter dans la même mesure l'action des armées libératrices. Cette tâche est immense et doit absorber les énergies de tous. Les patriotes groupés au sein des organismes de résistance reconnus recevront, au moment voulu, les instructions nécessaires et des précisions sur l'action que le Haut Commandement allié attend d'eux.

Le maintien de l'ordre relève du Gouvernement seul ou des autorités régulièrement mandatées par lui. Les initiatives particulières dans ce domaine ne peuvent que causer l'équivoque ; elles seraient une source certaine de désordre et d'anarchie. Elles ne peuvent être tolérées. Ce n'est que dans le cas où votre organisation ou certains de ses groupements locaux étaient l'objet de réquisitions expresses et dans les formes légales, qu'une participation au maintien de l'ordre serait possible. Les mesures préparatrices à ces réquisitions, — si elles s'avèrent nécessaires, — seront prises en temps opportun.

Le Gouvernement, conscient de ses responsabilités, est résolu à permettre au pays de reprendre dès la libération, une vie constitutionnelle normale. Il a les moyens et l'autorité nécessaires pour mener cette tâche à bien ».

Je ne sais si cette note fut effectivement envoyée. Par contre, *Fabius*, parachuté le 8 février 1944 avec mission *spéciale* pour le M.N.B., lui apporte des consignes précises cette fois, datées du 31 janvier 1944.

« I. PREAMBULE

Le Haut Commandement allié, connaissant votre mouvement et sa magnifique activité, a décidé de vous confier les tâches suivantes. Il compte que vous prendrez dès maintenant toutes les dispositions propres à assurer leur exécution à l'heure H. Il considère les mesures qu'il vous demande de prendre comme étant de toute importance... (...)

(...)

Vos Brigades de Choc, Brigades du Maintien de l'Ordre, Brigades d'Épuration et de Renseignements nous paraissent tout indiquées comme éléments qui pourraient remplir les diverses missions définies ci-après. LA PUBLICATION DES CONSIGNES ENUMEREES CI-DESSOUS NE POURRA SE FAIRE QUE SUR ORDRE EXPRES DE LONDRES. Vous exigerez le secret absolu des agents auxquels, pour l'organisation des tâches, vous serez obligés d'en communiquer des parties.

II. CONSIGNES

1. Le M.N.B. n'interviendra en aucun cas dans les opérations militaires proprement dites à l'heure H.

2. Le Gouvernement envisage de faire appel au M.N.B. pour s'assurer sa collaboration à l'heure H dans le domaine du maintien de l'ordre, en collaboration et suivant les directives des autorités légales qualifiées (voir à ce sujet l'appendice II ci-joint). Les contacts nécessaires seront pris d'autre part et les modalités mises au point.

3. Votre mouvement, chargé — dans une zone qui sera déterminée ultérieurement et qui comprendra notamment les villes dont le chargé de mission porteur des présentes instructions vous communiquera la liste (134) — d'une action non spécifiquement militaire, ayant pour but de nuire à l'ennemi à l'heure H, et de nature à aider au maximum le déroulement des opérations militaires, constituera, autant que possible dans chaque ville ou localité de plus de cinq mille habitants, un Comité de quelques membres chargé d'organiser cette action ».

Les Actions recommandées sont séparées en deux groupes suivant qu'il s'agit de nuire à l'ennemi — à son moral, à son organisation, à ses voies de communication — ou de venir en aide aux Alliés. Dans ce deuxième groupe, je note :

« (...)

2. *Maintien ou création de Services de Renseignement et de Liaison* entre le territoire libéré et le territoire occupé : prévoir des courriers connaissant parfaitement la région (...).

3. *Mettre à la disposition des Alliés tous les renseignements connus* sur les dispositifs de défense ennemis non encore reconnus tels que champs de mines, bombes à retardement, stocks abandonnés, etc... ».

Enfin, pour en terminer avec ce long examen de l'avis londonien quant au rôle envisagé pour le M.N.B., voyons ce que dit l'*Appendix II* (135) de cette note du 31 janvier 1944 :

1. Les autorités légales belges auront seules la mission et la responsabilité du maintien de l'ordre et de la sécurité de l'Etat dès la libération. Une UN (136) contrôle l'action de toutes les autorités investies de cette mission.

2. Il est demandé au DEUX de se préparer à se mettre, au moment de la libération du pays, à la disposition des autorités légales, pour coopérer avec elles, et sous leurs directives, au maintien de l'ordre, c'est-à-dire assurer l'ordre dans la rue, éviter les actes de banditisme, faciliter la reprise de la vie publique.

(...)

5. Le DEUX est prié de s'efforcer d'augmenter l'effectif de ses adhérents dans les deux Flandres, ce recrutement devant naturellement se concilier avec les mesures de prudence indispensables.

(...)

7. En dehors des présentes instructions, aucun groupement civil ou militaire n'est qualifié pour intervenir, lors de la libération du territoire, dans le maintien de l'ordre ».

On le voit, le Gouvernement est très préoccupé par les problèmes que ne manquera pas de soulever la Libération du territoire national, et cela d'autant plus que des rumeurs alarmantes lui parviennent de tous côtés. Je ne puis

(134) Gand, Bruges, Ostende, Furnes, Ypres, Dixmude, Roulers, Thielt, Courtrai, Audenaerde, Ecloo, Lokeren, St-Nicolas, Termonde, Gramont et Alost.

(135) Cette forme anglaise du terme mérite peut-être attention car elle peut indiquer une intervention britannique dans l'élaboration de ces consignes. Mais il peut aussi n'y avoir là qu'une manifestation d'un certain snobisme londonien... à moins que la dactylo ne soit sujet de Sa Gracieuse Majesté.

(136) La signification de ces UN et DEUX était envoyée séparément en code. Ici, UN signifie « personnalité légalement qualifiée coordonne » et DEUX est évidemment le M.N.B., de même que QUATRE, qui n'apparaît pas dans cet extrait. Tout ceci est destiné à diminuer les risques en cas d'arrestation de l'agent à l'atterrissage.

faire ici que les évoquer, pour autant que le M.N.B. s'y trouve mêlé et à titre simplement indicatif, car cette question justifiera une étude séparée ; notons que l'organisme *Hector* câble à Londres le 25.12.43 :

« 1. BUREAU PERMANENT F.I.L. SE PLAINT CERTAINS CHEFS ARMEE BELGE DISCREDITENT F.I.L. EN LA QUALIFIANT COMMUNISTE ET ANNONCENT ARMEE BELGE MAINTIENDRA ORDRE LIBERATION.

2. F.I.L. DEMANDE CONFIRMATION BUT ARMEE BELGE EST UNIQUEMENT MILITAIRE SANS ARRIERE-PENSEE POLITIQUE. »

et le 28 :

« (...)

3. SUITE NOTRE FIFTY NINE M.N.B. R.P.T. M.N.B., SIGNALE AUSSI CERTAINS CHEFS ARMEE PRETENDENT ASSURER ADMINISTRATION DU PAYS LIBERATION.

(...) ».

La réponse du Gouvernement arrivera pour *Hector* via *Glove* le 22 février.

Reçu le : 8.

22.2.44

1. REFERENCE TELEGRAMMES *HILLCAT* 59, 60 ET 61 GOUVERNEMENT DESAPPROUVE DE MANIERE GENERALE TENDANCE A PRETER A MOUVEMENTS DE RESISTANCE DES ARRIERE-PENSEES POLITIQUES.

N° Index :

2749/1

2. CONFIRMONS QU'INSTRUCTIONS FORMELLES GOUVERNEMENT PRESCRIVENT A TOUS GROUPES CIVILS ET MILITAIRES S'ABSTENIR TOUTES PREOCCUPATIONS POLITIQUES.

Date Mess. :

21.2.44

N° Mess. :

8

3. AUTORITES LEGALES SEULES COMPETENTES MAINTENIR ORDRE LORS LIBERATION.

4. ELLES PROCEDERONT EVENTUELLEMENT POUR SURPLUS PAR VOIE DE REQUISITION CONFORMEMENT A LA LOI.

Via :

Glove

5. ATTENDONS ACCUSE RECEPTION DE *HECTOR*.

Mais nous avons vu que, depuis janvier, la décision de faire appel au M.N.B. pour s'assurer sous certaines conditions « sa collaboration à l'heure H., dans le domaine du maintien de l'Ordre » a été prise à Londres.

Cette mission capitale lui est confiée en raison de sa puissante organisation, de son loyalisme et des qualités professionnelles de certains de ses dirigeants et de beaucoup de ses membres, à Bruxelles principalement. Le Mouvement dispose désormais d'un budget confortable (137), de moyens de contact avec le Gouvernement (138), de deux chargés de mission particuliers, le premier *Hortensius*, instructeur saboteur parachuté en janvier, le second, *Fabius* dont nous venons de parler et qui est principalement chargé du développement du

(137) *Fabius* lui apporte 2.000.000 de frs.

(138) Indirectement par les radios d'*Hector II*.

M.N.B. dans le Nord du pays. D'autres missions sont en préparation, des parachutages de matériel ont été promis. Tout semble donc se présenter au mieux quand *Fabius* touche le sol belge le 8 février. En réalité, il ne reste alors qu'une semaine de liberté aux principaux dirigeants du M.N.B.... et la « casse » a commencé la veille déjà dans la province d'Anvers.

C'est à partir de cette date que je vais tenter de retracer les derniers jours de l'existence du Deuxième Directoire (139), c'est-à-dire la fin de la période dont traite cet article.

*
**

LA FIN DU DEUXIEME DIRECTOIRE

LUNDI 7 FEVRIER 1944.

Gust, chef provincial M.N.B., d'Anvers, est arrêté.

Aux yeux de *Mill* c'est un « excellent agent » qui « se fit remarquer par l'importance et l'exactitude des renseignements fournis » (140). Il s'occupe aussi des aviateurs abattus, dans la province et en Hollande. Cette activité *escape* sera l'occasion de sa perte mais la cause première en est à la fois plus dramatique et moins courante : il est trahi par sa belle-sœur, *Stella*.

Cette dernière est fiancée à un membre de la *Propaganda Abteilung*. *Gust* le sait mais il lui maintient tout de même sa confiance et elle est chargée de missions de courrier. Il est possible, mais non certain, qu'elle s'arrange pour laisser photographier certains documents qu'elle transporte.

Le 4 janvier, elle a connaissance du fait que son beau-frère doit envoyer à Bruxelles deux aviateurs yougoslaves en service dans la R.A.F. Elle réussit à retarder le départ d'une heure, prévient son fiancé qui avertit la *Feldgendarmerie*. Les deux pilotes sont capturés dans le tram qui les emmène vers un nouveau gîte. *Gust* n'est pas autrement inquieté mais on peut supposer qu'il est dès ce moment placé sous surveillance discrète. En fait, tout aurait pu s'arrêter là car le Directoire est prévenu de la trahison probable de *Stella* et *Gust* « s'occulte » (141).

Malheureusement, l'attention du contre-espionnage allemand a été attirée et il décide d'introduire dans le Mouvement un de ses agents provocateurs, *Donald*, membre de l'*Abwehrstelle* d'Anvers. *Donald* était parvenu déjà à s'in-

(139) Le premier est celui que dirigeait Camille Joset, d'abord dans l'ombre, ensuite « officiellement ».

(140) Citation signée par *Mill* ; *Gust* est nommé auxiliaire A.R.A. dès le 1^{er} septembre 1941, adjudant le 1^{er} mai 1942 et lieutenant le 1^{er} octobre 1943.

(141) L'Ordre de Service n° 45 (21 janvier 1944) dit : « Un grand nombre de membres de l'un de nos secteurs (tous avisés) sont en danger d'arrestation : certains pour des faits graves, à la suite d'indiscrétions commises par un courrier féminin, qui constituent une véritable trahison ». Le même O.S. prévoit que, dans ce cas, le traître doit être immédiatement abattu. Il subsistait peut-être un léger doute pour *Stella* qui se fera elle-même justice après la Libération.

troduire dans un groupe de Résistance, le Mouvement National Royaliste, et dans une filière d'évacuation d'aviateurs (142). Il était donc bien placé pour tenter d'en savoir plus sur le compte du M.N.B. anversois, avec lequel il entre en rapport par l'intermédiaire d'une certaine Gérardine, membre de *De Vlag* mais à ce moment fidèle au M.N.B. qu'elle renseigne sur le compte de l'organisation collaboratrice. *Donald* rencontre *Gust* et organise même à Anvers une réunion entre chefs M.N.B. et M.N.R. Au début de février, *Donald* estime qu'il en connaît assez et les arrestations commencent le 5. *Gust* qui n'était pas à son domicile n'est arrêté que le 7 ; 23 de ses agents subiront le même sort en février (143). Dans ce mois terrible c'est la première grande « casse » dramatique pour le M.N.B. vu le travail de cette province (144). On croira longtemps qu'elle fut la cause de celle qui va décapiter le Mouvement. On sait maintenant qu'il n'en a rien été.

Mais l'action continue : le même lundi 7 février, dans le Sud du pays cette fois, *Jean de la Marcq*, chef de Province Adjoint du Luxembourg — le Chef de Province en titre s'occupant à ce moment du M.N.B. de Liège dont le C.P. a dû prendre la fuite (145) — émet un ordre de service. Il y annonce à ses agents un message B.B.C. qui par une curieuse ironie du sort est pour la première fois bilingue :

« Marcel Noel Bertrand sont sur la bonne piste
Bernard Nathalie Bertrand zijn op het goed spoor ».

On ne peut en dire autant de *Gust* et de ses amis !

MARDI 8 FEVRIER 1944

Fabius, envoyé au M.N.B. avec les consignes que nous connaissons, est parachuté en Belgique.

Ce même jour, *Hector II*, nouveau chef de la mission de coordination *Claudius-Tybalt*, rédige son premier rapport :

« Trois mois s'étant écoulés depuis que Tybalt m'a confié ses services, je crois utile de vous faire rapport sur leur fonctionnement durant cette période.
(...)

(142) Il attirera dans ses filets 177 aviateurs alliés.

(143) Il y eut, pour la province, un total de 40 arrestations entre février et juillet ; il faut y ajouter 12 arrestations suivies de libérations. *Gust* fut jugé en mai et fusillé le 31 janvier 1945. *Gérardine* fut abattue en juin et *Donald* fusillé en 1948.

(144) Dans son rapport pour le mois d'avril 1944, le *Leitender Feldpolizeidirektor* écrit que 35 agents du M.N.B. ont pu être accusés d'espionnage et signale que parmi eux se trouve le chef de la province d'Anvers : « Comme l'organisation couvrait presque toute la province d'Anvers, le matériel livré par elle à la Centrale de Bruxelles était, pour le Service de Renseignement ennemi, d'une grande importance ».

(145) Lui est recherché par le S.D. de Liège et est bien connu de lui depuis décembre 1943. Ici c'est la *Gestapo* — branche IV de la SIPO — qui surveille notre Mouvement et y opère de nombreuses arrestations en fin 1943 sur les conseils, entre autres, de *Pierre* qui persuadait son chef « de l'impérieuse nécessité de mettre enfin un terme à l'activité du M.N.B. qui menaçait de plus en plus sérieusement les assises mêmes du pouvoir d'occupation ». (Déposition de l'interprète K., 1945). On voit que le M.N.B. était menacé de toute part en cette veillée d'armes.

MOUVEMENT NATIONAL BELGE

Son rapport mensuel partira par le même courrier que la présente note. Je n'ai pas d'observation à présenter. Mes relations avec ce groupe sont fréquentes et cordiales. Sa presse est remarquablement organisée et travaille avec beaucoup de diligence ».

Ce premier (146) « Rapport Mensuel du Mouvement National Belge » commence ainsi :

« EXPOSE : la direction du M.N.B. a appris avec plaisir que le rapport général d'octobre 1943, transmis aux autorités légales à Londres, avait suscité de l'intérêt. Documenter et éclairer nos dirigeants est indispensable pour leur permettre d'agir en connaissance de cause, de donner officiellement les conseils, les avis voire les ordres que requièrent certaines situations (...) ».

Le « 1er Délégué National » passe ensuite en revue les différents secteurs d'activité, se montrant en général fort content de la façon dont ils fonctionnent et en réitérant ses remerciements et sa « confiance à ceux qui veillent aux destinées de notre patrie, la Belgique, Une, Libre et Indépendante ».

JEUDI 17 FEVRIER 1944

Dans le Luxembourg, *Jean de la Marcq* rédige un rapport Renseignements qui ne parviendra jamais à son destinataire.

A Bruxelles, l'envoyé de Londres *Fabius* (147), qui a rencontré *Marius* et *Brochet* en début de semaine, attend des directives avant de commencer son travail dans les Flandres.

L'autre chargé de mission, l'instructeur-saboteur M.N.B. *Hortensius* (148) est à Namur en compagnie d'un membre du Directoire, Joseph D., secrétaire particulier de *Marius* (149). Il y inspecte différents objectifs, soit un atelier de réparation de locomotives — ou plus exactement « un pont de type ancien » dont la destruction serait « aisée » — deux écluses sur la Meuse (150), des pylones à haute tension et un tunnel de la ligne de chemin de fer Namur-Liège. *Hortensius*, trouvant ces destructions « très faisables », prit « un arrangement avec le Chef de Namur pour obtenir les hommes nécessaires ». Ces opérations devaient avoir lieu à la fin de février ; on se doute de la raison qui va empêcher la réalisation de ce projet.

(146) Il n'y en aura malheureusement pas de second !

(147) Parachuté le 8 avec les directives pour le M.N.B. dont j'ai parlé.

(148) Parachuté pour le M.N.B. le 24 janvier. Son arrivée a été annoncée par le Directoire dans une Note confidentielle où nous pouvons lire : « Il nous avait été annoncé en décembre 1943 qu'un spécialiste en matière de sabotage et expert en armement viendrait de Londres. (...) Les conditions défavorables ont fait que ce n'est qu'en janvier 1944 que l'intéressé a pu nous rejoindre. Dès maintenant, Monsieur SCHER-PENHEUVEL (...) s'occupera des sabotages sur le plan national (...) ».

(149) Voir *supra*.

(150) Son ordre de mission portait l'obligation d'étudier « d'une manière approfondie » l'étude « Sabotage des voies navigables » et d'informer le chef du M.N.B. « de ce que ces objectifs sont de première importance ». Cela est évidemment dû à la désorganisation croissante du trafic ferroviaire que j'ai déjà évoquée.

Dans la province d'Anvers, une seule arrestation, celle du chef local de Turnhout ; il y en a cinq le 16, il y en aura trois le 18.

L'agent de l'*Abwehr*, *Ernest*, est à la veille de voir ses efforts couronnés de succès. Je dois parler maintenant de ce dangereux individu.

**

Ernest a quarante ans. Il travaille à la P.J., mais est aussi un agent du *Hauptmann* Kleinschmidt, chef du département III f (contre-espionnage) depuis une date indéterminée, probablement mi-41 (151). C'est un agent qui donne toute satisfaction. Bödiker, *Sonderführer* de cette section, dira de lui : « Je me souviens parfaitement que ses rapports, contrairement à ceux des autres agents, méritaient notre attention et que nous pouvions y accorder crédit ». Même son de cloche d'ailleurs pour l'interprète-traducteur *Berger* (152) pour qui *Ernest* « ... remettait des rapports très appréciés une fois au moins par semaine » ; il ajoute qu'il était « très capable, n'ayant pas peur de courir des risques ». C'est effectivement ce qu'il fait !

Cet homme remarquablement intelligent parvient à gagner non seulement la confiance de *Marius*, chef du M.N.B., mais aussi celle de M23 et de *Mill*. Il connaît le rôle et le lieu d'hébergement du premier, M23, et sans doute du second. Pourtant il ne « donnera » pas ces renseignements qui auraient permis un sensationnel coup de filet. Pourquoi ? Mystère de la mécanique humaine auquel on peut cependant tenter de fournir une explication : *Ernest* n'aimait guère *Marius* — dont on m'a dit souvent qu'il n'était pas facile à vivre — tandis qu'il s'entendait bien avec M23, sur le plan des relations personnelles s'entend ; il lui a par ailleurs rendu d'importants services et porte un numéro matricule M61, fait rarissime pour un agent du M.N.B. (153). Donc il ne vendra pas M23 par amitié tandis qu'il trahit *Marius* dont le sort le laisse pour le moins indifférent ? Alors, sympathie ?... ou calcul ! En effet, on peut croire qu'il réservait la carte *Mill* soit au bénéfice des Allemands, si la situation

(151) Il est présenté aux Allemands par son collègue M. qui s'est illustré, lui, par la découverte du réseau de la *Rote Kapelle*. A l'occasion d'une recherche concernant le Service *Beaver*, j'ai trouvé le nom d'*Ernest* dans une lettre datée de Londres le 25 octobre 1941. Son rédacteur estime qu'il n'y a rien à reprocher à *Ernest*, sauf le fait qu'il a travaillé avec un certain Y « qui manifestait, avant la guerre bien entendu, des sympathies pour le régime nazi ». *Ernest* pourrait donc être choisi comme contact pour une mission future « mais il serait peut-être prudent qu'on ne s'adresse pas à lui directement, du moins tout de suite ». Voilà sans aucun doute une catastrophe évitée de justesse !

(152) Son rôle est connu dès juillet 1944 par les déclarations de l'interprète *Berger* de l'*Abteilung* III F. Il a senti tourner le vent et contacte alors le Service *Zéro* à qui il donne de nombreux détails sur les divers collaborateurs de l'*Abwehr*. Ces interrogatoires clandestins de *Berger* en juillet en août 1944 sont évidemment d'un intérêt prodigieux et l'on comprend que sa « disparition » aie semé la panique dans les rangs de ses anciens amis.

(153) M23 m'a déclaré : « ... de très grands services. On peut en dire tout ce que l'on veut mais il m'a fourni des refuges sûrs, des cartes de légitimation et une médaille de la Police Judiciaire. Il a envoyé son gosse m'apporter du courrier... » ; à propos de la carte de la P.J., voir *infra*, p. Notons enfin que M61 est en contact avec plusieurs agents de *Mill* : ils ne seront jamais inquiétés.

changeait en leur faveur, soit pour sauver sa peau, dans le cas contraire. Nous n'en saurons effectivement rien car une balle, tirée par un membre du Service *Athos*, mit fin à son activité d'agent double le 3 septembre 1944 (154).

Quoi qu'il en soit, et c'est ce qui nous intéresse ici, il fournit à l'*Abwehr* des renseignements très précis sur le M.N.B. probablement depuis la fin de 1943 (155).

Il parvient non seulement à fournir les noms et les adresses des dirigeants et du principal dépôt d'armes, mais aussi les périodes de parachutages de matériel pour le M.N.B. et les prénoms employés dans le message qui devait les annoncer (156). Ce dernier point est d'ailleurs, aux yeux de *Berger* de l'*Abwehr III*, la preuve de la confiance certaine qui lui était faite. Il dira également que c'est « avec toute l'habileté de l'homme de métier » qu'il va « préparer » les arrestations.

Il avait en effet estimé que les captures de *Marius*, le chef, et de *Brochet*, adjoint, Secrétaire National, cheville ouvrière du Renseignement et de l'Evacuation des aviateurs, devaient être simultanées. Il fut décidé d'y procéder au début de février. Une auto fut en conséquence mise en stationnement devant le domicile de *Brochet*, rue de Bordeaux. Six personnes s'y trouvaient, *Berger*, le chauffeur et quatre agents de la G.F.P. Cette présence a attiré l'attention, la police belge est intervenue, les Allemands ont dû se faire connaître, bref l'opération est remise : elle aura lieu le 17 février.

*
**

Revenons-en donc à cette date.

Brochet ne loge plus chez lui par mesure de prudence. Il continue cependant à y prendre le repas de midi car il sait qu'en général la Gestapo n'intervient qu'à l'aube. Mais elle est, cette fois, dirigée par un professionnel, *Ernest* qui, de surcroît, connaît bien les habitudes de *Brochet* : il sera donc arrêté après le déjeuner (157).

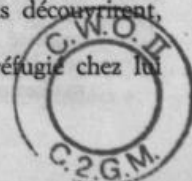
A ce moment, *Marius* et *Mario*, le responsable pour la presse M.N.B., ont déjà été capturés : voici comment *Berger* a raconté cette arrestation et sa minutieuse préparation :

(154) Nous connaissons le « tarif » d'*Ernest* : 4.000 frs par mois. Il a de plus touché 100.000 frs de prime pour les arrestations de février. Quant à sa fin tragique, le hasard — toujours lui — m'a amené à interroger son justicier à propos d'une enquête sur un autre service.

(155) Avant cela il a mené pour le compte de l'*Abwehr* de multiples enquêtes discrètes et est intervenu activement dans les arrestations des membres de *Zéro* en 1941.

(156) Sur le terrain *Milano*, réservé au M.N.B., et dont la position est fixée par un câble du 9 décembre 1943 : FOUR POINT EIGHT KMS THREE TWO ZERO DEGREES CHURCH MARTELANGE RPT MARTELANGE FOUR KMS TWO FOUR SEVEN DEGREES CHURCH TINTANGE RPT TINTANGE. A la BBC, le message annonçant le parachutage devait inclure les prénoms : François, Henri, Julie et Lazare. 24 containers furent « droppés » que les Allemands découvrirent, vides, rue de Bordeaux.

(157) En même temps que le Chef de la Province de Liège qui s'était réfugié chez lui (voir *supra*, note 145).



« Une quinzaine de jours plus tard (158), Bödiker m'invita à l'accompagner au café « Cantersteen » à Ma Campagne, où ... (159) vint nous rejoindre. BODIKER m'avertit que ... me désignerait DEFONSECA au moment où il passerait devant le café comme il en avait l'habitude pour rentrer chez lui ou se rendre à son bureau secret, et que j'aurais pour mission de le filer. ... était à peine arrivé que DEFONSECA passa sans que j'aie pu le voir, ayant eu mon attention attirée ailleurs pour un instant. BODIKER m'en fit reproche et me conduisit lui-même à la rue pour me montrer DEFONSECA. Je filai ce dernier par la chaussée de Waterloo, la rue Théodore Verhaegen, jusqu'à proximité de son domicile, rue de Montenegro. Après avoir fait un détour, je repassai devant sa maison pour prendre note du numéro. L'arrestation fut décidée pour le lendemain. Au jour dit, je me tins au coin de la chaussée de Waterloo, près du Cantersteen tandis que trois G.F.P. se tenaient à l'intérieur de cet établissement attendant que par le signal convenu (je devais enlever mon chapeau) je les prévienne du passage de DEFONSECA. Notre auto stationnait dans une rue latérale à gauche dans la chaussée susdite. DEFONSECA étant passé, le signal ayant été donné, je me rendis près de l'auto, avec laquelle je descendis la chaussée de Charleroi jusqu'à la hauteur des trois G.F.P. qui procédaient à l'arrestation de DEFONSECA et de la personne qui l'accompagnait (un monsieur à cheveux gris, dont je ne connais pas l'identité) (160). DEFONSECA et le monsieur furent conduits rue Traversière (161), puis avec les trois G.F.P. je me rendis à son bureau privé, av. Brugman où furent découverts des documents du M.N.B., le cachet du Directoire se trouvant dans une serviette cadennassée (162) ».

Ernest était vraiment un bon indicateur comme en témoigne Mario qui a raconté le voyage jusqu'au siège de la G.F.P. :

« Dans l'auto qui nous emmenait rue Traversière, M. Defonseca fut trouvé porteur d'un pli secret qu'un des policiers retira d'office de la poche intérieure gauche de son pardessus, preuve que la dénonciation devait être précise et visait nettement l'espionnage ».

La suite de cette terrible journée a été racontée par Marius lui-même, dans un style qui est bien celui d'un commissaire de police : voici quelques extraits de cette déposition :

« ... rue Traversière, 6, où à la chambre n° 5, nos habits nous furent littéralement arrachés du corps et fouillés minutieusement pendant que nous nous tenions nu et les bras en l'air, au milieu de la pièce occupée par une quinzaine de membres de la G.F.P. Après une demi-heure d'attente dans cette position, nous avons été autorisés à endosser nos vêtements. Nous étions accusés d'être un certain Marius Flytox que la G.F.P. recherchait depuis 1942 comme organisateur et chef du Mouvement National Belge.

(...)

(158) Après une première tentative d'arrestation qui a échoué grâce à l'intervention de la police belge : je viens de l'évoquer.

(159) Ici figure le véritable nom d'Ernest que je ne puis citer.

(160) C'est Mario, Léo Lejeune, rédacteur en chef de *La Voix des Belges*.

(161) Local de la *Geheime Feldpolizei* (G.F.P.) qui exécute les arrestations décidées par l'*Abwehr*.

(162) Ce récit date d'octobre 1944. En juillet, Berger, « réfugié » chez Zéro, avait déjà raconté cette histoire qu'il terminait ainsi : « Tous les agissements ont été faits sur les indications exactes données par ... qui avait su capter la confiance de ses malheureux collègues ».

Nous avons nié être la personne recherchée, malheureusement notre refuge étant connu de la G.F.P., des documents probants furent découverts à cet endroit ainsi que dans d'autres lieux où travaillaient certains de nos collaborateurs.

(...)

Des menottes à crans nous furent placées aux poignets et fortement serrées. Nous les avons gardées au moins de 13 h 30 jusqu'à environ 19 h 30, ceci afin de nous obliger à reconnaître que nous étions Marius Flytox. Le même soir, nous avons été conduits en auto à la caserne Ste-Anne à Laeken, les yeux bandés et toujours les menottes serrées aux poignets. Ces dernières ne nous furent enlevées que dans une petite chambre de tortures... (...).

Le lecteur devinera la suite de cette soirée de cauchemar que va passer *Marius*, de même que ses amis d'ailleurs. Nous nous contenterons ici du témoignage « pudique » d'un *Sonderführer* de l'*Abteilung III f* de l'*Abwehrstelle* de Bruxelles.

« ... MM. DEFONSECA et M. ... (163), ainsi qu'un particulier assez âgé, chauve, portant toujours une veste de cuir (164) furent placés à la caserne Ste-Anne pour que le secret de leur arrestation fût gardé (165). (...).

Le soir des arrestations des dirigeants du M.N.B., ils furent emmenés au 1er ou au 2ème étage du corps de garde de la caserne Ste-Anne. Tous trois furent soumis, à plusieurs reprises je pense, à la *verschärfte Vernehmung*.

Je n'ai pas assisté à ces sévices car M. ... nous a invité à sortir de la pièce à ce moment... (166) ».

Marius est conduit en cellule « vers minuit ». Ainsi se termine cette journée du 17 février 1944. Elle marque un évident succès pour les Allemands, car l'affaire du M.N.B. sera de l'avis du chef de l'*Abteilung III f*, « la plus importante affaire de toute sa carrière à l'*Abwehrstelle* - Bruxelles ». Nous verrons que la prise aurait pu être meilleure encore !

VENDREDI 18 FEVRIER 1944

Le travail continue normalement dans les provinces — celle d'Anvers exceptée — car on ignore tout des événements de la veille.

Fabius est toujours caché, 135 avenue du Roi, dans l'attente d'instructions qui, bien sûr, ne lui seront pas données. Ce jour-là, il envoie *via* le poste *Glove* un câble à Londres :

(163) *Brochet*.

(164) *Mario*, Léo Lejeune.

(165) C'est, dans l'ordre chronologique, la seconde prison secrète de l'*Abwehr*. La première, celle de la caserne de Gendarmerie d'Etterbeek, fut bombardée en 1943. Initialement, selon le témoignage d'Otto Weil, elle était prévue « pour garantir le secret des agents radio arrêtés par nos services et travaillant ensuite pour nous, sous notre contrôle. Elle fut ensuite utilisée pour d'autres prisonniers dont l'arrestation devait être tenue secrète ».

(166) Chef du Bureau III F à ce moment. Il fait sortir les membres de l'*Abwehr* car il leur était, tout au moins théoriquement, interdit d'assister à un « interrogatoire renforcé ». Celui-ci, prévu dans les consignes de la G.F.P., consistait en une bastonnade qui devait être expressément autorisée par le directeur même de la G.F.P. Il est arrivé souvent que ces précautions et ces limitations soient « dépassées ».

« 18 EIGHTEEN STOP

FROM FABIVS R.P.T. FABIVS PRIS CONTACT / M.N.B. R.P.T.
M.N.B. ENVOYEZ URGENGE SPECIAL CONTAINER ARMES
SILENCIEUSES ET PORTATIVES LEGERES STOP ME FAUT
ARMES POUR QUATRE COMITES RECEPTION STOP PEUT
IMPRIMER SUR PLACE (...) ECOUTER-A / TOUS LES JOURS
QUATORZE HEURES G.M.T. SUR SOIXANTE-CINQ QUARANTE
ET SOIXANTE-SEPT VINGT BYE ».

Ces communications ne seront malheureusement plus nécessaires.

Le « Groupe G » prête son concours pour déménager en hâte d'importantes archives, concernant l'évacuation d'aviateurs notamment. Elles se trouvaient cachées dans une mansarde de la rue de la Glacière à Saint-Gilles qui ne figurait sans doute pas au nombre des « bureaux » (167) du M.N.B. connus d'*Ernest*.

L'instructeur-saboteur *Hortensius*, après Namur, continue sa tournée d'inspection des objectifs possibles. Il est maintenant à Liège, toujours accompagné de Joseph D. qui, parvenu à Londres (168), décrira ainsi cette journée :

« Nous passâmes la nuit à Namur et le lendemain matin nous partîmes pour Liège pour effectuer le même genre de travail. Mal nous en prit, car arrivé à Liège, où je devais rencontrer mon collègue ... (169), son épouse me fit savoir que son mari venait d'être arrêté. Elle me montre un télégramme (arrivé trop tard) envoyé pour son mari par son camarade (...), Albert, qu'elle ne comprenait pas mais qui pour moi était très significatif.

Le contact étant rompu à Liège, nous n'eûmes plus qu'à revenir à Bruxelles où d'autres surprises nous attendaient. Je me rendis d'abord, dès mon débarquement en gare du Nord, à une boîte postale d'où je pourrais téléphoner au Patron, et où il devait passer la veille ; la tenancière de la papeterie me fit savoir que ni le Patron ni mon collègue *Brochet* n'étaient passés. Cela m'inquiéta. De plus je ne recevais pas de réponse au bout du fil.

J'installai le spécialiste dans un café de la Barrière de St-Gilles en lui recommandant de ne pas bouger de là, que j'allais aux nouvelles et que je le ferais prendre. Je me dirigeai vers mon domicile pour avoir des éclaircissements sur ce qui se passait. Arrivé chez moi, j'allais rentrer, ayant remarqué que l'entrée m'était autorisée (170), lorsqu'en regardant le pas de la porte, je vis le dos d'un officier allemand qui entrait dans ma maison. Je fis demi-tour et contournai un bloc de maisons. 10 minutes après, je revins dans ma rue par le côté bas, et je m'aperçus que le signal était changé, et que de ce fait mon épouse m'annonçait qu'il y avait danger pour moi de me présenter à mon domicile ».

Il apprend bien vite la catastrophe. Il va dès lors rejoindre le Royaume Uni, après de multiples péripéties. Il a eu beaucoup de chance d'échapper au coup de filet. Le chef de l'*Abteilung III f* dira d'ailleurs : « ... par une chance extraordinaire ne put être appréhendé ».

(167) C'est le terme employé par le chef de l'*Abteilung III F*.

(168) Il rédige son rapport le 2 mai.

(169) Il supervise l'activité du M.N.B. en l'absence du chef de Province en titre qui s'est réfugié à Bruxelles (voir note 145).

(170) Allusion à l'un ou l'autre signal convenu (rideau tiré, vase sur un appui de fenêtre, etc.).

Mill (171) et M23 vont aussi avoir la chance de leur côté, encore qu'ici intervienne la parfaite technique de l'agent secret, résultat de nombreux mois de clandestinité ; laissons la parole à M23 :

« On a eu à certains moments une chance exceptionnelle. Lors de l'arrestation de *Marius* à la suite d'un dernier parachutage d'armes, on voulait aller le voir avec le Patron pour lui dire que c'était fini parce qu'on avait déjà « reçu sur les ongles » (172). Et j'avais un mauvais pressentiment. Un courrier devait m'arriver le matin et n'était pas venu ; et la veille, *Brochet* était inquiet. J'ai dit au Patron :

— Laissez-moi y aller seul.

— Ne fais pas l'imbécile !

— Non, laissez-moi y aller seul. Il faut que je voie ce qui se passe. J'ai préparé une liste de chambres à louer. J'ai cette liste, j'ai ma carte de la police judiciaire (173) : je viens voir qui occupe l'appartement, je viens faire un relevé. Du point de vue boche ça peut passer.

— Bien, si c'est comme cela, ça va.

— Allez m'attendre au café au coin près de Ma Campagne.

Je sonne et une bonne femme vient m'ouvrir que je ne connaissais pas. Je dis :

— Je viens voir par qui vos appartements sont occupés, voici ma carte de police judiciaire, donnez-moi les renseignements que je cherche.

L'autre femme, que je connaissais bien, est arrivée à ce moment-là. Je la vois toujours avec son chat sur les bras. Elle m'a fait un léger signe négatif du doigt. Elle a été merveilleuse.

Je suis sorti.

Il y avait là pas loin la petite voiture Opel, à une dizaine de mètres. J'avais l'impression que de tous les coins de la rue, de tous les côtés, on me regardait. Et je devais faire un effort de tous les diables pour ne pas courir ; je suis passé devant le café et j'ai fait signe au Patron. Il a très bien compris, et il a réglé son addition. J'ai fait le tour du bâtiment et lui m'a suivi à distance. On a fait quelques crochets.

Quand il a été sûr que je n'étais pas suivi, il m'a rattrapé et a dit :

— Bon, cela s'est mal passé, hein ! Et maintenant on va aller boire un bon verre !

Il était d'un calme splendide que j'admirais toujours chez lui ».

Le Service *Mill* l'a échappé belle !

Quant au M.N.B., il continuera courageusement sa tâche car les dirigeants arrêtés ne parleront pas. Les provinces de Liège, de Namur et du Luxembourg, notamment, continueront à recueillir des renseignements qui parviendront à nouveau à M23 quand ce dernier aura rétabli les contacts après la traditionnelle période de silence.

Londres sera mis au courant par câbles reçus le 25 février :

(171) Il vient de prévenir Londres ce même jour qu'il rompt le silence radio consécutif à l'arrestation de son « pianiste » *Bastion* survenue en fin d'année : Câble reçu de *Student* via *Student* le 18 février 1944. (...) MILL VOUS CONTACTERA A PARTIR DU SEIZE SUR HORAIRE DE NUIT STOP IL DESIRE RECEVOIR UN OPERATEUR (...)

(172) Les Britanniques, rappelons-le, désiraient un cloisonnement aussi étanche que possible entre le Renseignement et l'Action, ce qui était très beau en théorie mais pratiquement irréalisable.

(173) Fournie par *Ernest* !

« HECTOR VIA GLOVE :
 20.
 (...)
 2. M.N.B. DESORGANISE PAR ARRESTATIONS MASSIVES
 MAIS FABIUS ET VALENTINE (174) SAUFS.
 (...)

FROM VOLUMNIA (175) VIA GLOVE

24 FEBRUARI 1944 (176)

M.N.B. BRUXELLES NAMUR ANVERS LIEGE BRULE EN
 MEME TEMPS COPIES INSTRUCTIONS POUR M.N.B. PROBA-
 BLEMENT EN MAINS ENNEMIES EN POSSESSION DES ORI-
 GINALES IMPOSSIBLE TRAVAILLER AVEC M.N.B. FLANDRES
 POSSIBILITE FORMER GROUPES DE DISTRIBUTIONS AVEC
 GABY ATTENDS D'URGENCE INSTRUCTIONS FABIUS
 SPECIAL IDENTITY CHECKS PRESENT GRPS 50
 NO OF LETTERS 235
 TP AT 1715 PD 4 W
 QSL AT 1715 GMT
 OK RLSE (177) ».

La réponse pour *Glove* part le 25 :

« (...)
 SORRY ABOUT M.N.B. RPT M.N.B. KEEP US ADVISED STOP
 LOOK AFTER FABIUS AND VALENTINE PENDING OUR
 INSTRUCTIONS ».

Enfin, dès le lendemain, la décision logique est prise.

« POUR FABIUS STOP REGRETTONS NOUVELLES M.N.B.
 STOP (...)
 INFORMEZ CAESAR (178) et FABIUS INSTRUCTIONS M.N.B.
 RPT M.N.B. RELATIVE AU MAINTIEN DE L'ORDRE SUPPRI-
 MEES STOP SI ELLES AVAIENT ETE COMMUNIQUEES DOI-
 VENT ETRE REPRISES STOP NOUVELLES INSTRUCTIONS
 SUIVRONT (179) ».

Les responsables du troisième Directoire en recevront effectivement plus tard. Mais ceci dépasse chronologiquement le cadre de mon récit.

(174) C'est le second nom de code d'*Hortensius*.

(175) C'est le second nom de code de *Fabius*.

(176) Sur l'original, un cachet mentionne « reçu le 25 février ».

(177) C'est la première fois que j'ai l'occasion de donner l'original d'un câble pour l'histoire du M.N.B. et j'en profite pour donner certains détails. L'*Identity check* est l'un des *Security checks* qui permettent de savoir exactement à quel opérateur Londres a affaire et s'il travaille en pleine liberté. Tel est aussi le rôle des lettres « 235 » dont la présence aurait averti les Anglais du danger. QSL à 17.15 signifie, en code radio international, que la « Centrale » a accusé réception du message à cette heure. GRPS 50 signifie que le message original codé comprenait 50 groupes de 5 chiffres. De plus, l'original mentionne que le câble a été reçu à partir de 13.57 GMT et décodé à 17.15. La Sûreté belge le recevra le lendemain.

(178) Responsable de la coordination, successeur d'*Hector*.

(179) Elles auraient peut-être été modifiées de toute manière car les autorités belges de Londres commencent seulement à prendre vraiment conscience des difficultés que crée ce problème du « Maintien de l'Ordre » face à une certaine rivalité des Mouvements « du terrain » et des responsables « en place ».

Je ne voudrais pas toutefois y mettre fin sans signaler que *Marius, Brochet, Mario* ... et leurs amis furent en définitive embarqués dans le dernier convoi à destination de l'Allemagne. Ce « train fantôme » n'y parviendra jamais et devra revenir à la gare de Bruxelles *Petite Ile*, le 3 septembre (180).

Gageons qu'il y avait des membres du M.N.B. parmi les magnifiques cheminots qui réussirent cet ultime exploit !

Quant à *Mill*, qui est malade, il ne reprendra le contact radio que le 27 février. Le 2 mars, il confirmera la « casse sérieuse dans M.N.B. » et terminera laconiquement :

« (...)

AVONS ROMPU RELATIONS FIN ».

J'ai eu le privilège de passer quelques heures — trop brèves — avec *Mill* et j'ai entendu M23 en parler avec un accent de sincérité qui ne peut tromper. Je sais donc combien il y a ici de remarquable pudeur et de calme courage de *Mill* face à un mauvais sort qui pouvait, bientôt, devenir le sien.

(180) Avec *Millstone* d'ailleurs qui est arrêté en mai 1944.

ANNEXES

ANNEXE I

La Voix des Belges

N° 1 — 10 août 1941

NOS BUTS

Nos buts sont simples et précis. Nous pouvons les résumer ainsi qu'il suit :

1. Restauration de l'*Indépendance intégrale de la Belgique*.
2. Détermination du statut politique, économique et social de la Belgique de demain par une *Constituante belge* légiférant librement après la guerre.
3. Collaboration du peuple belge avec tous les autres peuples européens dans le cadre d'une *Europe unifiée, tous ces peuples ayant des droits égaux*.

Expliquons-nous.

Indépendance

Les deux peuples qui cohabitent en Belgique ont toujours eu en commun — entre beaucoup d'autres choses — une implacable volonté d'indépendance et de liberté.

Toute l'Histoire est là pour le prouver.

Asservis à de multiples reprises nous n'avons jamais cessé d'avoir foi dans nos destinées d'hommes libres et, à chaque occasion favorable nos ancêtres, même en face des princes les plus puissants, Rois de France ou Empereurs germaniques, ont toujours su reconquérir, en les élargissant, leurs franchises communales, provinciales ou nationales.

Battus parfois, abattus jamais !

Ce patrimoine d'honneur nous sommes bien décidés à le sauvegarder intégralement.

Ils nous font rire ces publicistes qui dans le « Soir », « Le Nouveau Journal » et autres « Volk en Staat » se lancent à la recherche de l'âme flamande ou de la conscience wallonne. Croyent-ils donc que nous ayons besoin de leurs élucubrations pour sentir vibrer en nous cette âme et cette conscience ?

Nous comprenons d'ailleurs Messieurs que vous ayez aujourd'hui besoin de les chercher car elles ne se montrent, voyez-vous, cette âme et cette conscience, que quand l'atmosphère de notre pays libre et que le climat belge n'est pas empoisonné par les miasmes de l'oppression.

Lorsque l'on parle, à cœur ouvert, avec un flamand ou un wallon — qu'il soit paysan ou intellectuel, ouvrier ou patron — il ne faut guère de temps, Messieurs les hommes à gages de la Rue Guimard, pour qu'elles surgissent brusquement, cette âme et cette conscience, dans toute leur pureté, toute leur grandeur, toute leur foi invincible.

Qu'elles se recroquevillent devant vous, qu'elles se refusent désormais à vous donner les multiples splendeurs de leur vrai contenu, quoi d'étonnant ? N'êtes-vous pas ceux-là mêmes qui se proposent de les anéantir pour en livrer les restes stériles à ceux qui veulent nous subjuguier ?

Cette âme et cette conscience se sont nourries depuis des siècles à cette source intarissable que l'on appelle la Liberté.

C'est pourquoi le but majeur, le but primordial que nous voulons atteindre, que nous atteindrons malgré toutes les poursuites, toutes les persécutions — voire peut-être hélas les trahisons ! — dont nous serons victimes, ce but c'est la restauration de l'*Indépendance intégrale* de notre Pays.

Toute action en Belgique qui se fonde sur un autre postulat est vouée « ab ovo », malgré toute la logomachie idéologique dont elle s'entoure, au plus cuisant échec.

Qui n'a pas compris cela n'a rien compris à la mentalité belge quels que soient les titres doctoraux dont il se pare, les salaires qu'il touche ou ses grades, récents et précaires, dans la hiérarchie des formations rexistes ou nationalistes flamandes.

La Constituante belge

Nous sommes aussi des révolutionnaires mais notre idéal révolutionnaire se distingue du révolutionnarisme verbal de ces Messieurs de « l'Ordre Nouveau » en ce sens que nous savons nous ce que nous voulons et que nous pouvons l'exposer, que nous l'exposerons ici librement, sans demander de consignes à personne.

Il est certain que la période antérieure au 10 mai 1940 est définitivement révolue. Tant mieux d'ailleurs car elle n'avait rien de bien brillant.

Le parlementarisme tel qu'il s'était discrédité, le système des partis qui donnait la régence du Royaume à quelques clans de politiciens professionnels qu'aucune formation spéciale n'avaient destinés à pareille fonction, tout cela doit être balayé.

Qu'il soit nécessaire de mieux ordonner l'économie de notre pays et de l'Europe qui donc en douterait en voyant la situation dans laquelle l'anarchie économique d'hier nous a, à nouveau, plongés.

Que de nouveaux progrès sociaux soient possibles et nécessaires, nous en tombons d'accord et nous le souhaitons.

Mais cette œuvre magistrale de la rénovation de la Belgique ce n'est pas à nous à la définir aujourd'hui. Nous pouvons en décrire les grandes lignes et nous le ferons car dans les périodes troublées il faut des idées claires et de ces idées-là nous nous flattons d'en posséder quelques-unes.

Cette œuvre magistrale c'est au peuple belge tout entier et rien qu'à lui à la définir.

C'est pourquoi nous disons : détermination du statut politique, économique et social de la Belgique de demain par une Constituante, émanation du Peuple Belge, légiférant librement et en pleine souveraineté après la guerre.

Europe

Cette guerre doit être la dernière des guerres européennes.

Si la défaite de l'Allemagne devait entraîner un nouveau traité de Versailles et une nouvelle guerre de revanche dans vingt-cinq ou quarante ans, autant vaudrait, souhaiter, dès à présent, la victoire d'une armée qui, reconnaissons-le, s'est montrée particulièrement savante et courageuse.

Or l'Allemagne, et les puissances qui gravitent dans son orbite, seront vaincues dans cette guerre.

Dès à présent, prenant connaissance dans des circonstances particulièrement douloureuses pour nous Belges, de ce fait inéluctable nous devons avoir la volonté de nous dire que nous aurons, au moment de la défaite de nos ennemis, assez d'empire sur nous-mêmes pour dominer notre victoire, assez de raison pour être maîtres de nos sentiments, assez d'intelligence enfin pour dire au peuple allemand vaincu : maintenant, faisons l'Europe.

Européens, nous Belges, nous l'avons été depuis le plus haut Moyen-Age. C'est notre esprit européen, incarné par des Rubens, des Juste-Lipse, des Vésale, qui a fait de tout temps, la grandeur de nos provinces, la richesse de nos cités, Anvers ou Liège, Bruges ou Ypres.

Européens, Belges, nous avons l'impérieux devoir de l'être, comme les Suisses par exemple — ces Suisses dont l'admirable Confédération libre représente le microcosme de l'Europe future — puisque, comme eux, nous nous trouvons aux confins de ces deux grands courants raciaux de l'Europe, le germanique et le latin.

Européens nous le sommes encore avec une farouche conviction parce que nous ne voulons plus que notre pays continue à être le champ de bataille de l'Europe.

Trop de noms de villes et villages de chez nous sont des noms historiques parce qu'ils furent le lieu de rencontre, de la fureur des hommes. Groeninge, Franchimont, Fontenoy, Ramilles, Audenaerde, Valmy, Fleurus, Ligny, Waterloo, Ypres, Gand, Liège, Namur, Dinant ne sont que des exemples ! De tous les peuples du monde c'est peut-être nous Belges qui avons, au cours de notre Histoire, payé le plus lourd tribut à la guerre.

Il faut que cela cesse !

En 843 l'Europe s'est brisée à *Verdun*.

En 1916 — l'Histoire comporte de ces terribles leçons ! — les descendants des guerriers de Louis le Germanique et de Charles le Chauve, se battaient farouche

ment à *Verdun* se disputant ce fragment du royaume de Lothaire, l'Alsace et la Lorraine.

Comme il serait beau si, en 1943, à *Verdun*, l'Europe enfin assagie se reconstituerait pour forger son unité, fondement de sa grandeur et de sa puissance futures.

Onze cents ans de guerres, de ruines, de sang, cela ne suffit-il pas ?

Nous voulons donc l'Europe, une Europe libre au sein de laquelle tous les peuples auront des droits égaux.

*
**

Tels seront nos buts.

Ils sont suffisamment utiles et généreux, idéalistes et réalistes, pour qu'on se sacrifie intégralement pour eux.

Si nous Belges nous ne les comprenions pas nous serions indignes de reconquérir cette liberté qui aujourd'hui nous est ravie.

Ces buts nous les défendrons ici librement, tenacement, dignement, sans faiblesse.

ANNEXE II

MOUVEMENT NATIONAL BELGE DIRECTOIRE

Instruction n° 1

Le 6 mars 1942.

OBJET : PROGRAMME DU MOUVEMENT

A destination des Chefs de Province.

Le programme du mouvement repose sur les principes suivants :

« Libération du Pays et rétablissement d'une Belgique, Une, Libre et Indépendante, Colonie comprise.

Suppression des organismes et emplois créés depuis mai 1940.

Châtiment des collaborateurs de l'ennemi.

Taxation des bénéfices illicites de guerre.

Indemnisation des victimes de l'invasion et de l'occupation.

Resserrements des liens entre tous les Belges indistinctement, par la suppression des âpres luttes de partis, ainsi que par l'abolition des causes d'antagonisme entre flamands et wallons, de même qu'entre les diverses classes de la population, c'est-à-dire : égalité complète de droits et devoirs de tous les Belges, et sincère pacification linguistique, religieuse, scolaire et sociale. »

Vive la Belgique, Une, Libre et Indépendante,
Le Chef du Directoire.

ANNEXE III

LE MOUVEMENT NATIONAL BELGE ET L'ESCAPE

Il n'est certainement pas nécessaire d'expliquer longuement au lecteur de cet article le danger représenté par cette forme d'activité : il aura pu constater que de 1942 à 1944, les causes d'arrestation sont souvent liées à la participation aux filières d'évasion.

En effet, d'un côté du *Channel* comme de l'autre, mais pour des raisons bien différentes, on le conçoit, les aviateurs en général et les pilotes en particulier, sont l'objet de la « sollicitude » des Etats-Majors et cela dès la Bataille

d'Angleterre. L'importance qu'on leur accorde ne fera que croître par la suite au fur et à mesure de l'intensification des raids aériens contre le continent et de l'accroissement correspondant, dans l'absolu, des pertes enregistrées.

Les Anglo-saxons épauleront donc tout particulièrement les réseaux spécialisés, c'est le rôle de la branche *Mi 9* du *Secret Service*, tandis que les Allemands chargeront leurs meilleurs agents de les « pénétrer ». Cette mission, accomplie par toutes les polices du Reich, est cependant particulièrement réservée à l'*Abwehr III C 2*. Les Anglais, fidèles à une politique globale, tentent, dès l'abord, de confier l'*escape* à des agents particuliers et de dissuader les Services de Renseignement de se « mouiller », d'autant que l'affaire se révèle très dangereuse (181). C'était théoriquement fort sage... mais pratiquement impossible. Comment expliquer en effet à celui qui depuis des années rêve de débarquement et de libérateurs, qu'il doit « laisser tomber » le premier d'entre eux que le sort lui confie ? Et puis, cela au moins est exaltant : sauver un homme, non pas n'importe quel homme mais celui que l'on a devant soi, tombé de l'un de ces formations que l'on regarde passer au-dessus de la Belgique avec cette volupté dont se souvient encore aujourd'hui le petit garçon que j'étais alors ! Voilà une tâche efficace et dont la valeur est tangible ; cela change de ces renseignements impersonnels qui partent on ne sait trop comment pour être, ou ne pas être, utilisés par cette entité abstraite et lointaine qu'est « Londres ».

Le Service *Mill* et le M.N.B. ne seront évidemment pas épargnés par la tentation, malgré l'obéissance rigoureuse que *Mill* observe en général en face des consignes qui lui sont données.

L'activité des deux groupes commence de façon assez désordonnée car ici le Service *Mill* lui-même ne possède pas les contacts nécessaires et se trouve donc paradoxalement avec ses aviateurs dans la même situation peu enviable que le M.N.B. jadis avec ses renseignements.

Dans le courant de l'été 1943 cependant, M23 se trouve bien embarrassé par la présence de deux aviateurs hébergés chez Mme S. Il entre alors en contact (182) avec *Micheline* du réseau *Comète*, spécialiste des évacuations à destination du Portugal. *Micheline* se charge de ses deux « colis » et M23 peut, à cette occasion, vérifier la sécurité de la ligne par ses contacts avec Londres. Dès lors, tous les aviateurs récupérés par *Mill* et par le M.N.B. passeront par la filière *Comète*. Au début, M23, devenu pour la circonstance *Bobby*, assurera lui-même le contact. Il se rendra cependant très vite compte du grand surcroît de travail et de risques que cela lui occasionne. Alors, avec l'accord de *Marius, Brochet* se charge de cette importante mission. Nous avons vu que

(181) Pour *Mill*, j'en ai trouvé trace dans un câble envoyé via le radio *Bastion* : (...) STOP VU CASSE SERVICE EVASIONS LAISSER EVADES CONTINUER CETTE NOUVELLE ROUTE MAIS NE TOUCHEZ PLUS VOUS MEMES STOP VOTRE SERVICE BEAUCOUP TROP PRECIEUX POUR RISQUER STOP AMITIES MESSAGE TERMINE.

(182) Par l'intermédiaire de la veuve de l'un de ceux avec qui il collaborait, Edgar Lefever (voir *supra*, p. ...).

celui-ci est un « travailleur infatigable » : il va organiser ce nouveau service M.N.B. de main de maître.

Nous savons que ceux qui s'occupent de l'*escape* sont particulièrement visés par l'occupant et par ses sbires alléchés sans doute par les primes payées « par tête ». Ici, le grand danger réside non dans les opérations d'hébergement ou de convoiement mais dans le fait qu'il est relativement facile à un agent provocateur de se faire passer pour un aviateur en détresse. Une connaissance suffisante de l'anglais, un « air » britannique, de l'aplomb... et bien souvent l'ardeur patriotique de la victime fait le reste !

Il convient donc d'organiser une sécurité aussi parfaite que possible afin d'éliminer les éventuels intrus.

A cette fin, *Brochet* prend une série de mesures. En premier lieu l'aviateur ne sera confié qu'à des membres du M.N.B. dont la valeur est largement confirmée. Après sa « récupération », il sera tenu « au secret », c'est-à-dire qu'il n'aura aucun contact avec le monde extérieur (183). Il sera soumis à un premier interrogatoire et devra remplir un questionnaire si l'on pense *déjà* qu'il est bien « made in England or U.S.A. ».

Surname :

Christian name and first names :

R.A.F. number (or U.S.A.F.)

Rank (fonction in the crew)

Departed time (184)

Date

Operation

Squadron Commander

Number of aircraft and type

Crashed

Home adress

Names of the other men of aircraft

————— Description of person —————

Age, born in

Build

Height

Colour of hair

Colour of eyes

Scars

Complexion

Signature - Signed

Ce questionnaire devait être accompagné de trois photographies et rédigé en trois exemplaires :

— le premier pour la ligne « Micheline »,

(183) Nécessaire mais parfois très difficile à supporter. J'ai retrouvé dans les archives du M.N.B./Luxembourg une note du 13 février qui se termine ainsi : « Ces 5 gaillards à récupérer, je l'apprends par leur chef de groupe récupérateur, s'impatientent de plus en plus au fil des semaines. Un de ceux du groupe Na présenterait même, par intermittence, des signes précurseurs de folie par l'ennui et la réclusion ».

(184) Je possède trois versions de ce questionnaire ; les deux dernières corrigent et mentionnent « departed from ».

(185) La troisième photo servait à l'établissement d'une fausse carte d'identité.

- le second pour M23 — vérifications à Londres *via* le courrier *Mill*,
- le troisième (sans photo) (185) pour les archives du M.N.B.

Ce questionnaire était envoyé à Bruxelles pour vérification. Si aucun problème ne semblait se poser, l'aviateur était alors pris en charge soit par un convoyeur de la ligne *Comète* soit, le plus souvent, par le chef-courrier du M.N.B. A Bruxelles, il était transmis directement à la filière d'évasion ou, en cas d'encombrement de la ligne, gardé un certain temps dans une maison d'hébergement du M.N.B.

Cette manière de faire était évidemment assez lente (186) mais elle a donné entière satisfaction : aucun « mouton » ne fut introduit dans le circuit pendant toute la période de collaboration *Mill/M.N.B. - Comète*.

Cette procédure est confirmée par une note urgente du 27 octobre et surtout par l'ordre de Service n° 43 en date du 23 novembre qui spécifie :

« (...) »

Afin de permettre au Directoire de contrôler plus sévèrement la récupération effectuée, les chefs responsables exigeront que l'aviateur récupéré remplisse personnellement, en lettres capitales et en double exemplaire le questionnaire qui est en votre possession. De plus, chaque exemplaire portera la signature légale (signature habituelle) du rédacteur du questionnaire (187).

En nous transmettant les exemplaires dont question, vous nous communiquerez par la même occasion l'adresse où l'intéressé peut être récupéré, en même temps que le mot de passe ou le témoin d'introduction (demi-carte, etc.), ce afin de nous permettre d'agir sans délai, dès que l'avis favorable nous parvient. *L'adresse et le mot de passe seront chiffrés* suivant la grille conventionnelle vous transmise.

(...)

Nous vous rappelons que les frais d'hébergement et de récupération sont remboursés par nos soins (188).

Pour terminer : **NE CHERCHEZ PAS AILLEURS CE QUE VOUS AVEZ DANS VOTRE PROPRE ORGANISATION** et « Faites confiance au Directoire » (189).

Vive la Belgique, Une, Libre et Indépendante.

(186) ... et parfois difficile à admettre car ici comme ailleurs la « concurrence » est de mise : « L'intermédiaire et moi-même insistons en vue d'un enlèvement rapide, le F.I. ayant assumé la récupération de deux autres membres de l'équipage en les enlevant immédiatement pour les conduire à Liège ou Bruxelles *avant l'accomplissement des formalités* qui nous sont imposées » (note de Lux SB 2 - 29 février 1944).

(187) Certains d'entre eux, plus scrupuleux que d'autres, refusèrent de remplir ce questionnaire en alléguant les consignes reçues au départ : « *Each airman of U.S.A.A.F. thoroughly lectured upon escape procedure (...)* He is told not to divulgate, or tell, military information of any sort to anyone. I was never told of having to fill out a form of your kind, and some of the questions on it are vital to the enemy... »

(188) Souvent effectivement payés par *Comète*. J'ai retrouvé dans le dossier de son correspondant une note :

« 14/1/44

BROCHET

Veillez passer à la boîte le plus tôt possible pour régler vos comptes et pour vous mettre d'accord au sujet des envois futurs. Lundi et mardi la boîte sera fermée.

Amitiés
LOUIS.

Prière de fournir des notes avec les noms des colis bénéficiaires ».

(189) Allusion à un message personnel de la BBC (voir *supra*, p. ...).

Je le répète, nous ne possédons plus que de rares courriers envoyés par *Mill* : il nous est donc très difficile d'estimer la part prise par ce Service dans l'activité commune. Cependant, il en subsiste quelques extraits transmis au Cpn Delloye, chargé à Londres de ces questions en collaboration avec Mi 9, Major Neave.

La première mention d'une récupération figure dans le courrier LX du 12 août 1943 :

« NOCK, Harry Arthur, matricule 125420, Flying Officer, 51 Squadron (bomber command) dont l'avion Halifax a été abattu au retour du raid sur Cologne le 4 juillet 1943 à 2 h. du matin est en bonne santé. Edgard BRIDGE matricule R 130220 (Canada), Halifax abattu le ... ».

A partir de ce moment, il semble bien que cette rubrique « Récupération » soit présente dans chaque courrier. J'en ai trouvé trace dans les LX 26, LX 28 — reçu à Londres le 2 novembre — LX 30 ...

Pour *Mill*, cependant, une unique vérification de la ligne ne suffit pas. Aussi, trouvons-nous en note du courrier LX 30, envoyé en novembre 1943 :

« Nous vous avons signalé à maintes reprises des cas de ce genre et aimerions, pour notre édification, savoir si l'un ou l'autre de ceux que nous vous avons signalés a rejoint l'Angleterre ».

Je ne sais pas si la réponse est parvenue en Belgique occupée. Elle était pourtant favorable puisqu'elle constatait *that a large majority arrived in this country* (190). Elle est malheureusement communiquée au service belge du Capitaine Delloye le 13 mars 1944 seulement, soit quatre mois après la demande et alors que le Directoire du M.N.B. est sous les verrous depuis plus de cinq semaines !

**

Il me reste à aborder un problème, celui du nombre des aviateurs secourus par le M.N.B., et je dois, à ce propos, souligner une fois de plus combien les contradictions entre les chiffres sont plus apparentes que réelles. Dans ce cas particulier, nous nous trouvons devant deux nombres extrêmes, 36 et 209. A première vue, la différence semble aberrante : elle s'explique cependant quand on sait que sous la même mention, les différents témoins ne parlent pas, en fait, de la même chose.

L'historique de *Comète* mentionne que 36 aviateurs venant du M.N.B. ont été évacués par le Réseau ; mais il ne s'agit que de ceux qui furent effectivement rapatriés en Grande-Bretagne. Par contre, dans un rapport à *Micheline*, *Brochet* cite le chiffre de 209 aviateurs aidés par son Mouvement. Mais il s'agit ici non seulement de ceux qui ont regagné Londres, mais aussi de ceux qui furent arrêtés en cours de route, parfois même avant d'avoir été confiés à *Comète* et, surtout, de tous ceux qui restèrent en Belgique jusqu'à la Libération, — ils participeront parfois à ses combats — le plus souvent cachés

(190) Sur 57 cas envisagés, 38 aviateurs rentrés et 7 prisonniers certains.

dans les maquis d'Ardenne ou dans ce « maquis dans la ville » pour reprendre l'expression d'Henri Bernard (191). Ces derniers vivront souvent une véritable existence de nomade d'autant plus que *Brochet* avait conscience du danger que pouvait représenter l'accoutumance à une famille déterminée. Je ne citerai qu'un exemple, caractéristique, celui de James Smith (192). Amené à Bruxelles par *Micheline* elle-même, il fut : « remis à (A), le 25 décembre 43. Celle-ci, le jour même, le passa à Monsieur (B) qui le logea sur son yacht jusqu'au 3 janvier 44. C'est à cette date qu'il le remit à Monsieur C. Celui-ci ne le garde que 7 jours, soit jusqu'au 10. Il le remet à (D) qui l'hébergea du 10 janvier 44 au 17 janvier 44 (...). (D) plaça l'aviateur chez son père (D') où il resta du 17 janvier 44 au 18 avril 44. A cette date, il fut pris en charge par (E) qui le plaça chez (F). Le 21 avril 44, à la demande de l'aviateur, il le remplaça chez (D') qui l'hébergea jusqu'au 23 juin 44. Dans cet hébergement, il était visité par (G) mais celle-ci ne prit l'aviateur que le 24 juin 44 avec l'assentiment de (E). Elle le garda jusqu'à la Libération ».

Eprouvant pour les nerfs, certes ! Mais infiniment moins dangereux qu'un calme séjour dans l'un des pensionnats organisés par le traître De Zitter à l'intention des aviateurs qui tombaient entre ses griffes ! ! (193).

INTRODUCTION

Trois à quatre mille Français ont servi la cause de la France dans le M.N.B. (Service de Renseignement et d'Action) belge, dans le service postal clandestin. La plupart d'entre eux, soit mille à trois mille cinq cents, ont participé à l'action des réseaux belges implémentés en territoire français ou des réseaux français de réseaux belges implantés en Belgique. Les autres ont servi en Belgique.

La coopération franco-belge a commencé dès juin 1940. Elle s'est faite en même temps aux deux extrémités de la France, soit avec une action plus grande dans le Nord, et soit stoppée par le régime de Vichy, qui a interdit et la coopération franco-belge de la guerre. Tout le mouvement s'est arrêté pour se rallier au mouvement de la France libre en 1941, et s'est fait en Belgique de juin. La voie belge s'est ouverte vers la France et les Pays-Bas. Les Français ont pu se faire connaître en France et les Français ont pu être libérés par la France, et la France a été libérée par la France.

(191) *Marius* cite, lui, un chiffre intermédiaire, 190, mais il tombe d'accord avec *Brochet* pour la période octobre 1943 - janvier 1944 : 127 pour *Brochet*, 130 pour *Marius*.

(192) Aviateur R.A.F. F/Lt 120/608 abattu le 20 décembre au retour d'un raid sur Tilburg.

(193) J'ai déjà dit que De Zitter a fini par être connu de tous. *La Voix des Belges* publiera sa photo et son *curriculum vitae*, mais il est plus rare sans doute de connaître le procédé employé :

Octobre 1943 — Ordre de Service n° 40 :

(...)

« Agissant avec une subtilité incroyable, ces traîtres sont parvenus à inspirer une telle confiance que les aviateurs alliés, désireux de rejoindre leur corps d'origine, leur furent confiés par des patriotes de bonne foi. Au fur et à mesure que les groupes étaient constitués dans des centres d'hébergement qu'ils avaient imposés ou créés sous leurs auspices, ils furent livrés à l'ennemi. (...) »

de la manière dont il a été traité dans le rapport de la Commission de la Santé (1971). Ces données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1. Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1. Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1. Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1.

Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1. Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1. Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1.

Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1. Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1. Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1.

Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1. Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1. Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1.

Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1. Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1. Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1.

Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1. Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1. Les données sur la santé des personnes qui ont été affectées par le MNR sont présentées dans le tableau 1.

J. Fosty

LES RESEAUX BELGES DE FRANCE

ESSAI SUR L'HISTOIRE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT
ET D'ACTION BELGES DE FRANCE
DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

INTRODUCTION

Trois à quatre mille Français ont servi la cause de la liberté dans les S.R.A. (Services de Renseignement et d'Action) belges, durant la seconde guerre mondiale. La plupart d'entre eux, trois mille à trois mille cinq cents, ont participé à l'action des réseaux belges implantés en territoire français ou des secteurs français de réseaux belges implantés en Belgique. Les autres ont servi en Belgique.

La coopération franco-belge a commencé dès juin 1940. Elle est née en même temps aux deux extrémités de la France, mais avec une vigueur plus grande dans le Nord, ce qui s'explique par la géographie, l'histoire, les affinités et les conditions mêmes de la guerre. Tout le mouvement des réseaux pour se relier au monde libre, c'est-à-dire à la Grande-Bretagne, s'est donné en direction du sud. La voie habituellement suivie traversait la France et les Pyrénées. Les évasions par le Nord sont rarissimes (1) et les liaisons de courrier se sont faites par la France, en règle générale. Trois lignes ont fonctionné avec la Suisse, mais elles n'ont joué qu'un rôle secondaire. La grosse masse des courriers et des évadés a suivi la route terrestre du nord au sud de la France, d'un bout à l'autre de la guerre. Les liaisons de Londres avec le « terrain » (2) se sont faites en grande partie aussi par la France, à l'exception des liaisons

(1) D'après le témoignage d'un évadé par le nord, l'écrivain Louis Musin, on ne compte guère que 75 Belges qui soient arrivés clandestinement en Suède. Le troisième groupe, où se trouvait Musin qui s'engagea dans la Brigade Piron, arriva en Suède, en décembre 1942. Ce n'est qu'en 1944 qu'un poste belge fut établi dans ce pays par le major Pierre Vandermies, envoyé de Londres.

radio-télégraphiques qui, elles, devaient nécessairement avoir leur terminus près des états-majors de réseaux. Mais, les parachutages d'hommes, le *pick-up* (enlèvement d'hommes ou de courrier par avion) et le *mail-pick-up* (enlèvement du courrier par avion sans atterrissage) ont lieu surtout en France (3). Les conditions géographiques, la densité de la population, entre autres, étaient plus favorables qu'en Belgique à ces opérations.

Les concours dont ont bénéficié les S.R.A. belges en France n'ont pas été tous recensés après la guerre et ils ne pourront pas l'être de manière certaine, si bien que les chiffres officiels fournis par l'organe dont dépendaient les réseaux, la Sûreté d'Etat belge (4), sont inférieurs à la réalité. En 1954, la S.E. (5) donnait le nombre de 3.126 agents S.R.A. homologués F.F.C. (Forces Françaises Combattantes) pour les réseaux *Sabot*, *Delbo-Phénix*, *P.C.C.*, *Ali-France*, et pour les sous-réseaux ou secteurs de *Comète* (France) et de *Marc* (France) qui sont les principaux. Cet état ne comprend pas tous les agents de *Benoît*, ceux de secteurs ou de réseaux belges passés au B.C.R.A. (Bureau Central de Renseignement et d'Action des Forces Françaises Libres) comme *Reims* et *Coty*, ceux du réseau *Pat O'Leary* et de missions dépendant directement comme celui-ci d'une autorité britannique, mais commandés par des Belges. Si donc, il fallait recenser, sans distinction de nature nationale, toutes les formations de renseignement, d'action et d'évasion dirigées par des Belges en France et y ajouter les concours occasionnels ou même permanents, mais perdus de vue, à cause d'arrestations, les effectifs dépasseraient probablement 3.500 pour la France et le nombre total des Français qui ont servi sous un chef ou un commandement belge, en France et hors de France, en pays ennemi ou occupé par l'ennemi, ne descendrait pas au-dessous de 4.000.

En considérant le nombre de 21.000, donné par les services de la Défense Nationale comme l'effectif total des S.R.A. pour les cinq catégories du statut — ce qui exclut les concours occasionnels —, les réseaux belges de France comptent pour le sixième des forces du Corps des Agents de Renseignement et d'Action.

Les agents classés P2 (c'est-à-dire permanents et n'ayant pas eu d'autre activité que clandestine) par la *France-Combattante* sont au nombre de 593 dont 216 sont morts à l'ennemi (6). Le nombre des morts, des déportés et

-
- (2) En langage de réseau, le terrain désigne le théâtre des opérations par opposition à Londres, le quartier-général. Londres peut tout aussi bien signifier la *Sûreté de l'Etat*, ou le gouvernement belge que l'ensemble des services alliés qui s'y trouvent. Nous employons ce terme dans les différents sens ; le contexte les éclaire. Le terrain ou les hommes du terrain ne désigne jamais l'ennemi, mais les agents des réseaux ou Services de Renseignement et d'Action.
 - (3) En abrégé *P.U.* (*pick-up*) et *M.P.U.* (*Mail pick-up* ou ramasse messages).
 - (4) La S.E. a été à la fois l'organe opérationnel et administratif des réseaux. Elle en a assuré la liquidation après la guerre, en application de l'arrêté-loi du 16.02.46 (Moniteur du 27 mars) réglant le statut du Corps des Agents de Renseignement et d'Action. Elle était alors rattachée à la Défense Nationale. L'arrêté-loi susdit modifié en l'amplifiant, un arrêté pris à Londres pour le même objet, le 1^{er} septembre 1944, et qui lui-même modifiait un arrêté du 20 janvier 1944.
 - (5) Document signé de l'Administrateur de la S.E. et adressé à l'organe liquidateur français de la *France Combattante*.
 - (6) D'après le document officiel de la Sûreté de l'Etat de 1954.

internés atteint 441. En fin de compte, 150 hommes seulement de cette catégorie ont été classés « intacts », d'après le même document. La catégorie P2 comprend la plupart des membres des états-majors de réseaux. Leurs pertes ont été beaucoup plus lourdes, leurs responsabilités les exposaient forcément à une existence plus menacée. Les chefs de *Sabot* et de *Phénix* ont fini la guerre dans les camps de concentration. Le deuxième chef du P.C.B. - P.C.C. (7) a été gazé à Mauthausen. L'un des deux chefs-fondateurs de *Zéro-France* est mort dans un camp. Le chef du réseau *Coty* et le dernier chef du service « colis » ont été fusillés. Six radios sont tombés aux mains de l'ennemi ; un septième a été fusillé ; un huitième a été abattu avec l'avion qui l'amenait en France.

Les réseaux belges de France et les secteurs français de réseaux belges ont opéré dans toute l'étendue du territoire français. Les régions les plus travaillées diffèrent d'une époque à l'autre. Le Nord, la région parisienne, le Midi et l'Ouest ont reçu la plus forte implantation et connu la plus grande activité de ces réseaux.

L'histoire des réseaux de renseignement belges de France peut être divisée en trois périodes. La première commence à l'époque de l'Appel du Général de Gaulle (18 juin 1940) et va jusqu'au parachutage de Pierre Bouriez (10 octobre 1941). Elle est caractérisée par un mouvement d'allées et venues, de recherches de passages et par la formation de *Benoît*. La seconde finit avec l'arrestation de *Sabot* (23 janvier 1943). Elle voit se constituer et se développer *Sabot* et le P.C.B., principalement. La troisième période qui finit à la libération, est marquée par l'action du P.C.C., de *Zéro-France*, de *Delbo-Phénix* et d'*Ali-France*. De tous ces réseaux seul *Zéro-France* se consacrera exclusivement au renseignement et ne participera pas à l'évacuation des hommes et des courriers.

PREMIERE PERIODE

Les premières formations S.R.A. et *Benoît*

La première période de l'histoire des S.R.A. belges de France s'ouvre avec l'entrée en action, dans le Midi, d'éléments isolés et de groupes belges au sein desquels apparaît, au printemps 1941, le réseau *Benoît*, et dans le Nord, des groupes français qui, à partir de l'automne 1940, travaillent en contact avec des réseaux de Belgique, puis, dès le début de 1941, dans le cadre de ceux-ci, principalement de *Zéro*. Des groupes du Nord sortiront *Ali-France* et *Zéro-France* ; leur concours contribuera, à la fin de 1941, à l'action de *Sabot* et surtout du P.C.B. - P.C.C.

Cette période est confuse et mouvementée. Les premiers temps sont remplis

(7) P.C.B. ou Poste de Commandement Belge. P.C.C. ou Poste Central des Courriers.

de va-et-vient entre la Belgique, le Nord de la France et le Midi ou plus exactement la zone non occupée. *Benoît* est un centre de contacts plutôt qu'un réseau structuré. Sa date officielle de naissance se place en mars 1941 ; son chef, le commandant et futur général, Hervé Doyen, déclare que, ce mois-là, il prend la direction du service, au départ de son camarade, le capitaine Frédéric de Selliers de Moranville (8), qui, lui-même, avait été pressenti pour ouvrir des lignes de passage et, dit Doyen, monter un service de renseignements sur la Belgique.

Doyen, qui a refusé de capituler, le 28 mai, et qui a poursuivi le combat avec ses hommes aux côtés d'une unité française, reçoit, en juillet 1940, la direction d'un dépôt de l'armée belge, à Limoux. Cette fonction officielle le met en rapport avec de nombreux militaires belges et avec les services civils belges qui subsistent en zone non occupée après l'armistice franco-allemand. Dans ce cadre, il tisse un réseau autour duquel gravitent ou agissent à leur compte, des groupes mouvants dont l'objectif principal est l'évasion. Les limites du travail clandestin et des fonctions officielles sont indécises. Les entrées en Espagne sont parfois couvertes par des passeports, vrais ou maquillés, à l'intervention de fonctionnaires consulaires belges de Lyon. Les dépôts militaires, dont les Allemands exigent la livraison, et les services civils connaissent, à partir d'août 1940 et du rapatriement massif des réfugiés belges, des avatars divers, en raison des décisions du gouvernement de Vichy (9) et des interventions divergentes des secrétaires-généraux et de ceux des ministres belges qui sont demeurés en France (10). Le caractère clandestin prend progressivement le pas sur le rôle officiel. De même, l'administration vichyssoise se trouve de moins en moins cohérente et de plus en plus divisée entre collaborateurs, attentistes et résistants. Il existe donc une aide d'apparence officielle ou semi-officielle à l'évasion, au soutien des militaires qui sabotent la liquidation des dépôts et à l'accueil des Belges venus de Belgique pour gagner l'Angleterre. A côté de celle-là, mais souvent imbriquée dans les rouages officiels, s'organise, dès l'automne 1940, une action de résistance axée sur l'évasion. Le nombre des évasions que couvre un document officiel, ne représente forcément qu'une faible fraction du total.

L'un des éléments les plus actifs, voir même le plus actif dans l'emploi semi-clandestin des passeports, est Jacques Lagrange, adjoint belge au consulat des Etats-Unis à Lyon (11). Il ne borne d'ailleurs pas à cela son activité. Il est

(8) de Selliers — *Benoît 1* — a été pressenti par Lisbonne (Légation de Belgique, où le poste de la *Sûreté de l'Etat* est dirigé par le *Chevalier Servant*, alias Dumont). En marge des consulats ou ambassades de Lisbonne, Madrid et Barcelone, fonctionne, à partir de la fin de 1940, un poste de la *Sûreté de l'Etat*, chargé des liaisons S.R.A. Les postes sont autonomes et relèvent directement de Londres.

(9) En conséquence de la décision de Vichy de ne plus reconnaître le gouvernement belge, celui-ci cesse son activité, le 1^{er} septembre 1940. Une autre décision prescrit la liquidation des dépôts militaires.

(10) A l'intervention de M. Soudan et de certains de ses collègues ministériels demeurés en France, une Caisse E clandestine dont les fonds proviennent de la vente clandestine du matériel des dépôts militaires, alimente un Service E, la lettre E étant l'initiale du mot évasion. (Une lettre de M. Soudan, aux archives de la S.E., explique le système).

aussi l'introducteur du courrier des réseaux dans la valise diplomatique. Un autre centre d'accueil aux évadés de Belgique est constitué à Marseille, à l'enseigne d'un bureau officiel, par le sénateur Albert François dont le cousin dirige la succursale phocéenne de la Banque Belge pour l'Etranger où *Sabot* fera plus tard des dépôts et du change clandestins. Montpellier, rue de Verdun et rue Embouque d'Or, est le principal centre de la résistance des militaires. Y résident, entre autres, le colonel Branders, adjoint du général Féaux qui commande l'ensemble des dépôts de l'armée belge, le colonel Sevrin et le commandant Danckers. De juillet 1940 à la fin de 1942 les bureaux militaires de Montpellier jouent un rôle actif dans l'évasion vers l'Espagne, des militaires d'active et de réserve, particulièrement des aviateurs. La caisse légale et la caisse clandestine du Service de liquidation des dépôts de l'armée paient la solde et pourvoient à la subsistance des militaires en fonction, ainsi que de ceux qui arrivent de Belgique pour rejoindre l'Angleterre. D'autres fonds proviennent de Lisbonne ou des services civils qui, eux, s'occupent de l'aide aux civils en voie d'évasion.

Dans ce monde hybride où s'entremêlent la « légalité » et la résistance, l'officiel et le clandestin, le style rond-de-cuir et la débrouillardise, Doyen lance des liaisons ou profite de celles qu'ont établies des groupes autonomes (12). Il se tient au courant du mouvement de la résistance et plante des jalons vers la Belgique pour le renseignement. Il est malaisé de distinguer les « organisations » qui, en Belgique, sont créées à l'intervention de Doyen et celles qu'il accroche ou qui se raccrochent à lui pour passer leurs renseignements. Ainsi *Tégal*, travaille, d'initiative, de 1940 à mars 1941, de l'avis de son fondateur et chef, le lieutenant Pierre Hauman, puis est raccordé à *Benoît* pour redevenir ensuite autonome (13).

Les attaches de *Benoît* sont doubles. D'une part, il est relié, via Lisbonne, à la *S.E.* belge de Londres dont il dépend pour les instructions et pour les fonds d'appoint ; d'autre part, et dès la constitution officielle du réseau, au *2e Bureau* français. Cette dualité inquiète Londres qui suspecte le *2e* à raison de la subordination organique de celui-ci au gouvernement de Vichy. Tout en acceptant des « contacts prudents », Londres n'admet pas d'autre autorité sur le réseau que de la *S.E.* (14). La double appartenance mécontente aussi, pour des raisons d'efficacité, des hommes du terrain qui constatent que des rensei-

(11) Les consulats des Etats-Unis assument les intérêts belges en France non occupée après que le gouvernement de Vichy eut cessé de reconnaître le gouvernement de M. Pierlot et exigé la fermeture des consulats belges. Ces derniers deviennent des « Offices belges » et continueront à avoir une activité sociale jusqu'à la mi-novembre 1942, au moment de l'entrée des Allemands en zone non occupée.

(12) Le Centre de Montpellier ne dépend pas organiquement de *Benoît* dont le chef, sur le plan officiel, dépend, au contraire, pour sa fonction, de Branders et Sevrin.

(13) Comme d'autres organisations ou secteurs de *Benoît*, *Tégal* est l'œuvre de jeunes officiers ou d'élèves de l'Ecole Militaire, dont quelques-uns se sont groupés autour du lieutenant Van Buylaere, qui deviendra un adjoint de Doyen, puis de Mme Doyen, née Klein.

(14) La *S.E.* est encore embryonnaire. Le futur chef de son service opérationnel, le lieutenant de réserve Nicodème, évadé d'un camp de prisonniers de guerre, franchit les Pyrénées, la nuit du 17 au 18 mars 1941, avec sept autres officiers.

gnements sont distraits des courriers belges par Doyen au profit du 2e Bureau et qui n'ont pas la certitude que tout soit transmis à Londres. Eux aussi ne sont pas sans prévention contre le 2e Bureau devenu le B.M.A. ou Bureau des Menées Antinationales.

La S.E. n'a pas une connaissance suffisante des réseaux qui se sont formés spontanément au pays occupé (15). Peu experte encore, elle n'a pas assis son autorité. Elle s'efforce d'y parvenir, tout en se rendant partiellement compte que les rapports avec le 2e Bureau ne vont pas sans fruits pour les services belges. Ces derniers y trouvent opportunément l'aide des éléments gaullistes et d'autres qui, sans avoir rallié la France Libre, sont opposés à Vichy (16). Le nœud de l'affaire est que le chef de Benoît tend à s'attribuer plus de pouvoir qu'il ne faut, en se voulant le chef du terrain traitant en pair avec le chef de Londres, c'est-à-dire la S.E. Durant les années 1941 et 1942, l'effort de la S.E. vise à assurer son autorité et à établir une coordination dans l'action des réseaux, avec prééminence de certains services (17).

La situation en France des formations belges de renseignement et d'évasion pour cette première période de l'histoire — abstraction faite de Comète qui agit en France, mais est un réseau de Belgique — peut se caractériser dans les traits suivants :

A partir de l'été 1941, Benoît prend figure de réseau, avec une activité d'évasion, de renseignement et de transmission de courriers. Il reçoit l'aide de membres du personnel des services officiels belges, militaires et civils, établis en zone non occupée. Des lignes d'évasion et de courrier relient la Belgique au Midi de la France. La plupart sont l'œuvre de réseaux comme Luc et Zéro qui sont leurs propres maîtres et qui ont leurs filières, relayées à partir du Midi vers l'Espagne et le Portugal (ou encore vers la Suisse) par des concours divers, soit autonomes, soit du cadre de Benoît à partir d'avril 1941.

Benoît dispose, en 1941, de secteurs de renseignement en Belgique (en bref, à Gand, Bruxelles, Anvers et Liège) et d'agents recueillant le renseignement en France. Il n'est pas possible d'affirmer que tous ces secteurs soient l'œuvre propre de Benoît. Les transmissions de France vers Lisbonne (18) se

(15) C'est pour obtenir une meilleure connaissance que Londres envoie le cdt aviateur Pierre Vandermies en « visite » dans les réseaux (voir chapitre Sabot et P.C.B.). Vandermies a aussi pour mission, lors de son premier parachutage (1941), d'améliorer le passage des hommes, ce qu'on appelle en jargon de réseau, le « service colis ».

(16) De nombreux passages de la ligne de démarcation se font avec l'appui du 2e Bureau. L'exemple le plus remarquable est celui de quelque 150 aviateurs ou membres de l'Aéronautique belge, qui franchissent la démarcation près de Poligny, l'été 1942, opération audacieuse mais réfléchie, montée par le capitaine aviateur Nottet, avec le concours de passeurs du 2e Bureau. Ce service de passage est recensé comme le secteur Nanson (Nottet) du réseau Sabot.

(17) Cette politique délicate de l'unité de commandement, facilitée par le fait que la S.E. fournit « le nerf de la guerre » aux réseaux, n'ira pas sans erreurs. S'il est sage de ne pas confier de monopole à un réseau, sans d'évidentes raisons techniques, il est dangereux de le doubler en confiant à un autre une mission identique pour une même tâche de coordination. Le cas se produit pour le P.C.B. et Sabot, il se répétera pour le P.C.C. et Ali-France, ce qui amènera des conflits de compétence.

(18) Barcelone supplante Lisbonne comme relais de la France pour le renseignement, à partir de l'implantation du réseau Sabot. Jusqu'en fin 1941, les instructions viennent du poste de Lisbonne.

font par voie terrestre ou par la valise diplomatique américaine, exceptionnellement par d'autres voies, mais jamais par la voie aérienne (19).

L'organisation clandestine de *Benoît* comprend des boîtes-aux-lettres à la démarcation et aux Pyrénées. Elle n'a pas de service radio ; tous les essais tentés sur Lisbonne, ont été vains.

Un rapport dressé à Lisbonne par un membre du réseau, le 15 mai 1941, donne un « schéma du système *Benoît* ». Selon ce document, à notre estime approximatif et incomplet, quatre centres : Mâcon, Lyon, Marseille et Vichy sont branchés sur Montpellier où aboutissent deux lignes de Belgique (cdt Lambert et Lt Hauman). Montpellier est branché sur *Benoît*, alias Doyen à Limoux.

Un rapport du 9 mars 1942, probablement de Doyen lui-même, énumère les « lignes » (ici, dans le sens de secteurs) suivantes : *Luc, Tegal, Sam, Bell, Mod, Rarey, Janneke*, sources diverses et « liaison avec la *Libre Belgique* clandestine », comme relevant de *Benoît*, ce qui n'est pas le cas de *Luc* ni de la *Libre Belgique*. Les secteurs *Sam, Bell, Mod* sont situés à Gand, Anvers et Bruxelles (20).

Le service *Benoît* sera ébranlé par l'arrestation momentanée de Doyen et de ses principaux collaborateurs, en décembre 1941. Le coup de filet est paradoxal ; il est l'œuvre du 2^e Bureau, mais, celui-ci n'agit de la sorte que dans le dessein de se couvrir vis-à-vis de Vichy et des Allemands, contre la trahison — prévue de Doyen, d'ailleurs — d'un sous-officier et d'un officier belges, Jacobs et Jamar, agents de *Benoît*... Londres rappelle Doyen qui, avant son arrestation, est remonté en Belgique et y a opéré des contacts jugés intempestifs et contraires à la mission de *Sabot*. Le 19 mars 1942, Doyen part pour Lisbonne, en avion de la *Lufthansa*, avec un passeport doté d'un nom d'emprunt.

Le service *Benoît* continuera son activité de renseignement sous la direction courageuse de Mme Doyen-Klein, qui est française. Il passera au B.C.R.A. (Bureau Central de Renseignement et d'Action, organe de la *France Libre*) après l'arrestation du chef de *Sabot*, Pierre Bouriez, le 23 janvier 1943 (21).

(19) A noter que, jusqu'à l'occupation totale de la France, subsiste un trafic téléphonique avec l'Espagne et le Portugal. En mars 1942, Doyen téléphonera de Lisbonne à Limoux, mais il va de soi que ces voies ne sont utilisées que pour des opérations secondaires, telles que des demandes de visa, rarement pour un rendez-vous de passage et jamais pour le renseignement.

(20) De l'analyse d'un courrier retrouvé aux archives de la S.E., il ressort que les secteurs, s'ils étaient peu étoffés, ont fourni des renseignements militaires de valeur. Un seul nom est donné, celui de Doyen. Le rapport dit encore : « La liaison *Benoît-Sabot* existe, mais situation *Sabot* pas bien définie pour nous ». Antérieurement, Doyen a donné le cdt Bernard, de *Luc*, comme son « correspondant ». Le rapport en question ci-dessus, a été annoté à Londres : « à contrôler, voir rapport *Sabot* ». Cela signifie que Doyen tend à confondre ses secteurs et les liaisons qu'ont avec lui d'autres réseaux ; ensuite qu'il accepte mal la mission de *Sabot* dont il sera question plus loin.

(21) A cette époque les S.R. Air et Marine du 2^e Bureau, avec lesquels les services belges ont travaillé, sont devenus des réseaux (*Kléber, Mithridate*, etc...) du B.C.R.A.

DEUXIEME PERIODE

1. *Sabot*

Le 13 juin 1941, le commandant aviateur Pierre Vandermies est parachuté en France pour améliorer le service colis (= évadés) et la coordination des réseaux dans leurs liaisons avec Londres. Vandermies s'est évadé, la même année, par ses propres moyens, en franchissant les Pyrénées. A Londres, où il arrive au début de mai, il expose la condition précaire des aviateurs en instance d'évasion en France ou en Belgique et la nécessité de monter une organisation plus solide pour les aider. Londres, où Nicodème a précédé de peu Vandermies, convient de la justesse des vues de celui-ci. Moins d'un mois plus tard, Vandermies arrive en France, contacte Montpellier, y pare au plus pressé et monte en Belgique coordonner les liaisons. Le rapport et l'activité de Vandermies (22) joints aux rapports d'autres évadés et à des rapports du « terrain » aboutissent à la mission de Pierre Bouriez dit *Sabot* (23) du nom dont il baptise le réseau qu'il fonde, après son parachutage, en compagnie de *Speed* (François Deweer), son radio, le 10 octobre 1941.

La mission de *Sabot* est libellée dans un document. Fait nouveau, son titulaire est nanti d'une délégation de pouvoirs signée du ministre de la Défense Nationale, M. Gutt (24). Elle lui donne autorité, sous la direction de la S.E. pour les services secrets en France. En bref, *Sabot* reçoit une triple tâche : le passage des courrier des S.R.A. belges, l'évacuation des « colis » de la zone non-occupée vers l'Angleterre et la recherche du renseignement en France. Il a aussi un rôle à jouer dans le financement des réseaux. Le service « colis », lui est-il recommandé, sera distinct du reste et bien cloisonné. La même recommandation a été formulée à *Benoît* qui l'a esquivée. *Sabot* n'arrivera pas à la respecter malgré son désir. Aucun des réseaux, du reste, ne pourra se plier qu'imparfaitement à cette règle, ne serait-ce que parce qu'ils auront tous des aviateurs et des agents brûlés à évacuer. Toute la guerre durant, Londres nourrit le dessein de monter ou de remonter un service autonome de colis qui serait dirigé par un chef venu d'Angleterre (25).

Le 29 novembre 1941, par câble, Londres retire le service colis à *Benoît* qui, au surplus, s'accommode mal de la mission de *Sabot* ; par un câble du 8 janvier 1942, Londres doit confirmer que « *Sabot*, chef unique France, transmet nos ordres ».

(22) Vandermies est de retour à Londres, le 24 novembre 1941. Il en repartira pour une deuxième mission, analogue à la première, le 15 novembre 1942 ; il rentrera à Londres, le 13 mai 1943, et repartira, en janvier 1943, pour une mission en Suède. La mission de Vandermies au fichier londonien est notée comme suit : visite des réseaux.

(23) « *Sabot* », en langage populaire et gouailleux, abréviation de sabotage.

(24) M. Gutt exerce cette fonction ministérielle en l'absence du ministre en titre, le général Denis, qui est resté en zone non occupée, avec d'autres membres du gouvernement.

(25) Des deux principales tentatives, la première, en 1942, avec *Delarue* (J. Wolf) dont il sera question plus loin, réussit durant six mois, mais sans assez d'autonomie ; la seconde, en avril 1944, avec *Roch* (de Hepcée), finit tragiquement à son début.

Bouriez rencontre Doyen pour la première fois, le 25 octobre 1941, alors que le chef de *Sabot* vient de s'installer à Montpellier. Doyen lui expose qu'il remonte en Belgique pour s'assurer des fonds et obtient, à cet effet seulement, une subdélégation de pouvoirs de Bouriez, encore peu au fait des plans de *Benoît* et des conditions du terrain. Doyen contacte à Bruxelles le service d'Action qui câble à Londres les desiderata de Doyen. Londres s'irrite de ces interférences de réseaux (26), du voyage et des contacts de Doyen. De son côté, celui-ci se plaint que Vanderemies, qui exécute les instructions de Londres, soit parti en Belgique, après avoir décroché le service colis et remis les agents à *Sabot*. Les câbles de l'époque spécifient que Londres ne veut pas d'autres contacts de *Benoît* avec les réseaux belges, sans autorisation préalable et insiste pour que des « cloisons étanches » séparent les réseaux, les contacts entre eux n'étant autorisés qu'« entre les têtes seulement ». Ce dernier principe est important ; les réseaux en sont conscients, ils l'appliqueront, encore que leurs routes se croisant et les agents se connaissant, les entorses soient inévitables. Le 31 octobre 1941, Londres précise encore à *Sabot*, par câble : « Très bien pour la reprise service *Dewinde* (alias Vanderemies) mais maintenir nettement séparé avec *Benoît* ».

L'action de *Sabot* est, malaisée, dès le début dans ses rapports avec *Benoît* dont il respecte l'autonomie, mais dont il entend aussi faire respecter les instructions de la S.E. La situation, comme nous l'avons dit, se clarifiera par l'ordre de rejoindre que la S.E. donnera, d'accord avec le chef de S.I.S., le colonel Claude Dansey, revenu d'un jugement d'abord défavorable à *Sabot* (27).

Jusqu'à l'occupation totale de la France, l'implantation et le développement du réseau *Sabot* connaissent, en zone non occupée, des conditions semblables à la première période, c'est-à-dire le chevauchement du clandestin et de l'officiel, la collaboration entre des Services civils ou militaires (consulats, agents consulaires et dépôts militaires) et des groupes et filières appartenant au réseau. L'évasion prime la recherche du renseignement qu'entrave d'ailleurs la nécessité d'assurer l'acheminement du courrier des réseaux. Les contacts avec Londres sont facilités par la présence de radios : *Speed* se voit adjoindre pour un temps Detko, un excellent marconiste polonais (28), puis *Barat* (Crahay),

-
- (26) Le contact de Doyen se fait avec *Métrat* (cap. Jean Cassart), parachuté pour une mission de sabotage. Les contacts entre l'Action et le Renseignement qui dépendent de deux services britanniques distincts (S.O.E. et S.I.S.), sont, en principe, interdits. Le P.C.B. se plaindra d'interférences de l'Action et des facilités plus grandes dont bénéficient les agents d'Action par rapport à ceux du Renseignement. Tout n'est pas toujours harmonieux, à Londres même, entre les deux branches. La S.E. exprime des doléances pour des interférences qui se produisent dans les services londoniens.
- (27) Le conflit de Doyen avec la S.E. se poursuivra à Londres jusqu'en 1943 ; mais le « terrain » ne s'en ressentira plus. Toutefois, *Sabot* en sera influencé lorsque sa mission se trouvera en compétition avec celle du fondateur du P.C.B., *Walter* ou *Charlotte* (pseudonymes de W. Ugeux). *Sabot* s'imaginera que Londres donne raison cette fois à un nouveau *Benoît*, auquel il confie une tâche identique à la sienne. La vie des réseaux n'a pas été remplie que de difficultés causées par l'ennemi... Œuvre d'hommes, elle a dû compter avec les hommeries, selon l'expression de Montaigne.
- (28) Detko avait servi dans la goniométrie à Varsovie. Il rejoindra les forces polonaises de Londres et probablement est-il mort au combat.

parachuté le 15 juin 1942, *Student* (29), qui ne fait que passer, puis *Banks* (Debouny) qui descend, de concert avec *Banker* (Vandermies), le 15 novembre suivant, et occasionnellement, en été 1942, par *Roll* (Bruaux) qui, toutefois avec *Banks*, est affecté en propre au P.C.B.

Les liaisons avec l'Espagne se multiplient, les passages à la démarcation deviennent plus dangereux, mais mieux organisés. Les liaisons de courrier entre la Belgique et la zone non occupée, sont assurées, pour une bonne part, grâce au groupe roubaisien d'*Ali* (Joseph Dubar) et *Caviar* (Paul Joly) et d'autres agents qui, eux, relaient avec *Benoît*. Les passages de la démarcation ont lieu surtout dans l'Est, principalement du côté de Lons-le-Saulnier, de Monceaux-les-Mines et de Châlons-sur-Saône où des équipes sont constituées. Une ligne spéciale, dite *Nanson*, (Nottet) passe les aviateurs. L'arrivée de *Breach* ou *Delarue* (J. Wolf) parachuté, le 26 mars 1942, avec *Ramon* (Fontana), qui passe à Barcelone, donne un nouvel essor au service colis de la zone libre vers l'Espagne, jusque là assuré par *Detal*, *Danckers*, *Deweer*, et d'autres, presque tous aviateurs (30). Il y a, en effet, un afflux énorme de volontaires belges dont plusieurs centaines sont des militaires de l'Aéronautique et l'évacuation, réglée sur la capacité d'absorption du poste de Barcelone, nécessite l'organisation de centres d'accueil, de gîtes d'étape, d'une intendance et d'un service de faux papiers d'identité. La tâche est lourde et complexe. A certains moments ce sont des groupes de 50, de 100 hommes et plus qu'il faut accueillir, loger et ravitailler. La police vichyssoise entrave le travail par des arrestations et des internements ; mais aussi, des préfets, des commissaires spéciaux, des dirigeants des services ou chantiers de T.E. (travailleurs étrangers) secondent le réseau par la fourniture de faux-papiers et par l'incorporation provisoire dans les T.E., ce qui assure à la fois le gîte, le couvert et la sécurité de groupes en instance de passage vers l'Espagne. A la fin de 1941 et en 1942, l'administration de Vichy est noyautée par les gaullistes. Ces éléments patriotes s'emploient à prévenir les Belges des menées policières et à seconder les évasions. Le 2^e Bureau reconnaît tacitement l'autonomie des services secrets belges ; la coopération est plus nette qu'au début, chacun agissant et entr'aidant l'autre sans tenter de supplanter l'autorité nationale. Il convient de noter que le 2^e Bureau ne fournit pas de fonds aux agents belges qui le secondent et que les services belges financent les opérations menées avec l'aide des agents du 2^e.

L'évacuation vers l'Espagne cause de gros problèmes par l'afflux des volontaires. Le goulot d'étranglement se situe, disions-nous, par delà les Pyrénées où les capacités d'accueil sont très limitées, la police active et hostile (31).

(29) Parachuté, en septembre 1941, pour *Clarence*, mais revenu en France de novembre 1941 à avril 1943.

(30) Parmi les premiers passages organisés, il convient de signaler l'initiative de Max Polchet qui, le 22 décembre 1940, a une entrevue décisive avec le capitaine de Selliers de Moranville, adjoint, à Vichy, du général Delvoye. A cette rencontre prend part le capitaine Vincent Gevers qui passera, le 31 décembre, en Espagne, grâce à la filière créée par Polchet. Celui-ci fera passer 63 évadés.

Le commandant Ledewyn, chef de 3 lignes espagnoles, de septembre 1941 à septembre 1942, estime que 200 hommes sont passés par celles-ci, dans ce laps de temps.

(31) Le consul belge de Barcelone, M. Jottard, qui a préparé l'évasion de MM. Pierlot et Spaak, sera expulsé par les franquistes en 1942.

A plusieurs reprises, malgré les priorités techniques (aviateurs, ingénieurs, techniciens militaires ont le pas sur les autres), le rythme des convois et leur volume dépassent le seuil de sécurité en Espagne. Le mouvement des passages doit être freiné à plusieurs reprises jusqu'en Belgique. Les sorties massives de France ont souvent pour conséquence l'arrestation et l'envoi des évadés au camp de Miranda s/Ebro. En juillet-août 1942, le mouvement de passage est arrêté temporairement sur ordre de Barcelone. Ces dispositions, les ruptures fréquentes de lignes, les mauvais agissements de passeurs espagnols causent à *Sabot* une somme considérable de fatigue, sans parler du danger. Un an après son arrivée, il est épuisé. Il devrait être rappelé à Londres. Il se rend à Lisbonne ; il y rencontre le capitaine Nicodème, chef du service opérationnel de la *S.E.*, venu de Londres pour conférer de la situation et repart vers la France.

Sabot rencontre des difficultés au retour. Il doit faire une halte de plusieurs semaines à Barcelone où il apprend que les lignes terrestres sont presque toutes rompues et qu'une fois de plus le réseau doit reprendre sa tapisserie de Pénélope. Il rentre en France en novembre 1942. Entre temps, le *P.C.B.* s'est organisé, il a multiplié ses liaisons et décelé, dans le réseau de Bouriez, une trahison dont celui-ci, trop fatigué, ne réalise pas la gravité ; il maintient l'agent double, Adolphe Manet, en service à Toulouse et sur la ligne de Perpignan. *Sabot* en est victime, le 23 janvier 1943, à Toulouse. Il s'échappe, menottes aux mains, est blessé d'une balle, repris et les Allemands lui cognent sauvagement la tête. D'autres arrestations dévastent le réseau avec lequel le *P.C.B.* a coupé les contacts. C'est la fin de *Sabot* mais ses secteurs de renseignement, qui n'ont pas été « pénétrés », survivent. L'un d'eux, devenu le réseau *Reims*, sous le commandement du Belge Jacques Nemery, resté en contact avec la *S.E.*, se soustrait à cette autorité de la volonté de son chef qui refuse de rendre des comptes à Londres. Les autres secteurs se raccrochent, à défaut de contact, au B.C.R.A. Ainsi *Sabot* se survit-il jusqu'à la libération (32).

2. Le *P.C.B.* ou Poste de Commandement Belge

En février 1941, *Walter* (William Ugeux), chef de *Zéro*, s'est rendu à Marseille pour y prendre langue avec un prêtre irlandais susceptible de s'occu-

(32) Le bilan du réseau *Sabot* fait apparaître qu'il a contribué à acheminer vers le monde libre environ 2.500 Belges, y compris 350 pilotes, observateurs et mécaniciens de l'Aéronautique militaire. Ce résultat indique que *Sabot*, classé réseau de renseignement, a un actif supérieur en nombre à celui des réseaux d'évasion proprement dits. Mais, ceux-ci ont eu la tâche beaucoup plus dure puisqu'ils devaient convoyer des aviateurs pour la plupart anglais et ne parlant que cette langue. A l'examen approfondi des documents, il ressort aussi que le bilan de *Sabot* est à partager avec le *P.C.B.-P.C.C.* et *Ali-France*. Aux 2.500 Belges doivent être ajoutés des Français et des Britanniques, mais en nombre réduit, encore que, dans leurs rangs, se soient trouvés des officiers supérieurs et des généraux. Des évadés polonais, luxembourgeois, néerlandais, américains, profitèrent également des lignes belges de *Sabot*, du *P.C.B.-P.C.C.* et d'*Ali-France*. Le passage en Espagne fut surtout l'œuvre de *Sabot*.

per de « colis ». Les lignes de *Zéro* et de *Luc*, via Roubaix, convoient, en effet, beaucoup de monde vers le Midi (33). Il en sera ainsi jusqu'en 1943. C'est par *Zéro*, par exemple, que *Nanson* (Nottet) entame son opération de passage de 150 aviateurs. *Zéro*, qui s'est développé rapidement, est intéressé au premier chef, à la bonne marche de l'évacuation des colis et des courriers. Les missions de *Banker* (Vandermies) sont principalement axées sur *Zéro*. Non seulement l'évacuation, mais la coordination des réseaux préoccupe le chef de *Zéro* qui déplore des lenteurs dans la transmission et dans l'exploitation des courriers à Londres (34). Il forme le projet d'aller là-bas conférer de la situation.

Arrivé à Lyon, en juin 1942, avec sa femme, il part, quelques jours plus tard, muni d'un passeport Lagrange, par le train, pour l'Espagne, via Port-Bou (35). Il demeure à Londres un mois durant lequel il a des entretiens avec les dirigeants belges et anglais de la *S.E.*, et de *S.I.S.*

Les conclusions de cette conférence sont consignées dans un document signé par l'administrateur de la *S.E.*, M. Lepage, et par le Premier ministre, M. Pierlot. Un Poste de Commandement belge est créé. L'ordre de mission définit les pouvoirs de son chef (36).

La tâche de *Walter* (37) s'apparente à celle de *Sabot*. Elle la concurrence même puisque autorité lui est reconnue pour coordonner l'action des réseaux non seulement en Belgique, mais dans la partie non occupée de la France et qu'il a pouvoir d'ouvrir des lignes et de faire du neuf, en Belgique et hors de celle-ci (Pays-Bas, Luxembourg et France), pour le renseignement. Il revient sur le terrain, en août par *pick-up* du *S.I.S.* français (38), remonte donner des instructions en Belgique (39) et revient, vers le mois d'octobre 1942, en zone non occupée. Il y retrouve son radio *Roll* (Bruaux). Il est rejoint ensuite par *Banker* (Vandermies), parachuté, pour la seconde fois, le 11 novembre 1942 (40). Il s'établit alors définitivement en zone non occupée.

(33) Cfr au chapitre d'*Ali-France*, un bilan des évacuations.

(34) Au printemps 1942, Londres a donné pour instructions à *Zéro* de rechercher le renseignements en repartant, *ab ovo*, c'est-à-dire sans tenir compte de tout ce qui a été transmis jusqu'alors. Cette consigne implique qu'à Londres l'exploitation a été déficiente jusque-là et qu'elle est réorganisée. Dans les documents établis à Londres pour définir sa mission, en avril 1943, comme directeur général du renseignement, *Walter* fait acter ses réserves pour les retards d'exploitation qui existent encore à cette époque.

(35) Le passeport est établi, dit un câble de *Sabot*, au nom de Vanvliet ; il était primitivement destiné à Marc Delforge qui, impatient d'attendre, a pris la voie clandestine et sera incarcéré dans la trop fameuse prison barcelonaise de *Carcel Modelo*.

(36) Avant de quitter le pays occupé, *Walter* a passé le commandement de *Zéro* à *Aristide* ou *Casimir* (Albert Hachez) et la direction de la *Libre Belgique* clandestine (dite *L.B.* - *Peter Pan*, pour la distinguer de feuilles similaires du même nom) à *Laurent* (Mathieu de Jonge).

(37) Appelé aussi *Charlotte* et *Baudouin* ; sa fausse identité française était établie au nom de Pierre Berthier.

(38) *S.I.S.* : *Special Intelligence Service*, divisé en branches française, belge, néerlandaise, etc...

(39) Création du service hollandais *Wim* par *Raymond* (Gaston Vandermeersch) et du service luxembourgeois *O.T.* par 093, alias *Raoul*, futur chef du *P.C.C.*

(40) *Banker* sera de retour à Londres, le 13 mai 1943. Sa seconde mission a pour objet, comme la première, la visite des réseaux.

Au cours d'une entrevue avec *Sabot*, il règle le partage des attributions. *Sabot* représente le P.C.F. (Poste de Commandement français), avec pouvoir sur la zone non occupée et tout le territoire situé au sud de la Loire ; le P.C.B. (Poste de Commandement belge) a juridiction sur le territoire belge et les autres territoires d'opération, à l'exception de la partie susdite de la France. Les deux P.C. s'entr'aideront dans l'évacuation des hommes et des courriers. Le P.C.B. garde les lignes qui ont été créées par *Jean du Nord* ou d'autres agents *Zéro*. En fait, le P.C.B. élargit et structure ce qui était auparavant l'œuvre d'une formation composite et l'on peut considérer qu'il a existé deux ans avant de recevoir sa consécration officielle, sauf pour la tâche de coordonner les réseaux.

Lyon et Grenoble sont ses deux centres principaux d'opération. Les autres se situent à Bruxelles, Roubaix-Tourcoing, Paris, Montpellier, Toulouse, Perpignan, Pau (Mendive), etc... (41).

Les fonds continuent à venir de Lisbonne ou de Barcelone, pour une bonne part via *Sabot*, le reste par les courriers remontant d'Espagne ou par les parachutages. Le poste de *Roll* assure le trafic télégraphique avec Londres. Il travaille aussi pour *Sabot*, de même que *Barat* (Crahay) transmet ou reçoit des messages pour les deux réseaux et que *Banks* (Robert Debouny) est à la fois au service du P.C.B. et du P.C.F. *Walter* s'adjoint deux officiers aviateurs de grande valeur, *Vernon* (Selmo Vernieuwe) et *Halloy* (Charles de Hepcée) qui jusque là travaillaient principalement avec le 2e Bureau, précisément avec le S.R. Air et le commandant de Saule (De Schrevel) d'origine belge (42).

Au moment où les troupes allemandes envahissent la zone non occupée, la carte des réseaux belges de France se présente de la manière suivante : des deux réseaux d'état-major, le P.C.F., — qui n'utilise que le nom de *Sabot* —, exerce son autorité sur les secteurs *Bill*, *Toty*, *Delly*, *Mady*, que *Sabot* et ses adjoints ont constitués, en 1942, pour le renseignement dans le Sud, le Sud-Ouest et éventuellement en Italie du Nord ; sur *Delpa*, secteur de Paris qui rend peu, mais sert au relais des courriers par la ligne *Jab* ; sur *Benoît*, qui garde des secteurs en Belgique et vit dans une double allégeance. Le P.C.B., dont le commandement est plus réel que celui du P.C.F., assure la coordination des réseaux de Belgique ; il a pris en charge le réseau *Delbo* formé par Yvan (Jean Delannoy) à Paris et dans l'Ouest. Au Nord, *Zéro-France* se développe dans la Flandre et l'Artois, en attendant de pousser vers la Picardie et Paris. Dans l'Est passent les lignes belges vers la Suisse. Le P.C.B. a quasi le monopole des lignes du Nord et *Sabot* garde le plus gros faisceau des lignes du Sud. Le trafic des lignes est alimenté pour la majeure partie par les « clients » du

(41) Mendive (cfr WILLIAM UGEUX, *Le Passage de l'Iraty*) est une entreprise forestière de scierie en montagne. Elle camoufle, sous des dehors collaborationnistes, un passage important de documents et d'hommes sous la direction de *Pérot* (le Dr. Schepens, ophtalmologiste réputé, aujourd'hui émigré aux Etats-Unis). Le camouflage est solide ; la société de l'Iraty sera placée sous séquestre à la Libération et des mandats d'arrêt délivrés à charge de ses directeurs !

(42) Le service de Charles de Hepcée, *Rose-Claire*, est le seul service belge, avec *Comète*, mentionné dans le petit volume historique d'Henri Michel sur *La Résistance en France* (Ed. Que sais-je ?, P.U.F., 1950, Paris).

P.C.B. Les deux réseaux utilisent la valise diplomatique des Etats-Unis, à Lyon, soit vers la Suisse, soit vers Lisbonne. Tous deux emploient la voie maritime au départ de Marseille jusqu'à Lisbonne pour les courriers (43). Le plus gros trafic s'écoule par les lignes terrestres à travers les Pyrénées.

Une autre formation qu'on ne peut qualifier de réseau, car elle fut d'existence éphémère et maigre d'effectif comme de rendement, apparaît durant la seconde période. Elle est dirigée par *Van Muylers* (commandant Gilliard) (44). *VM* offre la singularité de dépendre des Affaires étrangères. Il a pour mission de contrôler l'évacuation des évadés nantis de passeports. L'intervention des Affaires étrangères dans le service secret, bien qu'elle ait été — à regret, probablement — avalisée par la *S.E.*, est une erreur de principe et une entreprise fâcheuse dans ses conséquences. *VM* s'exagère son rôle : il ne réussit qu'à dévoiler, par sa maladresse, et à faire sanctionner par Vichy, la cellule des faux-passeports de Jacques Lagrange, qui se trouve, dès lors, menacé et doit fuir en Suisse, après avoir faussé compagnie à la police (45). L'entrée des Allemands en zone non occupée décide *VM* à boucler sa cantine en hâte. Il repasse « légalement » — c'est-à-dire muni d'un passeport — les Pyrénées, au vif plaisir de *Walter* et de ses amis. Ce cas et celui d'un autre envoyé spécial des Affaires étrangères (*Rose*) plus météorique encore, sont typiques de la méconnaissance des règles du Service Secret et de la condition hybride de celui-ci dans la zone non occupée (46).

Les liaisons avec l'Espagne se font pour la plupart par des guides espagnols, désignés par Barcelone, dûment rémunérés et dont les services valent rarement ceux des volontaires qui, comme *Vernon* (Vernieuwe), *Halloy* (de Hepcée) et *Raymond* (Vandermeersch) se sont entraînés au passage et ont acquis dans ce sport une admirable expérience. La rétribution des guides évolue au cours de la guerre avec le risque et le cours du change noir. On peut estimer, en moyenne, à 10.000 pesetas, le prix du passage d'un courrier ou d'un homme

(43) Il n'a pas été possible jusqu'ici d'identifier la ligne *Vinci* qui partait du quartier de la Corniche, avec l'aide d'un navigateur belge et de deux journalistes de la radio française. L'autre ligne, *Jason* (Holge Nielsen), empruntait le service du s.s. « Embla », navire de la Croix-Rouge suédoise, au départ de la rue de l'Estaque.

(44) Ultérieurement, général et commandant de la Force Publique du Congo Belge. Le Cdt Gilliard sera envoyé en mission en Espagne, de nouveau par les Affaires étrangères, mais il n'aura pas latitude de reprendre contact avec la France. Cette seconde mission est sans intérêt pour les services spéciaux.

(45) Lagrange trouve à l'ambassade des Etats-Unis, à Berne Allan Dulles. C'est là qu'aboutit le courrier belge de la valise diplomatique.

(46) *VM* n'a eu en France qu'une demi-douzaine d'agents. Le plus étonnant de cette aventure, c'est qu'il subsistera quelque chose de *VM* dans le Midi de la France jusqu'à la libération. Un agent envoie de mois en mois, à Lisbonne, des rapports... auxquels personne ne répond. En 1944, personne non plus ne songe à utiliser cette ligne, alors que les autres liaisons sont interrompues à une exception près. Cependant, c'est par une boîte *VM*, à Pau, que passe en juillet 1944, un rapport du consul général de Belgique à Paris, M. Hubert Carton de Wiart, désireux de se justifier du discrédit que lui a valu la désapprobation qu'il a exprimée publiquement d'un bombardement allié dans la banlieue de Paris.

Le principe de l'attribution des services spéciaux à la seule autorité de la *S.E.* souffre aussi de l'existence d'une 2^e section à la Défense nationale à Londres, malgré la séparation de principe entre les services spéciaux (réseaux) et la Résistance armée (formations para-militaires).

isolé. De ce chef, les réseaux ont dû administrer un budget et des services d'intendance, complexes, lourds et pleins d'aléas.

Le tableau des liaisons et des postes au-delà des Pyrénées ne variera, au cours de la guerre, que par l'importance du personnel et le rôle relatif des postes, appelés aussi antennes. Lisbonne prime au début (1940 et 1941), Barcelone prend ensuite la vedette ; Bilbao, utilisé en 1940-41, sera ensuite réservé aux évacuations des colis. Saint-Sébastien joue un rôle à éclipse, en 1941-42 ; en 1943, il devient la seconde tête de ligne d'Espagne, mais sous l'autorité de Barcelone qui est à la fois relié à Madrid, à Lisbonne et par télégraphie, à Londres. Dans toutes ces villes, les services secrets agissent à l'écart des consulats, mais en liaison avec eux (tant belges qu'anglais). Les services britanniques proprement dits qui sont établis en Espagne et au Portugal, ont une liaison organique — généralement par un agent commis à cette fin — avec les services belges. L'articulation est assez souple pour éviter le repérage par l'ennemi et pour permettre l'aide réciproque des Alliés.

Le P.C.B. fait place au P.C.C. (Poste Central ou de Commandement des Courriers) en mars 1943 (47). A ce moment, *Walter* et ses adjoints directs quittent la France où leur situation est devenue très précaire. Ils échappent de peu, aux recherches allemandes.

TROISIEME PERIODE

1. Le P.C.C. ou Poste Central des courriers

Lorsque *Walter* (W. Ugeux) décroche « en catastrophe », en mars 1943, il n'a que le temps de désigner son successeur, *Laurent* (Mathieu de Jonge), d'aviser le chef du secteur P.C.C. de Lyon, *Antoine* (Robert de Theux), et de passer les consignes dans un document destiné à *Laurent*. Par le radio *Banks* (Robert Debouny) qui émet, dans la Tarentaise, pour le P.C.B., il fera connaître, de Londres, les adresses de contact qu'il n'a pu indiquer avant de partir (48).

(47) Les Allemands possèdent à ce moment une somme importante d'informations sur les services belges. Il ne semble pas qu'ils en aient fait la synthèse. Ils continueront de manquer d'une vue générale de la situation, après les coups portés au P.C.C., en avril et, à *Delbo*, en mai 1943. Ce n'est qu'à la fin de décembre 1943, d'après des témoignages de l'*Abwehr*, qu'ils constituent, après une conférence à Berlin, un bureau spécial de l'*Abwehr* chargé exclusivement de la chasse au P.C.C. Le rendement en sera nul, puisque, durant toute l'année 1944, le P.C.C. continuera d'opérer et que les arrestations qu'il aura à déplorer, ne seront manifestement pas le résultat des travaux du bureau spécial constitué à Bruxelles, sous la direction du Hpt Grosse. Détail piquant, cet officier de l'*Abwehr* est journaliste de profession... comme *Raoul*, chef du P.C.C., à l'époque.

(48) Certaines de ces adresses tomberont aux mains des Allemands qui captent les messages de *Banks* et trouveront le code en arrêtant le radio. Cette histoire n'est pas unique dans les annales du réseau. Elle se renouvelle, en 1944, pour le P.C.C. ; quand *Xavier* (François de Kinder) se rend à une boîte aux lettres près du Parc Monceau à Paris, la police allemande l'y attend. Londres ne semble pas avoir mesuré le danger de ces communications, mais aussi pouvait-on éliminer tous les risques ?

L'arrestation de *Sabot* a mis fin au *P.C.F.* La vie des réseaux de France ne peut se poursuivre sans une autorité commune sur le terrain. Les réseaux de Belgique sont bien branchés sur le *P.C.B.* pour leurs courriers. La tâche d'évacuation des hommes est passée à l'arrière-plan (49) et celle des courriers a envahi la scène. Ainsi s'explique la substitution du sigle *P.C.C.* au *P.C.B.* plus que par une raison de sécurité. Le changement de nom est aussi la conséquence de l'autonomie des grands réseaux, désormais bien structurés, solidement implantés et conscients de leur poids dans les balances de Londres. La coordination n'a plus guère de raison d'être et à cet égard la mission de *Walter* est achevée. Aucun autre envoyé de Londres n'aura pouvoir de coiffer les réseaux. Le *P.C.C.* conservera, cependant, un rôle de *primus inter pares* parmi les réseaux de France. Son rôle dans les liaisons, le financement des réseaux et la centralisation des courriers, en fait un réseau d'état-major ; la recherche du renseignement, mission normale d'un réseau, lui est interdite à raison de l'importance de sa tâche qui, si elle est compromise, met en péril ou en difficulté les autres réseaux, dont il est le maître des postes et le grand argentier.

La passation du commandement en mars 1943, s'accomplit donc au pied levé et de façon improvisée, mais ce n'est pas là un fait extraordinaire dans la vie des réseaux. *Laurent* doit faire face, sans préparation, sans relations parisiennes, à une tâche que les coups de l'ennemi vont rendre tragique. La période d'avril-mai 1943, point de départ du *P.C.C.*, est la plus noire de l'histoire des réseaux de France avec celle d'avril 1944. *Laurent* succombera véritablement à la tâche. Jusque là, il a dirigé la *Libre Belgique* clandestine. Son passage inopiné à la tête du *P.C.C.* l'oblige à se trouver rapidement un successeur et pour mettre celui-ci au courant de la marche du journal, à faire, durant quelques semaines, la navette entre Bruxelles et la France. Autant par logique — la zone « nono » a vécu — que par nécessité, il s'installe à Paris. Ce choix est plus rationnel que celui de Lyon (50). Les voyages sont harassants ; la somme des travaux dépasse les épaules d'un seul homme, surtout fatigué au point où l'est *Laurent* qui vit depuis longtemps une existence de bâton de chaise. La condition d'un réseau est toujours précaire mais elle l'est particulièrement pour le *P.C.B.* devenu *P.C.C.* La trahison dont a été victime *Sabot* et qui continue d'opérer des ravages, les menaces ennemies sur Grenoble, Lyon et Mendive, mais surtout la première, désarticulent les liaisons.

Dès avant l'arrestation de Bouriez, et probablement pour la même cause, les passeurs espagnols du groupe Garcia ont été raflés dans un coup de filet vichyssois et internés au Vernet. Est-ce aussi une conséquence de la trahison d'*Adolphe* de Toulouse (Manet), qui fait pour *Sabot* la ligne de Perpignan, surviennent des arrestations d'agents de liaison ou de boîtes du *P.C.B.* - *P.C.C.*,

(49) Le *P.C.B.* a évacué des colis politiques, entre autres des ministres. Il évacuera d'autres personnalités, entre autres de la magistrature, dont l'envoi est demandé par Londres. Il sera aussi chargé de remettre un viatique à des parlementaires. La mission ne sera exécutée que dans la mesure où le chef de réseau la trouvera justifiée par le comportement patriotique des intéressés.

(50) Avec l'entrée en scène du *P.C.C.* et la croissance de *Delbo-Phénix* et de *Zéro-France*, le centre de gravité de l'ensemble des réseaux belges passe de l'Ouest à l'Est. Le choix de Paris s'imposait aussi de ce chef.

d'abord à Oloron-Ste-Marie, ensuite à Perpignan. La catastrophe atteint Lyon où tout saute, Villard-de-Lans, Grenoble, Châlons-sur-Saône et elle frappe ensuite la boîte centrale des contacts du Sud, à Paris, le presbytère de l'Abbé Basset, vicaire à Saint-Etienne-du-Mont (51). Une souricière y est tendue par l'ennemi : *Laurent* s'y fait prendre et trois agents, ensuite, mais qui, sous des prétextes religieux, arrivent à duper les Allemands (52). En mai 1944 le P.C.C. où l'autorité de *Laurent* s'était trouvée contestée de ses pairs (53), est privé de son secteur Sud-Est, privé de chef et de plusieurs lignes vers l'Espagne. La catastrophe eût été pire si *Laurent* n'avait pas eu la force de se taire. Néanmoins, l'ennemi a saisi à Villard le carnet de messages et le code du radio et, à Lyon, des adresses qui lui permettent de tendre la souricière de Paris, après avoir arrêté l'abbé Basset.

La reprise du P.C.C. va se faire de nouveau en catastrophe. Darc-dare arrive de Bruxelles, d'abord pour parer au plus urgent et dresser l'inventaire de ce qui reste intact, *Alain* dit ultérieurement *Hubert* (André Rostenne). Il vient, lui aussi, du journal clandestin. Des chefs de ligne ou de secteur comme *Antoine*, *Raymond*, *Vallier*, des agents importants de liaison, *Renée* (Reine Charrier), qui a la charge du gîte des évadés, à Iseron, *Micheline* de Hépécée et d'autres sont restés aux mains de l'ennemi. De Lyon reviennent *Eliane* (Violaine Hoppenot) et *Claire* (Madeleine Fauconnier) qui est en instance de départ pour l'Angleterre. Dix agents sont à remplacer d'urgence, mais comment ? *Alain* fait descendre à Paris, avec *Charles* (George Coekelberg) qu'il enlève au journal clandestin et qui sera son second, des agents de liaison. Il réussit tant bien que mal à rétablir le trafic avec Barcelone et, à la fin de l'été 1943, le P.C.C. est remonté sur des bases nouvelles. Le fidèle et insaisissable *Jean du Nord* et d'autres agents assurent les lignes du Nord. Une nouvelle ligne, via Mons, est mise en service. *Léon* en crée ou en renouvelle une à Tourcoing-Mouscron et commence à faire les lignes du Sud que lui facilite sa connaissance de l'espagnol et du basque. Le P.C.C. trouve, d'autre part, une aide nouvelle par l'organisation de *Phénix* et de ses missions de P.U. et M.P.U. De nouvelles recrues viennent étoffer le réseau à Paris. A la fin de l'année 1943, tandis que l'ennemi dresse des plans contre « les » P.C.C. qu'il suppose installés à Toulouse, Lyon et Paris, la machine tourne rond. Les courriers filent, d'une part, vers Barcelone avec au terminus *Jean de Barc* (Jean

(51) L'abbé Basset, à la fois vicaire à Saint-Etienne-du-Mont et aumônier des étudiants, a été, avec l'actuel évêque de Paris, Mgr Pézeril, son ami, le restaurateur du pèlerinage, selon l'esprit de Péguy, à Notre-Dame de Chartres. Il sera martyrisé par les nazis et finalement assassiné à Mauthausen avec Mathieu de Jonge.

(52) Ainsi récupérera-t-on à la Libération un paquet de courrier glissé sous le tapis par un agent de liaison que la police allemande arrêta dans la maison puis relâcha, en le considérant comme un pénitent de l'abbé Basset.

(53) Les chefs de réseaux de Belgique, inquiets du sort de leurs courriers, exigent une inspection contrôlée des lignes du P.C.C. *Laurent* finit par l'accepter mais non sans peine, en sauvegardant son autorité et son autonomie. Des documents opérationnels (Barcelone, Londres et le P.C.C.) de l'époque, il ressort que le P.C.C. est suspecté à tort, les fuites et autres accidents dans le service du courrier proviennent de l'interception des plis, en Espagne, par l'ennemi et de l'action d'agents doubles.

(54) Lizarrituri est un très vieil ami des Belges dont plus d'un a reçu son aide depuis le début de la guerre secrète.

Regnier) et vers Saint-Sébastien avec *Tom* ou *Elisa* (Lizarrituri) (54). Si Mendive a sauté une autre ligne, fort sûre, est lancée de Pau par le chemin de fer de Canfranc (55).

En février 1944, *Alain* passe la main à *Raoul* dit aussi, plus tard, *Commandant Lacroix* (56), arrivé à Paris en instance de P.U. pour Londres. Le réseau fonctionne normalement avec jusqu'à huit lignes hebdomadaires vers l'Espagne, le record de la guerre. La liaison aérienne, assurée par *Phénix*, donne satisfaction sauf pour le M.P.U. qui se révèle très dangereux. L'acrobatique enlèvement du courrier sans atterrissage oblige l'avion à exécuter de nombreux tours de piste au-dessus du terrain d'opération ; ce carrousel nocturne ne va pas sans réveiller beaucoup trop de monde.

Alain a passé à *Raoul* la mission de prise par mer, une nouvelle initiative de Londres, plus téméraire encore que le M.P.U. Elle sera irréalisable, faute que la *Royal Navy* accepte de changer le point d'accostage du canot que doit détacher, vers le littoral normand, une vedette rapide. L'opération ne peut se faire que par les nuits sans lune, à la différence des parachutages. Mais il est impossible d'ouvrir une ligne de courrier vers un point de la côte dominé par une haute falaise, protégé par des champs de mines de 5 kilomètres de profondeur et gardé de cent en cent mètres par des sentinelles. Le P.C.C. offre l'opération à l'embouchure de l'Orne. La *Navy* estime l'endroit inadéquat pour elle. L'événement coupe court aux discussions : le secteur de *Zéro-France*, à Dives-sur-Mer où a été installé le radio du P.C.C. qui est chargé de la prise par mer, saute au début d'avril.

Ce mois-là est catastrophique. *Phénix* saute. Saint-Sébastien où l'ennemi instigue la police espagnole, doit mettre son activité en veilleuse. Plus aucun radio n'est en service. Au Sud encore, une double arrestation tourne au drame : *Roch* (Ch. de Hepcée), le nouveau chef colis, envoyé de Londres, via Barcelone, est trahi et pris à la sortie de la zone interdite des Pyrénées. Son adjoint, *Bust* (A. Greindl), entré par Perpignan, tombe aussi aux mains de l'ennemi (57). En même temps saute la ligne *Sol* (58) de Toulouse, l'une des deux dernières lignes du P.C.C. vers Barcelone... Durant trois semaines, le P.C.C. vit dans le marasme et l'inquiétude. De mauvaises interprétations de messages et un câble trop pessimiste du radio *Keeper*, sur le point d'être pris, donnent

(55) L'histoire est un perpétuel recommencement. La ligne de Canfranc a été utilisée dès le début par des réseaux français qui l'ont ensuite abandonnée pour des raisons de sécurité. Le P.C.C. la rouvre, mais d'une manière des plus sûre : le courrier est placé à bord de la motrice, derrière la boîte des contacts et le transport contrôlé par trois cheminots, en service officiel. Cette ligne est la seule qui ne sautera pas. Elle aboutit à Pampelune, mais elle alimente Barcelone et non Saint-Sébastien, bien que celui-ci soit plus proche.

(56) Le *commandant Lacroix* portait au début de la guerre l'indicatif 093. Il conserva cet indicatif et utilisa le nom de *Marc Rey* lorsqu'il fonda, en 1942, avec Eddy Hemmer, les réseaux luxembourgeois.

(57) *Bust* aura la chance d'être transféré à la prison de Fresnes et libéré avec d'autres détenus, le 19 août, à l'intervention du consul de Suisse. *Roch* sera fusillé près de Toulouse et son corps, probablement brûlé par les Allemands, n'a jamais été retrouvé.

(58) *Sol* sont les trois premières lettres du nom du passeur (Soldevilla) qui est au terminus de la ligne. D'autres lignes comme *Fan* (Canfranc), *Uru* (Urugne) sont désignées par trois lettres du nom de la localité, généralement les trois premières.

à croire à Londres que le chef du P.C.C. est brûlé et que la ligne *Fan* et non *Sol* a sauté...

Les affaires se rétablissent, en mai, avec l'organisation du nouveau réseau d'*Ali-France* qui prend la relève de *Phénix* pour les opérations aériennes, et l'arrivée du radio *Trube* (André Laloux) que *Raoul* installe sur la montagne de Reims, avec un poste équipé de batteries, ce qui permet d'émettre dans la nature et accroît beaucoup la sécurité (59). *Trube* se fait prendre, hélas, à la fin de juin, à Reims, où il a pris contact avec des hommes susceptibles de faire une ligne vers la Belgique.

Le courrier est abondant. Le débarquement stimule les réseaux. En juillet, *Raoul* remonte vers la Belgique pour une conférence, à Courtrai avec les chefs de *Zéro*, de *Marc*, et d'autres réseaux inquiets du sort de certains de leurs envois. Une fois encore, comme dans la « casse » de *Sabot*, des documents alliés et allemands révéleront que des courriers ont été interceptés en Espagne puis remis en ligne après communication à l'ennemi. Mais, faute de le savoir, les chefs de *Marc* et de *Zéro* font la vie dure au P.C.C. et tendent, sans succès d'ailleurs, de monter des contre-lignes vers les Pyrénées.

Le P.C.C. prépare, en juillet, deux sortes d'opérations : l'envoi de courriers vers le front de Normandie et des bases de repli en Lorraine, en prévision du recul allemand. Les missions front réussissent ; la première est réalisée à Laval. La retraite en Lorraine n'est pas autorisée par Londres qui demande de maintenir les liaisons terrestres avec l'Espagne. L'état-major du P.C.C. reste donc à Paris mais s'assure, de concert avec *Jean du Nord*, remonté à Roubaix au début d'août, de liaisons, dans cette direction, à travers le front. Les consignes de Londres étant exécutées, *Raoul* prend la liberté de participer aux combats de l'insurrection dans Paris. Ainsi finit le P.C.C. En septembre, il devient la M.B.L., la Mission militaire Belge de Liaison auprès de l'ancien B.C.R.A., mué, sous la direction de Jacques Soustelle et du colonel Passy (Dewavrin), en *Direction Générale des Etudes et Recherches*. La M.B.L. remplit deux tâches : l'une de contre-espionnage, l'autre de liquidation des réseaux belges de France.

Quelques explications paraissent utiles à la compréhension de la mécanique du P.C.C. Sa structure générale est la suivante : deux faisceaux de lignes avec un P.C. ou « Bureau » au centre. Le faisceau des lignes Belgique-France amène les courriers des réseaux belges à Paris, ainsi que le courrier de *Zéro-France*. Le faisceau Sud, divisé en deux branches, emmène vers Barcelone et Saint-Sébastien les courriers dont le bordereau est dressé et joint au paquet doté d'un indicatif : l'initiale de la ligne Sud qui l'évacue et un chiffre indiquant le numéro d'ordre du paquet ; celui-ci est scellé du sceau du P.C.C. Par exemple : pour la troisième fois, la ligne *Sol* évacue un paquet et celui-ci contient huit

(59) *Trube* ira jusqu'à émettre une heure et plus sans interruption, défiant la goniométrie ennemie. Celle-ci investit un petit village champenois qui est à l'aplomb du lieu où *Trube*, dissimulé dans les vignes et couvert par ses guetteurs, poursuit son travail impunément. Les Allemands n'ont pas imaginé que le radio travaille dans la campagne. Ils ont cerné le village à la verticale du lieu d'émission... *Trube* s'évadera audacieusement, en gare de Nancy, du convoi qui l'emène en Allemagne, le 24 août 1944. En s'échappant du train, il enlève, au passage, la valise bien garnie de son gardien ; il rejoint ensuite le maquis des Ardennes.

plis. La mention sera : S 3. Londres accuse réception par radio (60), Barcelone par un message confié à une ligne remontante. Cette indication est codée de même que le rapport qui accompagne généralement le paquet. Des boîtes-aux-lettres et un système d'agents de liaison sont établis autour du P.C. de manière à cloisonner celui-ci. Les dépôts de paquets se font à jours convenus tant à la montée qu'à la descente.

Quatre codes sont utilisés : un vers Londres, un vers la Belgique, un autre vers Barcelone et le quatrième vers Saint-Sébastien. Une ligne descendante, c'est-à-dire allant de Paris vers l'Espagne, ne peut être « chargée » qu'après la réussite d'un courrier test. Toute ligne ouverte et vérifiée par un courrier test doit être régulièrement chargée à peine de se rouiller et d'être perdue. Si le courrier réel fait défaut, elle doit être chargée d'un courrier factice, de manière à ne pas suspendre le va-et-vient des personnes. La mécanique est complexe et les séances de codage fastidieuses ; elles exigent une attention soutenue sans laquelle le code déraile et rend le message indéchiffrable. Les boîtes-aux-lettres des terminus pyrénéens sont choisis par l'Espagne et communiqués soit par message terrestre, soit par radio. Ce n'est que tout à la fin de la guerre en France que Londres acceptera que le P.C.C. propose lui-même des boîtes et non Barcelone seulement.

2. Delbo - Phénix

L'idée première de *Delbo* revient à *Sabot*. Après avoir lancé son secteur de Paris, *Delpa*, il songe à créer un secteur à Bordeaux, *Delbo* (61). Son projet prend corps avec l'arrivée en France d'*Yvan* (Delannoy), agent de *Zéro*, brûlé en Belgique et évacué, via Roubaix, sur Paris. Il s'identifiera avec le réseau *Delbo* qu'il fonde et développe avec l'aide du radio *Brulage* (J.P. Bonsang), parachuté en janvier 1943, et de Français. Le réseau n'aura pas Bordeaux mais Paris pour centre, en raison des contacts qu'y fait son chef, du rôle qu'il remplit dans le relais des courriers et du manque d'action de *Delpa*, que pénétrera la trahison (62). *Delbo* recueille d'ailleurs des éléments de *Delpa*.

L'entrée en campagne de *Delbo* se place en juillet 1942. A la différence des réseaux jusqu'ici fondés et à l'instar de *Zéro-France*, *Delbo* est voué au renseignement. Tous ses secteurs seront orientés vers cet objectif. Le développement du réseau est organisé en direction de la mer, vu l'importance stra-

(60) Londres utilise l'initiale de la ligne dans un prénom. « Bien reçu votre Suzanne trois ». Le nombre de plis est spécifié seulement au bordereau. Cette indication est codée.

(61) *Delpa* et *Delbo* sont des noms formés de la première syllabe de Delhaize (oncle de Pierre Bouriez et président de la Confédération des sociétés belges de France) et des deux premières lettres de la ville qui devait être le centre du secteur. Comme *Sabot* s'est identifié à Bouriez, *Delbo* devient aussi le nom de guerre de Delannoy.

(62) La trahison est le fait de Marthe Gruslin, agent insigne de l'*Abwehr* de Liège.

(63) Cette capture aura des conséquences éloignées ; la police allemande attendra dix mois — lentement intentionnelle ? On ne le croit pas — avant de procéder à des arrestations.

tégique de la côte française de l'Atlantique. Le réseau est décroché de *Sabot* pour passer dans l'orbite du P.C.B., en octobre 1942. *Delbo* continue de recevoir ses fonds de *Sabot*, mais il est plus logique qu'il dépende du P.C.B. dont le chef a été le sien précédemment à *Zéro*.

Le travail se poursuit sans trop d'accrocs durant la fin de 1942 et les trois premiers mois de 1943. Les accidents de *Sabot* et ensuite, du P.C.C. n'atteignent pas *Delbo*. Les progrès sont rapides. En mai 1943, au moment où l'ennemi s'empare de son P.C., à Paris (63), *Delbo* compte des secteurs dans une très grande partie de la région qui va du sud de la Vendée à l'embouchure de la Seine ; il a aussi des agents à Dijon et à Mâcon.

Par un coup de main risqué, *Delbo* tente de récupérer les documents de son P.C. : le raid est inutile, tous les papiers ont été emportés par la police allemande. Le soir même, débarquent à Paris, *Tailor* (Jean de Praetere) et son radio, *Keeper* (Albert Luyckx), qui viennent d'être parachutés. *Tailor* a pour mission de créer, en marge de *Delbo*, dans le secteur *Lithos*, un centre d'opérations aériennes (*pick-up*, *mail-pick* et réception de parachutages). Malheureusement, le secteur *Lithos* a sauté et *Delbo*, qui se sent directement menacé par la prise de son P.C., va devoir quitter Paris et même la France. Il renvoie *Tailor* pour un mois, dans le Nord, en attendant la suite des événements et il se retire à Niort. C'est là qu'il remet son service à *Tailor* avant de partir pour l'Espagne en compagnie de ses adjoints.

De ce chef, la mission de *Tailor* se trouve modifiée. Au lieu de créer, à côté de son centre de *pick-up*, un réseau nouveau, il récupère progressivement les éléments présumés intacts de *Delbo* ; il prend contact avec le P.C.C. pour lequel il doit acheminer, soit par P.U., soit par M.P.U., une partie du courrier et il établit un nouveau service appelé symboliquement *Phénix*. Le centre en est établi au chef-lieu des Deux-Sèvres, Niort, en juillet 1943. *Tailor* a aussi mission d'ouvrir une ligne vers la Suisse, ce qu'il fait, après avoir accueilli et passé au P.C.C. le chef du S.B.S. (Service Belge de Suisse) *Botte* (Romainville), en février 1944. Le développement du renseignement, avec priorité, demandée par Londres pour la côte de l'Atlantique et les bases de fusées, se fait de concert avec la préparation des opérations aériennes. Selon la technique elles doivent avoir lieu durant la phase de clarté lunaire, et nécessitent, chaque fois, la proposition de terrains qui doivent être agréés de Londres. Le M.P.U. sera décevant et dangereux.

Les autres opérations se font normalement, sauf un atterrissage qui, à la suite d'une erreur d'appréciation du pilote, Robin, se termine par l'embourbement de l'appareil qu'il faudra incendier. Cet incident, où la R.A.F. conteste, à tort, la responsabilité du pilote, amène l'adjonction à l'état-major de *Phénix*, d'un officier belge de la R.A.F., *Henriot* (Guillaume) envoyé par P.U. Plusieurs radios parachutistes sont réceptionnés par *Tailor* et son équipe, entre autres *Rider* (Jean Hoyoux) destiné à *Zéro-France* et *Rayon* (Dubois) au P.C.C. Le second radio a reçu la mission d'organiser la « prise par mer » du courrier, sous l'autorité du P.C.C. Le premier est équipé du poste « Chevalier » avec lequel il doit communiquer en phonie avec l'Angleterre. Ces deux missions ne seront pas remplies pour des raisons de technique et de sécurité : le poste « Chevalier » n'est pas irrepérable comme Londres le croyait ; quant à la prise

du courrier par mer, nous l'avons dit, la *Navy* refuse le point d'accostage proposé par le *P.C.C.* et en indique un autre, impossible à tenir comme tête de pont d'un service mensuel du courrier. Par le centre d'opérations aériennes de *Phénix*, arrive en France *Xavier* (François de Kinder), beau-frère du Premier ministre, chargé d'une mission à Laeken (64). Par le centre de *Tailor* également, *Jean du Nord* gagne l'Angleterre où il est appelé par le gouvernement belge.

Le chef de *Phénix* est capturé par l'ennemi, le 12 avril 1944, à la suite d'une série d'incidents tragiques, à Niort. Tout l'état-major est démantelé et une trentaine d'agents pris, en avril 1944. A ce moment, *Phénix* couvre une région à peu près pareille à celle de *Delbo*, mais avec des différences de secteurs et une poussée accentuée jusqu'à Bordeaux. La catastrophe laisse saufs les secteurs autres que Niort ; certains resteront décrochés, d'autres seront regroupés, sous l'autorité du *P.C.C.*, par le radio *Bardot* (Max Brahms) et *Victoire* (M^{lle} Sigwalt) adjointe de *Tailor*, sous l'appellation de *J.S.P.* (*Jean Sans Peur*, hommage à la nationalité luxembourgeoise de *Bardot*). Le secteur *J.S.P.* durera, comme le *P.C.C.*, jusqu'à la libération, avec des agents dans les régions de Tours et Paris.

3. Zéro-France

Dans la nuit du 22 au 23 juin 1942, *Briard*, plus communément appelé *Alex* (Gérard Kaisin) prend pied sur le sol de France ; façon de parler car son parachute s'accroche à un arbre où l'agent secret reste perché jusqu'à l'aube. *Alex* doit former, dans le Nord, un réseau de renseignement et assurer l'évacuation des courriers de *Zéro* et de *Bravery*, vers la zone non-occupée. Cette deuxième partie de la mission est irréaliste. *Alex* a suffisamment à faire avec *Zéro-France* ; l'expérience le lui enseigne rapidement ; Walter donne là-dessus le même avis et Londres en convient. *Jean du Nord* est maintenu au *P.C.B.* pour les liaisons de courrier et ainsi qu'il est dit plus loin au chapitre du réseau *Ali-France*, *Alex* sera secondé par *Caviar* (Paul Joly) qui passe alors entièrement au renseignement. Le réseau est baptisé *Zéro-France* par amitié pour le réseau de Belgique, mais il n'existe pas de subordination de l'un à l'autre. L'autorité du *P.C.B.*, dans les limites de la mission de *Walter*, s'exerce sur *Zéro-France*, comme sur *Zéro* pour la coordination, l'alimentation financière, la transmission des consignes et toute tâche d'entraide.

Alex établit son P.C. à Roubaix, puis, dans les environs. Esprit méthodique et bon organisateur, il exploite à fond l'apport de *Caviar*. En août, le réseau a acquis une importance suffisante pour que Londres en améliore les liaisons

(64) La mission sera inutile. M. de Kinder ne sera pas reçu à Laeken. Il attendra vainement, durant un mois, réponse à sa demande d'audience. Pris par l'ennemi, à Paris, il sera fusillé en août près de Verdun.

par l'envoi du radio *Bijou* (Pierre Jooris). *Alex* lui confie la zone d'Amiens. L'extension des secteurs vers le Sud amène l'envoi d'un deuxième radio *Baronet* (Théophile Saint-Viteux) mais l'avion disparaît corps et biens dans la nuit du 22 au 23 novembre 1942. Un troisième radio, *Rider* (Hoyoux), puis un quatrième, *Rayon* (Dubois) en 1944, et deux autres encore, peu avant le débarquement, compléteront ou renouvelleront l'équipe (65).

Malgré des coups sensibles les arrestations de Paul Joly (66) et des Berrodier, de *Bijou* (67) et de François, de Delvallez (68), *Zéro-France* s'étend en 1944 sur un territoire compris entre la frontière belge et la mer d'une part, d'autre part, une ligne qui passe au-delà de la Picardie ; au Sud, il dépasse la Normandie, englobe la région parisienne et touche la Vendée.

Au cours de l'année 1943, *Alex* a réussi d'importants contacts avec des fonctionnaires de la S.N.C.F., entre autres Delavallez, Meunier et Brunet. Le réseau se grossit d'un apport très important en nombre et qualité, d'agents bien placés pour surveiller les transports et les communications ferroviaires de l'ennemi. Sur ordre de Londres, *Zéro-France* s'attache à déceler les rampes de lancement et les dépôts de fusées (V1). Il repérera quelque 127 bases de lancement (69).

A la fin de 1943, le territoire couvert par *Z.F.* est tel qu'*Alex* le divise en deux sous-réseaux, celui du Nord dont il confie la direction à Noël (Mattelet) qui lui succédera en mai 1944, celui de la région parisienne à *Sahara* (Emile Roussel). En 1944, il transfère son propre commandement à Paris, pour échapper aux recherches ennemies. Résolu d'abord à regagner Londres, il fait annuler la décision, craignant que son absence compromette la cohésion du réseau. Jusqu'au bout, même après avoir remis le commandement à Noël, il assure lui-même la liaison avec le P.C.C. et continue de veiller, de Paris, à la marche des affaires. Sur le plan du renseignement, *Zéro-France* occupe la première place dans les réseaux belges de France, par le nombre des informations recueillies ; elles sont presque toutes de nature militaire et d'un intérêt particulier dans le domaine des transports ferroviaires et des fortifications alle-

(65) *Rider* et *Rayon* sont des radios du P.C.C., mais ils opèrent aussi, via Paris, pour *Zéro-France*. *Rider* est resté installé chez *Pbénix*, malgré les instances des chefs de réseaux, fait qui aboutira à un drame sanglant lors de l'intrusion de *Lambert* (Ledanseur), agent de la *Gestapo* dite de la rue Lauriston, à Paris.

(66) Mort ainsi que les Berrodier, en déportation. Paul Joly est *Compagnon de la Libération* à titre posthume, hommage de la France Libre, en sa personne, aux services rendus à la France par les réseaux belges.

(67) Fusillé sous une fausse identité à Looz, le 5 novembre 1943, avec François, son adjoint.

(68) Décapité à Berlin en 1944. Jean-Louis Delvallez était une cheville ouvrière des secteurs S.N.C.F.

(69) La consigne de Londres est mise en œuvre également par *Pbénix*. Le P.C.C. déroge à sa mission pour participer à la même action. *Taylor* repérera à la côte normande, une grosse base de dépôt en construction. À l'actif du P.C.C. un énorme dépôt près de Reims (dans le tunnel de Rilly-la-Montagne à Germaine, sur la ligne ferroviaire Reims-Espenay), que la R.A.F. détruira, sur message du radio *Trube* (Laloux).

mandes du secteur de Rouen (70). A l'estime de Brunet, devenu, après Louis Armand, le président de *Résistance-Fer*, presque toute l'action de résistance du réseau nord et parisien de la S.N.C.F. s'est accomplie dans *Zéro-France*.

4. *Ali-France*

Commandé par Joseph Dubar, dit *Jean du Nord* ou *Jean de Roubaix* ou encore *Simon*, *Ali-France* compte parmi les premières formations des S.R.A. franco-belges. Il ne figure comme réseau autonome à l'ordre de bataille qu'à partir du 8 mai 1944, quand *Jean* est ramené de Londres en territoire occupé par *Pick-up* du S.I.S. français, dans la nuit du 8 au 9 mai. *Jean* reprend pour nom de code, dans cette mission, le pseudo d'un des agents, *Ali*, le douanier français Marc, arrêté par l'ennemi en décembre 1941 (71). Il choisit comme mot de passe, *caviar*, pseudo de Paul Joly, avec qui il jeta, en juin 1940, les bases d'un réseau. Comme le suggère ce double trait, la formation S.R.A. existe dès l'été 1940. Elle s'intègre, à la fin de l'année, dans le réseau belge, *Zéro*, remplit des missions du P.C.B. avant la lettre et se fractionne en 1942, à la fondation de *Zéro-France*. Elle agit donc de bout en bout de la guerre par l'évasion, le renseignement et occasionnellement le sabotage (72).

De même que les formations S.R.A. belges du Midi, celle de *Caviar* et de *Jean du Nord* naît de l'empirisme, sans autre but initial que de combattre l'ennemi de toutes les manières. La première va de soi : aider à fuir les soldats français capturés dans le Nord par les Allemands et les Britanniques qui se sont cachés après la fin de Dunkerque. La seconde s'impose presque aussitôt à l'esprit de *Caviar*, de Jean et de ceux qui se groupent autour d'eux : assurer non plus seulement l'évasion mais le retour au combat des évadés militaires et l'envoi des volontaires dans le pays où continue la lutte par les armes, la Grande-Bretagne. L'affirmation de la résistance britannique conduit les groupes de *Caviar* et *Jean* à l'idée du renseignement. Elle prend corps surtout dans les contacts avec les Belges.

Il n'est pas possible de dire quel Belge a fait la première liaison avec les Français du Nord. De témoignages, écrits et oraux, de l'époque et d'après, il ressort que plusieurs contacts ont eu lieu, à la fin de l'été ou en automne 1940, avec des aviateurs, avec le service *Martiny-Daumerie*, avec *Zéro* et avec *Luc*. La jonction a vraisemblablement été réalisée de divers côtés à la fois. Proba-

(70) *Zéro-France* disposait, contre paiement d'une somme mensuelle assez élevée, des plans et renseignements fournis par un architecte du service de la construction allemande du Mur de l'Atlantique. Cet agent double et vénal a été condamné après la guerre.

(71) *Carmen* (Raymondé Marc), fille d'*Ali*, sera arrêtée à Templeuve, en 1943, quand elle vient y accueillir, pour le passer, Arnaud Fraiteur, l'exécuteur du traître Paul Colin, directeur du *Nouveau Journal* à Bruxelles. Mme Marc et son jeune fils, Pierrot, n'en poursuivront pas moins leur activité dans le réseau jusqu'à la fin de la guerre.

(72) Voir plus haut, au chapitre P.C.B.

blement le premier contact fut-il celui de Jules Doudelet (73), qui rencontra, en automne 1940, « l'homme au capuchon », alias *Léon* (Jules Correntin) de Tourcoing, futur chef de lignes du P.C.C. Par ailleurs, Paul Joly, petit industriel roubaisien, ne manque pas de relations en Belgique ; son ami, Joseph Verbert, patron du café roubaisien l'*Univers*, a travaillé plusieurs années dans l'industrie textile du Courtrais. D'autres membres du groupe, tel Lefèvre, entretiennent des rapports suivis avec des Belges. Le major aviateur, Georges Hansoul, dont le contact avec *Jean* est décisif, est un ami de Pierre Vanderbies et du colonel Daumerie, chef de l'Aéronautique civile belge ; personnellement ou par celui-ci, il connaît *Cim* (Fernand Kerkhofs) (74), le fondateur de *Zéro* ; il entretient des relations étroites avec d'autres officiers qui, eux, travaillent avec *Luc* ou qui connaissent les militaires belges du Midi et leurs desseins. On le voit, les premiers réseaux belges n'ont qu'un cloisonnement très lâche. Tous cherchent la trouée vers la France méridionale ; leurs routes se mêlent, ils échangent des informations et s'entraident.

Dans un rapport établi à Londres, le 11 janvier 1944, *Jean du Nord* écrit : « Je crois pouvoir dire que je suis officiellement au service des Belges depuis janvier 1941 ». Il précise, dans un autre rapport du même mois : « En janvier 1941, j'ai commencé à travailler pour le service *Négus* Hansoul (*Négus* est le pseudo d'Hansoul). J'ai reçu le premier groupe d'aviateurs. Le contact avait été pris par l'intermédiaire de ma femme. De ce premier groupe font partie Van Dyck, Guillaume, Vanderbies, Gazon. Je les ai évacués par la ligne que j'avais montée pour les Anglais jusqu'à Marseille ». *Jean* écrit encore que son activité antérieure à janvier 1941 « concerne plus spécialement nos amis anglais ». Il a donc fait du passage d'hommes, avant 1941, avec une formation déjà organisée, puisqu'il était alors en rapport « à Marseille, avec le capitaine Murschie ». Il écrit encore, en janvier 1944, qu'il a « aussi, pendant cette période, fourni à Paul (Joly) des renseignements militaires de toutes sortes, avec plans » et que « Paul disait avoir une ligne d'évacuation vers l'Angleterre » (75). A l'estime de *Léon* (Jules Correntin), Paul Joly connaissait déjà le *Négus* avant janvier 1941 ; tant Paul que *Jean* — celui-ci le consigne dans son rapport — les deux hommes se sont rendus à Bruxelles et ont pris contact avec *Cimetière* (Kerkhofs) et son adjoint, Jean Moens. *Jean du Nord* écrit qu'après le convoi de janvier 1941, son groupe a travaillé « entièrement pour le service *Zéro* » et qu'à partir de ce moment-là, il a « plus de Belges que d'Anglais à évacuer vers la France non occupée ».

(73) Doudelet habitait à Bruxelles et était une des têtes de *Martiny-Daumerie*, le premier réseau belge à recevoir des radios-parachutistes. *Martiny* était près de la Roche-en-Ardennes, le 13 octobre 1940. Jules Doudelet fut arrêté l'année suivante et fusillé, en Allemagne, avec le colonel Daumerie, *Martiny*, *Elias* et d'autres agents du réseau. L'adjutant *Léon Delaissé* qui s'établira à Perpignan, en 1941, pour le compte de *Benoît*, « est mis en relations, écrit-il, avec les services Roubaix Paul Joly - Joseph », en décembre 1940.

(74) *Cim* ou *Cimetière*, pseudo tiré de la traduction française du nom de Kerkhofs. L'origine des pseudonymes est variée. *Négus* est venu la physionomie d'Hansoul : teint bronzé, chevelure noire et crépue.

(75) Cette ligne paraît bien aboutir au 2e Bureau via *Benoît* (Doyen) selon des notes adressées à Londres par Vanderbies, en 1941.

Les origines d'*Ali-France* et son orientation vers *Zéro* étant précisées, il est plus facile de comprendre l'évolution de *Jean* et celle de *Caviar*. Le premier était remarquable dans les liaisons, les passages, la création de lignes. Le second était plus doué pour le renseignement et son organisation, ce qui explique son affectation à *Zéro-France*. L'incorporation du groupe roubaisien dans *Zéro* fit de ce réseau, dès le début de 1941, le mieux informé des possibilités de travail clandestin dans le Nord et des passages vers le Sud.

Ali-France agit donc, depuis janvier 1941, dans l'orbite de *Zéro*, puis, à partir de l'automne 1942 jusqu'en mai 1944, dans le cadre du P.C.B. Il évacue des courriers et des hommes vers le Midi ; il récupère les agents et le matériel parachutés (76), telles sont ses tâches essentielles. Il fournit aussi des renseignements militaires et des informations sur le fonctionnement des services. Ses lignes de passage relaient à Paris, la Haye-Descartes, Châlons-sur-Saône (principal passage de la démarcation), Lyon, Toulouse et Marseille. A partir de 1943, l'évacuation des colis décroît dans une forte proportion, mais les passages de courrier augmentent de la même manière (77).

Le 8 mai 1944, *Jean du Nord* quitte l'Angleterre pour la France, en compagnie de l'ancien radio de *Zéro* puis, du P.C.B., *Roll*, rebaptisé *Elton* (René Bruaux) pour cette nouvelle opération. Sa mission est la suivante, d'après le document officiel de la S.E. : le service *Ali*, complètement indépendant, « est chargé de l'évacuation des courriers par P.U. et par M.P.U. et de la réception des containers et des agents parachutés ». Il doit avoir des « liaisons latérales » avec *Phénix*, le P.C.C. et *Zéro-France*. (Les contacts avec *Phénix* sont exclus, in extremis, à la nouvelle du sautage du réseau). Sa mission prévoit des liaisons avec les réseaux *Marc* (un axe d'évacuation) et *Boucle* (établissement d'une boîte de secours).

Avec l'aide d'*Elton*, *Jean* applique ce plan qui demande aussi l'établissement de nouvelles lignes de courrier, ce qui n'ira pas sans peine. Les conditions du terrain empiraient de semaine en semaine ; la préparation du débarquement par les bombardements aériens, paralyse peu à peu les chemins de fer et raréfie le trafic routier surtout diurne. D'autre part, les instructions sont ou mal conçues ou mal transmises ou inexplicables, en bien de cas, dans les liaisons avec le P.C.C. qui avec succès, après le débarquement et l'offensive du Cotentin en lançant des missions à travers le front.

Le travail accompli par *Ali-France* tout au long de la guerre peut s'apprécier à la lumière de quelques données. *Jean* s'est occupé de son premier parachutage en octobre 1941 (78). En tout, d'après un rapport de Londres de février 1944, il a transporté 104 courriers et réceptionné 21 parachutés avec

(76) Les parachutages d'agents ont lieu dans le Nord pour cette raison. Les parachutistes ont, pour la plupart, des adresses de contact à Roubaix, entre autres au café de l'*Univers* et chez les Berrodier, qui sont fleuristes.

(77) Le gros mouvement des évasions est terminé. D'autre part, la récupération des pilotes alliés est devenue le monopole de réseaux qualifiés tel *Comète*, qui se ramifie en France.

(78) *Binder* (Joseph Austraet) est parachuté dans le Nord pour *Zéro* le 1^{er} octobre 1941. Son matériel de radio est récupéré par *Jean*. *Binder* sera arrêté le 18 mars 1942.

leur équipement. D'autres documents déclarent qu'il a évacué en juillet 1940 à juillet 1941, plus de 100 Britanniques et, durant toute sa carrière environ un millier de Belges au nombre desquels se trouvaient les principaux agents brûlés. Sur 700 hommes officiellement contrôlés et passés par le service de *Jean du Nord*, un rapport d'après-guerre chiffre à 3 % seulement la proportion de ceux qui ne sont pas arrivés à Londres. Le même rapport dit que les huit-dixièmes des parachutés belges ont été réceptionnés sans accident par le service de *Jean*. Sa photo et des spécimens de son écriture tombent aux mains de l'ennemi, au moment de l'arrestation de sa femme, de son cousin et de son oncle, Jean-Baptiste Lebas, député-maire de Roubaix (avril 1941). Sa tête est mise à prix à cette époque.

Le groupe de *Jean* est surtout implanté dans le Nord, mais il a des hommes et des équipes aux endroits que nous avons cités et cela pendant la période qui va de 1940 à la fin de 1943, au moment de son départ par *P.U.* à Londres. Pour la seconde partie de son activité, il a des équipes dans le Nord, un relais à Paris, un centre d'opérations aériennes en Touraine et les liaisons latérales que son ordre de mission lui a prescrites. Le bilan se passe de commentaires. L'activité de *Jean* et des siens dans le passage d'hommes et de courriers, est considérée, à juste titre, comme exceptionnelle par son ampleur, sa durée et ses résultats. A armes égales, aucune formation n'a donné plus de fruit qu'*Ali-France* avec ses quelque 300 agents.

METHODE ET SOURCES

1. La méthode la plus efficace pour retracer l'histoire des réseaux, nous paraît celle qui est aussi la plus simple : suivre la chronologie. Elle permet de voir l'évolution des réseaux qui, elle-même, répond à celle de la guerre. Ainsi du déplacement du centre de transmission des courriers et de la coordination des liaisons : il passe, au début de 1943, de la zone non occupée à Paris ; l'organisation en est modifiée. La raison fondamentale ne s'en trouve pas dans les arrestations dont le *P.C.B.* - *P.C.C.* est victime en zone non occupée. Ce motif est accidentel, le fait déterminant est ailleurs. Le Midi a joué un rôle capital de 1940 à 1943, parce que la zone non occupée permettait à moindre risque une concentration des « colis », c'est-à-dire des évadés et des courriers ainsi que leur acheminement en Espagne. Durant ces deux années et demie, l'évasion avait une ampleur considérable ; ce n'est plus le cas après l'occupation de la zone dite libre (79).

(79) Autre exemple : l'intérêt stratégique de la côte de l'Atlantique amène un déplacement de l'activité d'Est en Ouest, en 1942 ; il est à la base de la création de *Delbo-Phénix* et de *Zéro-France*, tous deux localisés dans la zone occupée, du Nord jusqu'à Bordeaux.

2. S'il est indispensable à la clarté de l'exposé de suivre l'ordre chronologique, il est non moins nécessaire de procéder à la relation de l'histoire, réseau par réseau. Mais il convient de ne pas isoler un réseau, dans la recherche de son histoire. Il est impossible et cela complique la tâche, de ne pas avoir présente à l'esprit, ce faisant, l'activité des autres réseaux, non seulement de France mais de Belgique. Les implications de l'action des uns et des autres sont nombreuses et constantes. Il en résulte que la clé d'une situation, la genèse d'une affaire peuvent se trouver dans les dossiers d'un réseau extérieur à la France, sans que les archives en donnent l'indication. L'expérience de guerre ou celle des archives révèle que des données importantes ou des pièces de valeur sont consignées dans un dossier individuel, qui peut être celui d'un agent d'un réseau extérieur (cfr *infra*, sources).
3. Un réseau n'est pas un élément statique, en dépit du vocable qui fait songer à une toile d'araignée. Son aspect se modifie continuellement. Son existence est la continuité d'un long combat qui tient beaucoup plus de la guerre de mouvement que de position. Retracer l'histoire revient à prendre des instantanés pour refaire le film de la naissance, du développement, des accidents et de la fin des réseaux. Pour cela encore la chronologie est le meilleur fil d'Ariane de l'historien.

Sources

Cette étude est le premier essai historique qui ait pour objet les réseaux de renseignement belges de France. Il n'existe pas d'ouvrage de référence en dehors des œuvres générales consacrées à la guerre et à la Résistance. La connaissance de celles-ci est nécessaire comme l'est une science générale pour apprécier un phénomène particulier, mais cela su, tout le travail historique repose sur l'inventaire et le dépouillement des archives, la recherche de témoignages, la confrontation des documents : ceux de Londres avec ceux du terrain, ceux des alliés avec ceux de l'ennemi, et enfin sur l'expérience personnelle.

1. La principale source de documentation se trouve dans les *archives de la S.E.* Celles-ci sont diverses. Elles comprennent peu de documents allemands, d'après les investigations que nous avons pu mener.
2. Les plus importants documents de la S.E. sont ceux qui viennent des *archives de guerre* et ceux qui ont été établis immédiatement après la guerre pour reconnaître officiellement par l'application du statut S.R.A. (arrêté-loi du Régent) l'activité des agents.

Des archives de guerre figurent souvent dans des dossiers de réseaux ou d'agents établis après la guerre. Il faut donc tout inventorier et examiner dans le détail. Se borner aux dossiers généraux et à ceux des agents principaux conduirait à une vue trop schématique ou incomplète de l'histoire. C'est dans un dossier individuel que nous avons retrouvé une longue note ministérielle exposant l'origine et le fonctionnement du Service E. et

de la caisse du même nom, c'est-à-dire d'un organe assez important de l'Évasion en 1940-41, dans le Sud de la France.

Tout agent S.R.A. reconnu a fait l'objet d'un dossier personnel, dans la liquidation des réseaux, à la fois pour les services de la *France Combattante* et pour ceux de la S.E. À côté de ces dossiers personnels ont été constitués des dossiers généraux par réseau ou par antenne (poste extérieur de la S.E. en pays non belligérant). Ces dossiers généraux contiennent les uns, établis après la libération, un état général du réseau, les listes des agents et divers documents parfois d'administration courante ; les autres établis à Londres, mais incomplets ou désordonnés, des fiches, des rapports et des documents qui ont été confectionnés durant la guerre. Enfin, des fractions de courriers, des inventaires d'envois, des photocopies de documents d'espionnage sont déposés aux archives, le plus souvent en vrac, à la différence de dossiers établis après la guerre qui sont complets et en ordre.

Retracer l'histoire des seuls réseaux de France exige donc, rien que pour les archives de la S.E., la consultation de plusieurs milliers de dossiers. Pareil travail, qui exigerait des années, nous est facilité par une connaissance assez étendue des opérations et des effectifs. Il n'en résulte pas que la mémoire puisse toujours suppléer l'impossibilité matérielle de tout lire, ni que l'on ne doive pas aussi réinterroger les acteurs survivants de cette histoire pour renouer des fils que la consultation patiente des archives ne permet pas toujours de rattacher.

3. Nous en arrivons ainsi aux *témoignages* et aux documents que possèdent encore des agents S.R.A., entre autres des chefs de réseaux et de secteurs.

Un quart de siècle après les faits, le témoignage du clandestin est souvent fragile, s'il n'est pas éclairé par le document et recoupé par d'autres témoignages. Pareille vérité ne demande pas de démonstration. Lorsque la mort n'a pas dévasté un réseau, les chefs de celui-ci ou des agents importants ont en leur possession des documents grâce auxquels ils peuvent étayer un récit. Malheureusement, dans le cas des réseaux de France, les deux-tiers des chefs qui les ont dirigés, ont disparu. Des archives de *Zéro-France*, le réseau le plus riche en documents ordonnés, se sont perdues, alors qu'elles existaient encore, il y a dix ans.

4. Les archives de la S.E. contiennent peu de *documents allemands*, d'après les investigations que nous avons pu mener. La documentation existante pourrait être complétée en recherchant *les procès-verbaux des interrogatoires et des enquêtes* auxquels les services belges et alliés de sécurité militaire ont procédé, en 1945 et ultérieurement. La S.E. n'en possède que des fragments dont plusieurs, toutefois, nous ont été très utiles pour expliquer certains « accidents » ; mais, aucun des états que l'*Abwehr* dressait régulièrement sur l'espionnage belge, n'est en notre possession. *Les dossiers de l'Abwehr IIIIF*, principalement de Bruxelles et de Paris, seraient d'un intérêt considérable pour l'historien. À défaut, on devrait y suppléer par la consultation des documents tirés des *principaux procès* (conseils de guerre) où ont comparu, soit en accusés, soit en témoins, des membres des services

allemands, du *S.D.* (*Gestapo*), de la *G.F.P.* (*Geheime Feldpolizei*) et de l'*Abwehr*. Il n'est évidemment pas possible de se contenter des comptes rendus judiciaires qu'ont publiés les journaux, à l'époque.

Les documents allemands dont nous avons disposé, ne donnent pas des photographies exactes de l'état des réseaux. L'ennemi ne connaît jamais qu'une partie de la réalité ; ses affirmations doivent être confrontées avec les documents alliés et les témoignages des agents. Il est nécessaire aussi de connaître la structure, le mécanisme et les rivalités des services allemands pour juger leurs pièges. Ainsi les objectifs de l'*Abwehr* diffèrent-ils de ceux de la *Gestapo* ; le premier s'efforce d'en apprendre plus long sur un réseau avant d'agir, la seconde, plus dangereuse pour les hommes que pour le réseau, se satisfait plus vite des arrestations. Dans certains des interrogatoires que nous avons analysés et qui ont été faits après la guerre, des erreurs sont dues à une chronologie inexacte ou encore au désir des Allemands prisonniers de ne pas découvrir des informateurs, même après la défaite du Reich. Il est normal aussi que le chasseur surestime la valeur de ses prises (cfr *infra*, le cas de *Luc*) pour gagner la considération. Cependant, ce défaut est rare dans les interrogatoires menés immédiatement après la guerre ; les Allemands, alors prisonniers, craignant d'être inculpés, ont plutôt tendance à minimiser leur rôle dans le combat contre les réseaux.

5. D'autres sources devraient encore être consultées, si l'on veut faire le tour de toutes les possibilités de documentation. Ce sont celles de la *2e Direction militaire* (Défense Nationale) des *Affaires Etrangères*, du *Commissariat au Rapatriement* (Santé Publique) et des *organismes alliés* — français surtout — *qui ont hérité des archives allemandes* (*Abwehr*, *G.F.P.* et *Gestapo*) ou de *documents judiciaires* relatifs aux procès d'espionnage pendant (Vichy) et après la guerre, en France (80).

Pour mémoire, mention doit être faite des sources britanniques que l'on sait gardées par la tradition rigide du Secret Service... Mais, il n'est certainement pas impossible d'obtenir d'acteurs, des informations utiles, si limitées fussent-elles.

Enfin, le chercheur est aidé par les ouvrages d'histoire. Nous n'en connaissons qu'un seul jusqu'ici qui ait pour sujet des épisodes de l'histoire d'un de nos réseaux de renseignement de France. *Le Passage de l'Iraty* de William Ugeux.

(80) Une source importante de documents allemands microfilmés se trouve à « *The American Historical Association Committee for the Study of War Documents and The National Archives and Records Services* ». Le Centre belge d'histoire de la Seconde Guerre mondiale a acquis des copies de certains de ces films, entre autres ceux qui sont indexés sous les numéros 75994 et 59030 qui contiennent les rapports bi-mensuels et annexes de la « *Geheime Feldpolizei* » (Bruxelles) respectivement pour les périodes octobre 1940 - avril 1943 et avril-juillet 1944. Ces rapports de l'organe d'exécution de l'*Abwehr* sont laconiques et ne mentionnent qu'une partie, pas toujours la plus importante, des affaires d'espionnage.

Quelques observations de critique historique

Un inventaire général des archives et la mise sur fiches des indications essentielles, surtout de la chronologie de l'action, seraient de nature à faciliter considérablement la relation de l'histoire ou au moins à la guider : mais, c'est une tâche très longue et que rend plus ardue le retard d'un quart de siècle.

Nous avons indiqué le rôle primordial de la chronologie du fait que l'action des réseaux est enchevêtrée. Nous avons dit aussi qu'il n'est pas possible de recueillir les matériaux nécessaires à la reconstitution de l'histoire d'un réseau et, en particulier, des réseaux de France, en ignorant les autres réseaux. Le rôle des réseaux de France et même, pour une large part, leur existence ont été commandées par la nécessité de relier la Résistance belge au monde libre. Tous les passages d'hommes et de courrier ont dû se faire, en règle générale, par la France. Beaucoup de chefs de réseaux sont venus de Belgique et tous, même s'ils n'en sont pas venus, ont été en rapports étroits avec les réseaux de Belgique.

Quatre réseaux, *Benoît, Sabot, le P.C.B. - P.C.C. et Ali-France* ont consacré toute leur activité ou une partie majeure de celle-ci à la transmission des courriers et au passage des hommes. Leur action a continuellement réagi sur celle des autres réseaux. Le plus grand nombre des parachutages et des autres opérations aériennes a eu lieu en France, pour l'ensemble des réseaux belges. Enfin, l'action ennemie s'est exercée, elle aussi, en liaison avec les services allemands de Bruxelles. Le réseau *Zéro* surtout a été mêlé à l'activité des réseaux de France et son histoire est liée à la leur.

Le chercheur et l'historien sont donc contraints de se documenter sur l'ensemble des réseaux.

Nous avons signalé le problème de *la valeur des sources et des documents*, ainsi que *celui de leur interprétation*. Le chercheur se trouve en présence de documents d'origine belge pour la plupart, mais de deux époques : pendant et après la guerre, d'appréciations portées par un réseau sur un autre, par un chef sur un autre, par Londres sur le terrain et vice-versa.

Les règles de la critique interne et externe permettent d'apprécier la valeur des documents et l'importance des faits. Nous l'avons indiqué, selon le temps (guerre ou après-guerre), le lieu (Londres ou le terrain), la compétence et la situation de l'auteur, le document varie de valeur et de crédibilité, tout comme variait le renseignement durant la guerre.

Certaines statistiques sont des estimations approximatives, d'autres, des comptes précis. Dans les passages d'hommes, les deux sortes se rencontrent. Si l'on prend les rapports établis sur le terrain par la ligne *Nanson* (Nottet) ou par *Delarue* (Wolf), les comptes sont d'une précision rigoureuse. Pour *Benoît* ou pour d'autres périodes de *Sabot*, les estimations sont moins sûres ou même elles font défaut.

La masse des courriers transmis est presque impossible à évaluer pour chaque période de l'histoire sauf pour la dernière, où l'on dispose d'appréciations établies, *in tempore*, par le P.C.C. La valeur du renseignement transmis ne peut être décelée que par les appréciations portées par les chefs, par Londres, par les diverses autorités alliées et de manière épisodique, par l'ana-

lyse de certains courriers ou par la présence aux archives de parties importantes des courriers transmis (81).

Nous avons retrouvé un témoignage de *S.I.S.* (major Page) sur la valeur du courrier belge de juin 1943 ou plus précisément, la relation de « 667 appréciations de rapports d'agents reçus des services du Département » durant le mois susdit. Ce courrier provient des réseaux *Zéro*, *Bâton*, *Tégal* et *Boucle*, à en juger aux citations du rapport de *S.I.S.* Ce ne peut être là, à notre avis, qu'une fraction du courrier mensuel ; son volume était plusieurs fois plus gros, à cette époque (82). Néanmoins, le jugement porté par les services britanniques revêt un intérêt certain qui fait présumer la valeur du travail des réseaux : 6 % des renseignements sont classés « de grande valeur », 76 % « de valeur », 17 % « de quelque valeur » et 1 % « sans intérêt ». La mention suivante est reprise par le major Page dans les appréciations des services britanniques de la guerre pour ce courrier de juin 1943 : « *Official German documents provided by Belgian Sources have been of the highest value and we cannot have too many of them* » (*Shipbuilding report by Zéro*).

Pour éclairer le problème de la valeur des documents, disons encore que dresser, par exemple, une carte de l'implantation des formations de la Résistance belge en France, durant les années 1940 à 1942 comprise, n'est pas commode. La vie d'un réseau en change continuellement l'image et celle-ci est interférée par celle de l'action semi-clandestine menée dans des organismes officiels belges de la zone non occupée. L'évolution est difficile à saisir par des tableaux. Les sept secteurs qu'aura comptés *Sabot*, ne sont tous à fruit qu'à la fin de 1942, sauf un (*Delpa*), qui a sauté. Des secteurs d'évacuation de *Sabot* il existe deux cartes de 1942 et elles révèlent un changement notable à quelques semaines de distance. L'image de *Benoît*, en 1943, est esquissée, mais seulement pour la zone non occupée, dans un schéma codé (83). Ces documents, qui doivent être interprétés, donnent la configuration du réseau à un moment donné. Certains d'entre eux dressés sur le terrain pour éclairer Barcelone ou Londres, sont plus fidèles que d'autres établis dans la capitale britannique plusieurs semaines après que leur auteur a quitté le terrain d'opération. Le travail de liquidation accompli après la guerre, de 1944 à 1945, a permis de reconstituer des ordres de bataille successifs. Mais, par exemple, dans le cas de *Benoît*, la projection du service dans les organigrammes reprend d'une manière globale et statistique tous les éléments de toutes les périodes du réseau. L'interprétation doit compter avec les données subjectives qui ont pu influencer l'auteur. De tels éléments, nous l'avons noté à propos des inter-

(81) Tel est le cas du réseau *Boucle*, cfr article de M. Jean Dujardin.

(82) Le 28 novembre 1942, dans un rapport adressé à Londres, P. Vandermies déclare « qu'il faut plus de 12 bobines (de films photographiques) par courrier d'un seul service ». Cela suppose la photographie de 1.728 feuilles. En 1944, le *P.C.C.* transporte, par semaine, des courriers qui représentent 3 à 4.000 documents filmés à raison de 4 bobines et de 36 bobines par film.

(83) De nombreux rapports et câbles sont codés et, de plus, de style très hermétique, si bien que même leurs auteurs ne sont plus en mesure de les expliciter entièrement aujourd'hui. En 1944, le *P.C.C.* utilisait quatre codes, sans parler de ceux de ses opérateurs de radio.

rogatoires d'Allemands peuvent aussi bien exister dans des documents de source ennemie. Lorsqu'un bureau de l'*Abwehr* déclare par exemple, après plusieurs coups portés au réseau *Luc-Marc*, que pratiquement l'espionnage allié est démantelé en Belgique, l'affirmation reflète beaucoup plus le désir de son auteur, probablement soucieux de sa promotion, que la réalité.

Pour qui a vécu la vie d'un réseau, la détection des éléments de l'histoire est beaucoup moins malaisée qu'elle ne l'est à autrui. On peut dire aussi que celui-là ressent plus vivement la nécessité de pousser l'investigation et qu'il y est porté par l'intérêt particulier qu'il donne à l'histoire. Vingt-cinq ans après les événements, il s'en croit suffisamment détaché pour les regarder objectivement et suffisamment attaché pour souhaiter consigner ce qui a été et dont les témoignages, même négatifs, qu'il a sous les yeux, le confirment dans la conviction que l'action menée par les réseaux fut une œuvre de valeur.

José Gotovitch

PHOTOGRAPHIE DE LA PRESSE CLANDESTINE DE 1940

Notre propos sera volontairement limité. D'autres ont tenté ou tenteront d'inscrire la presse clandestine dans le contexte général de la Résistance, d'évaluer la place et l'impact, d'en discerner l'efficacité (1).

Mais c'est la lecture des études existantes qui nous a conduit à produire le présent essai. En parcourant les anthologies, les citations choisies à bon escient, les analyses, au demeurant souvent nuancées, des motivations, les exposés des courants de pensée qui la traversaient, il nous a parfois semblé qu'échappait au lecteur la matérialité de la presse clandestine, ses dimensions concrètes.

Les recherches menées jusqu'à présent tentaient toujours, nous a-t-il paru, d'étayer l'une ou l'autre démonstration par l'appoint de la presse clandestine. Peu était dit sur le phénomène lui-même, ce qu'il fut dans le temps et dans l'espace, ce qu'il exprimait d'une part, mais aussi ce qu'on n'y trouvait pas, donnée tout aussi significative.

Les impressions laissées par des dépouillements sélectifs, et nécessairement partiels, les souvenirs obligatoirement limités à un secteur ou une région résisteraient-ils à l'analyse systématique de l'ensemble des journaux clandestins parus sur toute l'étendue du territoire pendant l'occupation ?

(1) Le premier ouvrage à citer est l'excellente monographie néerlandaise de L.E. WINKEL, *De ondergrondse pers 1940-1945*. La Haye, Martinus Nyhoff, 1954 (Rijksinstituut voor Oorlogsdokumentatie, Monographieën Nr 6). Dans *La guerre de l'Ombre* (Paris, Grasset, 1970) Henri MICHEL consacre un fort chapitre à la description des buts et méthodes de la presse clandestine européenne (pp. 95-110). En Belgique, outre le gros chapitre descriptif du *Livre d'Or de la Résistance Belge* (Bruxelles, Editions Leclercq, 1948) et les travaux du pionnier de l'histoire de la presse clandestine belge, Léo LEJEUNE, dont une petite partie seulement transparait dans son article *La Résistance belge* publié dans les *Cahiers d'histoire de la guerre* (Paris, 1950), le lecteur dispose depuis peu d'une fort bonne approche générale de la question : G.K. TANHAM, *Contribution à l'histoire de la résistance belge 1940-1944*, Bruxelles, Presses Universitaires de Bruxelles, 1971, pp. 105-144. Nous nous permettons de renvoyer aux paragraphes consacrés à ce problème dans *L'An 40 - La Belgique occupée*, de J. GÉRARD-LIBOIS et J. GOTOVITCH (Bruxelles, C.R.I.S.P., 1971).

C'est ce que nous avons tenté de vérifier. Disons immédiatement qu'une telle tentative n'est devenue possible aujourd'hui que par l'existence depuis bientôt trois ans du Centre de Recherches et d'Études historiques de la seconde guerre mondiale. Grâce aux Archives Générales du Royaume d'abord et aux innombrables donateurs ensuite, s'est constituée en ses locaux la plus importante collection de presse clandestine de Belgique.

C'est assez dire que l'absence de pareil tableau n'est imputable à aucun chercheur précédent. La mort seule aura sans doute empêché Léo Lejeune de parachever de la sorte l'immense travail de défrichage dont la conclusion logique appelait le présent essai.

Toute mesure réelle s'appuie sur un dénombrement, sur des chiffres. Et ces chiffres mêmes n'ont de valeur interprétable que s'ils portent sur des séries plus ou moins complètes. Avec la presse clandestine nous sommes dans un domaine quantifiable et significatif. La prospection menée en 1965 avec Lucia Rijmenans et Jean Dujardin (2) amena la découverte en Belgique de 4.039 exemplaires différents de journaux clandestins se répartissant en 567 titres (3).

Une recherche plus systématique portant non sur les exemplaires retrouvés mais sur les journaux ayant existé dans la province de Liège révéla 141 publications (4). La collection actuelle du Centre recèle 4.049 exemplaires se répartissant en 467 titres.

Cette masse même nous a incité à recourir à la mécanographie et à demander aux cartes perforées de faciliter les problèmes de triage et de comptage qu'une telle recherche impliquait. L'examen de la presse de 1940, outre les renseignements immédiats qu'il apporte, constitue donc l'essai et la mise en place d'une méthode. S'avérerait-elle rentable, la voie s'ouvrirait alors pour l'étude de la totalité de la presse clandestine quant à ses aspects quantifiables et comparables.

Si l'année 1940 a été choisie, c'est benoîtement qu'il faut bien commencer par le commencement. Mais une dimension supplémentaire valorise l'examen minutieux de cette année : celle d'étudier l'éclosion d'un phénomène, son rythme de naissance, de situer l'apparition de tel ou tel thème, et surtout d'isoler ce que cette presse clandestine se voulut en se créant spontanément de ce qu'elle devint par la suite, parfois sous la pression de circonstances toutes nouvelles ou extérieures à elle.

Les données que nous avons retenues et que nous détaillerons tout au

(2) J. DUJARDIN, L. RYMENANS, J. GOTOVITCH, *Inventaire de la presse clandestine 1940-1944 conservée en Belgique*, Archives Générales du Royaume, Bruxelles, 1966.

(3) Par comparaison, en France, le *Catalogue des Périodiques clandestins diffusés en France de 1939 à 1945* (Paris, Bibliothèque Nationale, 1954) dénombre 1015 titres ; L.E. WINKEL (*op. cit.*) en relève 1193 pour les Pays-Bas. La différence marquante entre Belgique et Pays-Bas s'explique surtout par le développement chez nos voisins du Nord d'une presse clandestine de pure information à partir du 15 mai 1943, date à laquelle les récepteurs radio durent être livrés à l'occupant.

(4) J. DUJARDIN, *Inventaire des publications périodiques clandestines (1940-1944) de la province de Liège* in *Cahiers d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, Bruxelles, 1967, pp. 34-94.

long du texte se rangent en deux catégories : celles qui tiennent à la publication du journal et celles qui traitent de son contenu. Notre étude épouse cette distinction : la première est une analyse externe, la seconde l'analyse interne des journaux parus.

Certains résultats de ce travail sembleront au lecteur de pures lapalissades en ce sens qu'ils rejoignent les idées communément admises. Nous-même en avons été plusieurs fois irrité ou déçu. Mais en cette matière comme en d'autres, encore fallait-il qu'elles soient démontrées !

I. FORME ET REDACTION DES JOURNAUX CLANDESTINS DE 1940. (5)

En utilisant les critères de l'*Inventaire de la Presse clandestine* (6) nous avons pu établir l'existence de 95 journaux clandestins différents parus avant le 31 décembre 1940. Nous serions évidemment heureux si l'une des conséquences de cet article pouvait être de nous en faire découvrir d'autres.

En tablant sur leur périodicité et en évaluant de manière restrictive les données connues, on arrive, pour ces 95 titres, à un total de 433 numéros parus pendant la même période. (7)

Nous avons pu en localiser 177 et en étudier 170. C'est dire la prudence avec laquelle nous devons considérer les conclusions de ce travail. Mais les recherches entreprises depuis maintenant cinq ans nous font croire que ces chiffres ne pourront plus être profondément modifiés et qu'il faut bien considérer qu'il ne subsistera pour l'historien, qu'entre 170 et 200 exemplaires de cette presse de 1940.

A l'intérieur même de ce nombre existe également un déséquilibre : pour certains titres nous sont parvenus par le hasard des circonstances, dix, voire quinze numéros. D'autres n'ont laissé que le souvenir précis de leur existence,

(5) Sources :

1. Léo LEJEUNE, *Historiques des journaux clandestins établis pour le Ministère de la Reconstruction*. Stencilés, 1949-1959. Une collection est déposée au Centre, une autre au Ministère de la Santé Publique, Archives de la Guerre.
2. *Fonds Léo Lejeune* (au Centre), n° 16. Dossiers historiques des journaux clandestins.
3. *Archives de l'Union Nationale de la Presse Clandestine* (en dépôt au Centre). Dossiers historiques des clandestins.
4. *Archives du Centre*, série R.P.C. : interviews, rapports et correspondance relatifs à la presse clandestine.
5. Jean DUJARDIN, *op. cit.*, DUJARDIN, RYMENANS, GOTOVITCH, *op. cit.*
6. Ministère de la Santé Publique, *Répertoire des Journaux clandestins*, stencilé, 63 pages, 1958.

- (6) a. existence d'un titre, d'un sous-titre.
b. un quelconque signe marquant implicitement la volonté de parution périodique : numérotation, millésime, contenu d'article, éditorial.
- (7) Par comparaison des numéros retrouvés effectivement et des déclarations des rédacteurs.

le nom de leurs rédacteurs mais aucun indice matériel, du moins pour l'année 1940.

C'est pourquoi, le plus souvent, nous avons pensé qu'il serait déformant de traduire en pourcentage les résultats obtenus. Les données brutes nous semblent être, pour 1940, plus indicatives que des pourcentages impliquant aux yeux du lecteur des règles générales et absolues. Ces extrapolations seront par contre valables pour l'étude d'ensemble, portant sur les 4.000 numéros parus entre 1940 et 1944.

Pour cette première partie nous avons consacré une fiche perforée à chaque *titre* et nous étudions ici les données recueillies par leur triage.

A. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DES CENTRES D'EDITION

1°) Par province

Localisation inconnue	2
Anvers	8
Brabant	39
Hainaut	15
Flandre occidentale	3
Flandre orientale	3
Liège	18
Limbourg	0
Luxembourg	1
Namur	6
	<hr/>
Total	95

La disparité de la répartition fait que 3 provinces (Brabant, Liège, Hainaut) totalisent 72 des 95 journaux. A elle seule, la province de Brabant produit 41 % du total.

La répartition linguistique des provinces donne la comparaison suivante :

Provinces flamandes	14
Provinces wallonnes	40
Brabant	39
Inconnu	2

Mais ce résultat doit être corrigé puisque l'examen de la *langue utilisée* aboutit à :

— Journaux francophones	79
— Journaux néerlandophones	7
— Journaux bilingues	9

2°) Par commune

ANVERS : 8

Anvers	6
Kapellen	1
Malines	1

BRABANT : 39

Bruxelles	36
Hal	1
Vilvorde	1
Louvain	1

HAINAUT : 15

Gilly	1
Charleroi	1
Lodelinsart	1
Pont-à-Celles	1
Dampremy	1
Farciennes	1
Maurage	1
Hornu	1
Mons	2
La Louvière	1
Carnières	1
Morlanwelz	1
Ath	1
Lessines	1

FLANDRE OCCIDENTALE : 3

Ostende	1
Courtrai	1
Mouscron	1

FLANDRE ORIENTALE : 3

Gand	2
Alost	1

LIEGE : 18

Liège	12
Horion Hozémont	1
Huy	1
Ougrée	1
Verviers	3

LUXEMBOURG : 1

Marche	1
--------	---

NAMUR : 6

Namur	6
-------	---

Conclusions

Il paraît incontestable que la presse clandestine naît dans la partie francophone du pays et plus spécialement même de la *population* francophone puisque plusieurs clandestins de Flandre sont d'expression française. (8)

Ce sont les provinces les plus peuplées, les plus industrialisées qui comptent le plus de clandestins. Plusieurs phénomènes y concourent. La répartition par commune permet d'y voir plus clair. Dans les provinces d'Anvers, Brabant, Flandre orientale, Liège et Namur les chefs-lieux de province totalisent respectivement 75, 92, 66, 66 et 100 % des contingents provinciaux respectifs, les chiffres étant encore plus parlants que les pourcentages.

On peut donc constater que la presse clandestine est un phénomène urbain, ce qui est aisément compréhensible : dans les grandes villes sont concentrées à la fois les plus grandes possibilités de trouver rédacteurs et matériel, mais surtout public et sécurité.

Une exception cependant : la province du Hainaut où ni Mons, ni Charleroi ne comptent plus de clandestins que les localités des alentours. Il y a dispersion à peu près totale des centres d'édition. Nous avons tenté d'éclairer ce problème à la lumière des milieux dans lesquels sont nés les clandestins hennuyers. Mais les chiffres trop peu élevés ôtent toute signification aux résultats.

Dès lors une hypothèse n'est pas exclue. S'il existe partout ailleurs une concentration à la fois urbaine et industrielle, le Hainaut connaît par contre une dispersion de ses centres de production économique. La presse clandestine hennuyère refléterait cette structure.

Enfin il faut souligner l'importance de Bruxelles dans le phénomène, traduction sans équivoque de l'image structurelle de la Belgique unitaire d'alors : la concentration humaine, intellectuelle et administrative dans la capitale créait les conditions optimales pour le développement de ce type d'action.

B. REPARTITION CHRONOLOGIQUE

2°) Début de parution

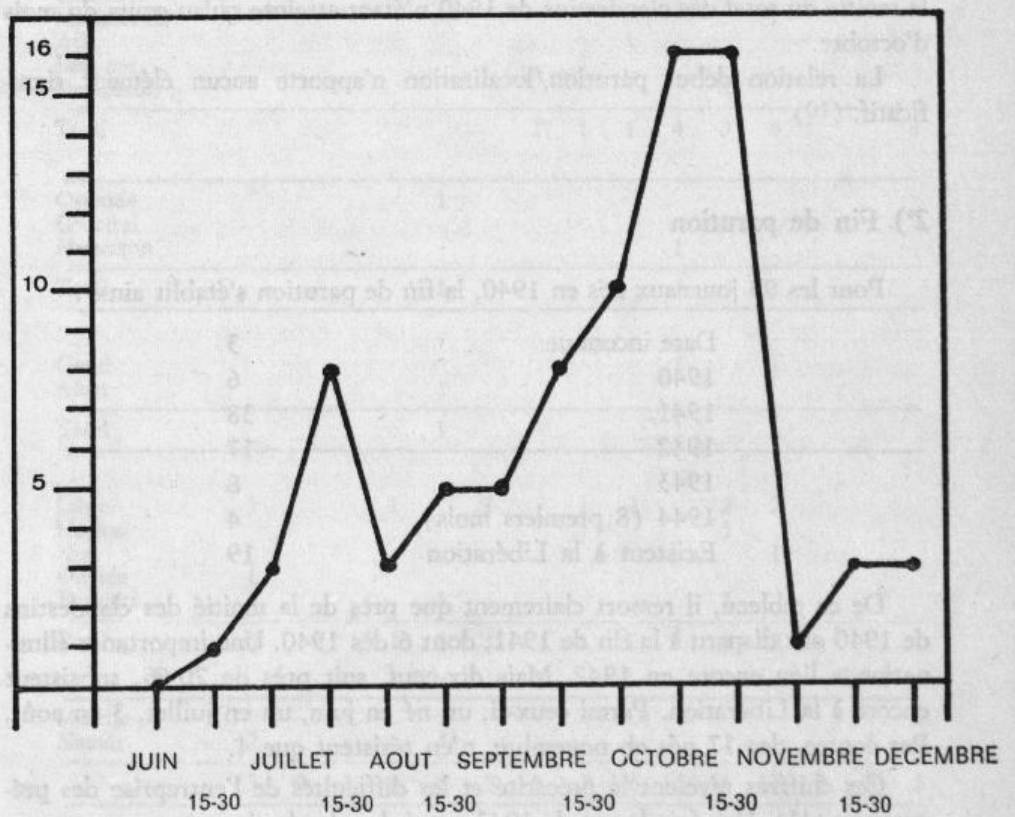
Quel fut le rythme de la naissance des clandestins tout au long des sept mois envisagés de l'année 1940 ? Y eut-il des moments privilégiés ? L'examen des dates d'apparition effective des clandestins (9) pouvait nous l'apprendre.

(8) Nous consacrons plus loin, une analyse plus détaillée aux journaux néerlandophones et bilingues.

(9) Nous n'avons tenu compte que de la date de parution du journal, non de sa « fondation », un laps de temps plus ou moins long pouvant s'écouler entre ces deux moments.

Début de parution inconnu	13
1ère quinzaine de juin	0
2ème » » »	1
1ère » » juillet	3
2ème » » »	8
1ère » » août	3
2ème » » »	5
1ère » » septembre	5
2ème » » »	8
1ère » » octobre	10
2ème » » »	16
1ère » » novembre	16
2ème » » »	1
1ère » » décembre	3
2ème » » »	3

Ce qui se traduit graphiquement :



Le graphique fait nettement apparaître deux sommets significatifs : deuxième quinzaine de juillet et le mois qui s'étend du 15 octobre au 15 novembre, soit deux dates anniversaires dont la préparation semble bien avoir été la raison ou l'occasion de la création d'un clandestin : le 21 juillet et le 11 novembre. Le second, relativement et dans l'absolu de loin plus important

que le premier. Cela correspond bien à l'importance qu'il faut attribuer au 11 novembre 1940 dans l'éveil de la conscience résistante de la population belge. Le creux observé au lendemain de l'anniversaire de l'armistice traduit sans doute, à la fois un léger essoufflement après le gros effort fourni et la crainte qu'avait pu éveiller la répression déclenchée au lendemain des manifestations.

En cumulant chronologiquement les créations de clandestins, on observe la progression suivante :

Juin	1
Juillet	12
Août	20
Septembre	33
Octobre	59
Novembre	76
Décembre	82
Inconnu	13

L'accélération se produit donc pendant les trois derniers mois de l'année, la moitié du total des clandestins de 1940 n'étant atteinte qu'au cours du mois d'octobre.

La relation début parution/localisation n'apporte aucun élément significatif. (10)

2°) Fin de parution

Pour les 95 journaux nés en 1940, la fin de parution s'établit ainsi :

Date inconnue	3
1940	6
1941	38
1942	17
1943	8
1944 (8 premiers mois)	4
Existents à la Libération	19

De ce tableau, il ressort clairement que près de la moitié des clandestins de 1940 ont disparu à la fin de 1941, dont 6 dès 1940. Une importante élimination a lieu encore en 1942. Mais dix-neuf, soit près de 20 %, subsistent encore à la Libération. Parmi ceux-ci, un né en juin, un en juillet, 3 en août. Par contre, des 17 nés en novembre, n'en résistent que 4.

Ces chiffres révèlent la précarité et les difficultés de l'entreprise des précurseurs (11). Une fois le cap de 1943 passé, les clandestins ont pu se structurer et s'organiser suffisamment pour résister aux événements.

(10) Voir tableau page suivante.

(11) On trouvera plus loin le relevé des causes de disparition.

(10) Début parution/localisation

	inconnu	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
		juin	juillet	août	sept.	oct.	nov.	déc.							
Indéterminé										1	1				
Anvers	2			2						1	1				
Kappellen								1							
Malines	1														
Total	3			2				1		1	1				
Bruxelles	2	1	2	2	2	4	2	4	3	5	5	1	2	1	
Hal												1			
Vilvorde	1														
Louvain											1				
Total	3	1	2	2	2	4	2	4	3	6	6	1	2	1	
Gilly										1					
Charleroi												1			
Lodelinsart												1			
Pont-à-Celles										1					
Farciennes												1			
Maurage						1									
Hornu															1
Mons										2					
La Louvière										1					
Carnières											1				
Morlanwelz												1			
Ath								1	1						
Lessines								1							
Dampremy											1				
Total						1	1	1	4	3	4				1
Ostende				1									1		
Courtrai															
Mouscron										1					
Total				1						1			1		
Gand											1		1		
Alost					1										
Total					1						1		1		
Liège	3		1		1		1	2		2	2				
Horion										1					
Huy													1		
Ougrée	1														
Verviers	1			1						1					
Total	5		1	1	1		1	2		4	3				
Marche															1
Namur	2			1				1		1				1	
Total	13	0	1	3	8	3	5	5	8	10	16	16	1	3	3

3°) Fréquences de parution

a) NOMBRE DE NUMEROS PARUS PAR JOURNAL EN 1940 (12)

De 1 à 5 numéros	63
De 6 à 10 numéros	19
De 11 à 15 numéros	4
De 16 à 18 numéros	3
Inconnu	6

La plupart des clandestins de 1940 ont donc publié de 1 à 5 numéros. Beaucoup se voulaient mensuels. On admirera dès lors la virtuosité technique de ceux qui atteignent 15 numéros et plus, ce qui leur donnait une vitesse de croisière quasi hebdomadaire.

b) NOMBRE TOTAL HEBDOMADAIRE

Il nous a semblé intéressant de connaître le nombre de numéros nouveaux publiés chaque semaine de cette année 1940. Si certains événements ont déterminé des naissances de clandestins, ils ont peut-être influé également sur le rythme de parution pour l'ensemble des clandestins existant antérieurement.

En prenant comme point de départ la semaine débutant le 26 mai 1940, nous avons découpé 32 semaines jusqu'au 4 janvier 1941.

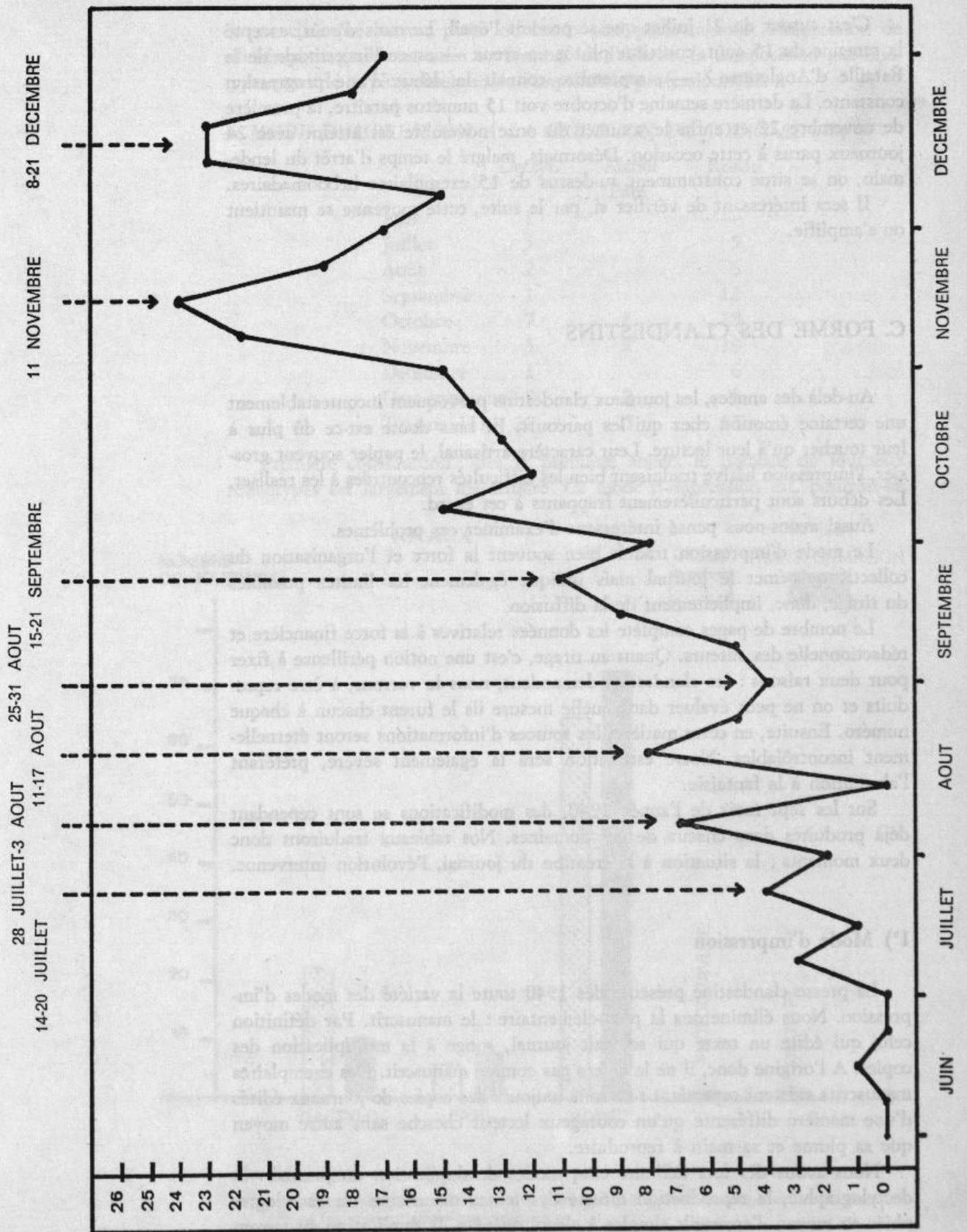
Nous avons dès lors — et il y a là une part obligatoire d'approximation — tenté de fixer pour chaque journal les dates de parution certaine de ses numéros. En présence d'incohérences dans les déclarations, nous avons été très stricts dans la notation, préférant présenter un tableau minimum qu'une amplification incontrôlable. C'est pourquoi notre total — 315 — reste en dessous du nombre total de numéros vraisemblablement parus.

Nous avons eu la satisfaction de constater que le graphique qui en résultait paraissait significatif et recoupe très largement le graphique des créations de clandestins.

(12) Les chiffres plus détaillés sont :

Nombre de numéros	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	14	15	17	18
Nombre de journaux	7	15	22	12	7	5	3	5	3	3	1	1	2	1	2

NOMBRE DE NUMEROS PARUS PAR SEMAINE



C'est autour du 21 juillet que se produit l'éveil. Le mois d'août, excepté la semaine du 15 août, constitue plutôt un creux — est-ce l'incertitude de la Bataille d'Angleterre ? —, septembre connaît le début d'une progression constante. La dernière semaine d'octobre voit 15 numéros paraître, la première de novembre 22 et enfin le sommet du onze novembre est atteint avec 24 journaux parus à cette occasion. Désormais, malgré le temps d'arrêt du lendemain, on se situe constamment au-dessus de 15 exemplaires hebdomadaires.

Il sera intéressant de vérifier si, par la suite, cette moyenne se maintient ou s'amplifie.

C. FORME DES CLANDESTINS

Au-delà des années, les journaux clandestins provoquent incontestablement une certaine émotion chez qui les parcourt. Et sans doute est-ce dû plus à leur toucher qu'à leur lecture. Leur caractère artisanal, le papier souvent grossier, l'impression hâtive traduisent bien les difficultés rencontrées à les réaliser. Les débuts sont particulièrement frappants à cet égard.

Aussi avons-nous pensé intéressant d'examiner ces problèmes.

Le mode d'impression traduit bien souvent la force et l'organisation du collectif qui émet le journal mais indique également les limites possibles du tirage, donc, implicitement de la diffusion.

Le nombre de pages complète les données relatives à la force financière et rédactionnelle des auteurs. Quant au tirage, c'est une notion périlleuse à fixer pour deux raisons : les clandestins demandent, nous le verrons, à être reproduits et on ne peut évaluer dans quelle mesure ils le furent chacun à chaque numéro. Ensuite, en cette matière, les sources d'informations seront éternellement incontrôlables. Notre estimation sera là également sévère, préférant l'abstention à la fantaisie.

Sur les sept mois de l'année 1940, des modifications se sont cependant déjà produites dans chacun de ces domaines. Nos tableaux traduiront donc deux moments : la situation à la création du journal, l'évolution intervenue.

1°) Mode d'impression

La presse clandestine présente dès 1940 toute la variété des modes d'impression. Nous éliminerons la plus élémentaire : le manuscrit. Par définition celui qui édite un texte qui se veut journal, songe à la multiplication des copies. A l'origine donc, il ne le créera pas comme manuscrit. Des exemplaires manuscrits existent cependant : ce sont toujours des copies de journaux édités d'une manière différente qu'un courageux lecteur cherche sans autre moyen que sa plume et sa main à reproduire.

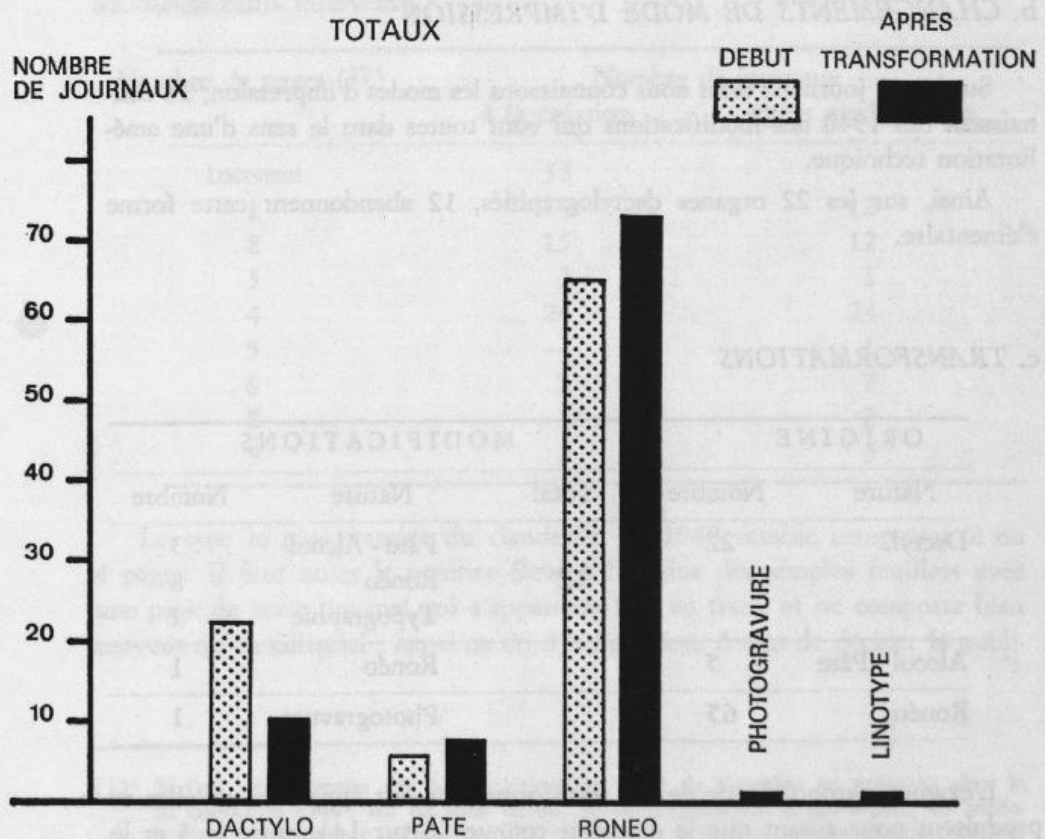
Nous avons dès lors délimité cinq modes de duplication du journal : la dactylographie, la reproduction directe des textes manuscrits ou dactylographiés au moyen d'appareils simples à alcool ou pâte, la duplication au moyen

de stencils, que ce soit plano ou ronéo plus perfectionnée, l'impression de clichés photogravés et enfin au sommet de l'échelle, la composition par linotype, procédé le plus classique de l'imprimerie professionnelle.

a. *MODE D'IMPRESSION A LA CREATION DU JOURNAL* (13)

	Dactyl.	Alcool Pâte	Ronéo
Juin	1		—
Juillet	5		5
Août	2		6
Septembre	1		12
Octobre	7	1	18
Novembre	3	2	10
Décembre	1		6
Date inconnue	2	2	8
Totaux (14)	22	5	65

Première constatation : dès la première année, le nombre de journaux ronéotypés est largement majoritaire. Ce mode d'impression est, pourrait-on



(13) Les données reprises ici sont regroupées par mois pour en simplifier la présentation. Nous les avons étudiées par quinzaine.
 (14) Nous ignorons le mode d'impression de 3 journaux.

dire, le mode classique du clandestin. Aucun journal ne dispose dès sa création d'une imprimerie de type professionnel : il n'y a aucune photogravure ni linotype. Par contre le nombre d'organes dactylographiés représente près de 24 % de l'ensemble.

Si nous comparons les proportions dactylographiés/ronéotypés, on constate qu'en juin-juillet, elles sont voisines, mais dès septembre les dactylographiés diminuent par rapport aux ronéotypés. Une petite et relative exception : dans la seconde quinzaine d'octobre la proportion est de 10 ronéotypés pour 5 dactylographiés.

A ce moment, comme nous l'avons constaté par ailleurs, se produit une augmentation brutale du nombre de clandestins dans le cadre de l'approche du 11 novembre. Dans cet engouement, il n'est pas étonnant que même ne disposant pas de moyens et ne songeant peut-être pas à poursuivre longtemps leur action, certains aient voulu se joindre à cette campagne précise.

Cette prédominance du ronéotypé va d'ailleurs se marquer dans l'évolution des modes d'impression.

b. CHANGEMENTS DE MODE D'IMPRESSION

Sur les 92 journaux dont nous connaissons les modes d'impression, 14 connaissent dès 1940 des modifications qui vont toutes dans le sens d'une amélioration technique.

Ainsi, sur les 22 organes dactylographiés, 12 abandonnent cette forme élémentaire.

c. TRANSFORMATIONS

ORIGINE		MODIFICATIONS		
Nature	Nombre	Total	Nature	Nombre
Dactyl.	22	12	Pâte - Alcool	3
			Ronéo	8
			Typographie	1
Alcool - Pâte	5	1	Ronéo	1
Ronéo	65	1	Photogravure	1

L'examen chronologique de ces transformations fait apparaître qu'elles se produisent pour autant que la date soit connue (6 sur 14), entre le 3 et le 30 novembre (5 sur 6). Nous retrouvons sous cette forme également la date pivot du 11 novembre.

Au terme de leur évolution, les modes d'impression des clandestins se présentent ainsi :

Nature	A l'origine	Après transformation (15)
Dactylographié	22	10
Alcool - Pâte	5	7
Ronéo	65	73
Photogravure	—	1
Linotype	—	1

Il faut donc souligner l'apparition dès novembre de journaux composés à la linotype ou par photogravure, la disparition progressive des clandestins dactylographiés (16), le triomphe sans partage de la forme ronéotypée.

2°) Nombre de pages

En cette matière, le nombre de titres pour lesquels les données manquent est important : 33 sur 95. Dès lors nous nous contenterons de présenter les résultats bruts de l'examen qui a porté sur la situation à la création et a suivi les changements intervenus.

Nombre de pages (17)	Nombre de journaux	
	à la création	après modification
Inconnu	33	
1	14	12
2	15	12
3	3	1
4	24	24
5	—	1
6	3	7
8	1	2
9	2	3

Le type le plus courant du clandestin de 1940 semble comporter 2 ou 4 pages. Il faut noter le nombre élevé à l'origine des simples feuillets avec une page de texte, journal qui s'apparente fort au tract, et ne comporte bien souvent qu'un éditorial : appel ou cri d'indignation. Avant de décider la publi-

(15) Si l'on tient compte des 6 disparitions en 1940, la situation se présente ainsi le 31 décembre 1940 : sur un total de 86, 10 dactylographiés, 6 alcool-pâte, 68 ronéotypés, 1 photogravure, 1 linotype. Ce n'est pas une moindre anomalie que de constater que parmi les 6 disparus, 5 étaient ronéotypés, dont l'un ayant déjà connu un passage dactylographie-ronéo ; le sixième, dactylographié à l'origine, disparaît après être passé à la catégorie alcool-pâte.

(16) Tout au long de l'occupation circuleront cependant de multiples reproductions de tracts et de journaux reproduits sous cette forme.

(17) Nous ne tenons pas compte des pages blanches.

cation d'un journal périodique, seize éditeurs ont d'ailleurs débuté par des tracts. Il est étonnant de trouver à côté de cela de véritables brochures de 9 pages ronéotypées. Avec le temps, le nombre de pages ne paraît pas augmenter significativement.

3°) Tirage

Ici encore le nombre d'inconnues est élevé : 25 sur 95. Avec les réserves signalées plus haut quant aux données, nous avons classé les tirages selon 7 catégories.

La première, moins de 50 exemplaires, correspond à la diffusion type d'un dactylographié. La catégorie 50 - 100 peut encore comporter des dactylographiés, mais aussi des « alcool-pâte » et déjà des ronéotypés du type le plus élémentaire (plano). Avec les catégories suivantes (100 - 200, 200 - 500, 500 - 1000) on est pleinement dans le domaine du ronéotypé, avec certains perfectionnements pour la dernière. Les tirages suivants (1000 - 2000 et plus de 2000) entrent dans les modes de fabrication professionnelle d'imprimerie ou du tirage d'une même page au moyen de plusieurs stencils successifs (18).

Nous présentons ici le résumé des informations recueillies, en globalisant les résultats par mois, ainsi que la répartition fixale après les 22 modifications intervenues au cours de l'année.

Date	Tirage inconnu	50	50-100	100-200	200-500	500-1000	1000-2000	+ de 2000
Date inconnue	7	4	2	—	—	—	—	—
Juin	—	1	—	—	—	—	—	—
Juillet	4	2	1	3	1	—	—	—
Août	1	1	1	2	—	3	—	—
Septembre	3	1	1	4	3	1	—	—
Octobre	6	4	4	3	5	2	2	—
Novembre	3	4	3	3	2	—	1	—
Décembre	1	1	3	1	—	1	—	—
Total	25	18	15	16	11	7	3	—
Total après modification		11	13	10	21	9	5	1

On peut ainsi constater qu'au départ, le tirage du plus grand nombre de clandestins (49 sur 70, soit $\pm 70\%$) se situe en dessous de 200 exemplaires.

(18) Discernables souvent par de petites modifications de présentation.

L'évolution chronologique montre une légère augmentation du tirage à la création au fil des mois.

En effet, à la fin du mois d'août, la proportion moins de 200 - plus de 200 exemplaires est de 74 % - 26 %, alors qu'en envisageant uniquement les clandestins nés entre septembre et décembre cette proportion devient 65 % - 35 %.

L'examen des 22 modifications intervenues dans le tirage fait apparaître que celles-ci se produisent dès le mois de septembre. Toutes, c'est bien normal, vont dans le sens d'une augmentation et touchent dès lors les plus petits tirages (7 moins de 50 ex. ; 5 50 - 100 ; 8 100 - 200).

Un transfert s'opère donc vers les tirages plus importants et renverse les proportions initiales :

	— de 200 ex.		+ de 200 ex.	
Création	49	70 %	21	30 %
Après modification	34	48,5 %	36	51,5 %

La catégorie la mieux représentée devient celle des 200 à 500 exemplaires.

*

**

On peut tenter dès lors de broser un « portrait-robot » du clandestin de 1940 quant à sa présentation.

C'est une petite feuille de 2 ou 4 pages qui naît bien souvent sous forme dactylographiée. Elle est reproduite à 50 - 100 exemplaires mais passe rapidement à la forme ronéotypée et atteint dès lors 200 - 500 exemplaires. Elle sortira 4 ou 5 fois au cours de l'année.

D. CONFECTION DES CLANDESTINS

Nous abandonnons le clandestin lui-même pour étudier ceux qui le firent. Disons immédiatement qu'en la matière nous pêchons par manque de sources. Le travail de Jean Dujardin pour la province de Liège est malheureusement unique.

Nous nous sommes dès lors limité à une morphologie de la rédaction des journaux clandestins, en souhaitant qu'un chercheur étende un jour à la Belgique l'analyse sociologique existant pour Liège.

Nous avons cherché à connaître la forme et la nature de la cellule initiale qui fut à la base de la création de ces 95 clandestins.

Mais de l'historique du journal se dégagait parfois (43 cas sur 95) la possibilité de déterminer quel fut le milieu ou la structure dans lesquels naquit le clandestin, ce qui ne recouvre pas nécessairement la répartition sociologique des rédacteurs : nous pensons ici, par exemple, aux milieux d'an-

ciens combattants ou à diverses organisations politiques. Nous avons déterminé 13 catégories différentes dont les frontières, nous l'avouons, sont parfois floues.

Pour un plus petit nombre encore (37 cas sur 95) il a été possible de déterminer l'orientation politique de la rédaction en fonction des familles politiques belges traditionnelles.

Ces différentes données ont été confrontées entre elles, mais aussi avec la localisation géographique du clandestin. Bien souvent, du fait des petits nombres envisagés, les résultats ne révélaient aucune orientation définie. Nous ne reprendrons ici que les données significatives.

1°) Rédaction - réalisation

L'examen des dossiers a conduit à la constatation que trois formules existaient pour la rédaction et la réalisation d'un clandestin : une personne agissant seule, une famille — que ce soit homme et femme ou bien souvent avec les enfants —, une équipe dont les membres sont liés par d'autres liens que familiaux et dont l'importance varie.

	Rédaction		Réalisation	
Inconnu	1		4	
Isolé	32	34 %	10	11 %
Famille	16	17 %	13	14 %
Equipe	46	49 %	68	75 %

Si la formule collective est nettement majoritaire, il faut souligner l'importance des journaux rédigés par une seule personne. Cet élément confirme bien la nature des réactions résistantes en 1940 : individuelles, isolées et non structurées. Il souligne le rôle déterminant joué par une personnalité dans la décision de créer un clandestin. Cependant au niveau de la réalisation, il n'en reste plus que 10 à mener seuls à terme l'entreprise. Six ont fait appel à leur famille, quinze à une équipe.

Relevons également l'importance relative de la cellule familiale comme première structure clandestine. Mais là aussi se produit un élargissement au niveau de la réalisation : des seize journaux conçus de la sorte, neuf sont réalisés par une équipe.

Reste à prendre acte du caractère collectif de l'écrasante majorité des clandestins. Encore relative au stade de la rédaction elle est absolue quant à la réalisation. Ce rapport rédaction-réalisation illustre bien le chemin parcouru de l'individu au groupe. Les chiffres confirment donc le rôle fondamental joué par la presse clandestine dans l'organisation de la résistance comme « lieu de

rencontre, occasion de recrutement, parfois épine dorsale d'un mouvement ». (19)

2°) Milieu de naissance

Notre répartition en ce domaine est totalement pragmatique. Nous avons tenté de saisir quel fut l'élément déterminant de la rencontre des hommes qui créèrent un clandestin : milieu professionnel, idéologique ou tout autre cadre préexistant à la guerre. Dans bien des cas milieux de naissance et de diffusion se recourent, le clandestin étant destiné à agir sur le milieu de ceux qui le créent.

Les catégories qui se dégagent de l'examen des dossiers sont :

Administrations publiques	3
Entreprises privées	7 (20)
Barreau et Magistrature	4
Enseignement supérieur	3
Amicales d'anciens combattants	9
Clergé	3
Police	1
Mouvements de jeunesse	5
Organisations politiques	11
Juifs	1

Ces résultats ne concernent que moins de la moitié des cas. Relevons donc seulement l'importance relative des amicales d'anciens combattants. Quant aux organisations politiques, le nombre ne doit pas nous abuser : il est vraisemblable que sur les 95 journaux nous avons pu repérer *tous* les organes qui en sont issus, vu l'opinion affichée, ce qui n'est pas le cas pour les autres catégories.

Une tentative de localisation géographique par milieu de naissance n'a donné aucun résultat. Nous avons essayé de déterminer si le milieu de naissance influait sur le mode de rédaction ou de fabrication. Les maigres indices qui se dégagent permettent tout au plus de signaler que les organes nés dans les milieux d'anciens combattants et les organisations politiques sont quasi tous des œuvres collectives (21). La catégorie des clandestins nés dans les entreprises privées est par contre rédigée le plus souvent par une seule personne (22).

(19) GÉRARD-LIBOIS et GOTOVITCH, *op. cit.*, p. 359.

(20) Dont 3 issus d'entreprises industrielles.

(21) *Rédaction*

Anciens combattants : Isolé 1, Famille 1, Equipe 7

Organisations politiques : Isolé 1, Famille 2, Equipe 9

(22) Entreprises privées : Isolé 4, Famille 1, Equipe 2

3°) Orientation politique

S'il est une conclusion significative à cet égard, c'est bien qu'il est impossible de discerner une appartenance politique certaine pour 58 des 95 journaux envisagés.

Parmi ceux qui affirment leur appartenance, la répartition est la suivante :

— Monde socialiste	5
— Monde libéral	7
— Monde catholique	13
— Monde communiste	11

Deux certitudes en découlent : ces options étant clairement discernables, on peut estimer être exhaustif en ce qui concerne les communistes et les socialistes : les premiers occupent 11,6 % du total des journaux publiés, les seconds 5,2 %. L'option catholique, elle, est à vrai dire plus religieuse que politique : son affirmation se rattache plus à l'évocation de Dieu ou de l'Eglise qu'au parti. Mais en Belgique, les deux sont suffisamment liés pour que nous ne fassions point de différence : 13,6 % du total des journaux marquent leur affiliation à la catholicité. Plus nuancée, moins discernable l'option libérale s'exprime peu (23) mais se déduit des personnalités qui réalisent le clandestin : elle rassemble 6,3 % du total. L'examen géographique et la répartition par milieux de naissance de ces orientations n'apportent aucun élément significatif.

A l'exception des communistes, il semble donc bien que l'affirmation d'une orientation soit esquivée (24). Est-ce uniquement par souci délibéré de rejeter toute division passée et d'en appeler à tous les Belges ? Sans doute, et l'analyse du contenu apporte des arguments à cette thèse. Mais doit-on éliminer pour cela l'hypothèse que cet « apolitisme » est également le reflet du discrédit qui pèse incontestablement au début de l'occupation sur les partis d'avant guerre, dont le patronage risquerait de freiner la diffusion des idées que les clandestins veulent transmettre. Pour se convaincre de l'existence d'un pareil courant, il suffit de parcourir la presse d'opinion socialiste de 1940 pour constater à quel point celle-ci évite de se réclamer du P.O.B. que De Man a déclaré dissous.

Les années ultérieures verront d'ailleurs s'estomper cette timidité.

E. MOTIFS DE FIN DE PARUTION

L'étude du dossier de chaque clandestin nous offrait la possibilité d'établir les causes ayant entraîné la disparition des clandestins. Quoique sortant du

(23) A l'exception du *Clan d'Estin* d'Anvers, où l'on reconnaît le libéralisme économique de Jacques Van Offelen.

(24) Si leur contenu est clair, les clandestins communistes se présentent en 1940 comme journaux « de libération sociale et nationale ». Ils ne s'affirmeront organes du P.C.B. qu'en 1941.

cadre de l'année 1940, il nous paraît intéressant de livrer les constatations faites à ce propos.

Ici également, ce sont les cas réels qui ont déterminé les catégories. Nous en avons découvert huit parmi lesquelles il faut distinguer les cessations volontaires des arrêts forcés.

Les causes de fin de parution forcée sont respectivement :

1. Arrestation des rédacteurs ou éditeurs ;
2. Manque de moyens matériels (machines, papier, argent...) ;
3. Mort du rédacteur.

L'arrêt volontaire de parution peut avoir été déterminé par :

4. l'existence d'autres clandestins, en général plus importants ;
5. la fusion avec un autre clandestin ;
6. l'exercice d'une autre forme de résistance, généralement le Renseignement ;
7. la crainte devant des menaces précises pour la sécurité de l'action ;
8. Conjuguant les raisons forcées et volontaires, le huitième cas est le passage des survivants d'une équipe touchée par la répression à un autre clandestin.

	Raison inconnue	Arrestations	Manque moyens	Mort	Autres clandestins	Fusion	Passage	Crainte	
		1	2	3	4	5	6	7	8
Date inconnue	3	1	2	—	—	1	—	2	—
1941	5	12	1	—	9	4	2	3	2
1942	2	6	3	—	—	2	2	1	1
1943	2	3	2	—	1	—	—	—	—
1944	2	—	1	1	—	—	—	—	—
Totaux	14	22	9	1	10	7	4	6	3
% des raisons connues		29	10,5	1,5	14,5	9	5	8	4

Ainsi, très visiblement, les arrestations constituent la cause essentielle des disparitions des clandestins, mais non l'unique. Les dégâts causés par la répression sont particulièrement importants en 1941 (36 % contre 29 % au total). Ceci montre bien le caractère amateur des premières expériences clandestines et la vulnérabilité de ce type d'activité. L'expérience se forge cependant assez rapidement et en 1944, si des arrestations se produisent encore, elles ne causent plus la disparition du journal.

Autre phénomène marquant pour 1941 : la cessation volontaire devant l'existence d'autres clandestins : 27 % en 1941 contre 14,5 % au total. C'est la conséquence du développement de certains « grands ». Quand *La Libre Belgique*, par exemple, est imprimée et atteint l'ensemble du pays, beaucoup de petits journaux se sabordent volontairement.

Une constatation étonnante à nos yeux : le peu d'incidence des difficultés matérielles. Il semblerait donc qu'il n'y eut jamais de difficultés insurmontables pour se procurer argent, papier, encre... Or en procédant à l'examen des modes de diffusion, on constate que seuls 7 clandestins sont effectivement vendus : la plupart sont distribués de la main à la main (28 cas sur 62 connus) ou bien combinent l'envoi par la poste à la distribution individuelle (11 cas), la distribution dans les boîtes aux lettres et le « main à la main » (12 cas). Dès lors il faut conclure que les dons sont nombreux et importants : bientôt les listes publiées dans bien des clandestins en feront foi.

F. JOURNAUX FLAMANDS ET BILINGUES

Il nous a semblé utile, vu leur petit nombre, d'isoler les journaux flamands et bilingues pour tenter de dégager éventuellement leur spécificité.

1°) Journaux flamands

— localisation géographique	Anvers	3
	Alost	1
	Bruxelles	1
	Gand	2
	Kapellen	1
	Vilvorde	1
— orientation politique :	monde libéral	3
	monde socialiste	1
	monde communiste	2
	indéterminé	3
— milieu de naissance :	organisations politiques	2
	entreprises privées	2
	administrations publiques	2
	Universités	1
	Juifs	1

2°) Journaux bilingues

— localisation géographique	Anvers	1
	Courtrai	1
	Bruxelles	2
	Hal	1
	Louvain	1
	Malines	1
— orientation politique :	inconnue	
— milieu de naissance :	anciens combattants	2
	isolé	1
	inconnus	4

Il semble difficile de tirer la moindre conclusion de ces renseignements. Peut-être l'affirmation assez nette de la présence libérale parmi les journaux flamands donne une idée des milieux dont ils sont issus : une certaine bourgeoisie patriote belge, hostile au nationalisme flamand. Il faudrait dès lors souligner que cette bourgeoisie est en général aussi francophone que néerlandophone et qu'elle choisit justement d'éditer un clandestin flamand pour combattre la propagande V.N.V. Nous savons par exemple qu'un des clandestins gantois est effectivement réalisé par un francophone pour les raisons évoquées plus haut.

II. ANALYSE DE CONTENU DE 170 JOURNAUX PARUS EN 1940

Dans cette seconde partie du travail, nous changeons de registre. Après avoir considéré chaque titre comme une entité étudiée globalement, nous avons envisagé chaque exemplaire conservé et l'avons passé au crible d'un questionnaire établi après une première lecture d'ensemble.

Il nous a semblé intéressant de tenter de saisir quelles idées véhiculaient les journaux clandestins à propos de divers problèmes posés en 1940. Dans le cadre d'un examen quantitatif, il ne nous était possible que de relever la présence ou l'absence d'un thème précis et de discerner, là où un jugement de valeur intervenait, s'il s'exprimait de manière favorable ou défavorable.

Limitée à ces grands traits, l'enquête se révèle néanmoins significative des préoccupations et orientations des hommes qui prirent la plume pour les exprimer. Quelques grands thèmes se sont dégagés et nous avons regroupé les réponses en fonction de ceux-ci.

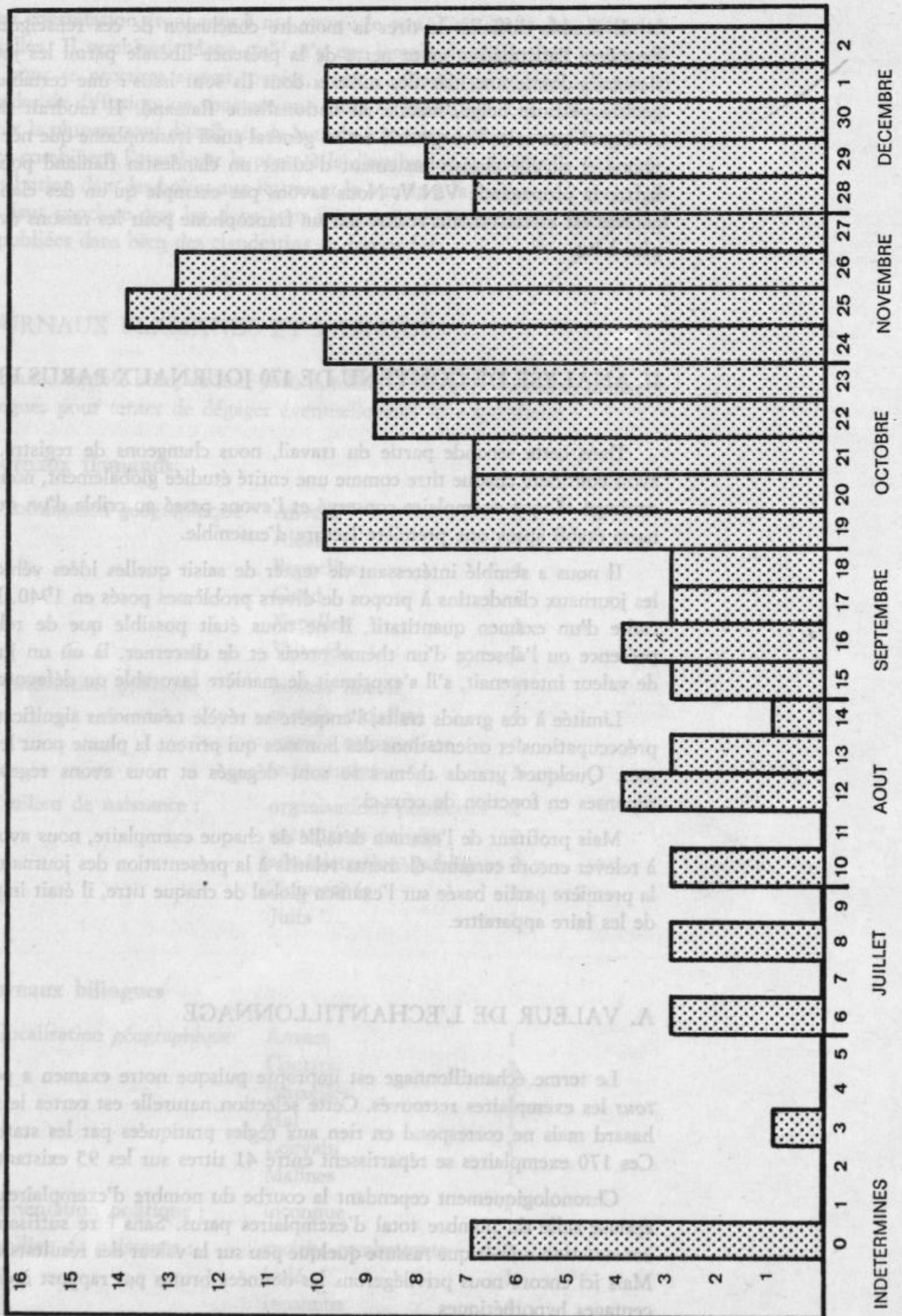
Mais profitant de l'examen détaillé de chaque exemplaire, nous avons tenu à relever encore certains éléments relatifs à la présentation des journaux. Dans la première partie basée sur l'examen global de chaque titre, il était impossible de les faire apparaître.

A. VALEUR DE L'ÉCHANTILLONNAGE

Le terme échantillonnage est impropre puisque notre examen a porté sur *tous* les exemplaires retrouvés. Cette sélection naturelle est certes le fruit du hasard mais ne correspond en rien aux règles pratiquées par les statisticiens. Ces 170 exemplaires se répartissent entre 41 titres sur les 95 existants.

Chronologiquement cependant la courbe du nombre d'exemplaires étudiés épouse celle du nombre total d'exemplaires parus. Sans être suffisante cette constatation numérique rassure quelque peu sur la valeur des résultats obtenus. Mais ici encore nous privilégions les données brutes par rapport à des pourcentages hypothétiques.

NOMBRE DE JOURNAUX ETUDIES



B. PRESENTATION DES CLANDESTINS

1°) Format

Les variations de format étant fort fréquentes d'un numéro à l'autre du même journal, nous n'avons pu étudier cette question dans la première partie du travail.

L'examen des exemplaires révèle quelques formats types :

— Format inconnu (25)	3
— In-16° (hauteur 18 cm)	6
— Haut. 275 mm. Larg. 210 mm	61
— Haut. 330 mm. Larg. 210 mm	23
— Haut. 340 mm. Larg. 210 mm	66
— Feuilles de 340 x 210 pliées en 2	9
— Feuilles de 275 x 210 pliées en 2	2

Ces chiffres traduisent la prédominance du texte dactylographié et ronéotypé qui utilise les formats quarto et folio, parfois subdivisés. C'est ultérieurement, avec le développement des imprimés, que l'on aboutira à une réduction relative (26) du format et à une variété infinie dans les dimensions.

2°) Forme des articles

Presse d'information ? presse de réflexion ? , la forme même des articles indique implicitement l'intention des rédacteurs. Ainsi 77 numéros sont consacrés à un seul ou plusieurs très longs textes que nous appellerions aujourd'hui éditoriaux, 10 sont exclusivement composés de nouvelles brèves et 83 combinent les deux types de messages. C'est dire toute l'importance des raisonnements et réflexions qui traduisent plus la volonté de convaincre que d'informer. Un autre indice de cette orientation est fourni par le nombre de journaux transmettant des informations locales : nous n'en avons repéré que 39 cas sur les 170 étudiés. Les considérations générales semblent donc bien fournir l'élément essentiel de cette presse de 1940. Avec l'apparition et le développement des actions de la résistance mais aussi la dénonciation des collaborateurs, cette proportion se modifiera vraisemblablement par la suite.

3°) Humour

Qu'un journal soit grave ou léger traduit également le style et les préoccupations des rédacteurs. Nous avons suivi l'apparition des « blagues » qui ont en règle générale l'occupant comme cible.

(25) L'exemplaire en notre possession étant une reproduction photographique ou dactylographiée.

(26) Avec d'importantes exceptions comme le numéro spécial du *Peuple* du 1^{er} mai 1944 tiré en pleine page folio d'imprimerie.

Il apparaît que le Belge n'a eu le cœur à rire qu'à partir du moment où l'issue de la bataille d'Angleterre lui permet d'espérer à nouveau. Quasiment absent jusqu'au mois d'août (2 cas sur 10), l'humour fait une brève apparition ce mois-là pour s'installer définitivement dans les clandestins à partir de septembre. Notons également une chute sensible autour du 11 novembre 1940 : à ce moment la préparation de la journée commémorative rend un son grave et solennel qui laisse peu de place à l'ironie.

A l'appui de l'humour écrit, et cela traduit certaines possibilités techniques, apparaît également l'humour dessiné (4 cas en 1940). Signalons encore qu'au total 24 journaux font appel au dessin pour agrémenter leur présentation ou renforcer leurs démonstrations (27).

C. POURQUOI UN CLANDESTIN ?

Comment les clandestins se présentent-ils à leur public. Comment voient-ils leur propre rôle. A quelle tradition se rattachent-ils ?

Un ensemble de questions posées tendaient à découvrir ces notions qui recouvrent en fait le problème des motivations. Les premiers clandestins, dans leurs premiers numéros, traduisent clairement leur fonction : relever le moral de la population, c'est-à-dire donner confiance en l'avenir, insuffler l'espoir. Si cette préoccupation n'est pas souvent explicite — comme dans *La Libre Belgique* Peter Pan (28) — elle est seule présente dans les textes jusqu'en octobre (29). Alors seulement des clandestins présentent leur action comme de la Résistance à l'occupant et appellent la population à les suivre dans cette voie. La succession des deux conceptions apparaît très clairement dans la chronologie (30).

C'est dire qu'aux yeux des rédacteurs, le moral populaire n'est pas au plus haut dans les premières semaines de l'occupation. Mais pudeur ou volonté réfléchie de ne pas le souligner, très rares sont ceux qui l'expriment (31). On le devine néanmoins quand légèrement rassurés, à partir d'octobre et principalement après le 11 novembre, douze d'entr'eux parleront de « fermeté retrouvée ».

Dans la conjonction des motivations qui président à l'existence des clandestins il en est une qui s'exprime massivement : 87 numéros se réfèrent à la

(27) Ces dessins concernent généralement le titre du clandestin, évoquent la Belgique sous forme du Lion ou la personne du Roi Léopold.

(28) En fait seuls 15 journaux expriment clairement cette intention.

(29) A trois exceptions près.

(30) Sur 23 mentions de Résistance, 20 se placent après le 1^{er} octobre.

(31) Ainsi cette notation curieuse du *Parachutiste* : « Nous rendons hommage au peuple néerlandais qui mieux que le peuple belge a adopté une attitude digne envers l'occupant (n° 2, novembre 1940). Au total trois journaux admettent un « moral très bas », un seul parle d'une population gagnée à l'occupant, quatre admettent que certains ont été « séduits par les Allemands ».

guerre de 14-18. Et parmi les personnalités évoquées à ce propos le Cardinal Mercier vient en tête (21 citations), immédiatement suivi par le Roi Albert (17 citations). Le Bourgmestre de Bruxelles, Adolphe Max (cité 9 fois) et Edith Cavell (2 fois) viennent ensuite.

On lit d'ailleurs çà et là le regret de ne pas disposer de personnalités pareilles dans ces moments difficiles : on cherche « en vain un geste ou une parole d'encouragement d'un Cardinal Mercier ou d'un Max. Les Belges ne sont pas comme en 14 unanimes contre le Boche » (32).

Cette même référence à la première guerre détermine pour une grande part la vision qu'ont les clandestins de l'occupant. Pour 29 d'entr'eux en effet c'est l'Allemagne de 14-18 qui réitère son agression en 1940. Le caractère spécifiquement nazi de l'Allemagne hitlérienne n'est perçu que par 21 journaux et ne s'exprime d'ailleurs qu'après octobre. Les deux notions combinées apparaissent six fois.

Ceci pensons-nous confirme le fait que la presse clandestine naît dans un milieu peu politisé dont la dominante est le patriotisme au sens très classique du terme, dans la tradition de l'esprit « ancien combattant ». C'est William Ugeux qui parlait de « liturgie patriotique » (33). L'expression est heureuse et traduit fort bien la tonalité générale.

D. MAI - JUIN 40 - JUGEMENTS RETROSPECTIFS

Tout entière tournée vers l'espoir et la confiance en l'avenir, la presse clandestine a peu évoqué, en 1940, les événements tragiques de mai-juin. Presse d'union nationale, elle évite d'évoquer ou de ranimer des querelles, de susciter la division tant au sein de la population belge qu'entre celle-ci et ses alliés.

Telles sont les constatations qu'à peu de nuances près, nous pouvons tirer des questions relatives à la campagne des 18 jours à la capitulation, à l'exode et aux fuyards et même à Limoges. Ces deux thèmes constituent pourtant les sujets favoris de la presse collaboratrice dans sa virulente campagne contre « le système » passé.

Ainsi le comportement des armées engagées dans la campagne des 18 jours est rarement évoqué.

(32) *La Résistance*, Marche-en-Famenne, n° 1. *Sursum Corda* (Bruxelles, n° 8) regrette également l'absence de voix comme celles de Mercier et Max et ajoute : « Rien ne vient d'en haut ». On trouve, dans une copie locale de la *Libre Belgique* (Peter Pan n° 4) à propos de la lettre pastorale du Cardinal Van Roey lue le 20 octobre : « La vérité nous force à dire que ce document n'a pas apporté à tous les fidèles le réconfort que leur avaient donné les admirables et courageux mandements de l'illustre Cardinal Mercier ». Cette phrase ne figure pas dans l'édition originale.

(33) William UGEUX, *Aspects divers de la psychologie du résistant belge 1940-1945*, *Revue Internationale d'histoire militaire*, n° 29, 1970, p. 963-972.

	Rien	Positif	Négatif	Positif malgré réserves
Armée belge	160	9	1	
Armée anglaise	167			3
Armée française	166	1	2	1

Plutôt que de gloser sur les raisons de la défaite militaire, on fait silence sur la campagne et si le courage des soldats belges est mis en évidence neuf fois, on admettra que ce chiffre est insignifiant. On trouve, quoique également négligeable quantitativement, l'écho des destructions opérées en territoire belge par les armées franco-britanniques.

C'est de la même manière discrète qu'est évoquée la capitulation : en fait 161 journaux n'en parlent pas, deux seulement la relèvent comme une faute, trois comme un mal nécessaire, quatre y trouvent la démonstration de l'abnégation royale. Nous reviendrons plus loin sur ce sujet.

Même volonté apaisante en ce qui concerne ce que la presse de collaboration appelle toujours « les fuyards » et contre lesquels des mesures furent prises, à l'initiative même des Secrétaires-Généraux. On ne relève en fait que 6 allusions au problème dont quatre plaident l'indulgence et deux prennent clairement la défense de ceux qui sont partis. A ce propos, on peut même lire un plaidoyer pour le gouvernement Pierlot : un journal rappelle en effet le discours du 14 février 1940 de Marcel-Henri Jaspar qui condamnait l'idée d'une évacuation de la population civile (34). Répondant directement à la presse censurée et admettant la division qui règne à ce propos dans la population, le même clandestin ajoutera ultérieurement que « le moment n'est pas venu de discuter publiquement, alors que les intéressés ne peuvent parler » (35). L'assemblée parlementaire de Limoges, dont le *Nouveau Journal* a publié le compte rendu, ne suscite ainsi que trois réactions plaidant toutes l'indulgence envers ceux « qui se sont trompés ».

E. LE ROI

Alors que par ailleurs, nous connaissons la puissance du sentiment royaliste au lendemain de la capitulation, il est étonnant de constater que la presse clandestine ne semble pas participer majoritairement à la ferveur monarchique. Nous n'avons relevé en effet que 28 mentions de la personne royale. Mais si quantitativement l'évocation est restreinte, elle est dépourvue de toute ambiguïté : toutes sont favorables à Léopold III. Un journal, seul dans son cas cependant, justifie expressément l'entrevue de Berchtesgaden (36). On ne constate aucune évolution chronologique significative au cours des sept mois envisagés, sauf peut-être une pointe à l'occasion du 11 novembre.

(34) *Sursum Corda*, n° 3 (Bruxelles).

(35) *Sursum Corda*, n° 4.

(36) « Le roi n'a pas traité et ne traitera pas avec l'ennemi », *La Libre Belgique*, Peter Pan, n° 5, décembre 1940.

Mais ces chiffres ne peuvent traduire l'intensité avec laquelle, dans les cas où elle était présente, la glorification de la personne royale s'exprima. *La Belgique Indépendante*, sous-titrée *Pour Dieu, le Roi et la Patrie* (37), consacre l'intégralité de son premier numéro à un hommage au Roi. *Tenir*, de Namur, débute de même. *La Libre Belgique ressuscitée en 40* dédie trois des quatre pages de son numéro initial au Roi « qui est cause que personne ne se soumette » (38).

Ainsi aux yeux d'une partie des rédacteurs de la presse clandestine, le Roi apparaît comme le symbole de l'action résistante qu'ils entament. Aucun de ses gestes n'est mis en question, bien au contraire, quoique l'allusion à Berchtesgaden émanant du plus important des clandestins de la guerre montre a contrario que le geste est discuté.

Mais le chiffre de 28 sur 170 montre également qu'il existe dès 1940 une réserve à son égard, tout au moins qu'il n'apparaît pas aux yeux de la majorité des clandestins comme le guide à proposer à la nation. On saisit ici combien serait intéressant l'examen du même problème pour les années ultérieures.

F. LA GUERRE

Qui parle de guerre en 1940 parle essentiellement de l'Angleterre mais aussi, ultérieurement, de la Grèce.

Que le raffermissement de l'opinion en Belgique soit directement lié à l'opiniâtreté britannique dans la poursuite de la guerre, les preuves en sont à ce point flagrantes qu'il ne saurait être question de le mettre en doute. Et la presse clandestine en est à la fois le reflet et l'agent. Mais il n'est pas inutile de préciser qu'en la matière une évolution et des nuances existent également. Ainsi sur les 170 cas, la résistance anglaise est explicitement évoquée 92 fois. Le simple fait d'insister sur la combativité britannique est un élément réconfortant et mobilisateur au sortir du désarroi des premières semaines. Entre l'affirmation de l'espoir de victoire anglaise et l'énoncé de la certitude de cette victoire, il y a déjà une marge qui relève de la surenchère dans l'action psychologique. Mais la chronologie fait apparaître que le passage de l'un à l'autre est également lié aux événements. Et l'importante minorité de cas où la question n'est même pas relevée montre une prudence persistante.

En chiffres cela donne :

Aucune allusion	78
Mention de la combativité anglaise	70
Espoir de victoire anglaise	6
Certitude de victoire anglaise	16

(37) Bruxelles, Docquier, 15 septembre 1940.

(38) Bruxelles, n° 1, 15 septembre 1940.

L'espoir s'exprime au début de juillet et les affirmations de certitude de victoire anglaise à partir de la fin du mois d'août. Quant à la mention de la combativité britannique, elle ne devient phénomène permanent et massif qu'à partir de septembre en même temps d'ailleurs qu'augmentent les affirmations de certitude de victoire.

C'est donc bien la Bataille d'Angleterre qui détermine le réveil des esprits et de l'espoir.

Un bel exemple de l'évolution générale est fourni par *Chut !*, le clandestin rédigé par *Fidélis* de la *Libre Belgique* 1914-1918. Le 15 septembre 1940, il constate que si dès son premier numéro (juin 1940) il disait « espérer quand même », à présent « on voit que ça y est ».

Mais les grands moments militaires de 1940 se retrouvent très clairement : les destructions de navires italiens à Tarente (novembre) et la victoire anglaise en Lybie (décembre). Mais surtout à ce moment intervient ce qui d'après Henri Michel secoua toute l'Europe occupée d'un grand rire (39) : la débandade italienne en Grèce. Et cela apparaît de manière absolue dans la presse clandestine : entre le 17 novembre et le 31 décembre, nous possédons 66 clandestins. Trente-quatre saluent la Grèce avec allégresse, cinquante ironisent lourdement sur les déboires des Italiens. C'est la période des jeux de mots qui, pour être parfois laborieux, n'en expriment pas moins la joie de pouvoir enfin ridiculiser l'adversaire : c'est par exemple le télégramme de Hitler à Mussolini : « Mettez un Thermopyle au pays d'Héraclée », ou encore : « Dans la Grèce, le macaroni file sans fromage ».

Il est à souligner d'ailleurs qu'une rancœur particulière semble exister en Belgique occupée envers les Italiens : on n'accepte pas la présence de leurs soldats dans nos rues, alors qu'officiellement la guerre n'a pas été déclarée entre les deux pays (40).

De même au chapitre des fausses nouvelles, la presse clandestine n'hésite pas à rapporter avec une joie non dissimulée les rumeurs relatives à des bagarres entre soldats italiens et allemands ou à des troubles en Italie (41).

Oser porter un jugement sur la durée de la guerre en 1940 semble assez téméraire et peu de journaux s'y risquent : cinq prédisent une guerre longue, un seul pense à un conflit court. Quant à la perspective d'une paix de compromis, l'éventualité n'en est rejetée explicitement que trois fois. Il semble donc bien que la question ne se pose même pas aux yeux de la plupart.

(39) Henri MICHEL, *La Seconde Guerre Mondiale*. Paris, P.U.F., 1968, T. I., page 211 (Peuples et civilisations XXI).

(40) Ainsi *Sursum Corda*, n° 2, 7 octobre 1940, relève la correction des Allemands par comparaison à l'arrivée des Italiens « que nous ne digérons pas » et dont il stigmatise « l'attitude veule ». Une copie locale de la *Libre Belgique Peter Pan*, n° 4, rappelle également à la décence la reine Marie-José à l'occasion d'un banquet offert aux aviateurs italiens.

(41) Autre « canards » rapporté : l'échec d'un débarquement allemand en Angleterre. Notons cependant le caractère très réduit de ces fausses nouvelles : 6 pour les Italiens, 4 pour les défaites allemandes. Il semble donc bien que l'information pure était suffisamment diffusée par la Radio pour couper les ailes aux nouvelles par trop fantaisistes.

G. LES AUTRES PUISSANCES

En dehors des problèmes belges et des belligérants directs, la presse clandestine, on le conçoit aisément, porte peu d'attention au monde extérieur.

C'est en fonction du conflit en cours qu'apparaissent éventuellement d'autres puissances ou hommes d'Etat.

En tête et dès la mi-octobre viennent les Etats-Unis avec 23 mentions. Quatorze se situent en novembre et soulignent avec joie la réélection à la Présidence (42) de Roosevelt en qui ils voient à juste titre la promesse d'un soutien plus décisif encore à la Grande-Bretagne. Plusieurs franchissent ce pas et annoncent l'intervention directe des U.S.A. dans la guerre (9 sur 23). Tous soulignent à l'envi leur puissance économique.

C'est de fort différente manière qu'est évoquée l'Union Soviétique. Plus discrètement d'abord : 10 mentions seulement, dont sept franchement hostiles : le pacte germano-soviétique et la guerre de Finlande en fournissent la base. Et pourtant trois journaux, non-communistes d'ailleurs, proclament inévitable dès octobre l'intervention armée soviétique contre l'Allemagne. L'un se base sur l'antagonisme irrémédiable des deux systèmes, un autre sur les visées balkaniques de Hitler que l'U.R.S.S. ne saurait agréer.

Par la B.B.C. au moins, par la presse censurée également, l'attitude du général de Gaulle est connue depuis juillet au plus tard. Or on est forcé de constater qu'elle est peu évoquée dans les clandestins : nous n'en retrouvons que 21 mentions, toutes favorables d'ailleurs.

Parallèlement l'hostilité à Pétain ne s'exprime que onze fois. Il se trouve d'ailleurs un clandestin pour honorer le Maréchal. Faut-il voir là la preuve des illusions entretenues au sujet du régime de Vichy, par delà les frontières ? Faut-il par contre y trouver trace de la méfiance ou de l'indifférence envers un pays dont près de deux millions de Belges ont ramené des souvenirs fort pénibles ?

Il est difficile de donner une signification particulière à ces chiffres sinon qu'en 1940, seuls les Britanniques représentent aux yeux des clandestins une valeur sûre. Notons comme témoignage de la confusion des esprits à propos de la France, mais aussi de la diversité des options politiques de la résistance belge, cette curieuse appréciation : « Il faut un roi pour la France pour éliminer les pourris du Front Populaire et les partisans du nazisme » (43).

H. LA BELGIQUE OCCUPEE

Les problèmes du pays occupé tiennent — qui s'en étonnerait — la place la plus importante dans les clandestins. Nous avons cherché à discerner les

(42) Elu le 5 novembre par 449 voix contre 82 au républicain Wilkie et proclamé officiellement le 17 décembre 1940.

(43) *Le Parachutiste*, n° 2, novembre 1940.

préoccupations principales et là également certaines constatations se sont avérées étonnantes.

1°) L'occupant

Nous avons noté plus haut que l'image de 1914 reste prédominante. Un examen des termes utilisés pour désigner l'occupant confirme indirectement cette observation (44). Ainsi dans 82 cas, soit il n'est pas fait mention de l'occupant, soit il est désigné simplement comme allemand ou occupant. Pour les autres, les épithètes relevées sont :

Boches	46
Nazis	19
Fascistes	8
Doryphores	7
Nazis-boches	5
Teutons	3

Le terme « boche » est donc repris avec le plus de facilité : les termes nouveaux, nazis, fascistes, doryphores sont minoritaires. On relève même trois fois l'expression fort vieillie de « teutons ». Il faut ajouter cependant qu'en honneur en 14-18, le terme « boche » le restera en 40-44, d'autant qu'il sera popularisé depuis Londres par la B.B.C.

Au-delà des mots comment apparaît la politique menée par l'occupant dans notre pays ? Nous avons pu distinguer quatre types d'appréciation qui sont en fait quatre types de dénonciation : celle du pillage économique de la Belgique, celle de la démagogie développée pour tromper la population sur le contenu de sa politique, celle de la terreur policière instaurée, et enfin ce que nous avons appelé la « terreur totale » qui réunit les précédentes en y incluant la disparition de la liberté et de la démocratie.

Les chiffres sont :

Pillage économique	26
Terreur totale	20
Démagogie	10
Terreur policière	6

Ainsi la première contrainte sensible aux occupés est le pillage de la Belgique. Ce thème apparaît dès la mi-août et demeure permanent avec une nette accentuation à la fin de l'année.

A ce moment circule en effet le mémorandum dressé par le Secrétaire Général Plisnier qui dénonce les conséquences dramatiques de la contribution financière exigée par les Allemands pour frais d'occupation. Par contre la

(44) Nous n'avons noté qu'une expression par exemplaire choisissant, quand plusieurs termes étaient utilisés simultanément, celui qui présentait un caractère de nouveauté par rapport aux termes utilisés précédemment dans le journal.

« terreur totale » n'apparaît qu'à la faveur d'octobre et, dans une proportion fort réduite ; la terreur policière n'est dénoncée qu'à partir du 20 octobre. Les tentatives de percer la démagogie s'évaluent elles sur l'ensemble de l'année (45).

On constate ainsi la persistance de l'impression de « correction » produite par l'occupant à son arrivée et la progressivité de sa politique : la pression de ses polices n'est pas le thème dominant aux yeux des occupés. Cette notion ne s'installe que peu à peu dans les esprits. La répression, qui n'a pas, il faut le dire, de véritables justifications à ce moment, est moins sensible que « les petits paquets » des soldats allemands, preuve tangible et multipliée du pillage à grande échelle mené dans le pays.

Ainsi dans la question du ravitaillement qui se fait sensible à partir d'octobre (46) la totalité des dénonciations de l'état précaire de celui-ci en fait porter la responsabilité à l'occupant. Une seule lui associe l'autorité belge.

2°) Secrétaires Généraux, reprise, pouvoirs belges.

Manifestement, les journaux clandestins ont hésité à porter un jugement sur les pouvoirs belges et leurs actes en 1940. Nous pensons d'ailleurs plus à une absence de jugement qu'à une retenue volontaire.

Ainsi la politique des Secrétaires Généraux n'est abordée que 18 fois : trois journaux leur apportent leur appui, un les critique mais prône l'indulgence à leur égard, 14 leur sont franchement hostiles.

Or si l'hostilité se trouve exprimée dès le mois de septembre, 10 des 14 avis sont groupés entre le 11 et le 30 novembre. Ils sont donc manifestement l'écho défavorable à la proclamation des Secrétaires Généraux condamnant les manifestations du 11 novembre. Si certains se contentent d'épithètes malsonnantes et voient en eux des « laquais serviles » de l'occupant, quelques-uns, plus nuancés, analysent le problème en juristes. Ainsi l'avocat Passelecq dans sa *Libre Belgique* condamne violemment l'extension donnée à la loi de délégation des pouvoirs du 10 mai 1940 (47). Un autre clandestin, où œuvrent également des juristes, rencontre le fonds même du débat de conscience des Secrétaires Généraux en affirmant qu'ils ont tort de croire qu'en cédant aux Allemands, ils obtiendront pour les Belges de meilleures conditions d'existence (48).

Ce sont là, on le voit, des réactions fort isolées qui reflètent plutôt l'avis

(45) On relève particulièrement dans les journaux socialistes et communistes la dénonciation, parfois fort longue et argumentée, de la démagogie sociale nazie qui masque la réalité d'une oppression totale de la classe ouvrière. Ces développements pourraient indiquer que la propagande allemande n'est pas restée sans effet.

(46) Sur les 36 allusions à ces problèmes, 3 se placent en septembre, 9 en octobre, 9 en novembre et 12 en décembre.

(47) *La Libre Belgique*, Bruxelles, n° 8, 11 novembre 1940. Le clandestin était, fait remarquable, entièrement rédigé et confectionné à ce moment à la linotype par l'avocat Passelecq.

(48) *La Vérité*, Liège, n° 2, octobre 1940. On trouve dans l'équipe Pierre Clerdent.

de milieux mieux éclairés. Dans l'ensemble de la population, l'on est soit passionnément hostile, soit — position largement majoritaire — dans l'indécision. Mais de toutes façons, rares sont ceux qui prennent la défense de ces hauts fonctionnaires chargés de responsabilité.

Ce silence relatif se retrouve à propos de mesures précises de politique intérieure.

Ainsi, le problème de principe fondamental de 1940, la reprise économique, n'est pratiquement pas abordé. Deux seuls journaux la considèrent comme un mal nécessaire ; pour un autre, au contraire, il s'agit d'un devoir. Un silence aussi général semble démontrer que la question ne se posait même pas et que cette reprise apparut aux yeux de tous comme une nécessité indiscutable. C'est à peine si une ou deux allusions est faite à certains industriels qui travailleraient aveuglément pour l'occupant sans souci de l'affectation de leur production. Il en est de même d'ailleurs pour la question du travail volontaire. Dix journaux seulement le dénoncent, cinq de manière générale, quatre en accusant l'O.N.P.C. de collaboration avec l'occupant, un seul accable les ouvriers qui partent. Proportions encore moindres pour le Secours d'Hiver dénoncé comme une entreprise allemande par six journaux.

Ainsi sur plusieurs points qui après guerre alimenteront les polémiques, la presse clandestine de 1940 reste fort réservée ou fait silence.

Ceci témoigne fort précieusement de l'esprit de l'année 1940 et démontre a contrario combien le déroulement ultérieur de la guerre a modifié rétrospectivement les jugements et opinions sur les événements de cette année. A cet égard une constatation est particulièrement significative : le 28 octobre 1940 est rendue publique la première ordonnance antisémite. Nous possédons, à partir du 1^{er} novembre, 90 clandestins. Nous y avons relevé quatre dénonciations de la mesure, dont l'une débute ainsi : « Nous sommes d'accord, certains juifs étaient nuisibles, mais... » (49).

3°) Une presse d'action ?

La presse clandestine s'affirma-t-elle en 1940, comme un levain pour une action directe contre l'occupant ? Nous avons relevé les consignes trouvées dans ses pages.

Quantitativement, les résultats sont médiocres. Mais nous pensons pouvoir affirmer que dans le contexte de 1940, ils sont déjà surprenants :

— Consignes générales de résistance	10
— Consignes pour le 11 novembre	15
— Consignes de sabotage	3
— Appels à la transmission et reproduction du clandestin	33
— Consignes de résistance armée	3
— Consignes de quarantaine vis-à-vis de l'occupant	5
— Consignes d'organisation de groupes	8

(49) *La Nation Libre*, Bruxelles, n° 12, novembre 1940.

Si dès le début, les clandestins appellent à leur propre diffusion, ce qui semble assez normal, si des consignes précises préparent la journée du 11 novembre (et ce dès le 1^{er} octobre), on constate que les appels généraux à faire de la résistance active sont groupés à la fin de l'année. Quelques-uns — dès juillet — prévoient qu'une action sera possible et nécessaire et prônent un premier pas : l'organisation de groupes clandestins dont ils ne définissent pas le rôle exact.

Si la résistance armée est inexistante en 1940, ce qui rend assez surprenants les appels qui y sont faits, les petits sabotages sont assez fréquents et l'occupant y réagit de plus en plus durement. Or on constate que la presse clandestine y fait très peu écho et qu'elle est au contraire parfois explicitement réticente. Ainsi *La Libre Belgique*, tout en s'inclinant devant leur courage, conseille aux saboteurs de renoncer pour le moment à une action qui ne peut exercer aucune influence sur l'issue de la guerre (50). *La Nation Libre* écrit : « Ne pas se livrer en ce moment au sabotage, attendre et se grouper » (51). *Chut !* conseille lui aussi de ne pas se livrer encore au sabotage mais de faire montre d'une impassibilité souriante et d'un dédain léger (52).

Ainsi, les milieux dont émanent les journaux clandestins, que de multiples réactions permettent déjà de situer dans la moyenne et petite bourgeoisie de nos villes, apparaissent en 1940 fort réticents envers toute forme d'action violente. Leur combat est avant tout verbal et psychologique.

Dans cette perspective il est dès lors intéressant de relever qu'un clandestin songe dès sa naissance à une action en direction des troupes allemandes. *La Résistance* (Bruxelles, novembre 1940) conseille à ses lecteurs d'entrer en relation avec les soldats allemands et de leur poser une série de questions innocentes mais démoralisatrices. Ultérieurement, ce même journal fournit un texte allemand qu'il demande de recopier et de diffuser dans cette même intention (53).

La presse clandestine de 1940 ne se veut donc point l'organisateur de l'action illégale. Elle fait œuvre de propagande et de contrepropagande. Deux exceptions cependant à cette règle générale : la presse socialiste et communiste. La première se présente comme l'agent de reconstruction du parti dissous par De Man, puis comme le point de ralliement des syndicalistes hostiles à l'U.T.M.I. La seconde entend, dès le départ, organiser l'action revendicative. Mais dans le concert général, ces deux voix sont isolées et minoritaires.

(50) *La Libre Belgique*, Bruxelles, n° 4, 11 novembre 1940.

(51) *La Nation Libre*, Bruxelles, n° 12, novembre 1940.

(52) *Chut !*, Bruxelles, n° 2.

(53) Par la suite se créeront des organes clandestins destinés uniquement aux troupes d'occupation. L'un, *Das Freie Wort* (1943), émane du groupe qui publie *Het Vrije Woord* en 1940 à Anvers. L'autre, *Die Wahrheit* (1942), deviendra l'organe du Comité National Allemagne Libre.

4°) La collaboration

Nous touchons ici à l'un des ressorts essentiels de la presse clandestine. Tant la quantité des mentions que leur véhémence révèlent bien que, plus fondamentalement encore qu'à l'occupant, les journaux répondent et combattent les Belges qui se sont mis au service des Allemands. En politique intérieure c'est le phénomène le plus évoqué : 75 fois sur 170.

Si l'on distingue les secteurs de la collaboration dénoncés, la presse censurée écrite et parlée fournit la quasi totalité des mentions relevées (54).

Presse	57
Presse et Radio	6
Dénonciateurs	2
Forces armées et polices	2
Collaborateurs économiques	4
U.T.M.I.	3

Plusieurs clandestins évoquent d'ailleurs en naissant la nécessité de combattre les effets de cette propagande. On retrouve ainsi cette idée fondamentale de la liaison étroite entre les phénomènes de résistance et de collaboration. Le tableau des personnalités citées confirme d'ailleurs bien qu'en 1940, les journalistes des journaux censurés polarisent la haine des clandestins (55).

Nom	Nombre de mentions
Degrelle	40
Horace Van Offel (56)	35
Paul Colin (57)	19
Auguste Borms	16
Robert Poulet (58)	14
Raymond De Becker (59)	12
Henri De Man	10
Maurice Pilette (60)	10
Staf De Clercq	7
Florimond Grammens	5
José Streel (61)	5

(54) Notons pour mémoire quelques dénonciations relatives aux mœurs : un clandestin stigmatise les femmes qui se compromettent avec les Allemands, un autre les Belges qui se rendent dans des pâtisseries aux prix astronomiques alors que règne la famine.

(55) Nous avons relevé ici toutes les personnes attaquées dans la presse clandestine dépouillée : d'où peut-être certains noms dont la présence étonne aujourd'hui.

(56) Premier rédacteur en chef du *Soir* censuré, du 14 juin au 19 octobre 1940.

(57) Directeur du *Nouveau Journal* et de *Cassandra*.

(58) Rédacteur en chef du *Nouveau Journal*.

(59) Rédacteur en chef du *Soir* censuré à partir du 20 octobre 1940.

(60) Fondateur et Directeur de l'éphémère *Nation Belge* censurée qui parut du 18 juin au 30 septembre 1940.

(61) Editorialiste du *Pays Réel*.

Pierre Hubermont (62)	4
Paul Werrie (63)	2
P.F. Beckmans (64)	2
Victor Leemans	2

Sont cités une fois : Georges Beatse (65), Jacques Davignon (66), Pierre Daye, Gaston Derijcke (67), Serge Doring (68), Ward Hermans (69), René Lagrou (70), le docteur Martens (71), Jean Omer (72), Paul Ruscart (73), Mil Zankin (74).

Cet inventaire traduit bien la localisation des clandestins : ce sont essentiellement les journalistes bruxellois francophones qui suscitent l'indignation mais aussi l'ironie des clandestins.

Ainsi s'explique par exemple la présence, directement après Degrelle, du premier rédacteur en chef du *Soir*, Horace Van Offel, quasi inconnu avant guerre. L'équipe du *Nouveau Journal* est particulièrement visée. Quant à De Man, il est spécialement en butte aux attaques des clandestins socialistes (75).

Pour cette presse, Borms est plus connu que Staf De Clercq en raison des souvenirs de la première guerre mondiale. Le leider du V.N.V. n'apparaît d'ailleurs qu'à la fin de décembre. Notons pour mémoire qu'un seul journal se préoccupe du *Brüsseler Zeitung* (76).

Le cas de Degrelle est différent : il apparaît comme le symbole même de

(62) Rédacteur au *Nouveau Journal*.

(63) Rédacteur au *Nouveau Journal* et à *Cassandra*.

(64) Commissaire aux prix et salaires.

(65) Rédacteur au *Soir* censuré.

(66) Ambassadeur de Belgique à Berlin de 1936 à 1940, fait partie de la suite royale à Berchtesgaden. *Sursum Corda*, n° 11, 31 décembre 1940, écrit :

« Au cours de son émission du 26 décembre (Londres, 21 h.), le speaker de Radio-Belgique a cloué au pilori tous les traîtres et les vendus qui pactisent avec l'allemand, leur maître. Il a été particulièrement dur et sévère pour ceux qui, de près ou de loin, prêtent leur concours aux journaux allemands ou pro-allemands publiés en Belgique. Du plus vil scribouillard et verveux Paul Colin au plus distingué Vicomte Davignon, styliste noble et précieux, en passant par le plus imbécile des Degrelle, tout juste bon à essayer, avec son torchon ou avec sa langue, le marbre des typos, chacun en a pris pour son grade. »

Nous avouons n'avoir pu retrouver ni la signature du Vicomte Davignon dans la presse censurée ni le texte de l'émission de Londres.

(67) Secrétaire de rédaction au *Nouveau Journal* et à *Cassandra*.

(68) Rédacteur au *Pays Réel* et à Radio Bruxelles.

(69) Député V.N.V. de Malines.

(70) Fondateur de la *SS Vlaanderen*.

(71) Ancien activiste 1914-1918, sa nomination à l'Académie flamande de médecine causa la chute du ministère Spaak.

(72) Directeur du cabaret *Le Bœuf sur le Toit*.

(73) Rédacteur au *Soir* censuré.

(74) Directeur de Radio Bruxelles.

(75) Ainsi dès son premier numéro, *Résurrection (Le Monde du Travail)* fait le procès de la présidence du P.O.B. par De Man et y voit les origines du drame qui accable les milieux socialistes. Au moment des tractations relatives à l'U.T.M.I., les journaux socialistes et communistes reprennent la campagne contre lui.

(76) *De Vrijheid*, Anvers, n° 3.

la collaboration, car rien de particulier ne lui est reproché et l'on sait que jusqu'à Noël 1940, il fut assez discret, pour ne pas dire ignoré. L'ironie est même plus fréquente à son propos que la parole vengeresse et l'on trouve plusieurs fois reproduit un texte qui circule beaucoup alors : « Les origines juives de Léon Degrelle » (77).

En 1940, la collaboration est donc perçue avant tout par les clandestins comme le ralliement à la propagande allemande, à l'idée d'une Europe allemande, à l'Ordre Nouveau. Cette dernière notion, il semble bien qu'on la prenne au sérieux : quarante-cinq clandestins la mentionnent pour la condamner. Plus révélateur encore : dix-sept consacrent de longs articles à démontrer son contenu pernicieux, deux seulement la traitent par l'ironie. C'est d'ailleurs à cette occasion que les clandestins se livrent à d'âpres polémiques avec les journaux censurés. En 1940, la bataille se situe encore au plan des idées et *Le Clandestin* proclamant « Rossez les rexistes » (78) constitue l'exception.

I. LA BELGIQUE DU DEHORS

Comment et quand s'opéra la reconnaissance par le pays occupé des Belges « du dehors » ? Quand et dans quelle proportion ceux qui s'étaient engagés dans la voie de la résistance à l'occupant reconnurent-ils comme leurs ceux qui depuis Londres ou ailleurs prétendaient incarner la légitimité d'une Belgique poursuivant la lutte aux côtés des Alliés ? L'examen des clandestins nous fournit incontestablement un élément d'appréciation qui, loin d'être complet, a le mérite d'être tangible et mesurable.

1°) Radio Londres

A proprement parler, les résultats nous le montrent, il ne s'agit ni directement ni totalement des Belges du dehors. Dès le mois d'août, on trouve en effet trois appels à l'écoute de « Londres ». Il ne peut donc s'agir que de la B.B.C. ou des programmes gaullistes, bien que cela ne soit pas mentionné.

Au total nous avons relevé 34 invitations à prendre « le poste », et ce chiffre assez bas ne peut, à notre avis, qu'indiquer qu'il n'était nul besoin d'encouragement pour ce faire. Sur cet ensemble, neuf font expressément allusion à Radio-Belgique.

La chronologie est sans doute plus significative. Ainsi, entre le 25 août et le 28 septembre, il n'est fait aucune allusion à Radio Londres. Par contre,

(77) *La Libre Belgique* de Namur l'attaque avec violence quand *Le Pays Réel* s'en prend au clergé (*Libre Belgique*, Namur, n° 1 et 2).

(78) *Le Clandestin*, Bruxelles, n° 6, décembre 1940.

quinze des trente-quatre mentions se situent entre le 1^{er} et le 31 octobre, dont six des neuf allusions à Radio Belgique. Il y a donc là indiscutablement volonté d'alerter la population sur l'existence d'une voix belge à la B.B.C. Victor de Lavaleye a inauguré ses émissions le 28 septembre.

Autour du 11 novembre, une chute se produit à nouveau : l'attention est centrée sur les événements intérieurs. A la fin de l'année un regain d'intérêt se manifeste.

Basé sur de très faibles indices, on constate malgré tout l'expression d'un sentiment de filiation avec une action belge à Londres.

2°) Les Belges de Londres

Rappelons quelques dates repères. Le ministre des Colonies, Albert De Vleeschauwer, a séjourné à Londres du 4 au 16 juillet. Il y revient avec Gutt le 8 août. Pierlot et Spaak les rejoignent le 23 octobre. La nouvelle distribution des responsabilités s'opère officiellement le 31 octobre entre les quatre ministres. Mentionnons également la présence depuis le 19 juin du ministre « démissionné » M.-H. Jaspar.

Le moins qu'on puisse dire est que le total de 14 mentions favorables aux ministres belges à Londres n'exprime pas une ferveur particulière à leur égard. Il n'y a, il faut le dire, aucune mention défavorable mais apparemment la Belgique occupée les ignore. Trois mentions datent d'avant la reconstitution du cabinet et font écho aux discours prononcés à la B.B.C. par Gutt et De Vleeschauwer.

Les mentions respectives sont :

pour Gutt	5
» De Vleeschauwer	3
» Spaak	4
» Pierlot	6

Il n'est fait par contre aucune mention de Marcel-Henri Jaspar. Son action semble être restée volontairement ignorée et avec la sienne, celle de Camille Huysmans, malgré leurs interventions sur les ondes et les informations publiées par *Cassandra* (79).

Prudence ? Défiance ? Sans doute ces deux raisons conjuguées car un élément nous permet de croire qu'il ne s'agit pas d'ignorance. En effet l'action militaire belge à Londres est de loin plus largement évoquée et ce dès la mi-août. Les aviateurs belges de la R.A.F., bientôt l'embryon d'armée, fournissent la matière à 20 échos enthousiastes. Un clandestin signale même l'existence du

(79) Des personnalités présentes à Londres en 1940, seules seront citées : Louis De Brouckère et Léon Dens, ce dernier à l'occasion de son décès accidentel. *Cassandra* évoque avec quelques détails, les oppositions entre le Comité Gouvernemental et les ministres à Londres (6 octobre 1940).

périodique *Vers l'Avenir* édité par les troupes belges en Grande-Bretagne. Au total, 27 mentions de l'action belge à Londres figurent dans les clandestins contre 14 consacrées au gouvernement.

Si l'on soutient — relativement — l'action poursuivie aux côtés de l'allié britannique, on est donc beaucoup plus réservé à l'égard du gouvernement Pierlot.

3°) Le Congo

Les remarques précédentes semblent confirmées par la constatation que le Congo est mentionné 15 fois — une de plus que le gouvernement — et que Rijckmans, Gouverneur général, est salué et cité 7 fois, plus qu'aucun des ministres. Or l'optique de ces citations est bien celle de la poursuite de la guerre par la Colonie.

Les fermes discours de Rijckmans sont ainsi reproduits ou amplement cités sept fois, ceux de Churchill cinq fois seulement.

La modicité de tous ces chiffres doit nous inciter à la prudence. Mais leur comparaison nous a paru cependant significative.

J. L'AVENIR

Dans de multiples cercles de notables, l'année 1940 vit fleurir des plans de restructuration du pays qui tous allaient dans le sens d'une refonte autoritaire des institutions. Les clandestins reflètent-ils ce mouvement ? La réponse est étonnante : nous n'avons pas trouvé un seul écho à cet « air du temps ». Si des plans sont (très peu) évoqués, les clandestins socialistes et communistes l'inscrivent dans la perspective du socialisme révolutionnaire (huit cas), quatre journaux indépendants plaident eux pour des institutions plus démocratiques. Un seul journal dénonce l'éventuelle formation d'un gouvernement sous l'occupation et cite à ce propos le comte Lippens et Henri De Man (80).

La seule conclusion à en tirer, nous semble-t-il, est qu'il y a césure entre le milieu dont est issu la presse clandestine et celui des notables. Nous retombons par ce biais sur cette petite et moyenne bourgeoisie patriote dont une enquête sociologique portant sur les rédacteurs clandestins devrait nous fournir le tableau précis. Les préoccupations d'avenir sont parfois présentes mais liées à la politique étrangère de la Belgique qui n'est d'ailleurs pas mise en cause, à deux exceptions près.

Ainsi *Chut !* regrette vivement la mansuétude dont on a fait preuve envers

(80) *La Vérité*, Liège, n° 2.

l'Allemagne au lendemain de 14-18 et considère comme une erreur de ne pas l'avoir écrasée alors !

Sans condamner la politique étrangère passée, quelques voix clament vengeance : « il faut des représailles et l'Allemagne doit être occupée pour longtemps (81) », « quand nous occuperons l'Allemagne, nous serons impitoyables (82) ». Voilà un écho très clair de la teneur « anciens combattants » de certains journaux. Notons cependant qu'il s'agit là d'exceptions.

En 1940, pour la presse clandestine, l'avenir se limite — et c'est déjà énorme — à l'espoir d'une victoire finale de la Grande-Bretagne et ses alliés, au retour de l'indépendance du pays. Cet espoir fonde et justifie son action et il est important de souligner qu'agissant ainsi, elle courait à l'essentiel.

CONCLUSIONS GENERALES

L'étude ainsi menée à terme appelle peu de conclusions d'ordre général. Il est certain que les nombres envisagés sont trop bas pour que puissent se dégager avec certitude des lignes de force marquantes. Les petits nombres soulignent plus la diversité que les points de concordance. Mais cela-même constitue un aspect spécifique des clandestins de 1940.

Ceci établi, il reste qu'à grands traits, le tableau suivant peut être brossé.

A partir de juillet 1940 naît spontanément, plus particulièrement dans le Sud du pays et spécialement à Bruxelles une presse clandestine de type artisanal. Elle trouve un écho tel qu'elle prospère rapidement et peut développer ses moyens techniques et sa diffusion. Elle est le fait de petites équipes, souvent familiales, presque toujours constituées nouvellement à cet effet. Une estimation minimale des données connues indique qu'au moins trois cents personnes participent en 1940 à sa réalisation.

Cette presse clandestine naît en réaction à un état d'esprit, c'est un acte de foi dans une victoire finale du camp allié. C'est la volonté de faire partager cette foi qui en est la motivation fondamentale. Il s'agit de répéter et de persuader que la guerre continue.

La Bataille d'Angleterre vient apporter la première confirmation à cet acte de foi, somme toute insensé, et détermine de nouvelles entreprises. Cette presse est avant tout patriotique, peu politisée, guère idéologique. Elle se rattache à la tradition de 14-18. Le 11 novembre 1940 constitue à cet égard une date pivot. Elle suscite de nouvelles vocations, elle fait déboucher l'écrit sur l'acte.

Drapée aux couleurs britanniques et belges, la presse clandestine de 1940 fustige en moralisatrice, les collaborateurs de l'occupant et principalement ceux qui diffusent ses idées, les journalistes censurés. C'est là le second ressort essentiel de son action.

(81) *La Libre Belgique*, Lessines, n° de Noël.

(82) *La Nation Libre*, Bruxelles, n° 10.

Elle réserve son jugement sur tous les autres problèmes : la campagne, les secrétaires généraux, le gouvernement de Londres, l'action à mener en territoire occupé. S'il trouve de fervents admirateurs, le Roi n'est pas l'étendard que tous les clandestins brandissent.

Ses préoccupations sont finalement fort peu diversifiées à l'exception toutefois de la presse politisée, socialiste et communiste, qui étend son champ de réflexion aux problèmes sociaux.

Pour conclure cette fois au niveau de la méthode utilisée pour l'étude de la presse clandestine, il nous paraît qu'elle s'avère profitable et concluante. Chiffrées, comptabilisées, comparées, malgré leur modicité, certaines données ont permis d'établir très clairement les points d'intérêt, les options, leur évolution. Par le même procédé, apparut clairement, indiscutablement, le silence entourant plusieurs questions clés, nous songeons par exemple au gouvernement de Londres. Si pour l'année 1940 il semble que l'on doive s'en tenir à une photographie plus qu'à une analyse, il n'est plus permis de douter que l'étude d'ensemble, portant sur les quatre années de guerre rendra cette dernière possible et dégagera les axes essentiels de ce phénomène primordial de l'action clandestine. Dès 1940, bien des amorces sont présentes.

**

LISTE DES CLANDESTINS DE 1940

Actualités de la R.A.F.

<i>L'Action Syndicale (P.C.)</i>	Jeumont (France)
<i>Le Belge, Ad Augusta per Augusta</i>	Grand Reng (Belgique)
<i>Le Belge (Abbé Wecghmans)</i>	Bruxelles
<i>Belge Réveille-toi</i>	Bruxelles
<i>Belgique avant tout - België voor alles</i>	Bruxelles
<i>La Belgique Indépendante (Dumont)</i>	Gilly - Charleroi
<i>La Belgique Indépendante - België onafhankelijk</i>	Courtrai
<i>La Belgique Indépendante, Pour Dieu, le Roi et la Patrie</i>	Bruxelles
<i>La Belgique Libre</i>	Bruxelles
<i>La Belgique Libre</i>	Linkebeek
<i>La Belgique Libre</i>	Verviers
<i>La Belgique Libre et Indépendante - Vrije België</i>	Namur
<i>La Belgique Nouvelle</i>	Hal
<i>Le Bon Sens</i>	Bruxelles
<i>Certitude</i>	Bruxelles
<i>Chronique de la Belgique Libre</i>	Bruxelles
<i>Chut !</i>	Liège
<i>Chut ! nous voilà</i>	Schaerbeek
<i>Le Clandestin (devient L'Espoir, P.S.B.)</i>	Bruxelles
<i>Le Clan d'Estin</i>	Ath
<i>Clarté (P.C.)</i>	Bruxelles
<i>Le Commandement des forces belges souterraines</i>	Bruxelles
<i>Le Coup de queue</i>	Bruxelles
<i>Courage</i>	Mons
<i>Le Courrier de la Meuse</i>	Morlanwelz
<i>L'Echasseur</i>	Liège
<i>L'Eclaireur (P.C.)</i>	Namur
<i>L'Espoir (Sauvage)</i>	Mouscron
	Liège

<i>L'Espoir</i> (Terfve)	Liège
<i>L'Espoir</i> (P.C.)	Huy
<i>Les Feuilles de la Belgique libre</i>	Liège
<i>Frécougnou</i>	Verviers
<i>Le Frondeur</i>	Dampremy
<i>Honneur et Patrie</i>	Namur
<i>Ici la Belgique Libre</i>	Liège
<i>L'Indécrottable</i>	Bruxelles
<i>Journal amusant</i>	Bruxelles
<i>Jeunesse Nouvelle</i>	Bruxelles
<i>De Kleine Belg</i>	Gent
<i>La Laisse ta Peau</i>	Bruxelles
<i>La Légion Noire</i>	Bruxelles
<i>La Légion tricolore Belge</i>	Bruxelles
<i>La Liberté</i> (Nias)	Bruxelles
<i>La Liberté</i>	Hornu
<i>Liberté</i> (P.C.)	Liège
<i>La Libre Belgique</i> (Passelecq)	Bruxelles
<i>La Libre Belgique</i>	Namur
<i>La Libre Belgique</i>	Lessines
<i>La Libre Belgique, Peter Pan</i>	Bruxelles
<i>La Libre Belgique ressuscitée en 40</i>	Bruxelles
<i>La Libre Nation Belge - Ons Vrij Vaderland</i>	Bruxelles
<i>Le Lion Belge</i>	Liège
<i>Lutte</i>	Carnières
<i>La Manche</i>	Namur
<i>Mon Journal</i>	Bruxelles
<i>Le Monde du travail</i> (P.S.B.)	Liège
<i>La Nation libre</i>	Bruxelles
<i>Ons Vaderland</i>	Bruxelles
<i>Onze Novembre - Elf November</i>	Bruxelles
<i>Optimisme 2344</i>	Kapellen
<i>Le Parachutiste</i>	?
<i>Patrie</i>	Bruxelles
<i>La Patrie Belge</i>	Horion Hozémont (Liège)
<i>Le Patriote</i>	Liège
<i>Le Patriote - Honneur et Patrie</i>	Bruxelles
<i>Le Précurseur</i>	Anvers
<i>Pro Patria</i>	Farciennes
<i>Quand même</i>	Charleroi
<i>La Renaissance Nationale</i>	Mons
<i>Radio Patacoye</i>	Ougrée Tilleur
<i>La Résistance</i>	Bruxelles
<i>La Résistance</i>	Marche-en-Famenne
<i>Résistance et Libération</i>	Liège
<i>Revue de la Presse libre</i>	Verviers
<i>La Satire clandestine</i>	Lodelinsart
<i>De Strijd</i> (P.C.)	Vilvorde
<i>Sursum Corda</i>	Bruxelles
<i>Het Roode Hoekje</i>	Anvers
<i>Tenir</i>	Namur
<i>Anti-Rex - Union Belge</i>	Pont-à-Celles
<i>Vaincre ou mourir - Overwinnen of sterven</i>	Louvain
<i>Veritas</i>	Ostende
<i>La Vérité</i>	Liège
<i>La Vérité</i> (P.C.)	Bruxelles
<i>La Vérité</i>	La Louvière
<i>Vers la Victoire</i>	Bruxelles
<i>La Voix Boraine</i> (P.C.)	Boussu Mauraige (Bor.)
<i>'t Vrije België</i>	Gand
<i>Het Vrije Vlaanderen</i>	Alost

J. Wynants Jr.

VERVIERS, L'AUTORITE COMMUNALE EN 1940-1941

Ce travail porte uniquement sur la période comprise entre le 10 mai 1940 et le 18 janvier 1942.

La première date s'imposait ; quant à la seconde, elle marque officiellement l'abandon de leurs fonctions par les deux derniers échevins qui avaient été régulièrement choisis après les élections communales d'octobre 1938.

Dès janvier 1942, et même plus tôt si l'on considère que ces deux échevins ont été emprisonnés le 25 octobre précédent, la ville de Verviers est administrée par un Collège échevinal entièrement irrégulier, désigné par le Secrétaire général Romsée. Les opérations ont été promptement menées afin de livrer la cité lainière aux tenants du rexisme.

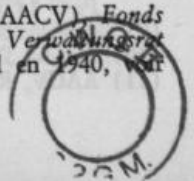
Ce sont les étapes de ce processus que nous espérons mettre en lumière ici. Sans doute le cas verviétois n'est-il pas unique ni exceptionnel, mais le bourgmestre légitime, invité à démissionner sur ordre de l'occupant, peu avant le 30 septembre 1940, est ainsi une des premières victimes de la sollicitude allemande, du moins parmi les bourgmestres de communes quelque peu importantes.

D'autre part, l'occupant et ses amis belges n'avaient pas trente-six façons de s'y prendre et ce qui s'est passé à Verviers est l'illustration de tendances générales et l'application particulière de méthodes utilisées partout.

1^{re} PARTIE : DU 10 MAI AU 29 SEPTEMBRE 1940

Le 10 mai 1940, le bourgmestre Defays, le premier échevin Burguet et le secrétaire communal restent à leur poste. Le sénateur Ohn, échevin de l'Instruction, va à Bruxelles et, plus tard, participera à la fameuse réunion de Limoges. A son retour, il ne reprendra pas ses fonctions à Verviers (1).

(1) ARCHIVES DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE DE VERVIERS (citées AACV). *Fonds Provisoire Secrétariat* (cité *Prov. Secr.*) n. 35¹⁰, rapport de la Ville au *Verwallungsrat* Boehm le 11 décembre. Pour la composition du conseil communal en 1940, voir Annexe I.



Les échevins Bertholet et Gaspard, en sursis de mobilisation comme porteurs d'un sauf-conduit, ont vainement cherché à rejoindre l'armée. En quittant Verviers, avec l'autorisation du bourgmestre et après consultation du commandant de place, ils sont chargés de déposer à Hannut certains documents de l'administration (2).

Une proclamation du Collège échevinal invite la population au calme, mais le télégramme qu'un courrier doit porter à Liège (3) le 11 mai, pour le faire expédier au Premier Ministre, expose pourtant une situation jugée alarmante, notamment en raison du bombardement de la ville par les forts pendant la nuit du 10 au 11 (4).

Conformément à la loi communale, M. Tiberghien remplace momentanément l'échevin des Finances et M. Deprez celui de l'Etat civil.

Ces dispositions sont prises le 13 mai, pendant une réunion au cours de laquelle le bourgmestre fait un exposé sur la situation en ville (5), mais M. Tiberghien avait déjà participé aux deux réunions du Collège le 12 (6).

Dès le 20 mai, le Collège échevinal examine un projet de réorganisation économique de la région verviétoise élaboré par Paul Simon, futur bourgmestre rexiste (7).

Le Collège n'y semble pas hostile, puisqu'il envisage de prendre des contacts.

C'est le 11 juin que les échevins Bertholet et Gaspard, accompagnant toute une caravane d'employés et policiers verviétois, rentrent en ville après un périple qui les avait menés jusqu'en France (8).

Ces deux échevins assistent le surlendemain à la réunion du Conseil communal, au cours de laquelle les communistes les attaquent violemment et demandent leur mise en accusation pour abandon de poste (9).

MM. Gaspard et Bertholet reprenant leurs fonctions, M. Tiberghien s'occupera désormais de l'Instruction dont le titulaire, M. Ohn, est toujours absent (10). Quant à M. Deprez, il devient délégué au service de secours (11).

(2) Interview de M. J. GASPARD ; ARCHIVES PRIVÉES DE M. GASPARD (citées PAPIERS GASPARD) ; *Rapport des deux échevins au bourgmestre le 30 juin 1940* ; AACV, *Fonds Personnel* (cité Pers.) n. 14, *compte rendu collectif des tribulations des agents qui ont quitté Verviers le 10 mai* (avec une quarantaine de signatures, daté du 10 juillet 1940) ; J. BRONCKART, *Cinq Ans d'Occupation, Verviers pendant la Guerre 1940-1945*, Verviers, 1946, tiré à part du journal *Le Courrier*, 1^{er} vol. (cité BR. 1), p. 9.

(3) Les liaisons sont coupées dès le 10 mai vers 9 h. Voir par exemple J. DELAET, *Dernières Escadrilles 40*, Les Lettres Latines, Bruxelles, 1946, p. 128 ; Texte du télégramme : AACV, *Bulletin Communal* (cité B.C.), 13 mai 1940 et BR. 1, p. 15.

(4) BR. 1, pp. 10-15.

(5) AACV, *Secr. 72* ; Id., *Procès-verbaux des réunions du Collège* ; Id., *Rapport sur la situation et l'administration des affaires communales pour l'année 1940*, annuel, imprimé, Imprimerie de l'Administration communale, Verviers, 1949 (cité *Rapport...* 1940).

(6) AACV, *P.V. des réunions Collège*.

(7) Id., *P.V. des réunions Collège*.

(8) PAPIERS GASPARD, *Rapport des deux échevins au bourgmestre le 30 juin 1940* ; AACV, *Pers. 14, Compte rendu collectif des tribulations des agents qui ont quitté...*, doc. cit.

(9) AACV, *B.C.*, 13 juin 1940.

(10) AACV, *Secr. 23* (Tiberghien).

(11) AACV, *Rapport...1940*, p. 3 ; AACV, *Secr. 45*¹⁸.

Le conseiller rexiste Hénault profite de la réunion du samedi 13 juillet pour proposer une adresse au Roi. Proposition écartée par la question préalable (12).

Le même jour est instituée une commission communale d'enquête devant laquelle le personnel de la ville sera appelé à justifier sa conduite le 10 mai (13). Peu après, la province crée une commission semblable. En outre, par lettre du 9 août, le *Kriegsverwaltungsrat* Boehm de l'*Ortskommandantur* de Verviers demandera à l'administration communale de se livrer à une enquête similaire, mais sur une beaucoup plus grande échelle, en application de l'ordonnance allemande du 18 juillet 1940 (14). Cette enquête touche le personnel des Contributions, le commissariat d'arrondissement, les partis politiques, les postes privés de Radio, les notaires, le barreau, les écoles libres... et même les fabriques d'églises (15), ce qui, aux yeux d'un Vicaire général, est la manifestation d'un certain excès de zèle (16).

Remarquons que tous les organismes interpellés répondent avec empressement à cette immixtion de la Ville : la demande de l'administration date du 12 août et la réponse de la fabrique d'église de St-Remacle est faite le 14, et ce n'est pas une exception. Les refus fermes sont très rares.

2° PARTIE : LA QUESTION DU BOURGMESTRE

A. DEMISSION DE M. DEFAYS

Le 30 septembre 1940, l'ordre du jour du Conseil communal est purement administratif et l'on eût bien étonné les conseillers en leur affirmant qu'ils quitteraient l'hôtel de ville très embarrassés, sinon consternés. Au début de la séance à huis clos, le bourgmestre annonce qu'il a été invité à démissionner, vu son grand âge (17) et *sur ordre de l'Occupant transmis par le Ministère de l'Intérieur* (18). Le pire, c'est que M. Defays a immédiatement obtempéré, plaçant ainsi le Collège et le Conseil devant le fait accompli. Il insiste d'ailleurs sur le caractère inévitable de cette démission.

Emotion... Protestations... Le Conseil décide l'envoi à Bruxelles d'une

(12) AACV, B.C., 13 juillet 1940.

(13) Ibid.

(14) *Verordnungsblatt der Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich für die Gebiete Belgiens, Luxemburgs und Nordfrankreichs*, 8° fascicule, n. 1. (Cité *Verordnungsblatt*.)

(15) AACV, *Prov. Secr.* 35¹⁰.

(16) ARCHIVES DU DOYENNÉ DE VERVIERS (citées ADV), documents non classés, Lettre de Mgr. Simenon à un vicaire de la paroisse décanale de Verviers, le 17 août 1940.

(17) Né le 8 janvier 1863, conseiller depuis 1908, M. Defays est bourgmestre depuis 1921 : AACV, *Panthéon verviétois* ; AACV, B.C., 30 septembre 1940 ; AACV, *Secr.* 14.

(18) Voir annexe II.

délégation. C'est le 4 octobre qu'elle s'y rend, composée du premier échevin et d'un représentant de chacun des partis, Rex excepté (19).

Reçue par une personnalité non précisée du Ministère de l'Intérieur, elle apprend qu'il est impossible de revenir sur la démission. D'autre part, le grand âge est bien le motif allégué par l'Occupant et une mesure semblable sera appliquée ailleurs également (20).

M. Defays présidera encore les réunions du Collège les 1 et 8 octobre (21). L'arrêté du 10 de ce mois acceptant sa démission sera publié par le *Moniteur* du 13 et le *Journal de Verviers* reprendra la nouvelle deux jours plus tard (22).

Peu après, l'ancien maieur abandonne aussi son mandat de conseiller communal (23).

B. LE PREMIER ECHEVIN, BOURGMESTRE FF.

1. Attitude initiale

Puisque le Roi ne peut exercer ses prérogatives, notamment celle d'accepter la démission des bourgmestres, le Conseil considère que M. Defays est momentanément empêché de remplir ses fonctions. Il suffit alors d'appliquer l'article 107 de la Loi communale, article selon lequel en cas d'absence ou d'empêchement du bourgmestre, ses fonctions sont remplies par l'échevin premier dans l'ordre. C'est ainsi que M. Burguet, échevin premier en rang, devient bourgmestre ff.

A première vue, les documents ne paraissent pas confirmer exactement cette argumentation puisque, dès le 11 octobre, est introduite une demande tendant à faire désigner M. Burguet pour remplir les fonctions de bourgmestre (24).

Si le premier échevin remplace *automatiquement* le bourgmestre, pourquoi le présenter quand même comme candidat bourgmestre ?

Le Conseil désire sans doute envisager toutes les éventualités.

Tout ceci demeure obscur (25) et nous nous bornerons à hasarder quelques hypothèses (26).

(19) M. Hénault, conseiller rexiste, sans être contre le bourgmestre, estime qu'il faut faire place aux jeunes : AACV, B.C., 30 septembre 1940 ; BR. 1, p. 97.

(20) BR. 1, p. 100. Bronckart seul mentionne la généralisation probable de cette mesure, mais on peut se demander s'il ne s'agit pas d'une interpolation comme il en existe d'autres dans l'œuvre. Ou bien parlait-on déjà en octobre de projets qui allaient se concrétiser dans l'Ordonnance allemande du 7 mars 1941 contre le vieillissement des cadres de l'administration publique en Belgique ? (*Verordnungsblatt...*, 34^e fascicule, n. 3).

(21) AACV, P.V. des réunions Collège.

(22) *Le Pays Réel* du 13 mai 1941 signale la désignation de son successeur et fait, à sa manière, l'historique des événements : annexe IV.

(23) AACV, Secr. 14 ; AACV, B.C., 28 octobre 1940.

(24) AACV, Secr. 15⁴ : Lettres du 11 octobre 1940 au Gouverneur de la Province et au Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur.

(25) Voir Papiers Gaspard, *Note sur la question du bourgmestre de Verviers* ; BR. 1, pp. 97-105.

(26) Nous n'aborderons pas la question des pouvoirs des Secrétaires généraux.

2. Des dangers

Certains ne sont pas restés inactifs. Peu après le 30 septembre, le docteur Hénault, conseiller rexiste, révéla à un échevin que le commandant allemand de la place l'avait pressenti comme bourgmestre. M. Hénault aurait finalement décliné cette offre (27).

Par ailleurs, on apprendra le 19 mai 1941 (28) que Paul Simon aurait été contacté par des autorités belges (29) et allemandes qui lui auraient fait la même proposition qu'à M. Hénault.

Le Conseil communal avait-il connaissance de ces manœuvres dès octobre 1940 ? C'est possible en ce qui concerne la candidature Hénault (30).

3. Réactions

Il faut donc réagir et, très vite, le 11 octobre, une majorité de 13 conseillers sur les 21 actifs à cette époque propose que M. Burguet soit désigné (31). Une délégation se rend d'ailleurs chez le gouverneur de la province qui promet son appui (32).

Quelles pourraient avoir été les arrière-pensées des conseillers ?

Si aucune nouvelle décision n'est prise, M. Burguet reste bourgmestre ff. en application de la loi communale. Si M. Burguet est nommé, cette solution est encore satisfaisante, dans la pratique. Le danger, c'est la présence éventuelle d'un *outsider* et peut-être est-ce la raison pour laquelle le Conseil se résout vite à présenter son candidat, avant que d'autres ambitions ne s'expriment et ne s'imposent.

En outre, dans l'esprit de nombreux mandataires, le mayorat de M. Burguet sera comme une parenthèse, un intérim. L'adjectif « intérimaire » est même utilisé dans des documents officiels.

(27) BR. 1, p. 105.

(28) BR. 1, pp. 215-216 ; Papiers Gaspard, *Monsieur Simon assume ses fonctions*. Nous n'avons pu retrouver le texte intégral de cette déclaration de P. Simon au Collège le 19 mai 1941 ; voir annexe VI.

(29) BR. 1, pp. 215-216 : Simon aurait parlé d'*autorités belges* chez qui il se serait rendu, à Liège. Plus loin, il aurait affirmé avoir répondu au *Ministère*. Tout ceci reste sujet à caution ; voir annexe VI.

(30) Un tract que nous datons d'après le 24 janvier 1941 cite nommément Hénault parmi les « valets de Hitler » mais ignore Simon qui est pourtant déjà entré en lice pour la place de bourgmestre : Tract « *Un brave est tombé sous les balles boches...* », Papiers Dressen.

(31) AACV, *Secr. 15* : lettres du 11 octobre 1940 au Gouverneur et au Ministère. — Selon BR. 1, p. 100, les conseillers auraient été avertis qu'ils pourraient manifester leurs préférences, mais à titre individuel uniquement. Cette restriction, signalée par Bronckart seul, ne ressort pas clairement de l'examen des documents.

(32) Papiers Gaspard, *La question du bourgmestre de Verviers*.

4. Péripéties

L'arrêté de démission de M. Defays paru, la question de son remplacement reste en suspens jusqu'au 17 décembre. Les conseillers sont donc encouragés à penser que les choses suivent le cours souhaité et que tout se présente bien pour leur candidat (33).

Pourtant, le 17 décembre arrive une lettre du Gouverneur annonçant que si l'autorité occupante reconnaît les mérites du premier échevin, elle préfère cependant voir Paul Simon devenir bourgmestre :

« ...*Es bestehen jedoch bedenken, ob er die schwierigen Aufgaben, wie sie in der grossen Grenzstadt Verviers zu leisten sind, meistern wird. Als besser geeignet wird für die Bürgermeisterstelle Universitätsprofessor Dr. Paul Simon genannt.* » (34)

Des rumeurs circulaient en ville depuis un certain temps, concernant l'attitude collaborationniste et les ambitions de P. Simon ; elles trouvent ainsi confirmation tandis que le personnage apparaît nettement comme le candidat de l'autorité allemande (35).

Une nouvelle démarche est tentée au Ministère. La délégation verviétoise reçoit l'assurance que le point de vue du Conseil communal sera défendu devant les instances allemandes (36).

Au même moment, le Collège répond à la lettre du Gouverneur : M. Simon n'étant pas domicilié à Verviers n'y est donc ni électeur ni éligible ; en outre, il est professeur à l'Ecole Supérieure des Textiles, établissement communal. Il y aurait donc incompatibilité entre cet emploi et la fonction de bourgmestre ; de plus, M. Simon ne s'est jamais occupé d'affaires communales et ne jouit pas de la sympathie générale. Argument suprême : il a même été exempté du service militaire (37).

Ensuite, c'est le silence jusqu'au 31 janvier 1941, jour où le Gouverneur transmet une lettre du Ministère de l'Intérieur. Selon cette missive, les Allemands reviennent à charge et affirment que M. Simon est électeur à Verviers et que l'Ecole des Textiles n'est pas un établissement communal (38).

Dans sa réponse, le Collège indique que l'intéressé est professeur dans le réseau d'enseignement communal dont fait partie l'Ecole des Textiles, mais

(33) AACV, *Secr.* 15⁴ : supplique au Secrétaire général Romsée, remise par des membres du Conseil le 13 mai 1941 ; voir annexe V. ...

(34) « Mais il convient de considérer s'il est à même de surmonter les lourdes tâches qui doivent être menées à bien dans la grande ville-frontière de Verviers. Comme mieux qualifié pour la place de bourgmestre, on cite le professeur d'université Dr. Paul Simon. » (traduction de l'administration belge) : Lettre du *Militärbefehlshaber-Verwaltungschef* du 5 décembre 1940, transmise par le Gouverneur le 16 décembre : AACV, *Secr.* 15⁴.

(35) Ibid.

(36) Papiers Gaspard, *La question du bourgmestre de Verviers.*

(37) AACV, *Secr.* 15⁴, spécialement lettre du 17 décembre 1940 au Gouverneur de la Province.

(38) AACV, *Secr.* 15⁴ : lettre du ministère, très urgente, transmise par le Gouverneur le 31 janvier 1941 et réponse du Collège échevinal le 3 février.

reconnait qu'effectivement, il est encore électeur à Verviers, bien que domicilié ailleurs depuis le 16 mai 1939 : une loi du 30 juin 1939 (39) avait supprimé la révision des listes électorales qui devait avoir lieu en 1939, tandis que la loi du 7 septembre 1939 supprimait toute révision jusqu'à la remise de l'armée sur pied de paix (40).

C'est à nouveau le calme. Il faut convenir que l'Occupant tient à voir Paul Simon bourgmestre de Verviers. D'autre part, l'autorité belge semble défendre le point de vue verviétois. La correspondance échangée ne laisse aucun doute à ce sujet. Ainsi, par exemple, la demande du Secrétaire général, transmise par le Gouverneur le 16 décembre, montre qu'on essaie à tout prix d'éviter Simon. Cette lettre demande s'il n'existe aucune autre personnalité que ce dernier. Puisqu'il paraît acquis que les Allemands refusent M. Burguet, il importe donc de présenter rapidement un autre candidat pour faire échec à Simon (41).

En outre, et nous l'avons déjà dit, à la fin de décembre, un délégué du Secrétaire général avait rassuré une délégation verviétoise sur les intentions de l'autorité belge (42).

C. LE BOURGMESTRE SIMON (43)

Voici que le *Moniteur* du 2 avril 1941 publie l'arrêté faisant de Gérard Romsée le Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur.

Bien des choses vont commencer à bouger, à Verviers comme ailleurs.

Le 5 mai, une réunion officieuse des membres du Conseil communal envisage la conduite à tenir si un bourgmestre est choisi en dehors de ce Conseil. Les échevins doivent-ils conserver leur poste, dans cette hypothèse ? (44)

La question vient en effet à son heure car *La Légia* du 10 mai annonce que, par arrêté du 6, Paul Simon est désigné pour remplir les fonctions de bourgmestre de Verviers. Les autres journaux reprendront la nouvelle dans les jours suivants, *Le Pays Réel*, par exemple, les 11 et 13 mai (45).

Une ultime démarche est décidée le 13 en faveur de la candidature de M. Burguet, puisque la désignation de son rival n'a pas encore paru au *Moniteur* (46). Intervention vaine, mais le Secrétaire général semble toutefois

(39) *Moniteur* du 6 juillet 1939.

(40) *Moniteur* du 8 septembre 1939.

(41) AACV, B.C., 28 octobre 1940 ; AACV, *Secr.* 15⁴.

(42) Papiers Gaspard, *La question du bourgmestre de Verviers*. Ce que nous venons d'exposer concernant l'administration et le pouvoir communal à Verviers en 1940 est brièvement évoqué dans notre contribution à l'ouvrage de J. GÉRARD-LIBOIS et JOSÉ GOTOVITCH, *L'An 40, la Belgique occupée*, Editions du C.R.I.S.P., Bruxelles, 1971, annexe 1, pp. 438-456.

(43) Pour la personnalité de Simon, voir annexes III et IX.

(44) BR. 1, p. 202.

(45) Voir annexe IV : *Le Pays Réel* du 13 mai 1941.

(46) Mais pour les arrêtés d'intérêt restreint, c'est la date de notification aux intéressés qui compte.

disposé à accorder des compensations en ce qui concerne les échevins (47). Certains de ceux-ci tombaient sous le couperet de l'ordonnance allemande du 7 mars : âgés de plus de soixante ans, MM. Burguet et Tiberghien allaient devoir se retirer (48). Remarquons que pour refuser le poste mayoral à M. Burguet, jamais on n'a allégué son âge.

Le 14, le premier échevin, bourgmestre ff., convoqué chez le Commissaire d'arrondissement, y reçoit officiellement avis de la désignation de son concurrent (49). Celui-ci annonce bientôt au Secrétaire communal son entrée en fonctions, et il le fait sur papier à en-tête du Ministère des Voies et Communications, Direction du roulage pour l'arrondissement de Verviers, où il occupe un poste qui pouvait lui permettre d'empiéter parfois sur les prérogatives de la ville et de créer des conflits d'attributions (50).

Le même jour, soit le 17, les échevins sont convoqués pour le surlendemain, un lundi. Paul Simon a l'intention de ne pas traîner.

Au jour dit, quand il entre dans la salle, personne ne se lève, personne ne lui serre la main : l'accueil est glacial (51). Brève déclaration de l'intéressé, dont nous n'avons hélas pas le texte intégral (52).

C'est immédiatement le premier incident : au nom des quatre échevins, M. Burguet lit un texte dont se dégagent trois idées : un rappel des devoirs de fidélité à la Constitution, la résolution de borner les relations au plan administratif strict et d'être vigilants, un blâme cinglant de l'attitude collaborationniste (53).

Ce texte lu par M. Burguet sera largement répandu : de nombreuses copies dorment encore dans les greniers des Verviétois et les journaux clandestins se chargèrent de donner à l'événement une portée qui embarrassa les autorités rexistes. Ainsi *La Libre Belgique Peter Pan* du 1 juin publiera-t-elle déjà l'allocution, reprise le 21 juin par *Sursum Corda* (54).

A cette protestation répond le surlendemain un discours du bourgmestre Simon dans lequel il invoque les télégrammes qu'il a adressés au Roi après le désastre de mai 1940, ainsi que les réponses du Palais. Il compare sa fidélité au Souverain à l'attitude des échevins qui, à la même époque, refusaient l'envoi d'une adresse au Roi (55). Pour M. Simon, la conduite présente du Collège constitue un refus de reconnaître l'autorité du Secrétaire général. Simon signale les incidents à Romsée qui exige une enquête dont le Gouverneur de la Province est chargé (56).

(47) Papiers Gaspard, *La question du bourgmestre de Verviers*.

(48) AACV, *Secr.* 72.

(49) BR. 1, p. 211.

(50) AACV, *Secr.* 15⁴ : lettre du 17 mai ; conflit d'attributions : BR., 1, pp. 166-167.

(51) Papiers Gaspard, *M. Simon assume ses fonctions* ; BR. 1, p. 215.

(52) AACV, *Secr.* 15⁴ ; BR. 1, pp. 215-216 ; voir annexe VI.

(53) AACV, *Secr.* 15⁴ ; Papiers Gaspard ; voir annexe VII.

(54) Copies stencillées ou dactylographiées : ADV ; Papiers J. Dreessen ; Papiers Mlle Deherve, etc. - *Libre Belgique Peter Pan*, n. 12 ; *Sursum Corda*, n. 30.

(55) Allocution de Simon : AACV, *Secr.* 15⁴ ; adresse au Roi : AACV, B.C., 13 juillet 1940. — L'allocution est reproduite à l'annexe VIII.

(56) AACV, *Secr.* 15⁴ : Note au 1^{er} bureau, du 21 mai, demandant de faire parvenir au Secrétaire général une copie de la déclaration Burguet et de la réponse Simon ; Ibid., Lettre du Gouverneur à Simon le 7 juin.

Quant au discours de Simon, il sera lui aussi utilisé par des patriotes dont certains le diffuseront sous forme dactylographiée ou ronéotypée tandis que d'autres en feront un tract illustré (57).

Quelques jours après ces événements, des conseillers — ou au moins M. Gaspard — s'adressent — individuellement, puisque les conseils communaux ne peuvent plus se réunir (58) — au Secrétaire général Romsée en lui demandant audience au sujet des candidatures aux postes scabinaux bientôt vacants en raison de l'application de l'ordonnance allemande du 7 mars 1941 (59). En effet, surpris et effrayé par la désignation de Simon, le Collège veut prendre les devants en ce qui concerne le remplacement des échevins, afin d'éviter une minorisation progressive des élus réguliers au bénéfice d'éléments « parachutés ». En outre, Romsée avait promis aux mandataires verviétois venus le trouver précédemment, qu'il tiendrait compte de leurs souhaits, afin que toutes les tendances soient représentées parmi les échevins nouveaux (60).

L'audience est refusée par le Secrétaire général : il faut d'abord une rétractation de la déclaration faite par M. Burguet le 19 mai (61).

Convoqué chez le Gouverneur, M. Burguet est invité à retirer sa déclaration, ce qu'il refuse de faire, si bien qu'il reçoit dans les jours suivants une lettre de réprimande (62). Le premier échevin lit ce texte à la réunion du Collège le 25 juin et le fait acter au procès-verbal, ce qui clôt l'incident (63), après que Paul Simon a refusé la proposition des échevins tendant à publier la réprimande du Gouverneur dans le *Journal de Verviers* (64).

Parmi les partisans de l'Ordre nouveau, personne, faut-il le dire, ne faisait confiance aux échevins. Le Ministère défendra qu'on accorde à aucun d'eux une délégation pour légalisation des documents et signatures. Cette suspicion s'étend aussi au Commissaire en chef de la police et Paul Simon est donc seul à envoyer un spécimen de sa signature (65).

Il est à peine besoin de signaler que les divers tracts répandus et que les fuites constatées à l'occasion de cette désignation de Simon avaient sérieusement mécontenté les amis de l'Ordre nouveau. Aussi n'est-il pas étonnant que le nouveau bourgmestre ait ordonné à la police de faire une enquête (66) qui aboutira, quand Rex sera devenu majoritaire au Collège, à des sanctions prises contre les agents communaux responsables (67).

(57) Copies dans ADV, Papiers Gaspard, Papiers Dreessen...

(58) AACV, B.C. 19⁴ 1 : circulaire du Ministère de l'Intérieur n. B/12/VII du 18 avril 1941 qui communique la décision de l'autorité allemande d'interdire toute activité des conseils communaux pour la durée de la guerre.

(59) Papiers Gaspard, *Intermède* et documents annexes.

(60) Ibid., *La question du bourgmestre de Verviers* ; BR. 1, p. 225.

(61) Ibid., lettre de Romsée à Gaspard le 9 juin. — Voir annexe X.

(62) Ibid., *Intermède* ; AACV, *Secr.* 15⁴ : lettre du Gouverneur le 21 juin.

(63) AACV, B.C., 25 juin 1941.

(64) Papiers Gaspard, *Intermède*.

(65) AACV, *Secr.* 15⁴ : Circulaire reçue le 18 juin. Le texte ronéotypé a été complété à la main : « à l'exception de celles de MM. Burguet, Gaspard, Bertholet, Tiberghien et Nelissen ». Il s'agit des signatures. Simon renvoie la sienne le 20.

(66) BR. 1, p. 223.

(67) Ibid., p. 227.

Il convient encore d'évoquer une curieuse affaire qui survint au mois d'août 1941 et où Paul Simon montra qu'il était le chef d'une faction politique vindicative plus que le bourgmestre de tous. Des coups de feu avaient été tirés par des inconnus dans les vitres d'un café fréquenté par les Allemands. La *Kommandantur* prit des mesures « de routine », elle interdit les sorties entre 20 h. et 5 h. du matin, fait payer les réparations par la Ville et ordonne le renforcement de la police par des personnes de la commune, choisies sous la responsabilité du bourgmestre (68).

Le 13 août, le maieur avise le Collège des décisions qu'il a prises : réquisition de 120 jeunes gens pour assurer les patrouilles nocturnes et de 22 notabilités pour surveiller ces jeunes. C'était aller au-delà des mesures imposées par le *Kreiskommandant*. Une curieuse coïncidence a fait en outre que les notables sont des anti-rexistes.

Le bourgmestre surveille ces patrouilleurs nocturnes, paré de son plus bel uniforme de commandant des Forces de Combat de Rex.

Le bourgmestre de tous, vraiment... Quant à l'autorité communale, elle est en passe de s'exercer à partir de l'état-major local du rexisme.

Les échevins et d'autres personnalités protesteront et parviendront à faire cesser ces réquisitions. Gain de cause donc, mais pour la dernière fois peut-être (69).

3^e PARTIE : LE COLLEGE ECHEVINAL (70)

Au début de mai 1941, les conseillers communaux, dont la mission vient d'être suspendue (71), se réunissent officieusement dans un café de la ville (72). Le conseiller rexiste Hénault n'a évidemment pas été invité.

Les discussions portent sur le problème suivant : que peuvent et que doivent faire les échevins si un nouveau bourgmestre est choisi en dehors du Collège et du Conseil ? Des conseillers vont s'informer de ce qui se fait ailleurs, notamment en prenant contact avec le bourgmestre de Liège. Le bourgmestre ff. doit voir M. Bologne, afin d'arrêter une attitude uniforme face aux menaces qui pèsent sur les institutions communales (73).

Le *Moniteur* du 30 mai 1941 publie les arrêtés des 26 et 28, relatifs aux pouvoirs des conseils communaux et à la nomination des échevins. Il en résulte

(68) Papiers Gaspard, 13 août 1941 ; Avis de la *Kreiskommandantur* publié par *Le Journal de Verviers* du 13 août 1941 ; Le Centre de Recherches et d'Études historiques de la seconde Guerre mondiale possède une photo des affiches allemandes et belges placardées à cette occasion (photo A. Ruwet, rue Spintay, 27 à Verviers).

(69) Papiers Gaspard, 13 août 1941 ; sommé par le Gouverneur de retirer ces mesures, Simon le fera le 4 septembre : BR. 1, p. 264.

(70) Brève relation dans AACV, *Rapport...1941*, pp. 3-5.

(71) Voir note 58 ; AACV, *Secr.* 45¹¹.

(72) BR. 1, pp. 202-203 ; autre réunion, fin mai : BR. 1, p. 225.

(73) AACV, *Secr.* 45¹¹ : note du Collège du 25 avril. — Autre note du 29 avril disant que M. Bologne doit avoir un contact avec Romsée.

que les attributions des Conseils passent aux Collèges, sauf les nominations importantes, que le Secrétaire général Romsée se réserve.

Quant aux échevins, démission peut leur être accordée d'office s'ils sont dans l'impossibilité de continuer à exercer leurs fonctions. Le Secrétaire général peut désigner des échevins choisis en dehors des Conseils communaux. En application de l'ordonnance allemande relative au « rajeunissement des cadres », certains échevins vont avoir à se retirer.

Telle est la situation lourde de menaces. On devine déjà les nombreux problèmes qui se poseront et les manœuvres que les nouveaux arrêtés rendent possibles pour truffer les Collèges échevinaux de personnages d'Ordre nouveau.

En juillet 1941, M. Burguet, visé par l'ordonnance allemande, est averti que malgré ses soixante ans, il peut provisoirement rester à son poste d'échevin, mais un mois plus tard, l'Occupant revient sur cette décision (74).

Il en va de même pour M. Tiberghien dont le cas est quand même un peu différent : remplaçant de M. Gaspard, puis de M. Ohn, en mai-juin 1940, il reste en place puisque le sénateur Ohn ne peut reprendre ses fonctions (75).

Mais comme il avait pris ses fonctions sans l'assentiment allemand, l'*Oberfeldkommandantur* de Liège lui interdit de continuer, par lettre du 16 septembre 1941 (76). De toute manière, Tiberghien aurait été éliminé pour raison d'âge. C'est en enquêtant au sujet de M. Ohn à qui « démission est accordée » en même temps qu'à M. Burguet, que l'Occupant s'est aperçu qu'un remplaçant lui avait été donné (77).

Les deux intéressés, Burguet et Tiberghien, continuent pourtant à siéger jusqu'à notification de leur démission par l'autorité belge, et ce délai entraîne les protestations de Simon. Une réunion du Collège a lieu le 5 septembre. Ensuite, il n'y en a plus avant le 30 (78) : on attend l'élimination des gêneurs, selon le conseil donné par Romsée, semble-t-il, puisqu'à son retour de Bruxelles le 19 septembre, Simon dit partager l'avis du Secrétaire général de postposer les réunions jusqu'à la parution des désignations nouvelles, parution prévue pour le 25 (79). Cette tactique ressort aussi du libellé de la convocation pour le Collège du 30 (80).

Bref, on attend avec impatience l'annonce officielle des démissions et des désignations. Un arrêté du 25 règle le sort de Burguet tandis que le *Moniteur* du 28 désigne MM. Hénault et Brouwers. Le premier était conseiller communal mais le second ne l'était plus.

Le 30, lors de l'installation de ces personnages, le scénario du 19 mai se répète : M. Gaspard fait une déclaration en son nom et au nom de M. Ber-

(74) AACV, *Secr.* 72 ; *Ibid.*, B.C., 2 juillet 1941.

(75) Ordonnance allemande du 18 juillet 1940 : *Verordnungsblatt*, 8^e fascicule, n. 1.

(76) AACV, *Secr.* 72.

(77) *Ibid.*, *Secr.* 14.

(78) *Ibid.*, B.C., 1941.

(79) *Ibid.*, *Secr.* 4515.

(80) Papiers Gaspard, convocation du 26 septembre, copie dans AACV, *Secr.* 23. Voir aussi le *Journal de Verviers* du 4 octobre 1941.

tholet. Il reprend les sentiments exprimés en mai par M. Burguet et y ajoute un extrait de Fichte concernant l'attitude à adopter face aux envahisseurs (81).

Le bourgmestre Simon définit ensuite la ligne de conduite de la nouvelle majorité (82) et une adresse au Roi est votée, par 3 voix pour et 2 abstentions (83). Lors de cette même réunion dont les délibérations ne couvriront pas moins de 40 pages du *Bulletin communal*, deux points méritent encore d'être signalés. Tout d'abord, le principe est acquis de la mise en accusation des fonctionnaires communaux qui avaient répandu la déclaration Burguet de mai (84). Ensuite, les attributions des échevins sont modifiées et M. Gaspard passe des Finances aux Travaux, tandis que si M. Bertholet conserve le domaine important de l'Etat civil, il perd toutefois les Oeuvres sociales, non moins importantes. Tous les autres postes sont aux mains des amis du bourgmestre et les deux derniers échevins légitimes n'ont plus qu'à bien se tenir. C'est précisément ce qu'ils ne feront pas puisqu'ils adressent un recours au Ministère contre le changement des attributions, recours qui sera rejeté. Simon aurait même rendu visite au département de l'Intérieur à ce sujet (85).

Le 22 octobre, le Collège est convoqué à la *Kreiskommandantur* où les deux récalcitrants maintiennent leur attitude, ce qui leur vaut d'être conduits le lendemain à la prison de Verviers (86). Simon envoie à Romsée une lettre exprès qui signale la réunion à la *Kommandantur*, la conduite des deux échevins et leur arrestation : « Le Collège échevinal se trouve par conséquent pour un temps indéterminé amputé de deux de ses éléments. » (87). Ces deux éléments sont dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions. On pourrait donc leur accorder démission d'office...

Pendant leur emprisonnement à Verviers puis à Liège (88), Gaspard et Bertholet apprendront donc que l'autorité allemande a décidé de leur interdire

(81) AACV, *Secr.* 10 ; nombreuses copies dans Papiers Gaspard, ADV, Papiers Mlle Deherve, etc. ; reproduit par *La Vérité* (journal de combat et de résistance morale pour le maintien de l'âme belge et la défense de l'unité nationale), n. 24 de novembre 1941 ; voir annexe XI. Le texte de Fichte se trouve cité par TH. SMOLDERS, *La Législation belge depuis le 10 mai 1940*, tome II : janvier 1941 - 30 avril 1941, Bruxelles, Larcier, 1941, p. 533. Il s'agit d'un extrait du XIII^e discours après la défaite d'Iéna, *Rede an die deutsche Nation*, Leipzig, 1807. Ce texte, fréquemment utilisé en 1941, se trouve encore reproduit dans le clandestin verviétois *La Revue de la Presse libre*, n. 4 (début 1941).

(82) AACV, *P.V. des réunions Collège*, 30 septembre 1941. Un extrait du *P.V.* des séances du 30 septembre et du 15 octobre est envoyé à Romsée, suite à sa demande verbale à Simon ; AACV, *Secr.* 10 ; discours du bourgmestre : *Ibid.*, *Secr.* 10 ; voir annexe XII.

(83) *Ibid.*, *P.V. des réunions Collège*, 30 septembre 1941 ; voir note 55.

(84) Voir notes 66 et 67.

(85) AACV, *Secr.* 45¹⁹ et spécialement lettre du chef de cabinet à Simon le 8 octobre 1941 ; copie du recours de Gaspard : Papiers Gaspard, lettres du 30 septembre 1941 ; lettre de Gaspard à Romsée : annexe XIV.

(86) Papiers Gaspard, *Mon incarcération*.

(87) AACV, *Secr.* 45¹⁴ : copie de la lettre exprès du 24 octobre.

(88) O. Petry, *Prisons allemandes*, Imprimerie Le Travail, Verviers, s.d. (1944), p. 13 ; C. LOHEST et G. KREIT, *La Défense des Belges devant le Conseil de Guerre allemand*, Editions Pax (H. Vaillant-Carmanne), 1945, Liège, p. 113 ; Papiers Gaspard, *Mon Incarcération*.

la reprise de leurs fonctions (89), ce qui cadre parfaitement avec les plans de la majorité rexiste.

Durant cette captivité, un tract imprimé très violent circule à Verviers, protestant contre les arrestations et contre la nouvelle majorité au Collège (90).

En janvier 1942, libérés depuis peu, MM. Bertholet et Gaspard reçoivent enfin une circulaire de Romsée où il est question de cette démission d'office à laquelle on pouvait s'attendre (91). Le *Moniteur* du 18 janvier 1942 publie l'arrêté « accordant » ces démissions. Dès ce moment, la ville de Verviers est entièrement dirigée par des partisans de l'Ordre nouveau (92).

Le 6 février, dans une protestation au Ministère à propos de l'exploitation du Grand Théâtre, M. Gaspard utilise encore son titre d'échevin et le papier à lettres officiel. Son correspondant, un inspecteur général, lui en fait d'ailleurs la remarque dans sa réponse du 18 février (93). Baroud d'honneur, en somme.

QUELQUES CONCLUSIONS

C'est délibérément que nous avons voulu mener cette étude « en rase-mottes ». Cette démarche nous semblait la première chronologiquement et, actuellement, peut-être la seule possible. Il reste en effet bien des inconnues et le sujet est délicat, on en conviendra.

Nos conclusions seront donc brèves et prudentes, souvent accompagnées de points d'interrogation.

La démission du bourgmestre Defays paraît curieuse, non seulement en raison des incertitudes que nous avons signalées, mais encore parce qu'elle est annoncée comme un fait accompli. Le vieux maieur a agi un peu à la hâte, sans réfléchir ou prendre conseil : tout le monde est surpris. Son obéissance rapide n'a-t-elle pas précipité un processus qui pouvait encore être enrayé ?

Cette démission acquise, il se passe deux mois et demi avant que ne soit mentionnée la première démarche officielle des Allemands. Ce laps de temps est bien long si l'Occupant a des doutes sur les capacités administratives de M. Burguet. En outre, il était de notoriété publique que le premier échevin accomplissait déjà depuis le 10 mai le plus gros du travail, déchargeant ainsi

(89) AACV, Secr. 45¹⁴ : décision du *Militärbefehlshaber - Militärverwaltungschef* du 5 novembre 1941, transmise le 24 novembre par la *Kreiskommandantur* de Verviers ; Papiers Gaspard ; AACV, B.C., 3 décembre 1941.

(90) Papiers Gaspard ; ADV ; Papiers Dreessen ; Papiers Mlle Deherve ; reproduit par *La Libre Belgique ressuscitée en 1940* dans son n. 18 de novembre 1941 ; une copie ronéotypée de ce tract imprimé existe aussi : Papiers Mlle Deherve ; voir annexe XIII.

(91) Papiers Gaspard.

(92) Journaux locaux : *Le Jour*, *Le Courrier du Soir*, *Le Travail*, à partir du 5 juin 1947 : *Le Collège échevinal rexiste de Verviers au Conseil de Guerre*.

(93) Papiers Gaspard.

M. Defays chez qui le poids des ans se faisait sentir. Selon un texte que nous avons cité, Verviers serait une importante ville-frontière. Il faut dire que jamais la documentation que nous avons consultée ne montre que l'Occupant considère Verviers de cette manière.

L'autorité allemande est singulièrement bien renseignée quant à la situation électorale de Paul Simon, et manifestement très désireuse de voir celui-ci désigné comme bourgmestre. D'où tient-elle ses renseignements si, comme l'intéressé l'affirma, lui-même n'avait aucun désir d'occuper ce poste ?

Les Verviétois aiment les délégations et les déclarations. Les premières leur permettent de demander l'impossible, d'obtenir des appuis, des promesses, des assurances. Par les secondes, ils font entendre la voix du patriotisme. Parfois aussi, les déclarations permettent de faire hara-kiri. Ainsi M. Burguet qui n'a plus rien à perdre en mai 1941 : il ne sera pas bourgmestre et il sait qu'il ne sera plus longtemps conseiller et échevin. Ainsi MM. Gaspard et Bertholet en septembre. Minoritaires au Collège, que pouvaient-ils espérer ? Il leur fallait trouver une porte de sortie. Après les incartades passées du Collège, c'était facile : il suffisait de récidiver, de faire un nouvel éclat, de créer un nouvel incident sur une question de principe. L'aventure n'était pas sans risque, ni sans panache. La « porte de sortie » ne s'ouvrait pas sur la lâcheté, mais bien sur le refus de la compromission. C'était en finir avec le « sauvetage de l'essentiel ». Tout ceci faillit coûter cher aux intéressés mais la situation était clarifiée : les Verviétois pouvaient désormais mettre « leur » bourgmestre et « leurs » échevins dans le même sac : celui de la collaboration.

Les dix-sept mois pendant lesquels la majorité « légale » au Collège se maintint, virent aussi une évolution sensible de l'esprit public. Une administration rexiste se serait peut-être imposée sans trop de difficultés en 1940. L'opinion était déroutée, les autorités communales hésitantes et pusillanimes. Puis vint le 11 novembre avec les manifestations de grande ampleur. Les édiles verviétois y puisèrent-ils détermination et fermeté ? L'opinion leur montrait le chemin à suivre et 1941 allait voir se concrétiser cette attitude dure. De plus, la fin 1940 marque l'entrée en piste du rival, Paul Simon. Le Collège échevinal trouvera dans cette présence inquiétante une raison de plus de se serrer les coudes et d'adopter une position plus radicale.

Dix-sept mois, c'était assez pour essayer de pourvoir au remplacement des fonctionnaires absents, pour mettre en place des hommes de confiance.

Dix-sept mois mouvementés s'achèvent avec le changement de majorité ; mais dans la population, au moment où Rex prend le pouvoir, il n'exerce plus aucune fascination. Il a perdu d'avance.

ANNEXE I

Le Collège et le Conseil issus des élections d'octobre 1938 (*)

Bourgmestre : Lucien DEFAYS, 77 ans, avocat, libéral.

Echevins : Premier échevin et échevin des Travaux :

Emile BURGUET, 61 ans, architecte, catholique

Echevin de l'Etat civil et des Oeuvres sociales :

Louis BERTHOLET, 39 ans, employé, démocrate-chrétien

Echevin des Finances :

Jean GASPARD, 41 ans, employé, socialiste

Echevin de l'Instruction publique :

Léonard OHN, 68 ans, entrepreneur, sénateur socialiste.

Conseillers catholiques :

Mme DAWANT, 32 ans, ménagère

Henri LEVAUX, 54 ans, constructeur (représentant des classes moyennes)

François-Xavier SIMONIS, 34 ans, industriel

Le premier échevin

Conseillers démocrates-chrétiens :

Oscar GALAND, 41 ans, monteur

François VliegEN, 44 ans, ébéniste

L'échevin de l'Etat civil

Conseillers libéraux :

Adrien HOUGET, 59 ans, industriel

Albert LEBEAU, 59 ans, instituteur retraité

André PELTZER, 58 ans, industriel

Marcel TOURNEUR, 60 ans, ingénieur (représentant des classes moyennes)

Le bourgmestre (remplacé en novembre par J. DESPA, 2^e suppléant)

Conseillers socialistes :

Fernand BOLAND, 59 ans, voyageur

Hubert DEPREZ, 62 ans, voyageur

Alexandre DUCHESNE, 60 ans, employé

Laurent SERVAIS, 63 ans, imprimeur

Marguerite STENHUSE, 53 ans, noueuse

Henri TIBERGHIEU, 66 ans, voyageur

L'échevin des Finances

L'échevin de l'Instruction publique

Conseillers communistes :

Mme HAUGLUSTAINE, 37 ans, ménagère

Henri LAMBERT, 49 ans, rattacheur

Jean NIZET, 76 ans, pensionné (siège comme isolé après janvier 1940)

Iwan TESSON, 41 ans, receveur de tram

Conseiller rexiste :

Charles HENAULT, 47 ans, médecin.

(*) Renseignements tirés d'une liste du 15 octobre 1940, sauf pour le bourgmestre. (A.A.C.V., *Fonds Secrétariat*, n. 15.)

M. Tourneur avait été élu sur la liste rexiste.

Un catholique est surpris à l'étranger par l'attaque du 10 mai ; un libéral ne siège plus non plus après cette date, de même que le sénateur Ohn. Un socialiste, devenu éditeur d'un journal censuré, s'abstint de paraître au Conseil.

ANNEXE II

Le problème de la démission du bourgmestre Defays

Il a semblé utile de transcrire les textes traitant de cette démission au sujet de laquelle toute la lumière n'est pas faite.

1. Extrait de la déclaration par laquelle M. Defays annonce sa démission :

« Chers et honorés collègues,

J'ai l'honneur de vous informer de ce que, *comme suite à l'ordre lui communiqué par l'autorité allemande*, je viens d'adresser au Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur la démission de mes fonctions de bourgmestre de la Ville de Verviers. » (1)

2. Le fait tel qu'il est consigné dans des annales officielles (éditées en 1949) :

« Atteint par la limite d'âge imposée par l'Occupant aux personnes exerçant une activité publique, M. L. Defays fut obligé de se démettre de ses fonctions de bourgmestre. » (2)

3. Le fait tel qu'il est rappelé dans une lettre du Collège Echevinal au Ministère de l'Intérieur, le 1 octobre 1940 :

« Monsieur le Bourgmestre, en séance du Conseil Communal du 30 septembre, a annoncé que, par ordre de l'Autorité Occupante, il s'était vu dans l'obligation de vous faire parvenir la démission de ses fonctions. (...) Malgré son âge, seule raison de l'ostracisme dont il est victime (...) » (3)

4. Le fait tel qu'il est rapporté par un chroniqueur local :

« Au début de la séance à huis-clos, M. le Bourgmestre Defays a donné lecture d'une dépêche du secrétariat du ministère de l'Intérieur (4) l'invitant, sur l'ordre de l'autorité supérieure allemande, *vu son grand âge* (5), à donner sa démission, ce qu'il a fait immédiatement. » (6)

« La délégation qui s'est rendue hier à Bruxelles au sujet de la démission imposée au bourgmestre, a été reçue au ministère de l'Intérieur par le secrétaire général de ce département, à qui elle a présenté sa requête. Celui-ci a confirmé que l'ordre venait de l'autorité supérieure allemande, qui a invoqué l'âge de M. Defays pour expliquer la mesure, qui sera appliquée *dans des cas analogues* (7) à d'autres communes. » (8)

5. Le fait tel qu'il est commenté par Monsieur J. Vossen qui était Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur en 1940 :

« (...) laissez-moi vous dire que je n'ai pas eu l'occasion lors de mon éviction de prendre des notes. Ce que je puis vous dire c'est qu'aucun bourgmestre demeuré à son poste lors de l'invasion (9) n'a été invité par le Ministère de l'Intérieur à donner sa démission, du moins pendant la

(1) C'est nous qui soulignons ; AACV, B.C., 30 septembre 1940, huis-clos.

(2) AACV, *Rapport...1940*, p. 3.

(3) AACV, *Secr.* 14, lettre du Collège au Secrétaire Général.

(4) L'existence de cette dépêche nous paraît fort improbable et, en tout cas, M. Defays n'en a pas donné lecture. Il s'est borné à lire une déclaration de son cru. De la dépêche, nous n'avons pas trouvé trace ni mention.

(5) Les mots soulignés ont été ajoutés à la main sur ce que nous croyons être l'original dactylographié ou une copie fidèle de celui-ci. Ce texte a été confié au Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la seconde Guerre mondiale par la fille de l'auteur.

(6) BR. 1, p. 97.

(7) Les mots soulignés ont été ajoutés à la main : voir note 5 ci-dessus.

(8) BR. 1, p. 100.

(9) C'était le cas de M. Defays.

période allant jusqu'à février 1941, au cours de laquelle j'ai pu exercer mes fonctions.

Si M. Defays est, en mai 1940, resté à son poste, il n'a subi aucune contrainte du Ministère de l'Intérieur, pour démissionner. (...) » (10)

M. Defays a-t-il été « invité » à démissionner ou obligé de le faire ? Par qui ? En quels termes ? Pourquoi ?

La limite d'âge ne sera imposée par l'Occupant qu'en mars 1941 et elle n'entrera même pas immédiatement en vigueur.

On le voit, le problème demeure entier.

ANNEXE III

Qui était Paul Simon ?

Il est né le 25 juillet 1911 à Verviers.

Son père fut professeur au Conservatoire de Luxembourg.

Paul fait ses études primaires et secondaires à Luxembourg et il devient un parfait bilingue. Il vient ensuite à Liège où il conquiert en 1932 son grade de licencié en sciences commerciales et consulaires à l'école de la rue Sohet.

Passé alors à l'université de Liège, il en sort en 1934 docteur en sciences commerciales.

Le Conseil communal de Verviers le nomme la même année professeur à l'Ecole Supérieure des Textiles.

Exempté du service militaire, il se lance dans la publication d'une longue série d'études sociales et économiques (1).

Bientôt, il s'occupe aussi quelque temps d'un mouvement de jeunesse de l'A.C.J.B.

Ses œuvres comptent 21 titres catalogués par la Bibliothèque Royale.

On y trouve notamment un travail sur le corporatisme italien (1934), et une brochure de 1937 dans laquelle il prend parti pour l'empire nippon dans la guerre sino-japonaise. Ceci lui aurait valu une distinction honorifique du Mikado (2).

Depuis 1939, il est aussi professeur à l'Ecole des Hautes Études Commerciales et Consulaires de la rue Sohet à Liège, d'où il est sorti lui-même et où il avait rencontré son épouse.

Son attitude pendant les premiers jours de l'occupation est trop peu connue pour qu'on puisse en parler. Toujours est-il que le 20 mai 1940, il soumit au Collège échevinal un projet de réorganisation économique de la région verviétoise, spécialement en ce qui concerne le problème monétaire et le ravitaillement. Sa proposition est bien accueillie puisqu'un fonctionnaire est invité à le rencontrer pour constituer un organisme qui devrait se mettre aussitôt à l'œuvre (3), œuvre dont nous n'avons trouvé trace nulle part.

En octobre 1940, il est nommé à la direction du roulage au Commissariat d'arrondissement.

(10) Extrait d'une lettre de Monsieur le Secrétaire Général Honoraire J. Vossen au Centre de Recherches et d'Études historiques de la seconde Guerre mondiale, le 14 novembre 1970. Nous devons cette communication à l'amabilité de Monsieur J. Vanwelkenhuyzen, directeur du Centre.

(1) *Pourquoi Pas Nous ?* clandestin verviétois, n. 17 de septembre 1942, article « Histoire d'un traître ».

(2) Notre demande de renseignements du 31 juillet 1969 à l'Ambassade du Japon est restée sans réponse.

(3) AACV, P.V. réunions Collège, 20 mai 1940.

En mai 1941, le voici bourgmestre de Verviers et il est révoqué en août 1942 pour mauvaise gestion du ravitaillement, alors qu'une instruction judiciaire était en cours contre lui (4).

Révoqué par l'école de la rue Sohet quelques jours plus tard, il meurt en septembre des suites d'un accident de voiture.

Il était évidemment rexiste, commandant des Forces de Combat de Rex. Ses liens avec la *Sicherheitspolizei* semblent clairement établis (5).

Marié depuis 1935, il avait deux filles, nées respectivement en 1939 et 1940.

Le destin de ce personnage brillant mériterait de plus amples investigations, mais les sources sérieuses font cruellement défaut (6).

ANNEXE IV

LE PAYS REEL - 13 MAI 1941

Notre camarade Paul Simon est bourgmestre de Verviers

Lorsque — il y a maintenant plus de sept mois — M. L. Defays, bourgmestre de Verviers et franc-maçon assez inoffensif, donna sa démission, après dix-huit ans d'un mayorat ni meilleur ni pire qu'un autre, le nom de son successeur légitime et naturel selon les sacro-saints principes de l'ancien système combinard, circula sur toutes les lèvres.

Si quelques vieillards se frottaient les mains avec satisfaction, il faut acter que la grande masse de la population était consternée et souhaitait que jamais une telle candidature ne fût ratifiée.

M. Burguet, puisqu'il faut le nommer, ne mérite ni cet excès d'honneur ni cette indignité. A son actif, il faut reconnaître qu'il resta crânement à son poste de premier échevin dès le début des hostilités ; travailleur infatigable, il seconda de son mieux M. Defays, que la maladie empêchait de se consacrer, comme il l'aurait voulu, aux affaires communales. On ne peut nier qu'il fit preuve de bonne volonté. Mais il est des circonstances où cette bonne volonté ne suffit pas, et il s'entoura d'incompétences notoires qui n'avaient que la seule qualité d'être de ses amis ou thuriféraires. Beau parleur, habile manœuvrier, il a cru pouvoir cacher les

(4) *Pourquoi Pas Nous ?*, o.c., n. 17.

(5) Ibid.

(6) Nous ne connaissons rien d'autre que la courte bibliographie suivante : AACV, *Secr.* 52¹², lettre du Collège Echevinal à l'Auditeur militaire près le Conseil de Guerre de Verviers, le 30 janvier 1945 ; E. DUESBERG, *Les Huns chez nous. Pages vengeresses. Poésies 1940-1945*, Imprimerie J.J. Jaspers, Dison, s.d., p. 99 ; BR. I et II, passim ; Papiers Gaspard, *La Question du Bourgmestre de Verviers, M. Simon assume ses fonctions, Intermède* et documents annexés ; Papiers Mlle Deherve : tracts et listes de suspects ; Papiers Christiaens, tracts et listes de suspects ; Papiers Dreessen, idem ; *Le Pays Réel*, 13 mai 1941, « Notre camarade Paul Simon est bourgmestre de Verviers » ; Ibid., 19 juillet 1942, « Villes et communes d'esprit nouveau : A Verviers, avec M. Paul Simon » ; *L'Aurore*, Organe de la Fédération verviétoise du Parti communiste, n. 18 du 15 février 1942, n. 23 de juin 1942 et n. 28 d'août 1942 ; *Bric à Brac*, n. 30 de septembre 1942 ; *La Meuse*, Journal du Front wallon pour la Libération du Pays, n. 3 de décembre 1941, « Chronique Verviétoise » ; *Le Monde du Travail*, s.n., s.d. (n. 35, éditorial « Le Socialisme en temps de guerre »), « Flèches de tout bois » ; *Pourquoi Pas Nous ?*, n. 11 de mars 1942, « Dernier écho de la livraison des métaux non-ferreux », n. 17 de septembre 1942, « Histoire d'un traître », n. 18 d'octobre 1942, « Paul Simon traître et voleur », n. 20 de décembre 1942, « Le théâtre et l'ordre nouveau » ; *Revue de la Presse Libre*, n. 26 (1942), « Poème "Li croté Simon" ».

déficiences de certains services du ravitaillement par de belles phrases qui n'ont jamais rassasié personne, cependant qu'une déformation politicienne et une vanité incoercible qui l'avaient rendu « moitrinaire » chronique, l'empêchaient d'admettre les conseils désintéressés et les collaborations bénévoles qui s'offraient à lui.

De là est née cette inimitié que lui voue le peuple verviétois, après l'avoir porté au pinacle.

L'observateur impartial doit enregistrer le fait, tout en constatant que jamais bourgmestre ff. n'eut plus d'atouts en main, gâchés par les fautes de son entourage.

Aussi lorsque circula le bruit suivant lequel le candidat officiel de la majorité du Conseil communal était barré par un « outsider », la consternation fut grande dans un certain clan, tandis que le Verviétois moyen jubilait. A vrai dire, la nomination eût pu être rendue publique plusieurs semaines auparavant, n'étaient les manœuvres de coulisses assez peu reluisantes et bien caractéristiques des mœurs politiques d'avant-guerre.

Nous n'y reviendrons pas, puisque enfin la nouvelle est officielle : notre camarade Paul Simon, commandant aux F.C. de Rex, devient bourgmestre de Verviers.

Paul Simon ? Ques aco ? Jamais ces noms d'apôtres ne figurèrent sur une liste électorale, même en ordre utile, ce qui est bien un vice redhibitoire pour nos politiciens de province. Quelques Verviétois cultivés ne connaissent guère leur concitoyen, âgé à peine de 29 ans, que par les cours d'économie politique qu'il donne de maîtresse façon à la réputée Ecole Supérieure des Textiles de Verviers, de même qu'à l'Institut des Hautes Etudes Commerciales et Consulaires de Liège. Mais le renom de cet enfant de la cité verte et vieille a franchi les frontières, non seulement de notre pays, mais encore de l'Europe. Jugez-en plutôt : Ce polyglotte (il parle couramment huit langues étrangères) est chargé d'enquêtes et de missions par les différentes associations industrielles belges et étrangères et par les gouvernements belge, luxembourgeois, tunisien, marocain, égyptien, japonais et mandchou. Puis il participe, en qualité de délégué belge, aux fameux Congrès de démographie de Paris (1937), d'Amsterdam et de Zurich (1938).

Son prénom d'évangéliste le prédestinait à être le précurseur des nouvelles théories d'économie politique, bien avant qu'on parlât d'« esprit nouveau ». De nombreux ouvrages et articles en sont le témoignage, notamment ses études sur l'impôt sur le revenu dans le Grand-Duché, sur le chômage britannique, sur le Corporatisme italien, etc. Ses ouvrages furent traduits et reproduits à Londres, aux Etats-Unis, en Pologne, au Japon et même en Palestine. (Des théories corporatives en Palestine, publiées dans des journaux hébraïques, vous vous rendez compte.)

Tel est l'homme qui va présider aux destinées de Verviers, du Grand-Verviers même, qu'il désire réaliser dans le plus bref délai possible.

Car ses projets sont immenses, mais il entend s'attaquer sans désespérer aux problèmes les plus urgents. Il est indéniable que certains services communaux fonctionnent de façon nettement déficiente ; la négligence et le manque de fermeté ont empêché, jusqu'à présent, la solution de bien des questions. Quoiqu'il soit handicapé par la désorganisation qui en est résultée (peut-être voulue, qui sait ?), le nouveau bourgmestre est résolu à combler toutes les lacunes : unification de tous les services de ravitaillement, de police, de contrôle ; leur mise en harmonie absolue avec le Commissariat aux Prix et Salaires et avec les différents organismes officiels. Mais, par exemple, il exige de tous une collaboration loyale et sincère et, dur pour lui-même comme pour les autres, il poursuivra impitoyablement les fraudeurs, les affameurs et les torpilleurs de toute innovation. Et pour qui connaît son caractère ferme, un tantinet intransigeant, on sait ce que cela signifie.

Déjà, avant d'être appelé aux fonctions de premier magistrat de la ville, il a envisagé toutes les hypothèses permettant de relever l'industrie de la région verviétoise qui, ce n'est un secret pour personne, est dans un marasme complet depuis plusieurs années. Il envisage entre autres l'unification administrative dans les vallées de la Vesdre et de la Hoëgne, ce qui mettra toutes les industries de la laine, du cuir, du chocolat, ainsi que les industries mécaniques de la région, dans des conditions d'égalité absolue. Cela n'ira certes pas sans heurts et sans les récriminations de quelques puissants d'avant-hier, dont les prérogatives seront sapées ; le rénovateur ne s'illusionne pas, mais il a conscience de travailler pour le bien de la communauté.

Là ne se borne pas un programme qui, nous pouvons en être certains, est autrement sincère et constructif que les habituelles promesses électorales tant ressassées, à Verviers surtout, durant les années précédentes. Il y a aussi un certain projet d'amé-

nagement et d'embellissement de la ville, des initiatives — dont M. Simon est le promoteur — prises par d'autres villes du pays et que l'inertie des pouvoirs publics verviétois a voulu ignorer jusqu'à présent. Laissons-en la surprise agréable à nos concitoyens.

On voudrait souhaiter bon courage au nouveau bourgmestre pour la féconde œuvre morale et sociale qu'il veut entreprendre. Mais dans ce regard bleu, étrangement fascinateur, il y a une telle résolution froide, une telle volonté bandée vers la réussite, que les souhaits platoniques s'avèrent immédiatement inutiles.

D. Spène.

ANNEXE V

Supplique remise par une délégation verviétoise au Secrétaire Général Romsée (1)

13 mai 1941

Monsieur le Secrétaire Général,

Depuis le 10 mai 1940, parmi les mesures qui ont été édictées, il en est qui se rapportent tout spécialement au fonctionnement de nos institutions communales.

C'est le cas pour les arrêtés qui visent :

- la nomination des bourgmestres ;
- la destitution des bourgmestres et échevins ayant dépassé 60 ans, et
- l'interdiction pour les Conseils communaux de continuer à se réunir.

Il serait vain de nier que ces mesures ont rencontré la désapprobation unanime de toutes les institutions intéressées qui sont composées de personnes sincèrement attachées à la Patrie et à la Constitution. Notre population, comme nous-mêmes, partage cette conception ; elle ne peut concevoir que notre droit public ait subi de telles atteintes incompatibles avec nos traditions nationales.

Si nous regrettons ces mesures, c'est surtout celle qui a trait à la nomination des bourgmestres qui motive la présente requête.

Lorsque Monsieur Lucien Defays, nommé par Sa Majesté le Roi, Bourgmestre de la Ville de Verviers, conformément au vœu du Conseil Communal, eut donné sa démission en septembre dernier, nous avons, à l'unanimité, manifesté le désir de voir désigner en qualité de bourgmestre, Monsieur l'Echevin Burguet. Dans une lettre que vous aurez certainement trouvée au dossier de cette affaire d'abord, au cours d'un entretien verbal au Ministère ensuite, nous avons donné les raisons de droit et de fait qui motivaient très sérieusement notre manière de voir. Ces raisons n'ont rien perdu de leur pertinence et nous ne pouvons que les confirmer. Tant elles sont sérieuses, nous avons espéré qu'elles retiendraient l'attention ; le long temps qui s'est écoulé depuis nous incitait à croire qu'elles avaient été prises en considération et que si la nomination de Monsieur Burguet ne sortait pas, c'était parce que vos prédécesseurs et vous-même estimiez qu'il n'était point nécessaire de lui désigner un remplaçant et qu'il remplissait dignement la charge qu'il a assumée.

Or, quelle n'a pas été notre stupéfaction de lire dans la presse qu'en vertu d'un arrêté du 6 mai courant, Monsieur Paul Simon est nommé Bourgmestre de notre bonne ville.

Certains d'interpréter les sentiments de l'immense majorité de la population verviétoise, nous nous permettons de vous dire, Monsieur le Secrétaire Général, que nous ne pouvons croire un seul instant à la véracité de cette information de presse.

Si contre toute attente nous nous trompons, si cet arrêté de nomination a bien

(1) AACV, *Secr.* 154 ; copie dans Papiers Gaspard.

été signé par vous, il ne nous reste qu'à vous demander de renoncer à sa publication au *Moniteur* et de reconsidérer à nouveau cette affaire.

Sans vouloir entrer dans de plus amples explications, il nous paraît incontestable que l'arrêté qui vous donne le droit de nommer des bourgmestres est une disposition d'exception qui, comme c'est toujours le cas en l'espèce, ne peut être d'application que lorsque les règles normales s'avèrent d'application impossible.

Nous pouvons à la rigueur admettre le recours à cette règle exceptionnelle lorsque l'on se trouve en présence d'un premier magistrat communal qui, soit par incompétence, soit par mauvaise volonté, se montre manifestement au-dessous de la tâche délicate et difficile que les circonstances lui imposent.

Mais est-ce là le cas de Monsieur Burguet ? Tous, nous ses collègues du Conseil communal, qui avons été témoins de son zèle, de son dévouement, quoique appartenant à des opinions politiques qui, dans le passé, nous ont opposés à lui, nous attestons qu'il a dignement accompli sa mission, que personne n'aurait ni ne pourrait, à l'avenir, faire mieux que lui.

Ainsi que nous avons eu l'honneur de vous le dire dans notre requête à votre prédécesseur, dès le 10 mai 1940, dans des circonstances tragiques, alors que notre cité voyait tomber dans ses artères les projectiles venant de nos forts, provoquant dans la population une panique indescriptible, alors que notre isolement de tout le reste du pays nous faisait craindre une situation catastrophique, Monsieur l'Échevin Burguet a pris toutes les initiatives que comportait cet état de fait. Toutes les dispositions ont été prises par lui pour faire cesser le feu meurtrier, pour assurer la protection des citoyens et surtout leur ravitaillement. Il l'a fait, simplement, parce qu'en administrateur conscient, il savait accomplir son devoir. Ce devoir, il n'a cessé de le remplir ponctuellement, sans répit, tout aussi simplement. Il a su, grâce à ses mesures intelligentes, assurer à la population une équité rigoureuse et indiscutable dans la répartition des vivres ; il lui a assuré en outre une distribution de soupe qui a atteint une perfection et un succès dont aucune autre localité ne peut se prévaloir.

Si notre population, essentiellement ouvrière, a subi avec un stoïcisme admirable les lourdes épreuves qui l'ont frappée, si nous n'avons connu, malgré sa misère, aucun trouble si anodin soit-il, c'est parce que dans son jugement sain, elle sait que ses administrateurs communaux et surtout Monsieur Burguet font ce qui leur est humainement possible de faire pour adoucir son sort.

Et c'est à cet homme-là que serait faite l'injure d'une destitution ? Non, Monsieur le Secrétaire Général, nous ne pouvons croire un seul instant que vous consentiriez à frapper le meilleur, le plus digne d'entre nous. Ce serait une injustice monstrueuse, ressentie comme telle, non seulement par nous, conseillers communaux, mais par la population tout entière. Et croyez bien, Monsieur le Secrétaire Général, qu'il ne s'agit pas ici d'une vaine formule de style. Depuis que la presse a annoncé la nomination du successeur de Monsieur Burguet, nous l'avons entendue, la voix populaire, nous savons que tous la considéreraient, si elle devait être sanctionnée, comme un véritable déni de justice.

Croyez-nous, Monsieur le Secrétaire Général, écoutez cette voix populaire, ne la décevez pas, ne brisez pas l'admirable esprit d'union nationale qui fait la grandeur de nos concitoyens, ne ravivez pas des passions politiques que le sort douloureux de notre Patrie nous a fait oublier à tous depuis le plus humble jusqu'au plus grand. En ces heures douloureuses, c'est le seul patrimoine qui nous reste. N'estimez-vous pas comme nous qu'il vaut la peine d'être sauvé.

Nous aurions voulu, Monsieur le Secrétaire Général, donner plus de solennité à notre requête pour vous faire partager notre conviction, si nous n'avions craint de donner nous-mêmes la première atteinte à cet admirable esprit d'union nationale qui anime les habitants de Verviers. Si nous n'avions eu cette appréhension, nous aurions pu vous remettre une supplique portant des milliers et des milliers de signatures qui ne vous auraient laissé aucun doute sur la volonté populaire. Nous ne l'avons pas fait parce que nous sommes inquiets de ses conséquences possibles et que nous ne voulons pas nous placer dans la position de l'apprenti-sorcier.

Nous n'avons même pas réuni le Conseil communal ; c'est pourquoi nous ne signons qu'à quelques-uns, représentant les différents groupes du conseil qui se sont déjà, à plusieurs reprises depuis septembre dernier, exprimés dans le sens ci-dessus.

En conclusion, Monsieur le Secrétaire Général, nous prenons la liberté de vous

demander de reconsidérer avec la plus grande attention le problème du bourgmestre de Verviers et de lui trouver une solution équitable dans le cadre de nos institutions et traditions communales.

Certains que notre appel sera entendu, nous vous adressons, Monsieur le Secrétaire Général, avec nos remerciements, l'assurance de notre considération distinguée. (2)

ANNEXE VI

Déclaration de Paul Simon à son installation comme bourgmestre

Le texte original n'ayant pas été retrouvé, nous en sommes réduit à aligner les diverses relations que nous possédons.

1. Extrait du P.V. de la réunion :

« M. Simon dépose sur le bureau le document attestant sa prestation de serment (...) »

Ainsi, entré régulièrement en fonctions, il désire savoir si les membres du Collège Echevinal veulent collaborer avec lui. Il préfère une situation nette. Qui veut collaborer doit le faire sans arrière-pensée, en toute confiance. M. Simon affirme n'avoir pas sollicité la mission dont il est investi, mission pour laquelle il a été désigné et qu'il remplira avec toute l'énergie dont il est capable. »

(Suit la déclaration de M. Burguet.)

« (...) M. Simon déclare, tout comme les membres du Collège, vouloir respecter le serment qu'il a prononcé et appliquer la constitution et les lois belges telles qu'elles existent. Il exécutera la mission telle qu'elle lui a été confiée. En paix avec sa conscience, Belge aimant son pays avant tout, il a adopté et persévérera dans la seule attitude qu'il croit susceptible de sauvegarder les caractéristiques belges. (...) » (1)

2. Un témoin raconte :

« (...) Prenant la parole, M. Simon nous dit qu'il a été amené malgré lui à assumer les fonctions de bourgmestre, que son désir, expressément formulé auprès des autorités belges, aurait été d'être nommé commissaire à la restauration économique et administrative de la région de Verviers, poste qui lui fut refusé parce qu'inexistant. Il eût fallu le créer spécialement pour lui, ce qui s'est avéré impossible.

Gonflant alors la voix, sur un ton qu'il voulait menaçant, il nous invita alors à nous prononcer sur notre collaboration avec lui, ajoutant qu'en cas d'acceptation de notre part, il serait bienveillant ; que dans le cas contraire il serait impitoyable et sévère. (...) »

Suit la déclaration de M. Burguet.

Monsieur Simon ne répond mot à cette déclaration, mais plaide la cause des défenseurs du prétendu ordre nouveau, ce qui provoque une discussion d'ailleurs rapidement terminée, chacun ayant une opinion solidement motivée. » (2)

(1) AACV, *Secr. 154*, extrait du P.V. de la réunion du Collège Echevinal du 19 mai 1941 ; *Ibid.*, *P.V. Collège*, 19 mai 1941.

(2) Papiers Gaspard, *Monsieur Simon assume ses fonctions*, pp. 1-2.

(2) On aura pu constater, à la lecture de certains passages, que le Secrétaire Général Romsée n'a pas dû être très bien disposé après l'examen de cette requête. Ainsi donc, dès avant les événements des jours suivants, M. Romsée pouvait ranger les mandataires verviétois parmi ses ennemis plus ou moins déclarés.

3. Notes d'un chroniqueur local :

« En ouvrant la séance, il fit une déclaration dont voici le sens sinon les termes :

« Je suis nommé bourgmestre de Verviers. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, ce n'est pas sur mes instances. En octobre dernier, revenant d'un voyage à Berlin, je passais la frontière lorsque je fus invité à me rendre à Liège. Je fus conduit auprès des autorités belges, qui me demandèrent de poser ma candidature à la place de bourgmestre de Verviers, me donnant 48 heures pour me prononcer. De retour chez moi, j'appris que j'étais convoqué par l'autorité allemande de Verviers, qui me donna aussi 48 heures pour poser ma candidature. Je répondis au ministère que je n'acceptais pas, mais que je postulais une place de commissaire régional en vue d'une réorganisation générale.

Contrairement à ce que vous pourriez croire, si j'accepte d'être bourgmestre de Verviers, c'est parce que je suis Belge et que je veux contribuer à maintenir à la Belgique le maximum de ce qui peut être sauvé. C'est dans le même but que j'ai accepté de collaborer avec les Allemands.

Je vous préviens dès maintenant qu'une aide efficace, sérieuse et appréciable de ma part sera donnée à celui d'entre vous qui collaborera avec moi. Je vous avertis également que celui qui refuserait sa collaboration et celui qui, acceptant de travailler avec moi, chercherait sous main à contrecarrer mon action, me trouverait envers lui impitoyable.

J'ai accepté pour réaliser un programme. Je le réaliserai envers et contre tous. »

M. Simon a signalé ensuite ce qu'il avait fait jusqu'à présent comme Belge. Il a dit que c'était à son intervention que la ligne frontière n'avait pas été avancée plus loin vers la Meuse. »

Suit la déclaration de M. Burguet.

« (...) M. Burguet ayant terminé, M. Simon répéta qu'il était Belge, qu'il avait prêté serment de fidélité au Roi et aux lois du peuple belge pour autant que celles-ci soient toujours d'application, et il affirma qu'il avait la conscience tranquille. C'est parce qu'une réorganisation s'impose dans les circonstances où nous vivons qu'il a accepté la nomination à la faveur de l'occupation et qu'il occupera les fonctions qui lui sont dévolues jusqu'à la fin de la guerre.

(...) Au moment où M. Burguet faisait allusion aux services rendus par ceux qui avaient su prendre leurs responsabilités, M. Simon a convenu « qu'il n'en doutait pas ». (...) » (3)

ANNEXE VII

Séance du Collège Echevinal du 19 mai 1941

Objet : Monsieur Simon prend possession du siège de Bourgmestre

DECLARATION DU COLLEGE ECHEVINAL

Monsieur Simon,

Afin qu'il ne reste entre nous aucune équivoque, nous estimons qu'il faut parler clair et net.

(3) BR., I, pp. 215-217.

Le Collège Echevinal, émanation de la volonté populaire et composé de Messieurs Burguet, Bertholet, Gaspard et Tyberghien, est appelé à poser aujourd'hui un acte solennel qui restera dans les annales de la Cité et il pourrait un jour avoir à rendre compte devant ses juges et l'opinion publique. C'est pourquoi, afin qu'il en reste trace, il fait la déclaration suivante et prie Monsieur le Secrétaire de l'acter au procès-verbal :

Il tient d'abord à rappeler qu'il accomplit son devoir conformément à la Constitution Belge qui dit : Titre III : art. 25 : Tous les pouvoirs émanant de la nation. En vertu du serment que nous avons prêté de : Fidélité au Roi, respect à la Constitution et aux Lois du Peuple Belge, nous faillirions gravement à ce serment en recevant ici officiellement quiconque tenterait d'usurper le pouvoir communal dont nous sommes le dernier rempart. Le Roi ne pouvant sanctionner votre nomination, celle-ci, à nos yeux, ne vous confère aucune investiture légale.

Ne voulant pas nous compromettre, et fidèles à notre serment, les rapports entre nous resteront distants et se limiteront uniquement aux choses administratives réservées au Collège Echevinal. Chacun de nous est prêt à continuer consciencieusement la mission lui dévolue par les lois et les règles en vigueur, dans le département qui lui est assigné ; il restera le gardien fidèle de nos institutions nationales en attendant qu'un jour la personnalité royale, reprenant ses droits, porte son jugement suprême sur notre conduite.

Nous n'ignorons pas que nous sommes aujourd'hui sous la domination étrangère, que l'occupant agit ici souverainement, faisant fond sur ce principe : « La force prime le droit ». Il nous impose des conditions nouvelles, bouleverse notre ordre social, et nos traditions séculaires. Cela se comprend encore, mais, que l'on rencontre dans notre Patrie des sujets belges, que nous vous laissons le soin de qualifier pour travailler à la destruction de la grande œuvre d'unité nationale, à l'heure grave où les souffrances de la Nation réclament le rapprochement fraternel de tous ses enfants, il serait criminel de notre part de leur assurer notre collaboration. Nous pouvons tout perdre, fors l'Honneur. En agissant ainsi, nous sommes persuadés que nous rencontrerons l'approbation de l'immense majorité des Belges. Nous croyons sincèrement que l'occupant lui-même, dont l'attachement à la Patrie constitue un véritable culte et une haute qualité morale, ne pourrait avoir, pour nous, en son for intérieur, que respect, et mépris pour quiconque renie ce devoir sacré.

Servir notre Roi et notre Patrie, tel est et restera toujours notre ligne de conduite.

ANNEXE VIII

Déclaration du Bourgmestre Simon le 21 mai 1941 (1)

Messieurs,

La déclaration théâtrale de fidélité au Roi que vous avez cru devoir faire le 19 mai 1941 en précisant votre point de vue à l'égard de ma désignation en qualité de Bourgmestre de la Ville de Verviers, m'incite à vous donner, à mon tour, lecture d'un document que je tiens à voir figurer dans les annales de cette ville.

Vous ne reconnaissez pas la validité de ma désignation, sous prétexte qu'elle n'est pas entérinée par S.M. le Roi. C'est là une attitude qui m'étonne profondément de votre part, si je m'en réfère à votre comportement à la séance du 13 juillet 1940. A celle-ci, en effet, le Dr. Hénault, Conseiller Communal, disait (p. 298 du sommaire du Conseil Communal) :

(1) AACV, Secr. 154.

« M. Hénault. — J'ai l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous proposer d'émettre le vœu suivant :

« Sire,

Réuni à la séance du 13 juillet 1940, le Conseil Communal de la Ville de Verviers, convaincu d'exprimer les sentiments unanimes de ses concitoyens, prie Votre Majesté d'agréer l'expression de sa plus profonde reconnaissance pour les éminents services qu'Elle a rendus au Pays au cours des circonstances tragiques que nous venons de traverser.

Les membres du Conseil Communal de la Ville de Verviers se font un devoir d'adresser à Votre Majesté un nouveau témoignage de leur inaltérable confiance et de leur absolue fidélité. »

M. le Président. — Croyez-vous qu'il est opportun de discuter ce point en public ? Je pense qu'il est préférable de remettre cette proposition au huis-clos.

M. Lambert. — Je demande que M. Hénault retire plutôt son ordre du jour.

M. le Président. — Nous verrons cela au huis-clos. »

Au huis-clos (Ibid., p. 312) vous rejetez même l'idée de voir maintenir à l'ordre du jour la motion de M. Hénault, puisque le même sommaire reproduit le texte suivant :

« Proposition de M. Hénault, Conseiller. — Adresse à S.M. le Roi.

Après une discussion à laquelle prennent part M. le Président, MM. Lambert, Burguet, Vlieggen, Tourneur et Hénault, M. Duchesne pose la question préalable et réclame le vote.

La question préalable est votée par 12 voix contre 3 et 3 abstentions. »

Or, Messieurs, je constate (pp. 297 et 312) que tous les quatre, à savoir MM. Burguet, Bertholet, Gaspard et Tiberghien, vous étiez présents.

De mon côté, je vais vous donner lecture de deux lettres que j'ai écrites dans la nuit qui suivit la capitulation de l'armée belge, c.à.d. dans la nuit du 28 au 29 mai 1940.

L'une, adressée à S.M. le Roi, avait la teneur suivante :

« Sire,

En ces heures douloureuses, je me permets très humblement de vous assurer de mon indéfectible fidélité et vous prie de croire à mes sentiments les plus respectueux. »

La deuxième, adressée aux membres de l'ex-ministère Pierlot, était libellée comme suit :

« Messieurs,

J'ai le profond regret d'apprendre aujourd'hui votre insubordination vis-à-vis de S.M. le Roi. Vous avez toujours oublié que vous n'étiez que les serviteurs du Roi et que S.M. était votre chef, non pas votre serviteur. S'il vous reste un peu d'honneur et si la chasse au maroquin ne vous a pas, ce que je crains, totalement pervertis, le Pays qui subit la guerre que vos sottises lui ont valu, saura vous amener à comprendre qu'il est temps que vous disparaissiez. Nous n'avons plus besoin de politiciens phraseurs qui veulent jouer à l'homme intègre.

N'oubliez pas qu'alors que lâchement vous mettiez votre misérable carcasse en sécurité à l'étranger, seul notre Roi risquait tous les jours sa vie parmi ses hommes. Aussi, vive le Roi.

Agréez, Messieurs, l'expression de mon plus parfait mépris. »

Ces deux lettres furent transmises, grâce à l'amabilité de la Feldkommandantur de Verviers, la première directement, la seconde via l'Ambassade du Japon à Berlin et le Consulat du Japon à Genève, à leurs destinataires.

Du Château de Laeken, je recevais le 27 juin une lettre datée du 24 juin, dont voici la teneur :

« Monsieur,

Le Roi a été fort sensible aux sentiments de loyalisme dont votre lettre est le témoignage.

Sa Majesté m'a chargé de vous en exprimer ses vifs remerciements. Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments très distingués.

Le Secrétaire du Roi,
B^{on} Capelle. »

Je m'excuse de rendre ainsi publique une correspondance personnelle, mais je le crois utile pour justifier le point de vue que je vais développer.

Jamais, je n'ai modifié mon attitude, ni vis-à-vis de S.M. le Roi, ni au point de vue économique, politique et social, ainsi qu'il ressort de toutes mes publications parues depuis 1932.

Or, je constate avec regret que, tandis que le 13 juillet 1940, vous n'aviez pas le courage de prendre position parce que vous auriez pu courir le risque de devenir impopulaires, ou de subir des représailles possibles, aujourd'hui vous avez l'audace de vous faire les défenseurs de ce même Roi admirable, qu'il y a un an vous n'hésitez pas à traîner dans la boue.

Votre attitude à mon égard constituant en même temps un refus de reconnaître l'autorité de M. le Secrétaire Général de l'Intérieur, voire un acte d'insubordination à son égard, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'exige que vous ayez le courage de lui transmettre une copie de votre déclaration et de la mienne.

Je ne puis que vous répéter ce que je vous ai déclaré lundi dernier.

Je suis d'abord chargé d'une mission difficile, qui me rend impopulaire. Je l'exécuterai comme je m'y suis engagé, dans l'intérêt de toute la population, sans distinction de classe ni d'opinion. De même que je suis resté ferme dans les questions que j'ai effleurées ci-dessus, je le resterai envers et contre tout comme bourgmestre.

La seule chose que je regrette, c'est de devoir constater qu'à une époque où notre Patrie a besoin des efforts conjugués de tous ses enfants, il en est encore, comme vous, qui ne pensent qu'à de théâtrales mises en scène destinées à leurrer la population, à lui faire croire que vous êtes les « pauvres victimes » du vrai patriotisme.

Le Bourgmestre,
(s) Paul Simon.

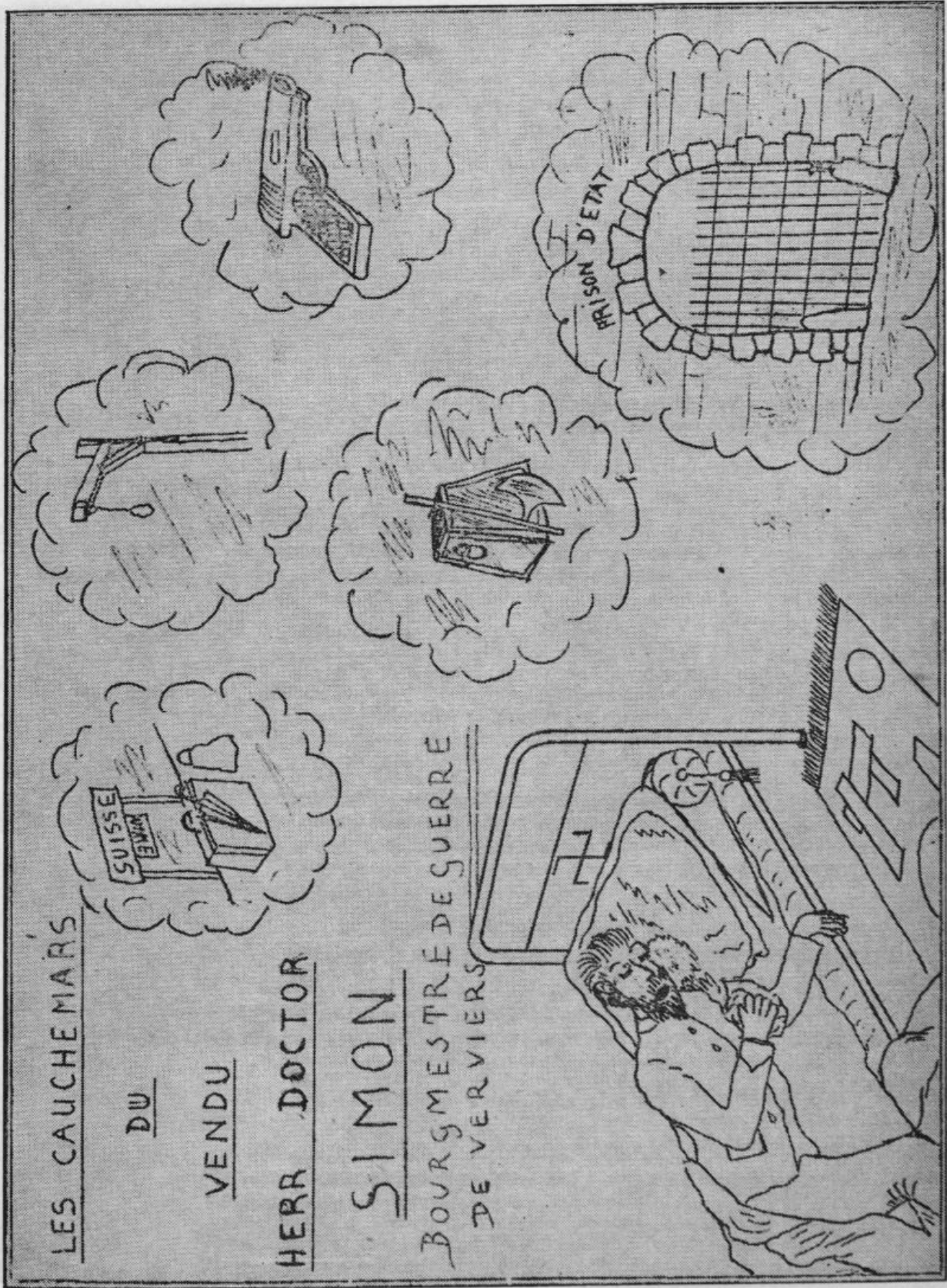
ANNEXE IX

Voir cliché ci-après p. 183.

Reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur, M. Iwan BOLAND.

ANNEXE X

Voir cliché ci-après p. 184.



LES CAUCHEMARS

DU

VENDU

HERR DOCTOR

SIMON

BOURGMESTRE DE GUERRE
DE VERVIERS



Bruxelles, le 9 JUIN 1941

FB/FB.

Monsieur l'ECHEVIN,

DEMANDE D'AUDIENCE. - J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 31 mai dernier, par laquelle vous me demandez de vous fixer jour et heure pour une audience.

Je suis au regret de ne pouvoir accéder à votre demande aussi longtemps que vous et vos collègues du collège échevinal vous n'aurez pas procédé à une rétractation publique et collective de la déclaration que vous avez faite à l'occasion de l'installation du nouveau bourgmestre, M. Paul SIMON.

Il doit être, par surcroît, bien entendu, que cette rétractation doit recevoir la même publicité que celle dont vous avez entouré la déclaration qui vous est reprochée.

Veillez agréer, Monsieur l'ECHEVIN, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Secrétaire Général,

G. Romsee.

A Monsieur Jean GASPARD,
Echevin de et à

VERVIERS.

ANNEXE XI

Déclaration de MM. Bertholet et Gaspard lors de l'installation
le 30 septembre 1941 de MM. Brouwers et Hénault
Lue par M. Gaspard

Verviers, le 30 septembre 1941

Messieurs,

Ainsi donc, c'en est fait ; vous n'avez pas craint de prendre place dans ces fauteuils scabineux desquels, par un véritable abus de pouvoir, sont écartés nos deux collègues qui les occupaient de par la volonté populaire librement exprimée.

A ceux qui sont ainsi frappés, qui ont été longtemps à la peine, qui ont toujours accompli leur tâche dans un magnifique esprit de civisme et de patriotisme bien compris, nous adressons aujourd'hui notre témoignage de cordiale sympathie et de solidarité et formons des vœux ardents de les voir bientôt réinstallés dans leurs fonctions.

Quant à vous, Messieurs Hénault et Brouwers, notre sentiment et notre attitude à votre égard se trouvent définis dans la déclaration dont nous avons donné connaissance à Monsieur Simon le 19 mai dernier, au moment où il prenait la place de Monsieur Lucien Defays à la tête de notre cité. De cette déclaration, nous n'avons rien à retirer, ni un mot, ni une virgule.

En sollicitant ou en acceptant des mandats, vous vous êtes voués au mépris, non seulement de tout patriote sincère, mais encore de l'occupant lui-même.

Méditez en effet ces mâles paroles que prononçait en 1807 le grand philosophe allemand Fichte, au moment où les troupes françaises occupaient sa patrie après la bataille d'Iéna et que vient de rappeler si opportunément Monsieur Smolders dans la préface du tome II de son ouvrage « *La Législation belge depuis le 10 mai 1940* » :

« Le spectacle d'un attachement fidèle à la Patrie et aux amis, d'une honnêteté incorruptible, de l'amour, du devoir, de toutes les vertus publiques et domestiques ; voilà le présent amical que nous devons faire à nos hôtes d'aujourd'hui pour qu'ils l'emportent chez eux le jour de leur départ qui ne saurait manquer d'arriver.

Gardons-nous de les inviter à nous mépriser. Le plus sûr moyen de les y inviter serait assurément de les redouter outre mesure ou d'essayer de renoncer à notre manière de vivre pour leur ressembler en adoptant la leur.

Loin de nous l'idée excessive de pousser aux provocations ou aux excitations individuelles. Ce que nous avons de mieux à faire, c'est de poursuivre partout notre chemin comme si nous étions absolument entre nous et ne nouer que les relations imposées par la seule nécessité. Pour y arriver à coup sûr, chacun devra se contenter de ce que les traditions de la Patrie lui permettent de faire porter dans la mesure de ses forces la charge commune et considérer comme un opprobre déshonorant toute faveur venant de l'étranger.

Puissions-nous rester tels que nous sommes et, même, si c'est possible, devenir avec plus de force et de netteté ce que nous devons être.

Pour nous affermir dans cette résolution, il nous est aisé de nous persuader que malgré tous nos efforts, nous n'arriverons jamais à contenter les étrangers, à moins de renoncer complètement à notre individualité, ce qui équivaldrait à un suicide moral... »

Magnifique leçon de patriotisme, n'est-il pas vrai, qu'à part quelques-uns — trop nombreux encore hélas — chaque Belge fait sienne.

Quant à nous, si nous n'avons pas cédé à la voix du sentiment qui nous invitait à suivre nos collègues dans leur retraite momentanée, c'est parce que nous estimons, non seulement qu'investis d'un mandat par la volonté populaire, nous avons le devoir impérieux d'en continuer l'exercice jusqu'à l'extrême limite du possible, mais encore que ce devoir se trouve être singulièrement accru dans ces circonstances douloureuses.

C'est pourquoi à côté de notre travail administratif dans nos départements respec-

tifs que nous continuerons à assumer comme dans le passé, nous avons, dès à présent, la mission de contrôler tous vos actes et d'empêcher, soit que par votre politique vous ne dirigiez la cité dans une voie contraire à celle que désire la population tout entière, soit encore, comme il a été tenté une fois déjà (1), que vous ne mettiez l'administration au service, voire même sous la tutelle d'un parti politique dont les doctrines rencontrent la réprobation de l'immense majorité des Belges qui, malgré les temps pénibles que nous vivons, et peut-être même à cause de ces épreuves, restent farouchement attachés à leur Patrie et à ses traditions forgées dans le culte de la Liberté et de l'Honneur.

Malgré notre position minoritaire dans ce collège, il nous reste des droits. Ces droits, Messieurs, nous entendons les exercer aussi souvent et aussi énergiquement qu'il le faudra, attendant avec sérénité le jugement populaire auquel nous aspirons nous soumettre bientôt.

Servir, mais servir loyalement, là est notre seule ambition.

Comme il en a été fait le 19 mai dernier, nous prions Monsieur le Secrétaire Communal de bien vouloir acter la présente déclaration au procès-verbal de cette réunion du collège.

ANNEXE XII

Déclaration faite par M. Paul Simon au Collège Echevinal 30 septembre 1941 (1)

Messieurs,

La désignation de MM. Hénault et Brouwers en qualité d'échevins de la Ville de Verviers est un événement dont je ne saurais trop souligner la signification.

A partir de ce jour la Ville de Verviers s'efforcera de vivre conformément aux principes d'ordre nouveau, de respect des lois et de la dignité humaine.

Tout abus, toute entrave au ravitaillement de la population sera l'objet de notre action impitoyable.

Parer aux maux dont souffre la population sera notre principal objectif. A cette fin, comme première mesure nous nous sommes décidés à prendre les dispositions suivantes :

1. Nous remercions vivement les fonctionnaires et agents pensionnés qui le 10 mai 1940 se sont spontanément remis au service de la Ville, pour les grands services qu'ils ont rendu. Mais entretemps de nombreux jeunes gens combattants de 1940 et des victimes qui furent internées dans les CRAB sont rentrés au pays. Ils ont un droit absolu de vivre. Dans ce but, je prie les fonctionnaires en question de bien vouloir introduire sans retard leur demande d'augmentation de pension, afin de permettre à des jeunes gens de voir la vie un peu moins en noir.

2. De même, nous demandons l'application immédiate des dispositions réglementaires relatives à la mise à la pension des fonctionnaires, agents et ouvriers. Tous ceux qui sont atteints par la limite d'âge sont priés d'introduire leur demande de pension avant la fin d'octobre.

La réorganisation interne de l'administration va commencer. Des méthodes modernes permettront de rendre plus souple, plus rapide le fonctionnement de l'administration. A cette fin également dans chaque service nous désignerons ultérieurement des chefs responsables.

De plus, nous tiendrons compte de toute suggestion, et toute initiative capable d'améliorer le sort de nos populations sera l'objet de notre sollicitude.

C'est aux actes que nous nous fierons dorénavant pour favoriser l'avancement de fonctionnaires et d'agents aux actes de nature à porter atteinte à la bonne marche des services que nous répondrons par des mesures radicales.

(1) Sans doute faut-il voir ici une allusion aux événements du mois d'août, lorsque des mesures partisans furent prises, à la suite d'un acte anti-allemand.

(1) Telle est la reproduction intégrale, fautes comprises, du texte original manuscrit écrit au verso de cinq feuillets d'un agenda allemand : AACV, Secr. 10. Copie dans AACV, P.V. réunions Collège, 30 septembre 1941.

Au pilori les félons!!!

Les échevins de Verviers, Gaspard et Bertholet, emprisonnés par la grâce recéssé du trio : Simon - Hénault - Brouwers!

La menace d'une arrestation par les autorités occupantes passait sur nos échevins Gaspard et Bertholet depuis la séance scabinale au cours de laquelle ces derniers stigmatisèrent dans une adresse virulente et patriotique l'ignominieuse attitude des nommés Hénault et Brouwers qui n'hésitèrent pas à se faire imposer par l'autorité allemande en remplacement des échevins Burquet et Obn frappés par la limite d'âge.

Cette menace vint de se concrétiser.

Jeudi après-dîner, nous deux héroïques concitoyens Gaspard et Bertholet furent emmenés par les gendarmes allemands à la prison de Verviers où ils furent écroués en vertu de l'édit de l'occupant frappant tous ceux qui, par la parole, le geste ou l'écrit, portent atteinte à la personne d'un collaborateur de l'Ordre Nouveau.

Ainsi, non seulement ces deux anciens conseillers, Hénault et Brouwers passés au rexisme avec armes et bagages (et quels bagages!!!) se sont mis à la disposition du prétendu Bourgmestre Simon pour accomplir toutes ses basses et hautes œuvres, mais ils ont commis la pire des lâchetés, des infamies : ils ont accompagné Gaspard et Bertholet au bureau du Commandant de la Place pour mieux les charger du poids de leur trahison!

A tel point qu'une lueur de mépris s'alluma dans le regard du Commandant allemand, au fond de lui-même écouré de leur attitude.

Le Commandant ne put qu'engager nos deux concitoyens à se rétracter ce qui lui valut un non catégorique.

Et à nos deux braves un salut militaire et une poignée de mains qui attestent à quel point leur admirable comportement le touchait.

Quant au trio Simon - Hénault - Brouwers, leur face blême de carême, de Judas Iscariote et de félons se contracta sous un ricanement qui nous donna une avant-goût de leur grimace, lorsqu'il seront pandus haut et court à la fin de cette guerre!

Patriotes! Belges libres! Anciens Combattants! Trois pitres, trois traîtres ont vendu deux Belges au cœur bien accroché qui sacrifient leur

liberté et leur gagne-pain à l'honneur, au respect de la loi, à la volonté électorale qui les avait placés au poste qu'ils occupaient à la satisfaction de toute la population!

Ne les oubliez pas dans votre mépris lorsque vous les croisez en rue!

Bannissez-les de votre cœur de verviétois!

Maudissez-les, vomissez-les!

Retenez leur nom, surtout!

Simon! le petit bouc méchant et venimeux qui pue la haine du Belge par tous les poils de sa barbe.

Hénault! le docteur N. D. D. qui rentra deux fois le Christ, ancien combattant asservi à l'ennemi!

Brouwers! le cancre-né, l'idiot congénital incapable de distinguer l'ordinaire de l'extraordinaire dans un budget et appelé à gérer les finances de la ville pour satisfaire aux velléités de contrebande de Simon le Pharisien!

Trois noms à graver dans tous les cœurs et à rayer de la liste des vivants après-guerre.

Parce que maintenant, c'est inutile et il ne servirait à rien de faire massacrer des otages et parmi eux leurs victimes : Gaspard et Bertholet.

Au Pilori les Félons!!!

ANNEXE XIV

Lettre de M. Gaspard à M. Romsée (1)

Verviers, le 13 octobre 1941
A Monsieur Romsée
Secrétaire Général
du Ministère de l'Intérieur
Bruxelles

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre n. 2349/62 du 9 courant (Administration des Affaires Provinciales et Communales) par laquelle vous m'avisiez de ce qu'est rejeté le recours que j'ai introduit le 30 septembre dernier contre la décision du Collège échevinal de Verviers du même jour qui me retire la gestion du département des Finances pour me confier celle du service des Travaux et des Eaux.

Nonobstant votre décision, je m'oppose formellement à ce transfert d'attributions pour les raisons suivantes, dont vous apprécierez certainement la pertinence.

On a, de tous temps, reproché aux administrations de ne point se préoccuper de l'utilisation rationnelle des hommes suivant leur compétence. Faut-il que vous donniez plus de consistance et de fondement à ce reproche ? Sans vouloir me parer de talents exceptionnels en matière financière, la vérité m'oblige cependant à vous confirmer ce que je vous écrivais dans mon recours à savoir que c'est surtout à ce domaine de l'activité communale que je me suis consacré depuis mon entrée au Conseil Communal en 1932, laissant à d'autres, plus qualifiés que moi, le soin de traiter des autres problèmes, et spécialement des travaux.

D'autre part, la population n'a pas abandonné, malgré les événements, l'habitude de porter des jugements, souvent fâcheux et téméraires, sur les mandataires publics. Abandonner le département qui, de l'accord général, m'a été confié en 1939, aurait pour conséquence inéluctable de susciter contre moi certains commentaires mettant en cause sinon ma probité et mon honneur, tout au moins ma compétence. Or c'est là un risque que je me refuse à courir et que vous ne pouvez, que vous n'avez pas le droit de m'imposer.

Enfin, étant donné ma position solide sur le terrain légal — je suis en effet l'un des deux Echevins dont la légalité et la validité du mandat ne peuvent être mises en doute par personne, — vous concevrez que je ne puisse admettre de subir la loi de trois personnages qui, à défaut de compétence administrative, ne peuvent justifier leur accession aux fonctions que vous leur avez confiées, que par leur qualité de membres d'un parti politique déterminé.

Encore, s'ils pouvaient se prévaloir de représenter la majorité de l'opinion publique, leur décision pourrait-elle se justifier dans une certaine mesure. Or, ce n'est un secret pour personne que cette condition est loin d'exister : bien au contraire. Loin d'avoir gagné dans l'estime et la confiance populaires, ce parti a réussi à faire, en peu de temps, contre lui, la presque unanimité de la population.

Force m'est donc de constater qu'en détenant trois mandats sur cinq au sein du Collège échevinal, ce parti qui ne comptait qu'un élu sur les vingt-cinq membres du Conseil Communal, détient actuellement un pouvoir qui, ni en fait ni en droit, ne lui revient.

A ce propos, puis-je me permettre, Monsieur le Secrétaire Général, de vous rappeler que lors de l'audience que vous avez bien voulu m'accorder le 12 mai dernier, vous m'avez déclaré spontanément que lors du renouvellement éventuel du Collège Echevinal qui devait résulter de l'application de votre arrêté du 26 mai 1941, vous feriez des nominations en vous inspirant du souci de représenter dans ces collèges toutes les opinions ayant cours dans le public. Je suis au regret de devoir

(1) Papiers Gaspard.

constater que les faits ont singulièrement contourné votre engagement cependant si catégorique.

C'est pour toutes ces considérations, Monsieur le Secrétaire Général, que je me vois contraint de vous aviser de ce que je n'accepte pas de m'occuper du département des Travaux ; que je resterai à l'Echevinat des Finances et que c'est en cette dernière qualité que j'entends siéger au Collège Echevinal.

En vous exprimant tous mes regrets de ce que les maux dont souffre notre Patrie n'aient pu empêcher l'éclosion entre ses enfants de différends tels que celui-ci, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, mes civilités distinguées.

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

LES DÉBATS DE LONDRES EN 1940-1941 (*)

Dans ses mémoires publiés d'antichambre, Wendt Jäsch écrit que Londres fut, durant la première moitié de la Seconde Guerre Mondiale, le principal lieu des plans de paix européens (1). Des centaines d'émigrés politiques y trouvaient des gouvernements et des partis en exil, des comités et des cercles de débats. On cherchait une base solide et des perspectives nouvelles. On intriguait et se méprenait sur l'issue de la guerre et sur l'attitude des grandes puissances. Après le conflit, beaucoup d'hommes politiques se sont retrouvés investis d'une autorité nouvelle. Pour autant et autres, l'époque londonienne fut celle des dernières illusions. Le tout forme un puzzle remarquable dont chaque pièce constitue un morceau de destination post-révolue de la réalité politique. Ce puzzle n'a pas connu de résolution en un seul cadavre. L'histoire de tous ces groupes d'émigrés et leurs implications sur le déroulement de la guerre et plus encore sur la période d'après-guerre peut néanmoins contribuer largement à la compréhension des problèmes actuels.

Cet article veut servir de point de départ à une étude visant à déterminer les problèmes de l'histoire des groupes d'émigrés. Ces problèmes sont assez vastes. Le débat de Londres, il existait d'autres centres d'activité intense aux États-Unis, au Japon, en Suède, au Mexique, en Argentine. La recherche et la diffusion de tous les groupes et de tous les hommes concernés, leurs publications, leurs conférences et leur correspondance, les relations et les unions, le degré d'influence sur les événements de guerre et sur la reconstruction politique

* Traduit de l'allemand par le M. J. J.

(1) W. JÄSCH, *Le premier conflit de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, La Table Ronde, 1974, p. 127. Jäsch est un émigré des socialistes allemands en 1933, dirigeant national-socialiste en France. En 1940, il rejoint les nazis et devient un des plus importants chefs de l'émigration socialiste. En 1945, il devient membre du Bundestag pour le SPD en Allemagne fédérale.

constance que les faits ont engagé...
C'est pour nous, en considération...
vous connaissez le fait...
démontre...
l'histoire...
vous que...
l'histoire...
vous que...

l'histoire...
vous que...
l'histoire...
vous que...

l'histoire...
vous que...
l'histoire...
vous que...

l'histoire...
vous que...
l'histoire...
vous que...

l'histoire...
vous que...
l'histoire...
vous que...

l'histoire...
vous que...
l'histoire...
vous que...

H. Balthazar

Chargé de cours à la V.U.B.

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

LES DEBATS DE LONDRES EN 1940-1941 (*)

Dans ses mémoires pleins d'amertume, Wenzel Jaksch écrit que Londres fut, durant la première moitié de la Seconde Guerre Mondiale, le principal foyer des plans de paix européens (1). Des centaines d'émigrés politiques y formaient des gouvernements et des partis en exil, des comités et des cercles de débats. On cherchait une base solide et des perspectives nouvelles. On intriguait et on spéculait sur l'issue de la guerre et sur l'attitude des grandes puissances. Après le conflit, beaucoup d'hommes politiques se sont retrouvés investis d'une autorité nouvelle. Pour autant d'autres, l'époque londonienne fut celle des dernières illusions. Le tout forme un puzzle remarquable dont chaque pièce constitue un morceau de dimension peu courante de la réalité politique. Ce puzzle n'a pas encore été reconstitué en un tout cohérent. L'histoire de tous ces groupes d'émigrés et leurs implications sur le déroulement de la guerre et plus encore sur la période d'après-guerre peut néanmoins contribuer largement à la compréhension des problèmes actuels.

Cet article veut servir de point de départ à une étude visant à déterminer les problèmes de l'histoire des groupes d'émigrés. Ces problèmes sont assez vastes. En dehors de Londres, il existait d'autres centres d'activité intense aux Etats-Unis, en Suisse, en Suède, au Mexique, en Argentine. La recherche et la définition de tous les groupes et de tous les hommes concernés, leurs publications, leurs conférences et leur correspondance, les relations et les tensions, le degré d'influence sur les cabinets de guerre et sur la reconstruction politique

* Traduit du néerlandais par L. Michiels.

(1) W. JAKSCH, *Potsdam 1945 ou l'histoire d'un mensonge*, Paris, La Table Ronde, 1966, p. 195. Jaksch est un Allemand des Sudètes qui, en 1929, devint parlementaire socialiste à Prague. En fuite depuis Munich, il occupa une place importante au sein de l'émigration socialiste. En 1953, il devint membre du Bundestag pour le S.P.D. en Allemagne Fédérale.

après 1945, tous ces éléments constituent un inventaire non exhaustif du champ d'investigation. Dans cet article, je me limiterai à Londres pendant les deux premières années de la guerre et plus particulièrement aux débats qui ont surgi quant au sort de l'Internationale Socialiste, et ce pour deux motifs. Je crois que Jaksch a raison lorsqu'il affirme que Londres était le principal centre de faiseurs de projets politiques. C'est un fait évident car la plupart des gouvernements en exil reconnus étaient concentrés à Londres. Ce phénomène devint le pôle d'attraction de nombreux groupes qui désiraient acquérir une certaine influence sur ces gouvernements et sur leur entourage. Les groupes socialistes étaient les plus solidement structurés et généralement les plus nombreux. En outre, des sources très importantes de première main sont disponibles à leur sujet. Il y a les magnifiques archives du *Labour Party* anglais dans lesquelles j'ai déjà puisé pas mal de matériel pour cette étude (2). En ce qui concerne Londres, nous disposons également d'assez bonnes informations sur le très grand nombre de brochures éditées en Angleterre (3). En matière d'activités socialistes, quelques monographies intéressantes ont déjà été publiées relatives surtout aux groupes allemands (4). Nous disposons finalement des archives de Camille Huysmans à Anvers. Tant sur le plan quantitatif que qualitatif, ces archives sont d'une importance inégale pour la période londonienne. En outre, elles constituent, plus particulièrement pour le sujet traité, une source de première ordre parce que Huysmans a joué un rôle primordial dans les nombreux contacts qui s'établirent entre les groupes socialistes à partir de juillet 1940, pendant toute la durée de la guerre et encore au cours des années 1945-1946. Dans l'attente d'une publication en plusieurs volumes décrivant de façon plus complète le rôle de Huysmans, cet article donne une première orientation de ces archives qui sont encore actuellement classées de façon rudimentaire (5).

Bien avant que n'éclate la guerre, il était apparu que l'Internationale Socialiste ne pouvait imposer une unité solide à la diversité des partis et des tendances. La génération qui s'était remise à l'œuvre après la Première Guerre

-
- (2) *Archives du Labour Party (ALP)*, Transport House, Smith Square, London SW 1.
- (3) Le Fonds-Heyse du *Centre de Recherches et d'Etudes Historiques de la Seconde Guerre Mondiale* (Bruxelles) constitue un point de départ très utile.
- (4) Voir : L.J. EDINGER, *Sozial demokratie und National-sozialismus. Der Parteivorstand der SPD im Exil 1933-1945*, Hannovre, 1960. B. GROSS, *Willi Münzenberg, Eine Politische Biographie*, Stuttgart, 1967 (Schriftenreihe der Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, n° 14-15). K. KLIEM, *Der Sozialistische Widerstand gegen das Dritte Reich, dargestellt an der Gruppe « Neu Beginnen »*, Marbourg, 1957. W. LINK, *Die Geschichte des Internationalen Jugendbundes (I.J.B.) und des Internationalen Sozialistischen Kampfbundes (I.S.K.). Ein Beitrag zur Geschichte der Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik und im Dritten Reich*, Meisenheim/Glau, 1964. E. MATTHIAS, *Mit dem Gesicht nach Deutschland, Eine Dokumentation über die Sozialdemokratische Emigration. Aus dem Nachlass von Fr. Stampfer*, Düsseldorf, 1970. G. PLUM, *Volksfront, Konzentration und Mandatsfrage, Ein Beitrag zur Geschichte der SPD im Exil, 1933-1939*. Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, 18° fig., 4, 1970, pp. 410-442. W. ROEDER, *Die Deutschen Sozialistischen Exilgruppen in Grossbritannien, 1940-1945*, Hannovre, 1968.
- (5) Les documents des archives de Huysmans (ACH) qui concernent notre sujet sont classés en deux séries : d et f.

Mondiale avait été traumatisée par un nombre croissant de symptômes de crise pour lesquels chacun tentait de trouver dans sa propre situation une solution immédiate et pragmatique. Bien que des liens de solidarité et des contacts réguliers aient subsisté, les dirigeants réussissaient de moins en moins à élaborer une stratégie efficace et coordonnée. La lutte contre la crise économique, le problème d'un front commun avec les communistes, l'attitude face aux régimes fascistes, la guerre civile espagnole, la situation dans les pays de l'Europe centrale et de l'Est..., tous ces points constituaient autant de problèmes pour lesquels on ne pouvait aboutir concrètement à des conclusions communes. Cette longue période « d'invalidité » politique au niveau supranational influencerait également les discussions durant la guerre. La question primordiale devint : existe-t-il encore réellement une Internationale ?

La crise insoluble de l'Internationale Socialiste apparut clairement au cours de la réunion du Bureau le 14 mai 1939 (6). Louis de Brouckère et Friedrich Adler démissionnèrent respectivement en tant que président et secrétaire. Le 17 juin, une brève réunion eut encore lieu, entre autres pour désigner le Néerlandais J.W. Albarda comme nouveau président (7). La succession de F. Adler resta en suspens et ne sera d'ailleurs pas résolue (8). La dernière assemblée plénière eut lieu à Bruxelles du 23 au 26 février 1940. Elle groupait les délégués de 19 partis. Les Scandinaves n'étaient venus qu'à condition que la réunion ne soit pas annoncée publiquement et que les discussions se déroulent confidentiellement et n'aient qu'un caractère informatif. La dernière réunion ordinaire du Bureau eut lieu le 3 avril 1940. On y approuva un manifeste du 1^{er} mai dont J. Braunthal décrivit, en termes amers, l'imprécision dans les dernières lignes de son historique de l'Internationale (9).

En fait, une réunion du Bureau était encore prévue pour les 26 et 27 mai 1940 à Bruxelles (10). L'ordre du jour appelait, outre les tribulations administratives et financières, l'élection du secrétaire et la discussion du rapport de la commission en vue de l'élaboration d'un programme européen de reconstruction après la guerre (11). Le 6 mai la nouvelle tomba que la réunion ne se tiendrait pas à Bruxelles mais à Paris. Ce changement était dû entre autres aux Anglais qui estimaient que Bruxelles était trop dangereux comme lieu de réunion. Après le 10 mai, la situation devint tout à fait confuse. Adler reçut un passeport français et essaya de maintenir quelque peu les contacts dans les bureaux du *Populaire* à Paris. Le 22 mai arriva un télégramme de Gillies : *We consider meeting International Executive Saturday cancelled* (12).

(6) J. BRAUNTHAL, *Geschichte der Internationale*, Hannovre, J.H.W. Dietz, 1963, p. 2, p. 513.

(7) J.W. Albarda entra en 1939 dans le gouvernement et démissionna en tant que président. C. Huysmans assumait alors cette tâche (mandat ratifié le 23 février 1940).

(8) ACH, f 126/253. L'absence de succession à Adler posa un certain nombre de problèmes d'ordre matériel (location de bureau, gestion de fonds, destination des archives) qui restèrent sans solution.

(9) J. BRAUNTHAL, *Geschichte der Internationale*, p. 514.

(10) ACH, d 48, circulaire d'Adler aux membres B.S.I., 22 avril 1940.

(11) Siégeaient à cette commission : Philip Noël-Baker, Léon Blum, Camille Huysmans, Finn Moe, Koos Vorrink et Friedrich Adler.

(12) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, f. G-I.

Le lendemain chacun fut informé de l'ajournement *sine die*. Ce fut le dernier contact régulier.

F. Adler partit aux Etats-Unis et ne donna plus signe de vie. Lors d'un entretien avec le comité national du parti socialiste américain, il avait déclaré : *that the labour and Socialist International is no longer in existence, since the great majority of its component parties no longer function legally and cannot provide satisfactory representatives for an international association* (13). Adler renonçait donc visiblement à tous ses droits d'investiture. En fait, il était d'ailleurs démissionnaire depuis 1939 et il n'avait plus traité que les affaires courantes. Du point de vue idéologique il croyait encore moins aux possibilités d'une Internationale structurée en temps de guerre. Nous n'approfondirons pas ce problème pour le moment car il fut surtout important pour les actions et les options des groupes d'émigrés aux Etats-Unis.

La situation était quelque peu différente en Angleterre qui en tant que pays belligérant devint en 1940 le seul refuge en Europe. En ce qui concerne toutes les affaires internationales, un département international fonctionnait au sein de l'appareil central du *Labour Party* sous le contrôle d'un sous-comité de la direction nationale du parti. Bien que le *Labour* n'ait jamais eu une attitude très « internationaliste », l'intérêt voué aux problèmes et aux contacts du parti siégeaient dans ce sous-comité et l'intérêt augmenta évidemment à mesure que grandissait la menace de guerre. En tant que collecteur d'informations et d'avis et comme premier point de contact pour les émigrés socialistes, le département international devint un centre de grand intérêt politique.

A cette époque décisive, William (Willie) Gillies était devenu secrétaire international et avait toujours été très intense. Des personnalités marquantes permanentes du département international (14). Gillies n'avait jamais joué un rôle politique de premier plan, mais il avait une très longue expérience des contacts internationaux. C'était un travailleur acharné et obstiné et ses opinions n'étaient pas précisément de gauche. La guerre donnait aux hommes de l'appareil un pouvoir de décision beaucoup plus grand qu'en temps normal. La grande coalition au sein du gouvernement exigeait beaucoup d'énergie et d'attention de la plupart des dirigeants. A la base tout était également beaucoup plus calme parce que la lutte électorale s'était tarie et parce que les rebelles de gauche avaient perdu beaucoup d'influence depuis l'annonce du pacte de non-agression entre l'Allemagne et la Russie (15). Ce qui signifia que Gillies assumera personnellement une grande responsabilité dans le déroule-

(13) Repris dans *The Call* (organe du parti socialiste américain) du 30 novembre 1940 et cité dans une note de l'Internationale qui a été envoyée vers juillet 1940 « Private and Confidential » à la direction du Labour (*ALP, Int. Dept., corr. 40-45*).

(14) Siégeaient également au sous-comité : Georges Dallas (président du Bureau exécutif national du parti), Hugh Dalton, A.J. Dobbs, Philip Noël-Baker, Jim S. Middleton (secrétaire général du parti), Harold J. Laski, George Lathan, James Walker.

(15) G.D.H. COLE, *A short History of the British Working class Movement*, Londres, 1948, pp. 461-463.

ment des contacts internationaux durant la guerre. Fréquemment des heurts profonds surgirent mais sa position était trop indispensable et trop inattaquable. Beaucoup d'émigrés avaient d'ailleurs une dette morale envers Gillies parce que, par son intermédiaire, les premières actions d'aide furent mises sur pied, octroi de visas et de références, logement, aide financière (16). Dans ce contexte, on comprend que le Département International ne tenait pas à engager le dialogue sur le plan politique avec les groupes d'émigrés.

Début juillet, quelques contacts s'établirent néanmoins. Sur un plan strictement confidentiel certains membres éminents de l'organe exécutif du *Labour* souhaitaient rencontrer des socialistes représentatifs de Norvège, du Danemark, des Pays-Bas, de Belgique, de France, de Pologne et de Tchécoslovaquie en vue d'échanger leurs informations et leurs impressions (17). La première réunion se déroula le 13 juillet 1940 à Saint-Ermins, cet hôtel immense plein de dignité victorienne où se tiendraient ensuite pendant les années de guerre toutes les conférences au sommet. C. Huysmans, Max Buset, Isabelle Blume et Joseph Saxe étaient invités du côté belge. Au total il y avait 21 invitations (18). Comme il fallait s'y attendre, Gillies essaya de se limiter à des accords très vagues. Il ne pouvait être question d'une organisation définitive ni provisoire du secrétariat international. Toutefois, des consultations plus ou moins régulières pouvaient être organisés au sein du *Labour* avec des représentants des pays qui étaient en guerre avec l'Allemagne. Il y avait donc une double restriction : pas d'organisation définitive et un choix bien déterminé des interlocuteurs.

A cette époque, C. Huysmans, arrivé à Londres depuis le 26 juin 1940 avec un petit groupe de socialistes de gauche, de syndicalistes et de diamantaires juifs, avait sans aucun doute de plus grands projets. Le rôle joué par Huysmans en tant que secrétaire de l'Internationale pendant la première Guerre Mondiale, avait certes laissé une profonde impression sur sa propre personnalité. Les allusions à cette époque reviennent constamment dans sa correspondance. Depuis plusieurs années, il avait en outre des contacts étroits avec des dizaines d'anti-fascistes et de réfugiés juifs. Anvers était devenu un des centres les plus importants de la propagande anti-nazie et, en tant que bourgmestre, il avait personnellement joué un rôle prépondérant dans cette action (19). Ses relations étroites avec les milieux diamantaires juifs lui procurèrent en outre immédiatement, en tant qu'émigré à Londres, une position

(16) Voir e.a. la correspondance concernant la création éventuelle d'un « *House of Hospitality for Central European Socialists* » environ au milieu de l'année 1939 (ALP, Int. Dept., corr. 40-45, R-Soc., f. 21).

(17) ACH, d 48, W. Gillies à C. Huysmans, les 5 et 26 juillet 1940.

(18) *Norvège* : Oscar Torp (président du parti) et Terje Wold, *Danemark* : B. Møller, *Pays-Bas* : J.W. Albarda, *France* : Henri Hauck, Marthe et Louis Levy, *Pologne* : Adam Ciolkosz (secrétaire du parti), Jan Stancyk, A. Adamczyk, H. Liebermann, *Tchécoslovaquie* : Jan Necas, Rudolf Bechyně (vice-premier), Joseph Belina (Tchèque), Jan Becho (Slovaque), Wenzel Jaksch et R. Reitzner (Sudètes).

(19) H. BALTHAZAR, *C. Huysmans en Duitsland 1936-1940*, pp. 171-209, dans : *Bijdragen tot het Huysmansonderzoek*, Anvers, 1971.

financière indépendante, ce qui impliquait une liberté d'action inestimable. Enfin, il avait succédé en septembre 1939 à Albarda à la présidence de l'Internationale. Tous ces arguments l'incitaient à assumer un rôle effectif, d'autant plus qu'Adler avait démissionné en tant que secrétaire. « Croyez-moi », écrivait-il le 30 juillet 1940 à Gillies, « il ne faut pas que l'on dise plus tard que nous avons étranglé en douceur la Deuxième Internationale. Je l'ai maintenue en vie pendant la guerre de 1914 à 1918. Je la maintiendrai en vie, je l'espère, pendant cette nouvelle épreuve et je ne permettrai à personne de l'empêcher de vivre, dût-elle vivre modestement » (20).

Huysmans n'était pas homme à se taire. Dès lors il s'agissait pour Gillies de trouver un *modus vivendi* acceptable où Huysmans pourrait effectivement assumer un rôle de coordination sans créer pour autant une Internationale. Entretemps, Huysmans ne laissait passer aucune occasion de représenter l'Internationale à l'étranger. Il existait du papier à lettre avec entête « *C. Huysmans, Chairman of the Second International* ». En cette qualité il envoya le 28 septembre 1940 un télégramme au président Roosevelt lui demandant l'intervention des E.U. en faveur de Léon Blum (21). C'était une situation équivoque qui provoquait de l'irritation et de la confusion de différents côtés.

Bien que Huysmans fût très attaché à sa fonction de premier internationaliste en titre, ses opinions allaient subir une profonde modification. J'ai choisi le passage suivant dans une longue et importante lettre de février 1942 pour illustrer ce changement d'optique :

... My conviction of to day is not the result of impulsive abstraction ; it is the conclusion of a deceived socialist who is convinced now that the German nation is infected by the spirit of violence, — that this German nation will follow obediently and heartfully Mr. Hitler as long as he may be able to speak as a victorious man, — that, if he could remain victorious, the great majority of the German nation would consider him as a national hero, even if he destroys liberty, even if he murders all people around him, even if he makes a Europe of one Herrenvolk and numerous slave countries. For this reason, I am thinking, very strongly that I was in error twenty years ago, and that I should be a poor socialist spirit if I took the risk to be deceived a third time (22).

Huysmans était arrivé à Londres dans un tout autre état d'esprit. Mais rapidement il eut des opinions restrictives sur les possibilités d'action socialiste internationale. Pendant toute la durée de la guerre et même après, lorsqu'il fut mandaté pour rétablir la vie internationale avec les partis reconstitués, il resta méfiant à l'égard des socialistes de langue allemande ou du moins envers certains d'entre eux. Quelle fut cette influence sur les opinions de Huysmans ? Passons en revue les autres personnes et les autres groupes qui en 1940-41 s'intéressaient à la structuration des contacts internationaux.

En janvier 1941, Oskar Pollak commença par envoyer, pour signature, un

(20) ACH, d 48, C. Huysmans à Gillies, 30 juillet 1940.

(21) ACH, d 48, télégramme de Huysmans à Roosevelt, le 28 septembre 1940. Entre août et octobre une correspondance très intensive a été échangée à ce sujet.

(22) ACH, d 51 a, Huysmans à Gillies, le 13 février 1942.

texte de base en vue de créer un *International Labour Club* (23). Le contenu du texte était assez général et insistait sur le fait qu'il n'entraînait pas dans les intentions de créer une organisation politique. L'affaire n'avança guère. A la mi-février, Pollak écrivit : « L'affaire du Club marche comme la démocratie, c.à.d. très lentement... » (24).

Au même moment, la *Fabian Society* lança une initiative identique : *As a new development of our activities we are about to set up an International Bureau... One of the first tasks... will be to get together representatives of all the various European Socialist groups at present in this country* (25). Dans le cadre de cet objectif, J. Belina (Tchécoslovaquie) fut invité à faire un exposé le 24 février.

La gauche anglaise participa également très activement au débat sur la coopération socialiste internationale. Dans le *Left News* de mai 1941 apparut pour la première fois l'idée d'un forum socialiste libre et international (26). *Left News* avait déjà un long passé d'actions et d'influence de gauche. Le « *left Book Club* » fondé en 1935 par des hommes tels Victor Gollancz, Harold Laski, John Strachey et Stafford Cripps était devenu au cours de ces années turbulentes un point de contact important pour la philosophie intellectuelle de gauche. En 1939, moment crucial de la signature du pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'Union Soviétique, le club comptait 75.000 membres et plus de 1.200 sections locales (27).

En tant qu'éditeur Gollancz resta durant la guerre également un pivot de ce milieu qui par la force des choses entra en contact avec les émigrés socialistes. Gollancz voulait orienter la discussion vers l'extérieur pour aboutir à une définition commune des objectifs de paix socialistes. Le terme Internationale en tant que tel ne revenait pas dans sa motivation. Sa philosophie rejoignait les opinions bien connues de la gauche. On craignait une intégration dans un système économique et politique qu'ils contestaient à fond. La guerre augmenta ce danger d'intégration car toute la classe ouvrière et toute la gauche gagnèrent la guerre était l'idée première. Dans cette situation, les influences dominantes du mouvement ouvrier durent s'intégrer à l'effort de guerre. En effet, nantes du gouvernement et de l'*establishment* britanniques pouvaient imposer leurs objectifs politiques. Pour Gollancz il importait donc de proposer au même rythme des objectifs de paix socialistes face à ceux d'un Churchill ou d'un Lord Halifax. On se demandait toutefois quels étaient ces objectifs

(23) Pollak était le représentant le plus important du *Londener Bureau der österreichischen Sozialisten*.

(24) ACH, d 48, O. Pollak à C. Huysmans, le 21 janvier 1941, id. le 12 février 1941.

(25) ACH, d 48, Fabian Society à C. Huysmans, 19 février 1941.

(26) V. GOLLANCZ, *International Socialist Forum*, *The Left News*, mai 1941, pp. 1708-1710.

(27) *The left Wing Intellectual between the Wars*, *Journal of Contemporary History*, vol. 1, n° 2, 1966. Principalement l'article de Samuel STUARTS sur le *Left Book Club* rend bien l'atmosphère de ce milieu de gauche. D'autres aspects de la gauche anglaise au cours des années trente ont été brillamment exposés par Ben PIMLOTT, *The Socialist League ; Intellectuals and the Labour Left in the 1930*, *Journal of Contemp. Hist.*, vol. 6, n° 3, 1971, pp. 42-48.

socialistes. Outre l'accord à caractère général sur le contenu d'un ordre socialiste, il n'y avait aucun plan concret valable du point de vue politique. Pendant tout un temps on avait parlé et espéré des résultats des révolutions des peuples européens contre Hitler. Gollancz avait compris que l'espoir en une épreuve de force idéologique n'avait été qu'un château en Espagne. Face aux chars, aux avions et à la Gestapo d'Hitler, il importait avant tout d'acquérir la supériorité dans les mêmes domaines. Toutefois, il s'opposait à la tendance exclusivement pragmatique. Gollancz envisageait réellement une possibilité de révolte contre Hitler au moment du renversement de la situation militaire. Pour ce moment-là, un programme concret et positif devait être prêt.

Julius Braunthal, ancien adjoint d'Adler au Bureau du parti autrichien avant l'Anschluss, éditeur ou co-éditeur de *Die Arbeiter-Zeitung*, *Das Kleine Blatt* et *Der Kampf*, fut chargé de mettre au point le « *International Socialist Forum* » comme annexe régulière au *Left News*. Au départ, Braunthal réussit à composer un large comité consultatif (28) : Angleterre, Harold J. Laski ; Belgique, Louis de Brouckère, ancien président de l'Internationale ; France, Louis Lévy, ancien rédacteur du *Populaire*, de 1926 à 1939, membre du Bureau de la S.F.I.O. ; Pologne, Lydia Ciolkosz, membre du bureau du parti socialiste polonais, chef du groupe socialiste au conseil communal de Tarnov ; Allemagne, Hans Vogel, principal prétendant à la direction du SPD après le décès d'Otto Wels ; Richard Löwenthal du groupe *Neu Beginnen* ; Autriche, Oskar Pollak, ancien éditeur de *Die Arbeiter-Zeitung* et plus tard de l'illégal *Der Sozialistische Kampf*.

Les premières déclarations de programme du nouveau groupe furent publiées dans *Left News* de juin 1941 avec la contribution de J. Braunthal, H. Laski et L. de Brouckère (29). Seul Braunthal défendait la thèse de relancer l'Internationale en tant qu'organe d'autorité. Braunthal défendait un point de vue pragmatique face au légalisme pur de ceux qui contestaient tout droit d'existence à l'Internationale en temps de guerre. Si l'on reconnaissait l'autorité morale et effective d'un certain nombre de gouvernements en exil, on pouvait également reconnaître l'Internationale. L'action devait émaner du monde libre puisqu'il était impossible de se faire entendre sous la domination fasciste.

H. Laski s'opposa au concept de réunions officieuses avec un petit groupe international de socialistes sous les auspices du *Labour*. Il voulait voir créer sans délai une commission d'étude chargée des problèmes d'organisation en préparation à une Internationale réorganisée. Ce stade intermédiaire assez vague devait permettre, selon Laski, de surmonter certaines difficultés fondamentales qui revenaient sans cesse comme contre-arguments : la désintégration idéologique parmi les groupes d'émigrés et l'incertitude quant aux réactions et nouvelles conceptions du monde occupé. De Brouckère s'en tint à une analyse optimiste qui considérait la disparition de l'Internationale comme une mauvaise crise de croissance qui luttait contre des difficultés accidentelles.

(28) J. BRAUNTHAL, *International Socialist Forum*, *The Left News*, mai 1941, p. 1711.
 (29) *International Socialist Forum*, dans *The Left News*, juin 1941, pp. 1767-1772.

Toutefois, il n'adopta pas de position déterminée en vue d'une réorganisation immédiate.

Le 23 mai 1941, J. Braunthal informa W. Gillies de cette initiative : *I hope that also you will find the setting-up of the I.S.F. a useful idea. In some way the spiritual ground for a revival of the International must be prepared* (30). Gillies n'était pas du tout enthousiaste et il chercha immédiatement à convaincre un certain nombre de personnes de retirer leur soutien à cette initiative. « Il paraît que le *Labour Party* est inquiet au sujet de l'initiative de Braunthal. Je crois que tu ferais bien de voir Gillies à ce sujet », écrivit Huysmans à de Brouckère (31). Lydia Ciolkosz répondit à cet appel et quitta le comité consultatif. Huysmans lui-même avait refusé assez catégoriquement d'écrire un article dans la tribune de Braunthal (32). Cette réponse de Huysmans était étrange. Toute cette littérature concernant l'Internationale est inutile, affirma-t-il. Ceux qui résident ici doivent organiser des organes de combat illégaux dans leur propre pays et une telle action se fait évidemment avec discrétion. Peut-être était-il de mauvaise humeur parce que Braunthal prenait une initiative que Huysmans envisageait depuis plusieurs mois. Mais le fond du problème était probablement plus complexe. D'autres influences jouaient qui seraient déterminantes pour les relations entre les socialistes en Angleterre, et tant Huysmans que Gillies avaient à ce moment décidé quel parti prendre.

Nous voici arrivé à un point crucial des débats dans les milieux socialistes pendant la guerre. Nous avons déjà fait allusion ci-dessus, lorsque nous avons mentionné les opinions de Gollancz, aux options divergentes quant à l'action socialiste pendant la guerre. Du point de vue général la question était de savoir si cette guerre était essentiellement un conflit idéologique ou un conflit politico-militaire entre nations. Sur le plan concret il s'agissait des attitudes à adopter à l'égard des nombreux groupes d'émigrés qui forgeaient des plans idéologiques et pragmatiques pour la période d'après-guerre. Le problème le plus évident était celui des groupes allemands, autrichiens et sudètes-allemands. Étaient-ils des ennemis, des « raseurs » ou des interlocuteurs valables ? Le développement de la guerre — surtout depuis l'entrée de l'Union Soviétique dans le camp allié — entraîna d'autres problèmes avec les groupes tchèques, polonais et autres groupes de l'Europe de l'Est. Dans un autre domaine, mais comparable quant aux réflexes politiques, il y avait l'attitude à adopter vis-à-vis des groupes espagnols et italiens.

L'analyse de tous ces problèmes est très difficile. C'est un amalgame de questions, qui ont marqué le socialisme international sur le plan émotionnel, idéologique et pragmatique et qui auront une grande influence après 1945. Comme nous l'avons annoncé au début de cet article, nous voulons nous limiter à quelques attitudes principales et personnalités importantes. Dès lors, il

(30) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, G-I, f. 13, J. Braunthal à Gillies, 23 mai 1940 + autres correspondances.

(31) ACH, d 48, C. Huysmans à L. De Brouckère, 31 mai 1941.

(32) ACH, d 51 a, C. Huytsmans à J. Braunthal, 17 juin 1941.

importe de savoir qui donnait le ton dans l'attitude adoptée à l'égard de l'Allemagne et des Allemands sans distinction de préférences politiques.

Comme premier homme influent il nous faut citer le Right Honourable Lord Vansittart, P.C., G.C.B., G.C.M.G., L. Litt., qui était déjà une des figures éminentes du *Foreign Office* avant la guerre. Auteur du *Black Record* (distribué à 500.000 exemplaires) et de *Roots of Trouble*, il fut le promoteur d'une politique dure et impitoyable visant à détruire le militarisme allemand. Sa devise était : *To be wrong once may be unlucky, to be wrong twice must be unwise, to be wrong thrice would be criminal* (33). Je citerai en outre deux de ses thèses parce qu'elles eurent une grande incidence sur les problèmes traités dans ces *Cabiers* : *There is no such thing as Hitlerism. It is only a projection of nationalism and militarism, conducted on a lower and more popular plane* (34). ... *but many — including some who would prefer a "fresh and joyous" class-war to this one — have forgotten the ugly role of the German Left at the Stockholm Conference in the last War, its approval of the atrocious Treaty of Bucharest, its dark complicities in Weimar's failure. Trust no Germany till this one is gone for ever* (35).

La possibilité de considérer la guerre comme un conflit idéologique était dès lors tout à fait exclue dans les thèses de Lord Vansittart. La politique internationale et militaire devait, d'après lui, être menée *de facto* en dehors de toute politique des partis et même en dehors des délibérations du cabinet. La politique nationale et la politique étrangère ne pouvaient être combinées. Dans le contexte de l'époque, les théories de Lord Vansittart eurent beaucoup d'influence et trouvèrent beaucoup d'adeptes, également parmi certains dirigeants du *Labour* et certains émigrés.

Parmi eux, Walter Loeb fut vraisemblablement une des personnalités les plus importantes et les plus intéressantes. Tant les archives du *Labour* que celles de Huysmans contiennent une correspondance étendue de cet homme qui mérite incontestablement une étude séparée. Il naquit à Mannheim en 1895 et quitta l'Allemagne en 1910. Il acquit une grande expérience du monde bancaire principalement aux Etats-Unis et à Haïti. En 1918-1919 il intervint dans les travaux de la délégation allemande d'armistice et de paix.

Selon ses déclarations, il travailla au sein du SPD à Francfort/M à partir de 1919 (36). A la demande du parti il devint président de la *Staatsbank* de Thuringe en 1922 et vice-président de la *Staatsbank* de Saxe en 1923. Ensuite il devint administrateur dans de nombreuses entreprises à participation ou à aide de l'état et fut membre de différentes commissions du parti ayant une compétence socio-économique. Lorsqu'en 1924 les socialistes quittèrent le gouvernement de Thuringe, Loeb démissionna en tant que président de la banque. Les nazis le prirent comme point de mire lors d'une campagne de diffamation

(33) Lord VANSITTART, *Roots of the Trouble*, Londres, Hutchinson & Co., 1940, p. 4.

(34) *Id.*, p. 31.

(35) *Id.*, p. 32.

(36) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, R-Soc., f. 17, W. Loeb à W. Gillies, 13 avril 1942 + documents annexes ; voir aussi *World Biography*, L-Q, New York, 1948, p. 2846.

qui passa devant la Cour Suprême de Weimar. Hitler lui-même prit la parole lors d'un meeting à Weimar pendant le procès. En 1929, il entra en conflit avec la direction du SPD sur le problème du réarmement allemand. D'après lui, il resta actif en tant que publiciste et orateur dans les milieux d'opposition de gauche. Toutefois, il resta un grand manager dans le monde des affaires, entre autres comme administrateur délégué de *Sager & Woernerstrassenbau G.m.b.H.* où le bientôt fameux Todt était à son service. Sa réputation et le fait qu'il était juif, l'obligèrent à émigrer dès 1933. Il demeura 6 ans à Amsterdam comme directeur de la *N.V. Revisa* et vint ensuite à Londres.

Le 10 juillet 1941, il écrivit une lettre remarquable à Lord Vansittart avec lequel il entretenait des relations assez amicales et confidentielles (37). Loeb s'inquiétait de l'attitude et des actions des groupes socialistes allemands à Londres, ainsi que des initiatives précitées de V. Gollancz et J. Braunthal (38). Loeb estimait que la défaite militaire complète de l'Allemagne était en ce moment le seul objectif à poursuivre. Ce n'est qu'après qu'une révolte était possible en Allemagne, mais soulignons-le, une révolte de désespoir et d'amertume contre la bande d'Hitler et non pas une révolution à caractère socialiste prédéterminé. Ainsi la discussion d'autres objectifs de guerre que ceux du gouvernement britannique était trompeuse et devait être évitée. Loeb demandait l'aide morale et matérielle de Vansittart pour publier avec plusieurs amis une série de brochures bien conçues et distribuées efficacement (39).

Parmi ses amis il mentionna d'éminents socialistes allemands... le Dr. *Karl Herz*, ancien bourgmestre de Berlin, *Bernhard Menne*, ancien rédacteur en chef du *Prager Mittag*, le Dr. *Kurt Geyer*, ancien collaborateur de *Vorwärts*, *Frits Bieligk*, ancien collaborateur du *Leipziger Volkszeitung*. Huysmans faisait également déjà partie du cercle des intimes de Loeb, ainsi que W. Gillies, James Walker et un certain nombre d'autres personnalités éminentes du *Labour* (40).

Le plan de Loeb se concrétisa par la création de *Fight for Freedom, Editorial and Publishing Services, Ltd* (41). D'éminentes personnalités des milieux d'émigrés patronèrent cette initiative qui se développa rapidement

(37) ACH, d 51 a, W. Loeb à Vansittart, 10 juillet 1941, copie.

(38) Je cite pour mémoire ici les publications essentielles d'Allemands qui, en 1941, plaidèrent pour une Allemagne autre que nazie et pour une participation active des antifascistes allemands à l'œuvre politique : *The News Letter*, édité par la *Union of German Socialists*. Articles de R. Löwenthal (groupe *Neu Beginnen*) dans *Labour Discussion Notes* (du *Socialist Clarity-group*). Sebastian Haffner, *Offensive against Germany*, édité chez Secker & Warburg à Londres. Henrich Fraenkel, un pamphlet contre *Black Record* de Vansittart, publié avec l'aide de la *Fabian Society*. Mary Saran, *European Revolution*, brochure publiée par *International Publishing Company*.

(39) Il demandait £ 500, essentiellement pour venir en aide à un certain nombre de publicistes émigrés qui connaissaient des difficultés financières.

(40) ACH, f 126/146. Le travail de W. Loeb à Londres en 1940-41. ALP, Int. Dept., corr. 40-45, R-Soc., f 17. Cette aide inconditionnelle à Loeb se remarqua essentiellement durant le conflit avec le *Socialist Clarity Group* (Austen Albu, P. Gardon Walker, W.N. Warley), qui dans leur *Labour Discussion Notes* de mars et avril 1942 décrivait Loeb comme un *turncoat* du Socialisme, dans lequel on ne pouvait avoir confiance.

(41) ACH, d 116, Starting Act et correspondance courante de *Fight for Freedom*.

en un groupe de pression efficace : Louis Araquistain (Espagne, ancien ambassadeur de la République à Berlin), le Dr. Gustav Winter (Tchécoslovaquie), Adam Ciolkosz (Pologne), M. Sluyzer et Jakob Oldenbrock (Pays-Bas), Konrad Nordhal (Norvège), C. Huysmans (Belgique, vice-président du Conseil d'administration). Du côté anglais il y avait : James Walker (président du conseil d'administration), Rennie Smith (secrétaire), Mary E. Sutherland, John Brown, Charles Dukes, George Gibson, Will Lawther.

Kurt Geyer fut un des premiers auteurs de la nouvelle série (42). Geyer possédait pas mal de titres dans le mouvement socialiste. C'était le fils de Frits Geyer qui représentait le SPD de Saxe au Reichstag avant 1914. Pendant la Première Guerre Mondiale, il était lui-même passé à l'U.S.P.D. dissident. Pendant la révolution spartakiste en 1919, il fut président du conseil des ouvriers et des soldats. Au congrès de Halle en 1920, il opta pour le parti communiste, mais rejoignit en 1923 les rangs du SPD et en 1924 il fut nommé rédacteur en chef de la rubrique politique du *Vorwärts*, organe central du SPD (43). Pendant la période d'émigration de 1934 à mai 1940, il dirigea la publication de l'hebdomadaire SPD *Neuer Vorwärts*. L'option pour les thèses de Loeb fut un des premiers points culminants des conflits au sein de l'émigration allemande.

Nous pouvons revenir maintenant aux réactions formelles au sein du *Labour* depuis que ce parti avait établi en juillet 1940 un premier et très vague contact international. A la conférence annuelle du *Labour* en juin 1941, l'*International Sub-Committee* de la direction nationale du parti avait introduit un rapport où les conceptions du secrétaire W. Gillies l'emportaient clairement. Le texte qui fut voté déclarait que l'Internationale n'existait plus, mais que le parti entretiendrait des relations sociales étroites avec les membres représentatifs des partis socialistes européens réfugiés en Angleterre. Le terrain de ces contacts était bien délimité : *with the object of giving advice which may be invited on special questions and the coordinating of such activities as may be necessary for the more effective prosecution of the War against Hitlerism and fascism* (44). Une autre résolution du congrès concernait la publication d'une annexe internationale au *Labour Party Press Service* sous la rédaction du comité consultatif international (45). Ainsi les contacts avec les alliés socialistes étaient plus ou moins structurés et repris dans les résolutions du congrès. La convocation-type, sur papier à en-tête du *Labour* et signée par W. Gillies, devint pour toute la durée de la guerre : *The group of international friends*

(42) Kurt GEYER, *Hitler's New Order, Kaiser's old Order*, Londres, Hutchinson / Fight for Freedom, février 1942, 64 p.

(43) D'après *Extract from letter from Hans Vogel to W. Gillies, dated march 8, 1941* (ACH, d 51).

(44) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, G-I, f 16.

(45) *Id.* f 5. Composition de la rédaction : W. Gillies, secrétaire ; BELGIQUE : J. Saxe, A. Wauters ; PAYS-BAS : M. Sluyser ; TCHECOSLOVAQUIE : J. Belina, G. Winner ; FRANCE : H. Hauck ; NORVEGE : A. Ording ; POLOGNE : A. Ciolkosz, J. Szapiro.

who meet at St Ermins Hotel on the second Friday of each month under the chairmanship of George Dallas...

Deux mois plus tard une autre convocation-type presque identique fut rédigée en ces termes : *The International Group which has been constituted with C. Huysmans as President...* Ce qui signifiait que les tentatives de Huysmans furent également couronnées de succès et que les contacts internationaux n'étaient pas exclusivement réservés aux partenaires alliés des gouvernements accrédités à Londres (46). Cela signifiait également que la vie socialiste internationale à Londres était organisée en une espèce de système bi-caméral, dont on n'avait pas fini de parler. Toutefois, ce furent ses nouvelles conceptions qui permirent à Huysmans d'agir. En outre, son champ d'action fut délimité de façon très précise dans un protocole (47). Les rapports du comité Huysmans devaient rester confidentiels. Les noms des membres invités ne pouvaient pas être publiés. Aucun vote n'aurait lieu. Le président (Huysmans) travaillerait en étroite collaboration avec le *Labour Party* britannique et avec l'approbation de ce dernier. Le comité aurait un secrétaire britannique (W. Gillies).

Le premier point culminant des discussions sur le sort de l'Internationale était passé. Ce n'est qu'en juin 1944 que viendrait la grande renaissance provoquée par une série de consultations et d'incidents dont le premier résultat fut la conférence des *partis* socialistes européens tenue à Londres, les 3, 4 et 5 mars 1945 (48). Toutefois, cet événement constitue un autre volet de l'histoire de l'Internationale. En 1941, la situation était totalement différente. Les acteurs non britanniques étaient encore isolés. Une grande incertitude régnait au sujet de l'issue de la guerre et la formation de groupes cohérents n'en était encore qu'au stade initial. Le contact avec les mouvements illégaux dans les pays occupés était pratiquement inexistant. Beaucoup de personnalités n'étaient pas encore arrivées à Londres. Un bref aperçu de la situation réelle des différents partis socialistes permettra de mieux cerner ce problème (49).

Les partis *suédois* et *finlandais* étaient soumis à une certaine pression allemande. Ils n'étaient pas représentés à Londres. Le contact avec les Suédois ne put être établi qu'en mars 1943. Fin mai, on apprit également qu'un groupe international de sociaux-démocrates avait été formé à Stockholm. Ce groupe élaborait des objectifs de paix socialistes et discutait de la reconstruction poli-

(46) Circulaire du 8 août 1941 aux socialistes *of good faith* dans laquelle il est dit que W.H. Green (président *National Executive Committee*), G. Dallas et W. Gillies ont reçu avec C. Huysmans comme mission de prendre contact en vue de former un groupe international (adressée à L. de Brouckère (Belgique), J.W. Albarda (Pays-Bas), P. Krier (Grand-Duché du Luxembourg), Necas, Nemeč, Becko, Bechyne (Tchécoslovaquie), Levy (France), Torp (Norvège), Ciolkosz (Pologne), Fraser (Nouvelle-Zélande), Locker (Palestine), H. Vogel (Allemagne), O. Pollak (Autriche).

(47) *ACH*, d 51 a.

(48) *ACH*, f 126/250-252.

(49) J'ai pris comme point de départ la note détaillée du *International Department*, rédigée vers le milieu de l'année 1941 (*ALP*, Int. Dept., corr. 40-45).

tique (50). Willy Brandt en était secrétaire (51). On savait peu de choses des Finlandais si ce n'est l'apparition en automne 1940 d'une scission au sein du parti. La question finlandaise avait d'autre part été un des points délicats pour lequel il avait été difficile de s'entendre au cours des dernières réunions du Bureau de l'Internationale. Ce n'est qu'au printemps 1942, que l'on apprit que les principaux représentants de la gauche avaient été arrêtés et condamnés à de lourdes peines de travaux forcés (52).

Le Danemark était occupé par les Allemands et la direction du parti avait démissionné sous la pression de l'occupant. Il n'y avait pas de représentants à Londres et les seuls contacts furent établis par l'intermédiaire de la ligue des travailleurs transporteurs.

Le gouvernement norvégien était fixé à Londres d'où la présence de nombreuses personnalités socialistes et plus particulièrement du président du parti Oscar Torp. Toutefois, on n'avait pas créé un comité socialiste norvégien.

Il n'existait plus aucun contact avec le parti suisse. L'encerclement du pays par les puissances de l'Axe y réduisait fortement la liberté d'expression et de presse. Les informations n'étaient échangées qu'au compte-goutte et encore à partir de 1943 seulement, grâce à la correspondance entre E. Paul Graber et W. Gillies (53).

Du côté néerlandais, peu de personnalités éminentes du SDAP se trouvaient à Londres et les principales étaient des ministres (Albarda et Van den Tempel). Ils n'étaient pas regroupés.

La situation était tragique pour les Français. La S.F.I.O. avait traversé des crises profondes (54). Au début des années trente naquit le mouvement dissident néo-socialiste à tendance de droite. Deux années de longue agonie, avec la dissidence de gauche de Zyromski et de Pivert succédèrent à la démission du gouvernement Blum en juin 1937 (55). Le coup final sembla être le vote des pouvoirs de Vichy, où l'on compta 36 délégués S.F.I.O. parmi les 80 personnes qui votèrent contre. Le parti ne semblait plus subsister que par la grande intégrité humaine de Léon Blum. Les quelques socialistes français à Londres manifestaient en outre bien des hésitations. Beaucoup se méfiaient instinctivement d'une initiative politique émanant d'un général (de Gaulle). D'autre part, après toutes les expériences amères, un point d'attache plus solide s'avéra nécessaire. Ce qui explique la formation antérieure du Groupe Jean Jaurès et

(50) Torsten Nilsson à J. Middleton, 16 mars 1943. En septembre 1943, une délégation de socialistes suédois arriva à Londres pour des pourparlers avec le comité international (ALP, Int. Dept., corr. 40-45, Sp-Sw, f 8).

(51) *Democratic Socialists' Peace Aims*, Stockholm, mars 1943, signé par Martin Tranmael (Norvège), Gunnar Myrdal et Ole Jödal (Suède), M. Karniol (Pologne), J. Guesde (France), Wilhelm Böhm (Hongrie), Bruno Kreisky (Autriche), Ernst Paul (Sudètes), Fritz Tarnow, Stefan Szende et Willy Brandt (Allemagne).

(52) W. Jaksch à C. Huysmans, 6 mars 1942, Rapport, par une source soviétique, sur l'arrestation de Kay Sandström et d'autres socialistes finnois (ACH, d 51 a).

(53) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, Sp-Sw, f. 9. Un premier contact officiel fut l'invitation à participer au congrès du parti suisse les 4 et 5 septembre 1943.

(54) A. PHILIP, *Les Socialistes*, Paris, 1967, pp. 72-76 et 96-100.

(55) D. NOEL BAKER, *The Politics of Socialist Protest in France. The Left Wing of the Socialist Party, 1921-1939. The Journal of Modern Hist.*, XLIII, 1971, 1, pp. 2-41.

peu après du Centre Syndical français (56). Toutefois, la cohérence et l'importance politique ne se manifestèrent au sein de ces mouvements que pendant la seconde moitié de 1942 (57).

La situation était plus favorable pour les Belges. Dès le début, le nombre de personnalités représentatives était assez important. Des personnages comme L. De Brouckère, C. Huysmans, A. Wauters, M. Buset, I. Blume et autres purent enrayer le sentiment de malaise. En outre, du côté syndical beaucoup d'initiatives étaient déployées en vue de reprendre également le travail sur le plan politique. Le 8 juillet 1940, les ouvriers des transports avaient décidé la reconstruction de leur organisation dans le cadre du *B.D.D.F.P. (Belgian, Dutch, Danish, French, Polish) Central Worker's organisation* (58). Au cours du même mois, les trois secrétaires nationaux de la Centrale Générale (J. Verdonck, P. Fassin, J. Smets) prirent l'initiative de réunir les représentants politiques et syndicaux. Le 3 décembre 1940, le secteur politique démarra seul par la création du Groupe E. Vandervelde, rassemblant au début environ 70 membres du P.O.B. (59). Je n'approfondirai pas ce problème, mais il faut remarquer que ce n'est que plus tard — en mai 1942 — que d'autres initiatives furent prises pour officialiser la représentativité politique. Les quatre membres du bureau dont le mandat avait été ratifié par un congrès du parti (Buset, Spaak, Gailly, Wauters) prirent l'initiative de créer une cellule officielle du parti parallèlement au Groupe Vandervelde (60).

En 1940-1941, il était encore peu question de l'Italie. Le regroupement des émigrants italiens se heurta à de très graves difficultés. Une série de contacts avaient été établis avec Gillies en vue de la formation d'un *Free Italy Movement*, mais il fut difficile de s'entendre sur un programme de base. J.J. Marus écrivit en mars 1941 à Gillies : *... there seems to be no possibility to get over the tragic fact that practically all politically minded Italians in Great Britain disagree among themselves on personal grounds* (61). En septembre 1941, les Anglais apportèrent leur soutien moral en créant la *Society of Friends of Free Italy* sous la présidence de Frederich Kenyon et David Ross, et la vice-présidence de J.M. Trevelyan et Lord Wedgwood. La *Federazione Antifascista Italiana* créée à Londres le 10 février 1942 constitua une autre initiative pluraliste. Du côté socialiste il fallut attendre 1942 pour voir naître une action positive. Le 28 mars 1942, le Groupe Filippo Turati fut créé avec comme secrétaire Piero Treves (62). Luzzato, Gentili et Fano étaient les autres représentants les plus importants du socialisme italien. En octobre 1942,

(56) Groupe Jean Jaurès. Comité de liaison des socialistes français en Grande-Bretagne + corresp. de Marthe Lévy (ACH, d 48).

(57) Voir e.a. : « Two Men for Fighting France », *The Daily Herald*, 19 août 1942 (sur l'arrivée de A. Philip et F. Gouin en Angleterre).

(58) J. GERARD-LIBOIS et J. GOTOVITCH, *L'An 40*, Bruxelles, 1971, p. 256.

(59) ACH, f 117/41.

(60) Invitation de A. Gailly, datée du 1^{er} mai 1942 : « ... je suis chargé de vous inviter à une réunion en vue de la constitution d'un parti socialiste en Angleterre » (ACH, d 51 a).

(61) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, I-L, f. 9.

(62) ACH, d 51 a, P. Treves à Huysmans, 1^{er} mars 1942.

de plus amples informations arrivèrent via la Suisse sur la structure déjà bien organisée d'un parti socialiste illégal en Italie même (63). Cette information donna immédiatement un plus grand équilibre politique au groupe londonien.

La situation des émigrants *espagnols* était très compliquée. Elle était le résultat des tensions et des scissions survenues avant et après la guerre civile. Mais il faut expliciter certaines grandes lignes de ces conflits pour comprendre les réflexes londoniens pendant les premières années de la guerre (64). Le dernier congrès régulier avait eu lieu en juin 1932 sous la présidence de Fr. Largo Caballero. W. Carillo et Indiego Prieto siégeaient au sein du bureau. Après février 1936, Largo Caballero et ses adeptes démissionnèrent. En accord avec la plupart des fédérations régionales, le comité national créa un nouvel exécutif, avec Ramon Gonzalez Pena en tant que président et Ramon Lamonedá en tant que secrétaire général. La démission de Caballero comme premier ministre en mai 1937 et son remplacement par J. Negrin (également un socialiste) amenèrent encore quelques changements au bureau du parti. Une nouvelle crise survint à la fin de 1937 avec le conflit entre le Premier Negrin et le ministre de la défense, Prieto. A la fin de la guerre civile, un bureau du parti siégeait à Valence sous la direction de Pena et Lamonedá (avec l'appui de Negrin) et un autre organe exécutif siégeait à Madrid soutenu par différentes fédérations et opposé à Negrin.

Alors que Pena et Lamonedá émigraient à Paris, la fédération de Madrid convoqua encore un congrès afin de désigner un nouveau bureau. José Gomez Osorio devint alors président et Wenceslao Carillo vice-président. Cette situation s'ajoutant à la structure compliquée des autres tendances de gauche en Espagne, fit naître pas mal de confusion parmi les émigrés. Deux facteurs intervenaient : d'une part, la signification psychologique profonde de la guerre civile pour toute la gauche ; d'autre part, les réflexes politico-stratégiques à l'égard de l'Espagne de Franco. Lamonedá arriva à Londres début juillet. Negrin y était déjà (65). Après les contacts avec Gillies et Huysmans, il ne semblait pouvoir être question d'un regroupement politique à Londres. Ensuite Lamonedá retourna au Mexique, où étaient rassemblés beaucoup de républicains espagnols (e.a. Prieto). Gillies (et Huysmans) considérait Luis Araquistain, ancien ambassadeur du gouvernement républicain à Berlin, comme *persona grata*. Les raisons en étaient évidentes. Araquistain agissait prudemment. Dans son optique, le *Labour* était en premier lieu un parti gouvernemental. Dès lors dans toute forme d'organisation patronnée par le *Labour* on aurait pu interpréter une intervention dominante de la gauche espagnole comme une provocation du gouvernement britannique et donc comme une incitation pour le clan belliqueux de Madrid à faire entrer l'Espagne dans la guerre. Ce

(63) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, I-L, f. 13 — *Manifesto of the Italian Socialist Party in Italy. A call to civil disobedience*. Une cellule de contact travaillait dans le Tessin en Suisse.

(64) Basé surtout sur les notes de W. Schevenels, W. Carillo, W. Gillies et L. Araquistain dans ALP, Int. Dept., corr. 40-45, Sp-Sw, f. 2.

(65) *Id.*, f. 1, corresp. Lamonedá, Gillies.

n'est donc pas par hasard que Araquistain devint membre du conseil d'administration de *Fight for Freedom*, l'organisation de Loeb. Comme pour les émigrés des autres pays, l'année 1942 connut une plus grande activité. En avril 1942, N. Martin Cantal (secrétaire fédéral de Grenade), B. Duarte Ortiz (secrétaire fédéral de Jaen), J. Rodriguez de la Riva (secrétaire de la *Juventud Socialista Unificada* à Barcelone) et R. Madrid Garcia (président de l'*Agrupacion Socialista* de Malaga) annoncèrent la formation d'un groupe socialiste espagnol (66). Vers la même époque, Carillo créa le *Grupo sindical de Trabajadores espanoles en la Gran Bretana* en vue d'en faire également une cellule d'action politique (67). En septembre 1942, un troisième groupe fut créé sous la présidence de Vincente Terradez (68). Tout comme le premier groupe, il s'intitula *Partido Socialista Obrero Espanol - Agrupacion en Gran Bretana*. On se basa sur un mandat du quartier général mexicain. Le premier groupe se rassembla autour de Prieto, le second autour de Lamonedá, et Carillo semblait hésiter entre les deux.

Dix-sept personnalités éminentes du parti socialiste polonais se trouvaient à Londres, autour d'Adam Ciolkosz, secrétaire du parti. Apparemment il n'y avait aucun problème : dès le début ils participèrent à tous les débats, les relations avec l'*International Department* du *Labour* furent cordiales et il ne fut pas question de scission au cours des premières années de la guerre. Ils étaient à peu près les seuls à pouvoir s'enorgueillir d'avoir des mandats ratifiés en Pologne même par le comité central illégal (69). En outre, le *Bund* était actif (*General Jewish Workers Union of Poland*). L'autorité du *Bund* augmenta encore par l'arrivée, en avril 1942, de Szmul Zygielbojm, qui siégea immédiatement au sein du Conseil National Polonais (70). Grâce à Zygielbojm, les premières nouvelles sur l'action illégale et sur l'évolution de l'extermination des juifs furent diffusées dans les milieux socialistes.

La situation des émigrés tchèques était plus compliquée. Après Munich, le parti ouvrier social-démocrate tchèque démissionna de l'Internationale et on créa le parti national tchèque des travailleurs qui ne survécut pas longtemps. Les tensions internes qui s'ensuivirent, subsistèrent et furent aggravées par des problèmes spécifiques comme la question des nationalités, la tension avec la Pologne et les liens avec l'Union Soviétique. Quatre ministres sociaux-démocrates, J. Necas, F. Neme, J. Becho et R. Bechyne (vice-premier ministre), siégeaient au sein du gouvernement Benès reconnu officiellement par Londres en juillet 1940. Au moins quinze autres personnalités représentatives du parti résidaient à Londres. De très profondes divergences entravaient toujours un regroupement actif. Jozef Belina qui s'opposait le plus à l'influence croissante

(66) ACH, d 51 a — Al Secretariado de la Internacional Socialista Obrera, Londres, 22-IV-1942. (Appel à tous les socialistes espagnols sauf aux adeptes de Negrin).

(68) *Id.*, 6 novembre 1942, annonce officielle au P.O.B. à Londres.

(67) ACH, d 51 a, corr. Huysmans à Carillo et Araquistain, avril-juin 1942.

(68) *Id.*, 6-XI-1942, annonce officielle au P.O.B. à Londres.

(69) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, P, f. 11.

(70) ACH, d 51 a, A. Ciolkosz à Huysmans, D 51 a. Zygielbojm mourut le 12 mai 1943, Cf. art. de Willy EICHLER dans *Socialist Commentary*, vol. 9, n° 1^{er} juin 1943.

du communisme, était le mieux accueilli par le milieu de Gillies (71). Sur le plan tchèque, la situation du groupe de langue allemande était la plus tragique. Le parti social-démocrate allemand de Tchécoslovaquie avait connu de graves difficultés après Munich. Beaucoup de militants du parti avaient été déportés dans des camps de concentration allemands. Les réfugiés s'étaient rendu compte qu'ils n'étaient guère les bienvenus dans la seconde république tchèque. En regard des partis scandinaves, belge et anglais, ils étaient devenus les émigrés les plus désemparés. Ils étaient certes 1200 à Londres, la plupart des sociaux-démocrates, organisés en *Treugemeinschaft Sudetendeutscher Sozialdemokraten*, sous la présidence active de Wenzel Jaksch. La consolidation et la reconnaissance du gouvernement tchèque à Londres raviva quelque peu l'espoir d'élaborer un accord communautaire viable (72). Cependant, au début de ces négociations, intervint la première dissidence sous l'impulsion de Jozef Lenk et Jozef Zinner, membres de l'exécutif du parti. Ils formèrent le *Deutsche Sozialdemokratische Arbeiterpartei in der CSR-Auslandsgruppe* (18 octobre 1940). Les motifs en étaient multiples, le nom de Sudètes allemands serait une concession au parti nazi de Henlein, on aspirait trop à un vague socialisme populaire d'esprit anti-marxiste, les thèses de Jaksch étaient trop pangermaniques... La raison réelle qu'on ne mentionnait guère concernait les modalités d'un accord avec Benès. A tous les niveaux, l'aile gauche tchèque faisait déjà apparaître en 1940 les signes dramatiques de la configuration politique de la Tchécoslovaquie après 1945.

A la fin de cette analyse nous devons encore traiter des groupes *autrichiens* et *allemands*. Ils étaient les plus contestés, les plus enclins aux scissions et souvent mêlés le plus intensément aux initiatives de regroupement international. Le parti social-démocrate autrichien fut dissous au printemps 1943 à la conférence de Brno, de l'autre côté de la frontière. Le nouveau parti, le parti socialiste révolutionnaire autrichien fut soutenu en grande partie dans l'illégalité par la jeune génération. Onze des treize membres du bureau se trouvaient aux E.U. où l'*Auslandvertretung* central se prévalait de son autorité. Oskar Pollak et Karl Czenetz formèrent le *London-Bureau of the Austrian Socialists* à Londres. Ils déployèrent une grande activité au sein de l'*Austrian Labour Club* en collaboration avec le *Landesgruppe österreichischen Gewerkschafter in Gross Britannien* reconnu par les *Trade Unions* (73). Ce groupe était

(71) J. Belina était l'auteur de différentes brochures sur le rôle du mouvement ouvrier tchèque. *Czechoslovakia, Land of Freedom and Democracy* (1942, 32°, 64 p., préface de W. Gillies). *Czechoslovak Labour fight on* (1943, 32°, 72 p., préface de G. Dallas). *Czech Labour under German Rule* (préface de D. Grenfell, M.P.).

(72) Les sources sur le problème des Sudètes allemands sont volumineuses. Nous ne donnons ici que les grandes lignes pour expliquer les premières scissions. Voir : *Some facts Concerning the Sudeten Socialists* — Memorandum aux membres Soc. Intern., 1941 (ACH, d 48). *Czechoslovakia — Introductory Note*, 1941 (ALP, Int. Dept., corr. 40-45, P, f. 7).

(73) Le club fut inauguré officiellement le 12 février 1942 avec une allocution de circonstances de C. Huysmans (ACH, d 51 a).

(74) Voir e.a. *What we Want* et *The National Question*, dans *London-Information*, n° 17, 15 sept. 1942 (organe bi-mensuel, édité alternativement en allemand et en anglais).

convaincu que la défaite militaire d'Hitler provoquerait une révolution en Allemagne. Ensuite, les Autrichiens formeraient leurs organes gouvernementaux révolutionnaires propres. Se basant sur une action commune allemande, ils voulaient annuler l'Anschluss, mais également repousser tout soupçon de nationalisme (74). En 1940-1941, le groupe, de facto suspect dans l'optique de Gillies, Huysmans, Loeb et les autres, se trouvait déjà confronté avec des forces centrifuges de gauche et de droite qui cherchaient sous l'une ou l'autre forme un front unique. L'autre point de vue disait que l'Autriche était un pays occupé et qu'il importait de lutter dans le camp allié et de se faire reconnaître ainsi comme groupe (ou gouvernement) national autrichien. C'est dans ce sens que travaillaient l'*Association of Austrian Social-Democrats in Great Britain* (dirigée par Heinrich Allina) et l'*Austria Office* où prédominaient les tendances monarchiques des Habsbourg (75). La *League of Austrian Socialists in Great Britain* sous la présidence de Marie Koestler, ancienne parlementaire, exclue par Pollak-Czenetz, se trouvait plus à gauche. Le groupe Koestler collaborait avec l'*Austria Centre* à prédominance communiste (76). Koestler, Allina et les autres groupes non socialistes formèrent le 3 décembre 1941 le *Free Austrian Movement* (77).

Il est extrêmement difficile de résumer en quelques lignes la situation des émigrés allemands. Le point de départ de cet article contient d'ailleurs l'essence même de la matière du conflit. Il suffit peut-être de distinguer clairement les organisations de 1940-1941 l'une de l'autre. S'il est incontestable que le monde socialiste était sujet aux crises et aux scissions, cela apparaît de la façon la plus aiguë parmi les socialistes allemands. Ils étaient également les plus dispersés durant la période d'émigration. Il s'agissait en outre d'une émigration qui était née en pleine confusion structurelle et doctrinale. Et, dès lors, la lutte pour la représentativité s'était accrue. La *SOPADE, Parteivorstand der Sozialdemokratische Partei Deutschland*, créée en juin 1933 à Prague et formée par les membres du bureau du parti qui étaient présents, avait le plus de prétentions à une investiture officielle (78). Les nombreux groupes qui se formèrent par la suite, et qui essayèrent de former un front unitaire de combat, ne furent jamais considérés comme des partenaires égaux par la *Sopade*. Fin novembre 1940, Erich Ollenhauer et Hans Vogel, le plus important porte-parole de la *Sopade*, arrivèrent à Londres. Ils y organisèrent immédiatement une action de coordination (79). Après d'innombrables discussions préliminaires ils furent reçus en août 1941 par une délégation de la direction

(75) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, A, f. 3. H. ALLINA, *Restoration of Austria*, Londres, Autriche. Office et The New Europe Publishing Co., 1942, 32 p.

(76) Cf. *Statement, League of Austrian Socialist in Great Britain*, polycopié, décembre 1942, 5 p. (ACH, d 51 a).

(77) Manifeste de principe : *The case of Austria*, Londres, The New Publishing Co., 1942, 32 p.

(78) PLUM (G.), *Volksfront, Konzentration und Mandatsfrage*, op. cit., p. 417 et suivantes.

(79) Cf. *Germany — Monthly Reports by the Executive Committee of the Social Democratic Party of Germany*, continuation des *Deutschland-Berichte*, qui paraissaient à Paris depuis 1939. Brochure londonienne : *Firm our View — Firm our Aim — The Struggle of German Social Democrats against Hitler*, Londres, 1941.

du Labour, to tell quite openly and friendly what they had on their hearts, their opinion over the situation in Germany, the development of the opposition, if the opposition is growing to activity, what about the possibility of a revolution against Hitler, what about the line of propaganda and so on (80). La délégation allemande ne put répondre à plusieurs de ces questions. Il y avait très peu de contacts en Allemagne et l'unité des socialistes allemands était loin d'être réalisée. Le résultat de cet entretien renforça encore le sentiment de méfiance que Gillies éprouvait déjà à priori à l'égard des Allemands. Durant les mois qui succédèrent à cet entretien, on rassembla différents avis qui, la plupart du temps, concordaient avec les opinions émises par Gillies (81). L'ensemble de ces avis forme une source de grande valeur. On y retrouve tous les éléments sur lesquels le groupe W. Loeb se basa et la preuve de la faiblesse des réactions des autres groupes en 1940/41. Il est inutile de vouloir énumérer les caractéristiques des autres groupes allemands dans cette brève analyse. Le *Sozialistische Arbeiter-Partei-Ortsgruppe Londen*, le *Freiheitsbund Deutscher Sozialisten-Londoner Arbeitskreis*, le groupe *Neu Beginnen*, l'*Internationale Sozialistische Kampfbund*, voilà toutes les tendances qui se rencontraient au stade embryonnaire à Londres. La plupart étaient nées des scissions des années 30 : des hommes qui se combattaient et se recherchaient, qui, comme émigrés depuis des années, aspiraient à un point d'attache dans le torrent infernal de l'évolution de l'histoire. Leurs dissensions ne permirent pas de faire émerger un partenaire allemand accepté de tous au cours des premiers débats sur le sort de l'Internationale Socialiste.

Nous n'avons voulu illustrer dans cet article que l'atmosphère des débats, parce que leur complexité nous fait comprendre la situation générale dans laquelle les organisations socialistes devaient étudier les pensées et les actions de l'après-guerre. Il s'agissait réellement d'une situation pénible. Mais il y avait toutefois une volonté tenace pour créer l'unité dont le récit forme incontestablement un élément important de l'évolution de l'histoire de la deuxième guerre mondiale.

(80) ALP, Int. Dept., corr. 40-45, L-O, f 1.

(81) ALP, *German Social Democracy Memos, 1940-41* (il y a des textes et des commentaires de W. Gillies, H.J. Laski, P.J. Noël-Baker, C. Huysmans, K. Geyer, Fr. Stampfer, W. Loeb, V. Schiff, H. Vogel, E. Ollenhauer, K. Herz).

Willem C.M. Meyers

LA « VLAAMSE LANDSLEIDING »

UN « GOUVERNEMENT » D'EMIGRES EN ALLEMAGNE
APRES SEPTEMBRE 1944

INTRODUCTION

Cette contribution à l'histoire de la collaboration flamande pendant la Seconde Guerre Mondiale couvre la période allant de la libération de la Belgique à la défaite allemande.

Lors de cette libération, un certain nombre de Flamands et de Wallons prirent la fuite vers l'Allemagne. Les collaborateurs français avaient déjà pris des précautions. Les collaborateurs hollandais le feront à leur tour. Une partie de ces réfugiés voulait continuer le combat pour la réalisation de leurs idéaux : une Flandre intégrée au monde national-socialiste était encore possible, croyaient-ils. Une défaite allemande était chose impensable. Il fallait donc élaborer des plans en vue de reconquérir et de réorganiser le pays après la « libération ».

C'est dans cette intention que naquit, sous la direction du Dr. Jef Van de Wiele, *Landsleider* de la *De Vlag*, une organisation, qui devait préparer cette libération. Elle avait également comme mission de rassembler tous les Flamands en Allemagne, tant les réfugiés que les ouvriers qui y travaillaient, et de soulager leurs besoins matériels dans le III^e Reich. Les efforts de cette organisation, la *Vlaamse Landsleiding*, en vue d'aboutir à l'unité, furent évidemment appuyés par les différentes instances allemandes. Pour d'autres réfugiés il importait surtout de se mettre en sécurité. Ils voulaient éviter les premières fureurs de la répression. La plupart du temps ils ne croyaient plus en une victoire allemande ou bien ils n'y attachaient plus d'importance. Néanmoins, on leur demandera en Allemagne, et ce dans le cadre de l'effort pour l'unité des

* Traduit du néerlandais par L. MICHIELS

Flamands, de jouer un rôle dans la *Landsleiding*. Certains furent d'accord, d'autres, tel le chef du VNV, le Dr. Elias, refusèrent, parce qu'ils ne voyaient plus l'utilité de continuer la collaboration.

Le but de notre contribution, tel que nous le concevons, est d'étudier les vicissitudes de ces deux groupes et plus particulièrement de la *Landsleiding*. Nous ne nous intéressons pas aux intentions allemandes concernant la *Landsleiding*, ou aux plans des Allemands en cas de reconquête de la Belgique. Les documents originaux illustrant ce problème n'ont été utilisés que pour autant qu'ils donnent des indications précises concernant les activités de ces Flamands en Allemagne.

Nous devons terminer cette introduction par des remerciements sincères à tous ceux qui ont eu la bonne grâce d'apporter de l'une ou l'autre façon leur concours en transmettant des documents et en accordant des interviews.

LIBERATION ET EVACUATION

La réussite du débarquement allié de juin 1944 en Normandie et surtout la progression des Alliés en France, eurent de grandes répercussions sur l'opinion publique dans notre pays. Bien entendu, la presse censurée rappelait inlassablement que la Wehrmacht cherchait de l'espace pour porter le coup fatal, que la retraite avait été prévue, que les Alliés subissaient des pertes énormes, mais cet optimisme imposé ne pouvait empêcher que tout le monde constatât la progression alliée, à travers les bulletins victorieux de la Wehrmacht.

La majeure partie de la population belge attendait impatiemment la libération. Les organisations de résistance s'étaient mises au travail, dès que les ordres de Londres leur étaient parvenus quant aux mesures à prendre en cas de débarquement allié. Les sabotages des chemins de fer, des lignes de communication, des usines se succédaient sans cesse. Les groupes de résistance se tenaient prêts, afin de pouvoir aider les troupes alliées lors des combats de libération (1).

Toutefois, certains espéraient encore une victoire allemande. Leur nombre s'était réduit considérablement, mais comme toujours dans des circonstances critiques, cette petite minorité était convaincue d'être dans le vrai. Parmi la population flamande, qui nous intéresse plus particulièrement ici, cet espoir se rencontrait essentiellement dans les milieux de la *De Vlag*, sous la direction du Dr. Jef Van de Wiele. Ce mouvement, d'orientation culturelle à l'origine (2), s'était, durant l'occupation, développé en un mouvement politique,

(1) H. BERNARD, *La Résistance 1940-1945*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1969 (2ème édition), p. 113-114.

(2) Le Dr. Elias parle d'un « Cercle de philologues » créée en 1936 et ayant sa revue propre, sans tendance ou signification politique. H.J. ELIAS, *25 jaar vlaamse beweging 1914-1939*, Antwerpen, De Nederlandsche Boekhandel, 1969, tome IV, p. 157.

pour lequel l'idée de base était devenue : une confiance absolue en Hitler, Führer du III^e Reich (3). Au début de l'occupation, le VNV avait espéré pouvoir, en tant que parti populaire, nationaliste, anti-démocratiquement structuré, aboutir à une coopération heureuse, tant pour la Flandre que pour le VNV, avec l'occupant. La position de la *De Vlag* avait toutefois acculé de plus en plus le VNV à la défensive (4). En juillet 1944, lors de la création de la *Zivilverwaltung* (5),* l'occupant avait pratiquement renié le VNV en tant que force politique (6). Les « emballements » thiois, la sujétion cléricale et l'accentuation trop manifeste du caractère flamand, avaient fait perdre au VNV tout crédit auprès des SS et du parti national socialiste (7) attachés à l'intégration dans la grande unité germanique. Au sein même du VNV, certaines voix s'étaient déjà élevées en faveur de la dissolution du Mouvement (8). On décida finalement de continuer, ne fût-ce que pour les combattants du front de l'Est, engagés par le VNV. L'idée, selon laquelle tout n'avait quand même plus d'importance, joua peut-être également. D'ailleurs, après avoir propagé le « deuxième activisme », il n'existait plus aucune possibilité de maintien pour le VNV dans une Belgique libérée. Lors du débarquement en Normandie, le VNV pensa qu'il était trop tard de toute façon pour passer à la dissolution, et le Dr. H. Elias, chef du VNV, fit encore officiellement appel aux membres de son parti afin qu'ils contribuent à maintenir l'ordre et à résister à l'ennemi (9). Cet appel explique également la prestation de serment de la Garde

(3) Voir les positions de la *Vlaamsch-Duitsche Arbeidsgemeenschap*, dont les exigences étaient : 1. Fidélité inconditionnelle au national-socialisme ; 2. Fidélité inconditionnelle au Reich ; 3. Fidélité inconditionnelle au Führer. (*Balming*, 30 mai 1943, *DeVlag*, juin 1943, p. 606.

(4) (RAYMOND DE BECKER), *La collaboration en Belgique (1940-1944) ou une révolution avortée*, Bruxelles, CRISP, 1970, p. 19-20. Egalement H. TOBTS, *Hoop en wanhoop der Vlaamsgezinden*, Leuven, Davidsfonds, (1955 ?), p. 28-31.

(5) Pour les dessous de ce changement de régime, voir Dr. A. DE JONGHE, *L'instauration d'une « Zivilverwaltung » en Belgique et dans le Nord de la France. La discussion finale au quartier-général du Führer le 12 juillet 1944 (Document)*, dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale*, I, 1970, p. 67-129.

* Voir l'index des termes allemands en fin d'article.

(6) *Ibidem*, p. 127. Himmler souligne l'importance de la *DeVlag* pour la politique allemande : « *Mit den von der DeVlag zur Verfügung gestellten Leuten müssten wir die Männer des V.N.V. vornehmlich aus den Verwaltungsstellen allmählig verdrängen* ».

(7) Communication du Dr. J. Van de Wiele, 21 décembre 1971 (cité désormais JVDW). Interview de Edg. Delvo, 30-31 août 1971, complété le 17 janvier 1972 (cité ci-après ED).

(8) E. DE V., *Dr. Elias. V. Tussen hangen en wurgen, 't Pallieterke*, 9 octobre 1969.

(9) *Ibidem*.

Flamande (10) et de la Brigade de Garde Flamande (11) à *Adolf Hitler, der Germanische Führer*.

Au mois d'août l'atmosphère était devenue très peu sûre dans le pays. Des attentats contre les adeptes de l'Ordre Nouveau suscitérent par voie de conséquence de violentes « actions de contre-terreur » : Meensel-Kiezegem, le 1 et le 11 août, Charleroi le 18 août (12). Les repréailles officielles qui furent prises sur ordre du *SS-Gruppenführer Jungclaus, Höherer SS- und Polizeiführer* (HSSPF), après le meurtre du bourgmestre rexiste de Charleroi Englebin, de sa femme et de son fils, c'est-à-dire l'exécution de 20 « otages-terroristes », étaient déjà suffisamment sérieuses en soi (13). Néanmoins, des

-
- (10) La « Garde Flamande » (*Vlaamsche Wacht*) fut créée au cours de l'année 1941, lorsqu'un grand nombre de *Landeschützenbataillons* furent transférés de la Belgique occupée vers l'Est. Afin de remédier à cette diminution du personnel, la *Militärverwaltung* fit appel à des officiers, sous-officiers et anciens soldats flamands. Ils furent recrutés essentiellement dans les milieux de la VOS (Anciens combattants flamands) et du VNV. La Garde Flamande ne serait utilisée que pour des objectifs de surveillance. En 1943, l'unité était composée de 3 sections, comprenant 12 compagnies, au total 2.209 hommes. Comme pendant on créa également une « Garde Wallonne ». Voir *Einsatz von Landeseinwohner in unmittelbaren Wehrmachtsdiensten*, rapport du chef de la *Militärverwaltung* en Belgique du 22 juin 1943 (GRMA, T. 175, R. 80, fr. 26000715-26000731). A partir de juin 1944, la Garde Flamande prêta serment au Führer dans le cadre du *Schütz der Angehörigen der Erneuerungsbewegungen im Spannungsfall*. Le 1er juillet 1944, 1.687 membres de la Garde Flamande avaient déjà prêté serment, ce qui représente 73 % du nombre total. *Tätigkeitsbericht Militärverwaltungschef*, n° 30, GRMA, T. 501, R. 106, fr. 001155-001157).
- (11) L'origine de la brigade de Garde Flamande (*Vlaamsche Wachtbrigade*) se trouve dans une unité qui fut créée en octobre 1941, par C. Turcksin. En raison des contacts avec le *Luftgaukommando Belgien und Nordfrankreich*, Turcksin s'était engagé à créer une unité de surveillance pour les aérodromes et les usines qui travaillaient pour ce même *Luftgaukommando*. Des travailleurs favorables au VNV, venant essentiellement de la *Dietse Militie-Zwarte Brigade*, s'engagèrent par un contrat de travail. En octobre 1942, cette unité reçut le nom de « Garde des usines » et à partir du 4 juin 1943, elle devint la « Brigade de Garde Flamande », ayant le statut de *Wehrmachtsgefolge*. A cette époque, l'unité se composait de 3 bataillons, comprenant chacun 4 compagnies, et comptant 3.362 hommes en tout. (Voir *Einsatz von Landeseinwohner...* cité à la note 10). Le 2 juillet 1944, le serment au Führer fut prêté (*Volk en Staat*, 6-7 août 1944). Turcksin annonça également la création d'une *Flakbrigade*, pour laquelle on fit appel à des volontaires de la « Brigade de Garde Flamande ». Les membres de la *Flakbrigade* portaient l'uniforme de la *Luftwaffe* et avaient le statut de *Wehrmachtsangehörige*, c.-à-d. qu'ils étaient considérés juridiquement comme des membres de la *Luftwaffe* (réponse de C. Turcksin à l'auteur, 16 novembre 1971. Ci-après CT).
- (12) H. BERNARD, *op. cit.*, p. 116.
- (13) P. DELANDSHEERE - A. OOMS, *La Belgique sous les nazis*, Bruxelles, L'Édition universelle, 1945, 8°, 4 vol. Pour cet article nous employons le volume IV. (Cité ci-après DELANDSHEERE-OOMS, IV). Ici IV, p. 224 et 236-241. Depuis 1942, R. Jungclaus était le représentant direct de Himmler en Belgique. En tant que chef de la *Dienststelle Jungclaus* il avait tous les pouvoirs pour les efforts de germanisation en Belgique grâce à la *Germanische Leitstelle* qui organisait et soutenait l'*Algemene SS-Vlaanderen*, les *Waffen-SS* et les activités culturo-scientifiques de *Das Abnenerbe* (A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 115, note 24). Le 1er août 1944, Jungclaus reçut sa nomination de HSSPF, et à partir du 14 août il devint également *Wehrmachtbefehlshaber*. (Voir *Gesammtbericht des Wehrmachtbefehlshabers und Höheren SS- und Polizeiführers Belgien und Nordfrankreich*, (rapport final) rédigé à Bergisch-Gladbach le 25 octobre 1944 par le *SS-Untersturmführer* Stöhr, adjoint de Jungclaus. Ce rapport de 17 pages contient tous les faits, vu du côté allemand, de la libération de la Belgique et de l'évacuation qu'elle impliqua. Ce document, conservé au Centre sous la référence BDC II, sera cité dorénavant *Gesamtb. Wehrmachtbf.*).

Rexistes de la Brigade Z, décidèrent encore d'autres représailles : 27 personnes furent assassinées à Charleroi et dans les environs.

Jungclaus intervint de façon énergique : pour tout attentat, des suspects et des otages furent fusillés. Des « mesures de contre-terreur » furent prises. Estimant que la police et la gendarmerie belges n'intervenaient pas assez énergiquement, et ne disposant pas lui-même de suffisamment de troupes de police, le HSSPF fit appel au *Sicherheitskorps*, créé en juillet 1944 et composé essentiellement de membres de l'*Algemene-SS-Vlaanderen* et de quelques partisans acharnés d'autres mouvements d'Ordre Nouveau (14). Ainsi se développa une atmosphère de guerre civile (15). La situation devint chaotique et s'aggrava encore par le retrait des troupes allemandes de France, une retraite qui prit souvent des allures de débandade (16).

Toutes ces circonstances firent que l'on commença à penser à l'évacuation. Dès le 15 août, le Dr. J. Van de Wiele, *Landsleider* de la *De Vlag*, engagea des pourparlers avec les différentes *Kreiskommandanturen* en vue d'organiser l'éventuelle retraite des membres de la *De Vlag*. En effet, on craignait encore que les Alliés débarquent sur la côte de la Mer du Nord (17). Pour les partisans des mouvements d'Ordre Nouveau la question par excellence était : les Allemands résisteront-ils en Belgique ? Les réponses étaient assez divergentes. Le 31 août, le secrétaire-général à l'Intérieur Romsée put déclarer, lors d'une réunion des secrétaires généraux, qu'une éminente personnalité allemande lui avait communiqué que les Allemands évacueraient la Belgique sans combattre (18). Toutefois, d'après le Dr. Van de Wiele, Reeder déclara que des combats seraient livrés, tandis que Jungclaus était au contraire convaincu que la percée des Alliés n'était qu'une question de jours, voire d'heures. La résistance allemande s'écroulerait immédiatement. D'ailleurs, aucune ligne de défense n'était organisée dans le Nord de la France (19).

Le 31 août, Jungclaus envoya au *Reichsführer-SS* (RFSS) Himmler un télégramme dans lequel il énumérait les différentes mesures qu'il avait prises en raison des événements (lire : la prochaine évacuation totale des Allemands de Belgique) :

1. Tous les services non nécessaires à la guerre étaient dissous ;
2. Les femmes et les enfants de l'*Auslandorganisation* (AO), organisation nazie des Allemands à l'étranger, et le personnel féminin de tous les services allemands étaient évacués en trains spéciaux vers l'Allemagne ;
3. Les hommes, ayant déjà une instruction militaire, étaient ajoutés aux *Sicherungs- und Schützenbataillone*, dont Jungclaus disposait. Les recrues allemandes étaient mises à la disposition de la 15^e Armée pour leur instruction ;

(14) *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 2.

(15) P. STRUYE, *L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande*, Les éditions Lumière, 1945, p. 179.

(16) DELANDSHEERE-OOMS, IV, p. 262.

(17) JVDW.

(18) DELANDSHEERE-OOMS, IV, p. 270.

(19) JVDW.

4. A Bruxelles, le personnel militaire disponible était concentré en deux endroits ;
5. Les *Sicherungs- und Schützenbataillone* recevaient une plus grande mobilité, grâce aux 15.000 bicyclettes qui venaient en partie d'un dépôt de l'Organisation-Todt (OT) et en partie de réquisitions (20).

Le 1^{er} septembre Jungclaus envoya un second télégramme à Himmler :

Militärische Lage erforderte Abtransport erneuerungsbereiter Flamen und Wallonen, besonders Angehörige der SS-Freiwilligen der Waffen-SS, Landeseigener Verbände, exponierter Persönlichkeiten. Verschaeve, Familie Degrelle und Van de Wiele bereits im Reich. Abtransport wegen Eisen-sabotage, Tieffliegerangriffe, Mangel ausreichender Transportmittel äusserst schwierig... (21).

Quelle fut la réalisation pratique des mesures annoncées par ces deux télégrammes ? Un de ces services non nécessaires à la guerre était *Das Ahnenerbe Germanische Wissenschaftseinsatz. Aussenstelle Flandern*. Cette institution, située à Bruxelles, avait reçu, en tant que partie du *Germanische Leitstelle*, mission de promouvoir la germanisation de la vie culturelle et scientifique en Flandre et en Wallonie. La direction en était assumée par le *SS-Untersturmführer* Dr. Augustin, qui supervisait le fonctionnement de la *Germaanse Werk-gemeenschap Vlaanderen* et du « Centre de Recherches wallonnes ». Tout au début de septembre, Augustin reçut l'ordre de mettre en lieu sûr le matériel important des institutions dont il s'occupait. Un camion de la *Rasse- und Siedlungsamt* de Bruxelles fut mis à sa disposition. Des autorisations de voyage furent délivrées aux plus anciens collaborateurs, pour autant qu'on pût les atteindre et qu'ils fussent disposés à partir. Les autres membres du personnel devaient partir par un transport organisé. Le matériel qui ne pouvait être emmené devait être détruit (22). Il s'agissait d'une règle générale. Les archives principalement ne pouvaient pas rester dans le pays (23). Tous les services allemands brûlèrent les papiers qui ne pouvaient être emportés (24).

Le *SS-Ersatz-kommando Flandern* qui, tout comme le *Wallonien*, disposait d'importantes archives, notamment sur les candidats-volontaires, les volontaires

(20) *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 8.

(21) Situation militaire nécessitait évacuation partisans flamands et wallons de l'ordre nouveau, plus particulièrement familles volontaires Waffen-SS, formations militaires flamandes et wallonnes, personnalités menacées. Verschaeve, famille Degrelle et Van de Wiele déjà dans le Reich. Evacuation très difficile pour cause de sabotages aux chemins de fer, attaques de chasseurs-bombardiers, manque de moyens de transport. — *Idem*, p. 10.

(22) *Jahresbericht de Das Ahnenerbe, Dienststelle Flandern*, rédigé à Berlin, par le Dr. Augustin, le 17 novembre 1944 (*GRMA*, T. 175, R. 166, fr. 2698800-2698812). Egalement au Centre sous la référence *BDC XV, 3*). Concernant *Das Ahnenerbe* comme centre de recherches aryen et national-socialiste, voir JOSEF ACKERMANN, *Himmler als Ideologe*, Göttingen, Musterschmidt, 1970, p. 43-44.

(23) *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 11 : « ... dass von keiner Dienststelle irgendwelche Unterlagen über erneuerungswillige Flamen oder Wallonen oder Familien der Angehörigen der Waffen-SS zurückgeblieben sind... ». (... aucun service n'a abandonné des documents concernant les Flamands et Wallons, partisans de l'Ordre Nouveau, ou les familles des volontaires Waffen-SS... »).

(24) DELANDSHEERE-OOMS, IV, p. 265.

et leurs familles, reçut des camions pour transporter toutes ses archives en Allemagne et plus particulièrement à Bergisch-Gladbach (25). Une mesure analogue fut également prise dans les groupes de collaboration : ce qui ne pouvait être emporté, était détruit (26). Les membres des deux *Ersatzkommandos* devaient travailler en coopération avec les membres de la *De Vlag* et les Rexistes, afin d'aider à l'évacuation (27). Les cadres de la *De Vlag* reçurent l'ordre de quitter la Belgique avec les Allemands (28). Les *Werbestellen*, protégés par les membres de la *1. flämische SS-Standarte* (29), servirent de lieux de ralliement. Ensuite, on se dirigea vers Bruxelles, où des trains spéciaux et des colonnes de camions furent mis à la disposition (30). Des trains partirent également de Gand, et plus encore d'Anvers (31). Le personnel féminin de la *Zivilverwaltung* avait déjà quitté Bruxelles dans la nuit du 28 au 29 août. C'est le soir même qu'il avait reçu l'ordre de boucler les valises (32).

La mainmise précitée sur les bicyclettes se fit également, mais la plupart du temps de façon peu orthodoxe. C'est ainsi que la plupart des cyclistes, dès qu'ils surent que les Allemands voulaient mettre la main sur les vélos, préférèrent, s'il s'avérait indispensable de se déplacer en ces moments de fièvre et de chaos, le faire à pied (33).

Les familles des volontaires SS flamands furent mis tant que possible sous la protection du *SS-Obersturmführer* Jef François, à l'époque officier de liaison du *SS-Führungshauptamt* auprès de la *6. (Flämische) SS-Freiwilligen-Sturmbrigade Langemarck*, et du *SS-Obersturmführer* Paul Suys, chargé de la « Prévoyance », aide et soutien aux familles de ces volontaires. Au courant du mois d'août, ces deux officiers avaient reçu à Berlin mission de se rendre à Paris. Arrivés à Bruxelles, il apparut impossible de poursuivre le voyage pour la capitale française (Paris fut libéré le 25 août 1944). Jungclaus leur donna alors l'ordre de s'occuper de l'évacuation des familles des volontaires SS. Ceux qui voulaient ou pouvaient encore être atteints, devaient se rendre à Maaseik (34).

A cette époque, le Limbourg était considéré comme une des seules régions tranquilles de Belgique. Il entra dans les intentions des Allemands de construire une ligne de défense, basée sur le canal Albert (35). Dès lors, les Flamands, qui ne se sentaient pas particulièrement attirés par l'idée de vivre la libération, partirent comme ils le purent pour le Limbourg. Certains se dépla-

(25) *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 10. L'*Abwicklungsstelle* des services qui dépendaient du *HSSPF Belgien und Nordfrankreich* fut installé à Bergisch-Gladbach après l'évacuation.

(26) Toutes les archives de la *DeVlag* ont été détruites ou emportées (JVDW).

(27) *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 10-11.

(28) JVDW, Communication de P. Le Roy, 21 janvier 1972 (ci-après PLR).

(29) Cela se passa ainsi au Limbourg. Voir *SS-Sturm 16/1 evacueert* de Herman V.d.M., dans *Balming*, 9 décembre 1944 (seul numéro conservé de cet hebdomadaire qui paraissait en Allemagne après la libération de la Belgique).

(30) *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 11.

(31) JVDW.

(32) DELANDSHEERE-OOMS, IV, p. 263.

(33) *Ibidem*, p. 262-263.

(34) Interview de J. François, 7 juin 1971 (cité ci-après JF).

(35) *Idem*, également *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 7 et 15.

cèrent en bicyclette (36), d'autres prirent les trains spéciaux prévus à leur intention. D'autres encore durent organiser eux-mêmes le transport pour leur famille et leurs amis (37). Au Limbourg, on commença à emballer dans l'après-midi du dimanche 3 septembre. Un pensionnat pour jeunes filles à Overpelt, fut employé comme premier point de ralliement (38). La panique grandissait au fur et à mesure que les Alliés progressaient (39). Le 2 septembre 1944, Jungclaus avait déjà reçu un message disant que les Alliés se trouvaient aux portes de Mons (40). Toutefois certaines personnes ne semblaient pas disposées à partir, jusqu'au moment où elles furent avisées, soit par les autorités allemandes, soit par des amis, que leur présence dans l'euphorie de la libération n'était pas indiquée. Le Dr. Rob Van Roosbroeck alla encore demander au Dr. Seyffert, *Verwaltungschef* de la ville d'Anvers (41), ce qu'il pouvait faire dans les circonstances présentes en tant qu'échevin de l'instruction publique. Seyffert fut étonné de trouver Van Roosbroeck encore à Anvers. En effet, son nom avait déjà été cité à maintes reprises à « Radio Londres » et Seyffert ne pouvait interpréter favorablement ces allusions (42). Dès lors Van Roosbroeck partit d'Anvers le 3 septembre avec un des derniers trains (43).

L'abbé C. Verschaeve, président du Conseil culturel flamand, avait déjà quitté Bruxelles le 31 août à destination de l'Allemagne. Canaris, chef du *Sicherheitsdienst* (SD) à Bruxelles, considéré par Verschaeve comme un véritable ami des Flamands (44). lui avait envoyé le 27 août une lettre — reçue

-
- (36) Communication de R. Van Hulse, 28 janvier 1972 (cité ci-après RVH).
- (37) C'est ainsi que Pol Le Roy, chef de la formation idéologique de la *DeVlag*, dut employer un camion de déménagement pour pouvoir quitter Tervueren le 1er septembre, avec un petit groupe d'une vingtaine de personnes dont des femmes et des enfants (PLR).
- (38) Voir *SS-Storm 16/1 evacueert* (cité à la note 29).
- (39) Une description de l'atmosphère régnant durant l'évacuation d'Anvers, peut être trouvée dans *Een tijd voor Wolven*, Brecht-Antwerpen, 1970, 8°, 160 p.; surtout aux pp. 76-85. L'auteur, JET JORSSEN, a connu elle-même cette période pénible en Allemagne, après la libération de la Belgique (Communication Jet Jorssen, 26 novembre 1971). L'atmosphère à Bruxelles est décrite dans DELANDSHEERE-OOMS, IV, p. 266.
- (40) *Gesammtb. Wehrmachtbfh.*, p. 3 : « ... Am 2.9.1944 wurde gemeldet dass der Feind bei Mons stehe ».
- (41) Successeur du Dr. Delius à Anvers, qui devait aider et diriger l'administration communale.
- (42) Emission n° 4 du samedi 19 août 1944 de la Radio-diffusion nationale belge, émissions flamandes : *Een bijdrage van de Heer Camiel Huysmans over de Quisling Van Roosbroeck* (Fonds de la *Belgische Nationale Radio-omroep* (BNRO), conservé au Centre).
- (43) Communication du Dr. Rob. Van Roosbroeck, 4 mars 1971 (cité ci-après RVR, 4 mars 1971).
- (44) ARTHUR DE BRUYNE, *Hendrik de Man — Cyriel Verschaeve*, (De Panne), Westpocket, 1969, 8°, p. 262-263. CYRIEL VERSCHAEVE, *Verzameld werk*, Brugge, De Zeemeeuw, 1954-1961, 8°, 8 volumes. Le volume VIII nous intéresse plus particulièrement pour cet article. Les mémoires de C. Verschaeve sont publiées aux pp. 479-846. Ces mémoires retracent les années 1940-1945, et comportent une introduction écrite par Verschaeve après la capitulation de l'Allemagne. Ce texte nous permet de comprendre l'attitude et les opinions de Verschaeve concernant la collaboration (cité ci-après C. VERSCHAEVE, VIII). L'avis sur Canaris se trouve à la p. 490.

le 29 — dans laquelle il insistait pour que Verschaeve parte : *red U zelf voor een noodzakelijke taak* (45). Le vieux prêtre, qui craignait ce long voyage, partit pour Bruxelles le 30 août. Après un bref séjour chez le *Landsleider* de la *De Vlag* à Tervuren et après un entretien avec Jungclaus, qui lui assura qu'il ne s'agissait que d'une mesure temporaire, il fut conduit à Weimar (46).

Le Dr. Elias, chef du VNV, fut également prévenu par le SD qu'il était préférable de quitter la Belgique. A cette époque, la direction du VNV a voulu atteindre le plus de membres possible, afin de les prévenir que la fin de l'occupation allemande était imminente et qu'existait le risque d'une seconde « chasse aux activistes ». « Pour celui qui s'estimait compromis, il était préférable de partir, pour les autres, de rester » (47). Le Dr. Elias partit pour Hasselt en compagnie des membres de son état-major, dont faisaient partie notamment Ernest Vanden Berghe, ex-secrétaire général du VNV, Karel Lambrechts, chef du service de propagande, Joris Vansteenland, commandant-général de la *Dietse Militie - Zwarte Brigade*, G. Stuyck, secrétaire d'Elias et Albert Deckmijn, rédacteur en chef du *Nationaalsocialist*, hebdomadaire du Mouvement. Ensuite, ils partirent pour Nimègues. Le groupe n'était pas enclin à se rendre en Allemagne, l'enthousiasme pour la collaboration avec les Allemands avait disparu depuis longtemps. Toutefois, il apparut impossible de continuer plus au nord (48). Certaines instances allemandes n'appréciant pas particulièrement la présence du VNV parmi les évacués, le groupe fut contraint d'entrer de façon camouflée en Allemagne. Cela put se faire, grâce à l'aide de C. Turcksin, commandant de la *Flakbrigade* (49).

Edgard Delvo, chef de l'Union des travailleurs manuels et intellectuels (UTMI) reçut un coup de téléphone du Dr. Voss, représentant du *Deutsche Arbeitsfront* (DAF) - *Dienststelle Hellwig* à Bruxelles : « Monsieur Delvo, il est grand temps ». Le Dr. Voss lui signala que ses services étaient transférés à Spa. A la question de savoir si cela équivalait à la capitulation, Voss répondit : « Non, la guerre continue, mais la Belgique sera évacuée ». Dès lors, Delvo prit contact avec les dirigeants de l'UTMI qu'il put atteindre, pour leur communiquer qu'il partait également en Allemagne. On s'était déjà réuni antérieurement au sein de la direction de l'UTMI, lorsqu'il était apparu que le débarquement allié en Normandie était réussi, afin de définir la position à prendre. La conclusion en avait été : personne n'est obligé d'accompagner les Allemands. Celui qui voulait rester, le pouvait. On lui paierait trois mois de salaire (50). La comptabilité, les archives et les fonds de l'UTMI devaient

(45) « Sauvez-vous pour une tâche nécessaire ». *Ibidem*.

(46) Lettre de M. Van de Walle à l'auteur, 12 janvier 1972. M. Van de Walle est administrateur du fonds Jozef Lootens à Bruges, qui gère les archives de C. Verschaeve et qui veut publier *Verschaeviana*, publications scientifiques pour l'étude de Verschaeve et de ses contemporains. Egalement *C. Verschaeve Verzameld Werk*, Volume I : DIRK VANSINA, *Verschaeve getuigt* (cité ci-après C. VERSCHAEVE, I), ici p. 807.

(47) Communication du Dr. Elias, 17 février 1971 (cité HJE).

(48) E. D. V., *Dr. Elias. VI. Het einde van het spel, 't Pallieterke*, 16 octobre 1969.

(49) *Ibidem* — Egalement HJE, CT.

(50) Jusqu'au 3 septembre 1944, le *Fürsorgekommando der Waffen-SS* avait également payé trois mois de soutien aux familles des volontaires SS qui venaient se présenter. *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 11.

rester sur place, afin que la reprise en charge éventuelle par des personnes non-membres de l'UTMI puisse s'effectuer aisément et que plus tard les différentes responsabilités puissent être vérifiées. Après le coup de fil du Dr. Voss, Delvo avertit donc ses collaborateurs et leur communiqua qu'ils devaient se rendre à Liège ou à Spa. Delvo partit lui-même pour Spa. Quand il y arriva, il constata que les Allemands étaient déjà partis plus loin. Delvo aboutit finalement en Allemagne, via Liège, où il fut aidé par les Rexistes (51).

Van Coppenolle, commandant de la gendarmerie, fut également invité à partir en Allemagne ; l'avertissement lancé était le suivant : « Ne vous faites pas abattre par la populace » (52). Même des membres de la résistance conseillèrent parfois à des amis pour lesquels ils craignaient des difficultés lors de la libération, suite à leur collaboration réelle ou non, de se faire oublier pendant quelque temps (53).

Dans la plupart des cas, le transport des « collaborateurs » en fuite ne se déroula pas de façon idéale. Les trains, qui leur étaient destinés en théorie, étaient formés, mais les machinistes des locomotives n'étaient souvent pas disposés à partir pour l'Allemagne (54). Ils se rendaient également compte que la libération était imminente (55). En outre, il fallait également compter avec la désorganisation du réseau ferroviaire, due aux sabotages des organisations de résistance et aux bombardements de l'aviation alliée (56). Le transport par route était également rendu difficile par les attaques des chasseurs-bombardiers alliés et surtout par l'ampleur de la circulation (57). Les troupes allemandes en retraite, qui ne ressemblaient plus guère aux armées disciplinées qui avaient envahi la Belgique en 1940, provoquèrent un trafic intense sur presque toutes les routes menant en Allemagne.

Pour les réfugiés flamands, les difficultés surgirent surtout à la gare terminale de Maaseik, où arrivaient la majeure partie des trains, essentiellement en provenance d'Anvers. L'embouteillage y était tel que certains trains durent rebrousser chemin pour entrer en Allemagne par Tongres et Visé (58). Les colonnes de voitures furent également dirigées sur Maaseik, ce qui provoqua une énorme concentration de voitures et de réfugiés (59). Le problème essentiel était de convaincre les Allemands qui gardaient les ponts sur la Meuse

(51) ED.

(52) ARTHUR DE BRUYNE, *De Kwade Jaren*, tome II, *Van Coppenolle*, p. 140-141.

(53) Réponse de A. Samijn à l'auteur, 22 janvier 1972 (ci-après AS).

(54) J. JORSSEN, *op. cit.*, p. 82-83. Abstraction faite de l'aspect « roman », la valeur documentaire de cette œuvre est basée sur des faits réels.

(55) Grâce à la non-coopération et surtout à l'opposition consciente des cheminots, le « train-fantôme », dernier convoi de prisonniers politiques qui devait quitter Bruxelles-Midi le 2 septembre 1944, n'arriva pas plus loin que Malines et revint à Bruxelles le 3 septembre, ce qui, après pression sur Jungclaus, provoqua la libération des prisonniers (H. BERNARD, *op. cit.*, p. 117). Le point de vue allemand, quelque peu différent, se trouve à la page 7 du *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, où l'on souligne surtout l'intervention du Prof. Wachsmuth, médecin-chef du *Chirurgisch Sonderlazarett, Brüssel*.

(56) H. BERNARD, *op. cit.*, p. 111. DELANDSHEERE-OOMS, IV, p. 247.

(57) DELANDSHEERE-OOMS, IV, p. 277.

(58) JVDW.

(59) Quelques milliers de personnes au moment où A. Samijn était à Maaseik (AS).

et sur le canal Juliana de ne pas les faire encore sauter (60) et de faire passer le plus rapidement possible les réfugiés vers Susteren, dans le Limbourg hollandais. Là, un gîte provisoire pouvait être trouvé, grâce surtout à l'aide du bougmestre NSB, qui réquisitionna même des chambres chez les particuliers. Les organisations qui devaient diriger l'évacuation n'avaient pas pris de mesures à ce sujet (61). Les habitants de Susteren ne furent pas très enthousiastes (62). Ensuite les évacués furent dirigés en train ou en voiture vers des camps d'accueil en Allemagne (63).

Pour la plupart des réfugiés le passage de la frontière n'occasionna aucune difficulté. Il suffisait de montrer les ordres de marche, s'ils en avaient reçus, ou les cartes d'identité pour être admis en Allemagne (64). Les autorités allemandes avaient d'ailleurs reçu des directives pour accueillir les réfugiés et pour les traiter avec égard. Un télégramme du 2 septembre du Dr. Halm, rapporteur auprès du Ministère de l'Information et de la Propagande, aux bureaux de propagande du Reich à Cologne et à Düsseldorf, donnait des directives précises : *Es muss mit einen grösseren Fluchtlingstrom aus Flandern und Wallonien gerechnet werden. Da er sich meistens um die flämischen Angehörigen von Männer der Waffen-SS, O.T., NSKK, etc... handelt, ist eine besondere Betreuung erforderlich* (65). En outre, il était stipulé que le délégué de la *Nationalsozialistische Volkswohlfahrt* (NSV) à Cologne, Müllenmeister, était chargé de l'aide et du transport ultérieur des réfugiés. La *De Vlag* et la *De Wag* (66) accordèrent leur collaboration. Le SD donna également des ordres pour accueillir les réfugiés dans le IIIème Reich et pour les diriger vers les centres d'accueil (*Sammellager*). Les termes du dernier alinéa du télégramme envoyé par le *SD-Abschnitt Köln* aux *Aussenstellen* Malmédy, Eupen, Schleiden, Aachen et Erkelenz sont plutôt menaçants : *Ausserdem ist darauf zu*

(60) JF.

(61) Communication du Dr. Rob van Roosbroeck, 2 février 1972 (cité ci-après RVR, 2 février 1972). Le Dr. Rob van Roosbroeck a noté en mai 1945 ses mésaventures durant la période traitée dans un manuscrit intitulé *Het Ondergaande Rijk*. Il emplit le manuscrit pour écrire, sous le pseudonyme de J.R. Hermans, le livre « VERSCHAEVE, *Mijn enig Vlaanderen, waar wel!* », Antwerpen, Boekengilde Brederode, 1952, 191 p.

(62) « Le petit village hollandais de S(usteren), où nos gens attendaient par milliers un lit ou une paille, vibrait de façon inquiétante sous le passage incessant des camions, des voitures, des charrettes et des sabots de chevaux. A la nuit tombante, les hommes allaient de porte en porte afin de trouver un endroit où héberger quelques jeunes mères et quelques malades. Mais dans ce village hostile, les portes et les cœurs restaient la plupart du temps impitoyablement fermés ». — Extrait de l'article *Voor de Vrouw. Een Vlaamse Moeder*, par G.B., dans *Vlaanderen Vrij*, 1er mars 1945.

(63) RVR, 4 mars 1971 ; PLR ; AS.

(64) AS ; ED.

(65) « Il faut envisager une grande affluence de réfugiés flamands et wallons. Puisqu'il s'agit essentiellement de familles de volontaires SS, OT, NSKK, etc..., un accueil favorable est souhaitable ». Communiqué par le Dr. A. De Jonghe. Le Dr. A. De Jonghe a eu la gentillesse de mettre à la disposition de l'auteur quelques documents, provenant de l'*Auswärtiges Amt* à Bonn et qui seront publiés par ses soins dans le cadre de l'édition des documents relatifs à la *Belgienpolitik*.

(66) *DeWag* est la *Deutsch-Wallonische Arbeitsgemeinschaft*, pendant wallon de la *DeVlag*.

achten, ob die zurückflutende Angehörigen der Erneuerungsbewegungen zweckentsprechend betreut und gesteuert oder ob ihnen beim der Einreise im Reich Schwierigkeiten gemacht werden (67). Vers le 15 septembre la majeure partie de la Belgique était libérée et le flot de réfugiés s'arrêta complètement. En fin de compte, quelque 15.000 Flamands furent évacués vers l'Allemagne dans ce court laps de temps (68).

ACCUEIL DES REFUGIES

L'Allemagne de 1944 connaissait depuis longtemps le problème de l'évacuation. Les bombardements incessants des grandes villes eurent comme conséquence que beaucoup d'enfants et de sinistrés furent transférés vers des régions plus paisibles et moins menacées. Le 7 juillet, le ministre de l'Intérieur rédigea un schéma d'évacuation générale, dans lequel des possibilités d'évacuation vers des zones préalablement déterminées étaient prévues pour les habitants des villes et des régions les plus menacées. Les *Gauleiter*, promu *Reichsverteidigungskommissar* (RVK), devaient le cas échéant organiser l'évacuation. Le NSV fut chargé de l'aide aux évacués (69).

Les réfugiés flamands qui à l'origine aboutirent essentiellement dans le *Gau* Cologne - Aix-la-Chapelle, dont Grohé, Commissaire du Reich en Belgique et dans le Nord de la France, était le *Gauleiter*, posèrent de grands problèmes à l'administration du *Gau*. En effet, il n'y avait pas que les réfugiés de Belgique. En outre, le 4 septembre, Grohé dut prendre la décision d'évacuer Eupen-Malmédy et, le 11 septembre, Aix et ses environs. Malgré l'opposition de la population, 246.000 personnes furent évacuées, ce qui signifia un accroissement considérable des problèmes déjà aigus que rencontrait la direction du

(67) « En outre il faudra examiner si les membres des mouvements d'ordre nouveau en fuite ont eu les soins et l'aide adéquats, ou s'ils ont connu des difficultés lors de leur entrée en Allemagne ». *SD-Abschnitt Köln*, 5 septembre 1944 (GRMA, T. 175, R. 496, fr. 9358911).

(68) *Gesamtb. Wehrmachtbbf.*, p. 15, *Die Organisation der Evakuierungsmassnahmen*, parle de 27.000 Flamands et 15.000 Wallons. Ces chiffres sont exagérés surtout en ce qui concerne les Flamands : le Dr. R. Van Roosbroeck estime qu'il y avait environ 16.000 personnes (communication du 2 février 1972), tandis que la note du *Flämisch-Wallonisch Ausschuss* des Affaires étrangères du 5 décembre 1944, envoyée par Krug von Nidda à Von Ribbentrop, parle de 15.000 *Evakuierete* (document transmis par le Dr. A. De Jonghe). Dans sa lettre du 11 novembre 1944, adressée au RFSS, C. Verschaeve mentionne également le nombre de 15.000 (au Centre BDC I, 11, 3 ; également GRMA, T. 580, R. 70, ordner 335). Le chiffre trop élevé du *Gesamtb. Wehrmachtbbf.* peut probablement s'expliquer par un réflexe de défense vis-à-vis de Jungclaus. Après l'évacuation, Jungclaus fut tué dans une unité combattante, avec un grade inférieur, en raison des mesures insuffisantes prises lors de l'évacuation. Il fut probablement tué au cours d'une opération-suicide (*Himmelfahrt*) en Slovaquie (PLR ; CT).

(69) P. HÜTTENBERGER, *Die Gauleiter. Studie zum Wandel der Machtgefüges in der NSDAP*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1969, p. 169-172, *Evakuierungsmassnahmen*.

Gau (70). Il s'agissait donc de faire partir les réfugiés flamands et wallons le plus rapidement possible de Cologne - Aix, afin de permettre à l'administration du *Gau* de fonctionner normalement, pour autant que cela fût encore possible à cette époque. Les Flamands furent essentiellement transférés vers le Hanovre oriental, chef-lieu Lüneburg. Les membres du NSV et de la Croix Rouge Allemande, assistés souvent par les membres de la *De Vlag*, travaillèrent énormément dans les gares et dans les camps d'accueil pour organiser le ravitaillement et le logement en cours de route (71). A cette époque, le transport était déjà devenu difficile sur l'entièreté du réseau routier. Les bombardements incessants rendaient pratiquement impossible toute liaison rapide. Dès lors il n'est pas étonnant de constater que la colonne de la *Flakbrigade*, sous la direction de C. Turcksin, à laquelle s'étaient joints une centaine de familles et plusieurs dirigeants du VNV, n'atteignit Lippstadt où l'unité devait être casernée que le 9 septembre 1944. Ils étaient partis de Vilvorde le 1^{er} septembre pour atteindre l'Allemagne via Eindhoven (72). D'autres réfugiés mirent une semaine pour se rendre de la frontière allemande à Hildesheim, tandis qu'un autre groupe, composé d'une vingtaine de personnes, mit huit jours pour aller en camion de Maastricht à Lüneburg (73).

De nombreux Wallons arrivèrent à Hanovre. En effet, les environs de Hanovre avaient été désignés comme refuge aux Wallons (74). D'autre part, des Flamands furent transférés par train de Hanovre à Lüneburg. Le récit d'un témoin direct sur la manière dont étaient traités les réfugiés, mérite d'être reproduit :

« Les gares se remplirent de nouveaux réfugiés, venant pour la plupart de Belgique et de France, pour trouver asile dans le III^{ème} Reich. C'étaient des hommes politiques, des intellectuels, des hommes d'affaires, des anciens collaborateurs, des aventuriers, des membres de la Gestapo, et également de pauvres bougres qui avaient abouti dans la politique sans en avoir la moindre notion... Ils arrivaient avec quelques affaires ramassées en vitesse. Beaucoup n'avaient pour seul bagage que les vêtements qu'ils portaient. Tandis qu'arrivaient également des fourgonnettes d'un marchand de fromages, d'un abatteur. Oui, il s'agissait de voitures immatriculées en Belgique, chiffres rouges sur fond blanc ! chose que nous n'avions plus vue depuis longtemps... La gare de Hanovre était devenue un centre d'accueil

(70) *Ibidem*, p. 190. Egalement *Bericht des Gauleiters Grohé*, du 28 septembre 1944, où Grohé déclare : « *Diese Menschen* (réfugiés flamands et wallons) *mussten im Gau vorläufig aufgenommen, betreut und in die endgültigen Aufnahmegau weitergeleitet werden. Diese Aufgabe stellte sowohl für die NSV als betreuende Organisation als auch für die politischen und staatlichen Dienststellen eine nicht unerhebliche Belastung dar* ». (GRMA, T. 175, R. 274, fr. 2771486-2771498). (Ces gens doivent provisoirement être accueillis et soignés dans le *Gau* et conduits vers le *Gau* d'accueil définitif. Cette mission était, tant pour le NSV, comme organisation pour l'octroi des soins, que pour les services administratifs politiques, une tâche très lourde).

(71) PLR ; AS.

(72) CT.

(73) RVH ; PLR.

(74) Cfr. Note de Wagner à Von Ribbentrop, 13 octobre 1944 (copies de document provenant du Ministère des Affaires Etrangères allemand à l'Auditorat-général, Documentation Générale, portant le nom de Krug von Nidda, fonctionnaire qui, à l'époque, fin 1944 début 1945, était chargé des problèmes belges. Cité ci-après A.G.D.G., Krug von Nidda).

comme à l'époque où en 1943 nous étions arrivés en tant que déportés. Eux non plus ne resteraient pas les mains vides, on s'en occupa, non seulement pour les loger, mais également pour les employer, tant dans les usines et les institutions privées, que dans les endroits importants et « confidentiels », tant dans la ville même que dans d'autres villes situées plus à l'est... Dès leur descente de train les réfugiés pouvaient trouver [dans les abris] un endroit où se reposer et se ravitailler grâce à la cuisine de la Croix Rouge. De longues rangées de tables et de bancs étaient disposées et on y servait en abondance des repas chauds, des sandwiches fourrés et comme spécialité des bouillons de nouilles et des petits morceaux de viande. Le tout gratuitement et sans... tickets de ravitaillement ! » (75).

La plupart des Flamands aboutirent à la Lüneburgerheide, à Lüneburg même, à Verden, à Soltau — où sera installée plus tard la Division-SS flamande —, à Egestorf, à Lüchow, etc. Le NSV y avait désigné immédiatement un homme de liaison flamand, S... T... (76), qui devait veiller à ce que tout se déroule pour le mieux (77). Les plus heureux, ou ceux qui avaient des relations, furent accueillis chez des particuliers. Les Allemands qui accueillaient ainsi des évacués, étaient très attentionnés, bien que certains aient trouvé « bête » de la part de ces *Flamen* d'encore croire à une victoire allemande (78). Les réfugiés qui aboutirent dans des camps ou des maisons communes improvisées, eurent moins de chance. Peu était prévu pour ces derniers : des cuisines communes où ils devaient se débrouiller ; des paillasses sur lesquelles ils pouvaient passer la nuit (79). En outre la plupart des réfugiés n'avaient pris aucune précaution en vue de leur départ : une grande partie avait fui par crainte de ce qui leur arriverait le jour de la libération.

Toutefois, tous les réfugiés n'aboutirent pas à la Lüneburgerheide et durant cette fuite précipitée, beaucoup de familles avaient été séparées. Souvent des membres de la famille étaient simplement restés en Belgique, soit qu'ils n'avaient pas été prévenus soit qu'ils avaient raté le dernier train ou le dernier moyen de transport. Les préoccupations quant à ces personnes restées en arrière, accrurent encore le sentiment de détresse des réfugiés, surtout dès le moment où parvinrent les premières nouvelles au sujet de la répression en Belgique. La presse flamande en Allemagne veilla également à ce que ces communiqués soient diffusés, afin de consolider la solidarité et la volonté de continuer à lutter et à travailler.

Les *Vraagbakens*, *Wij zoeken*, *Feldpost* et autres rubriques de recherche dans les journaux étaient importantes pour les Flamands qui voulaient retrouver les leurs. On pouvait y demander des informations gratuites au sujet des membres de sa famille et des amis. Les adresses utiles où l'on pouvait s'adresser pour obtenir de l'aide ou pour formuler des plaintes, furent également publiées.

(75) Souvenirs personnels d'Antoon Coolen, travailleur déporté (77 p. dact.), Enquête de l'Union Nationale des Rréfractaires et Déportés, 1970 (cité ci-après A. Coolen). Ici p. 53-59.

(76) Les personnes qui ont joué un rôle dans le cadre de cette étude, mais dont le rôle n'est pas connu du public, sont mentionnées par les initiales du nom et prénom, à moins que l'auteur ait obtenu l'autorisation de citer leur nom et leurs souvenirs.

(77) PLR.

(78) PLR ; RVR, 2 février 1972.

(79) RVR, 2 février 1972.

C'est ainsi que le *Vlaamsche Post* du 5 novembre 1944 publia la communication suivante :

« *Uitwijkelingen in Ost-Hannover ! In de gouw Ost-Hannover kunnen alle Vlaamsche uitwijkelingen en arbeiders zich met hun wenschen en hun klachten wenden tot : Gouwverbindingsman Kd. A.V., (20) HANNOVER, Nikolaistrasse, 7. — den Vlaamschen DAF-Betreuer Kd. L.V., DAF-Gauverwaltung, LUENEBURG, Schiesgrabenplatz, 10. — de DEVLAGE, Lüneburg, Rotestrasse, 14.* »

(Emigrés en Hanovre Oriental ! Dans le Gau Hanovre Oriental tous les réfugiés et travailleurs flamands peuvent adresser leurs souhaits et leurs plaintes à l'homme de liaison du Gau Cd. A.V., (20) Hannover, Nikolai-strasse... ».)

Il s'agissait surtout des adresses des représentants locaux de la *De Vlag* dans les chefs-lieu des Gau :

Berlin W 15, Umlandstrasse 175	Tel. 91 16 08
Bremen, Sögestrasse 49	2 46 34
Dortmund, Betenstrasse 12	2 31 39
Dresden A 1, Mozinskystrasse, 21	1 69 25
Düsseldorf, Karl-Theodor-Str. 10	2 75 88
Essen, Moltkeplatz 27	2 40 08
Frankfurt a. Main, J. Haydn-Str. 92	7 14 84
Halle-Saale, Barbarastrasse 11	3 51 57
Hamburg 36, Esplanade 37	34 19 16
Hannover, am Archiv 1 (Regierung)	4 42 22
Hildesheim, Bankplatz 1	20 22 21
Kassel, Karthäuserstrasse	
Köln, Sedanstrasse 11	7 27 67
Lüneburg, An den Brotbänken 1 a	43 44
Magdeburg, Blaubeilstrasse 9	2 13 57
München, Briennerstrasse 36	2 76 15
Münster i.W., Breul 23	2 28 96
Stuttgart, Lederstrasse 6	2 62 56
Weimar, am Graben 1	24 05
Wien 65/8, Fuhrmannsgasse 18 a	4 85 44 (80).

Du point de vue de la propagande, une telle infrastructure avait énormément d'importance pour la *De Vlag*. Les réfugiés désorientés et au début com-

(80) *Vlaanderen Vrij*, numéro postérieur au 21 septembre 1944. Le format de la coupure conservée (37,5 cm) n'était employé, à notre connaissance, par aucun journal en Allemagne. Mais nous croyons pouvoir admettre qu'il s'agit d'un exemplaire de *Vlaanderen Vrij*, malgré la différence de format. En effet, sous la rubrique *Vraagbaak* on peut lire : « Cd. O...L... demande à sa fille Karolina, qui réside probablement à Thuringen, de communiquer son adresse à *Vlaanderen Vrij* ». Nous situons ce communiqué après le 21 septembre, parce qu'un message « par émetteur secret de notre correspondant spécial sur place » décrit l'entrée à Bruxelles du Prince-Régent. Les premiers exemplaires de *Vlaanderen Vrij* ont probablement paru sur un format plus grand. En ce qui concerne la date, on ne peut se référer qu'au fait que le premier numéro de *Vlaanderen Vrij* que nous connaissons, date du 21 novembre 1944 et porte le numéro 29 de la première année. D'après cette date et ce numérotage, le premier numéro aurait dû, à raison de six numéros par semaine, comme ce sera le cas plus tard, paraître le mercredi 19 octobre 1944. Le propriétaire de cette coupure a noté comme seule référence « *Een Vl. Weekblad* » (A. Coolen, p. 55). La liste citée correspond grosso modo — quelques adresses furent modifiées et l'adresse à Cologne du Gau Cologne-Aix fut supprimée — à la liste publiée par les « Secrétaires des Gau de la *De Vlag* », dans le *Vlaamsche Post* du 15 janvier 1944.

plètement désorganisés furent heureux de pouvoir s'y adresser. Pour ceux qui restaient convaincus qu'un renversement de la situation demeurerait possible, il était normal de chercher le contact au plus tôt. De plus, parmi les travailleurs flamands en Allemagne, certains hommes de liaison locaux de la DAF étaient gagnés aux idées de la *DeVlag* (81). Ils se mirent à la disposition de cette organisation, si bien qu'elle put rapidement créer un bureau dans chaque ville importante. Le centre de toute cette organisation était Hildesheim. La *DeVlag* y avait depuis longtemps son bureau principal, sous la direction du *SS-Sturm-bannführer* Lenz (82). C'est en partant de là que l'administration de la *Lands-leiding* essaiera de regrouper tous les Flamands.

Quelle était en pratique la situation des évacués ? Un communiqué des Compagnies de Propagande SS du mois d'octobre 1944 nous en donne une image idyllique :

« Lorsqu'on se promène actuellement du côté de Lüneburg dans les villages, on entend de tous côtés les pittoresques dialectes flamands. On y voit des ménagères de la région de Courtrai éplucher des pommes de terre pour le repas commun, plus loin des femmes et des jeunes filles de Louvain et de Bruxelles font la lessive et dans un autre coin une solide Anversoise blonde prépare la soupe dans une marmite fumante ».

Le même communiqué note d'autre part que tout ne tourne pas encore rond en matière de logement, mais que tout sera rapidement réglé, « grâce à l'esprit d'organisation remarquable des Allemands ». Des institutrices et infirmières flamandes s'occupent des enfants. On promet également qu'il y aura rapidement des écoles flamandes (83).

En réalité, la situation n'était pas aussi favorable. Le 21 septembre, le *SS-Gruppen-Führer* Lauterbacher, *Gauleiter* du *Südhannover-Braunschweig*, membre et protecteur de la *DeVlag*, ami de Van de Wiele, télégraphiait à Himmler. Après discussion avec Van de Wiele et après examen de la situation des Flamands dans le *Gau* du Hanovre oriental, il proposait :

« die etwa 8000 flämischen Flüchtlingen im Gau Südhannover-Braunschweig endgültig unterzubringen... Mein Vorschlag resultiert aus der Ueberlegung, dass man in Osthannover anscheinend mit den Flamen NICHTS ANZUFANGEN weiss, andererseits aber hier ihre VOELKISCHE BETREUUNG sichergestellt wäre ».

De plus, concluait le télégramme, la présence de l'administration de la *DeVlag* à Hildesheim milite également en faveur de cette solution (84).

(81) La plupart du temps les contacts entre les hommes de liaison du DAF et de la *DeVlag* étaient excellents. Dans certains *Gau* tous les hommes de liaison étaient également chef de cellule de la *DeVlag*. Voir entre autres « *Gouwverbindingsman W. heeft grootsche plannen. Er wordt gezorgd voor onze arbeiders in de gouw Westfalen-Nord* », dans *De Vlaamsche Post*, 5 février 1944.

(82) *Deutsch-Vlämische Arbeitsgemeinschaft. Hauptgeschäftsstelle Reich, Hildesheim, Bankplatz 1. JVDW. De Vlaamsche Post*, 10 juin 1944.

(83) Dans la coupure de journal mentionnée à la note 80.

(84) « ... d'héberger définitivement les quelque 8.000 réfugiés flamands dans le *Gau* du *Südhannover-Braunschweig* ... Ma proposition résulte de la considération qu'on ne peut rien faire avec les Flamands dans le Hanovre oriental et que d'autre part leurs aspirations et leurs intérêts nationaux pourront être assurés dans le *Südhannover-Braunschweig* ». *GRMA*, T. 580, R. 70, ordner 355. (Egalement Koblenz, NS 19-251, dossier 85, communiqué par le Dr. A. De Jonghe).

Cette prise de position du *Gauleiter* Lauterbacher mérite quelques explications. D'après les statuts de la *Duits-Vlaamse Arbeidsgemeenschap - Deutsch-Vlämische Arbeitsgemeinschaft* (Communauté de travail germano-flamande), la *De Vlag* comportait une section en Flandre et une en Allemagne. La section allemande était divisée en *Gau*. La force de l'organisation dans chaque *Gau* dépendait en majeure partie des *Gauleiter*, qui formaient la plus haute instance NSDAP dans l'appareil administratif. Si ces derniers faisaient quelques efforts en vue de propager la *De Vlag*, un noyau important pouvait surgir rapidement. Lauterbacher était déjà membre de la *De Vlag* avant la guerre (85). Dès lors, il était compréhensible que la *Hauptgeschäftsstelle Reich* de la *De Vlag* fût établi à Hildesheim dans le *Gau Südhannover-Braunschweig*.

Les instances allemandes et surtout les SS considéraient la *De Vlag* comme l'organisation qui propageait le plus les idées du Grand Reich germanique en Flandre. Peu nous importe de savoir s'il s'agissait là d'*Eindeutschung*, c'est-à-dire d'une assimilation, comme le prétendaient les adversaires de la *De Vlag*, ou d'une organisation plus ou moins fédérale, s'il faut en croire la définition donnée par les membres de la *De Vlag* à la *Rijksgedachte* (notion d'empire germanique). Toutefois, nous savons que c'est dans cette optique que Himmler proclama, en 1943, la Basse-Saxe, dans laquelle se trouvait le *Gau*, région centrale du monde germanique, avec notamment le *Langemarck-studium* (86) à Hanovre même et la « Maison Germanique », qui devait devenir un centre de la culture germanique (87).

Lauterbacher éprouvait lui-même beaucoup de sympathie pour l'idée germanique. En 1943, il avait accepté au nom de son *Gau* le parrainage de la nouvelle *III. SS. Pz.-Korps (germ.)*, sous le commandement du *SS.-Obergruppenführer* et Général des *Waffen-SS* F. Steiner, unité qui devait devenir le point de ralliement des volontaires germaniques (88). La *Völkische Betreuung*, mentionnée par Lauterbacher dans son télégramme, doit dès lors être vue dans

(85) JVDW.

(86) Le *Langemarck-Studium* était une école moyenne, réservée à des jeunes doués mais n'ayant pas les moyens, des pays « germaniques ». Ils y étaient préparés, au sens national-socialiste, à l'enseignement supérieur. Il était de bon ton de s'engager aux *Waffen-SS*, après avoir terminé le *Studium*. Les études pouvaient être poursuivies après la guerre.

(87) L'inauguration de cette « Maison Germanique », le 13 mai 1944, fut désignée comme « une étape importante dans la constitution du Reich » par le Dr. J. Van de Wiele dans *Balming*, 23 mai 1943.

(88) Lauterbacher écrivait dans son article *Flandern und das Reich (DeVlag, juin 1943)* : « *Der Gau Südhannover-Braunschweig als Kernraum besten Germanentums hat vom Reichsführer SS den verpflichtenden Auftrag der Pflege und Betreuung des germanischen Volkstums in politischer und kultureller Hinsicht erhalten. Die Schaffung des « Germanischen Hauses » in Hannover als geistiger und Arbeitsmässiger Mittelpunkt dieses Auftrages sowie die Uebernahme der Patenschaft über das germanische SS Panzerkorps durch den Gau Südhannover-Braunschweig sind Ausdruck der praktischen Verwirklichung dieser Arbeit* ». (« La Flandre et l'Empire » : Le *Gau Südhannover-Braunschweig* en tant que centre de la Germanité, a reçu du Reichsführer-SS la mission obligatoire de veiller à l'éducation politique et culturelle de la communauté germanique. La création à Hanovre de la Maison Germanique, Centre intellectuel et pratique de cette tâche, et l'acceptation par le *Gau Südhannover-Braunschweig* du parrainage du Germanische SS-Panzerkorps sont les expressions de la réalisation pratique de ce travail). — On trouvera plus de données concernant ce Panzerkorps dans W. TIEKE, *Tragödie um die Treue*, Osnabrück, Muninverlag, 1968.

cette optique germanique. Himmler reçut le télégramme de Lauterbacher et répondit aussitôt par un télégramme urgent : « *Ich bin Ihnen sehr dankbar, dass Sie die 8000 flämische Flüchtlinge im Gau Südhannover-Braunschweig unterbringen wollen* » (89). Mais il y avait anguille sous roche. Le déplacement des réfugiés flamands vers le *Südhannover-Braunschweig* était autorisé en principe, mais il fut saboté par le Ministère de l'Intérieur dirigé pourtant par Himmler. Ces services refusèrent de procéder à l'échange proposé par Lauterbacher (90), mais exigèrent au contraire que les 8000 réfugiés flamands soient ajoutés aux évacués allemands du *Gau Cologne-Aix*, pour qui le *Südhannover-Braunschweig* était la région d'accueil normale (91). De plus, les réfugiés wallons y avaient également été transférés. C'est pourquoi le transfert vers le *Südhannover-Braunschweig* ne fut pas réalisé.

La situation des réfugiés empira. L'abbé Verschaeve, considéré par la plupart des « exilés » — c'était le nom que se donnaient les réfugiés — comme un père, notait dans ses mémoires de guerre :

« *Wat de andere nood van Vlaanderen betreft, de nood der uitgeweken Vlaamse mensen, die dolen, die in legeringen samengeperst leven als schamele kudden, daarin heb ik weinig kunnen ingrijpen. Des te heviger heb ik met hen meegeleefd en 't hart voelen krimpen onder het schrijnend leed waarvan ik de oorgetuige was... Ik hoopte dat de eerste dagen de slechtste zouden zijn en dat de tijd meer en beter orde en ook afstompen van de scherpte der pijn zouden brengen. De tijd is immers mild als God...! Het ging echter andersom : de brieven werden hoe langer hoe wanhopiger, vlijmend, verwijtend. Ooggetuigen kwamen en vertelden ongelooflijke toestanden. Ik greep, daar ik geen praktische middelen kende, en daar de ondergeschikte Duitse diensten tot welke ik me richtte, versaaften, naar de pen en schreef aan den Reichsführer, Godebevolen dus ! Ik kon niet zwijgen, ik moest spreken over Duitslands fouten met Duitslands hoofden. Ze te verzwijgen ware oneerlijk. Dulden is beledigen » (92).*

(89) « Je vous suis très reconnaissant de bien vouloir héberger les réfugiés flamands dans le *Gau Südhannover-Braunschweig* ». Voir note 84.

(90) « *Allerdings müssen dafür 8-10.000 Volksgenossen aus dem Gau Köln-Aachen statt nach hier (= Südhannover-Braunschweig) nach Osthannover umgeleitet werden* ». (A cet effet il faudra, à vrai dire, amener 8 à 10.000 personnes du *Gau Cologne-Aix* dans le Hanovre oriental plutôt qu'ici (= *Südhannover-Braunschweig*)).

(91) « *... das Reichsinnenministerium hat die Durchführung dieses Vorschlages dadurch vereitelt, dass er keinen Austausch gestattete, sondern die 8.000 Flamen dem Gau Süd-Hannover zusätzlich zu den sonstigen Evakuierten übergeben wollte* ». (Le Ministère de l'intérieur a empêché l'exécution de cette proposition, en refusant de procéder à un échange, mais par contre il a voulu que les 8.000 Flamands soient ajoutés aux autres évacués dans le *Gau Südhannover-Braunschweig*) in *Stellungnahme* (prise de position) zu dem Brief von Dr. Verschaeve an dem Reichsführer-SS par le SS-Hauptamt, Amt D, Weststelle (conservé au Centre sous la référence BDC I, 11, 5. — Egalement GRMA, T. 580, R. 70, ordner 335).

(92) « En ce qui concerne les autres misères de la Flandre, les besoins des Flamands exilés, qui errent et vivent entassés dans des campements, tels des troupeaux de mouton, je n'ai rien pu faire. Je l'ai vécu d'autant plus intensément et j'en ai été témoin... J'espérais que les premiers jours seraient les plus durs et que le temps pourrait mettre plus d'ordre et adoucir l'acuité de la douleur. Le temps est indulgent comme Dieu... ! Il en alla tout autrement : les lettres devenaient de plus en plus désespérées, déchirantes et pleines de reproches. Des témoins vinrent et racontèrent des situations incroyables. Je pris ma plume et j'écrivis au *Reichsführer*, puisque je ne connaissais pas de moyens pratiques et puisque les services allemands auxquels je m'adressais, ne faisaient rien. Je ne pouvais me taire, je devais parler des fautes de l'Allemagne avec les chefs de l'Allemagne. Les taire eût été injuste. Subir équivaut à insulter ». VERSCHAEVE, VIII, p. 523.

Une fois de plus, les Flamands eurent le sentiment d'être trompés. Lorsqu'ils effectuaient des comparaisons avec d'autres évacués et surtout avec les Wallons, ils sentaient monter en eux la colère :

« *Die Vlamen fragen sich aber wie's dann kommt dass Reichsgenossen (c'est ainsi qu'ils étaient reconnus dans tous les discours officiels et même dans les décrets (93)), immer als Ausländer behandelt werden? Warum Wallonen (siehe eine Kundgebung von Degrelle in Hannover also nach einer pompösen rednerischen Prahlerei) sofort alle privat untergebracht wurden, indem jetzt noch in Verden, in Lüchow u.s.w. die Vlamen auf Stroh und ohne Decke lagern müssen. Warum Holländer, die so feindlich immer sich betrogen, Fleisch erhalten, da die Vlamen in selber Lokal von Verden immer Suppe, Kartoffel und Kohl erhielten? u.s.w.* » (94).

Même en Allemagne, les Flamands se demandaient donc si les Wallons n'étaient pas privilégiés (95) ! Mais les plaintes formulées étaient fondées. Bien que, d'après le rapport final de l'administration allemande d'occupation, les documents indispensables pour l'aide aux familles des volontaires de la *Waffen-SS* aient été envoyés aux bourgmestres compétents dans le *Gau* d'accueil afin de pouvoir leur octroyer les pensions alimentaires nécessaires (96), les choses ne tournèrent pas rond. Le 8 novembre 1944, le *Landsleider* J. Van de Wiele dut écrire à Himmler :

« *Leider habe ich nicht verhindern können, dass acht Wochen nach der Evakuierung, die Familieangehörigen der Waffen-SS Männer weiterhin in Gemeinschaftslagern auf dem gleichen Stroh mit dem gleichen Ungeziefer schlafen müssen, wodurch bereits Seuchen und Todesfälle vorgekommen sind* » (97).

Et Verschaeve y ajoutait, dans sa lettre à Himmler : « *Ich weiss auch dass fast alle Vlamen sich gerne für die Langemarck melden möchten, wenn sie das Los ihrer Frauen und Kinder menschlich gesichert wissen. Das ist aber nicht der*

(93) C. Verschaeve à Himmler, 11 novembre 1944 (cfr. note 68).

(94) « Mais les Flamands se demandent comment il se fait que des citoyens de l'Empire sont toujours traités en étrangers ? Pourquoi les Wallons (voir la communication de Degrelle à Hanovre, après une envolée rhétorique pompeuse) sont tous hébergés immédiatement chez des particuliers, tandis qu'encore maintenant les Flamands doivent dormir sur la paille et sans couvertures, à Verden, Lüchow, etc. Pourquoi les Hollandais qui vous étaient toujours hostiles, reçoivent de la viande, tandis que les Flamands, dans le même local à Verden, reçoivent toujours de la soupe, des pommes de terre et des choux ?, etc. ». *Ibidem*.

(95) RVR, 2 février 1972.

(96) *Gesamtb. Wehrmachtbf.*, p. 12 : « *Das Fürsorgekommando der Waffen-SS stellt in den Aufnahmegauen die Anschriften der einzelnen Angehörigen fest, damit die Fürsorgeakten der betreffenden Familien an die zuständigen Bürgermeister zwecks Auszahlung des Unterhaltes ausgehändigt werden konnten. Diese Arbeit ist bereits abgeschlossen* ». (Le bureau d'assistance des *Waffen-SS* élaborait des listes d'adresses des familles dans les *Gau* d'accueil, afin que les papiers nécessaires pour l'aide aux familles concernées puissent être remis aux bourgmestres compétents en vue du paiement des indemnités. Ce travail est déjà terminé).

(97) « Malheureusement je n'ai pu empêcher que huit semaines après l'évacuation, les membres des familles des volontaires *Waffen-SS* doivent toujours dormir dans des camps communs sur la même paille, avec la même vermine, ce qui provoqua déjà des épidémies et entraîna la mort de plusieurs personnes ». Lettre du Dr. J. Van de Wiele au RFSS Himmler, 8 novembre 1944 (conservée au Centre sous la référence BDC I, 10, 2 ; également GRMA, T. 580, R. 70, ordner 335).

Fall » (*). Ces observations furent considérées comme fondées : pendant six semaines dans le Hanovre oriental, l'aide aux réfugiés se fit dans le désordre le plus complet. Le 13 octobre seulement le NSV reçut des hautes instances du Reich la mission officielle d'aider les Flamands (98). Toutefois, on invoqua des circonstances atténuantes : la situation dans le Hanovre oriental n'était pas aisée puisqu'il s'agissait d'une région ayant une densité de population peu élevée, disposant de peu de logements, de beaucoup de champs de manœuvres militaires et servant en outre de *Gau* d'évacuation pour Hambourg, Harbourg, Brunswick et Hanovre. Malgré tout on pouvait supposer que jouait une certaine forme de sabotage ou de discrimination : « *So wurde u.a. die Abschaffung der Stroblager vom Innenministerium als zu grosszügig bezeichnet* » (99). La plainte concernant le traitement des familles de volontaires de la *Waffen-SS* fut déclarée recevable. En effet,

« *Die Familienangehörigen der SS-Freiwilligen haben bis heute ihre Familienunterstützung entweder gar nicht oder nur teilweise erhalten. Die Auszahlung der Familienunterstützung geschieht ebenfalls durch die innere Verwaltung, wobei nach hiesigen Feststellungen die grössten Ungerechtigkeiten und unerträgliche Behandlungsweisen vorkommen. Die zahlreiche Versuche... hier Abhilfe zu schaffen, stossen auf das Unverständnis zahlreicher Beamten, die bis in das Reichsinnenministerium hinein für diese Aufgaben kein Verständnis aufbringen* » (100).

Malgré toutes les interventions, la situation resta inchangée. Le 15 décembre 1944, un rapport soulignait encore les plaintes des volontaires de la *Waffen-SS* en ce qui concerne la façon dont était traitée leur famille (101). Une des missions de la *Vlaamse Landsleiding* fut de mettre fin à ces abus et

* « Je sais également que presque tous les Flamands s'engageraient volontiers dans la *Langemarck*, s'ils étaient convaincus que le sort de leurs femmes et enfants était assuré. Toutefois ce n'est point le cas ».

(98) « *Stellungnahme zu dem Brief von Dr. Verschaeve an den Reichsführer-SS* », déjà cité à la note 91. — « *Die Zustände in den Lagern sind teilweise recht unbefriedigend. Die Betreuung soll nunmehr von der inneren Verwaltung auf die NSV übergehen* ». (La situation dans les camps est en partie vraiment insatisfaisante. L'octroi de l'aide doit être assumé dorénavant par le N.S.V. en lieu et place des services de l'intérieur), dans la note déjà citée de Wagner, 13 octobre 1944 (cfr. note 73).

(99) « C'est ainsi que la suppression des lits de paille fut considéré par le Ministère de l'Intérieur comme un acte trop généreux ». *Stellungnahme zu dem Brief von Dr. Verschaeve an den Reichsführer-SS*.

(100) « Les membres des familles des volontaires SS n'ont jusqu'à présent pas eu, ou seulement en partie, leurs allocations familiales. Le paiement de ces allocations est effectué par les services intérieurs où d'après les constatations actuelles les pires injustices et des actes insupportables sont commis. Les nombreuses demandes en vue d'y remédier se sont heurtées à l'incompréhension des fonctionnaires qui, même au Ministère de l'Intérieur, n'ont pas fait preuve de la moindre compréhension pour ces problèmes ». *Ibidem*.

(101) « 5. *Die wallonischen Freiwilligen führen Klage darüber, dass Ihre aus Belgien nach Deutschland gebrachten Familien keine Unterstützung erhalten, sodass diese Familien in wirtschaftliche Notlage geraten sind. Dasselbe gilt für die flämischen und niederländischen Freiwilligen* ». (Les volontaires wallons se plaignent que leurs familles évacuées de Belgique en Allemagne, ne reçoivent aucune aide, de telle sorte qu'elles connaissent une situation pénible. Il en va de même pour les volontaires flamands et hollandais). (GRMA, T. 175, R. 30, fr. 2537553, *Stimmungsbericht der Feld- und Heimatruppenteile*).

de garantir une vie normale à tous les réfugiés, tout en tenant compte des nécessités du moment.

UN GOUVERNEMENT FLAMAND EN ALLEMAGNE ?

Qu'entend-on par *Vlaamse Landsleiding* ? A la fin de l'occupation le Dr. J. Van de Wiele, *Landsleider* de la *De Vlag*, était devenu l'interlocuteur par excellence de la politique germanique en Flandre, telle qu'elle était menée par les SS et plus particulièrement par Himmler et Berger, chef du *SS-Hauptamt*. Après l'évacuation de la Belgique, Van de Wiele devint la seule personnalité politique flamande disposant d'une base de travail. Il pouvait également s'appuyer sur la propagande menée parmi les travailleurs flamands employés dans le Reich. Dès le début de la mise au travail en Allemagne, la *De Vlag* avait fait énormément de propagande pour convertir ces travailleurs à ses théories. On soulignait assez bien le fait que la *De Vlag*, par sa double structure flamande et allemande, pouvait se vanter d'être la seule organisation politique flamande reconnue dans le Reich (102). Le *Vlaamsche Post* veilla également à faire connaître les activités de la *De Vlag* parmi les travailleurs (103).

Van de Wiele s'était installé à Cologne au début de septembre. Ayant beaucoup de contacts avec les fonctionnaires de l'administration de Grohé (surtout des amis de la *De Vlag* lorsque cette organisation menait encore une politique culturelle de rencontres et d'échanges avec les Allemands avant la guerre), il réussit rapidement à faire démarrer une organisation pour les Flamands dispersés (104). On débuta également à Cologne avec la propagande radiophonique vers la Belgique (105). Van de Wiele essaya de s'entourer du plus de membres possible de la direction de la *De Vlag*. Des pourparlers eurent lieu avec Grohé et Florian, *Gauleiter* de Düsseldorf, également sympathisant de la *De Vlag*, en vue d'accueillir les réfugiés (106). Finalement la plupart des Flamands aboutirent quand même à la Lüneburgerheide, bien que certains groupes fussent arrivés à Munich, Berlin et Hambourg (107).

(102) F. SELLESLAGH, *La KAJ clandestine en Allemagne 1942-1944*, p. 291 dans ces *Cahiers*.

(103) E. DE BENS, *Inventaris van de Belgische gecensureerde informatiepers tijdens de tweede wereldoorlog*, Bruxelles, 1968, p. 105.

(104) JVDW.

(105) « *Nachdem ich mehrere Tage beim Reichskommissar Grohé in Köln gearbeitet, u.a. die Störpropaganda nach drüben organisiert hatte...* ». (Après avoir travaillé plusieurs jours à Cologne chez le *Reichskommissar* Grohé, pour organiser la propagande de harcèlement vers l'autre côté). Lettre de Van de Wiele au RFSS, 8 novembre 1944.

(106) Ces négociations en vue de placer les réfugiés dans les *Gau* de Cologne-Aix et de Düsseldorf, sont probablement en rapport avec l'espoir des Flamands de rentrer rapidement chez eux. Le séjour en Allemagne ne durerait d'ailleurs pas plus de trois semaines d'après « certaines informations », nous dit AS.

(107) JVDW.

Vu l'organisation très structurée de la *De Vlag*, il y eut affluence dans les différents bureaux et une centralisation s'avéra nécessaire. Le *Hauptgeschäftsstelle* à Hildesheim pouvait couvrir tout le travail administratif, mais n'offrait pas suffisamment de place pour pouvoir s'étendre. Grâce à l'intervention du *SS-Obergruppenführer* Berger, chef du *SS-Hauptamt* et en même temps président de la *De Vlag* (108), Lauterbacher mit à la disposition de Van de Wiele le château Waldeck-Pyrmont, à Bad-Pyrmont, dans les environs de Hameln (109). Avant guerre Bad-Pyrmont était une station thermale très en vogue, comptant des centaines de villas horribles, mais situées dans un site boisé (110). Les propriétaires avaient mis le château à la disposition sous l'appellation *Haus Germanien*, pour qu'il puisse servir d'hôpital militaire pour les soldats du *III. Germanische SS-Panzerkorps* (111). Toute la station thermale avait d'ailleurs été transformée en un immense hôpital. Ce château obscur, avec sa superstructure baroque surplombant des murs moyenâgeux, devint durant deux mois le centre de l'activité flamande en Allemagne, appuyée par les Allemands. De partout, des personnalités importantes, tant du monde politique que scientifique, arrivèrent dans ce centre.

Le 6 septembre 1944, l'abbé C. Verschaeve partit déjà de Weimar, où il résidait, pour rejoindre Bad-Pyrmont. Ayant appris qu'on travaillait à une forme d'organisation pour les Flamands, il décida immédiatement d'y contribuer (112). Ce qui l'y incita surtout, fut le fait que la direction en était confiée au Dr. J. Van de Wiele. Verschaeve avait d'ailleurs déjà opté pour les idées défendues par la *De Vlag* en mars 1944, sans toutefois devenir membre effectif. Il admirait Van de Wiele, qu'il considérait comme le guide des Flamands. C'est dans cette optique qu'il lui écrivait : Ton peuple ! La Germanie ! Voilà les deux raisons de ton idéal » (113). Toutefois, Verschaeve reçut à Weimar une lettre qui illustre une fois de plus l'apparente contradiction de la politique allemande, qui visait toujours à garantir avant tout les intérêts allemands et voulait dès lors avoir une autre personnalité en réserve. On lui demanda d'assumer la direction d'un gouvernement de Flamands. Il ne voulut pas envisager cette éventualité (114). Il apparaîtrait donc que Van de Wiele ne formait qu'une étape dans les aspirations politiques allemandes à l'égard de la

(108) A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 89, note 59.

(109) Lettre de Van de Wiele au RFSS, 8 novembre 1944.

(110) C. VERSCHAEVE, VIII, p. 524.

(111) Dans la *Vortragsnotiz betr. Arbeiten des Landesleitung Flandern* de Wagner, début novembre 1944 (POLITISCHES ARCHIV BONN, Inland II g, 345, Belgien, 2, 1944-1945. Cfr. A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 101, note 96. Egalement A.G.D.G., Krug von Nidda). Le Prince héritier Fürst Josias zu Waldeck-Pyrmont avait même le grade de *SS-Obergruppenführer und General der Polizei* (Almanach de Gotha, 1944, Gotha, Justus Perthes, p. 126).

(112) Lettre de M. Van de Walle, voir note 45.

(113) « *Ihr Volk ! Germanien ! sind die beiden Strahlen ihres Ideal* », est la traduction allemande qui a été conservée. Le texte original date du 10 mars 1944. La traduction arriva finalement chez Himmler (GRMA, T. 580, R. 70, ordner 335).

(114) C. VERSCHAEVE, I, p. 807-808.

Flandre. On demanda également à Rob Van Roosbroeck, lorsqu'il résidait déjà depuis un certain temps à Bad-Pyrmont, s'il ne voulait pas reprendre la direction de la *Vlaamse Landsleiding* (115).

Au cours du mois de septembre 1944, Van de Wiele commença, en tant que *Landsleider*, à former son état-major (116). Il demanda aux personnalités marquantes qu'il croyait disposées à collaborer, de venir le rejoindre à Bad-Pyrmont. Antoon Samyn reçut une lettre à Lüneburg, dans la caserne où il avait été hébergé avec d'autres réfugiés, lui demandant de se rendre à Bad-Pyrmont (117). A Lüchow, Rob Van Roosbroeck fut averti que sa présence à Bad-Pyrmont était souhaitée (118). Après avoir voyagé de Jülich à Berlin, E. Delvo avait abouti aux services centraux du *Deutsche Arbeitsfront*. Il y demanda où se trouvaient les Flamands. « Ils sont tous partis pour Bad-Pyrmont », lui répondit-on. A la question de savoir « ce qu'on entendait par tous ? », on lui répondit : « Van de Wiele et ses collaborateurs ». — « Et le VNV ? ». — « *VNV ist leider nicht hier. Hier trennen sich die Geister!* ». (Malheureusement le VNV n'est pas ici. Ici les routes se séparent !). Delvo est donc parti à Bad-Pyrmont (119). Beaucoup d'autres Flamands vinrent encore s'y ajouter.

Pour les dirigeants flamands, qui s'étaient réunis autour de Van de Wiele, il s'agissait avant tout de réaliser l'unité parmi les Flamands en Allemagne. Verschaeve et Borms surtout entreprirent des efforts considérables dans ce sens. Le Dr. Borms, activiste de la Première Guerre Mondiale, C. Verschaeve, conseiller du mouvement du front à l'Yser et le prof. Antoon Jacob, activiste également, devinrent les plus grands promoteurs de la *Landsleiding*. Sous la présidence de C. Verschaeve, ce triumvirat forma le conseil consultatif (120). Aucun d'entre eux n'avait été membre de la *De Vlag*, ce qui pouvait dès lors être considéré comme la preuve de la volonté de la *Landsleiding* de travailler sur une base plus large et de mettre un terme aux divisions qui avaient existé

(115) RVR, 4 mars 1971.

(116) « 4. Der Führer der flämische Volksgruppe, Dr. Van de Wiele, hat erst in Bad-Pyrmont, jetzt in Hildesheim (später evtl. Potsdam) eine sogenannte flämische Landesleitung eingerichtet ». « 4. Le *Landsleider*, Dr. Van de Wiele, a créé une *Vlaamse Landsleiding*, d'abord à Bad-Pyrmont, maintenant à Hildesheim (plus tard éventuellement à Potsdam) ». — Note de Krug von Nidda, concernant le *Belgien-Komitee*, 10 novembre 1944 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(117) AS.

(118) RVR, 4 mai 1971. Dans sa lettre du 10 mars 1972, RVR se rappelle qu'il arriva à Bad-Pyrmont à la fin de septembre.

(119) ED.

(120) « Le révérend Cyr. Verschaeve, le prof. Jacob et Borms siégeaient au Conseil Consultatif de la *Vlaamse Leiding*, qui veillait à l'intégrité, l'intouchable intégrité de l'idée flamande, de la nature flamande de toutes les décisions ». Borms, *Een leven van liefde en trouw*, Brussel, Boekengilde, Brederode, 1951, p. 94.

dans le passé (121). Avant toute chose, il fallait réaliser l'unité. Ce conseil consultatif devait aider et conseiller Van de Wiele, mais ne devait pas s'occuper du travail pratique (122). Verschaeve assumait la présidence à chaque réunion de la *Landsleiding* (123). Borms qui jusqu'à ce jour n'avait jamais été lié à un parti, joua de toute l'autorité morale que son indépendance lui octroyait pour aboutir à cette unité tant souhaitée (124). Verschaeve insistait surtout sur l'espoir et sur la nécessité de l'unité des Flamands :

« Le moment est venu pour les Flamands de ne plus ériger de barrière de partis, d'opinions, de classes, etc. entre eux, mais de s'unir pour ne plus ressentir qu'une force et un amour, qu'un lien : la Flandre ! L'unité fait la force et l'amour double cette force » (125).

Le même thème revenait sans cesse :

« Une union honnête et complète, une unité sublime et puissante de tous ses fils, voilà l'unique chose dont la Flandre a besoin pour pouvoir marcher de l'avant avec assurance et avec le sourire vers un avenir qui paraît désespéré » (126).

Vu les circonstances que connaissaient les Flamands, il ne pouvait, d'après Verschaeve, y avoir de division, les vieilles querelles ne pouvaient subsister :

« Les souvenirs amers du passé doivent disparaître devant les besoins communs de la Flandre et de tous les Flamands, de ceux qui sont restés et également de ceux qui sont partis. Celui qui la nuit repense aux problèmes de la journée, pour les garder vivaces pour le lendemain, est un pauvre homme. Ces gens-là n'ont pas le sens de la communauté, ils ne peuvent devenir une pierre de l'édifice qui est la Flandre » (127).

(121) Note de Krug von Nidda, 5 décembre 1944. (POLITISCHES ARCHIV BONN, Inland II g, 345 Belgien, 2, 1944-1945. Document transmis par le Dr. A. De Jonghe). « 2. Die Landesleitung zerfällt in Mitglieder, die ihr als Repräsentanten des Flammentums angehören, so Cyriel Verschaeve, Ehrendoktor der Universität Köln, bekannter flämischer Dichter, ferner Dr. Borms, Aktivist von 1914/1918 und Professor Dr. Jacobs (sic), Universitätsprofessor in Hamburg u. Gent. Alle Vorgenannten sind keine Mitglieder der Deutsch-Flämischen Arbeitsgemeinschaft ». « 2. La *Landsleiding* se compose de membres, qui représentent le monde flamand, tels Cyriel Verschaeve, docteur honoris causa de l'Université de Cologne, écrivain flamand connu, le Dr. Borms, activiste de 1914-1918, et le Dr. Jacobs (sic), professeur aux Universités de Hambourg et de Gand. Les personnes précitées ne sont pas membres de la *DeVlag* ». A. Jacob était également conseiller pour le *SS-Hauptamt*. Voir A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 101, note 96. C. Verschaeve, Jacob et Rob. van Roosbroeck étaient en outre membres du Conseil culturel flamand pendant l'occupation.

(122) JVDW déclara que dans son optique le conseil consultatif devait, lors de la reconquête de la Flandre, se développer en un conseil secret, composé de personnalités éminentes. Leur tâche aurait été d'empêcher des décisions arbitraires, de conseiller pour les problèmes difficiles.

(123) J.R. HERMANS, *op. cit.*, p. 177.

(124) BORMS, *op. cit.*, p. 94.

(125) Article *Vlaanderen Vrij en Groot*, écrit le 28 septembre 1944, lorsque tout espoir de réunir les Flamands n'était pas encore abandonné. Cet article était destiné à l'origine à *DeVlag*, mais cette revue ne paraissait plus. Il fut finalement publié dans le numéro du nouvel an de *Balming* (non conservé). Le texte est publié dans C. VERSCHAEVE, VIII, p. 506-511. Le passage mentionné ici se trouve à la page 506.

(126) *Ibidem*, p. 508.

(127) *Ibidem*, p. 509.

Ce même texte nous permet de comprendre les idées qui se trouvent à la base de l'attitude de Verschaeve. Le futur est formé par l'idée germanique et il ne sert plus à rien de discuter. On ne peut arrêter le cours de l'histoire :

« Des opinions divergentes envers la mère patrie germanique ne peuvent pas non plus nous dérouter. Non pas de libre choix, mais la dure évolution de l'histoire, qui, de par le monde, conduit l'humanité vers la formation de grandes masses et de rapports d'espace comme étant les seules possibilités de vie, un développement qui, entamé il y a des siècles, est devenu maintenant une loi mondiale évidente. Tout ceci conduit la Flandre et tous les petits peuples germaniques vers la grande unité germanique. Le salut et la vie en dépendent et aucune vie autonome ne peut se perdre dans ce mouvement » (128).

On peut même dire qu'il est au bord des larmes lorsqu'il constate que cette unité ne se réalise pas, que certains ne veulent plus lutter pour ce grand but : une Flandre libre.

« L'heure est venue également pour la Flandre. Qu'elle passe cette heure avec courage et clarté ! Ma chère Flandre, pour toi et pour tout ce qui m'est cher en Flandre » (129).

Même plus tard, lorsqu'il commença à douter lui-même de la victoire allemande, Verschaeve insista encore pour que cette unité se réalise.

« De futilités. Il ne s'agit pas d'autre chose si l'on parle maintenant de nourriture et de logements, d'Allemands et de Flamands, de groupes et de personnes, du VNV et de la *De Vlag*, du N.S.K.K. et de la *Grenadierdivision*, etc... « L'ennemi est à vos portes et vous délibérez ! » s'écriait Mirabeau : je pourrais le transposer comme suit : La mort est à vos portes et vous bavardez ! » (130).

La mort pour Verschaeve est le Bolchévisme et il le voyait s'approcher comme dans un cauchemar :

« Les loups de la steppe sont lâchés, la loi de la jungle veut gouverner le monde, la loi de la gueule. Les Russes arrivent et hurlent... Satan surgit à l'Est » (132).

Ce fut le VNV, surtout sous l'impulsion de son chef, le Dr. H.J. Elias, qui forma le plus grand obstacle à cette union de tous les Flamands. La direction du VNV avait atterri finalement à Lippstadt dans les premiers jours de sep-

(128) *Ibidem*.

(129) *Ibidem*, p. 511.

(130) C. VERSCHAEVE, *Het gaat om alles tegen alles*, paru dans *Vlaanderen Vrij*, 1er mars 1945.

(131) C. VERSCHAEVE, VIII, p. 693.

(132) *Id.*, *Het gaat om alles tegen alles*. Vu sous cette optique, on comprend très facilement la lettre de Verschaeve à Himmler du 11 novembre 1944. Son espoir en cette unité et les abus l'incitèrent à l'écrire. (Cfr. note 92). Il ne peut comprendre l'attitude d'Elias et de Turcksin. Ils ne pouvaient pas dans ces circonstances difficiles saboter le recrutement pour la *Volksgrenadierdivision Flandern* (nom donné à l'origine à la *Langemarck*). Certaines pages de son journal illustrent la confiance de Verschaeve en Himmler, notamment à propos de son entretien avec Himmler en juillet 1944. C. VERSCHAEVE, VIII, p. 669-682.

tembre. Vu ses expériences antérieures — la politique de collaboration avait été une suite de désillusions (133) — et convaincu que l'Allemagne ne pouvait plus gagner la guerre, Elias avait décidé que le VNV ne serait pas une formation politique en Allemagne. En effet, il n'y avait plus de territoire flamand libre et les membres du VNV étaient soit dispersés en Allemagne, soit restés en Flandre (134). Après avoir rencontré Grohé et Reeder le 13 septembre à Cologne, Elias prit la décision de ne pas coopérer à un gouvernement d'émigrés (135). A cette époque, Jef Van de Wiele était également à Cologne, où il continuait à développer la *De Vlag* en tant qu'organisation. Toutefois, Elias déclara à Grohé être disposé à coopérer avec le NSV en vue de pourvoir aux besoins des réfugiés. Après cet entretien, il put créer un secrétariat à Lippstadt (136) et à Lüneburg (137). Elias communiqua également aux membres du VNV, qu'en tant que hôtes d'un pays belligérant où ils avaient cherché protection lors de leur fuite, ils ne pouvaient s'occuper de politique. Ils pouvaient travailler et se rendre utiles même dans l'industrie de guerre. C'est le prix à payer pour la protection. Mais les membres du VNV ne pouvaient rien entreprendre qui rendrait encore plus difficile la position des membres restés en Belgique (138). Toutefois lorsque le chef du VNV se présenta au *Gauleiter* du Hanovre oriental, pour rendre des services dans le cadre du N.S.V., on lui répondit que cette offre n'avait pas de sens. Van de Wiele avait été désigné comme *Landsleider* et s'occuperait personnellement de tous ces problèmes (139). Malgré tout, les deux secrétariats furent créés et le secrétaire-général adjoint du VNV, le Dr. P. Wynendaele, se mit à l'œuvre pour rechercher les membres du VNV dispersés en Allemagne et pour leur communiquer les directives. Quelque deux cents cellules furent créés, qui essayèrent de faire appliquer le plus possible le conseil donné par la direction du VNV : ne pas s'engager aux *Waffen-SS* (140).

Entretiens Elias apprit la création d'un « Conseil du peuple » pour les Flamands, sous la direction de Van de Wiele, et d'une *Volksgrenadierdivision* « *Flandern* ». Pour renforcer les effectifs de la division, Van de Wiele et les instances qui l'aidaient à cette époque, exercèrent une pression sur les mem-

(133) DE BECKER, *op. cit.*, p. 66 : « A la fin de la guerre, non seulement les milieux modérés de la collaboration, mais aussi les chefs du VNV et un grand nombre de Légionnaires étaient définitivement éduqués quant aux intentions allemandes et à leurs capacités politiques ».

(134) HJE. — Communication de Joris Vansteenland, 24 juillet 1971 (ci-après JVS). — Egalement DE BECKER, *op. cit.*, p. 20 : « Lorsque, à la libération du territoire, le Dr. Elias et son Etat-major se réfugièrent en Allemagne, ils refusèrent de se livrer encore à quelque activité politique ».

(135) HJE. Egalement L(ouis) D(e) L(entdecker), *Dr. H. Elias, gewezen VNV-leider voor het militair gerechtshof*, dans *De Standaard*, 20 septembre 1947 : « ... Lors de la libération Elias partit en Allemagne. Il affirme qu'on lui demanda de continuer à travailler avec Degrelle et Van de Wiele, mais qu'il refusa et qu'on lui assigna une résidence obligatoire où il fut arrêté plus tard ... ».

(136) JVS.

(137) HJE.

(138) E. DE V., *Dr. Elias, VI, Het einde van het spel*, dans *'t Pallieterke*, 16 octobre 1969.

(139) HJE.

(140) E. DE V., *op. cit.*

bres de la Garde Flamande, de la *Flakbrigade*, des régiments NSKK, et firent de la propagande pour inciter les travailleurs à s'enrôler (141). Elias alla trouver Grohé pour protester contre ce recrutement et contre le transfert des formations de Garde vers les *Waffen-SS* (142). Le résultat de ces interventions et de ces directives fut que les SS devinrent méfiants vis-à-vis d'Elias et qu'il reçut une résidence quasiment imposée à Lippstadt (143). Ce qui n'empêche que des officiers SS, dont le *SS-Sturmbannführer* du RSHA Süß, essayeront encore plus tard d'inciter Elias à coopérer.

Toutefois, petit à petit, les activités de la *Landsleiding* prirent forme. Les personnes qui s'étaient groupées autour de Van de Wiele à Bad-Pyrmont, reçurent certaines missions. Chacun devait étudier tous les problèmes qui pouvaient surgir dans sa branche (144). On échangea des idées et on nota les opinions (145). La *Landsleiding* s'organisait donc. A la tête se trouvait le Dr. Van de Wiele. Son autorité en matière politique ne pouvait être discutée (146). Himmler lui avait confié la mission d'élaborer un statut pour un *Reichsland Vlaanderen* (147). Il traitait lui-même tous les problèmes qui se posaient avec les autorités allemandes compétentes, notamment avec Berger et avec le *SS-Hauptamt* et avec les représentants du ministère allemand des Affaires étrangères. Il promulguait les ordres, par exemple en matière de service de travail obligatoire (148) et de service obligatoire de la jeunesse (149) ; au sein

(141) *Id.* — ARTHUR DE BRUYNE, *De Kwade Jaren I*, Brecht, De Roerdomp, 1971. Dans la partie *Oostfronters*, p. 88-89.

(142) HJE.

(143) LÉON DEGRELLE, *La cobue de 40*, p. 480 : « Manœuvres dramatique qui firent, en octobre 1944, du dernier « Leider » du VNV, le Dr. Elias, Germain convaincu mais Flamand intelligent, tenace et digne, un demi-prisonnier, confiné dans un village westphalien, avec interdiction de quitter la région et d'exercer la moindre activité politique ». Degrelle oubliait — ou ne le savait-il pas ? — qu'Elias avait décidé lui-même de ne plus exercer d'activités politiques.

(144) J.R. HERMANS, *op. cit.*, p. 173.

(145) ED.

(146) RVR ; ED ; PLR.

(147) *Vortragsnotiz betr. Arbeiten der Landesleitung Flandern*, de Wagner, novembre 1944 : « Die Arbeiten der Landesleitung geben zurück auf einen Dr. van de Wiele vom RFSS erteilten Auftrag, ein Statut für ein Reichsland Flandern auf den verschiedenen Lebensgebieten aufzustellen, ... ». « Le travail de la *Landesleitung* est basé sur la mission que Van de Wiele a reçue du RFSS, d'élaborer un statut pour la Flandre en différents domaines ».

(148) Lettre de Van de Wiele à Himmler, 8 novembre 1944. « *Arbeitsdienst- und Jugenddienstpflicht, beides als Vorbereitung der demnächst mit Ibrem Einverständnis einzuführende Wehrpflicht, wurden bereits durchgeführt* ». « Le service du travail obligatoire et le service de la jeunesse, comme préparation au service militaire ultérieur introduit avec votre accord, ont été instaurés ».

(149) *Idem.* Egalement « Communications de la *Landsleiding*. Le *Landsleider*, le Dr. Van de Wiele, communique : appel aux hommes flamands des années 1926-1927, obligation de se faire inscrire. Suite à la création du service de la jeunesse, j'ordonne : tous les hommes flamands des années 1926-27 doivent se faire connaître par écrit avant le 20 novembre 1944, date limite, au *Reichsjugendführung Germanische Jugend, Sonderstab, Vlaanderen*, Berlin-Charlottenburg 9, Kaiserdamm 45-46. En se faisant connaître, l'intéressé aura la possibilité de participer à un camp sportif de préparation militaire. La lettre devra comporter les données suivantes : *Gau*, nom et prénom, lieu et date de naissance, nationalité, appartenance, profession, adresse de l'entreprise, adresse personnelle. (signé) Le *Landsleider* Dr. Jef Van de Wiele », dans *De Vlaamsche Post*, 22 novembre 1944.

de la *Landsleiding*, il désignait les responsables, *les chargés de pouvoir*. Bref, il était le *Landsleider* par excellence. En outre, existaient le conseil consultatif que nous avons déjà mentionné ainsi que les différents collaborateurs. D'une vingtaine au début du mois de septembre (150), ce nombre s'accrut de telle sorte qu'après l'assemblée générale du 26 octobre 1944, on décida de créer quatre grandes subdivisions de la *Landsleiding*. Verschaeve prononça le discours d'ouverture à l'assemblée générale. Il y souligna la mission des « exilés » et l'attitude qu'ils devaient adopter à l'égard des Allemands. Les Flamands devaient devenir un peuple-frère des Allemands et non pas un peuple d'esclaves (151). Mais les Allemands devaient également apprendre quelque chose.

« Le mouvement flamand ne peut plus être considéré uniquement comme un « petit remède d'appoint ». L'administration (allemande) ne peut plus essayer de se faire bien voir « par tous les éléments que comprend ce méli-mélo qu'est la Belgique », ni laisser « toutes les positions clés aux mains de l'ennemi ». En Belgique la Flandre était la seule base sur laquelle l'Allemagne pouvait construire... non pas un temple allemand, mais un flamand qui s'orienterait lui-même vers l'Est ».

Les Allemands doivent en tenir compte (152). Et la Flandre doit rester telle qu'elle est : « Ce qui nous est propre, doit le rester » (153).

Wagner, fonctionnaire des Affaires étrangères, assistait à cette réunion. Dans son rapport, il nota qu'un exposé était consacré aux frontières de la

(150) ED.

(151) J.R. HERMANS, *op. cit.*, p. 117. Ceci n'est pas en contradiction avec les informations données concernant Verschaeve. L'attitude de Verschaeve est très difficile à comprendre. D'une part, il attachait une très grande importance aux « liens du sang » que la Flandre (ce qui pouvait soit signifier la Flandre, soit englober tous les Pays-Bas) et l'Allemagne avaient en commun. D'autre part, il comprenait parfaitement que la politique de l'Allemagne à l'égard de la Flandre n'était pas la bonne. Tout comme il craignait d'ailleurs que le retour des Flamands avec les vainqueurs allemands, ne provoque un accueil mitigé. « L'Allemagne et les faiseurs de projets d'une Flandre nouvelle au sein du Reich doivent se faire pardonner beaucoup, ils doivent gagner la Flandre à eux, et reconquérir la Flandre une deuxième fois sera incontestablement deux fois plus difficile que la première. Ceux qui ont été blessés, traumatisés, meurtris doivent être ménagés. La Flandre l'a été » (C. VERSCHAEVE, VIII, p. 534). « Maintenant que les besoins rapprochent à nouveau la Flandre et l'Allemagne et leur donnent la possibilité de se retrouver par l'affection, souhaitons que la chance qui a été gaspillée au cours des quatre années d'occupation, revienne à l'esprit et que l'on ne commette plus une nouvelle faute au départ » (*Ibidem*, p. 533). Mais peut-être pouvons-nous mieux comprendre Verschaeve en citant ce passage de ses mémoires : « Voir de la petitesse me tourmente. Je ne comprends pas la joie maligne de ceux qui se complaisent à voir cette petitesse... Je n'ai toujours désiré que la grandeur et rien que la grandeur tant en pensées qu'en actes : l'espace infini, la longue ligne droite, l'unité de la diversité des astres » (*Ibidem*, p. 502). « Mais dans l'avenir germanique de la Flandre, la Flandre gardera ses droits sur tout ce qui lui revient de droit. Tout ce que la Flandre irradie brillera comme une auréole perpétuelle autour de ses tempes. Elle entrera fière, la tête haute, dans le cercle des peuples germaniques, comme un peuple adulte qui a crû, s'est fixé et s'est glorifié dans sa propre nature » (*Ibidem*, p. 492).

(152) C. VERSCHAEVE, VIII, p. 532.

(153) *Ibidem*, p. 533.

Flandre (154). L'exposé considérait la Flandre comme une entité administrative, avec comme chef-lieu Gand et comprenant douze *Gau*. Quatre de ces *Gau* se trouvaient hors des frontières de la partie flamande de la Belgique, notamment *Zeeland* et *Noord-Brabant* aux Pays-Bas et *Westland* et *Zuid-Vlaanderen* en France. Cette opinion était sujette à interprétation historique. En effet, *Noord-Brabant* et *Zeeland* appartiennent à ce qui autrefois aux Pays-Bas était appelé les *Generaliteitslanden*, c.à.d. les régions « situées en dessous du Moerdijk » qui ne furent reconquises aux Espagnols par les Provinces Réunies qu'au 17^e siècle. On y voit également une analogie avec les plans d'annexion d'après la première Guerre Mondiale pour une Grande Belgique. Plus tard la *Landsleiding* eut également des visées sur le Limbourg Hollandais (155). En ce qui concerne *Zuid-Vlaanderen*, l'exposé s'inscrivait dans l'optique des visées maximalistes flamandes sur cette région (156). Le *Hauptsturmführer* Raf Van Hulse traita du statut futur de la jeunesse. Ayant été le chef de la *Hitlerjeugd Vlaanderen*, durant les derniers mois d'occupation allemande, il était normal qu'il continue de développer les plans qui existaient dans la *Hitlerjeugd*. En septembre des pourparlers avaient déjà eu lieu avec des membres des mouvements de jeunesse danois et néerlandais. Une organisation générale germanique pour la jeunesse serait créée. On prévoyait des échanges pour des camps de

-
- (154) *Vortragsnotiz betr. Arbeiten des Landesleitung Flandern* de Wagner (novembre 1944). Le document a dû être rédigé dans les premiers jours de novembre, puisqu'il n'y est pas question du transfert de la *Landsleiding* vers Hildesheim et Aussig, qui eut lieu le 1^{er} novembre 1944. Wagner note que le Dr. R. Van Roosbroeck présenta cet exposé. Le Dr. Van Roosbroeck ne s'en souvient pas. Il croit qu'il est peu probable qu'il ait fait un exposé sur ce sujet, puisqu'il fut chargé plus tard du groupe « Art et Culture ». Van Roosbroeck pense qu'il parla d'enseignement. Il trouve également assez peu probable qu'un *sinjoor*, tel que lui, ait envisagé de proposer Gand comme capitale de la Flandre.
- (155) JVDW tient à insister sur le fait qu'il ne s'agit ici — et cela vaut pour tout ce que la *Landsleiding* avait projeté — que de propositions qui devaient être discutées plus tard après la victoire finale ou après une paix de compromis en Occident et, si possible, réalisées. ED et RVR sont également de cet avis.
- (156) Les dernières discussions (d'après JVDW) avec les autorités allemandes donnèrent le résultat suivant pour la Flandre française : le néerlandais y jouirait d'un statut protégé, l'influence culturelle de la Flandre serait totale. L'enseignement serait, du moins pour une partie, influencé par et dans certains cas dirigé de Flandre. Dans cette première phase, il n'aurait pas encore été question d'annexion. La situation aurait été la même pour Bruxelles, mais un peu plus à l'avantage de la Flandre. Un gouverneur bilingue flamand devrait tout mettre en œuvre pour amener Bruxelles à la Flandre en l'influençant, par le biais de l'enseignement et de la culture. Cette communication de JVDW correspond en majeure partie aux notes de Krug von Nidda, rédigées le 5 décembre 1944 à l'occasion de la visite de Degrelle et Van de Wiele à Von Ribbentrop : « *Ungeachtet der Frage der künftigen territorialen Abgrenzung des flämischen Raumes durch Deutschland hat die Landesleitung schon jetzt ihre Wünsche hinsichtlich der Flamen in Nordfrankreich und in der Wallonie, hinsichtlich der Neufestlegung der Sprachengrenze, der Scheldemündung und vor allem hinsichtlich Brüssels, auf das Sie aus historischen Gründen unter keinen Umständen verzichten will, zum Ausdruck gebracht. Brüssel soll nach ihre Auffassung zunächst neutralisiert und durch einen flämischen Kommissar rückgermanisiert werden* ». (Sans compter le problème de la délimitation territoriale future par l'Allemagne de l'espace flamand, la *Landsleiding* a déjà exprimé ses souhaits à l'égard des Flamands dans le Nord de la France et en Wallonie, au sujet d'une nouvelle fixation de la frontière linguistique, de l'embouchure de l'Escaut et plus particulièrement de Bruxelles, qu'elle ne veut sacrifier sous aucune condition, en raison de considérations historiques. D'après elle, Bruxelles devra être momentanément neutralisé, et regermanisé par un commissaire flamand).

vacances et pour des cours de dirigeants. Les dirigeants des différents mouvements de jeunesse se réuniraient une fois par an pour examiner les problèmes germaniques communs de la jeunesse (157). Van Hulse avait dû prendre la direction de la *Hitlerjeugd Vlaanderen* en mai 1944, après être revenu du Front de l'Est où il avait servi en tant que correspondant de guerre. Avant son instruction dans les *Waffen-SS*, Van Hulse avait été *Standaardleider* de l'*Algemene SS-Vlaanderen* (158). Il fut désigné comme chef de la *Hitlerjeugd Vlaanderen* lorsqu'il apparut que ce mouvement de jeunesse était tout sauf flamand, de telle sorte que Van de Wiele avait dû insister pour que cette situation soit modifiée (159). Durant cette même réunion de la *Landsleiding* le major De Meulder parla de la position de l'armée flamande, qui devrait s'intégrer à la Wehrmacht allemande, tout en gardant un commandement propre (160). D'autres discours concernaient l'administration, la structure juridique, les soins de santé, l'enseignement, la culture et l'habitat rural. Tous les exposés avaient été discutés d'abord dans de petits groupes d'étude. Les résultats des discussions furent soumis à Van de Wiele, ensuite on rédigea des rapports qui furent présentés durant les réunions de la *Landsleiding* et rediscutés (161).

C'est ainsi que le groupe du Dr. Rob van Roosbroeck, qui était chargé de pouvoirs du *Landsleider* pour l'art et la culture, étudia notamment les points litigieux entre l'enseignement libre et l'enseignement officiel (162). On avait opté finalement pour l'enseignement officiel, à une exception près : l'Université Catholique de Louvain pouvait continuer à exister (163). On discuta également de l'organisation des universités. Le résultat de ces discussions fut que le système belge serait maintenu dans ses grandes lignes, mais qu'il faudrait attacher plus d'importance au folklore. Durant les discussions au sujet de la diffusion des activités culturelles, il apparut que le système allemand de Chambre de Culture n'était pas souhaitable pour la Flandre (164).

En matière d'urbanisation, la *Landsleiding* avait proposé de créer, où cela s'avérait possible, des agglomérations. En d'autres mots, on voulait remplacer les villages construits en longueur, comme cela se faisait couramment en Flan-

(157) RVH. RVH devint le fondé de pouvoir de la *Landsleiding* pour les affaires de la jeunesse. (Voir *Vlaanderen Vrij*, 1er mars 1945, *Kriegseinsatz der Vlaamsche Jeugd*). Également la lettre de RVH du 15 mars 1972. Les notes de Wagner concernant le statut de la jeunesse exposé par R. Van Hulse, semblent être exactes. Dans sa lettre du 15 mars 1972, R. Van Hulse confirme qu'il parla effectivement du statut de la jeunesse en Flandre. Il insiste toutefois sur le fait qu'il s'agissait d'un projet dès lors encore très succinct.

(158) *Tätigkeitsbericht Militärverwaltungschef*, n° 29 (GRMA, T. 501, R. 106, fr. 001059).

(159) *Idem.* Également A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 123-124, note 36.

(160) Major Jan de Meulder (1912 - à l'Oder 1945). Il était l'un des officiers du cercle « Lieutenant De Winde », constitué en 1941 à Lückenwald. Après sa libération, il s'engagea à la Garde Flamande, dont il devint le commandant en 1944. (Voir note du *Wedergoedmaking*, reçue le 3 janvier 1972, et la communication du *Wedergoedmaking* du 8 mars 1972).

(161) RVR ; ED.

(162) RVR.

(163) HJE.

(164) RVR.

dre, par des concentrations d'habitations autour du centre du village, afin de disposer de plus d'espace libre entre les agglomérations (165). Même les Allemands trouvaient que certaines propositions de la *Landsleiding*, bien qu'étudiées de façon approfondie, avaient parfois une origine peu pratique et professorale (166).

Le résultat final de la réunion du 26 octobre, fut la création au sein de la *Landsleiding* de quatre subdivisions (167). Van Roosbroeck assumait la direction d'un premier groupe : Culture et Enseignement (168). Ce groupe comptait quelques artistes et savants. L'ingénieur J. Haesaerts assumait la direction du groupe Technique (169). A l'origine Haesaerts avait été membre du groupe « Affaires sociales et Economie » sous la direction de E. Delvo (170). On croit savoir qu'Haesaerts avait déjà étudié systématiquement à Bad-Pyrmont tous les problèmes en matière de reconstruction du pays après la « libération » et avait déposé un plan bien élaboré (171).

Delvo assumait la direction du troisième groupe : « Affaires sociales et Economie ». C'était normal. En effet, dans l'optique du socialisme tel qu'il était conçu par Van de Wiele et ses collaborateurs, Delvo avait le plus d'expérience par sa fonction de dirigeant de l'U.T.M.I. (172). J. De Ridder, fonctionnaire de l'U.T.M.I., F.J. Hendriks, chef de l'Office National du Travail (O.N.T.) et J. De Meyer, collaborateur de la *De Vlag*, travaillaient avec Delvo. Le Dr. Van Bergen, qui fut chargé des finances, travaillait également dans le service de Delvo. Les premiers résultats des activités de ce groupe furent encore présentés à Bad Pyrmon. E. Delvo fit un exposé sur le socialisme sans distinction de classes et sur la justice sociale, basée sur les prestations des travailleurs. Pour l'avenir, Delvo prévoyait un Front du Travail d'après le modèle allemand, mais adapté aux réalités flamandes, auquel tous les travailleurs participeraient et qui serait basé sur l'unité de l'entreprise et de la région. Le prix à payer

(165) JVDW.

(166) Rapport de l'entretien de Diehl, représentant des Affaires Etrangères, avec Van de Wiele, le 13 janvier 1945 : « *Arbeit van de Wieles (sic) und seiner Mitarbeiter hinterlässt Eindruck sorgfältiger, überlegter Planung, die von Glaubigem getragen wird. Die der flämische Bewegung eigene, ehrenhafte, obz. biedere Gesinnung hat sich erhalten. Bewegung hat allerdings auch Teilweise Kennzeichen ihrer Professoralen Herkunft aus dem Kreis der Belgischen Universitäten bewahrt* ». « Le travail de Van de Wiele et de ses collaborateurs donne l'impression d'être une étude soignée et réfléchie, inspirée par la foi. Les traits propres au mouvement flamand, honnêteté et loyauté, s'y manifestent. De toute façon, le mouvement a conservé partiellement les caractéristiques de son origine professorale et universitaire belge » (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(167) *Vortragsnotiz Wagner*, novembre 1944.

(168) RVR ; ED. Egalement note Krug von Nidda, 5 décembre 1944.

(169) Cfr. note 168.

(170) J. Haesaerts était ingénieur civil, diplômé de l'université de Gand. Il fut assistant du Prof. Magnel, avant de devenir en 1941, à l'âge de 39 ans, Commissaire à la reconstruction pour le Brabant (*Reconstruction*, n° 3, février 1941, p. 5). Pour les plans de reconstruction après la guerre, voir également *L'Avenir*, 16 mars 1945, *L'échevin des travaux publics de Bruxelles fait appel aux techniciens belges pour la reconstruction du pays*.

(171) ED. Egalement note ED, 25 avril 1972.

(172) JVDW ; ED. Egalement note de Krug von Nidda, 5 décembre 1944.

pour chaque effort devrait être fixé de façon scientifique, afin que tout le monde puisse participer à ce socialisme. Le Front du Travail devrait conclure des accords avec le ministère du travail compétent, en vue de développer de plus en plus la prévoyance sociale. La vie sociale serait basée sur les principes qui étaient nés lors des travaux de la « réunion socio-scientifique européenne » à Bad-Salzbrunn en Silésie au courant du mois de mars 1944 (173).

Ces trois groupes avaient essentiellement une mission de préparation, il fallait effectuer un travail d'étude, afin de pouvoir se mettre à l'œuvre plus tard dans la Flandre « libérée ». En outre, il y avait un groupe chargé de missions pratiques : le groupe Administration (*Verwaltung*) dont la direction fut confiée à René Lagrou (174). A cette époque, Lagrou était *SS-Sturmbannführer* et il avait créé un bataillon de police, dont il était le commandant, avec les effectifs du *SS-Standarte Vlaanderen* qui s'étaient réfugiés en Allemagne. Le commandement effectif de l'unité, qui au fond n'était pas plus grande qu'une compagnie, était assumé par le *SS-Obersturmführer* R. Verbelen (175). Le groupe Administration (*Innes*) comprenait en outre le Dr. Verdoodt, qui durant l'occupation était président du *Landspartijgerecht* de la *De Vlag*, commission disciplinaire du parti (176). Verdoodt devint le chargé de pouvoirs de la *Landsleiding* en matière juridique et fut comme tel chargé de l'enquête concernant les aspects juridiques des actes de la *Landsleiding*. Il devait en outre préparer l'appareil judiciaire de la nouvelle Flandre (177). Le *Vlaamsche Post* lança un avis dans ce sens le 5 novembre 1944 :

« Appel à tous les juristes flamands. Tous les magistrats, greffiers, etc. flamands, qui se trouvent en Allemagne sont instamment priés de faire connaître immédiatement leur adresse exacte au Dr. S. Verdoodt, Bankplatz 1 à Hildesheim (20) » (178).

On donna également des conseils. Le *Vlaamsche Post* publia ainsi un

-
- (173) ED. Egalement note ED, 25 avril 1972. Voir également le texte de ED au sujet de cette réunion (photocopie conservée au Centre). Egalement FRANS DE CORT, *Het programma van het Europeesche Socialisme. Belangrijke vergadering der Sociale leiders uit gansch Europa*, dans *De Vlaamsche Post*, 22 avril 1944.
- (174) RVR. Egalement note de Krug von Nidda, 5 décembre 1944. L'avocat René Lagrou fut un des fondateurs de la *SS-Vlaanderen* en août 1940. Après avoir été pendant quelque temps correspondant de guerre au front de l'Est, il disparut de la scène politique. En septembre 1944, il émigra en Allemagne. Il est toutefois curieux que Lagrou, d'après AS à qui il donna également le conseil de partir en Allemagne, se vantait qu'il rentrerait rapidement en Flandre, comme ministre de la Justice.
- (175) JF. Voir *De Vlaamsche Post*, 22 novembre 1944. « Bataillon de police. A partir du 15 novembre les Services berlinois de l'Etat-major sont transférés de la Uhlandstr. 1, à la Regenburgerstr. 2, au 5ème étage, téléphone 25.55.69. Les inscriptions au cours de police sont encore acceptées. Le chargé de pouvoirs pour la police, *SS-Obersturmführer* Rob. Verbelen ».
- (176) Communication de F.J. Verdoodt. Déclaration du prof. H. Bernard, au procès Verbelen à Vienne, d'après le compte rendu de *La Libre Belgique* du 15 décembre 1965.
- (177) RVR. RVH se rappelle avoir étudié les conséquences du *Kriegseinsatz der Vlaamsche Jeugd* avec Verdoodt et Van de Wiele. Verdoodt était responsable des implications juridiques de ces dispositions. Le texte de cet appel se trouve dans le numéro de *Vlaanderen Vrij* du 1er mars 1945.
- (178) La *Landsleiding* aurait dû quitter Bad-Pyrmont le 1er novembre 1944.

communiqué de la « *Landsleiding Vlaanderen - Rechtskundige Dienst* » (service juridique), concernant « Ce que doit savoir tout travailleur I. Assistance juridique ». On y signalait la possibilité de remplacer tous les documents officiels par des déclarations sous serment, entre autres en vue de se marier (179). Ce même communiqué comprenait encore « II - Réparation et indemnisation des dommages », où il était dit qu'après avoir repris les « obligations de l'Etat belge à l'égard des anciens activistes de 14-18 et des déportés politiques de mai 40 » la *Landsleiding Vlaanderen* avait en outre décidé que « tous les dommages matériels subis par les nationaux-socialistes flamands à l'occasion de leur évacuation ou à l'occasion des mesures prises en Belgique occupée à l'égard de nos compatriotes, seraient remboursés. Cela vaut également pour nos travailleurs flamands du Reich. En temps utile, une nouvelle commission de dédommagement sera créée en vue de régler tous ces cas. En attendant les chefs de famille résidant en Allemagne et ayant dû abandonner leurs meubles, vêtements, etc... en Flandre, peuvent obtenir auprès de la *Landsleiding* les formulaires nécessaires en vue d'établir dès à présent l'inventaire de leurs biens meubles. La *Landsleiding* mettra également tout en œuvre pour que tous les évacués, et éventuellement les travailleurs, puissent occuper leur ancienne maison immédiatement après la libération de la Flandre. A cet égard les chefs de famille résidant en Allemagne doivent demander dès à présent le formulaire à l'adresse suivante : *Landsleiding Vlaanderen - Rechtskundige Dienst - Hildesheim (20) - Bankplatz 1* ». (180). Toujours au sein du groupe de Lagrou, Robert Verbelen, dont nous avons déjà parlé, fut chargé de la police (181).

Un dernier groupe, que nous n'avons pas encore mentionné, s'occupait essentiellement de propagande. Ce groupe siégea la plupart du temps à Berlin sous la direction de Pol Le Roy. Pol Le Roy avait assuré la direction de la section propagande de la *DeVlag* jusqu'en 1943, ensuite il était devenu le chef du service « Formation ». Après l'évacuation, il fut à nouveau chargé de la propagande en Allemagne. Avec l'aide d'une petite équipe, son adjoint Leo Poppe, A. Vandenberghe, bourgmestre d'Audenaerde durant l'occupation, et quelques autres, la propagande de la *Landsleiding*, fut relancée en Allemagne à partir du mois d'octobre. En outre, Le Roy était le représentant de la *Landsleiding* auprès de l'*Europäisches Propagandabureau* à Berlin-Lichterfelde où des Norvégiens, des Danois, des Wallons, des Hollandais, des Italiens, des Roumains et des Hongrois se retrouvaient pour propager l'idée européenne (182).

D'après ce que nous avons dit précédemment et avec toutes les restrictions d'usage quant aux sources utilisées, nous pouvons établir l'organigramme suivant pour la *Landsleiding* en décembre 1944 : (voir tableau). Toutefois ce n'était pas là une structure permanente. Des modifications pouvaient intervenir,

(179) Toutefois, A. Samijn, avocat réputé à Bruges, déconseillait, chaque fois qu'un cas similaire se présentait, de conclure un mariage dans la situation de l'époque en raison des conséquences juridiques incertaines.

(180) Coupure de presse non datée, prêtée par A. Coolen (voir note 80).

(181) Voir à ce sujet la note 175.

(182) ED ; JVDW ; PLR.

ORGANISATION DE LA « LANDSLEIDING »

Landsleider

Dr. Jef Van de Wiele

Conseil Consultatif

Président : C. Verschaeve

Membres : Dr. A. Borms

Prof. Dr. A. Jacobs

→ Groupes d'étude et de travail

1. Travail préparatoire

a) Art et Enseignement : *chargé de pouvoirs* Prof. Dr. R. VAN ROOSBROECK + collaborateurs

b) Affaires sociales : *chargé de pouvoirs* : E. DELVO (183)

dans ce groupe : Dr. VAN BERGEN, plus tard *chargé de pouvoirs pour l'administration, les biens et les finances* (184)

: J. DE RIDDER

: F.J. HENDRIKS, e.a.

c) Technique et reconstruction : Ir. J. HAESAERTS

2. Groupes de travail à missions immédiates

a) Affaires intérieures - administration : Dr. Juris R. LAGROU

dans ce groupe : Dr. Jr. S. VERDOODT, *chargé de pouvoirs pour la justice*

: R. VERBEELEN, *chargé de pouvoirs pour la police*

b) Propagande : chef : P. LE ROY

: adjoint : L. POPPE

3. Groupes de travail restreints

Affaires de la jeunesse : *chargé de pouvoirs* : R. VAN HULSE (185)

Service du travail : chef : R. VAN THILLO (186)

Soins de santé : Dr. H. GRAVEZ (187)

NSV, etc. (188)

Administration centrale, toujours fixée à Hildesheim (189)

→ Délégués des *Gau* de la *Landsleiding*

surtout lorsque la *Landsleiding* gouvernerait en Flandre. En effet, bien que les membres de la *Landsleiding* s'intitulaient parfois ironiquement « Monsieur le ministre » (190), rien n'était définitif. On espérait, du moins la plupart des membres, qu'un accord pourrait intervenir avec le Dr. Elias et le VNV, ce qui aurait évidemment impliqué une nouvelle répartition des tâches (191).

Le séjour à Bad-Pyrmont ne dura pas longtemps. Le 1^{er} novembre déjà on dut évacuer le château. Cela se fit à contrecœur, comme il ressort des lettres de Van de Wiele le 8, et de Verschaeve le 11 novembre 1944, non pas que le confort y fût tant apprécié. Au contraire, les personnes qui étaient concernées par la *Landsleiding* devaient la plupart du temps passer la nuit dans des dortoirs. Les familles ne logeaient pas dans le château. Le bâtiment était froid en ces jours d'automne. La nourriture était rare et l'on ne pouvait se

-
- (183) Delvo était également chargé des contacts avec le DAF et du contrôle de l'administration de la *Landsleiding* (ED).
- (184) « COMMUNIQUE IMPORTANT AUX PERSONNES QUI SONT EN POSSESSION DE BILLETS DE BANQUE BELGES. Les personnes qui sont encore en possession de billets de banque belges, sont priées de les déposer sans tarder dans une banque de devises et de nous faire parvenir une copie certifiée conforme de leur souche de dépôt. Cette opération devra être effectuée avant le 31 mars, date limite. Les personnes qui après cette date seront encore en possession de billets de banque belges seront susceptibles de poursuites pénales et ne pourront plus faire appel à une valorisation ultérieure de leurs biens, qui auront perdu toute valeur. p.o. *Landsleiding Vlaanderen*. Le chargé de pouvoirs pour la Gestion, les Biens et les Finances Dr. Van Bergen ». (*Vlaanderen Vrij*, 8 mars 1945). Une petite partie de la correspondance de l'administration de la *Landsleiding Vlaanderen*, Service des finances, a été conservée. Une lettre du 17 mars 1945 de la *Germanische Leitstelle* donne des informations concernant cette affaire. Sept lettres furent conservées qui traitent essentiellement des suppléments de solde pour les volontaires *Waffen-SS*. (Photocopies au Centre sous la référence A.G.D.G., *Vl(aamse) L(ands) L(eiding)*).
- (185) Voir *Kriegseinsatz der Vlaamsche Jeugd* avec mention *Raf van Hulse, chargé de pouvoir pour les affaires de la jeunesse*, dans *Vlaanderen Vrij* du 1er mars 1945.
- (186) R. Van Thillo était parti avec certains cadres du Service Volontaire du Travail flamand, dissous, en 1944 en Allemagne, où Van de Wiele instaura le service du travail obligatoire. Le 2 décembre 1944, Van Thillo et son homologue wallon Closset furent décorés de l'ordre de l'aigle allemand (*L'Avenir*, 3-4 décembre 1944). Concernant le service du travail en Allemagne, voir l'article *Van de spade naar het geweer. De Landsleider op bezoek bij de Vlaamsche Arbeidsdienstmannen*, dans *Vlaanderen Vrij* du 15 mars 1945. Egalement MATHIAS GEORG HAUPT, *Der «Arbeitseinsatz» der belgischen Bevölkerung während des zweiten Weltkrieges*, Bonn, Rheinische Friedrich Wilhelm-Universität, 1970, 238 p.
- (187) RVR, lettre du 10 mars 1972, sous toute réserve de RVR ; ED.
- (188) Note de Krug von Nida, 5 décembre 1944 : « Für Jugendfragen, Arbeitsdienst, Gesundheitswesen, NSV, flämische SS, Frauenschaft usw. bestehen weitere selbständige kleinere Arbeitsgruppen unter der Leitung bewährter Persönlichkeiten aus Kreisen der Deutsch-Flämische Arbeitsgemeinschaft und des Flämischen Nationalverbandes ». « Pour les questions de la jeunesse, du service de travail, des soins de santé, du NSV, des SS flamands, des organisations féminines, etc., il existe d'autres petits groupes de travail indépendants, sous la direction de personnalités compétentes des milieux de la *DeVlag* et du VNV ».
- (189) Voir *Vlaanderen Vrij*, 11/12 mars 1945, sous la rubrique des « Petites annonces » (*Kleine aankondigingen*), avis de décès d'un collaborateur de la délégation du *Gau Hessen-Nassau*, tué lors d'un bombardement, communiqué le 26 janvier 1945 par la *Landsleiding Vlaanderen*, Administration centrale, J... D..., Plv. Chef d'Etat-major.
- (190) RVR.
- (191) ED ; JVDW.

laver que dans les caves (192). Mais la *Landsleiding* pouvait s'y réunir. Les membres pouvaient s'y rencontrer quand ils le voulaient, ce qui pouvait provoquer des tensions et des heurts, suite aux différentes ambitions qui se rencontraient. Par moment cette situation devint intenable pour Verschaeve. Les intrigues ne lui plaisaient guère. C'est ainsi qu'il nota dans son journal :

« J'ai suffisamment connu la petitesse des gens. Là où il n'y a pas de grandeur d'idée, les auteurs de ces idées ne sont que des petites gens... La plupart ne pouvait pas cacher que leur travail n'était pas un travail pour l'avenir mais une chasse à l'avenir » (193).

Cela apparut également dans la lettre que Verschaeve adressa à Himmler et dans laquelle il insistait sur la nécessité d'un contact régulier pour pouvoir trouver ainsi un nouvel endroit où la *Landsleiding* pourrait se réunir. Il écrivait en effet : « *Sonst weiss ich nicht wie Herr Van de Wiele die ihm gegebene Aufgabe mit den ja schon wenigen Menschen von Format, die ihn umgeben, in guten Ende führen kann* » (*1).

Le plus grand problème, provoqué par l'évacuation, était la dispersion de la *Landsleiding*. Même la lettre de Van de Wiele, dans laquelle il demandait de pouvoir disposer d'un endroit où tous ses collaborateurs pourraient se réunir, n'y fit rien : « *ich kümmere mich weder um Schlösser noch um Katen, sondern suche einfach die Möglichkeit um weiterarbeiten zu können* » (*2). Verschaeve et Borms et d'autres membres de la *Landsleiding* aboutirent dans les environs de Aussig (194), où le *Regierungspräsident* Krebs, *Alte Kämpfer* pour l'annexion des Sudètes et connaissant très bien le problème des nationalistes flamands (195), avait mis un château à leur disposition (196). Toutefois Borms partit pour Teplitz, où il suivit un traitement pour sa jambe (197), tandis que C. Verschaeve partit, sur invitation de Krebs, à Teschen-Bodenbach (198), et ensuite vers le château de Gross-Priessen, auprès de la famille du comte Chotek, où plus tard il rédigea sa lettre pour Himmler (199). Une autre partie de la *Landsleiding* aboutit à Hildesheim, où Lauterbacher mit une école à leur disposition (200). Toutefois ce déménagement provoqua une rupture dans les activités (201).

(192) J.R. HERMANS, *op. cit.*, p. 174. ED ; AS ; RVR.

(193) C. VERSCHAEVE, VIII, p. 524.

(* 1) « Sinon, je ne sais comment Van de Wiele pourrait mener sa mission à bonne fin avec les quelques personnes compétentes qui l'entourent ».

(* 2) « Peu m'importe vivre dans un château ou une chaumière, je ne demande qu'à pouvoir continuer mon travail ».

(194) L'actuel Usti nad Labem, en Tchécoslovaquie. ED.

(195) C. VERSCHAEVE, VIII, p. 530-531.

(196) *Stellungnahme zu dem Brief von Dr. Verschaeve an den Reichsführer-SS*. Également les lettres d'accompagnement de Spaarman, *SS-Hauptamt*, pour la lettre de Van de Wiele au Dr. R. Brandt (au Centre sous la référence BDC I, 10).

(197) Voir Borms, *een leven van liefde en trouw*, chapitre *Gods wegen*, p. 145. Teplitz s'appelle actuellement Teplice. C'était une station thermale dans le genre de Karlsbad (l'actuel Karlovy-Vary) et Marienbad (Mariánské Lázně).

(198) L'actuel Dečín.

(199) C. VERSCHAEVE, VIII, p. 536-537.

(200) Voir note 193.

(201) « *Tatsächlich ist die Arbeit der Landesleitung im Monat November durch die Suche nach Unterkunft stark behindert worden* ». « En effet le travail de la *Landsleiding* a été gêné par la recherche de possibilités d'hébergement », dans *Stellungnahme zu dem Brief von Dr. Verschaeve an den Reichsführer-SS*.

La réunion prévue pour le 16 novembre 1944 à Bad-Pyrmont (202) ne put de toute façon plus s'y tenir. Toutefois on tint une réunion en novembre à Potsdam, où l'on protesta vivement contre les bombardements d'Anvers par les V1, dont on avait eu des échos. La protestation qui émanait surtout de Verschaeve (203), fut appuyée par les autres membres de la *Landsleiding* (204). Aucune suite n'y fut donnée. Les bombardements continuèrent. La réunion suivante eut lieu à Aussig. A cette occasion, le *Landsleider* Van de Wiele envoya le 7 décembre le télégramme suivant à Himmler : « *Anlaesslich der ersten Sitzung der Landesleitung Flandern in Aussig im Sudetenland, wo Grenzvolk von Grenzvolk gleichen Schicksals und gleichen Blutes aufgenommen wurde, grüssen wir Sie, Reichsführer-SS und erneuern den felsenfesten Glauben an den Endsieg in Unerschuetterlicher Treue. Heil Hitler* » (205). Ce télégramme démontre clairement les sympathies des nationalistes flamands pour la lutte qu'avaient livrée les Sudètes allemands. Toutefois, Van de Wiele s'engageait sur une pente dangereuse en considérant les deux peuples comme des *Grenzvolke*. Alors que les Sudètes allemands s'étaient révoltés contre l'Etat tchèque pour pouvoir être annexés à l'Allemagne, le Nationalisme flamand cherchait quant à lui, dans sa lutte contre la Belgique, à obtenir une Flandre plus indépendante ou les Pays-Bas réunis. Et non pas, comme Van de Wiele le laisse paraître ici, une annexion à l'Allemagne. Ce texte pose incontestablement plusieurs points d'interrogation quant aux relations qui auraient pu exister, dans l'optique de Van de Wiele, entre la Flandre et l'Allemagne et entre la Flandre et le Reich germanique après la victoire.

Lors de cette réunion à Aussig E. Delvo donna les directives à suivre pour la politique économique (206). Pol Le Roy, dirigeant du secteur propagande de la *Landsleiding*, prit également la parole. Il attaqua violemment l'attitude des Allemands à l'égard de la Flandre. Ils ne pouvaient pas considérer les Flamands comme leurs esclaves. Les relations futures au sein du Reich germanique ne pourraient jamais être bonnes si les Allemands n'abandonnaient pas leur impérialisme. Le sentiment de supériorité des Allemands devait changer en une reconnaissance des aspirations nationalistes, ce qui était d'ailleurs un des principes de base du national-socialisme (207).

(202) *Vortragsnotiz Wagner*, novembre 1944.

(203) C. VERSCHAEVE, I, p. 809. « Je lis qu'ils bombardent Anvers. Dieu sait si notre tour tient encore debout ? Des soldats flamands m'écrivent : Dans ces conditions nous ne pouvons plus combattre aux côtés des Allemands ».

(204) RVR, 4 mars 1971.

(205) « A l'occasion de la première réunion de la *Landsleiding Vlaanderen* à Aussig dans les Sudètes, où un peuple frontalier fut accueilli par un autre peuple frontalier du même sang, connaissant le même sort, nous vous saluons RFSS et répétons notre foi inébranlable en la victoire finale. Heil Hitler ». *GRMA*, T. 175, R. 70, file 335.

(206) ED, note du 25 avril 1972.

(207) PLR. Voir également les opinions de Verschaeve, exprimées au cours de son discours d'ouverture à l'assemblée générale de la *Landsleiding* du 26 octobre 1944. PLR communique encore que Verschaeve était tout à fait d'accord avec le contenu de son exposé prononcé à Aussig. Le *Regierungspräsident* Krebs, en colère, aurait toutefois quitté la réunion à laquelle il assistait en tant que hôte après l'exposé de PLR.

Entretemps la position de *Landsleider* de Van de Wiele fut consolidée. Toutefois il n'y avait toujours pas de reconnaissance officielle. Lorsque Verschaeve avait envoyé sa lettre de doléances à Himmler, il avait souligné qu'une partie du sabotage envers la *Landsleiding* était due à l'absence de reconnaissance officielle : « *Könne eine offizielle Mitteilung nicht allen Gauleitern gemacht werden dass die Landesleitung Vlanderns wirklich von Ihnen gestiftet und als solche anerkannt werden soll ?* » (*). Le RFSS ne reconnut pas officiellement la *Landsleiding*, mais des pourparlers avec le *SS-Hauptamt* et avec le Ministère des Affaires étrangères aboutirent à une reconnaissance semi-officielle. Un accord financier fut conclu entre le Reich, représenté par l'*Auswärtiges Amt*, et Van de Wiele. Cet accord fut signé le 5 décembre 1944. Un accord similaire fut également conclu entre Degrelle et l'*Auswärtiges Amt* (208). Un crédit, dont le montant n'était pas fixé, fut accordé aux deux *Volksgruppenführer* (209). Le *SS-Sturmbannführer* Diederichsen, du *SS-Hauptamt, Germanische Leitstelle*, devait contrôler la comptabilité et disposait en tant que fondé de pouvoirs, tant de Degrelle que de Van de Wiele, du compte-crédit (210). Le remboursement des fonds mis à la disposition, devait s'effectuer lors de « la libération » de la Belgique. Une répartition des frais de mission de Degrelle et de Van de Wiele comme *Landsleider* en Allemagne, serait faite. La *Landsleiding* devrait rembourser toutes les dépenses, à l'exception des frais occasionnés par l'engagement au front de la division. Toutefois Van de Wiele escomptait que les Allemands liquideraient leur balance des paiements négative à l'égard de la Belgique après la guerre (211). Suite à l'accord de clearing du 2 août 1940 avec l'Allemagne, le IIIème Reich avait en effet près de 60 milliards de francs de dettes envers la Belgique en 1944 (212). En outre, le travail des Flamands employés en Allemagne n'était pas estimé à sa juste valeur. D'autre part, les travailleurs ne pouvaient envoyer leurs salaires à la maison, de telle sorte qu'un « capital flamand » se formait en Allemagne (213).

Le 15 décembre 1944 intervint enfin la reconnaissance officielle de la *Landsleiding*, non pas en tant que gouvernement, mais la possibilité de pouvoir agir en tant que *Träger einer belgischen Regierung* ne fut pas exclue par l'*Auswärtiges Amt* (214). Quoi qu'il en soit, le 15 décembre von Ribbentrop

(*) « Ne pouvait-on communiquer officiellement à tous les *Gauleiter* que vous avez créé la *Landsleiding Vlaanderen* et qu'elle doit être reconnue comme telle ? »

(208) A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 99.

(209) A l'origine un crédit de 3 millions de Reichsmark était prévu. Voir *Aufzeichnung betreffend kreditweise Bereitstellung von Reichsmitteln für den Chef der Wallonischen Volksgruppe Léon Degrelle*, 22 novembre 1944 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(210) Tannenbergh, *Auswärtiges Amt, an SS-Sturmbannführer Diederichsen, Germ. Leitstelle*, 30 novembre 1944 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(211) JVDW.

(212) J. GÉRARD-LIBOIS, J. GOTOVITCH, *L'an 40. La Belgique occupée*, Bruxelles, CRISP, p. 163.

(213) JVDW essaya encore de faire passer les salaires par la Suisse vers la Belgique par l'intermédiaire de la Croix-Rouge. Cette tentative échoua.

(214) A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 100.

reçut Van de Wiele en sa qualité de « Chef du comité de Libération flamand ». Le 8 décembre Degrelle avait déjà été reçu pour les mêmes raisons (215). Le 18 décembre un communiqué de presse fut publié, dans lequel on signalait que Degrelle et Van de Wiele avaient été reçus par von Ribbentrop en leur qualité de dirigeants des Comités de Libération respectifs. Le communiqué était plutôt laconique. La date de l'entretien n'était même pas mentionnée (216). *L'Avenir*, homologue wallon de *Vlaanderen vrij*, considéra dans son édition du 20 décembre 1944, la rencontre von Ribbentrop-Degrelle comme très importante : le Comité de libération wallon était reconnu officiellement (217). *L'Avenir* publiait plus de détails que n'en mentionnait le communiqué : l'entretien avait duré près de deux heures et l'atmosphère avait été très cordiale. Dans l'interview, Degrelle déclara :

« L'essentiel est que le gouvernement allemand me reconnaisse le droit de représenter officiellement les intérêts de mes compatriotes wallons. Le « Comité de libération wallon » s'intégrera dans l'ensemble des organismes européens qui poursuivent le double but de refouler la barbarie soviétique et ploutocratique et de bâtir une Europe socialiste ».

A la question de savoir si l'on avait pris une position vis-à-vis de l'existence de la Belgique, Degrelle répondit :

« Le problème de la transformation des Etats de l'Ouest n'est pas d'actualité. Il faut d'abord gagner la guerre... Après, on étudiera, dans un esprit sincère de fraternité nationale-socialiste, les moyens de régler au mieux les intérêts des différentes communautés populaires et notamment des communautés wallonne et flamande... D'abord vivre et travailler. Après, on établira des bornes s'il y a lieu et on collera de belles étiquettes ».

A la une de cette même édition de *L'Avenir*, on trouvait : « L'offensive allemande à l'ouest est en plein développement ». L'offensive des Ardennes avait été lancée depuis le 16 décembre. Le grand moment était arrivé. L'espoir du retour et l'espoir de voir se réaliser tout ce qui avait été étudié et élaboré durant ces longs mois, étaient immenses.

(215) *Ibidem*, p. 99.

(216) A paru notamment dans *Deutsche Zeitung in den Niederlanden*, 18 décembre 1944 : « DEGRELLE BEI RIBBENTROP. Der Reichsminister des Auswärtigen von Ribbentrop empfing den Leiter des wallonischen Befreiungskomitees, Kommandeur der SS-Division "Wallonien", SS-Sturmbannführer Léon Degrelle, sowie den Leiter des flämischen Befreiungskomitees Dr. Jef Van de Wiele, und hatte mit ihnen eine längere herzliche Aussprache ». « Degrelle chez Ribbentrop. Le Ministre des Affaires étrangères von Ribbentrop a reçu le chef du Comité de libération wallon, commandant de la Division-SS "Wallonie", le SS-Sturmbannführer Léon Degrelle, et le chef du Comité de libération flamand, le Dr. Jef Van de Wiele, et a eu un long et cordial entretien avec ces derniers ».

(217) « Une interview de Léon Degrelle. La Reconnaissance officielle par le gouvernement du Reich du Comité de Libération wallon ». Nous ne disposons pas du numéro de *Vlaanderen Vrij* de cette date. Voilà pourquoi nous mentionnons cette parenthèse wallonne. L'existence parallèle de Degrelle et de Van de Wiele justifie toutefois l'impression que la réaction flamande devait être similaire.

MISSIONS DE LA LANDSLEIDING

Tandis que la *Landsleiding* projetait les statuts du « *Reichsland Flandern* », sur lesquels la structure et le gouvernement futurs de la Flandre devaient être basés, il restait néanmoins d'autres missions dont cette même *Landsleiding* et plus particulièrement le *Landsleider* devaient s'occuper. La tâche la plus immédiate était l'aide aux Flamands en fuite. Il fallait les loger et leur assurer des moyens de subsistance. (Nous avons déjà mentionné les problèmes qui surgirent lors de l'évacuation et la façon dont on essaya de trouver une solution à ces difficultés. Il suffit de penser aux doléances que nous avons rencontrées dans les lettres de Verschaeve et de Van de Wiele à Himmler). En ce qui concerne les moyens de subsistance, il n'y avait que deux solutions qui s'imposaient aux hommes adultes, pour autant qu'ils fussent en état de le faire : travailler ou s'engager comme soldat. D'après la propagande, la solution la plus honorable était de prendre les armes. Mais la possibilité de choix subsistait (218).

C'était toutefois la jeunesse qui posait le plus de problèmes. Beaucoup d'enfants avaient dû suivre leurs parents. Mais il n'y avait pas d'écoles à leur disposition. Ceux qui en Flandre étaient déjà inscrits dans des écoles créées ou aidées par la *De Vlag* ou par les SS, purent y reprendre les cours après l'évacuation. La *Heemschool* de 's Gravenwezel avait trouvé refuge avec tout son personnel à Verden. On continuait à y donner les cours (219). La nouvelle levée du *Langemarckstudium*, qui avait dû partir à la fin du mois d'août pour l'Allemagne en vue d'y entamer la nouvelle année scolaire, était arrivée à Hanovre et pouvait y suivre les cours (220). La *Rijkschool*, située à Kwatrecht près de Wetteren, émigra elle aussi en Allemagne. Cette « école d'élite » — les élèves devaient être sains de corps, d'esprit et de caractère — fut d'abord implantée dans le massif du Harz et ensuite dans le Wartheland. En décembre, il y avait encore des places disponibles et on put encore admettre quelques enfants, des garçons de 10 à 13 ans (221). Mais ces quelques institutions ne pouvaient pas s'occuper de tous les enfants. Les autres enfants devaient aller dans des écoles allemandes, ce qui ne plaisait guère à la plupart des parents. Dès lors, la *Landsleiding* envisagea la création de huit classes flamandes où les enfants pourraient suivre les cours dans leur langue maternelle (222). Cette réalisation avait d'ailleurs déjà été envisagée antérieurement (223).

Pour les adolescents une première solution était toute trouvée : le service du travail, promulgué en septembre 1944, engageait tous les jeunes durant

(218) Interview de W. Roland, 26 janvier 1971.

(219) *Vlaanderen Vrij*, 13 mars 1945. En mémoire d'un élève tué durant un bombardement.

(220) Communication de K. De Cat. Également *Vlaanderen Vrij*, 14 mars 1945.

(221) *Balming*, 9 décembre 1944.

(222) RVR.

(223) Voir note 83.

six mois. Dans un article sur le Service de travail flamand, *Vlaanderen Vrij* nota :

« En vertu de ce décret (du service du travail obligatoire), les fils aînés des Flamands émigrés en Allemagne travaillent côte à côte, dans les camps flamands du service du travail, sous la direction de dirigeants flamands qualifiés du service du travail, avec les jeunes travailleurs qui sont venus volontairement, parfois aussi contre leur volonté, en Allemagne. La durée du service est de six mois, ensuite les travailleurs peuvent rejoindre leurs usines pour y contribuer à la fabrication des armes qui doivent défendre l'Europe, ou bien s'engager comme volontaires à la *Vlaamsche SS-Volksgrenadierdivisie 'Langemarck'* » (224).

Le service du travail fut promulgué pour les jeunes gens nés dans les années 1924 à 1927 et pour les jeunes filles célibataires nées dans les années 1923 à 1927. R. Van Thillo fut chargé de l'exécution de cette disposition. Les membres masculins du service du travail seraient essentiellement formés à des fins militaires, les frais entraînés par cette formation seraient supportés par la Wehrmacht. Au cours du mois d'octobre, le *Reichsarbeitsführer* décida que les jeunes étrangers du service du travail auraient les mêmes droits et les mêmes devoirs que les Allemands. L'organisation même de ces services du travail ne devait pas être adaptée aux conditions allemandes. Il ne s'agissait d'ailleurs que d'un accueil temporaire dans le III^e Reich. Deux sections flamandes furent créées. Le nombre de membres n'était pas très grand. Les *Gauarbeitsämter*, chargés d'inscrire le nombre de personnes disponibles pour les Services du travail, comptèrent 597 Flamands et Wallons pour une première levée, allant jusqu'au 15 décembre 1944. Une deuxième levée, allant jusqu'au 22 décembre 1944, en compta 245. La dernière donnée disponible, émanant d'une note de service du *Reichsminister für Rüstung und Kriegsproduktion* en date du 2 janvier 1945, indique qu'au 20 janvier au plus tard, il fallait que 500 Flamands et 1600 Wallons soient incorporés aux Services du travail respectifs (225).

Outre le Service du travail, il existait également le Service de la jeunesse. A cet effet, tous les « Flamands du sexe masculin nés en 1926-1927 devaient se faire connaître par écrit au *Reichsjugendführer, Germanische Jugend, Sonderstab Vlaanderen ...* » (226). Le fait de se faire connaître, permettait de participer à un « camp d'entraînement militaire et sportif ». Nous disposons de quelques renseignements au sujet d'un tel camp. Le 21 novembre 1944, *Vlaanderen Vrij* communiqua : « Jeunes Flamands ! Le prochain camp d'entraînement militaire et sportif se tiendra du 28 novembre au 19 décembre en Carinthie ». Bien qu'il s'agit en premier lieu d'une instruction paramilitaire, exercices de tir, camouflage, sports, etc., certaines personnes le considéraient comme des vacances. La nourriture y était bonne, et malgré tous les exercices,

(224) *Vlaanderen Vrij*, 15 mars 1945. « *Van de spade naar het geweer. De Landsleider op bezoek bij de Vlaamsche Arbeidsmannen* ».

(225) M.G. HAUPT, *op. cit.*, p. 175-177. D'après cette étude la décision de créer le service du travail obligatoire flamand fut prise le 11 octobre 1944.

(226) *De Vlaamsche Post*, 22 novembre 1944.

il y faisait calme. Il n'y avait pas de menace de bombardements. Et finalement, la pression effectuée à la fin du camp en vue d'inciter les gens à s'engager comme volontaire à la *Waffen-SS*, bien qu'évidente, n'était pas telle qu'on ne pouvait y échapper (227). De toute façon, il existait une tendance à inciter la jeunesse à prendre les armes. Surtout après janvier 1945, lorsque toute personne capable de porter une arme fut mobilisée, la presse flamande lança appel sur appel en vue de devenir « aide de la D.C.A. » (228) ou d'aller aider dans des régions proches du front (229). C'est dans ce même ordre d'idées, qu'il faut voir la création du bataillon de la *Hitlerjugend* au sein de la division « *Langemarck* ».

Les jeunes travailleurs étaient donc également concernés par le service du travail obligatoire. Dès lors, la *Landsleiding* essaya d'entreprendre quelque chose pour les travailleurs en Allemagne. Nous avons déjà mentionné les tentatives pour faire envoyer les salaires en Belgique. Ces tentatives échouèrent. Des sources allemandes parlent de 350.000 travailleurs flamands, tant volontaires que réquisitionnés (230). La *Landsleiding* voulait gagner les deux catégories à sa cause. Pour qu'ils puissent garder le moral dans ces moments difficiles, bombardements incessants, travail intensif, séparation de la famille, différentes mesures furent prises. On examina la possibilité d'échanger une correspondance restreinte avec la Belgique, grâce à la Croix Rouge. Les travailleurs reçurent des formulaires par lesquels ils pouvaient donner brièvement de leurs nouvelles à leur famille. Le même formulaire devait être employé par la famille en Belgique, pour envoyer à son tour des nouvelles en Allemagne (231). Cette initiative échoua également (232). Toutefois, on pouvait

(227) D'après RVH la pression exercée en vue de s'engager à la *Waffen-SS*, variait de camps en camps. Lorsque les officiers qui assumaient la direction du camp appartenaient à des levées antérieures, on n'insistait pas tellement sur l'engagement à la *Waffen-SS*. La situation était toute différente, lorsqu'il s'agissait de jeunes officiers qui avaient pour la plupart reçu cette « mission éducative » en raison des blessures graves qu'ils avaient encourues.

(228) *Vlaanderen Vrij*, 8 mars 1945. « La jeune Flandre vous parle. Notre Gustave est à la DCA ! » par B... G.... Également le même jour : « Changement d'adresse. Aides flamands de la DCA. Partout la jeunesse flamande lutte pour la victoire finale. Toutefois, il y a encore toujours des jeunes gens, âgés de 14 à 17 ans, qui n'ont pas pris position. Ils peuvent être engagés immédiatement comme aides de la DCA ».

(229) *Vlaanderen Vrij*, 1er mars 1945. « *Kriegseinsatz* de la jeunesse flamande. L'occasion est donnée à tous les jeunes gens flamands, nés en 1928 et 1929, de combattre en tant que pages du Führer pour aider à assurer la liberté et l'existence de leur peuple et du Reich ».

(230) Note de Krug von Nidda, 5 décembre 1944. Ces chiffres sont incontestablement trop élevés. B.A. SIJES, *De arbeidsinzet. De gedwongen arbeid voor Nederlanders in Duitsland, 1940-1945*, 's Gravenhage, Martinus Nijhoff, 1966, 730 p., parle de 183.000 travailleurs, 63.000 prisonniers de guerre et 8.900 prisonniers politiques, provenant de Belgique, présents en Allemagne en 1945. P. POTARGENT, *La mise au travail de la main-d'œuvre belge dans le pays et à l'étranger durant l'occupation*, Bruxelles, Edimco, (1948), parle de 212.000 travailleurs belges, tant volontaires que réquisitionnés, en Allemagne en 1945.

(231) *De Vlaamsche Post*, novembre 1944.

(232) A. Coolen, p. 70.

envoyer un bref message par la radio. Et cela se fit effectivement (233). Pour Van de Wiele il importait surtout que les travailleurs, tant les travailleurs obligatoires que les volontaires, se sentent solidaires de la lutte des Allemands. C'est une des raisons pour lesquelles on organisa des soirées récréatives, des réunions amicales, des matchs de football, qui devaient permettre aux travailleurs d'avoir des loisirs.

Toutefois pour les travailleurs l'attitude des Allemands à leur égard était primordiale. Très souvent, il s'agissait d'une attitude de mépris par laquelle les Allemands faisaient sentir clairement que ces travailleurs flamands n'étaient que des étrangers. Cette attitude ne se retrouvait pas uniquement parmi les travailleurs, mais était également propre à certaines instances publiques dans leurs relations avec des personnalités dirigeantes de la *Landsleiding*. Il est évident que cela dut être une grande déception pour ces Flamands qui appuyèrent l'Allemagne jusqu'à la fin. Van de Wiele s'en plaignit même à Himmler : « *Z(ur) Z(ei)t werden meine Mitarbeiter als « Ausländer » durch polizeiliche und parteiliche Verfügung jeder Unterkunft beraubt* » (234). C'est ainsi que les journaux recommandèrent aux travailleurs de ne pas tenir compte des attitudes méprisantes de certains Allemands. Le *Vlaamsche Post* du 5 novembre 1944 se vit obligé « de mettre les points sur les i » dans un article intitulé « *Zijn wij Ausländer...?* » Les commentaires donnés par la rédaction dans cet article, qui souligne la reconnaissance des grandes prestations flamandes dans le Reich, sont assez caractéristiques du raisonnement suivi :

« Le mot *Ausländer* a déjà souvent irrité les travailleurs flamands en Allemagne. C'est même devenu une injure dont l'effet est tout aussi infailible que ne l'est un morceau d'étoffe rouge pour un taureau. D'une part, cette constatation nous satisfait, car elle prouve que les Flamands ne se considèrent pas comme des étrangers en Allemagne, ce qui signifie par là même qu'ils sont conscients de leur origine germanique. D'autre part, nous regrettons qu'il y ait encore de tels Allemands bornés qui emploient le mot *Ausländer* comme une injure, même vis-à-vis des travailleurs flamands. De tels Allemands ne sont certes pas des nationaux-socialistes. Ils n'ont toujours rien compris au contexte actuel et méritent tout au plus ces quelques mots de pitié de notre part : 'Bienheureux les innocents...' ».

Cet article ne mit toutefois pas un terme aux plaintes des travailleurs. *Vlaanderen Vrij* dut encore y consacrer un article. Le 13 mars, on traita encore du problème des *Ausländer*. On y souligna surtout la fierté que devait avoir tout Flamand en tant que Germain, afin de ne pas se laisser influencer par des affiches restrictives telles « Interdit aux étrangers ». Il suffisait de répondre : « Heil Hitler, je suis Flamand et donc pas étranger... ».

(233) *Ibidem*. Le prof. Charles a eu l'amabilité de prêter à l'auteur des rapports d'écoute concernant les émissions ennemies, captées en Belgique. Ces rapports d'écoute concernent la période du 16 février au 29 mars 1945 (cité dorénavant comme Rapport d'écoute). Des formulaires pour les « Messages personnels » furent publiés dans le numéro de *Vlaanderen Vrij* du 21 novembre 1944.

(234) « Actuellement mes collaborateurs, traités en étrangers, ont été dépourvus de toute possibilité d'hébergement par la police et par le parti ». Lettre de Van de Wiele à Himmler, 8 novembre 1944. Également RVR.

Pour la *Landsleiding* le travail tangible le plus immédiat était le développement de la Division-SS flamande. Dans sa lettre à Himmler, Verschaeve souligna que le développement d'une puissante division flamande était une nécessité pour l'unité de la Flandre : « *Wie wichtig die Bildung eine starken Langemarck sei für den Gelingen Dr. Van de Wieles und für die Bindung einer einheitlichen und begeisterten vlämischen Strömung ist die reine Evidenz* » (*). La *Sturmbrigade* « *Langemarck* » qui, après les lourdes pertes subies durant la retraite de Russie, avait pris, depuis le 3 mai 1944, ses quartiers au terrain d'exercices de Knauwitz en Tchécoslovaquie en vue de se réorganiser et de reprendre de nouvelles forces, fut mutée vers la Lüneburgerheide. En effet, le 18 septembre, le RFSS avait pris la décision de transformer la *Sturmbrigade* en une division (235). Début novembre, tous les effectifs qui devaient former la division se retrouvèrent à la Lüneburgerheide. Le centre était Soltau, où se trouvait l'état-major. Un premier renfort fut constitué par environ mille hommes de la Garde Flamande, qui arrivèrent fin septembre (236). Toutefois tous les membres de la Garde Flamande ne furent pas immédiatement d'accord avec cette incorporation (237). Deux arguments jouaient cependant : il y avait pour la Garde Flamande le serment de fidélité au Führer, prêté en Flandre (238), et il y avait pour la division, la nécessité de pouvoir disposer d'officiers flamands. En effet, la Garde Flamande disposait d'un cadre flamand complet, composé d'officiers de l'active de l'armée belge. Finalement, après des semaines de pourparlers, la Garde Flamande fut intégrée (239).

Cette nécessité d'un cadre d'officiers flamands, depuis longtemps sujet de doléances de la part des Flamands dans les *Waffen-SS*, fut probablement une des raisons pour lesquelles Van Coppenolle fut contacté par Kaltenbrunner (240). Van Coppenolle, qui le 4 septembre 1944 à Aix-la-Chapelle avait été mis par le SD sur le train de Berlin, fut convoqué le même jour par le *SS-Obergruppenführer* Kaltenbrunner au *Reichssicherheitshauptamt*. On lui offrit le commandement de la division flamande, avec le rang de *SS-Brigadeführer* (équivalent de général-major). Toutefois, il refusa, invoquant sa fatigue, les représailles éventuelles envers sa famille en Belgique, et surtout son serment d'officier. Kaltenbrunner revint néanmoins à la charge quelques jours plus tard, sans résultat. Nous pouvons comprendre que les autorités allemandes, vu la

(*) « Il est évident que la formation d'une puissante division est importante pour la réussite de Van de Wiele et pour le développement d'un mouvement flamand uni et enthousiaste ».

(235) Ordre de Himmler, *GRMA*, T. 175, R. 141, fr. 2669164. La décision de former la Division fut probablement prise plus tôt. En effet, le 4 septembre 1944 Van Coppenolle, commandant de la Gendarmerie belge durant l'occupation, reçut l'offre du commandement de la *Division Flandern* (Communication de E. Van Coppenolle à l'auteur, le 2 mars 1972, cité EVC). Egalement A. DE BRUYNE, *Van Coppenolle*, p. 141.

(236) A. DE BRUYNE, *Oostfronters*, p. 88, parle de 700 hommes, tandis que JF parlait de plus de 1.000 membres de la Garde Flamande enrôlés à la division.

(237) A. DE BRUYNE, *op. cit.* JF.

(238) Voir p. 214.

(239) A. DE BRUYNE, *Oostfronters*, p. 88. JF.

(240) EVC. Egalement A. DE BRUYNE, *Van Coppenolle*, p. 141.

demande pressante d'officiers flamands, étaient heureuses de trouver en cet officier capable qu'était Van Coppenolle, un éventuel candidat au commandement. S'y ajoutait encore la valeur de propagande incontestable que pouvait offrir le nom de Van Coppenolle, connu comme commandant de la Gendarmerie et comme un des officiers de l'armée belge d'avant guerre le plus conscient du fait qu'il était flamand. Cela pouvait faciliter le recrutement pour la division.

De toute façon, il est curieux que Van Coppenolle ait été contacté par Kaltenbrunner, chef de la *Sicherheitspolizei* et du SD, alors qu'il eût été plus normal que ce soit Berger ou un membre du *SS-Führungshauptamt*, la direction militaire des *Waffen-SS*. Kaltenbrunner sera toutefois chargé officiellement par Himmler le 16 septembre de l'organisation et de la direction des organisations de résistance en Flandre, en Wallonie et en France. Il lui était enjoint de faire appel aux organisations de Vander (*sic*) Wiele, de Degrelle, de Doriot et de Darnand (241). Il n'y a pas de lien direct entre l'offre du commandement d'une division et la création d'organisations de résistance. Mais peut-être le RSHA espérait-il pouvoir faire de la propagande en Belgique avec le nom de Van Coppenolle, qu'il croyait jouir d'un certain prestige pour une partie importante de la population. L'argument utilisé aurait été : « Voyez, même Van Coppenolle, le commandant de la gendarmerie, a opté dans la lutte pour une Europe nouvelle contre le danger bolchévique-ploutocratique » (242).

Entretemps le développement de la division continuait. Le *Standartenführer* Müller en devint le commandant (243). Il désigna J. François comme son adjudant pour pouvoir éliminer toutes les difficultés qui pouvaient surgir, entre autres sur le plan psychologique avec les Flamands (244). Plus tard, J. Van de Wiele, promu *Obersturmbannführer* le 9 novembre 1944 (245), s'occupa de plus en plus de la division et exerça au fond la fonction de commissaire politique. Cela marqua le début de solution d'un autre grief des volontaires SS flamands : la langue du commandement devenait le néerlandais. Van de Wiele commença à donner des cours de néerlandais aux officiers allemands de l'état-major (246). On y mit toutefois un terme lorsque les unités prêtes au combat furent transférées dans l'Eifel, dans le cadre de l'offensive

(241) BDC I, 8. Le résultat d'une discussion au *Feldkommandostelle* du RFSS, le 16 septembre 1944, fut l'ordre donné au RSHA de créer des organisations de résistance dans tous les anciens territoires occupés ou ayant appartenu à des anciens alliés (Roumanie, Finlande et Bulgarie).

(242) Il est évident qu'à cette époque la majeure partie de la population belge était opposée à Van Coppenolle.

(243) W. ROLAND, *Art. 113*, Antwerpen, Parallel, 1970, p. 169.

(244) JF.

(245) *SS-Personalveränderungsblatt*, 9 novembre 1944 (BDC I, 9). Il s'agissait du rang dans l'*Algemene (Vlaamse) SS* et non d'un rang militaire (JVDW). Ces rangs ne correspondaient pas toujours. C'est ainsi que RVH était *Hauptsturmführer* dans l'*Algemene SS-Vlaanderen* et n'était qu'*Oberscharführer* dans la *Waffen-SS* (RVH). Pour la correspondance entre les grades SS et ceux de la Wehrmacht et de l'armée française, voir G.H. STEIN, *La Waffen-SS*, Paris, Stock, p. 303.

(246) JVDW ; JF. JF nous communiqua que Müller aurait affirmé « *Der Van de Wiele, der soll uns noch Deutsch lernen* » (Ce Van de Wiele, il nous apprendra encore l'allemand).

des Ardennes. Le recrutement continua. On tint des réunions afin de convaincre les travailleurs employés en Allemagne et les réfugiés à s'engager (247). Le recrutement parmi ces derniers avait commencé immédiatement après l'arrivée en Allemagne. Tous les membres de la *SS-Vlaanderen* (1. *flämische SS-Standarte*) furent transférés à la Lüneburgerheide et on y commença immédiatement le recrutement. L'esprit d'organisation allemand avait déjà fait le nécessaire pour que l'*Abwicklungsstelle* Jungclaus mette tous les *Ergänzungsstelle* (bureaux de recrutement) au courant de la présence des *Algemene-SS* en état de porter les armes. Quelque 200 SS Flamands se présentèrent volontairement. Les autres furent employés dans des entreprises à Weimar (248).

En septembre on publia déjà un appel dans lequel Van de Wiele, en tant que *Landsleider* de la *De Vlag*, incitait tous les membres de l'*Algemene-SS-Vlaanderen* et tous les autres Flamands à s'engager dans les *Waffen-SS* (249). L'*Abwicklungsstelle* Jungclaus mit également les bureaux de recrutement au courant de la présence en Allemagne de la Garde Flamande et Wallonne et de la Brigade de Garde Flamande de Turcksin, pour pouvoir recruter également pour les *Waffen-SS* (250). Tous les Flamands qui combattaient déjà dans le cadre de l'une ou l'autre division *Waffen-SS* — il y en avait dans la division *Wiking*, dans *Das Reich* (251) — devaient être transférés vers la *Volksgranadierdivision Flandern*. En théorie du moins, car en pratique les unités n'aimaient pas se priver d'effectifs entraînés (252). Van de Wiele voulait réunir dans une seule division tous les Flamands qui combattaient dans l'une ou l'autre formation allemande. Il prendrait lui-même la direction politique en main. Un régiment spécial *Langemarck* et un régiment de la jeunesse seraient incorporés à cette division (253).

(247) Voir l'interview de E. Coine, ancien dirigeant de la K.A.J. en Allemagne, par F. Selleslagh, 23 juin 1971. Voir également *Balming*, 9 décembre 1944 : « Flamand, toi qui vis en terre allemande, que fais-tu ? Camarade de travail, toi qui es habitué depuis de longues années au mode et au rythme de la vie allemande ou toi qui as été accueilli amicalement depuis quelques semaines, toi qui as préféré la liberté plutôt que la terreur anglo-saxonne, en toi la haine vit également. Est-il dès lors encore nécessaire de t'obliger à entreprendre une mission d'honneur qui est propre à ton caractère flamand ? Ta place, la place de tout garçon flamand, de tout homme flamand, se trouve aux côtés du garçon allemand, de l'homme allemand. Elle s'y trouve déjà maintenant. Le jour où le *Landsleider* fera appel à vous pour participer à la victoire finale, votre réponse doit pouvoir être : Voyez, j'y étais déjà ».

(248) *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 14.

(249) « *Im Geiste Langemarck. Alle Wehrfähigen Flamen zum Waffeneinsatz* ». Cet article rédigé par le *SS-Standarte Kurt Eggers*, fut proposé à Himmler pour publication, le 14 septembre 1944. L'autorisation de publication fut donnée le 16 septembre (BDC I, 7). Le *SS-Standarte Kurt Eggers* était l'unité de propagande de la *Waffen-SS*. Il rassemblait tous les correspondants de guerre-SS et était dirigé par Günther d'Alquen, qui était également rédacteur en chef du journal *SS Das Schwarze Korps*. Concernant les activités de la *Kurt Eggers*, voir HASSO VON WEDEL, *Propagandatruppen*, Neckargemünd, Kurt Vowinkel Verlag, 1962, principalement pp. 84-87 et 124-125.

(250) *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 16.

(251) Voir la nécrologie concernant Willi Moors, *Rottenführer* de la division *Das Reich*, « Tué au front de l'Est », dans *Vlaanderen Vrij*, 1er mars 1945.

(252) JF.

(253) Note du Dr. Goeken au Dr. Reichel, 12 octobre 1944 (A.G.A.D., Krug von Nidda).

Himmler attachait beaucoup d'importance au nom *Langemarck*. Lorsqu'en 1943 la légion *Flandern* fut transformée en une brigade d'assaut, on lui donna le nom de 6. *SS-Freiw. Sturmbrigade Langemarck*. Langemarck avait été le nom d'un régiment motorisé de la division *Das Reich*. Ce régiment fut dissous. Les Flamands qui avaient servi dans ce régiment et également dans d'autres unités de *Das Reich* furent transférés vers la *Sturmbrigade*. La tradition de ce régiment devait, ensemble avec celle de la légion, devenir la tradition de la *Sturmbrigade* (254). Après les protestations, tant de Van de Wiele que d'Elias, le nom devint finalement 6. *Fläm. SS. Freiw. Sturmbrigade* (255). Lorsque la division fut créée, il fallut bien donner le nom *Flandern* à la nouvelle unité, pour accentuer le caractère flamand. Dans une première période l'unité s'appela donc *Volksgrenadierdivision Flandern*, c'est ainsi que Van de Wiele la cite dans sa propagande (256). On n'avait toutefois pas oublié le nom *Langemarck*. Un régiment spécial de la division *Flandern* recevrait ce nom. Finalement la division reçut quand même le nom désiré par Himmler. On ne parla donc plus que de la division *Langemarck* (257). Les documents officiels mentionnent la 27. *SS. Freiw. Grenadierdivision « Langemarck »*. La *Wallonien*, par contre, put toujours conserver son nom d'origine (258).

La Garde Flamande avait rejoint la division sans faire trop de difficultés. Il n'en alla pas de même des Flamands qui servaient dans les régiments du *Nationalsozialistisches Kraftfabrer-Korps* (NSKK). Le *NSKK-Obergruppenführer von Bayern Ehrenburg* refusa d'obliger ses hommes à passer aux *Waffen-SS*. On parla de sabotage et Elias, qui avait travaillé durant l'occupation avec Von Bayern Ehrenburg en vue du recrutement pour les régiments NSKK, fut considéré comme le plus grand coupable (259). On ne réussit pas non plus à incorporer l'ancienne Brigade de Garde Flamande - *Flakbrigade* à la division. C. Turcksin, *Oberstleutnant* de la *Luftwaffe*, n'était pas tellement enclin à envoyer ses hommes au front de l'Est. Lorsqu'il remarqua à Lippstadt, où il était caserné, que la *Flakbrigade* était divisée pour renforcer la DCA dans différentes villes, il prit contact avec le *Luftgaukommando XIV* à Wiesbaden. Plusieurs officiers qui avaient travaillé avec Turcksin en Belgique, avaient abouti au *Luftgaukommando*. Turcksin offrit sa *Flakbrigade* en bloc au *Luftgaukommando*. Alors que l'instruction était encore en cours, il fut chargé de la défense du pont sur le Rhin à Germersheim. Ayant en outre repris certains membres de la Garde Flamande, il eut beaucoup de difficultés avec le *SS-Hauptamt*. Il fut convoqué à différentes reprises par Berger, et on lui demanda,

(254) Ordre non daté d'Himmler, *GRMA*, T. 175, R. 66, fr. 2581991. W. ROLAND, *op. cit.*, p. 128, mentionne la date du 1er juillet 1943, comme étant le jour où Himmler prit la décision de créer la brigade d'assaut.

(255) A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 125, note 38.

(256) Note du Dr. Goeken au Dr. Reichel, 12 octobre 1944. Voir *De Vlaamsche Post*, 5 novembre 1944. Egalement la lettre de Van de Wiele à Himmler.

(257) *Stellungnahme zu dem Brief von Dr. Verschaeve an den Reichsführer-SS*.

(258) G.H. STEIN, *op. cit.*, p. 175. Egalement *Kriegstagebuch des Oberkommandos der Wehrmacht 1940-1945*. Ici vol. IV, 1944-1945 (cité OKW/KTB, IV, 1 ou 2. Ici 2, p. 1894).

(259) *Stellungnahme zu dem Brief von Dr. Verschaeve an den Reichsführer-SS*.

pour la dernière fois immédiatement avant le déclenchement de l'offensive des Ardennes, d'incorporer son unité à la division. Le retour en Flandre était imminent, disait Berger. Turcksin insista sur les liens qu'il avait avec le *Luftgaukommando XIV* et refusa de passer à la division. L'OKL le soutint à ce sujet (260).

On reprocha également à Elias le refus de s'incorporer aux *Waffen-SS*. Dans sa lettre du 8 novembre 1944, Van de Wiele souligna d'ailleurs son indignation à l'égard de l'attitude d'Elias :

« *So ist es möglich, dass Verbände des NSKK, der Flämische Wachbrigade, darin durch deutsche Behörden unterstützt, durch die laufende Hetze des Dr. Elias sich trotz Ihres Befehl einfach verweigern, zur Division zu stossen* » (*).

Verschaeve réagit avec une égale violence. D'après lui les volontaires flamands de la *Waffen-SS* étaient les meilleurs Flamands, ceux en qui les vertus des Flamands étaient personnifiées : « De vos actes et de vos blessures, naît ce sublime, ce suprême *La Flandre ! La Flandre au-dessus de tout !* Vous ne chantez pas lors du combat. En combattant, vous vous battez ! Et c'est ainsi que votre combat est une lutte, un chant d'actes d'amour et de sacrifices » (261). Et Verschaeve écrit à Himmler :

« *Dr. Elias treibt sein Spiel weiter, verbietet seinen Männern Mitwirkung, schlimmer noch, sabotiert eine der wichtigsten Aufgaben des Landesleiters : die Bildung des Volksgrenadiersdivision 'Langemarck'. Seinen Männern des V.N.V. rät er ab sich dafür zu melden* » (*).

Néanmoins, de plus en plus d'hommes vinrent rejoindre la division. Le 12 octobre Goeken communiqua qu'il fallait momentanément arrêter le recrutement, parce que les possibilités d'instruction étaient limitées (262). Un mois plus tard, Van de Wiele constata qu'il avait déjà recruté deux mille hommes pour la division, mais on ne pouvait continuer parce qu'on ne pouvait accepter momentanément de nouvelles recrues (263). En décembre, la division comptait six mille hommes (264).

(260) *Idem.* « *Trotz Befehl des Reichsmarschalls und verschiedener Anträge seitens des SS-Hauptamts lehnt das OKL die Uebergabe dieser Männer ab, weil sie bereits im Besitze von Soldbüchern seien und zu Lebrgängen abkommandiert wären* ». « Malgré l'ordre du Maréchal du Reich et malgré plusieurs requêtes de la part du SS-Hauptamt, l'OKL refuse de rendre les effectifs, parce qu'ils sont déjà en possession de leur carnet militaire et ont déjà été envoyés dans des centres d'instruction ». Egalement CT. Egalement E. DE V., *op. cit.*

(*) « Ainsi il est possible que des unités de la NSKK, la brigade de garde flamande, soutenues dans cette attitude par des autorités allemandes, refusent, malgré vos ordres, de se joindre à la Division à cause de la campagne du Dr. Elias ».

(261) C. VERSCHAEVE, VIII, p. 517. D'après un discours que Schellong, commandant de la *Sturmbrigade Langemarck* et commandant ff. de la division avant l'arrivée de Müller, avait demandé de prononcer à l'occasion du transfert de ce qui avait été la Brigade d'Assaut vers la Lüneburgerheide en vue de la formation de la division. Ce discours fut écrit le 2 octobre 1944 à Bad-Pyrmont.

(*) « Le Dr. Elias continue son jeu, il interdit à ses hommes de collaborer, plus encore il sabote la plus importante mission du *Landsleiter* : la formation de la division *Langemarck*. Il déconseille à ses hommes du VNV de s'engager ».

(262) Note du Dr. Goeken au Dr. Reichel, 12 octobre 1944.

(263) Lettre de Van de Wiele à Himmler, 8 novembre 1944.

(264) Note de Krug von Nidda, 5 décembre 1944.

RETOUR EN FLANDRE ?

Le 16 décembre 1944, l'offensive des Ardennes fut le dernier sursaut des forces allemandes sur le front occidental. L'attaque était dirigée vers Anvers. Tout comme en mai 40, on voulait traverser les Ardennes. Les nouvelles concernant l'offensive étaient considérées comme bonnes par la *Landsleiding* et par les Flamands qui y avaient adhéré. Ce retour n'avait d'ailleurs jamais été mis en doute ! Le séjour en Allemagne n'était que temporaire (265). La *Landsleiding* s'était rendue à Wahn pour être prête quand la Flandre serait libérée. Lorsque Van de Wiele avait été reconnu par von Ribbentrop comme chef du comité de libération flamand, Berger lui avait communiqué que, compte tenu des événements futurs sur le front occidental, il serait préférable que son état-major et lui se trouvent près de la frontière : « *Macht euch auf dem Weg. Der Sepp (Dietrich) (266) kennt gar nichts von Politik!* » (267). En effet Degrelle avait pu convaincre Dietrich de lui confier tous les pouvoirs politiques sur les régions « libérées ». Van de Wiele convoqua dès lors ses collaborateurs à Soltau, auprès de l'état-major de la division. On y forma également un groupe de combat qui devait servir de réserve. Ce groupe prendrait ses quartiers près de Düren.

Les membres actifs de la *Landsleiding* — Borms, Verschaeve et Jacob non compris — reçurent un uniforme et furent groupés dans une sorte de compagnie de propagande (268). Cette compagnie fut placée sous le commandement de J. François, chef de l'*Abteilung VI*, qui était compétente pour les correspondants de guerre (269). La nouvelle compagnie de propagande prit, avec le groupe de combat de la division, au total 3300 hommes (270), le train pour Wahn dans les environs de Cologne, via Bielefeld. La *Landsleiding* s'y fixa en attendant le retour en Flandre. Les membres du comité de libération

(265) C'est dans ce sens qu'on raisonna au moment où le Service du travail flamand et wallon fut instauré dans le Reich. L'organisation de ces services du travail resterait inchangée, puisqu'il s'agissait d'« ... une question à caractère passager, jusqu'au moment de la réoccupation des territoires belges ». M.G. HAUPT, *op. cit.*, p. 176.

(266) Le *SS-Obergruppenführer* Sepp Dietrich était le commandant du *VIe SS-Panzer-Armeegruppe*, qui devait jouer un rôle primordial lors de l'offensive des Ardennes.

(267) « Fais tes valises. Sepp (Dietrich) ne connaît rien à la politique ». JVDW. Dietrich conclut un accord avec Dregelle, le 1er janvier 1945 : « *In Einvernehmen mit den Oberbefehlshaber der Heeresgruppe B beauftrage ich Sie mit der Führung der zivilen, politischen und militärischen Ordnung unter Uebertragung der dazu notwendigen Vollmachten in den von den deutschen Truppen besetzten Gebieten. Zur Durchführung dieses Auftrages werden Ihnen als Volksführer die Belgischen Behörden unterstellt...* ». « En accord avec le commandant en chef du groupe d'Armée B, je vous charge, en vous transmettant les pouvoirs nécessaires, des affaires civiles, politiques et militaires dans les territoires occupés par les troupes allemandes. Pour l'exécution de cette mission, les autorités belges se trouveront sous vos ordres... » (A.G.D.G., Krug von Nidda). A cette époque, Van de Wiele était toutefois convaincu qu'il était devenu le personnage le plus important en Belgique. Voir note 286.

(268) PLR ; RVR ; RVH ; JF.

(269) PLR ; JF ; RVR.

(270) Télégramme de Diehl, concernant l'entretien avec Van de Wiele, 4 janvier 1945 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

wallon s'étaient fixés à Bonn (271). Un groupe de combat plus restreint, fort de 2300 hommes (272), partit de Cologne vers le barrage de l'Urft, où ces troupes furent mises en réserve (273). Le restant, soit mille hommes, resta à Wahn, où la *Landsleiding* préparait son entrée en Flandre. Il entra dans les intentions de dissoudre progressivement la compagnie de propagande lors de son entrée derrière les troupes allemandes, afin de prendre en main le plus rapidement possible la direction du pays (274). Cela devait se faire conformément à la décision qui avait été prise le 29 décembre lors d'une discussion avec le *Reichsminister* Lammers, où la *Reichskanzlei*, l'*Auswärtiges Amt*, le RFSS et un représentant de la Wehrmacht étaient présents. Cette fois, il n'y avait pas de plan élaboré pour l'occupation, comme cela avait été le cas en mai 40. Quoi qu'il en soit, la directive avait été donnée que le pays conquis ne pouvait être considéré comme pays occupé, mais qu'il fallait en passer la direction à Vandewile (*sic*), pour la partie flamande, et à Degrelle pour la partie wallonne. L'entretien fit toutefois également apparaître que de telles mesures ne devaient provisoirement pas encore être prises, puisque le territoire conquis jusqu'à ce moment était encore trop petit. De toute façon, un *Reichsbevollmächtigte* assumerait la coordination. Grohé fut désigné pour cette mission (275).

Peu de mesures pratiques furent prises au sein de la *Landsleiding* à cette époque. Lagrou fut chargé de relancer Radio-Bruxelles dès que la Belgique serait reconquise (276). Certaines opinions circulaient déjà quant à la façon de diriger la Flandre. Mais on ne pouvait pas encore élaborer de plans précis. De toute façon, il fallait faire appel à des personnes qui étaient restées dans le pays et dont on ne pouvait évidemment demander l'accord. On envisagea également une structure triple : le parti sous la direction du *Landsleider*, l'*Arbeitsfront*, sous la direction de Delvo et une administration pour laquelle la désignation de Elias paraissait indiquée, pour autant qu'il soit disposé à coopérer (277). Le chef du VNV était encore toujours un partenaire important dans le jeu politique en Allemagne. Son action contre les SS n'avait pas encore pu inciter les autorités supérieures à agir de façon plus énergique à son égard. Le RSHA voulait encore faire une tentative en vue de faire coopérer Elias avec Van de Wiele. Mais le chef du VNV refusa. Dès lors, on décida de mettre Elias en quarantaine à Hirschegg, dans les environs d'Oberstdorff, dans les Alpes bavaroises, où il eut notamment R. De Becker comme compagnon (278). Avant de prendre cette mesure, on fit une dernière tentative

(271) DE BECKER, *op. cit.*, p. 32 : « En janvier 1945, lorsque l'offensive von Runstedt (*sic*) éveilla des espoirs inconsidérés dans les milieux rexistes, une foule de politiciens de ce mouvement se réunirent à Bonn, prêts à rentrer en Belgique dans les fourgons de l'étranger. Ils y donnèrent le spectacle burlesque de gens se distribuant des postes de gouverneurs ou de bourgmestres, avant même de savoir quelle attitude prendraient les Allemands à leur égard ».

(272) Télégramme de Diehl, concernant l'entretien avec Van de Wiele, 4 janvier 1945.

(273) A. DE BRUYNE, *Oostfronters*, p. 89-90.

(274) RVR ; JVDW ; ED.

(275) OKW/KTB, IV, 2, p. 983.

(276) ED.

(277) ED ; JVDW. Également ED et HJE.

(278) HJE, E. DE V., *op. cit.* ; RAYMOND DE BECKER, *op. cit.*, p. 67.

en vue de le convaincre. Le 3 janvier 1945, Elias fut à nouveau convoqué au RSHA par le *SS-Obersturmbannführer* Von Loeb et par le *SS-Sturmbannführer* Süss. Des menaces furent proférées (279). Néanmoins, Elias put retourner à Lippstadt. Le 10 janvier, la Gestapo vint l'y chercher. Le 12, il arriva à Hirschegg. Même alors le RSHA le considérait encore comme un personnage important. On décida de « laisser la porte ouverte » (280). Puisqu'on voulait garder le chef du VNV pendant quelque temps à l'écart, on essaya d'influencer le commandant général de la *Zwarte brigade* Joris Vansteenland. Vansteenland fut également convoqué plusieurs fois au RSHA, pour l'inciter à adhérer à la *Landsleiding* (281). Il put toutefois toujours prétexter de son serment de fidélité au chef du VNV (282). Le VNV n'adhéra donc pas en tant qu'organisation à la *Landsleiding*. Van de Wiele réussit pourtant, plus tard, à y gagner le sénateur Lyssens (283).

Les opinions de Van de Wiele, durant la période passée à Wahn, ressortent clairement d'une note rédigée par Diehl, représentant de l'*Auswärtiges Amt*, après les entretiens avec Van de Wiele (284). Diehl séjourna pendant trois jours à Wahn, vers le 13 janvier. D'après Van de Wiele, la Belgique devait être scindée en constructions étatiques séparées. Le nom importe peu, que ce soit *Reichsmark* ou *Reichsgau*. Ce qui importe, c'est de mettre fin à la vie commune contre nature des Flamands et des Wallons au sein de l'Etat belge. La Belgique était une solution artificielle créée par les Anglais. La Flandre doit être annexée au Reich. Van de Wiele ne considère pas le Reich comme une entité administrative, mais comme le centre spirituel de l'Europe. Les chefs d'Etat de Flandre et de Wallonie seraient responsables devant le Führer. Les fonctionnaires et les soldats devraient prêter serment de fidélité au Führer du Reich. Dans l'optique de Van de Wiele, le Führer pourrait tout aussi bien, après la mort d'Hitler, être un non-Allemand (285). La collaboration avec le Reich se ferait au sommet de la direction de l'Etat. Les problèmes internes flamands ne regardaient que les Flamands. Il n'y aurait de contact direct avec le Reich qu'en matière technique. La scission de la Belgique ne s'effectuerait pas immédiatement. Durant une période encore indéterminée, l'« espace » belge serait maintenu. Un comité mixte, composé de spécialistes flamands et wallons et présidé par un Allemand, serait compétent pour les problèmes techniques, tels les chemins de fer, les finances, les postes et la politique énergétique. Ce comité ne pourrait toutefois donner de directives poli-

(279) HJE.

(280) Note de Krug von Nidda, 19 janvier 1945 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(281) JVS.

(282) JVS. Egalement note de Krug von Nidda, 6 janvier 1945 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(283) Note de Krug von Nidda, concernant l'entretien avec Van de Wiele, 25 janvier 1945 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(284) Télégramme de Diehl, concernant l'entretien avec Van de Wiele, 13 janvier 1945 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(285) AS nous a fait savoir que Van de Wiele avait raconté à la *Landsleiding* qu'il fit une telle proposition lors d'une réunion à Berlin.

tiques (286). Bruxelles serait dirigé par un bourgmestre flamand, qui, par une politique culturelle efficace, devrait y contrer les influences françaises. Bruxelles ne pouvait plus rester un centre politique. Toutes les administrations devaient être transférées, soit vers Anvers, pour la Flandre, soit vers Liège ou Tournai, pour la Wallonie. Et Van de Wiele d'ajouter qu'il demanderait à toutes les personnes disponibles en Flandre, même à celles qui n'appartenaient pas aux groupes « activistes », de collaborer. Delvo était également de cet avis. Il fallait faire appel à toutes les personnes capables, même s'il s'agissait d'attentistes, même si elles avaient été des sympathisants de la résistance (287). Cela est en contradiction totale avec les idées exprimées dans ces mêmes « milieux activistes ». *Balming, Strijdblad voor het nationaalsocialistisch Vlaanderen*, insistait sur le fait que

« notre révolution était désespérément compromise tant par ce damné et scandaleux « ordre nouveau » que par l'attitude de certains dirigeants qui croyaient devoir considérer le peuple comme les piliers de la doctrine du Führer mais qui, en réalité, n'étaient que des marionnettes ou des instruments de la réaction des Belges qui haïssaient l'Allemagne » (288).

Piet Van Rossem qui écrivait dans *De Waag*, hebdomadaire nationalsocialiste néerlandais, était tout aussi opposé au VNV. Dans une série d'articles intitulés « Flandria quo vadis ? », il insista sur le rôle néfaste que, d'après les activistes, le VNV avait joué. La conclusion était la suivante :

« Lorsque la Flandre sera à nouveau libérée, ces éléments ne pourront revenir. A ce moment-là, il n'y aura plus de parti qui aura pratiquement toutes les fonctions en main et qui sera profondément anti-allemand. Il n'y aura plus de chefs d'arrondissement, qui, lorsqu'ils entendent parler de la conception du Reich, s'en vont atterrés en disant : « C'est pangermanique, nous n'y participons pas » » (289).

Ces opinions ne concordaient pas avec les intentions de la *Landsleiding*. Se préparait-il déjà une nouvelle lutte pour le pouvoir dans les rangs du dernier carré des collaborateurs ? (290).

Comme dernier point de l'exposé de Van de Wiele, Diehl nota la création d'un *Flämische Volksrat* qui aurait comme mission d'assurer une relation étroite entre les dirigeants et le peuple et qui devait d'autre part veiller à ce qu'il n'y ait pas d'excès politiques. Ce *Volksrat* aurait été l'extension du conseil consultatif de la *Landsleiding* (291). Van de Wiele avait également déjà préparé

(286) « Au quartier général d'Himmler, on décida à cette époque (lors de l'offensive des Ardennes) qu'en vue de la réoccupation de la Belgique, je deviendrais *Landsleider* d'un gouvernement belge. Degrelle faisait partie de ce gouvernement et s'appelait « Le Chef du peuple wallon ». Nous étions tombés d'accord pour maintenir les ministères administratifs belges et pour les répartir entre Flamands et Wallons ». Déclaration de Van de Wiele devant le tribunal militaire d'Anvers, lors de son procès, d'après le compte rendu paru dans le *Standaard* du 14 novembre 1947.

(287) ED.

(288) *Rijk en Socialisme*, dans *Balming*, 9 décembre 1944.

(289) *De Waag*, 15 décembre 1944.

(290) JVDW ne l'estimait pas exclu.

(291) Voir note 120.

en détail la répartition du personnel administratif et la structure interne du nouvel Etat. Un rôle primordial était réservé dans cet Etat au parti qui devait devenir l'instrument moral de l'Etat. Ce parti ne comprendrait que peu de membres afin de garder l'idéal intact (292).

LA FIN

L'échec de l'offensive des Ardennes mit un terme aux plans de retour en Flandre. Hitler donna l'ordre à von Ribbentrop de traiter dorénavant toutes les affaires flamandes et wallonnes de façon dilatoire (293). C'est en effet le 13 janvier que débuta la retraite des troupes allemandes (294). Le 25 janvier Krug von Nidda eut un entretien avec Van de Wiele qui était revenu « *aus dem Belgischen Raum* ». Krug von Nidda expliqua à Van de Wiele qu'il ne fallait plus dresser des plans pour les temps à venir. L'essentiel était de combattre et dès lors il importait surtout de renforcer la division *Lange-marck* (295). Dans la situation présente, les problèmes flamands-wallons ne se posaient plus de façon si aiguë. Van de Wiele profita de l'entretien pour essayer d'obtenir un émetteur radio plus puissant. Il motiva cette requête en soulignant que pour la formation des mouvements de résistance en Belgique et pour inciter aux troubles contre le gouvernement Pierlot, il était souhaitable de pouvoir disposer d'un émetteur propre par lequel des personnalités flamandes, tels Borms, Verschaeve et lui-même, pourraient faire leur propagande.

Jusqu'ici, la formation d'organisations de résistance en Belgique au départ de l'Allemagne n'a été qu'évoquée dans ces pages (296). Le 16 septembre 1944 pourtant, Kaltenbrunner avait été chargé par Himmler de l'organisation des mouvements de résistance dans les territoires évacués par les Allemands. Toutefois, l'organisation progressa très lentement. On avait évidemment engagé des volontaires pour ce qui recevrait le nom de *Jagdverband* (297), mais le 5 décembre 1944 Krug von Nidda souligna qu'il incombait à l'*Auswärtiges Amt* de convaincre Van de Wiele de créer une « Légion de libération flamande ». A cette époque on forma des « activistes » pour le sabotage et pour les services de renseignement (298). Le fameux Skorzeny fut plus particulièrement chargé de la formation et de la mise en œuvre de ces résistants.

(292) JVDW. A comparer avec *Eine kleine Truppe zuverlässiger Fanatiker sei mehr wert als eine grosse Partei* (Une petite troupe de fanatiques convaincus, vaut plus qu'un grand parti), ce que Von Ribbentrop conseilla à Degrelle, lors de leur entretien du 8 décembre 1944. Cfr. le rapport rédigé par Schmidt, le 10 décembre 1944 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(293) A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 102.

(294) KTB/OKW, IV, 2, p. 1342.

(295) Note de Krug von Nidda, 25 janvier 1945 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(296) Voir p. 256, note 237.

(297) Interview de W. Roland.

(298) Note de Krug von Nidda, 5 janvier 1944.

Il raconta que des Français, des Belges, des Hollandais et des Norvégiens se présentaient pour créer des organisations de résistance dans leurs pays respectifs. Skorzeny trouvait cela assez insensé. Un mouvement de résistance sans la collaboration d'une grande partie de la population était en effet un enfant mort-né (299).

Le 12 décembre 1944, au cours d'un entretien entre Krug von Nidda et Grohé, on souligna une fois de plus l'importance d'activer les troubles existant en Belgique et de construire un mouvement de résistance, qui pourrait mettre le gouvernement Pierlot et les alliés en difficulté. Au cours de la discussion, il apparut toutefois que certains *Frontgänger* avaient été arrêtés et exécutés, de telle sorte qu'il fallait en former d'autres (300). Durant cette période, des saboteurs flamands furent envoyés en Belgique (301). Nous ne savons toutefois pas si leur action fut effective. Le fait que l'on insistait sans cesse sur la nécessité de soutenir et de promouvoir de telles actions, ne témoigne certes pas d'un grand succès. Le 6 janvier 1945, l'*Auswärtiges Amt* discuta encore de l'organisation de la résistance en Belgique avec le RSHA, l'*Amt III* et l'*Amt IV*. Cette action devait être accélérée. Skorzeny continua à former les volontaires susceptibles d'entreprendre une telle action (302).

Après leur retour de Wahn les membres de la *Landsleiding* furent à nouveau dispersés. La dernière grande réunion se tint à Aussig, au cours du mois de février, quelques jours avant les bombardements de Dresde (303). Le moral y était très bas. La plupart des personnes présentes avaient le pressentiment que ce serait la dernière réunion, si la situation continuait à évoluer dans le même sens (304). Verschaeve nota dans son journal :

« Tout espoir de revoir la Flandre, espoir redevenu vivace lors de l'offensive des Ardennes à la Noël, s'éteignit tel un feu de paille et la Flandre fut perdue de vue, ou repoussée au loin sur un fond de ténèbres par le déferlement des Huns modernes » (305).

La *Landsleiding* n'avait plus la possibilité de travailler. Les membres étaient dispersés partout. Les bombardements incessants rendaient tout contact impossible. Le *Landsleiter* resta auprès de l'état-major de la division et partira également plus tard pour le front de l'Est (306).

(299) OTTO SKORZENY, *Geheim Kommando Skorzeny*, Hansa Verlag Josef Toth, 1950, p. 267.

(300) Rapport de Krug von Nidda, concernant son entretien avec Grohé le 12 décembre 1944, daté du 14 décembre 1944 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(301) RVR.

(302) Note de Krug von Nidda, 6 janvier 1945 (A.G.D.G., Krug von Nidda). L'*Amt III* du RSHA était chargé de la *SD-mässige Ueberwachung des Volkstums in Belgien*, le contrôle du SD sur le travail concernant la *Volkstumspolitik* en Belgique. L'*Amt VI* était le service de renseignements pour l'étranger.

(303) Dresden fut bombardé les 13 et 14 février 1945. Voir SIR CHARLES WEBSTER-NOBLE FRANKLAND, *The Strategic air Offensive against Germany 1939-1945, Vol. IV: Annexes and appendices*, London, Her Majesty's Stationery Office, 1961, p. 485.

(304) J.R. HERMANS, *op. cit.*, p. 9.

(305) C. VERSCHAEVE, VIII, p. 693.

(306) *Vlaanderen Vrij*, 20 avril 1945, article *De Führer verjaart* par Johan Sacré : « Pour cette ultime chance, la *Vlaamsche SS-Divisie Langemarck* se trouve avec le *Landsleiter* au front de l'Est ».

La seule chose qui importait encore était de combattre. Le *SS-Polizei-bataillon*, créé par R. Lagrou, qui à l'origine devait devenir une véritable formation de police et pour laquelle on fit appel à des personnes ayant servi dans les rangs de la gendarmerie ou de la police, fut incorporé à la division (307). Même durant le dernier mois, les 11, 12 et 14 avril, *Vlaanderen Vrij* lança encore des appels aux « fonctionnaires flamands de l'ancienne gendarmerie et de l'ancienne police ». Ils devaient rejoindre la *SS-Polizei-Brigade Vlaanderen*. En théorie le bataillon était donc encore agrandi pour former une brigade. Le régiment de la jeunesse dont il avait été question lors de la création de la *Vlaamse SS-Divisie*, devint finalement un bataillon. Le 6 mars Axmann, *Jugendführer der NSDAP*, envoya un télégramme à Himmler. Il demanda l'autorisation d'intituler le bataillon *SS-Freiwilligen-bataillon Hitlerjugend-Flandern*. Le bataillon comprenait quatre compagnies. Tous les chefs de compagnie et de peloton étaient des Flamands, la plupart d'anciens dirigeants de mouvements de jeunesse. Tous étaient des volontaires (308). Axmann ajoutait encore qu'ils avaient tous abouti dans le bataillon en passant par les camps d'entraînement militaire et sportif (309). Au fond Van de Wiele voulait que ce bataillon soit essentiellement un moyen de formation pour ces jeunes qui deviendraient plus tard des officiers de la *Waffen-SS* (310). Cela correspondait à la réponse donnée par Himmler. Le RFSS fit savoir à Axmann que le nom proposé ne pouvait être accordé que par le Führer. Il espérait toutefois que la formation serait excellente, puisqu'il s'agissait des futurs officiers et sous-officiers de *Langemarck* (311). On ne voulait pas que ces jeunes soldats combattent au premier rang mais ce vœu dut céder le pas aux réalités. Lorsque les Russes forcèrent vers le 20 avril les rangs du groupe de combat *Langemarck* — on ne parlait déjà plus de division — le bataillon de la jeunesse fut attaqué dans le dos. Vers le 25 avril il fut anéanti dans les environs de Prenzlau. Les mémoralistes racontent qu'il lutta courageusement (312). La division ne put jamais agir comme un ensemble. Dès que les unités avaient fait suffisamment l'exercice, elles étaient envoyées au front. Le 11 février, des unités de la division combattirent lors de la dernière offensive entreprise par les troupes allemandes en Poméranie pour briser l'attaque russe. A partir de

(307) Note du *SS-Untersturmführer* Dotzauer, au sujet d'une discussion avec Van de Wiele, le 17 mars 1945 : « *Der Landesleiter teilt mit, dass nach einer Entscheidung des Führungshauptamtes das Polizei-Bataillon in die Division übernommen wird. Besoldung der ehemaligen Polizeifreiwilligen durch das Reichssicherheitshauptamt fällt damit weg* ». (Le *Landsleider* communiqua qu'après une décision du *SS-Führungshauptamt* (commandement militaire de la *Waffen-SS*), le bataillon de Police a été repris dans la division. Le paiement de la solde des anciens volontaires de la police par le RSHA ne sera donc plus effectué) (*A.G.D.G.*, VI.L.L.).

(308) JVDW insista encore sur le fait que ces jeunes gens voulaient aller le plus rapidement possible au front.

(309) *GRMA*, T. 175, R. 66, fr. 2581974.

(310) JVDW.

(311) *GRMA*, T. 175, R. 66, fr. 2581972.

(312) W. TIEKE, *op. cit.*, p. 220 : *Zur K.G.R. stösste noch das Jugend-Btl. 27, das sich unter Hstuf. Stange tapfer schlägt. Aber am 25 April wird Prenzlau von den Sowjets genommen*. Egalement JVDW. Egalement F. STEINER, *Die Freiwilligen, Idee und Opfergang*, Göttingen, Plesse-Verlag, 1963, p. 335.

ce moment-là, il n'y eut plus que des batailles d'arrière-garde, des têtes de pont qui devaient être défendues jusqu'à la mort. Au début d'avril, les dernières réserves de Soltau furent transférées vers le front de l'Oder. Alors commença la retraite, ce fut la fin et l'emprisonnement (313).

QUELQUES CONCLUSIONS

Nous avons essayé d'esquisser la phase finale de la collaboration des milieux flamands, les dernières activités de ceux qui croyaient pouvoir obtenir une amélioration de la situation de la Flandre, avec les Allemands, avec le national-socialisme et surtout avec le *Führer*, en qui ils avaient une confiance aveugle.

Dans cette phase finale un groupe politique s'est constitué en Allemagne, qui a pris en fin de compte la forme d'un gouvernement d'émigrés. Des plans furent forgés en vue de gouverner et de transformer la Flandre après le retour, considéré comme certain. Les personnes qui se rencontrèrent au sein de la *Landsleiding* étaient convaincues que plus rien ne pouvait être fait en faveur de la Flandre en dehors d'une victoire allemande.

Des sources consultées il ressort que la *Landsleiding* voulait une Flandre s'appuyant sur l'Allemagne, mais qui ne perdrait toutefois pas son identité propre. Beaucoup, au sein de la *Landsleiding*, croyaient à l'idée de l'empire germanique et pensaient trouver dans cette unité la force et le soutien nécessaire à la réalisation de « leur » Flandre. L'abbé Verschaeve en était le plus fervent partisan. Pour d'autres, dans la Flandre devenue indépendante, le « socialisme » pourrait être réalisé. Dans quelle mesure, le Flamand « moyen » présent en Allemagne à cette époque, était-il conscient de l'existence même et des projets de la *Landsleiding* ? dans quelle mesure cette dernière le représentait-elle ? ces questions restent ouvertes. Une étude plus approfondie de la vie quotidienne des émigrés et de leurs idées et perspectives s'impose.

Tout gouvernement d'émigrés forge évidemment de beaux plans. L'euphorie née de la conviction d'emporter finalement la victoire, et le manque de contact avec la situation politique réelle suscitent souvent des projets parfaitement agencés et pleins de bonnes intentions. Dès lors il est intéressant pour l'historien de pouvoir étudier les deux volets de l'affaire, à savoir les plans et leur application. Mais nous n'avons pu le faire ici. En termes musicaux, nous pourrions dire qu'il s'agit d'une symphonie inachevée, à laquelle il est mis fin dès l'ouverture. L'espoir de retourner en Flandre était vif jusqu'à l'offensive des Ardennes. Mais après ce point culminant il faiblit rapidement pour disparaître totalement même avant la fin complète de la guerre en Europe.

(313) W. ROLAND, *op. cit.*, p. 170 et p. 189.

INDEX DES TERMES ALLEMANDS

- Abschnitt* : Secteur, section.
Ahnenerbe : Héritage des ancêtres.
Aussenstelle : service détaché.
Betreuung : Soins et protection.
 (DAF) *Deutsche Arbeitsfront* : Front du travail allemand.
Gau : division territoriale du parti national-socialiste, ± province.
Höherer SS- und Polizeiführer : Représentant direct du Reichsführer-SS dans chaque circonscription militaire ou dans chaque territoire occupé. Le HSSPF était chef de la police allemande, contrôlait la police du pays et était aussi la seule autorité compétente pour la politique ethnique (*Volkstumspolitik*).
Kreiskommandantur : commandement militaire territorial pour un arrondissement.
NSB (Nationaal Socialistische Beweging) : mouvement fasciste néerlandais, dirigé par A. Mussert.
NSKK (Nationalsozialistisches Kraftfahrerkorps) : Corps de transport national-socialiste.
NSV (Nazionalsozialistische Volkswohlfahrt) : Service national-socialiste pour le bien-être du peuple.
Rasse- und Siedlungsamt : dépendance du *Rasse- und Siedlungshauptamt*, direction SS de la race et du peuplement.
RFSS : Reichsführer SS, Himmler.
RSHA (Reichssicherheitshauptamt) : Administration centrale de la sûreté. Elle coiffe le SD et l'ensemble des polices du Reich.
Sammellager : Centre d'accueil, camp de rassemblement.
SD (Sicherheitsdienst) : services de sûreté du Reichsführer-SS.
Sipo (Sicherheitspolizei) : police de sécurité.
SS-Ersatzkommando : Bureau de recrutement et de remplacement SS.
SS-Führungshauptamt : Office central de direction SS, principalement pour des questions militaires. Sert en quelque sorte d'état-major de la *Waffen-SS*.
SS-Hauptamt : Direction générale des SS, dirigé par G. Berger.
Standaardleider : traduction néerlandaise de *Standartenführer*, colonel, commandant un régiment SS (*SS-Standarte*).
VNV : Vlaams Nationaal Verbond.
Volksgrenadierdivision : division d'infanterie formée à partir de juillet 1944, conçue dans une optique plus politique par le RFSS.
Volkgruppenführer : Chef d'un groupe ethnique.
Zivilverwaltung : administration civile.

INDEX DES TERMES RELEVÉS...
L'index des termes relevés est placé en tête de chaque page...
L'index des termes relevés est placé en tête de chaque page...

QUELQUES CONSTATS...
Ces constatations sont basées sur les données recueillies...
Ces constatations sont basées sur les données recueillies...

CONCLUSION...
En conclusion, il est à noter que...
En conclusion, il est à noter que...

REMERCIEMENTS...
Je tiens tout d'abord à remercier...
Je tiens tout d'abord à remercier...

BIBLIOTHÈQUE...
Les ouvrages cités dans ce rapport sont...
Les ouvrages cités dans ce rapport sont...

ANNEXES...
Les annexes sont constituées de...
Les annexes sont constituées de...

TABLEAU...
Le tableau ci-dessous résume les...
Le tableau ci-dessous résume les...

F. Selleslagh

LA K.A.J. CLANDESTINE EN ALLEMAGNE (1942-1944)

« J'aimerais me trouver parmi vous, afin de pouvoir vivre notre vie et partager votre sort. En Allemagne, la KAJ et la VKAJ sont en train d'écrire les plus belles pages de l'histoire de notre mouvement. »

Cardinal Cardijn - 1943

En exécution du testament de feu le Cardinal Cardijn, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, tant la branche flamande que la branche wallonne (KAJ - JOC), a commencé à écrire son histoire. Ce travail est effectué en collaboration avec deux universités belges, la *Katolieke Universiteit te Leuven* et l'*Université Catholique de Louvain* (1). En ce qui concerne l'histoire de la KAJ flamande au cours de la deuxième guerre mondiale, on a fait appel aux services du Centre de Recherches et d'Études historiques de la Seconde Guerre Mondiale qui assure pour sa part la prospection des sources et l'étude scientifique de cette période. La première phase comporte l'étude de l'action de la KAJ flamande parmi les travailleurs belges déportés en Allemagne. Actuellement, il est encore impossible de tracer une image complète de ce qu'a été cette *Ausland-KAJ* flamande. Il manque encore un certain nombre de données qui sont rassemblées à l'heure actuelle. Cela ne peut nous empêcher de tenter de reconstituer en grandes lignes à l'aide du matériel existant l'action de la KAJ flamande au sein du 3ème Reich. Néanmoins, nous espérons grâce à cette contribution pouvoir provoquer dans les milieux concernés des réactions qui finalement devront permettre une étude exhaustive de la KAJ clandestine en Allemagne.

* Traduit du néerlandais par L. Michiels.

La Jeunesse Ouvrière Chrétienne qui démarra officiellement en 1925, se composait de 4 branches : la KAJ, la VKAJ (Vrouwelijke Kristelijke Arbeidersjeugd), la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) et la JOCF (Jeunesse Ouvrière Chrétienne féminine). Au début de la deuxième guerre mondiale, les 4 branches comptaient ensemble environ 90.000 membres, répartis en 68 fédérations régionales et 1778 sections. La KAJ était une « organisation de masse » qui tendait à la « christianisation de la masse des jeunes travailleurs et travailleuses, de leur vie réelle et quotidienne et des milieux naturels dans lesquels ils vivaient ». Le fondement de l'action de la KAJ était la charité chrétienne (2).

Malgré l'opposition de l'administration militaire, la KAJ réussit à poursuivre infatigablement son action pendant l'occupation. L'introduction du travail obligatoire des travailleurs belges en Allemagne marqua toutefois un tournant décisif dans cette action qui recevait dès lors une dimension nouvelle. Le 6 octobre 1942, l'occupant promulgua un décret stipulant que tous les hommes de 18 à 50 ans et toutes les femmes célibataires de 21 à 35 ans pouvaient être obligés à travailler en Allemagne (3). Aussitôt, la KAJ passa la consigne à tous ses membres : « ne pas signer, ne pas partir » (4). A certains endroits des actions spontanées virent le jour : les aumôniers et les dirigeants se rendaient chez les personnes réquisitionnées et leurs familles avant le départ en Allemagne, les encourageaient et leur procuraient un soutien matériel et religieux.

Ces initiatives improvisées se sont poursuivies jusqu'à ce que le Bureau des 4 branches KAJ prenne l'affaire en main le 10 novembre 1942. Cardijn, relâché par l'occupant le 21 septembre (5) en même temps que son adjoint le prêtre Magnus, le président de la KAJ, Jef Deschuyffeleer et Victor Michel, président de la JOC, soulignait au cours de cette réunion la nécessité d'une

-
- (1) Deux ouvrages intéressants ont paru ces dernières années sur la naissance et le développement de la KAJ et de la JOC : A. DENDOOVEN, *Ontstaan, structuur en werking van de Vlaamse KAJ. Een sociografisch overzicht*, Brussel - Antwerpen - Leuven, Standaard Uitgeverij, 1967 et M.A. WALCKIERS, *Sources inédites relatives aux débuts de la JOC, 1919-1925*, Louvain, Paris, Nauwelaerts, 1970 (Centre inter-universitaire d'histoire contemporaine, Cahiers, n° 61). — Sur le rôle et les pensées de Cardijn voir M. FIÉVEZ & J. MEERT, *Cardijn*, Bruxelles, Ed. Vie Ouvrière, 1969 et J. VERHOEVEN, *Joseph Cardijn, prophète de notre temps*, Bruxelles, Ed. Labor, 1971.
 - (2) *De Kajottersbeweging tijdens de bezetting 1940-1944. Verslag over de werking van de KAJ en de VKAJ*, Brussel, Kajottersuitgaven, s.d., pp. 7-8.
 - (3) *Verordnungsblatt des Militärbefehlshabers in Belgien und Nordfrankreich für die besetzten Gebiete Belgiens und Nordfrankreich*, 87. Ausgabe, 7 oktober 1942. — Grâce entre autres aux démarches de Mlle Baers, le travail obligatoire pour les femmes en Allemagne fut supprimé le 22 mars 1943. H. HAAG, *Rien ne vaut l'honneur. L'Eglise belge de 1940 à 1945*, Bruxelles, Ed. Universitaires, 1946, p. 113.
 - (4) *De Kajottersbeweging...*, p. 44.
 - (5) Sur l'emprisonnement et la libération de ces personnes, voir M. FIÉVEZ & J. MEERT, *op. cit.*, pp. 144 à 150 et *Jef Deschuyffeleer (1913-1959)*, Bruxelles, S.V. Arbeiderspers, 1960, pp. 111-112.

action structurée et efficace en faveur des jeunes travailleurs réquisitionnés (6). Ce même jour, le Bureau rédigeait des directives détaillées qui furent envoyées à tous les dirigeants de la KAJ (7). Le principe en était que toutes les sections locales devaient être aménagées le plus rapidement possible en « Centres de Service » où tous les jeunes travailleurs réquisitionnés pourraient venir exposer leurs problèmes et leurs besoins.

Au cours des réunions des 21 et 28 novembre 1942, Mgr. Cardijn demanda que les Secrétariats Nationaux des 4 branches rassemblent le plus de données possible concernant le nombre de déportés, l'ambiance du départ, les incidents éventuels lors de l'engagement, etc. Ces données seraient rassemblées dans un rapport qui serait soumis aux évêques belges. Mgr. Cardijn attachait beaucoup d'importance à « l'information directe » de l'épiscopat et il renvoyait à ce sujet à l'initiative des Jocistes liégeois qui s'étaient adressés à leur évêque afin de lui faire rapport sur ce qu'ils avaient déjà fait en faveur des travailleurs qui partaient.

Dans cette optique — la sensibilisation du clergé — l'aumônier KAJ encourageait également ses collaborateurs à informer les doyens et les curés des initiatives locales des Kajotters et des Jocistes. Mgr. Cardijn voulait probablement amener les évêques belges à reconnaître et à soutenir officiellement l'initiative de la KAJ et à envisager l'extension éventuelle des actions d'aide à d'autres groupes de l'Action Catholique.

La pression de Mgr. Cardijn porta très rapidement ses fruits. Le 2 décembre 1942, les évêques publièrent une Lettre Pastorale qui fut lue le 13 décembre dans toutes les églises de Belgique. (8). Les évêques estimaient le moment venu d'organiser une aide élargie aux personnes réquisitionnées, étant donné que leurs protestations contre la déportation des travailleurs par l'occupant avaient été rejetées sans plus. Le noyau de cette grande action de soutien serait la paroisse où les fidèles devraient s'occuper de « façon pratique » des problèmes des travailleurs réquisitionnés. Dès qu'ils connaissaient les noms des travailleurs infortunés, les prêtres ou « quelques personnes dévouées » de la paroisse devaient rendre visite aux membres de la famille, prendre connaissance des besoins existants et mettre tout en œuvre pour préparer le départ en Allemagne tant sur le plan matériel que moral. L'accent était évidemment

(6) *Procès-verbaux des réunions du Bureau de la V.K.A.J.O.C.F. 1941-1944*, Centre de Recherches et d'Etudes Historiques de la Seconde Guerre Mondiale, FK, n° 5. — Grâce à la bonne volonté du secrétariat national de la KAJ et de Mlle M. Fiévez qui gère les archives Cardijn, le Centre de Recherches et d'Etudes Historiques de la Seconde Guerre Mondiale a pu photocopier la partie des archives de la KAJ qui concerne le travail obligatoire. Ces archives ont été classées au Centre... sous la référence FK 1 avec numérotation individuelle des documents.

(7) FK 1, n° 552. Il s'agit d'une épreuve qui, selon les données en marge, devait être tirée à 280 exemplaires.

(8) *Le Cardinal Van Roey et l'occupation allemande en Belgique. Actes et documents publiés par le chanoine Lecléf*, Bruxelles, Goemaere, 1945, pp. 141 à 144.

mis sur la préparation religieuse du voyage. Tout travailleur devait être encouragé à se confesser et à assister à la messe la veille de son départ, tandis qu'on insisterait pour qu'il garde inébranlable et vive intensément la foi catholique dans la « lointaine Allemagne » en dépit de toutes les difficultés et de tous les dangers.

Suite à cette lettre épiscopale, les différents groupements catholiques se consultèrent sur la possibilité de créer un front unitaire pour l'aide. Le 19 décembre, les représentants des organisations ouvrières adressèrent une lettre commune au Cardinal Van Roey dans laquelle ils proposèrent au primat de Belgique de fusionner les initiatives existantes en une seule « Aide religieuse et morale aux travailleurs à l'étranger » (9). Le Cardinal Van Roey accepta et donna son accord pour la création fin décembre 1942 de « *Hulp aan de arbeiders in de vreemde* » - « L'aide aux travailleurs à l'étranger » (HAV - ATE) où siégeaient également, outre des délégués des organisations précitées, des représentants des employeurs catholiques, des scouts, des organisations estudiantines, de Caritas Catholica, etc. La présidence était assumée par le chanoine Belpaire. C'est ainsi que naquit un large « front » qui assisterait en paroles et en actes les travailleurs belges en Allemagne (10). Dès lors, la KAJ pourrait s'occuper entièrement de la situation des Kajotters déportés en Allemagne.

Au cours de la réunion du Bureau du 18 février 1943, on mentionna pour la première fois l'immoralité croissante des jeunes travailleurs dans le 3ème Reich. Cette immoralité devait être endiguée le plus rapidement possible afin d'éviter que la jeune classe ouvrière ne s'écarte définitivement de la doctrine chrétienne. Le seul remède était le travail d'apostolat auprès des travailleurs belges en Allemagne, où qu'ils soient, dans les camps, chez des civils ou dans des camps de discipline (11).

De novembre 1942 à février 1943, les instances de la KAJ recevaient des centaines de lettres d'Allemagne dans lesquelles les Kajotters décrivaient, en des termes souvent peu élogieux les mauvaises conditions matérielles et la situation morale déplorable qu'ils subissaient. Un nombre très restreint de lettres parlaient de timides tentatives entreprises dans certaines villes allemandes en vue de grouper les Kajotters et de stimuler le travail d'apostolat. « Kajotters, nous vivons dans un véritable enfer », ainsi parlait un dirigeant KAJ anderlechtois, « beaucoup de jeunes qui arrivent ici, repartiront morale-

(9) FK 1, n° 660. Les signataires étaient : pour la VKAJ, M. A. Sibenaler, pour la KAJ, Robert Hertogen, pour la KAV, Mille Baers et pour la KWB, Barbé.

(10) Les activités de la H.A.V. - A.T.E. ne sont pas traitées ici. On en trouve un aperçu complet dans H. HAAG, *op. cit.*, pp. 108 à 123.

(11) *Procès-verbaux des réunions...*, FK 1, n° 5.

ment minés, s'ils ne sont pas soutenus » (12). « Nous sommes à 36 dans une chambre. Elle ressemble plus à une porcherie qu'à une chambre d'hommes. Les jurons fusent du matin au soir. L'église et les prêtres sont souvent traînés dans la boue. La façon dont ils parlent des femmes et même de leur femme est indescriptible. Il n'est dès lors pas étonnant que certaines femmes ont quitté leur mari ici en Allemagne et sont parties avec un autre homme ; l'inverse se produit également ». Tels sont les termes employés par A. Van Meersche au sujet de son séjour dans un *Gemeinschaftslager* (camp libre) à Magdeburg (13).

D'autres Kajotters étaient résolument pessimistes et soulignaient le rapport étroit entre la dépravation des mœurs et le ravitaillement insuffisant. « Vous parlez de courage et de confiance », disait un jeune travailleur de Dortmund à son aumônier, « n'en dites rien à mes parents, mais j'avoue sincèrement être tout à fait découragé. Vous me direz que je ne manque de rien, qu'il faut garder courage, etc. Si vous étiez à ma place vous parleriez différemment. Nous n'avons rien à manger. Quelle vie menons-nous ici. Tous les hommes, mariés ou célibataires, courent les femmes simplement pour avoir à manger. Si vous en prenez deux ou trois vous aurez à manger. Et à l'usine, il se passe des choses qui me font rougir bien que je ne sois plus un gamin » (14).

A certains endroits quelques Kajotters essayèrent de s'opposer à l'immoralité grandissante en se groupant et en témoignant partout et en toutes circonstances de leur foi. D'innombrables lettres datant de la période de novembre 1942 à février 1943 témoignent de la grande confiance avec laquelle des dizaines de membres KAJ jetaient les bases de ce qui deviendrait quelques mois plus tard une puissante organisation. La plupart des Kajotters se reconnaissaient à leur insigne ou à leur bague ; ils se voyaient régulièrement et formaient ainsi un noyau d'où l'action pouvait émaner (14 bis). Avec beaucoup

(12) Lettre de M. de Rüdersdorf à ses amis en Belgique, le 2 décembre 1942. FK 1, n° 114. — La plupart des lettres qui se trouvent dans les archives KAJ sont des copies qui étaient largement diffusées pendant la guerre. La KAJ veillait à ce que le gouvernement de Londres reçoive régulièrement des copies des lettres des Kajotters. Il est évident que ces copies ne mentionnaient pas le nom de l'expéditeur ni celui du destinataire, seules les initiales étaient parfois indiquées. Dans la mesure du possible nous avons essayé de trouver l'identité de ces personnes et nous l'avons indiquée dans les notes. Lorsque ce n'était pas possible, nous n'avons donné que la date et la référence du document. — On trouve également des témoignages (anonymes) et des lettres très intéressants dans les brochures *Kajottersweerstand in Deutschland, 1943-1945*, Kajottersuitgaven, Bruxelles, s.d. et *Tonja. Verhalen en novellen van weggevoerde jonge arbeiders*, Kajottersuitgaven, Bruxelles, 1945.

(13) Lettre de Albert Van Meersche à Robert [Hertogen], 25 décembre 1942. FK 1, n° 202.

(14) Lettre du 22 novembre 1942. FK 1, n° 84.

(14 bis) Plus tard en 1944, l'insigne resta également pour les Kajotters le moyen de reconnaissance par excellence. Ceci ressort entre autre de la lettre de Clément Vermost du 3 janvier 1944 au dirigeant KAJ de Halle/Saale, Sylveer Pattijn : « Je vous attends à 10 h dans l'église au confessionnal du vicaire Fritz (dernier confessionnal à droite). Je serai habillé en noir et je porterai l'insigne KAJ, ainsi vous me reconnaîtrez certainement ». — Enquête KAJ, 1971 - dossier Sylveer Pattijn.

d'idéalisme mais infiniment peu de moyens, ils s'efforcèrent de « convertir » d'autres compagnons de travail. Cet idéalisme, souvent teinté de triomphalisme, se retrouvait dans les lettres. Un Kajotter qui dans sa chambre intervenait lors d'une discussion sur Dieu et qui voulait couper court aux arguments de certains sceptiques, s'écria le sourire aux lèvres : « Je ne renierai jamais. Je servirai Dieu jusqu'à la mort, c'est ma raison de vivre, c'est pourquoi je travaille ici en Allemagne, c'est pourquoi je mourrai » (15).

D'autres étaient plus pratiques. Ils essayaient d'entraîner leurs compagnons de fortune à la messe du dimanche. « Sur les 1500 personnes que compte ce camp, il n'y en a plus 50 qui vont à l'église... toutefois nous commençons. Nous allons entamer notre première action pour la messe du dimanche avec quelques Kajotters, trois Jocistes et quelques volontaires » (16). Un grand nombre de Kajotters, surtout ceux qui combattaient seul dans une chambre, agissaient d'une façon plus passive. Ils décoraient leurs armoires d'images religieuses et récitaient, agenouillés devant leur lit, la prière du matin et du soir « afin d'être, en dépit des sourires et des sarcasmes, l'exemple même d'un jeune chrétien bien éduqué » (17). Dans les régions protestantes, la récitation des prières dans les chambres était le seul moyen d'expression des sentiments religieux. En général, le temple protestant n'était pas admis comme lieu de rassemblement et de prière pour les Kajotters. A Altenburg, 10 membres KAJ quittèrent ostensiblement le temple local, parce que le pasteur avait attiré leur attention sur le fait que la Bible et non le chapelet était le seul moyen de prière (18).

Ce n'est qu'à quelques rares endroits en Allemagne qu'il existait une organisation KAJ au sens propre du terme. Dans la grande ville industrielle de Magdeburg, en décembre 1942, A. Van Meersche avait déjà réussi à constituer un groupe important, grâce aux adresses d'autres Kajotters de Magdeburg qui lui avaient été transmises de Belgique. Afin d'exprimer leur solidarité inébranlable et leur détermination dans les actions futures, les 17 Kajotters et Kajotsters de Magdeburg écrivaient le 25 décembre 1942 une lettre à leur « Général » Cardijn. Ils lui promettaient solennellement de « faire l'impossible afin d'aider au maximum les jeunes ouvriers qui travaillent ici avec nous » (19). Le 14 janvier 1943, Cardijn leur envoyait quelques considérations pratiques. L'aumônier KAJ leur écrivait : « Ayez une attitude sociale, joyeuse, religieuse. Les autres doivent être frappés par votre optimisme. Les conversions et les retours à la religion doivent être plus nombreux chez vous que partout ailleurs. Vous devez entrer en contact avec d'autres amis dans d'autres villes allemandes ». En outre, Cardijn demandait qu'on lui envoie plus de lettres collec-

(15) Lettre du 23 novembre 1942, FK 1, n° 87.

(16) Lettre de [décembre] 1942 envoyée de Cassel à Robert[Hertogen], FK 1, n° 110.

(17) Lettre du 23 décembre 1942 envoyée de Aschersleben, FK 1, n° 181.

(18) Lettre de E[dward] R[oothoofdt] à son aumônier, 3 janvier 1943, FK 1, n° 220.

(19) Lettre de 13 Kajotters et 4 Kajotsters de Magdeburg à Cardijn, 25 décembre 1942, FK 1, n° 192.

tives, « afin que je puisse voir que vous restez tous un, unis dans le même saint combat » (20).

A d'autres endroits, on avait déjà atteint un stade plus avancé. C'était le cas à Berlin-Staaken où en janvier 1943, des cercles d'études s'organisaient. « Il n'en va pas de même ici que dans une section en Flandre, raconte le rapporteur, nous sommes groupés autour d'un poêle, et on ne commence pas par les mots : nous entamons le cercle d'étude. Mais en matière de participation, d'intervention et de décision, ces hommes à la casquette n'ont rien à envier à une section » (21).

En résumé, on peut dire qu'un peu partout en Allemagne des initiatives louables étaient prises en vue de maintenir l'idéal KAJ et de le transmettre aux autres travailleurs, bien qu'il ne fût pas question de coordonner toutes ces actions locales. Le dirigeant KAJ de Magdebourg ignorait tout des activités de son collègue à quelques kilomètres de là et vice-versa. Il n'y avait aucun contact, chacun agissait à son idée : c'était en quelque sorte de l'amateurisme dans lequel il fallait rapidement mettre de l'ordre si on ne voulait pas que l'action en Allemagne se perde.

Mars 1943 marqua un tournant définitif. Une campagne fut lancée de Belgique pour rapprocher les Kajotters en Allemagne. Des milliers de lettres furent envoyées de plus de 800 sections aux membres déportés. On les encourageait à chanter ou à siffler le chant KAJ et d'autres refrains connus au travail, au *lager*, dans le train ou le tram, ce qui leur permettait de se retrouver (22). La *Fluitweek*, dénomination donnée par les Kajotters à cette grande action de regroupement, connut un succès inespéré. « Tel un tendeur, nous sifflons sans arrêt les airs que nous connaissons et le succès ne se fait pas attendre », déclare un Kajotter qui a rassemblé ainsi des dizaines d'amis. Un autre ne cache pas non plus son étonnement devant la réussite de ce procédé : « J'ai vécu une histoire étrange. Au cours de la *Fluitweek*, nous fredonnions, chantions et sifflions tout ce qui nous passait par la tête. Après le travail, deux hommes, portant un insigne identique au nôtre, nous accostent. Nous ne comprenions rien de ce qu'ils nous disaient. Nous nous expliquions par gestes. Ma foi, c'étaient des jocistes tchèques » (23). C'est ainsi que se formèrent dans toutes les régions et villes d'Allemagne des groupuscules, embryons de ce qui deviendrait quelques mois plus tard une *Ausland-KAJ* bien structurée. Ils formaient « le levain dans la masse des *heims* et des *lagers* ».

Pâques 1943 marqua la première expression du désir de coopération étroite.

(20) Lettre de Cardijn à Albert Van Meersche et ses amis, 14 janvier 1944, FK 1, n° 483.

(21) Lettre du 20 janvier 1943 envoyée de Berlin-Staaten, FK 1, n° 241.

(22) *De Kajottersbeweging...*, pp. 47-48.

(23) Les réactions de quelques dizaines de Kajotters en Allemagne à la *Fluitweek* furent rassemblées dans le rapport *Enkele schone Bladzijden uit het apostolaatsleven van onze jonge arbeiders*, pp. 5-6, FK 1, n° 10.

Des messes furent dites pour les absents dans toutes les paroisses de Belgique, les familles des déportés furent invitées à prier pour eux, pendant la période de carême quelque 150.000 billets de confession (24) furent envoyés en Allemagne ou confiés aux travailleurs retournant dans le 3ème Reich après leur congé. Des centaines de colis de Pâques furent préparés à la Centrale jociste du Bd. Poincaré à Bruxelles. En Allemagne même, l'action démarra pendant le carême par des récollections auxquelles participèrent des centaines de travailleurs. Pendant la Semaine Sainte, on attachait surtout beaucoup d'importance à l'acte de foi public. Le Vendredi Saint on observa presque partout une minute de silence en mémoire de la mort du Christ. « Chaque Kajotter était responsable de l'action dans sa chambre et même dans son baraquement », déclare un rapporteur anonyme. « Le Vendredi Saint nous formions un front unique à la chapelle. Les hommes qui ne nous avaient pas accompagnés ont prié dehors, pendant une minute, agenouillés parmi les gens du *heim* ». « Nous nous promenions à une douzaine », déclare un autre rapporteur, « à trois heures nous nous arrêtons. Nous récitons un *Notre Père* et un *Je vous salue Marie* en pleine rue. C'était un moment beau et solennel ». Dans beaucoup de camps on afficha dans les cantines, les couloirs et les chambres des appels exhortant tous les travailleurs à « prier en soi » et à « commémorer le sacrifice du Christ ». Dans un *Gemeinschaftslager* où les travailleurs jouaient pendant leurs heures de liberté sur un vieux piano, on fixa un avis sur l'instrument priant de ne pas jouer de musique le jour du Vendredi Saint. A l'étonnement général, le tabouret du piano resta inoccupé pendant toute la journée (25).

La célébration de Pâques, le 25 avril 1943, se déroula un peu partout selon le même schéma. La journée débuta par une participation collective à la messe, suivie d'un repas de fête grâce aux colis de Pâques. La journée se termina par une « joyeuse soirée » ou par une promenade en ville. L'action KAJ en Allemagne avait enfin démarré. Il ne manquait plus qu'une organisation centrale qui maintiendrait, en Belgique, le contact avec l'Allemagne ainsi que quelques propagandistes bien formés qui, sur place, prendraient les choses en main.

Début 1943, on établit un « quartier général » au siège de l'administration jociste, rue des Palais, n° 90 à Bruxelles sous la direction de Robert Hertogen. Les sections clandestines furent portées sur une grande carte d'Allemagne. Hertogen, surnommé « l'ermite » par les Kajotters parce qu'il ne vit presque jamais la lumière du jour pendant la guerre, avait inventé des signes énigma-

(24) Ces billets de confession devaient faciliter la confession auprès des prêtres allemands. Ils se répartissaient en 10 points correspondant aux péchés qui pouvaient être commis contre les Dix commandements. Le texte néerlandais du sens du péché était toujours traduit en allemand. Par ex. le point 2 : « Je n'ai pas assisté à la messe du dimanche et des jours fériés sans motif valable — Ich habe an Sonn- und Feiertagen aus eigener Schuld die heilige Messe versäumt », après cette phrase le Kajotter devait dire : une fois ou einmal, deux fois ou zweimal, etc. — Un modèle de billet de confession de la KAJ dans FK 1, n° 642.

(25) Données sur l'action de Pâques 1943 dans *Enkele schone bladzijden...*, FK 1, n° 10.

tiques pour ces indications qui ne pouvaient être déchiffrés que par quelques initiés. En outre, il possédait un fichier étendu où étaient répertoriés tous les noms et adresses des Kajotters en Allemagne. Chaque soir cette documentation indispensable était cachée dans un vieux grenier. La *Feldgendarmerie* vint quelques fois jeter un coup d'œil rue des Palais, mais le vieux grenier ne livra jamais son secret (26). En outre, on créa un secrétariat composé de 6 membres qui devaient écrire au moins une fois par mois une lettre aux responsables KAJ en Allemagne. Jef Deschuyffeleer correspondait avec des dirigeants de Aschersleben, Berlin, Brandenburg et Osnabrück, Piet Montbalju avec des dirigeants de Bad-Blankenburg, Bremen, Dessau et Ludwigshafen, Marcel Vandewiele avec des dirigeants de Braunschweig, Berlin-Staaken, Leipzig et Siegburg, Jef Deboodt avec des responsables KAJ de Frankfurt/Main, Magdeburg et Mainz, René Tricot assurait le contact avec les dirigeants de Kassel, Magdeburg et Essen, alors que Robert Hertogen correspondait avec des dirigeants de Berlin-Friedrichshagen, Darmstadt et Krefeld. Après la création d'une Direction KAJ en Allemagne en septembre 1943, la liste des destinataires fut étendue aux membres de cette « direction nationale » (27).

Qu'espérait-on obtenir en Belgique par cette correspondance ? On voulait y savoir comment les Kajotters accomplissaient leur apostolat en Allemagne, les informer du fonctionnement de la KAJ en Flandre, favoriser les premiers contacts entre eux et les nouveaux membres arrivés, leur confier la tutelle des jeunes qui en avaient besoin et, finalement, leur donner conseil pour des « tâches d'apostolat particulières », par exemple des actions de propagande (28). Outre cette initiative remarquable, on prit également des mesures en vue de préparer le départ en Allemagne de membres et de dirigeants KAJ. Ainsi des directives pour les dirigeants réquisitionnés furent ronéotypées en des milliers d'exemplaires. On leur recommandait de rester « à cent pour cent apôtre de l'Armée du Christ » au cœur du 3ème Reich. « L'inconnu ne doit pas vous effrayer », déclarent les directives. N'est-ce pas la Providence qui agit de la sorte avec vous et qui vous envoie dans un milieu où votre conception de vie animera et éclairera vos compagnons de travail en paroles et en actes ? N'ont-ils pas grand besoin de vos encouragements et de votre soutien ? Agissez donc comme un missionnaire dans sa nouvelle mission » (29).

Cardijn confia personnellement une mission semblable à deux propagandistes, Jef Vyncke de Gand et Eugene Coine de Courtrai. Ces derniers furent plus précisément chargés d'assumer la direction de la KAJ en Allemagne. Vyncke, propagandiste pour la région de Gand-Eeklo, partit le 19 mars 1943 pour Berlin (30). Coine était propagandiste pour la région de Courtrai et il fut

(26) *Onze gedeporteerde Kajotters. De echte weerstand in Duitsland, Het Nieuwsblad*, 25 janvier 1946.

(27) *Briefwisselend kontakt met de hier volgende leiders in het buitenland, FK 1, n° 558.*

(28) *Ibidem.*

(29) *Aan U, Leiders, FK 1, n° 514, p. 1.*

(30) Ce renseignement nous a été communiqué par Mme J. Vyncke dont le mari est décédé début 1971.



Photo Madame J. Vyncke - Van Overbeke

Deux dirigeants de la KAJ clandestine en Allemagne : Jef Vyncke (à gauche) et Eugene Coine.

désigné par la *Werbestelle* pour aller travailler à Halle/Saale. Le 28 avril 1943, il arriva dans le *Auffanglager* de Magdeburg, « un marché d'esclaves civilisé », d'où il ne fut pas envoyé à Halle/Saale, mais aux usines Krupp à Magdeburg (31).

Coine essaya d'établir le plus rapidement possible des contacts avec d'autres Kajotters à Magdeburg. Quand son travail aux usines Krupp le lui permettait, il se rendait au *Auffanglager* où il accostait tous les Kajotters qui portaient l'insigne du mouvement au revers et leur communiquait son adresse à Magdeburg en leur demandant de lui écrire dès qu'ils auraient un domicile fixe. Après une semaine, il avait déjà reçu un grand nombre de lettres. Une deuxième manière de contacter d'autres Kajotters était la visite aux malades. Souvent deux à trois membres de la KAJ rendaient visite à un ami malade et profitaient de cette occasion pour échanger leurs adresses (32).

Dans sa première lettre du 24 mai 1943 à Robert Hertogen, Coine raconte quelques impressions sur son séjour à Magdeburg (33). Il racontait qu'en compagnie de douze autres Kajotters, venant de 5 fédérations de Belgique, il avait fait une promenade le long de l'Elbe au cours de laquelle ils avaient fait plus ample connaissance et avaient forgé des plans d'avenir. « On bavardait beaucoup », dit Coine, « et on décida de réunir le dimanche suivant, 30 mai, tous les Kajotters que j'aurais réussi à atteindre ». Il envisageait également d'organiser une première semaine d'étude le 13 juin à Leipzig. D'après lui, les contacts qu'il avait établis jusqu'à présent avec le clergé de Magdeburg étaient restés sans succès. Finalement, il demanda à Robert Hertogen de lui envoyer de Belgique quelques jeux de société « pour occuper les hommes du *lager* pendant les heures de liberté ».

Dans sa lettre du 9 juin 1943 à Marcel Vandewiele, Coine signale qu'il reçoit en moyenne six lettres par jour, mais qu'il n'a pas encore pu accomplir beaucoup de travail pratique (34). Néanmoins, il annonce qu'il lancera prochainement une action organisée, « parce que les hommes de Magdebourg ne pouvaient être abandonnés plus longtemps à leur sort », « Je les aime tous », dit Coine, « je ne voudrais pas échanger ma place parce que je me sens chez moi parmi ces hommes, parce que je désire les connaître plus et mieux encore et leur transmettre un peu de mon expérience ! ». Malgré son enthousiasme, il avait parfois de la nostalgie où il puisait toutefois le courage pour persévérer : « Chaque soir... je regarde vers la patrie, où vivent ceux que nous aimons. Vers ces jeunes travailleurs qui donnent tout pour aider leurs camarades. Alors, on peut parler au Christ, on peut lui parler intimement, à ces moments, je

(31) Interview de Eugene Coine, 23 juin 1971.

(32) *Ibidem*.

(33) Lettre de Coine de Magdebourg à Robert Hertogen, 24 mai 1943, FK 1, n° 276.

(34) FK 1, n° 276.

(34) FK 1, n° 284. Marcel Vandewiele succède en août 1943 à Jef Deschuyffeleer en tant que président national de la KAJ.

ressens de la nostalgie. Mais à ces moments, je suis à envier. Ces soirées, plus que jamais, je me suis appuyé sur Celui qui nous soutient, nous aide et nous bénit ».

Jusqu'au 12 septembre 1943, date à laquelle eut lieu la première journée nationale d'étude de la *Ausland-KAJ* à Dessau, l'action concrète à Magdeburg resta limitée à l'organisation de journées d'étude pour militants et à la création de services qui s'occupaient des loisirs et de la visite aux malades. D'ailleurs, Coine avait suffisamment de travail avec la mise en place du réseau KAJ qui devait couvrir toute l'Allemagne. C'est ainsi qu'il réussit à établir un contact permanent avec André Deseins à Dessau, Kamiel Verbrugghe à Leipzig, Pol Victoor à Zwickau et Jef Vyncke à Berlin. Ce contact sera primordial pour l'évolution future de la KAJ en Allemagne. Les échanges d'idées entre Coine et Vyncke qui fit rapidement valoir son autorité dans la capitale allemande, seraient déterminants pour la structure définitive du mouvement clandestin.

Le premier à mentionner des cellules KAJ à Berlin ne fut pas Jef Vyncke mais Gommaar Buts qui habitait Berlin-Neukölln. Dans sa lettre du 18 avril 1943, Buts mentionne qu'il a écrit à tous les Kajotters dont il possédait l'adresse afin d'établir ainsi des contacts. Il reçut notamment une réponse de l'anversois Karel Spoomans qui avait déjà lancé une action dans le secteur de Berlin-Friedrichshagen (35). Le 26 mai, Buts communiqua au « Quartier Général » à Bruxelles qu'il passait les commandes à Jef Vyncke qui serait désormais responsable des relations avec Bruxelles (36). Environ un mois plus tard, le 15 juin, Vyncke confia à un Kajotter qui rentrait en congé en Belgique un rapport très détaillé destiné à Jef Deschuyffeleer sur l'action à Berlin (37).

L'introduction du rapport est caractéristique d'un homme qui, malgré de nombreuses difficultés, resterait toujours optimiste. « En matière d'action, il se passe quelque chose de grand, de puissant, de tellement puissant que déjà actuellement il est réellement question pour les Belges d'une Fédération-Berlin et sous peu, c.à.d. dans quelques mois, si nous sommes encore ici, d'une Fédération Nationale », déclare Vyncke, qui décrit ensuite en termes animés l'évolution de la situation dans la capitale allemande. Grâce à quelques Jocistes français, il était entré en contact avec André Verhelst qui travaillait depuis longtemps avec eux. Verhelst avait réussi à faire participer environ 60 Kajotters à une réunion de la JOC, mais il avait échoué dans l'organisation d'une section belge. D'après Vyncke, trois causes étaient à l'origine de cet échec : Verhelst n'avait pas assez le sens de l'organisation et il n'était pas assez au courant du mouvement KAJ. Lui et ses collaborateurs manquaient de psychologie et ignoraient les besoins des déportés, mais la cause principale

(35) Lettre de Gommaar Buts de Berlin-Neukölln à R[obert] H[ertogen], 18 avril 1943. *FK 1*, n° 259. Gommaar Buts est mort, après une longue maladie en mars 1944 à Berlin.

(36) Lettre de Gommaar Buts de Berlin-Neukölln à H[ertogen], 26 mai 1943, *FK 1*, n° 277.

(37) Rapport de Jef Vyncke à Jef Deschuyffeleer, 15 juin 1943. *FK 1*, n° 285.

de l'échec de Verhelst était toutefois « le manque d'adaptation aux Wallons et aux Flamands ».

A une date indéterminée, Vyncke rassembla lui-même une dizaine de Kajotters pour discuter de l'action. C'est ainsi qu'il fit la connaissance de Karel Spoomans qui avait réussi dans le district de Friedrichshagen « une tentative d'organisation effectuée par des Flamands ne connaissant pas le français — en fait tous les Anversois ». Vyncke le félicita pour cette initiative, mais regrettait toutefois que Spoomans n'ait pas pu atteindre la grande masse. L'idée d'une KAJ flamande indépendante à Berlin était le seul élément utilisable que Vyncke avait trouvé dans la tentative de Spoomans. Au cours de la même réunion, il rencontra également une propagandiste KAJ anversoise, Maria Brugman qui devait rechercher les possibilités d'une action parmi les Kajotsters.

« Après des journées de réflexions et de recherches quant aux possibilités », Vyncke alla trouver Jean Lutté, dirigeant de la JOC française à Berlin, pour discuter de l'organisation de la JOC et des plans de la création de la KAJ. Il est probable qu'on parla également de la nécessité de détacher le groupe Verhelst qui s'appuyait trop sur la JOC française et de le joindre à la future KAJ-JOC belge. Mais Verhelst n'abandonna pas de sitôt. Vyncke devra user de toute sa persuasion pour lui faire renoncer à son idée de créer une JOC internationale à Berlin, fondée sur une étroite collaboration entre Jocistes français et belges. On opta finalement pour une KAJ-JOC belge dirigée par Vyncke lui-même, assisté du secrétaire Marcel De Blander. A un niveau inférieur le mouvement fut scindé en trois branches ayant chacune une direction autonome : la direction de la KAJ flamande fut confiée à Karel Spoomans, celle de la JOC wallonne à Verhelst tandis que Maria Brugman était responsable de la VKAJ-JOCF. Les 5 dirigeants se réunissaient tous les quinze jours « pour discuter de l'évolution du mouvement ».

Plus tard, la KAJ flamande de Berlin devint tout à fait indépendante et fut divisée en 4 régions. Jacobs d'Anvers était responsable de la région Nord ; G. Buts de la région Sud ; Buzeyne de Berlin-Ouest et Willy Reniers de la partie Est de la capitale. Ces régions regroupaient différentes sections composées généralement de 4 à 5 camps et de quelques Kajotters qui résidaient chez l'habitant.

La première phase de l'action à Berlin fut la création d'un cadre militant. « La première période au cours de laquelle il faut désigner les dirigeants des sections et des *lagers* va jusqu'au 15 août 1943 », déclare Vyncke. Chaque chef de région devait se rendre chez tous les Kajotters répartis dans sa zone afin de les encourager à la collaboration. Parfois il fallait effectuer 40 à 50 visites en une dizaine de jours, ce qui demandait de gros efforts. « Un exemple, écrit Vyncke. Je me lève à 4.30 h, je travaille de 6 h à 17.30 h. Ensuite je me rends au *lager* d'où je parcours parfois 40 à 50 km, pour rentrer vers 11 h. Nous ne dormons que 4 à 5 h et il n'est pas question de détente ». Qui devait être désigné comme dirigeant dans un *lager* ? Soit un Kajotter, soit un « jeune

homme catholique ». De toute façon, il devait être capable de faire régner l'esprit chrétien dans chaque camp. A cet effet, il devait créer dans chaque *lager* quelques services (visites aux malades, bibliothèque...) qu'il pourrait confier plus tard à « des hommes plus ou moins capables », de toute façon il devait « être un type de la masse ». Tous ces services fonctionneraient sous le couvert d'amicales pour tromper les *Lagerführer*. Ainsi se termine le rapport de Vyncke qui dans un postscriptum demande encore à l'autorité-KAJ en Belgique d'insister auprès du Cardinal Van Roey « afin de faire venir quelques prêtres flamands (au courant de l'Action Catholique et de la KAJ) parmi nous en tant que travailleurs » (38).

Vyncke organisa le 4 juillet 1943 la première « réunion restreinte » à laquelle participaient 23 dirigeants et militants (39). On dressa le bilan de l'action. Il en résulta qu'au cours des premières semaines l'accent avait surtout été mis sur la création de services. Ainsi Buts avait créé « un service sportif », selon lui le moyen idéal pour attirer les travailleurs. Par contre, d'autres dirigeants s'étaient plus occupés de l'accueil des nouveaux travailleurs. Des Kajotters les accueillèrent à la gare et les guidaient « de façon aimable » à travers la machine administrative. Au camp on leur donnait tous les renseignements possibles concernant les heures de travail, les salaires, les tickets de ravitaillement, etc... Dans d'autres districts de Berlin, les Kajotters attachaient surtout de l'importance à l'ambiance dans les chambres. Les murs étaient décorés avec soin. Des prières KAJ pendaient au-dessus des lits. On éliminait tout ce que leur « censure » n'approuvait pas. Ainsi dans une chambre, Spoormans arracha les photos obscènes d'une armoire « et les recolla à l'envers découvrant ainsi des images saines ». La liste des petites prestations quotidiennes ne se termine pas ici, car chacun avait effectué sa bonne action.

Une discussion s'ensuivit au cours de laquelle on approfondit une fois de plus l'aspect idéologique de l'action. Il en résulta une définition précise de la tâche que chaque Kajotter devait essayer d'accomplir en Allemagne. « Amener le jeune travailleur à Dieu, telle est notre tâche, dit la conclusion de la réunion du 4 juillet. Surtout ici où il est abandonné. En tant que jeunes chrétiens nous devons réagir contre les conversations, les photos et les images de mauvais goût, contre la médisance parce qu'elles éloignent encore plus le jeune travailleur de Dieu. Nous sommes tellement conscients de notre état de chrétien que nous ne pouvons pas rester inactifs. Chaque jeune travailleur venu en Allemagne ne doit pas seulement rentrer intact mais encore meilleur chez lui. C'est le but de l'action que nous menons ici ».

(38) Déjà en février 1942, le cardinal Van Roey faisait des démarches auprès du secrétaire-général du Travail et de la Prévoyance Sociale, Verwilghen, afin d'obtenir l'autorisation d'envoyer des prêtres en Allemagne pour assurer le soutien religieux des travailleurs belges déportés. Verwilghen se déclara incompétent et renvoya le cardinal à l'administration militaire qui rejeta immédiatement la proposition. D'autres tentatives entreprises fin 1942-début 1943 échouèrent également. *Le Cardinal Van Roey...*, pp. 115 e. s.

(39) *Verslag van de kernvergadering op 4 juli 1943 te Berlijn*. FK 1, n° 50

En conclusion, Vyncke demanda si chacun était d'accord pour garder la dénomination *KAJ-Berlijn*. Lui-même préférait le nom d'Action Catholique-Berlin pour attirer plus facilement les scouts et les membres de la jeunesse agricole. Le rapporteur note « qu'il y a eu de nombreuses remarques. On démontra le pour et le contre de la dénomination existante ». Un scout dont on demandait l'avis, déclara que les scouts de Berlin adoptaient une attitude réservée vis-à-vis de la KAJ. Vyncke en conclut que ce problème devrait être soumis prochainement « à Malines ». Dans une lettre du 25 juillet à la direction KAJ de Bruxelles, Vyncke suggérait l'introduction du nom d'« Action Catholique en Allemagne ». La KAJ pourrait en faire partie au même titre que les autres groupements catholiques qui avaient beaucoup de déportés parmi leurs membres. « Nous voulons que tous les chrétiens travaillent avec nous et non pas de façon isolée », Vyncke visait ainsi en premier lieu les scouts qui n'étaient disposés à collaborer avec les Kajotters que moyennant cette concession (40). Il n'y eut jamais de suite à cette proposition. Peut-être parce que Vyncke était le seul à faire une telle suggestion. L'échec de la formation d'un large front catholique n'empêcha pas la *KAJ-Berlijn* d'aller de l'avant. Le nombre de membres augmentait continuellement et les cercles d'étude connaissaient un succès inespéré. A tel point que les Kajotters qui transcrivaient à la main le programme de ces réunions à des dizaines d'exemplaires, étaient débordés. C'est ainsi que Karel Buzeyne demanda le 22 août à Marcel Vande-



Photo Madame J. Vyncke - Van Overbeke

La première réunion de quelques dirigeants de la KAJ à Dessau, le 22 août 1943. (Deuxième à partir de la droite : Eugen Coine).

(40) FK 1, 50 bis.



wiele, au nom de Vyncke (trop occupé) de lui envoyer de Belgique ne fût-ce qu'une presse rudimentaire (41).

Le 22 août 1943 également, se déroula une réunion dans la ville industrielle de Dessau à laquelle participaient quelques dirigeants importants de la KAJ entre autres André Deseins et Eugene Coine. Vyncke était absent. On décida de tenir le 12 septembre une assemblée générale de tous les dirigeants KAJ dans la même ville afin de fixer la structure définitive de la *Ausland-KAJ*. Tous les dirigeants reçurent fin août - début septembre une lettre signée par Coine et Deseins dans laquelle étaient exposés les résultats de la réunion du 22 août et les points de l'ordre du jour de la réunion du 12 septembre (42). La question principale était la suivante : « Comment aider de la façon la plus efficace les jeunes travailleurs en Allemagne ? ». Deux réponses à cette question furent avancées au cours de la réunion du 22 août. Ou bien la KAJ-Allemagne devait s'organiser sérieusement en fonction du modèle belge en créant une fédération nationale, des fédérations, des régionales et des sections, ou bien l'action devait être limitée aux camps sans autorité coordinatrice. Il apparut de la discussion qui s'ensuivit que la deuxième alternative l'emportait. Ce point serait toutefois remis à l'ordre du jour de la réunion générale du 12 septembre où il faudrait opérer un choix définitif, également en ce qui concerne le moyen de prélever les cotisations. Enfin, on demanda à chacun de faire savoir le plus vite possible à André Deseins s'il participait à la réunion du 12 septembre. Des possibilités de logement étaient prévues dans le camp — les travailleurs ayant *Nachtschicht* céderaient leur chambre — tandis que tout le monde serait accueilli entre 10 h et 10.30 h par un petit groupe de Kajotters à la gare de Dessau.

Vyncke n'approuvait pas l'option prise à Dessau. Chef d'un mouvement bien structuré à Berlin, il désapprouvait évidemment une action basée sur l'entité trop restreinte du camp. Le 2 septembre 1943, Vyncke manifesta son mécontentement dans une lettre adressée à Coine (43). Il considérait la solution de Dessau comme « une réaction contre l'idée que j'ai donnée de l'organisation de la KAJ à Berlin ». Il admettait que la structure de la KAJ belge ne pouvait pas être reprise sans plus en Allemagne, ce qui ne signifiait pas qu'il fallait tout laisser aux talents d'improvisation de quelques dirigeants KAJ dans les différents *lagers*.

Vyncke considérait qu'une direction centrale qui « pénètre de façon circulaire la masse » était la condition *sine qua non* pour une action KAJ significative. Qu'entendait-il par « pénétration circulaire » ? La direction centrale devrait être flanquée de dirigeants régionaux aidés à leur tour par des diri-

(41) Lettre de Karel Buzeyne de Berlin à Marcel [Vandewiele], 22 août 1943. FK 1, n° 301.

(42) Enquête KAJ 1971, dossier Sylveer Pattijn.

(43) Lettre de Jef Vyncke de Berlin-Schönberg à Eugene [Coine], 2 septembre 1943. FK 1, n° 303.

geants communaux qui seraient en contact direct avec les dirigeants des sections et leurs militants. Vyncke souhaitait que tous les responsables comprennent la nécessité de ce pouvoir en spirale, sinon « toutes les paroles quant à l'organisation ne sont que du vent ».

Il regrettait que la formule « comment aider au mieux les jeunes travailleurs ? » ait été conçue d'une façon trop restreinte et trop simpliste par le groupe de Dessau. D'après lui, il ne suffisait pas d'aider les travailleurs uniquement sur le plan matériel. Il fallait les influencer de telle sorte « qu'ils s'améliorent du point de vue religieux, moral, intellectuel, caractériel... bref à tous les égards ». « Plus que jamais, souligne Vyncke, la masse doit adopter une attitude et acquérir une doctrine qui est la seule véritable face aux différentes tendances en -isme, communisme, ..., bref, face au nouvel athéisme. Plus que jamais la masse doit mener une vie chrétienne ». D'après lui, ce but ne pouvait être atteint sans une direction stricte qui donnerait sans cesse des directives aux militants. Cela ne signifiait pas l'approbation d'une espèce de *Führerprinzip*, puisque Vyncke était partisan de la participation des militants à l'élaboration des directives ; ils avaient en effet le plus d'expérience en matière de pénétration de la masse. Adapter l'action en fonction de la section serait selon lui la fin de la solidarité qui avait donné aux Kajotters la force nécessaire. Il n'y aurait plus d'information mutuelle « Car comment transmettre à d'autres dirigeants des sections les initiatives intéressantes prises dans un *lager*, s'il n'y a pas de contact, s'il n'existe pas d'autorité centrale ? ». « Je crois, conclut Vyncke, que sans un minimum d'hommes qui consacrent une partie de leur temps à la fonction de dirigeant, nous ne pourrions pas remplir notre tâche ».

Presque tous les participants à l'assemblée générale de Dessau approuvèrent de façon assez inattendue le point de vue du dirigeant KAJ de Berlin. Dès le début, il apparut que Vyncke, qui présidait l'assemblée avec Coine, finirait par l'emporter. Après quelques vives discussions, on adopta les points suivants (44) : la direction générale de la KAJ-Allemagne serait assurée par J. Vyncke, E. Coine, P. Victoor qui par là-même seraient respectivement responsables de l'administration des trois grandes fédérations de Berlin, Magdeburg et Leipzig. Cette « direction nationale » était compétente pour la rédaction des directives et des journaux des dirigeants, pour la propagation des différentes brochures et pour l'élaboration des programmes pour les cercles d'étude. L'organisation des cercles d'étude ou des colloques était confiée à la direction communale ou régionale composée de 1 ou 2 personnes, responsables de l'action dans quelques *lagers* d'une ville ou d'une région déterminée. A leur tour, elles organisaient les réunions des dirigeants en chef où elles communiquaient à ces derniers, responsables d'un *lager*, les directives qui leur avaient été adressées par la direction générale. Dans les camps mêmes, les dirigeants en chef dispo-

(44) Il existe trois rapports sur la réunion du 12 septembre à Dessau. FK 1, n° 13, 22, 23.

saient de militants, responsables de différents services et cercles d'étude. Les résultats de l'action dans les différents camps étaient communiqués à tous les dirigeants en chef au cours de réunions qui se tenaient à des intervalles réguliers. En outre, chacun était d'avis qu'il fallait demander à tous les membres une contribution financière. Celle-ci s'élevait à 50 *Pfenning* par personne dont 20 *Pfenning* étaient destinés à la direction du lager, 20 à la direction communale et 10 à la direction générale. La cotisation en Belgique devait être maintenue. Finalement, certains points d'action particuliers étaient évoqués, comme le développement de l'aide aux malades, du service pour les victimes des bombardements, des bibliothèques, etc., tandis que tous les dirigeants en chef étaient encouragés à réciter chaque soir leur prière de Kajotter « agenouillés devant leur lit dans le baraquement même, ce qui témoignait de leur audace ».

Au cours du congrès de Dessau — si nous pouvons l'appeler ainsi — on développa probablement aussi les directives très détaillées qui furent propagées partout en Allemagne en octobre 1943. On ignore où ce document a été imprimé, probablement à Magdeburg où Coine disposait librement d'une presse qui lui avait été confiée par un imprimeur catholique de cette ville (45). Le mot d'accompagnement avait d'ailleurs été écrit par Coine même. Il y incitait ses amis à entamer immédiatement « la mobilisation générale ». Pour obtenir des renseignements complémentaires quant aux directives, on pouvait s'adresser à Coine ou à Deseins. Le mot d'accompagnement devait être détruit immédiatement après en avoir pris connaissance. Dans la partie introductive, on attirait l'attention des dirigeants sur le fait que les « directives d'octobre » visaient essentiellement « à apporter plus d'unité dans tout le fonctionnement et à donner plus de points d'appui ». Les directives étaient réparties en trois grands chapitres : les affaires générales, les cercles d'étude religieux, les réalisations. Le tout comprenait une vingtaine de pages.

La tâche du dirigeant régional ainsi que les moyens qu'il devait mettre en œuvre pour accomplir sa tâche étaient décrits dans le chapitre premier. Il devait « conquérir la masse pour le Christ » c.à.d. « apprendre aux jeunes travailleurs en Allemagne à vivre de façon chrétienne, leur donner un mode de vie chrétienne ». A cette fin, il ne devait appliquer que trois principes, notamment « donner l'exemple, faire participer et faire imiter ». Le dirigeant régional ne pouvait qu'accomplir difficilement la tâche seul, c'est pourquoi il devait faire appel « à des dirigeants naturels », des travailleurs ayant une bonne ou mauvaise influence sur la masse et essayer d'en faire de fervents militants ». Dès que les « dirigeants naturels » seraient transformés en combattants convaincus de l'idée de la KAJ, on devait par leur aide tenter de pénétrer la masse. A ce stade, il convenait toutefois de faire une distinction entre la masse qui vivait dans les grands lagers, les travailleurs réunis dans des petits camps et ceux qui habitaient chez des particuliers. Les directives prévoyaient pour chaque catégorie un programme d'action distinct adapté aux circonstances.

(45) Interview de Eugeen Coine, 23 juin 1971. — Un exemplaire des directives d'octobre 1943 dans *FK I*, n° 634.

Les sujets possibles retenus pour les cercles d'étude s'inspiraient de la réalité de la vie quotidienne du travailleur. Le premier sujet qui pouvait éventuellement être traité au cours d'un cercle d'étude ou d'un colloque s'intitulait : « Nous et notre chambre ». Après avoir défini la chambre (dans une chambre il y a deux choses, un corps : les chaises, les armoires, les lits, une âme : nous), on proposait différents moyens pour transformer une chambre en un véritable chez soi. On pouvait en débattre longuement. Le même schéma prévalait pour le second sujet, « Nous et notre travail ». Le point de départ en était qu'un travailleur a autant de valeur que quiconque. « Nous sommes et restons des hommes égaux à tout autre homme. Si nos mains sont noircies par le travail, notre esprit, notre cœur, notre âme ne le sont pas. C'est pourquoi nous ne pouvons pas céder à la tendance de vivre comme des êtres inférieurs. Nous devons montrer à tous ce que nous sommes et ce que nous pouvons ! ». Le cercle d'étude permettait d'étudier de quelle façon atteindre ce but. « Ne pas jurer, pas de mauvaises conversations, une attitude correcte vis-à-vis des filles, des camarades dans le train et le tram », c'étaient là quelques moyens pour imposer le respect aux compagnons de travail et aux patrons. On pouvait également étudier comment intervenir auprès des *Vorarbeiter* pour éviter que des travailleurs physiquement faibles n'effectuent de lourds travaux et pour exempter de service de nuit les trop jeunes travailleurs. Suivaient alors d'autres schémas de discussion traitant des thèmes comme « Nous et nos loisirs » et « Nous et notre détente ». Ces directives détaillées se terminaient par quelques conseils pratiques pour l'organisation d'une Ligue du Sacré Cœur, de l'aide aux malades, de bibliothèques, de soirées de détente, etc...

Nous ignorons comment ces directives furent appliquées dans les différentes régions. On avait d'ailleurs tout intérêt dans la clandestinité à ne pas écrire trop de rapports sur le travail accompli. Les données recueillies grâce à des enquêtes récentes n'ont pas donné beaucoup plus que la confirmation que les Kajotters basaient leur action sur les directives de leurs dirigeants (46). Par contre, nous savons comment était structurée la KAJ en Allemagne, fin octobre 1943. Il n'y avait pas moins de 25 régions comportant ensemble quelque 1800 membres (47). Berlin était de loin la région la plus forte avec environ 260 membres ; venaient ensuite Leipzig avec 220 membres, Dessau avec 200 et Magdeburg avec 150 membres. Ces chiffres ne sont pas très élevés parce qu'ils proviennent du « quartier général » à Bruxelles qui comptait uniquement les Kajotters dont il possédait une fiche. Il y avait incontestablement des centaines si pas des milliers de Kajotters impliqués directement ou indirectement dans l'action en Allemagne, mais qui ne disposaient pas de fiche rue des Palais.

1944 fut marqué par une modification importante dans la direction et fut

(46) Enquête KAJ 1970 - voir e.a. les dossiers Stroeken, Belaen et Demuyneck. Enquête KAJ 1971 - voir e.a. les dossiers Pattijn et Denoulet.

(47) Voir annexe.

également le début d'une série de difficultés qui rendaient presque impossible toute action normale. Au début de l'année, la direction générale fut confiée à un quadrumvirat composé de E. Coine, A. Deseins, K. Vermaercke et J. Vyncke, responsables respectivement de l'organisation, de l'administration, des journaux des dirigeants et du rapatriement. Ce quadrumvirat contrôlait les activités de trois comités régionaux : la Moyenne-Allemagne, dirigée par Deseins à Dessau, l'Allemagne septentrionale dont le responsable à Hamburg était Jef Vandenberghe et l'Allemagne occidentale où la direction était assurée par René Saey fixé à Gotha. Chaque comité régional était subdivisé en fédérations et en sections (48).

C'est précisément au moment où la KAJ avait adopté des structures fixes, que commencèrent les difficultés avec la *Gestapo* et la *De Vlag* e.a. Les Kajotters avaient toujours adopté une attitude totalement négative à l'égard de l'action des organisations belges de collaboration qui organisaient plusieurs tournées de propagande en Allemagne. Le 9 décembre 1943, René Vlieghe résidant à Klein-Anheim écrivait une lettre à Hertogen dans laquelle il soulignait que l'organisation d'une soirée par la *De Vlag* s'était soldé par un échec complet (49). « Récemment, il y avait une réunion à Francfort pour tous les Flamands *convaincus*. Notre M. Delvo dévalué (sic) de l'Union [des travailleurs manuels et intellectuels], viendrait nous exposer tout ce qui lui pesait sur le cœur. L'usine nous avait obligés de nous y rendre. Avec une demi-heure de retard nous faisons notre entrée dans une salle bondée... de chaises vides. 125 personnes étaient présentes. M. Delvo était réellement furieux. Il est impossible de décrire comme nous avons ri sous cape, en nous donnant de coups de coude et en lançant des clins d'œil aux voisins. Les journaux ne publièrent pas de compte rendu de cette soirée ratée. Sinon il aurait fallu l'intituler « In memoriam l'Union ». Tout comme à Klein-Anheim, il se passait à peu près la même chose partout où des Flamands d'Ordre Nouveau venaient faire des exposés.

Un autre exemple typique est l'action de protestation tacite menée par Coine et quelques Kajotters au théâtre à Magdeburg. Jef Van de Wiele, dirigeant de la *De Vlag*, était venu parler aux travailleurs pour les encourager à servir dans les rangs de la SS. « Nous nous y sommes rendus à 12 Kajotters, raconte Coine. Sans insigne KAJ pour ne pas les provoquer. Nous occupions une rangée entière au milieu de la salle. Nous avions convenu de ne pas faire le « Heil Hitler », de ne pas nous lever lorsqu'ils entameraient l'hymne national allemand et de ne pas réagir lorsqu'ils abuseraient du *Vlaamse Leeuw*. Lorsque Van de Wiele eut terminé, 104 personnes en civil, présentes dans la salle, se sont levées et se sont inscrites à la SS. Mais nous savions que c'était prévu pour impressionner les autres Flamands », dit Coine qui ajoute égale-

(48) Rapport final Eugeen Coine, s.d., FK 1, n° 8. H. HAAG, op. cit., p. 156.

(49) Lettre de René Vlieghe de Klein-Anheim à Jef [Deschuyffeleer], 9 décembre 1943. FK 1, n° 334.

ment que les autres campagnes de recrutement pour les SS dans les *lagers* n'avaient que peu ou presque pas de succès. La consigne de la KAJ était « ne pas s'y rendre » (50).

A Fulda, Raymond Coppieters se heurta à l'homme de liaison du *Gouw* de la *De Vlag* parce qu'il voulait créer une équipe de football. Il recevrait immédiatement tout le matériel nécessaire si les membres de l'équipe adhéraient en bloc à la *De Vlag*. En outre, on offrirait la possibilité de rencontrer de grandes équipes et de faire de grands voyages. Coppieters refusa sans plus cette proposition alléchante et veilla à ce que chaque joueur cède une partie de son salaire pour acheter tout le matériel nécessaire (51). Un fait analogue se produisit à Rheinhausen où le dirigeant KAJ, Edmond Pintens, voulait également former une équipe de football. La *De Vlag* proposa également ses bons services pour procurer tout l'équipement nécessaire à condition que les joueurs de Pintens deviennent des membres de la *De Vlag*. Pintens accepta l'offre et reçut immédiatement 20.000 F. Lui et deux autres Kajotters reçurent un congé exceptionnel de 5 jours pour aller effectuer les achats à Anvers. Il parcourut ensuite avec son équipe toutes les villes et tous les villages environnants, toujours poursuivi par l'homme de liaison de la *De Vlag* qui ne réussit cependant jamais à lui faire respecter sa promesse. Evidemment il réexigea le matériel « mais sans succès », déclare Pintens satisfait (52).

Les hommes de liaison du *Gouw* de la *De Vlag* ou du D.A.F. (*Deutsche Arbeiterfront*) ne manquèrent pas d'exercer une forte pression sur les dirigeants KAJ qui disposaient de sections très actives et bien structurées. La lettre adressée par Lode V.A., homme de liaison de la *De Vlag* à Annaberg, le 1^{er} mai 1944 au dirigeant KAJ local, Gustaaf De Schepper, est assez significative à cet égard (53). L.V.A. ne pouvait accepter que De Schepper ait refusé de participer à la réunion des « hommes de liaison du *lager* ». De Schepper lui avait déclaré clairement qu'il se tenait à l'écart de toute activité politique. L.V.A. réagit à ce refus par une lettre mordante mais d'un style assez pauvre. L.V.A. essaya de détruire l'argumentation de De Schepper en indiquant « que de nombreux travailleurs flamands se rappellent le temps de l'âme de l'enfant et à cette époque la KAJ était bien au service de la politique ». Il faisait même allusion à la guerre civile espagnole pour renforcer sa thèse. « L'église ne s'est-elle pas débattue en Belgique comme un diable dans un bénitier et n'a-t-elle pas prié pour qu'il n'y ait pas de victoire communiste, et maintenant elle espère une victoire russe, mais heureusement pas tous les curés, et pourquoi ? Camarade, écrit L.V.A. à De Schepper, si l'Allemagne gagne la guerre, l'église subsistera mais sans entourloupettes politiques. Par contre, si la Russie gagne,

(50) Interview de Eugeen Coine, 23 juin 1971. La personne interviewée ne se rappelait plus exactement la date de l'incident, elle le situait début 1944.

(51) Enquête KAJ 1970, dossier Raymond Coppieters. Rapport final de Raymond Coppieters, 19 mai 1945. FK 1, n° 32.

(52) Rapport final de Edmond Pintens, s.d., FK 1, n° 33.

(53) Rapport final de Gustaaf De Schepper, s.d., FK 1, n° 31.

vous et vos religieux ne serez pas mieux lotis que nous, nous serons tous dans le même bain. La *De Vlag* n'est pas opposée à l'Eglise, mais c'est le seul organisme politique flamand reconnu dans le Reich, qui réunit tous les travailleurs allemands et flamands afin que nous Flamands obtenions ici les droits et luttons ensemble contre le communisme païen ». En ce qui concerne les jeunes travailleurs dans le Reich, poursuit L.V.A., nous sommes là pour veiller sur eux, nous le ferons et nous ne voulons pas d'intervention de la KAJ qui se dit apolitique. Pour notre jeunesse nous avons ici aussi la jeunesse hitlérienne flamande et sa place est là à côté de la jeunesse allemande. Notre place est dans la *De Vlag* et si possible dans les SS flamands, pour la Flandre, pour notre peuple et pour l'Allemagne ». L.V.A. concluait par une menace : « Camarade, ne nous contrecarrez plus, sinon nous nous verrons obligés de vous traiter dans ce sens et nous ne pourrions plus vous aider ».

A partir d'avril 1944, les Kajotters furent en outre régulièrement inquiétés par la *Gestapo*. Fin avril 1944, le dirigeant KAJ de Essen, Edmond Nijs, fut convoqué par la *Gestapo*, parce que lui ou un de ses amis avait envoyé de Essen « la lettre ouverte au dr. Elias » du Père Callewaert à d'autres Kajotters en Allemagne (54). A peu près à la même époque, Pol Victoor fut appréhendé par la *Gestapo*. D'une manière ou d'une autre, elle était au courant de ses activités à Zwickau. Il s'en tira sans trop de mal. Après un interrogatoire de 5 heures il dut promettre de mettre fin à ses activités. « Provisoirement plus rien... nous laissons l'affaire se tasser. Attention aussi dans les lettres », communiqua Victoor à ses amis en Belgique (55).

En mai 1944, Staf Knockaert fut mis au frais par la *Gestapo*. Quelques semaines plus tard, le 2 juin 1944, ce fut au tour de son ami, Anton Deprez. Knockaert avait écrit des dizaines de lettres à Deprez dans lesquelles il l'informait de ses impressions et fournissait des données sur l'action de la KAJ (56). Deprez répondait chaque fois, il continuait à écrire sans se douter que ses lettres étaient interceptées. Deprez fut arrêté chez son employeur par trois membres de la *Gestapo* qui fouillèrent minutieusement sa chambre. Ils emportèrent les lettres, les photos, les journaux de dirigeants et du matériel de la KAJ. Deprez fut emprisonné à Magdeburg et transféré un peu plus tard à Hildesheim. Il y fut soumis à un interrogatoire serré, la *Gestapo* employa les arguments suivants pour provoquer ses aveux : au moins 4 responsables KAJ ont déjà été arrêtés en Belgique, à chaque instant un membre de votre famille peut être arrêté, la *Gestapo* de Bruxelles rassemble toutes les lettres que vous avez envoyées à vos amis en Belgique, beaucoup de Kajotters ont déjà été

(54) Dans cette lettre en date du 3 avril 1943, le Père Callewaert attire l'attention du Dr. Elias, dirigeant du Mouvement unifié, sur le fait que le V.N.V. repose sur deux faux principes vis-à-vis de la Flandre : 1) l'Allemagne doit gagner et 2) le national-socialisme. Voir à ce sujet P.J.A. NUYENS, *Pater L.J. Callewaert. Met woord en daad in liefde*, Mortsels, Oranje Uitgaven, 1969, p. 175, le texte de la lettre de la page 238 à 244.

(55) Lettre de Pol Victoor de Zwickau à ses amis en Belgique, 13 avril 1944. FK 1, n° 352.

(56) Rapport final de Staf Knockaert, s.d., FK 1, n° 44. Sur l'arrestation de Deprez : rapport final de Anton Deprez, s.d., FK 1, n° 43. *Jonge arbeiders in de vuurlijn ! Jubelnummer 1925-1945*, Bruxelles, Kajottersuitgaven, s.d.

arrêtés en Allemagne et, une preuve irréfutable, nous sommes en possession de vos lettres et journaux. Malgré un interrogatoire de 25 heures, Deprez résista. Il resta encore trois semaines à Hildesheim et fut ensuite transféré dans un *Straflager* à Magdeburg où il fut libéré après 5 semaines. Il y rencontra E. Coine qui était également tombé dans le piège tendu par la *Gestapo*. Les lettres écrites par Deprez à Knockaert étaient en partie la cause de l'élimination de Coine. En effet, Deprez parlait toujours de Coine dans ses lettres. Ses lettres contenaient sans cesse des phrases telles : Coine est venu ici, Coine revient bientôt. « Quant à moi, je l'ignorais et je ne m'inquiétai donc pas lorsque Deprez fut arrêté », dit Coine (57).

Le 13 juillet 1944, l'inspecteur Rabolt de la *Gestapo* de Magdeburg vint chercher Coine à l'usine. La cause directe de cette arrestation était la lettre écrite par Coine à J. Demuyck de Fulda en vue d'organiser une journée d'étude KAJ dans cette ville. Demuyck fut arrêté le premier, mais rapidement libéré à condition de ne plus écrire de lettres, de ne plus porter d'insigne KAJ et de fermer sa bibliothèque. Coine ne s'en tira pas aussi facilement. Il dut accompagner l'inspecteur Rabolt dans sa chambre au *lager* où il rangeait dans une armoire toute la documentation sur l'organisation KAJ. La carte d'Allemagne où étaient indiquées les différentes sections, des centaines de fiches et des lettres de Kajotters se trouvaient au fond de l'armoire. Devant, se trouvaient deux piles de livres et des lettres de ses parents. « Je remis les lettres à Rabolt, dit Coine, et pendant qu'il se mettait à table pour les lire, je rangeai les livres de telle sorte qu'on ne remarquait pas ce qui se trouvait dans le fond de l'armoire ». L'Allemand se tourna et demanda : « Quels sont ces livres ? ». « Ce ne sont que des ouvrages religieux », dit Coine. « Mais d'où viennent ces journaux de dirigeants ? », demanda Rabolt étonné. « De Belgique », répondit Coine, impassible. « Mais que fait donc notre censure à la frontière ? » s'exclama l'Allemand. Il ne pensait pas un seul moment que ces journaux de dirigeants avaient été imprimés à Magdeburg même (58).

Coine fut interrogé et confronté avec Deprez, mais tous deux se conduisirent comme des jeunes gens naïfs qui s'exaltaient de tout ce qui touche de près ou de loin à la religion. Coine fut relâché le 15 juillet. Toutefois, il devait se présenter tous les jours chez Rabolt. Il n'eut pas à le faire car le 16 juillet le siège de la *Gestapo* à Magdeburg fut complètement rasé par un bombardement. « Je me suis alors tenu coi jusqu'en octobre-novembre 1944 ». Vyncke qui avait également passé deux semaines derrière les barreaux, au cours de l'été 44, se tint lui aussi longtemps tranquille. Les liaisons extrêmement difficiles ne favorisaient pas les contacts entre les différents dirigeants. Fin 1944, les liens furent également rompus avec la Belgique qui vivait dans l'euphorie de la libération. Tous les efforts pouvaient dès à présent converger vers le rapatriement des travailleurs belges. De nombreux Kajotters rendraient des services importants dans ce domaine.

(57) Interview de Eugeen Coine, 23 juin 1971.

(58) *Ibidem.* - Jonge arbeiders... et H. HAAG, *op. cit.*, pp. 156-157.

ANNEXE

Organisation de la KAJ clandestine en Allemagne (octobre 1943) (1)

<i>Régions</i>	<i>Sections</i>	<i>Nbre de membres</i>	<i>Responsables</i>
BAD-BLANKENBURG	Bad-Blankenburg	(2)	Bartsoen Maurits Dumon Adriaan
	Sonneberg	(2)	Jansens Germain
BERLIN	Berlijn	235	Buts Gommaar
			Buzeyne Karel
			Cools Frans
			De Blander Marcel
			Gossye Jozef
			Januarius Georges
			Luypaert Alfons
			Pishoudt Karel
			Reniers Willy
			Spoormans Karel
			Van Dorpe Georges
			Van Kerckhoven René
			Verbanck Jef
			Vyncke Jef
	Brandenburg	18	Kaethoven Jos
	Finow	(2)	Vandewalle Emiel
	Potsdam	(2)	Hendricks Armand
BRAUNSCHWEIG	Braunschweig	49	De Baene Maurits
			De Bauwe Alois
			De Mey Willy
			Detremmerie Etienne
			Huys Edmond
	Stadt des KDF- Wagens	(2)	Vandenberghe Louis
BREMEN	Bremen	52	Carette Henri
	Wilhelmshaven	22	De Mesmaecker Jozef Maas Karel (3)
CHEMNITZ	Aue	(2)	Bronselaer Theo
	Chemnitz	28	De Munck Albert
			Fraye Pieter
			Marbaix René
			Vansintjan Pieter
	Ehrensriedersdorf	(2)	De Schepper Gustaaf
	Jöhstadt	(2)	Meulebroeck Kamiel
Plauen	(2)	Rosiers Piet	
Werdau	(2)	Decler Louis	
	Zwickau	24	De Jonghe René Victoor Pol
DANZIG	Danzig	(2)	Van Leisberghe René

<i>Régions</i>	<i>Sections</i>	<i>Nbre de membres</i>	<i>Responsables</i>
DARMSTADT	Darmstadt	(2)	De Corte André Duthoy André Plaetvoet Gaston
	Frankfurt/Main	42	(3)
	Kaiserslautern	(2)	Van Cauwenbergh Frans Vergoote Sylvain
	Karlsruhe	13	(3)
	Ludwigshafen	(2)	Blomme Henri Verspaille Michel
	Mainz	(2)	Petroons Felix Van Zeebroeck Louis
	Mannheim	11	(3)
	Rohrhof	(2)	Abrams Pierre
DESSAU	Aachen/Elbe	(2)	De Mey Prosper
	Aschersleben	22	Malisse Jozef Van Oppen Georges Van Puyvelde Albert
	Bernburg/Saale	(2)	Samijn Ierom
	Bitterfeld	35	(3)
	Dessau	126	Cacrels Jules Daelman Raymond Derboven René Descins André Gorrebeeck Richard Magnus Jan Schoonjans Felix Vermeulen Florent
	Helbra	(2)	Annijs André
DRESDEN	Dresden	14	Vaes Jozef
	Königstein	(2)	Debremaecker Pierre
GOSLAR	Bad Lauterberg	(2)	Londers Jan
	Goslar	(2)	Windels Noël
GOTHA	Fulda	(2)	Coppieters Raymond
	Gotha	(2)	Blondelle André Saey René
	Suhl	(2)	De Pever Frans De Vos Frans
	Zella-Mehlis	(2)	Smolders Antoine
GRABAW	Grabaw	(2)	Soenens Alfons
HAMBURG	Hamburg	109	De Coene Omer Fransen Jean Heuvinck Karel Steenland Staf Van der Hauwaert A. Van Maercke Albert
HANNOVER	Hannover	114	Belaen Daniel Deboeuf Jules Merville Roger Nijs Achiel Ronsmans Cesar Verhaegen Marten

<i>Régions</i>	<i>Sections</i>	<i>Nbre de membres</i>	<i>Responsables</i>
KASSEL	Kassel	67	Delcart Petrus Samijn Jozef Sorgeloos Jozef Waterschoot Isidoor Wijkmans Kamiel
KIEL	Einfeld über Neumünster Kiel	(2) 149	Hendrickx Modest Decuypere Henri De Grijsse Joris De Koker Jules Devriendt Marcel Messiaen Jeroom Van den Berghe Roger Vandendriessche André Van de Velde Médard Vandewouder Marcel Vandermot Piet
	Lübeck	10	
LEIPZIG	Altenburg	(2)	Roothoofd Edward
	Bad Bibra	(2)	Hertelmans Jos
	Eilenburg	(2)	Deprez A.
	Halle/Saale	24	Pattijn Sylveer
	Leipzig	144	Cauberghs Georges De Correl Cyriel Mertens Jules Mertens Lucien Schelfhout Marcel Van Hauter Adolf Van Hilderson Dieudonné Verbrugghe Kamiel Verschooren Omer Wylaers Urbain
	Krumpa	(2)	De Ghendt Jozef
	Torgau	(2)	Blindeman Cesar Rigole Maurits
Weida	(2)	Bolsens Clement	
LINZ	Linz	(2)	De Keersmaecker Flore Smet Georges
MAGDEBURG	Klietz Magdeburg	(2) 112	Loncke Ward Callebaut Jules Coine Eugene De Caluwé Gustaaf Rossel Hendrik Van Meersche Albert Vercruysse Remi
	Oschersleben Schönebeck	(2) 28	Uytersprot August D'Hooghe Philippe Schuddinck Georges
MUENCHEN	München	17	Christiaens Willem Philip Petrus
OSNABRUECK	Nordhorn	(2)	De Wilde Florent Poppe Guillaume
	Osnabrück	(2)	De Grande Kamiel Maertens Fernand

Régions	Sections	Nbre de membres	Responsables
RHEINLAND	Dortmund	11	(3)
	Düsseldorf	16	Cordier Leon
	Essen	(2)	Nijs Edmond Van Looy Alfons
	Hagen	10	De Valck Jozef
	Hamm	(2)	Soetemans Frans
	Köln	24	(3)
	Krefeld	18	Lafontaine Henri Van Bortel Albert
	Oberhausen	(2)	Van Impe Albert
	Rheinhausen	(2)	Pintens Edmond
	Siegburg	(2)	Kesteloot Edmond
	Wanne Eickel	(2)	Van de Velde Pieter
	Wuppertal	11	(3)
STUTTGART	Esslingen	(2)	Audenaert Jozef
	Laupheim	(2)	Coenen Victor
	Reutlingen	(2)	Vrebosch Jan
	Stuttgart	20	De Ridder Jan Janssens Hendrik
WIEN	Wien	(2)	Braeckman Leonard
WETZLAR	Marburg	(2)	Broux Hendrik
	Wetzlar	12	Perpette Georges Van den Avoort Jan

A. De Jonghe

L'ETABLISSEMENT D'UNE ADMINISTRATION CIVILE EN BELGIQUE ET DANS LE NORD DE LA FRANCE

MISE AU POINT

Dans notre article paru dans le premier numéro du présent périodique : *L'établissement d'une administration civile en Belgique et dans le Nord de la France*, deux erreurs ont été commises. La première concerne la *Belgienpolitik*, spécialement la *Flamenpolitik* du *Militärverwaltungschef* Reeder. Nous considérons comme un devoir de justice élémentaire d'y apporter les corrections nécessaires. A la page 76 nous écrivions : « On ferait une caricature de la réalité en considérant Reeder, quoique *SS-Brigadeführer* honoraire, comme le représentant de la politique SS en Belgique. Mais quant aux objectifs de politique générale, il partageait les idées de Himmler (et de Hitler) : plus de Belgique après la guerre ».

La dernière phrase doit être lue comme suit : « Après la guerre, dans une Europe dirigée par l'Allemagne, il n'y aura plus de Belgique indépendante, et certainement plus de Belgique comme elle était avant le 10 mai 1940 ».

Reeder était complètement opposé à la *Volkstumspolitik* de Himmler pour autant qu'elle visait l'*Anschluss* de la Flandre et de la Wallonie sous la forme d'un *Reichsgau Flandern* et d'un *Reichsgau Wallonien*. C'est ce que nous avons écrit clairement à la page 123, note 45. Ceci est d'ailleurs prouvé par une lettre que Brandt, chef de l'Etat-Major personnel de Himmler, a écrite à Berger, chef du *SS-Hauptamt*, datée du 19 mars 1943. La tension entre Himmler et le *Militärverwaltungschef*, qui s'opposa vigoureusement au déploiement de force des SS en Belgique, et en particulier à la nomination d'un *Höheren SS- und Polizeiführer* (HSSPF) à Bruxelles, avait à ce moment-là atteint un point culminant dangereux pour Reeder. D'autres crises devaient suivre. Stuckart, secrétaire d'Etat pour les Affaires intérieures, protégea Reeder. « *SS-Gruppenführer Dr. Stuckart*, écrivait Brandt à Berger, *setzte sich kürzlich in einem Telefongespräch für den SS-Brigadeführer Reeder ein. Er meinte, SS-Brigadeführer Reeder würde treu zum Führer stehen. Ich gab ihm kurz davon Kennt-*

nis, dass der RF-SS zwar an der Treue Reeders nicht zweifele, dass er aber die bisherige von Reeder verfolgte Politik keineswegs billige » (1).

Il est pourtant vrai que fin 1941, Reeder, dans un de ses *Tätigkeitsberichte* à l'O.K.H., signa un passage rédigé par un de ses collaborateurs dont on peut déduire qu'à ce moment-là, le *Militärverwaltungschef* ne tenait plus compte de la survie de la Belgique une fois la guerre terminée (2). Si, comme certains le présument et pas toujours à tort, les *Tätigkeitsberichte* avaient parfois une intention tactique, puisque Reeder savait que la *Militärverwaltung* de Bruxelles était souvent critiquée, il faut admettre que cette tactique était également dangereuse pour sa politique, à cause de son ambiguïté.

Le *Militärverwaltungschef* n'était pas un homme qui suivait aveuglément les ordres de Himmler ou d'autres services centraux allemands. Nous en trouvons la preuve dans plusieurs rapports, notamment celui dans lequel il défend énergiquement le VNV contre la *De Vlag*. On peut par ailleurs se demander si les *Tätigkeitsberichte* de Reeder auraient également été interprétés comme étant une tactique si l'Allemagne avait gagné la guerre. Réduire le contenu de ces documents à une tactique pour jeter de la poudre aux yeux serait tout aussi injustifiable que l'accepter sans esprit critique. C'est l'historien qui aura la tâche de discerner chaque fois la vérité de la présentation tactique des choses. C'est alors qu'apparaîtra à quel moment cette tactique eut ou reçut le plus d'importance : pendant l'occupation — ou seulement après la défaite, lorsque la *Militärverwaltung* défendit sa politique et voulut que l'on croie qu'elle ne l'avait jamais pensée comme elle l'avait écrite.

La deuxième erreur concerne le Roi Léopold III. Nous avons écrit à la page 83 : « Peu de temps après, toujours en juillet 1940, il (Hitler) coupe court à un projet d'entretien politique avec le Roi Léopold, parce qu'il a appris que toutes sortes de plans politiques étaient ourdis à Laeken et que ceux qui les élaboraient considéraient le Roi comme le point de cristallisation du patriotisme belge. » Il faut lire : « Le point de cristallisation de leurs plans de stabilisation politique ».

(1) *Bundesarchiv Koblenz*, NS 19 neu/1866.

(2) Voir notre article, p. 76-78.

Les publications du Centre de Recherches et d'Etudes Historiques de la Seconde Guerre Mondiale

— CAHIERS D'HISTOIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

* *Le travail obligatoire en Belgique (1940-1944)*

M. Van den Wijngaert, E. De Bens, J. Culot

* *L'instauration d'une « Zivilverwaltung » en Belgique et dans le Nord de la France*

A. De Jonghe

130 p.

Prix pour l'étranger : 4 \$ Belgique : 160,— F

— Série DOCUMENTS

1. F. SELLESLAGH : *L'emploi de la main-d'œuvre belge sous l'occupation (1940)*

in 4°, offset, 130 p.

Etranger : 3 \$ Belgique : 105,— F

F. SELLESLAGH : *De tewerkstelling van Belgische arbeidskrachten tijdens de bezetting (1941)*

in 4°, offset

Etranger : 4 \$ Belgique : 160,— F

— Série INVENTAIRES

1. J. GOTOVITCH : *Inventaire du Fonds Léo Lejeune*

in 4°, offset, xvi-94 p.

Etranger : 3 \$ Belgique : 105,— F

2. H. BALTHAZAR : *Inventaris Hendrik de Man*

in 4°, offset, 55 p.

Etranger : 2 \$ Belgique : 75,— F

Encore disponible

CAHIERS D'HISTOIRE DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

Bruxelles, 1967, 248 p. Etranger : 4 \$ Belgique : 148,— F
La brigade spéciale de Luttre - Le convoi du 22 septembre 1941 -
Het alarm van januari 1940 in Nederland - Inventaire de la presse
clandestine liégeoise - La résistance belge en 1943 vue par la
Gestapo.

Epuisés

- J. DUJARDIN, L. RIJMENANS, J. GOTOVITCH : *Inventaire de la Presse Clan-
destine (1940-1944) conservée en Belgique*
Bruxelles, 1966. Offset, xxii-196 p.
- Els DE BENS : *Inventaris van de Belgische gecensureerde informatiepers
tijdens de Tweede Wereldoorlog*
In 4°, offset, 128 p.

Le Centre édite périodiquement un *Bulletin* d'informations qui fait le point
des travaux et donne la situation de ses collections.

Annuellement, le *Bulletin* publie une *Bibliographie* des publications relatives
à la Belgique dans la seconde guerre mondiale parues dans l'année.

Le *Bulletin* est envoyé gratuitement sur demande.

Ces publications peuvent être obtenues en versant la somme correspondante

soit par virement bancaire : Soc. Générale de Banque, Bruxelles - Cpte n° 210-0057.651-85
de la « Commission du Patrimoine des Archives, Centre de Recherches et d'Etudes
Historiques de la Seconde Guerre Mondiale »,

soit par virement postal : n° 2.61 de la Société Générale de Banque, Bruxelles - pour le
compte n° 210-0057.651-85 de la « Commission du Patrimoine des Archives, Centre
de Recherches et d'Etudes Historiques de la Seconde Guerre Mondiale ».

Adapted from
the book
"The
History of
the
United States
of America"
by
John
F. Kennedy
and
Robert
F. Kennedy

Encore disponible

CARNETS D'HISTOIRE DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

Bruxelles, 1967, 240 p. — Etranger : 44 — Belgique : 120 — F.
Le baptême spécial de Lutetia - Le conseil du 22 septembre 1941
Nos plans sur l'ouest 1942 en Belgique - L'occupation de la zone
classifiée - Le silence belge en 1943 - Les plans de
Gomery

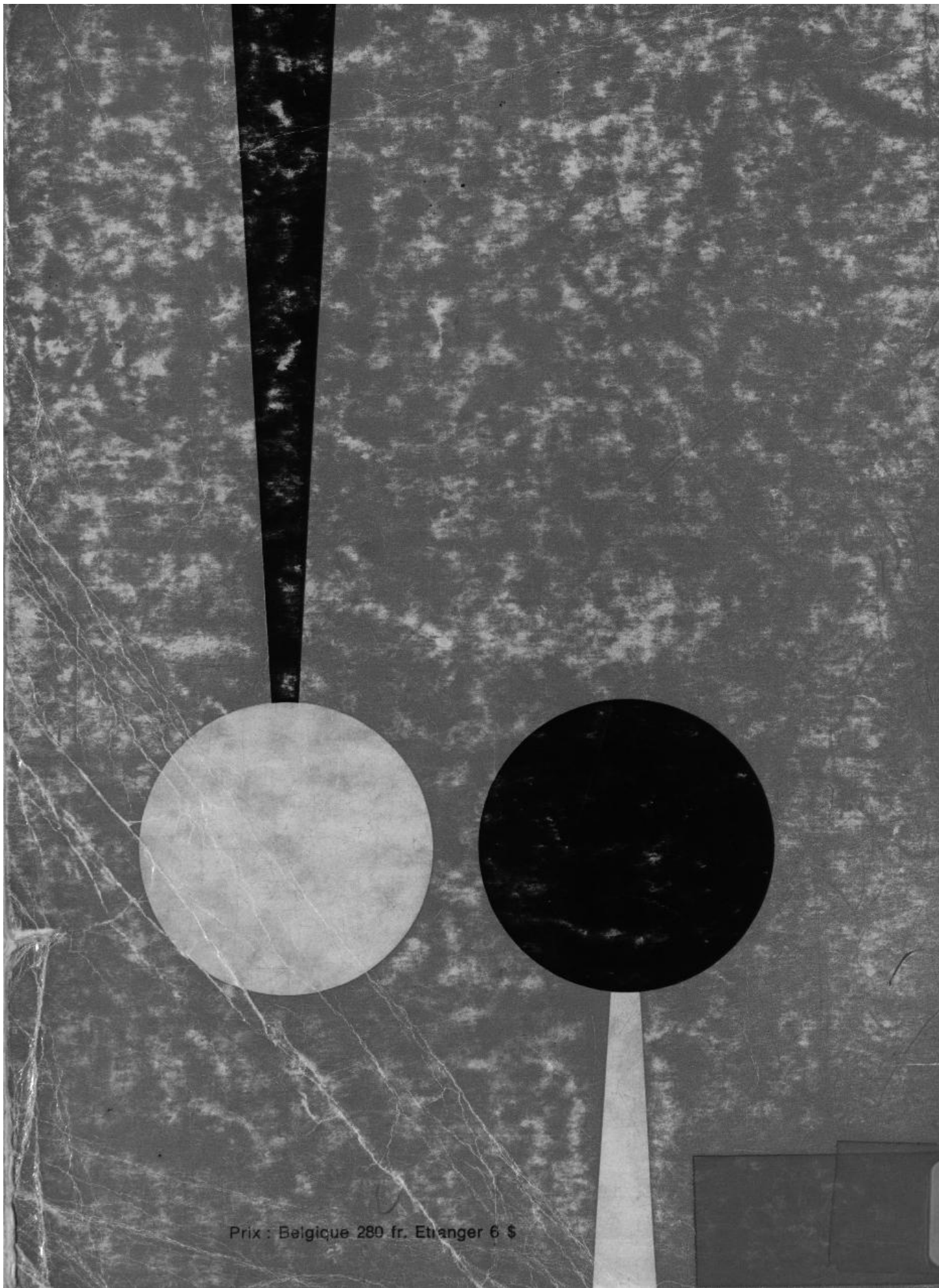
Epaves

- J. DUBOIS, L. RUPANNO, J. GOYVAERTS : *Epaves de la France Clémence* (1940-1944) *recueilli en Belgique*
Bruxelles, 1966. Offres, 200-196 p.
- *Ma De Boer - Journal van de Belgische persoonsrechten informatieve*
groep de Tweede Wereldoorlog
In-4°, offres, 120 p.

Le Centre édit également un Bulletin d'informations qui fait le point
des travaux et donne la situation de ses collections.
Aussi, le Bulletin publie une bibliographie des publications relatives
à la Belgique dans le second conflit mondial parus dans l'étranger.
Le Bulletin est envoyé gratuitement sur demande.

**Achévé d'imprimer
sur les presses de
l'Imprimerie Vanbraekel
à Mouscron
en septembre 1972**





Prix : Belgique 280 fr. Etranger 6 \$